

R É P U B L I Q U E F R A N Ç A I S E

PROJET DE LOI DE FINANCES POUR

2013

# RAPPORT ÉCONOMIQUE, SOCIAL ET FINANCIER



Tome I

**Perspectives économiques  
2012-2013 et évolution  
des finances publiques**



*Liberté • Égalité • Fraternité*

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PROJET DE LOI DE FINANCES POUR

2013

# RAPPORT ÉCONOMIQUE, SOCIAL ET FINANCIER

---

Tome I

**Perspectives économiques  
2012-2013 et évolution  
des finances publiques**



## Table des matières

<b>Perspectives économiques 2012-2013</b>	5
<b>Vue d'ensemble</b>	6
Fiche 1 : Retour sur les prévisions pour 2012-2013	12
Fiche 2 : Environnement international de la zone euro	14
- Commerce mondial	18
Fiche 3 : Zone euro	20
Fiche 4 : Revenu et demande des ménages	24
Fiche 5 : La demande des entreprises	28
Fiche 6 : La situation financière des entreprises	30
Fiche 7 : Les perspectives de l'emploi	34
Fiche 8 : Les perspectives d'inflation et de salaires	36
Fiche 9 : Les échanges extérieurs	40
Fiche 10 : Scénarios alternatifs	44
- Impact des scénarios alternatifs sur les finances publiques	46
Fiche 11 : Comparaison avec les prévisions du groupe technique	48
Fiche 12 : La croissance potentielle	52
Tableaux prévisionnels	56
<b>Évolution des finances publiques</b>	61
<b>Vue d'ensemble</b>	61
Fiche 1 : La dette des administrations publiques	64
Fiche 2 : L'évolution des dépenses publiques	66
Fiche 3 : L'évolution des prélèvements obligatoires	70
Fiche 4 : La prévision des recettes fiscales	78
Fiche 5 : Le compte de l'État	82
Fiche 6 : Les administrations publiques locales	90
Fiche 7 : Les administrations de sécurité sociale	92
Fiche 8 : La programmation pluriannuelle des finances publiques 2013-2017	94
Fiche 9 : Impact des investissements d'avenir sur les finances publiques	100
Fiche 10 : Analyse et recommandations européennes	102
- Encadré : la procédure des déséquilibres macroéconomiques	
<b>Dossiers</b>	109
<b>L'inflation immobilière et ses conséquences pour l'économie française</b>	109
<b>Inégalités et croissance : une perspective internationale</b>	125



# Perspectives économiques 2012-2013

La France traverse depuis quatre ans une crise sévère, qui a frappé l'ensemble de l'économie mondiale, et qui s'est ravivée depuis un an avec l'intensification de la crise européenne. Mais la crise n'explique pas tout ; elle a joué comme un révélateur des fragilités structurelles de l'économie française et de ses déséquilibres persistants. Le chômage frappe désormais plus de 10 % de la population active, des niveaux jamais atteints depuis 1999. La dette publique avoisine désormais les 90 % du PIB, les parts de marchés à l'exportation s'érodent continuellement depuis dix ans, et les inégalités se sont creusées aux deux extrêmes de l'échelle des revenus. Dans ce contexte, **la France ne peut espérer qu'une croissance atone en 2012, de 0,3 %.**

Face à cette situation économique, sociale et financière extrêmement difficile – plus difficile que lors du débat d'orientation des finances publiques – le Gouvernement entend conduire avec détermination un agenda de réformes ambitieux respectueux de notre modèle social et des équilibres environnementaux, **pour renouer avec une croissance plus forte, plus équilibrée et plus solidaire**, en mobilisant toutes les énergies et tous les atouts :

- Au plan européen, sous l'impulsion du Président de la République, la **réorientation des politiques européennes en faveur de la croissance** a été engagée lors du Conseil européen des 28 et 29 juin.
- Les **mesures d'urgence en faveur de l'emploi et du pouvoir d'achat en particulier des classes moyennes et populaires permettent de préserver la demande à court terme** : augmentation de l'allocation de rentrée scolaire, encadrement des loyers en zone tendue, revalorisation du Smic, baisse du prix des carburants, annulation de la hausse de TVA dite sociale, création de 150 000 emplois d'avenir.
- Des **chantiers d'envergure ont été amorcés pour rééquilibrer et renforcer notre croissance de long terme** : réforme du financement de l'économie, réforme du financement de notre protection sociale en faveur de la compétitivité, réforme du marché du travail avec les négociations sur la sécurisation de l'emploi et les contrats de génération, réforme de l'action publique, réforme de la politique du logement,...
- Le **projet de loi de finances pour 2013 s'inscrit dans cette stratégie de croissance** : la politique de désendettement est menée de façon à préserver la demande et l'offre productive, en renforçant la progressivité de l'imposition des ménages et en rééquilibrant l'imposition des entreprises. Le projet de loi de finances concilie ainsi la nécessaire réduction des inégalités et les impératifs d'efficacité économique.

**Dans un contexte international encore vulnérable, la croissance de la France se redresserait graduellement pour s'établir à 0,8 % en 2013, hypothèse sur laquelle est bâti le projet de loi de finances.** Cette reprise serait tirée par une accélération de la demande mondiale adressée à la France qui soutiendrait ses exportations (+ 4,8 %), sous l'hypothèse d'une dissipation progressive des tensions dans la zone euro. L'amélioration des perspectives de débouchés conduirait les entreprises à investir davantage (+ 1,5 %) et à moins puiser dans leurs stocks. La demande des ménages continuerait de résister, avec une consommation en légère progression (+ 0,3 %) et une reprise de l'investissement en logement grâce aux mesures du PLF en faveur de la construction. L'inflation serait moins forte qu'en 2012 mais encore soutenue (+ 1,8 % après + 2,0 %), notamment du fait de la hausse récente du prix du pétrole et des matières premières agricoles. L'économie recommencerait progressivement à créer des emplois en dépit de la faiblesse de la croissance, grâce à la montée en charge des emplois d'avenir, à la fin du non-remplacement d'un départ en retraite sur deux dans le secteur public et à la mise en œuvre des contrats de génération.

## Vue d'ensemble<sup>1</sup>

### Entamé à l'été 2011, le ralentissement de l'activité mondiale pourrait se poursuivre jusqu'à la fin de l'année

#### L'économie mondiale a été frappée par une série de chocs négatifs à l'été 2011

L'été 2011 a été marqué par de fortes tensions sur le marché des dettes souveraines en zone euro qui se sont étendues et ont frappé des économies comme l'Italie et l'Espagne. Ces turbulences ont alimenté l'attentisme des ménages et des entreprises et se sont traduites par une activité déprimée en fin d'année. Dans le reste du monde, l'activité a mieux résisté. Si l'économie américaine a également fait face à des tensions au cours de l'été, elle a finalement bien résisté malgré le processus de désendettement en cours, portée par les moteurs privés de l'économie, notamment les dépenses de consommation des ménages et d'investissement des entreprises. En Asie en revanche, l'activité a été heurtée en raison des inondations en Thaïlande qui ont perturbé le commerce de la région et affecté la croissance nipponne et, dans une moindre mesure, chinoise.

La fin de l'année a également été marquée par la hausse des prix du pétrole, portée par les tensions géopolitiques croissantes avec l'Iran alors que le marché retrouvait progressivement une situation d'équilibre permise par la hausse de la production saoudienne et le rétablissement de l'offre libyenne.

Début 2012, le ralentissement des économies s'est généralisé. Aux États-Unis, les créations d'emploi ont rapidement decru, ne permettant plus qu'une stabilisation du taux de chômage. Au Royaume-Uni, l'as-

sainissement des bilans en cours, se traduisant par une demande intérieure déprimée, et la faiblesse de la demande des partenaires commerciaux ont entraîné l'économie dans une récession sévère. L'Espagne et l'Italie, engagées dans des processus d'ajustement marqué de leurs finances publiques, sont également rentrées en récession. Dans ce contexte européen morose, l'économie allemande a tiré profit de fondamentaux plus solides, avec une situation favorable des finances de ses administrations publiques, un taux de chômage à un niveau historiquement bas et une structure géographique d'exportation portée davantage vers les économies émergentes. Après un passage à vide en fin d'année dernière, l'économie allemande a ainsi crû à un rythme modéré au cours du premier semestre. Sur cette période, la volatilité de l'activité japonaise s'est poursuivie avec un rebond au 1<sup>er</sup> trimestre, porté par les dépenses de reconstruction suite au séisme de Sendai, suivi d'un ralentissement marqué provenant de la consommation des ménages et d'un commerce extérieur affecté par la faiblesse de la demande mondiale et l'appréciation du yen. Enfin, les pays émergents ont également fait face à un ralentissement de leurs économies, contenu en Chine mais marqué au Brésil et en Inde, où le tassement de la demande extérieure s'est conjugué à celui de la demande intérieure, dans un contexte de moindres entrées de capitaux.

#### À l'été 2012, les mesures prises par les gouvernements et les banquiers centraux ont conduit à une détente ...

À la suite des décisions du Conseil européen des 28-29 juin, des étapes importantes ont été franchies dans la mise en

(1) Les prévisions macroéconomiques présentées dans ce document ont été finalisées à partir des informations disponibles jusqu'au 27 septembre 2012.

œuvre d'une politique cohérente et ambitieuse de résolution de la crise en zone euro, avec notamment la décision d'un pacte pour la croissance et l'emploi doté de 120 Md€ et un calendrier pour une véritable union bancaire – qui inclura le recours à un superviseur européen et des instruments de résolution de crise plus intégrés, avec un accord pour des recapitalisations directes de banques par les mécanismes européens – permettant de déconnecter le lien entre dette bancaire et dette souveraine. Les prochaines étapes incluent le débat à venir, à l'automne, sur la feuille de route esquissant les voies d'approfondissement de l'Union économique et monétaire.

Les politiques budgétaires restent restrictives dans la majorité des économies développées eu égard aux niveaux élevés de dette et de déficit. Les politiques monétaires continuent cependant à s'assouplir, principalement *via* des mesures dites non conventionnelles prises dans les économies avancées. La Réserve fédérale des États-Unis a ainsi récemment annoncé s'attendre au maintien de ses taux au niveau actuel jusqu'en mi-2015. Elle lance un programme d'achats de titres adossés à des créances immobilières qui se poursuivra jusqu'à ce que le marché du travail américain connaisse une amélioration significative. La Banque d'Angleterre a poursuivi son programme d'achat d'obligations souveraines. La Banque centrale européenne a lancé le programme OMTs (*Outright Monetary Transactions*), face à la segmentation des conditions de financement dans la zone euro. Ce nouvel instrument permettra à la BCE d'intervenir sur le marché secondaire de manière potentiellement illimitée et d'assurer ainsi une meilleure transmission de la politique monétaire à l'économie réelle. En paral-

lèle, afin de contenir le ralentissement de leur activité, les principales économies émergentes ont engagé des mesures de relance budgétaire et ont entamé un assouplissement monétaire (notamment la Chine et le Brésil). Les mesures de relance budgétaire ont pu être réalisées grâce à des finances publiques relativement saines, tandis que l'assouplissement monétaire a été facilité par la baisse des tensions inflationnistes.

Au total, depuis la fin juillet, les tensions financières se sont légèrement apaisées en Europe, notamment dans les économies qui concentrent les craintes des investisseurs. En parallèle, les marchés boursiers ont repris une tendance à la hausse, effaçant les pertes enregistrées sur la première moitié de l'année.

**... qui, si elle se poursuivait, pourrait permettre un redémarrage de la croissance mondiale, qui resterait progressif et marqué par des hétérogénéités fortes**

La situation économique mondiale reste fragile. Au niveau européen, la situation de la Grèce, qui négocie actuellement avec la troïka un délai supplémentaire pour mettre en œuvre ses réformes et atteindre ses objectifs reste en particulier une source d'incertitude. Aux États-Unis, le risque de *falaise budgétaire*, qui correspond à l'ajustement budgétaire massif que connaîtrait l'économie américaine dans l'état actuel de la législation, constituera vraisemblablement le premier dossier du gouvernement élu à l'issue des élections présidentielles de novembre, le tout dans un contexte où le plafond de la dette pourrait par ailleurs nécessiter un nouveau relèvement. Enfin, le marché pétrolier reste particulièrement fébrile



dans un contexte géopolitique tendu au Moyen Orient.

Sous l'hypothèse de résorption progressive des tensions en zone euro, les moteurs privés de la croissance devraient redémarrer. Le besoin de renouvellement des équipements favoriserait une accélération de l'investissement, aidée par des conditions de financement favorables et de meilleures perspectives de débouchés. La consommation des ménages bénéficierait dans l'ensemble d'une inflation globalement limitée par la faiblesse des tensions sur la demande (déficit de production). Le rééquilibrage des économies est par ailleurs en marche. Les échanges extérieurs pourraient ainsi gagner en dynamisme, notamment dans les économies émergentes. Enfin, certains déséquilibres accumulés dans le passé sont en voie de résorption. Le marché immobilier américain semble ainsi avoir atteint son point bas et l'année prochaine confirmerait la reprise dans ce secteur.

**La croissance mondiale resterait toutefois hétérogène.** Les économies des pays émergents demeureraient relativement dynamiques. Les économies avancées croîtraient à un rythme globalement inférieur à 2 %, avec des fortes disparités provenant du processus de désendettement des agents publics et privés encore en marche. Par exemple, les économies du Sud de la zone euro pourraient enregistrer un nouveau recul de l'activité en raison de l'effort marqué de consolidation budgétaire, conjugué à un désendettement encore important des agents privés.

Au total, la demande mondiale adressée à la France ralentirait sensiblement en 2012 à + 1,5 % après + 5,9 % en 2011. Elle accélérerait en 2013 vers un rythme qui resterait encore inférieur au tendanciel passé (+ 4,9 %).

## **L'activité économique française accélérerait progressivement en 2013 après une année 2012 morose**

### **L'économie française a souffert de la dégradation du contexte international**

Soumise à un environnement international dégradé et incertain, l'activité économique française est restée stable depuis la fin de l'année 2011. Elle a toutefois mieux résisté que dans de nombreux autres pays de la zone euro.

Du fait du ralentissement de la demande mondiale, les exportations françaises ont très nettement ralenti début 2012. Pour autant, l'acquis de croissance des exportations pour 2012 au terme du 2<sup>ème</sup> trimestre est de 2,2 % et les premières données douanières disponibles pour le 3<sup>ème</sup> trimestre sont plutôt favorables. Les importations ralentissant davantage que les exportations, le commerce extérieur contribuerait positivement à la croissance en 2012.

Face à la baisse des perspectives de débouchés et dans un contexte d'incertitude, les entreprises ont fortement ralenti leurs investissements, même si ceux-ci ne se sont pas effondrés et devraient rester stables en 2012. Signe positif en vue d'un regain d'activité, le mouvement de déstockage a cessé début 2012. Les entreprises devraient néanmoins consentir une baisse consécutive de leur taux de marge.

Les ménages ont subi une baisse de leur revenu disponible en termes réels au second semestre 2011. En 2012, le revenu disponible réel des ménages serait en baisse de 0,6 % (identique à la prévision de l'Insee) sous l'action conjuguée de plusieurs facteurs : l'inflation resterait soutenue (+ 2,0 %), l'emploi total se stabiliserait sur l'année et les mesures de

redressement des comptes publics pèseraient sur les revenus disponibles. Néanmoins, l'indicateur de pouvoir d'achat ne permet pas de dissocier la situation des agents en fonction de leur niveau de vie. Le Gouvernement a adopté de nombreuses mesures d'urgence en faveur du pouvoir d'achat ciblées sur les classes moyennes et populaires (augmentation de l'allocation de rentrée scolaire, encadrement des loyers en zone tendue, revalorisation du Smic, baisse du prix des carburants, annulation de la hausse de TVA dite sociale) et les mesures figurant dans la loi de finances rectificative sont ciblées sur les ménages les plus aisés ayant la plus faible propension marginale à consommer, ce qui permettra de favoriser une réduction du taux d'épargne. Ces dispositions permettront donc de préserver les dépenses de consommation des ménages, qui résisteraient (+ 0,2 %). L'investissement des ménages serait également atone au vu des mises en chantier de logement neuf constatés au cours des derniers mois.

### **La croissance française atteindrait + 0,8 % en 2013**

La dissipation progressive des tensions en zone euro permettrait en 2013 une reprise de l'activité. L'accélération progressive de la demande mondiale soutiendrait les exportations (+ 4,8 %), qui continueraient aussi de bénéficier de l'effet des dépréciations passées de l'euro. L'amélioration des perspectives de débouchés conduirait les entreprises à investir davantage (+ 1,5 %) et à moins puiser dans leurs stocks. La stabilité du pouvoir d'achat des ménages masque des évolutions divergentes sur l'échelle des revenus, les mesures de consolidation budgétaire visant à rétablir la progressivité de l'imposition des personnes étant ciblées sur les deux derniers déciles de revenu. Par conséquent, la consommation des ménages continuerait

de résister (+ 0,3 %). L'investissement des ménages repartirait progressivement grâce aux mesures de soutien à la construction figurant dans le projet de loi de finances. L'inflation serait moins forte qu'en 2012 mais encore soutenue (+ 1,8 %), notamment du fait de la hausse récente du prix du pétrole et des matières premières agricoles.

Au total, la reprise serait modeste mais équilibrée. Le commerce extérieur contribuerait positivement à la croissance, les exportations étant plus dynamiques que les importations. Cela marquerait un certain rééquilibrage par rapport aux années 2000. Le taux de marge des entreprises se stabiliserait. La croissance du revenu des ménages reposerait sur des hausses modérées des salaires comme de l'emploi, qui augmenterait à nouveau dans le secteur marchand et serait soutenu par la montée en charge des contrats d'avenir et la fin de la règle du non-remplacement d'un départ en retraite sur deux dans le secteur public. Enfin, les mesures de redressement des comptes publics du projet de loi de finances seraient ciblées sur les revenus des ménages les plus aisés et ne pèseraient pas davantage sur le taux de marge des entreprises.

### **Ce scénario est entouré de plusieurs aléas**

Le premier aléa est le rythme de résolution des tensions, notamment en zone euro. Un apaisement plus rapide que prévu permettrait un rebond plus marqué de l'activité en 2013. *A contrario*, une résurgence des tensions pénaliserait la croissance française. Les incertitudes quant à l'évolution du cours du pétrole et des matières premières sont également fortes. La prévision repose sur une hypothèse classique de stabilisation des cours,

mais des évolutions marquées ne peuvent être exclues.

Le comportement des agents économiques est une autre source d'aléas. La prévision repose notamment sur une baisse du taux d'épargne des ménages, cohérente avec la levée des incertitudes sur l'environnement économique. L'ampleur de la baisse reste toutefois difficile à prévoir avec certitude. De même, les entreprises devraient répondre à l'accélération de la demande en investissant, mais disposeront de capacités d'autofinancement limitées.

Enfin, une incertitude demeure sur le marché du travail. En 2009 puis en 2010, les destructions d'emplois ont été plus faibles, puis les créations d'emploi plus fortes que prévues. La productivité du travail a donc diminué durant cette période. La prévision ne retient pas de rattrapage de la productivité apparente du travail à ce stade.

### Prévisions économiques 2012-2013 (Variation en volume, sauf indication contraire, en %)

	2011	2012	2013
PIB en France	1,7	0,3	0,8
Demande mondiale de biens adressée à la France	5,9	1,5	4,9
Indice des prix à la consommation en France	2,1	2,0	1,8
PIB monde	3,9	3,5	3,8
États-Unis	1,8	2,3	2,0
Zone euro	1,4	- 0,3	0,6
Taux de change euro/USD (niveau)	1,39	1,27	1,24
Prix du <i>Brent</i> (niveau en USD)	111	113	113



## Retour sur les prévisions pour 2012-2013

La comparaison des prévisions de croissance pour 2012 et 2013 est effectuée ici au regard du scénario macroéconomique associé au projet de loi de finances rectificative de juillet 2012, et qui avait été présenté en détail dans le rapport sur l'évolution de l'économie nationale et sur les orientations des finances publiques (DOFP), préparatoire au débat d'orientation des finances publiques présenté au Parlement en juillet (1).

(1) [http://www.performance-publique.budget.gouv.fr/fileadmin/medias/documents/ressources/PLF2013/DOFP\\_TOME\\_1.pdf](http://www.performance-publique.budget.gouv.fr/fileadmin/medias/documents/ressources/PLF2013/DOFP_TOME_1.pdf)

Les prévisions macroéconomiques du projet de loi de finances (PLF) pour l'année 2013 ont été révisées à la baisse par rapport à celles associées au projet de loi de finances rectificatives de juillet. Depuis cette date, les perspectives de croissance mondiale se sont un peu réduites, notamment en zone euro, limitant les possibilités de rebond de notre économie par la demande extérieure. De plus, les prix du pétrole ont continué à progresser durant l'été alors qu'ils semblaient en phase de stabilisation lors de la rédaction du DOFP. Pour autant, l'économie française a fait preuve d'une plus forte résistance qu'escompté. La stabilité du PIB au 2<sup>e</sup> trimestre est une information favorable, alors que la plupart des économistes tablaient sur un repli du PIB. Si sa croissance est restée atone depuis trois trimestres, la France est l'un des pays de la zone euro à n'avoir pas connu de recul de son PIB. En revanche, l'affaiblissement des perspectives internationales pourrait limiter, plus longuement qu'escompté, la reprise de notre économie.

La prévision de croissance de l'économie française est donc maintenue pour 2012 (+ 0,3 %), et revue à la baisse, en moyenne annuelle, pour 2013 (+ 0,8 % contre + 1,2 %).

### ■ L'économie française résisterait en 2012 avec une croissance de + 0,3 % dans un contexte de ralentissement économique international

Comme anticipé lors du DOFP, en 2012, l'activité économique devrait rester peu dynamique. L'activité au plan mondial pourrait même être un peu moins forte qu'anticipé et la demande mondiale adressée à la France ne croîtrait que de + 1,5 % (contre + 1,9 % dans le DOFP). La légère dépréciation de l'euro contrebalancerait partiellement cet affaiblissement de la demande extérieure de sorte que la croissance des exportations ne serait que faiblement revue à la baisse, avec + 2,7 % (contre + 2,9 %). En parallèle, le dynamisme des importations au 2<sup>e</sup> trimestre amène à envisager une augmentation plus forte que prévu précédemment (+ 1,3 % contre + 0,7 %). Au total, la contribution du commerce extérieur à la croissance resterait positive (+ 0,3 point de PIB) mais dans une moindre mesure qu'anticipé (+ 0,6 point de PIB).

La reprise des tensions sur les prix du pétrole devrait entraîner une hausse du prix du baril par rapport aux prévisions précédentes, s'établissant à 113 \$ en moyenne annuelle (contre 109 \$). L'inflation totale serait ainsi plus élevée, à + 2,0 % en moyenne annuelle (contre + 1,9 % dans le DOFP). Cette légère différence pèserait sur le revenu réel des ménages et par suite sur leur consommation, qui resterait toutefois en hausse (+ 0,2 % comme dans le DOFP), dans un contexte de repli du taux d'épargne (15,5 % après 16,1 % en 2011, sans changement par rapport au DOFP).

La prévision d'investissement des entreprises est revue à la hausse pour tenir compte du dynamisme observé au 2<sup>e</sup> trimestre. Il serait quasi stable (+ 0,1 %) (alors qu'un recul de - 0,3 % était envisagé dans le DOFP). Elles puiseraient par ailleurs moins dans leurs stocks (avec une contrac-

tion à la croissance de - 0,5 point de PIB au lieu de - 0,7 point de PIB).

Ainsi, l'économie française résisterait dans un contexte de repli de l'activité en zone euro, repli marqué chez certains de nos principaux partenaires. La croissance s'établirait à + 0,3 % en 2012, comme dans le DOFP. La moindre contribution de l'extérieur par rapport aux prévisions de juillet, qui semble en partie acquise au vu des données trimestrielles, serait contrebalancée par un léger surcroît de demande interne (y compris stocks).

### ■ La prévision de croissance de l'économie française pour 2013 est révisée à + 0,8 %

La reprise de l'activité internationale étant plus progressive que prévu, la demande mondiale adressée à la France en 2013 progresserait un peu moins fortement qu'anticipé lors du DOFP (+ 4,9 % contre + 5,6 %). La prévision d'exportations est toutefois inchangée (+ 4,8 %) grâce à la dépréciation passée de l'euro. Pour autant, les agents économiques pourraient demeurer attentistes plus longtemps qu'escompté.

L'investissement des entreprises redémarrerait plus lentement que prévu auparavant pour s'établir à un niveau modéré en moyenne annuelle (+ 1,5 % au lieu de + 2,5 % dans le DOFP). La prévision de consommation des ménages est également revue à la baisse (+ 0,3 % au lieu de + 0,7 %) pour tenir compte du moindre dynamisme attendu des revenus d'activité.

Au total, la contribution de la demande intérieure hors stocks serait un peu moins forte qu'envisagé précédemment (+ 0,6 point de PIB contre + 0,9 point de PIB). Les variations de stocks ne contribueraient plus à la croissance dans cette nouvelle prévision. Enfin, la contribution du commerce extérieur n'est pas modifiée.

La prévision de croissance pour 2013, révisée de + 1,2 % à + 0,8 %, tient donc compte d'un contexte singulièrement difficile, marqué par le caractère très progressif du redémarrage de la croissance mondiale, sur lequel pèsent, par ailleurs, les processus de désendettement privé et public chez un grand nombre de nos partenaires.

## Comparaison des prévisions du PLF 2013 à celles du Débat d'orientation des finances publiques (DOFP) de juillet 2012

Évolution en %	2012		2013	
	DOFP- Juillet 2012	PLF 2013	DOFP- Juillet 2012	PLF 2013
<b>Environnement international</b>				
Prix du baril de <i>Brent</i> , en USD	109	113	104	113
Taux de change EUR/USD	1,28	1,27	1,26	1,24
Demande mondiale de biens adressée à la France	+ 1,9 %	+ 1,5 %	+ 5,6 %	+ 4,9 %
<b>France</b>				
PIB	+ 0,3 %	+ 0,3 %	+ 1,2 %	+ 0,8 %
Importations	+ 0,7 %	+ 1,3 %	+ 3,9 %	+ 3,8 %
Dépenses de consommation des ménages	+ 0,2 %	+ 0,2 %	+ 0,7 %	+ 0,3 %
FBCF totale	+ 0,1 %	+ 0,2 %	+ 1,5 %	+ 1,0 %
dont entreprises non financières	- 0,3 %	+ 0,1 %	+ 2,5 %	+ 1,5 %
Exportations	+ 2,9 %	+ 2,7 %	+ 4,8 %	+ 4,8 %
Contribution du commerce extérieur à la croissance (en pts de PIB)	0,6	0,3	0,2	0,2
Contribution des stocks à la croissance (en pts de PIB)	0,7	0,5	0,1	0,0
Inflation	+ 1,9 %	+ 2,0 %	+ 1,6 %	+ 1,8 %

## Environnement international de la zone euro

Au cours du premier semestre 2012, l'économie mondiale a ralenti en raison du désendettement des administrations publiques et/ou des agents privés dans les économies avancées, de la persistance des tensions financières en zone euro, et de la hausse du cours du pétrole en début d'année. Les politiques monétaires plus restrictives menées en 2011 dans plusieurs économies émergentes ont également pénalisé l'activité en ce début d'année 2012.

L'assainissement des finances publiques et des bilans des agents privés va continuer de peser sur la croissance des économies développées. En revanche, des étapes importantes ont été franchies dans la mise en œuvre d'une politique cohérente et ambitieuse de résolution de la crise en zone euro. Tout d'abord, le Conseil Européen des 28 et 29 juin a entériné l'adoption d'un pacte pour la croissance et l'emploi de 120 Md€. Ensuite, la perspective d'une recapitalisation directe des banques par le Mécanisme Européen de Stabilité (MES) qui ferait suite à la création d'un superviseur bancaire européen unique – la Commission a remis des propositions en ce sens le 12 septembre dernier – va permettre de déconnecter le risque souverain du risque financier. Enfin, le lancement par la BCE des opérations monétaires sur titres (OMTs) va lui permettre potentiellement d'intervenir sur le marché secondaire des dettes souveraines de manière illimitée pour les pays bénéficiant d'un programme Fond Européen de Stabilité Financière (FESF) ou MES. Aux États-Unis, au Royaume-Uni et au Japon, la politique monétaire est aussi fortement mobilisée pour tirer la croissance avec notamment la mise en place de nouveaux programmes d'achats d'actifs. Dans les économies émergentes, les dernières mesures de politique économique, monétaire et budgétaire, cherchent également toutes à soutenir la croissance.

L'environnement international de la zone euro serait un peu mieux orienté en 2013 qu'en 2012. Les moteurs privés de la croissance devraient redémarrer, favorisés par le besoin de renouvellement des équipements et par les dépenses de consommation des ménages qui bénéficieraient dans l'ensemble d'une inflation limitée. Enfin, certains déséquilibres accumulés dans le passé sont en voie de résorption. La croissance mondiale reste toutefois vulnérable, particulièrement au risque de « falaise budgétaire » aux États-Unis, qui fait craindre un ajustement budgétaire trop important, et aux prix des matières premières agricoles et pétrolières notamment, qui ont récemment augmenté.

### ■ Aux États-Unis, la croissance resterait proche de son potentiel à condition que la consolidation budgétaire ne soit pas excessive en 2013

En 2011, la croissance de l'activité américaine a été modeste (+1,8 %) au regard de l'écart de production qu'il reste à résorber, pénalisée par le désendettement du secteur public et des ménages, par la forte progression des prix énergétiques et par les turbulences financières de l'été.

En 2012, l'activité a continué de progresser au cours du premier semestre, à un rythme moindre néanmoins. La consommation privée, qui représente 70 % du Produit Intérieur Brut (PIB) américain, a résisté, notamment en raison de fortes créations d'emplois en début d'année. La prolongation de certains stimuli jusqu'en fin d'année soutient également le revenu des ménages. En revanche, la nette augmentation des prix du pétrole jusqu'en avril 2012, du fait principalement de l'intensification des tensions géopolitiques avec l'Iran, a amputé le pouvoir d'achat en début d'année. La baisse des cours au 2<sup>e</sup> trimestre, les marchés étant en net excès d'offre et les tensions géopolitiques se détendant relativement, a permis de contrebalancer le ralentissement

des créations d'emplois sur le pouvoir d'achat du revenu des ménages. Dans le secteur immobilier, l'année 2012 pourrait être celle de la reprise, avec des prix immobiliers qui repartent progressivement à la hausse. Enfin, l'investissement des entreprises est plutôt robuste du fait de taux d'intérêts très favorables et d'une situation financière des entreprises confortable (faible taux d'endettement et taux de marge élevé).

En 2013, la croissance dépendra notamment de l'effort budgétaire finalement mis en œuvre à la suite des élections présidentielles de novembre. En l'état actuel de la législation, l'ampleur de la consolidation serait massive, de l'ordre de 4 points de PIB. Un effort budgétaire moindre mais significatif est probable au regard de la situation dégradée des finances publiques, des difficultés qu'éprouvent les deux partis majoritaires à trouver un accord et du précédent de l'été 2011. Le revenu des ménages et la consommation publique seraient les principaux postes de la demande affectés par les mesures budgétaires. Concernant les échanges extérieurs, les exportations tout comme les importations ne seraient pas très dynamiques, les premières étant pénalisées par l'appréciation récente du dollar, et les secondes par une demande finale contenue. Le déficit commercial resterait ainsi stable à près de 4 points de PIB.

Au total, la croissance s'établirait en 2012 et en 2013 à 2¼ % et 2 % respectivement, soit un niveau proche de la croissance potentielle, ce qui ne permettrait pas à l'économie américaine de résorber son déficit de production formé pendant la crise. Le principal aléa porte sur l'ampleur de l'ajustement budgétaire finalement mis en œuvre en 2013.

#### ■ **Quoiqu'en léger ralentissement en 2012, l'activité chinoise resterait vigoureuse et la consommation privée se renforcerait grâce aux mesures de soutien monétaire et budgétaire**

L'année 2011 a été marquée par un ralentissement de l'activité, provenant principalement d'une faible croissance des exportations. En effet, la demande mondiale adressée à la Chine a été moins dynamique, affectée par les conséquences sur les chaînes de production mondialisée du séisme de Sendai et, dans une moindre mesure, par celles des inondations en Thaïlande sur le commerce de la région. La mise en place d'un programme de construction de logements sociaux a toutefois permis à la demande intérieure de contrebalancer pour partie ce moindre dynamisme extérieur.

Début 2012, le ralentissement de l'activité s'est poursuivi, du fait principalement du contexte international moins allant. L'activité devrait ré-accélérer à partir du 2<sup>nd</sup> semestre, en raison de l'assouplissement de la politique monétaire et de l'adoption de mesures budgétaires de soutien à la croissance. Les moteurs internes seraient toujours dynamiques, la consommation prenant progressivement le relais de l'investissement. L'investissement, qui progresserait vivement en 2012, favorisé par la construction de logements sociaux, ralentirait en 2013, en contrecoup de ce programme et du fait de mesures visant à refroidir le marché immobilier. La consommation des ménages aurait une dynamique opposée. Elle ralentirait en 2012 puis accélérerait en 2013, soutenue par un pouvoir d'achat du revenu accru par une inflation contenue. De manière générale, les salaires sont soutenus par un pouvoir de négociation des salariés accru en raison des pénuries de main d'œuvre dans certaines grandes villes. Au final, il y aurait un léger rééquilibrage interne en faveur de la consommation. En revanche, au niveau externe, les déséquilibres seraient toujours importants : l'excédent commercial se stabiliserait en 2013, le rebond des exportations étant contrebalancé par des importations plus dynamiques.



La croissance s'établirait ainsi à 7¼ % en 2012 puis à 8½ % en 2013. Les aléas demeurent importants. Une appréciation du yuan ou une baisse plus prononcée des prix immobiliers pourraient peser sur l'activité. En outre, des vulnérabilités existent, en particulier dans le secteur financier où les bilans bancaires paraissent se dégrader. La qualité des actifs bancaires s'est en effet détériorée au cours du 1<sup>er</sup> semestre 2012 du fait de l'augmentation des prêts en retard de paiement. Celle-ci pourrait être suivie par celle des créances douteuses. En revanche, une baisse du taux d'épargne des ménages, accompagnant le développement de la protection sociale, soutiendrait la consommation. Enfin, la Chine dispose encore d'importantes marges de manœuvre budgétaires qui pourraient être sollicitées pour faire face à un éventuel ralentissement plus prolongé de l'activité.

Le reste de l'Asie émergente a également légèrement ralenti en 2011. Les conséquences du séisme de Sendai et des inondations en Thaïlande ont pesé sur l'activité de la région. Les tensions financières et la baisse de la demande extérieure ont pénalisé l'activité. Celle-ci ré-accélérerait progressivement, soutenue par un assouplissement monétaire dans la plupart de ces pays qui a notamment permis une dépréciation récente du change.

#### ■ **Soutenue par l'effort de reconstruction, l'activité japonaise serait dynamique en 2012, avant de ralentir en 2013**

Au Japon, l'activité a reculé en 2011 en raison de la catastrophe de Sendai survenue en mars.

En 2012, l'activité rebondirait grâce au soutien du secteur public et privé dans le cadre des plans de relance. L'extérieur contribuerait négativement. L'appréciation du yen et le ralentissement du commerce mondial (cf. encadré) pénaliseraient les exportations tandis que les importations seraient dynamiques du fait de la vigueur de la demande intérieure. En 2013, l'activité ralentirait sensiblement, principalement en contrecoup des mesures de relance et aux mesures de consolidation budgétaire qui affectent le revenu des ménages. La consommation des ménages serait de fait affaiblie. Le ralentissement de la demande intérieure couplé au rebond du commerce mondial permettrait une contribution légèrement positive de l'extérieur. Au total, conséquence de la dégradation de l'appareil productif depuis 2011, de l'effort de reconstruction, et des besoins d'importations accrus en hydrocarbure, la balance commerciale serait de nouveau déficitaire en 2012 et en 2013, à environ 1 point de PIB, pour la première fois depuis 1980.

Le PIB japonais progresserait de 2½ % en 2012, puis de 1 % en 2013. L'inflation repasserait en territoire négatif en 2013. Les prix avaient très légèrement progressé en 2012 du fait d'un recours accru aux hydrocarbures pour la production d'énergie. La situation des finances publiques reste particulièrement dégradée avec un déficit public important et une dette qui dépasserait largement 200 % du PIB.

#### ■ **L'activité britannique serait dégradée en 2012 puis repartirait lentement en 2013, pénalisée par le lent rétablissement des moteurs internes et le processus de consolidation budgétaire**

Au Royaume-Uni, l'activité a été atone en 2011 dans un contexte d'ajustement marqué des finances publiques et de consommation des ménages dégradée. Cette dernière a été pénalisée

par la hausse de la TVA et la poursuite du désendettement.

En 2012, le lent rétablissement des moteurs internes et le recul de l'inflation ne compenseraient pas la baisse des exportations à destination de la zone euro, pénalisées par l'appréciation de la livre sterling. Par ailleurs, le profil trimestriel de la croissance serait particulièrement heurté du fait des événements exceptionnels en cours d'année, jubilé de la Reine et Jeux Olympiques d'été, qui ont pesé sur la croissance du 2<sup>e</sup> trimestre et devrait soutenir celle du 3<sup>e</sup>.

En 2013, l'économie britannique repartirait lentement, bénéficiant du redressement progressif de l'activité en zone euro et du renforcement graduel des moteurs internes privés. La poursuite de la consolidation budgétaire continuerait néanmoins de peser sur l'activité.

En raison de l'atonie de ses partenaires commerciaux européens et d'une relative résistance de la demande intérieure, la balance commerciale britannique se dégraderait en 2012 à 2½ points de PIB puis se stabiliserait en 2013, la demande intérieure comme les exportations rebondissant.

Au final, l'activité reculerait de ¼ % en 2012 puis progresserait de 1 % en 2013. Le déficit public se réduirait au-delà du simple impact d'une meilleure conjoncture mais resterait important en 2013. L'inflation baisserait et s'établirait aux alentours de 2 % fin 2013, du fait de l'appréciation récente de la livre, d'un déficit de production et en l'absence de nouvelle hausse de la fiscalité indirecte qui avait soutenu les prix en 2011 (plus de 4 %).

#### ■ Les autres parties du monde connaîtraient une activité mieux orientée

Les principales économies **d'Europe Centrale** –Pologne, République Tchèque, Hongrie– ralentiraient nettement en 2012 puis repartiraient modérément en 2013. Ces pays sont en effet très dépendants de l'activité et du secteur financier du reste de l'Union européenne et ont aussi pu pâtir dans certains cas, de leurs propres déséquilibres accumulés. Pour **la Communauté des États Indépendants (CEI)**, l'activité ralentirait en 2012 et en 2013. L'affaiblissement des exportations à destination de l'Europe parallèlement au durcissement de la politique économique dans certains pays pèsent sur la croissance en dépit du niveau toujours élevé du prix des matières premières. **En Amérique Latine**, la croissance baisserait en 2012 mais resterait dans l'ensemble dynamique à moyen terme. La plupart des Banques centrales des pays d'Amérique latine sont récemment intervenues pour lutter contre l'appréciation de leurs devises. La croissance des pays du **Proche et Moyen Orient** est toujours soutenue par les prix du pétrole élevés. Les tensions géopolitiques rythment l'activité dans certains pays de la région, qui devrait rester globalement dynamique à horizon 2013 sous l'hypothèse du maintien du prix des hydrocarbures à un niveau élevé.

\* \* \*

**Depuis le début de l'année 2012, l'activité de la plupart des partenaires de la zone euro résiste, malgré des processus d'ajustement en cours dans certains pays – y compris des consolidations budgétaires - et en dépit des tensions financières dans la zone euro. L'environnement international de la zone a ainsi un peu ralenti et devrait légèrement s'améliorer en ligne avec le redressement graduel des moteurs privés dans les différentes éco-**

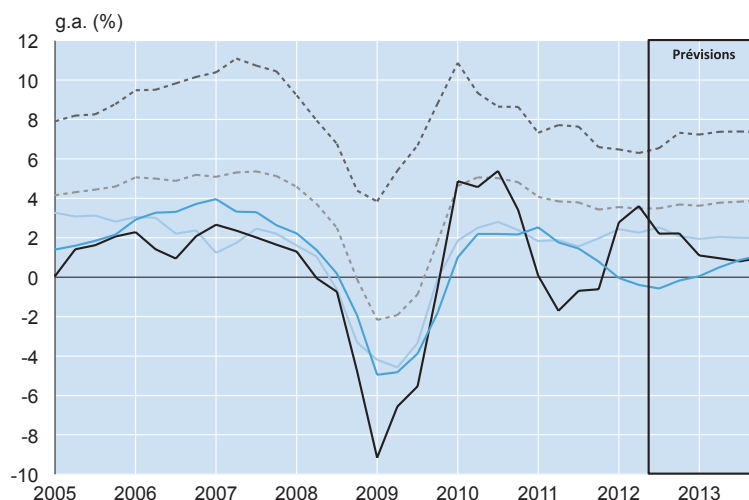
nomies ayant subi des processus de désendettement et le redémarrage progressif dans la zone euro.

Au total, le PIB mondial hors zone euro ralentirait de nouveau en 2012, à 4 % après 4 ¼ % en 2011. Le rebond de l'activité en 2013 serait modéré (croissance de 4 ¼ %). Les aléas demeurent nombreux. Outre les aléas domestiques dans les différentes économies, la poursuite de l'augmentation des prix du pétrole, entamée fin juin du fait d'un regain de tensions géopolitiques, pèserait sur l'activité mondiale. Les évolutions des marchés obligataires, notamment en zone euro, constituent également un aléa.

**Croissance du PIB  
(en parité de pouvoir  
d'achat)  
Évolution de  
l'activité mondiale**

--- Monde  
— États-Unis  
— Japon  
— Zone euro  
--- Asie émergente

Sources : Instituts  
statistiques nationaux, FMI,  
prévisions RESF.



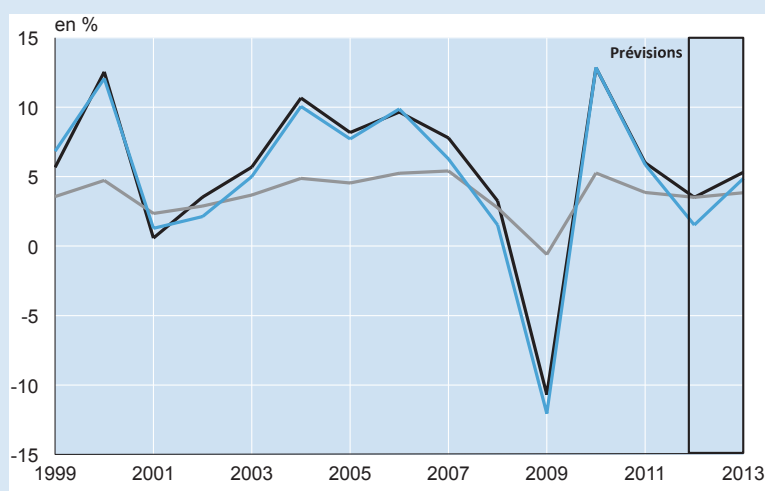
**Après un coup d'arrêt au tournant des années 2011/2012,  
le commerce mondial repartirait progressivement**

Le commerce mondial, qui correspond à la somme des importations mondiales, a ralenti en 2011 après une année 2010 très dynamique. En début d'année, les conséquences du séisme de Sendai sur les chaînes de production mondialisée ont pesé sur le commerce mondial, en particulier en Asie émergente et dans une moindre mesure aux États-Unis, qui réalisent une part importante de leurs échanges avec le Japon. Fin 2011, la situation dégradée en zone euro, qui contribue à hauteur de 25 % au commerce mondial, et les conséquences des inondations en Thaïlande ont pesé sur les échanges internationaux.

Début 2012, le commerce mondial est resté relativement atone, amplifiant le ralentissement en cours dans de nombreuses économies, notamment dans la zone euro, où la situation était déjà dégradée, aux États-Unis, où la croissance a finalement résisté, et en Chine. Du fait de l'amélioration très progressive de la situation dans la zone euro, le commerce mondial repartirait à partir de la seconde moitié de l'année. Il serait toujours tiré par les économies émergentes, notamment la Chine dont

l'activité croîtrait d'un peu plus de 8 % en 2013. En moyenne annuelle, après avoir progressé de 6 % en 2011, le commerce mondial progresserait de seulement 3½ % en 2012 puis de 5¼ % en 2013.

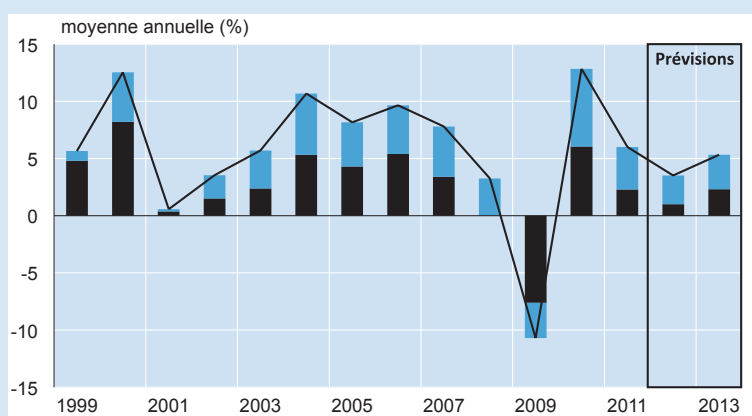
Son rythme de croissance serait ainsi légèrement inférieur à celui d'avant crise du fait principalement du lent et progressif rétablissement des moteurs internes dans les économies avancées, en particulier dans la zone euro.



### Évolution du commerce et de l'activité mondiale

— Commerce mondial  
— PIB Mondial (PPA)  
— Demande adressée à la France

Sources : OCDE, FMI, prévisions RESF.



### Commerce mondial : évolutions annuelles et contributions des principales zones géographiques

■ Reste du monde  
■ Principaux pays développés  
— Commerce mondial

Sources : OCDE, prévisions RESF.

## Zone euro

### ■ 2012 : l'activité s'est dégradée au 2<sup>e</sup> trimestre...

Après une stabilisation au cours du 1<sup>er</sup> trimestre 2012, l'activité en zone euro s'est contractée de 0,2 % au 2<sup>e</sup> trimestre, pénalisée par la faiblesse de la demande intérieure et un moindre soutien des échanges extérieurs. Cette nouvelle dégradation, liée principalement à l'érosion de la confiance et à l'intensification du stress financier, était attendue. Elle s'est en outre traduite par l'accentuation des disparités intra zone-euro. L'activité a de nouveau nettement reculé dans les économies du Sud de l'Europe, en lien avec des besoins de désendettement privés et/ou publics et une forte dégradation des conditions financières. En revanche, elle a de nouveau été stable en France (pour le troisième trimestre consécutif) et a progressé légèrement aux Pays-Bas et en Allemagne.

### ■ ... et ne devrait s'améliorer que légèrement en fin d'année

Le recul de l'activité observé au 2<sup>e</sup> trimestre 2012 en zone euro pourrait s'être poursuivi au 3<sup>e</sup> trimestre, dans un climat d'incertitude élevée lié aux tensions sur le marché des dettes souveraines. Les principaux indicateurs conjoncturels disponibles suggèrent le maintien d'un contexte économique dégradé. Les enquêtes de la Commission européenne auprès des ménages et des entreprises d'août comme celles auprès des directeurs d'achat (PMI), continuent d'indiquer des perspectives économiques dégradées. La consolidation budgétaire, la hausse temporaire de l'inflation<sup>1</sup> et le niveau élevé du taux de chômage continueront de peser sur la demande intérieure. L'évolution du crédit auprès des ménages et des entreprises demeure par ailleurs mal orientée, en dépit d'une diminution des tensions financières depuis la fin du mois de juillet 2012. Sous l'hypothèse d'une poursuite de cette amélioration, l'impact des tensions sur l'économie réelle devrait s'atténuer à partir de la fin d'année 2012, même si cette normalisation se ferait de manière plus graduelle dans les économies les plus affectées par la crise. Dans ce contexte, le PIB de la zone euro pourrait se contracter de 0,3 % en 2012, après une croissance modérée de + 1,4 % en 2011.

### ■ La reprise de l'activité interviendrait de manière progressive en 2013

L'impact des tensions financières s'estompant, l'activité en zone euro devrait se redresser de manière graduelle, grâce à des soutiens à la fois internes et externes. L'investissement des entreprises se redresserait en 2013, en lien avec la poursuite de la restauration des marges, l'augmentation du taux d'utilisation des capacités de production et le redressement des marchés boursiers. La consommation privée devrait légèrement reculer, en raison d'une amélioration très progressive de la situation sur le marché du travail, mais aussi de l'impact des mesures budgétaires sur le pouvoir d'achat et du désendettement en cours des ménages. Avec la poursuite de l'effort de réduction des déficits, la consommation publique devrait légèrement reculer en moyenne dans l'ensemble de la zone euro en 2013. Enfin, la bonne tenue de la demande extérieure, tirée notamment par la résilience de la croissance américaine et le dynamisme des économies émergentes (d'Asie en particulier), soutiendrait la croissance. Après un ralentissement en 2012 (+ 4,2 % après + 7,3 % en 2011), la demande mondiale adressée à la zone euro accélérerait en 2013 (+ 5,9 %). En moyenne annuelle, la contribution de l'extérieur serait toutefois moindre en 2013 (+ 0,5 point après + 1,3 point) en raison du rebond des importations, corollaire du redressement graduel de la demande intérieure.

Le redressement de l'activité étant progressif, le retour à la croissance en zone euro resterait très

(1) Sous l'effet de la hausse du prix de l'énergie et de l'augmentation de la fiscalité indirecte et des prix administrés dans certains États-membres. L'inflation sous-jacente demeurerait contenue en raison de la faiblesse de la demande dans la zone euro.

modéré en 2013 (+ 0,6 % après – 0,3 %).

Dans ce contexte de croissance modérée, et sous l'hypothèse d'une stabilisation du cours du pétrole à partir de l'été 2012, l'inflation totale devrait diminuer pour s'établir à 2 % en 2013, après 2,5 % en 2012 et 2,7 % en 2011. L'inflation hors prix de l'énergie et des produits alimentaires frais (dite « sous-jacente ») augmenterait quant à elle très légèrement (+ 1,8 % après + 1,6 % en 2012), en ligne avec l'amélioration graduelle de l'activité et soutenue par de nouvelles hausses de la fiscalité indirecte, en Espagne notamment.

### ■ Les disparités de croissance au sein de l'Union monétaire resteraient importantes

La tendance observée depuis 2009, marquée par des croissances très hétérogènes au sein de la zone euro, devrait se poursuivre dans les trimestres à venir. En 2013, l'activité resterait particulièrement mal orientée dans les pays périphériques, qui demeureraient pénalisés par le désendettement en cours, public et privé. En revanche, les pays du cœur de l'Europe, quoiqu'affectés par le recul de l'activité de leurs partenaires (via le canal commercial notamment), auraient une croissance positive. Les disparités de croissance entre les principales économies partenaires de la France au sein de l'Union monétaire (Allemagne, Espagne et Italie) devraient ainsi perdurer.

**L'économie allemande** devrait enregistrer une croissance modérée en 2012, pénalisée par le comportement attentiste des entreprises en matière de dépenses d'équipement et de stocks. La croissance outre-Rhin reposerait notamment sur le soutien de l'extérieur, favorisé par la demande en provenance des économies émergentes qui contrebalancerait celle, dégradée, de ses partenaires de la zone euro. Elle tiendrait également à la bonne tenue de la consommation privée, soutenue par une situation favorable sur le marché du travail, des salaires relativement dynamiques et une inflation modérée. En 2013, l'activité serait un peu plus dynamique, portée principalement par la demande intérieure avec un rebond de l'investissement et une accélération de la dépense privée.

Après une très modeste reprise en 2011, **l'économie espagnole** se retrouverait à nouveau en récession en 2012, pénalisée par la dégradation de l'environnement financier sous l'effet de la résurgence des tensions souveraines et des difficultés des régions et des banques. La récession devrait se prolonger, l'activité se contractant tant en 2012 qu'en 2013 sous l'effet d'un affaiblissement marqué de la demande intérieure. La persistance d'une situation dégradée sur les marchés du travail et de l'immobilier, reflétée dans les bilans bancaires, et l'ampleur de la consolidation budgétaire devraient continuer de peser sur la consommation et l'investissement, publics comme privés. Le soutien de l'extérieur ne pourra que limiter le recul de l'activité, ceci devant accompagner la poursuite du rééquilibrage de la balance courante espagnole.

La propagation des tensions sur les dettes souveraines a conduit **l'économie italienne** en récession à partir de l'été 2011, sous l'effet d'une nette dégradation de la confiance et des conditions financières. L'activité continuerait de se contracter en 2012 et ne se stabiliserait qu'en cours d'année 2013, pénalisée par l'affaiblissement des moteurs privés. La consolidation budgétaire et la montée du chômage pèseraient sensiblement sur la consommation des ménages tout au long de la période. L'investissement des entreprises souffrirait de son côté de

la faiblesse de la demande, mais également du maintien de conditions d'octroi de crédits resserrées et de capacités de production excédentaires. Au final, dans un contexte financier peu favorable, l'activité devrait se contracter tant en 2012 qu'en 2013 (par effet d'acquis), le commerce extérieur restant l'unique facteur de soutien à la croissance de l'économie transalpine.

### Principaux résultats du scénario zone euro

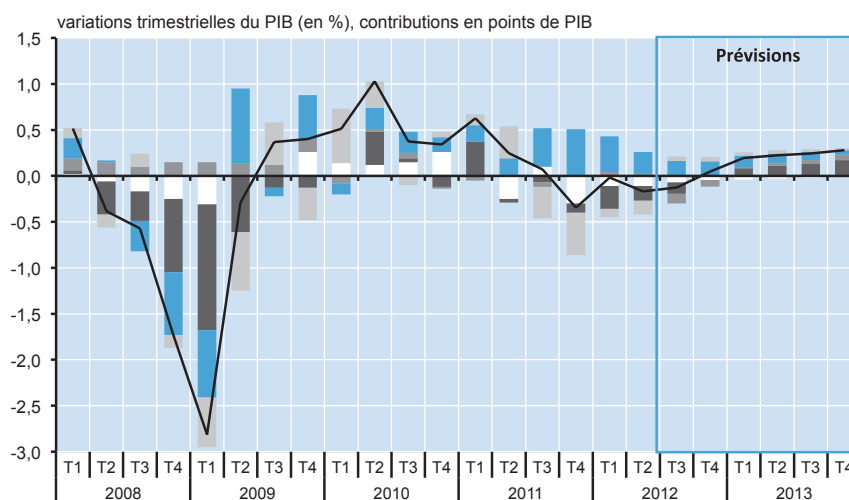
Taux de croissance en % en volume (sauf mentions contraires) ;  
comptes annuels ; prévisions RESF

	2011	2012	2013
<b>PIB</b>	<b>1,4</b>	<b>- 0,3</b>	<b>0,6</b>
Consommation privée	0,1	- 0,8	- 0,3
Consommation publique	- 0,2	- 0,1	- 0,1
FBCF Totale	1,4	- 2,9	0,9
Contribution des stocks à la croissance du PIB	0,2	- 0,6	0,1
Importations	4,0	0,2	4,2
Exportations	6,1	3,2	5,1
<b>Inflation totale (IPCH) moyenne annuelle</b>	<b>2,7</b>	<b>2,5</b>	<b>2,0</b>
<b>Inflation sous-jacente (IPCH) moyenne annuelle</b>	<b>1,4</b>	<b>1,6</b>	<b>1,8</b>

### Croissance du PIB au sein de la zone euro

Évolution du PIB (en %) et contribution de ses principales composantes (en pt de PIB)

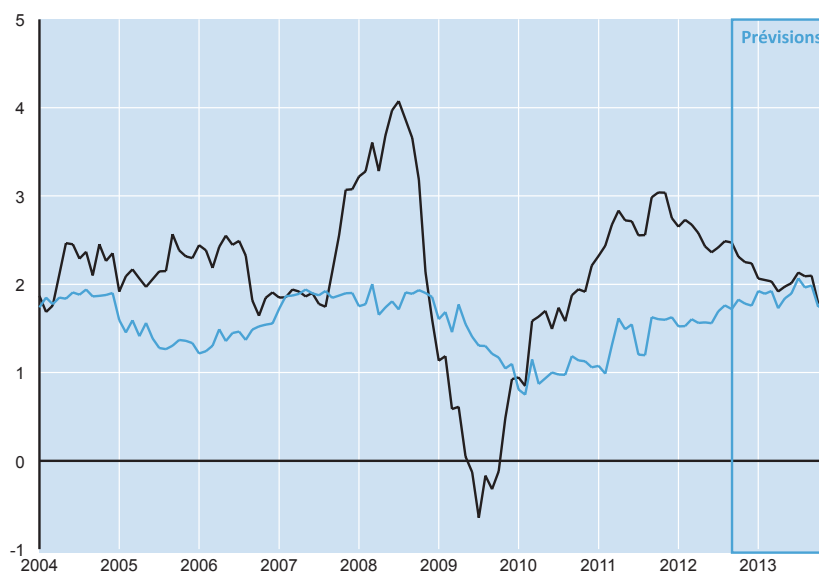
Consommation privée  
Investissement total  
Consommation publique  
Exportations nettes  
Stocks  
PIB



Après le trou d'air entre le 3<sup>e</sup> trimestre 2011 et le 3<sup>e</sup> trimestre 2012, l'activité en zone euro devrait se redresser progressivement à partir du 4<sup>e</sup> trimestre 2012.

Sources : Eurostat, comptes trimestriels ; prévisions RESF.

L'inflation totale devrait poursuivre sa tendance à la baisse en 2012 et s'établir autour de 2 % en 2013. L'inflation sous-jacente resterait quant à elle proche de ce même niveau tout au long de l'horizon de prévision.



## Inflation en zone euro

*Glissement annuel de l'IPCH en %.*

Inflation totale —  
Inflation sous-jacente —

Sources : Eurostat ;  
prévisions RESF ; derniers  
points connus août 2012.



## Revenu et demande des ménages

### ■ La consommation augmenterait légèrement en 2012 et 2013, soutenue par une baisse sensible du taux d'épargne et par les mesures du Gouvernement en faveur du pouvoir d'achat

En 2012, la progression du revenu des ménages ralentirait, s'établissant à + 1,4 % en termes nominaux, après + 2,6 % en 2011, sous l'effet de la dégradation de la situation économique et du marché du travail, qui affecte en particulier l'évolution de la masse salariale marchande non agricole (+ 2,5 % après + 3,4 % en 2011). Compte tenu du maintien de l'inflation aux environs de + 2,0 %, le pouvoir d'achat reculerait de 0,6 %. Cette prévision est identique à celle faite par l'Insee dans sa note de conjoncture de juin 2012.

En 2013, le revenu des ménages accélérerait légèrement, s'inscrivant à + 1,8 %. La masse salariale privée ralentirait légèrement, pour s'inscrire à + 2,3 %. Avec une prévision d'inflation à + 1,8 %, le pouvoir d'achat resterait stable.

**L'évolution agrégée du pouvoir d'achat peut néanmoins masquer des disparités importantes selon le niveau de vie.** Le Gouvernement a ainsi pris de nombreuses mesures pour **soutenir le pouvoir d'achat des ménages aux revenus modestes et moyens** : relèvement de l'allocation de rentrée scolaire ; coup de pouce sur le SMIC ; baisse de la fiscalité sur les carburants ; encadrement des loyers en zone tendue ; abrogation de la hausse de TVA.

A l'inverse, **les mesures de recettes sont ciblées sur les ménages les plus aisés.** Il s'agit du relèvement du prélèvement social sur les revenus du capital, de la réforme de l'imposition des intérêts, dividendes et plus-values mobilières, de la tranche d'imposition à 45 %, de la taxation exceptionnelle à 75 % au-delà d'un million d'euros, de la baisse du plafond du quotient familial, de la réforme des cotisations sociales des travailleurs indépendants et de la réforme de l'ISF. **L'ensemble de ces dispositions joue à hauteur d'environ 0,6 point de revenu disponible brut en 2013.**

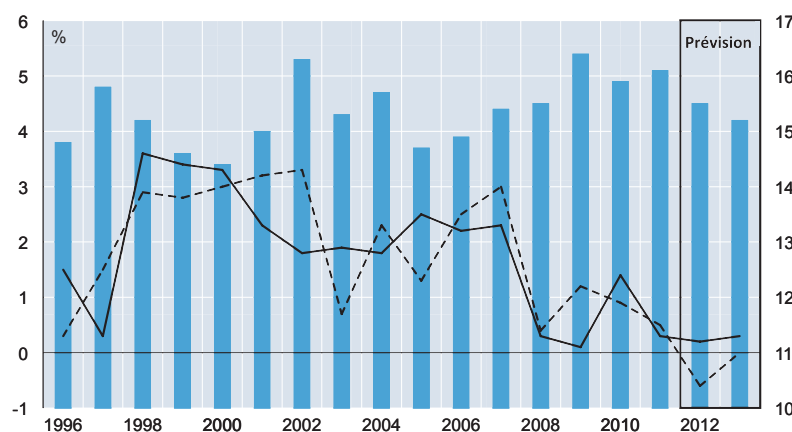
Dans ce contexte de consolidation budgétaire ciblée sur les ménages aisés et concernant donc des revenus dont la propension à être consommés est faible, accompagnée de mesures qui soutiennent le pouvoir d'achat des ménages à revenus modestes et moyens, **la consommation des ménages continuerait de progresser en 2012 et 2013** (+ 0,2 % en 2012, + 0,3 % en 2013 après + 0,3 % en 2011) grâce à une réduction de leur taux d'épargne.

### ■ L'investissement des ménages ralentirait en 2012 avant de repartir en 2013 grâce aux mesures du Gouvernement en faveur de la construction de logements neufs

Après quelques signes d'essoufflement du marché immobilier pendant la crise, les mises en chantier se sont stabilisées au premier semestre 2010 avant de repartir à la hausse au deuxième semestre, se traduisant par une croissance de 3,1 % de l'investissement des ménages en 2011.

La baisse prononcée des mises en chantier depuis le début de l'année 2011 serait le signe d'un ralentissement de l'investissement des ménages en 2012 (+ 0,4 % en 2012). Grâce aux mesures fiscales du Gouvernement en faveur du logement, les mises en chantier devraient repartir en 2013 et se traduire par une accélération progressive de l'investissement des ménages compte tenu des délais de construction (+ 0,7 % en 2013).

La consommation serait atone en 2012 et 2013, bien que soutenue par une baisse sensible du taux d'épargne.

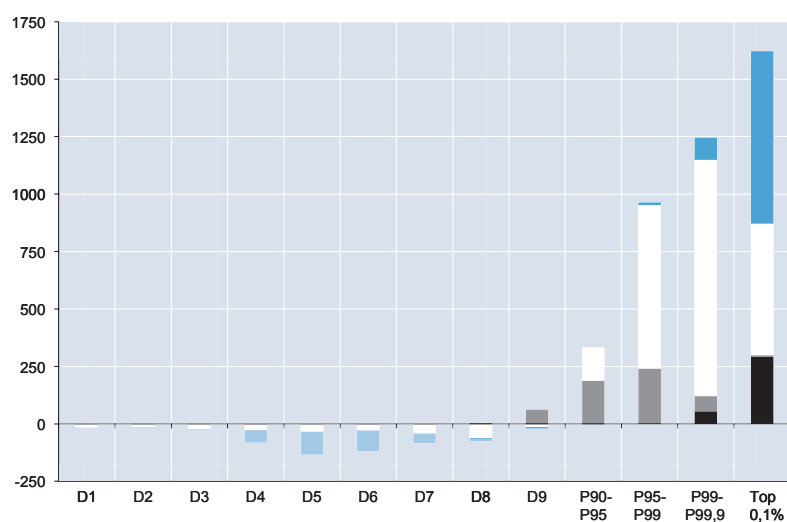


### Consommation, revenu et épargne des ménages

Taux d'épargne des ménages (échelle de droite)  
 Consommation des ménages  
 Pouvoir d'achat des ménages

Sources : Insee, prévisions RESF.

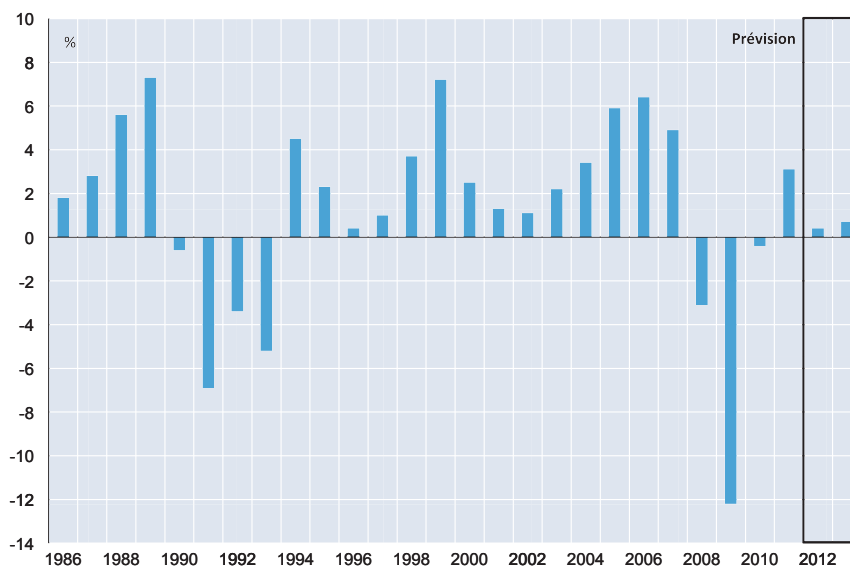
Les mesures de consolidation budgétaire relatives à l'impôt sur le revenu reposent sur les deux derniers déciles de niveau de vie.



### Distribution par décile de revenu déclaré par unité de consommation de l'impact de la réforme de l'impôt sur le revenu en 2013 (en M€)

Tranche à 45 %  
 Plafonnement du QF  
 Barémisation intérêts et dividendes (y.c. acompte)  
 Barémisation des plus-values mobilières  
 Indexation de la décote

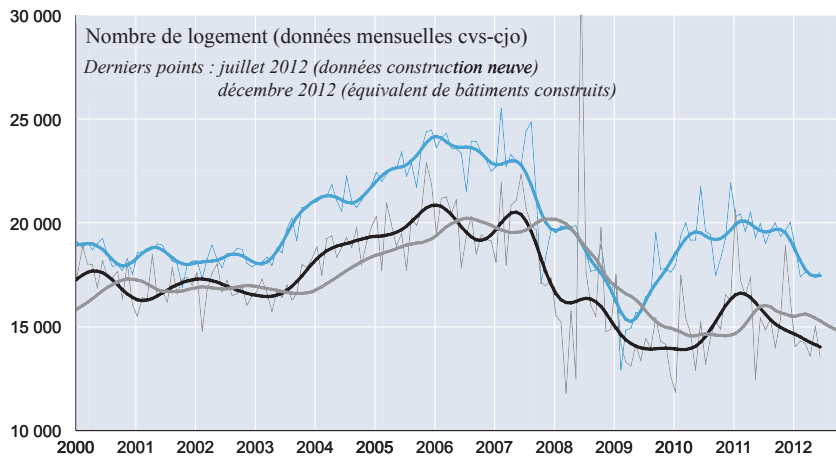
### Croissance de l'investissement des ménages en volume



L'investissement des ménages ralentirait en 2012 avant de repartir en 2013.

### Permis de construire, mises en chantier et investissement des ménages

- Permis de construire —
- Permis de construire (tendance) —
- Équivalent de bâtiments construits —
- Mises en chantier —
- Mises en chantier (tendance) —



Après la forte remontée des mises en chantier constatée au deuxième semestre 2010, leur baisse depuis début 2011 devrait se traduire par un ralentissement de l'investissement des ménages en 2012.

Source : MEDDTL, calculs DG Trésor



## La demande des entreprises

### ■ En 2012, l'investissement des entreprises non financières ralentirait (+ 0,1 % après + 5,1 %), pénalisé par le ralentissement de l'activité

Après un recul de 13,7 % en 2009, l'investissement des entreprises non financières a rebondi dès 2010 (+ 6,3 %) et est resté dynamique en 2011 (+ 5,1 %), soutenu par la reprise progressive de l'activité et l'amélioration des perspectives de débouchés. Cependant, la détérioration récente de l'activité, liée aux tensions financières et à la crise des dettes souveraines en zone euro, pèserait sur l'investissement des entreprises en 2012. À court terme, l'investissement sur-réagit au ralentissement de l'activité. Les entreprises reporteraient donc leurs dépenses d'équipement, n'ayant pas besoin d'accroître leurs capacités de production dans un contexte de demande plus faible.

Le ralentissement de l'investissement des entreprises serait ainsi surtout dû au ralentissement des dépenses d'équipement (- 0,4 % après + 6,7 %), en lien avec la baisse du taux d'utilisation des capacités de production depuis le 3<sup>e</sup> trimestre 2011.

L'investissement en construction continuerait de croître à un rythme modéré (+ 1,4 % après + 1,6 %), comme le suggère la stabilisation des mises en chantier de bâtiments non résidentiels initiés par la sphère privée tout au long de l'année 2011. La stabilité de ces indicateurs ne se traduirait dans les chiffres d'investissement que progressivement, au fur et à mesure de la réalisation effective des travaux.

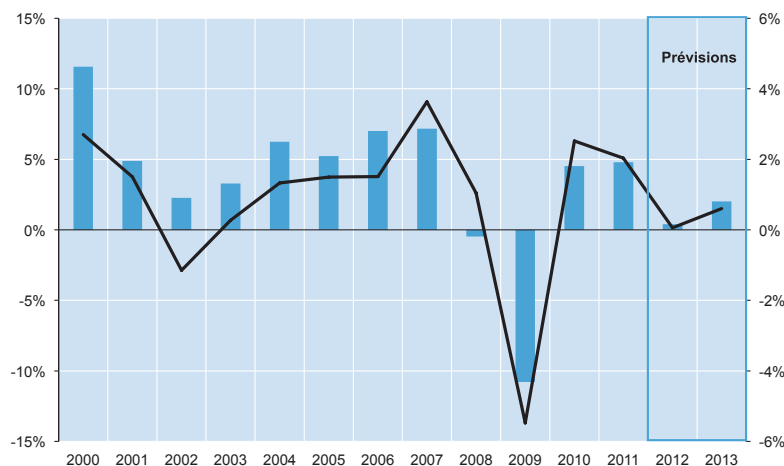
### ■ En 2013, l'investissement des entreprises non financières rebondirait légèrement (+ 1,5 %), soutenu par les dépenses d'équipement

En 2013, la dissipation des tensions financières et l'amélioration des perspectives de débouchés conduiraient les entreprises à reprendre progressivement leurs programmes d'investissement, en particulier leurs dépenses d'équipement. L'investissement privé serait également soutenu par les actions du Gouvernement en faveur du financement des entreprises, et notamment des PME avec en particulier la création de la Banque Publique d'investissement, la réforme bancaire et la réforme de l'épargne réglementée. Par ailleurs, les mesures fiscales contenues dans le projet de loi de finances visent à rééquilibrer l'imposition des entreprises, en faisant porter l'effort avant tout sur les grandes entreprises c'est-à-dire celles qui sont les moins vulnérables et qui conserveront les moyens d'investir et d'innover. Les PME innovantes bénéficieront en outre de l'ouverture du Crédit d'Impôt Recherche aux dépenses d'innovation.

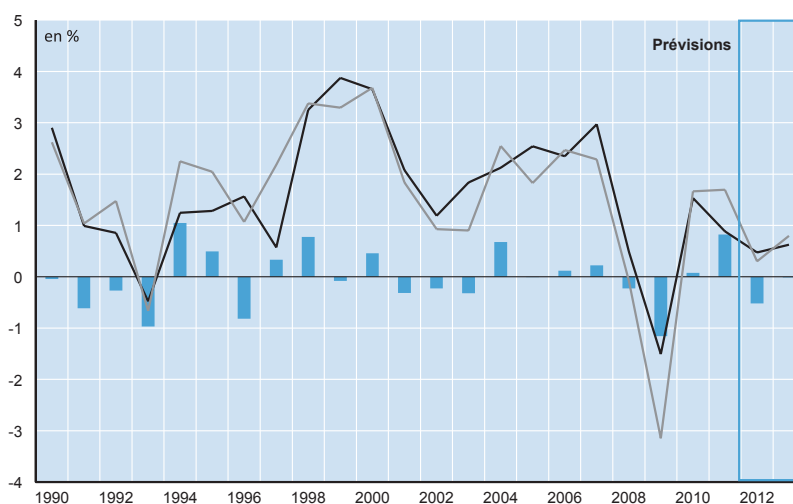
### ■ La dégradation de l'activité conduirait à un fort mouvement de déstockage en 2012, mais les variations de stocks ne pèseraient plus sur l'activité en 2013

Après avoir contribué positivement à la croissance en 2011, en lien avec la reprise, les variations de stocks pèseraient fortement sur la croissance en 2012 (contribution à la croissance du PIB de - 0,5 point), les entreprises préférant puiser dans leurs stocks en période de mauvaise conjoncture. En 2013, l'amélioration des perspectives de débouchés conduirait les entreprises à moins puiser dans leurs stocks, et les variations de stocks seraient neutres sur la croissance.

L'investissement des entreprises non financières sur-réagit aux mouvements de l'activité : après avoir rebondi en 2010-2011, l'investissement ralentirait ainsi en 2012 (+ 0,1 %) avant d'accélérer de nouveau en 2013 (+ 1,5 %).



L'année 2012 serait marquée par une forte contribution négative des stocks à la croissance, en lien avec la dégradation des perspectives de débouchés. En 2013, les variations de stocks seraient neutres sur la croissance.



### Contribution des stocks à la croissance et demande intérieure

Contribution des stocks à la croissance

Demande intérieure (hors stocks), en volume

PIB, en volume

Sources : Insee, prévisions RESF.

## La situation financière des entreprises

### ■ Le taux de marge des entreprises diminuerait à nouveau en 2012

En 2012, le taux de marge des sociétés non financières s'établirait à 27,7 %, en baisse par rapport à 2011 (- 0,9 point), en lien avec le ralentissement de l'activité, l'évolution des termes de l'échange (hausse des prix de matières premières) et dans une moindre mesure la consolidation budgétaire. Comme habituellement en période de ralentissement économique, le cycle de productivité conduit à une déformation du partage de la valeur ajoutée au profit du travail. Le choc des termes de l'échange intervenu en 2011 suite à la forte hausse des prix du pétrole continuerait de se faire sentir, même si les évolutions des prix de vente se rapprochent progressivement de celles de l'indice des prix à la consommation.

### ■ Le taux de marge se stabiliserait en 2013

Le taux de marge se stabiliserait en 2013 à 27,7 %, un niveau inférieur à celui d'avant crise (de l'ordre de 30,5 %). La reprise de l'activité s'accompagnerait en effet d'une amélioration de la productivité apparente du travail qui soutiendrait la rentabilité des entreprises. En outre, sous l'hypothèse d'une stabilisation des cours, les hausses passées du prix des matières premières n'auraient plus d'effet sur le taux de marge. Par ailleurs, les mesures de consolidation des comptes publics du projet de loi de finances pour 2013 ne pèseraient presque pas sur leur taux de marge. En effet, les hausses de fiscalité sur les entreprises consisteraient essentiellement en des mesures d'élargissement de l'assiette de l'impôt sur les sociétés, sans effet sur leur taux de marge.

### ■ Le besoin de financement des entreprises se creuserait à un rythme plus modéré qu'en 2011

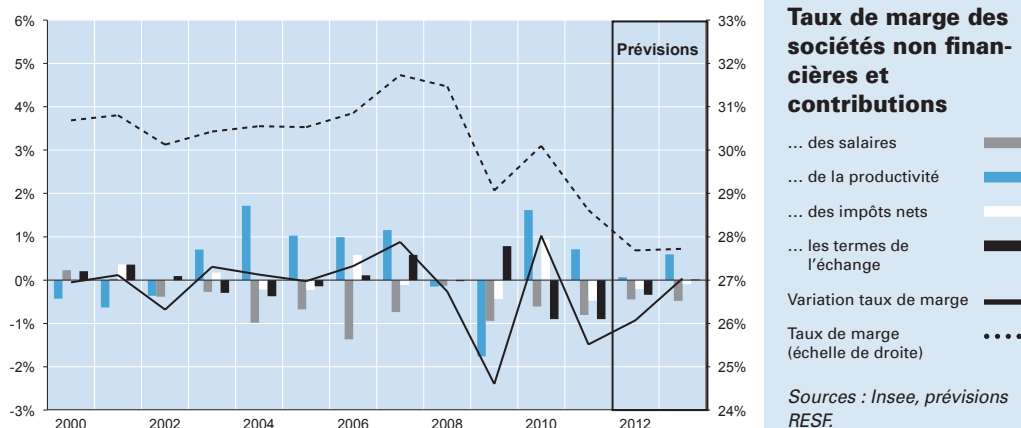
Sur les années **2010** et **2011**, le besoin de financement des entreprises s'est accru, en lien avec une baisse du taux de marge, une reprise de l'investissement, la fin du mouvement de déstockage et la hausse de l'impôt sur les sociétés.

**En 2012**, le taux d'épargne et la capacité de financement des sociétés non financières continueraient à se dégrader mais à un rythme plus modéré qu'en 2011. En effet, les investissements décélèreraient et le restockage constaté en 2011 ralentirait fortement. En outre, les intérêts versés reculeraient en lien avec la faiblesse des taux d'intérêt et les dividendes distribués connaîtraient une décélération. Dans ce contexte, le besoin de financement des entreprises serait globalement stable à 3,4 points de PIB après 3,3 points de PIB en 2011.

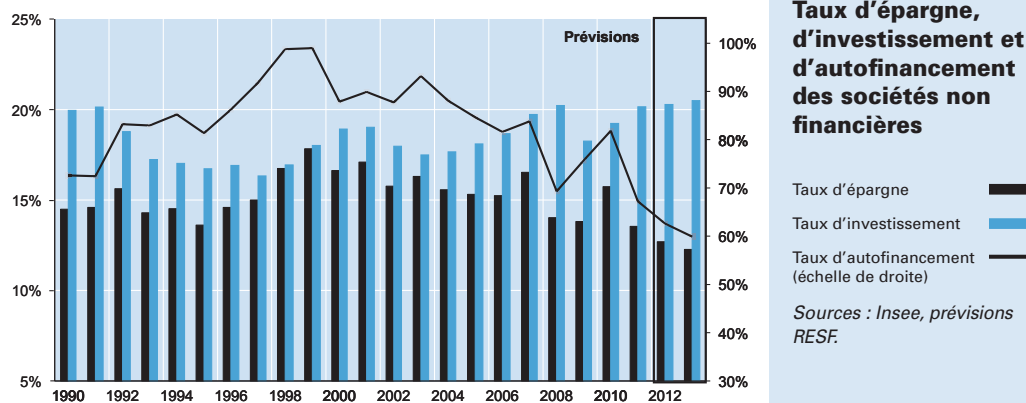
**En 2013**, le besoin de financement des entreprises se creuserait (3,6 points de PIB). La reprise de l'investissement (+ 3,9 % en valeur en 2013) en lien avec l'amélioration des perspectives de demande réduirait à court terme la trésorerie des entreprises.

En dépit d'un besoin de financement toujours élevé, les mesures fiscales telles que la limitation de la déductibilité des charges financières inciteraient les entreprises à recourir proportionnellement plus au financement par fonds propres, et moins à l'endettement. Ce dernier resterait cependant à un niveau élevé, mais le ratio d'insolvabilité des entreprises défini comme le ratio des intérêts versés sur l'excédent brut d'exploitation demeurerait faible, en lien avec le bas niveau des taux d'intérêts.

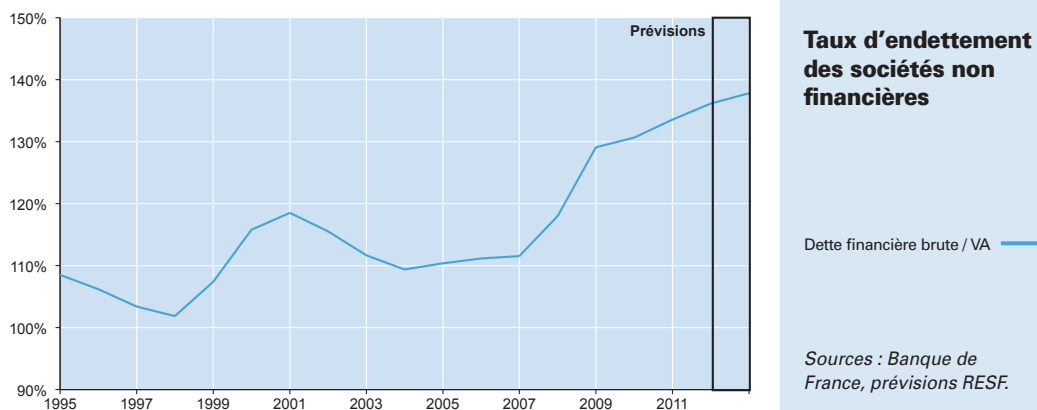
Le taux de marge des sociétés non financières diminuerait en 2012 puis se stabiliserait en 2013.



En 2012 et en 2013, le taux d'autofinancement devrait continuer de se replier, dans un contexte de taux d'intérêt bas, en raison de la poursuite de la baisse du taux d'épargne des sociétés non financières et du maintien du taux d'investissement.



L'endettement des sociétés non financières progresserait en 2012 et 2013 mais tendrait à s'infléchir.



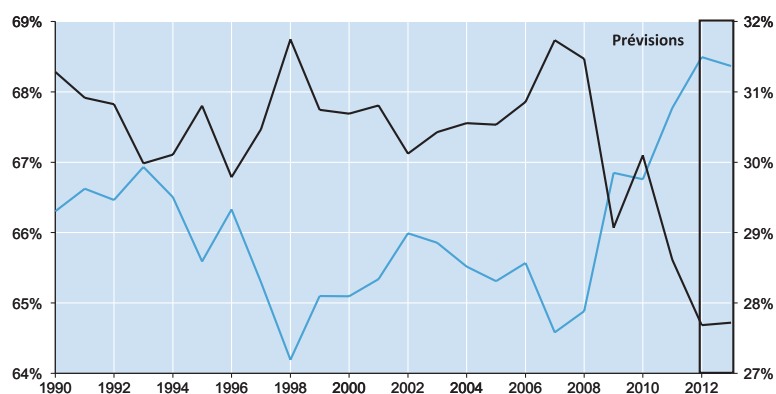


### Rémunérations et marge des sociétés non financières en points de VA

Part de la rémunération totale du travail dans la valeur ajoutée

Taux de marge (échelle de droite)

Sources : Insee, prévisions RESF.

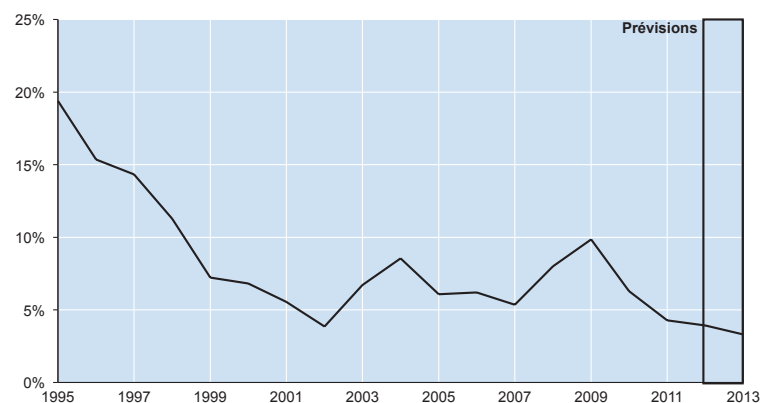


La part de la rémunération du travail a augmenté durant la crise en lien avec le délai habituel d'ajustement de l'emploi à l'activité.

### Ratio d'insolvabilité des sociétés non financières

Intérêts nets versés sur excédent brut d'exploitation

Sources : Insee, prévisions RESF.



En dépit de la tendance haussière de l'endettement, le ratio d'insolvabilité des entreprises continuerait de se replier à l'horizon de la prévision du fait notamment de la faiblesse des taux d'intérêt.



## Les perspectives de l'emploi

### ■ L'emploi serait globalement stable en 2012

Après un recul marqué de l'emploi pendant la crise, l'économie a recommencé à créer significativement des emplois en 2010 (99 000 créations d'emplois salariés marchands). Ce rythme s'est accéléré au cours du 1<sup>er</sup> semestre 2011, avec la création de 117 000 emplois salariés marchands.

Les services marchands ont été les principaux bénéficiaires de l'embellie sur le marché du travail, avec des créations nettes d'emploi observées dès la fin de l'année 2009 (notamment grâce au secteur intérimaire), qui se sont poursuivies de façon ininterrompue en 2010 et sur la première moitié de l'année 2011. Dans l'industrie, l'emploi s'est stabilisé, après un recul continu depuis le 2<sup>ème</sup> trimestre 2001.

Dans un contexte de ralentissement prononcé de l'activité économique, le marché du travail s'est cependant retourné au 2<sup>ème</sup> semestre 2011, avec 40 000 destructions d'emploi. Cette contraction a touché l'industrie et les services, en particulier l'intérim (- 36 000 emplois). Si le 1<sup>er</sup> trimestre 2012 a vu une légère reprise (22 800 emplois salariés marchands créés), peut-être liée en partie à la rétention de plans sociaux en période pré-électorale, celle-ci a été immédiatement annulée par des destructions d'emplois au 2<sup>ème</sup> trimestre (- 22 400). Le marché du travail devrait rester atone au second semestre de l'année 2012 compte tenu de la faiblesse de la croissance.

Au total, 10 000 emplois seraient créés au cours de l'année 2012. L'emploi total bénéficierait de créations d'emplois non salariés et non marchands avec les premiers emplois d'avenir, mais 17 000 emplois salariés marchands seraient détruits sur l'ensemble de l'année.

### ■ Les créations d'emploi reprendraient à l'horizon de 2013

En 2013, le secteur marchand recommencerait à créer des emplois salariés (+ 45 000), en lien avec la reprise de l'activité (+ 0,8 % en 2013 après + 0,3 % en 2012). L'emploi serait également soutenu par la montée en charge des contrats de génération et les effets des négociations en cours sur la sécurisation de l'emploi, qui devraient conduire à réduire progressivement le niveau structurel du chômage.

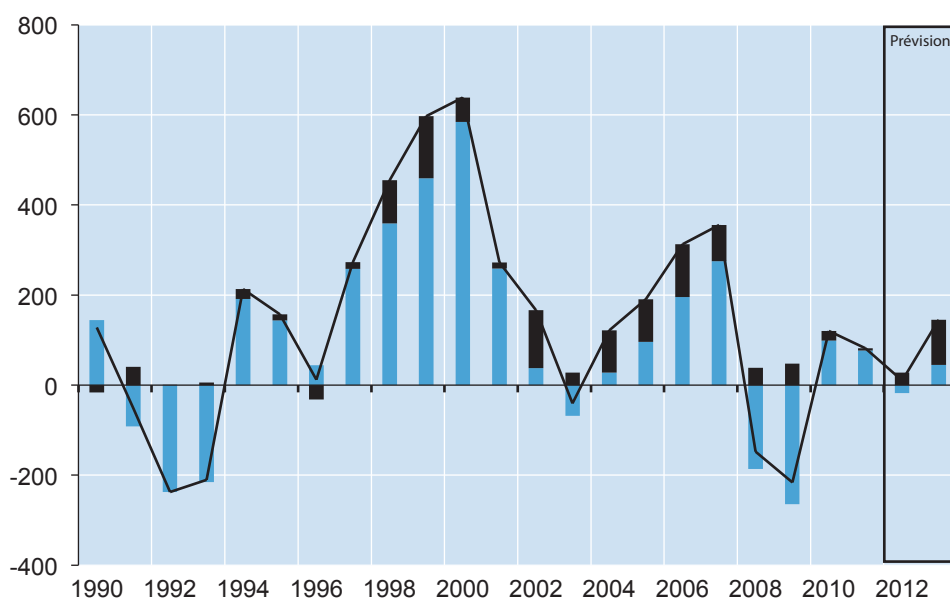
La fin de la politique de non-remplacement d'un départ en retraite sur deux dans le secteur public ainsi que la montée en charge des emplois d'avenir permettra d'accompagner le redémarrage de l'emploi.

L'emploi total progresserait finalement d'un peu plus de 145 000 personnes en 2013, ce qui correspond à un rythme sensiblement supérieur à celui de 2012.

## Emploi dans l'ensemble de l'économie

	2011	2012	2013	2011	2012	2013
	Glissement annuel en %			Glissement annuel en milliers		
Salariés agricoles (AZ) (1)	- 1,6	- 1,7	- 1,7	- 4	- 4	- 4
<b>Salariés marchands (DE-MN, RU) (2)</b>	<b>0,5</b>	<b>- 0,1</b>	<b>0,3</b>	<b>77</b>	<b>- 17</b>	<b>45</b>
Salariés non-marchand (OQ) (3)	- 0,2	0,1	1,1	- 11	11	84
Total salariés (4)=(1)+(2)+(3)	0,3	0	0,5	62	- 10	125
Non-salariés (5)	0,8	0,8	0,8	20	20	20
<b>Emploi total (6)=(4)+(5)</b>	<b>0,3</b>	<b>0</b>	<b>0,6</b>	<b>82</b>	<b>10</b>	<b>145</b>

Sources : Insee, prévisions RESF.



**Décomposition de l'emploi total**  
(glissement en fin d'année, en milliers)

■ Emploi salarié marchand  
■ Autres emplois  
— Emploi total

Sources : Insee, prévisions RESF.

## Les perspectives d'inflation et de salaires

### ■ L'inflation s'inscrirait à + 2,0 % en 2012 en moyenne annuelle

En dépit de la hausse du chômage et du repli du taux d'utilisation des capacités de production dans l'industrie, l'inflation se maintiendrait en 2012 à 2,0 % en moyenne annuelle (après 2,1 % en 2011), traduisant notamment le dynamisme des prix des produits pétroliers et de l'alimentaire. Néanmoins, la baisse de la fiscalité<sup>1</sup> sur les carburants et les efforts de réduction des marges de la part des distributeurs entre septembre et novembre 2012 limiteraient l'effet de la remontée des cours du baril sur l'inflation totale. Par ailleurs, les prix des produits frais ont fortement accéléré début 2012, en lien avec la rigueur de l'hiver qui a poussé à la hausse le prix des fruits et légumes.

L'inflation hors énergie et produits frais (« inflation sous-jacente ») s'établirait à 1,5 % en 2012 en moyenne annuelle, soit en hausse par rapport à 2011 (+1,1 %). Elle serait toujours portée par les hausses passées du prix des matières premières. Les prix dans le secteur des services continuent de croître modérément, en dessous de leur moyenne historique. Les fortes baisses de prix observées dans les services de télécommunication, liées à une concurrence accrue dans le secteur, atténuent l'inflation, tandis que la hausse du taux de TVA réduit en janvier 2012 a contribué à l'accélération des prix dans les « autres services ». Les prix des produits manufacturés accélèrent en 2012 par effet de diffusion des hausses passées du prix des produits de base (métaux, cuivre) et en dépit d'un faible niveau d'utilisation des capacités de production dans l'industrie. Enfin, l'inflation des produits alimentaires « hors-frais » reste dynamique.

### ■ En 2013, l'inflation diminuerait à 1,8 % grâce au repli de l'inflation énergétique et de l'inflation des produits manufacturés

Sous l'hypothèse conventionnelle d'une stabilisation du prix du pétrole en prévision, l'inflation énergétique serait plus faible qu'en 2012.

L'inflation sous-jacente progresserait légèrement. Les prix des services accéléreraient avec la fin des fortes baisses dans le secteur des télécommunications. Les prix de l'alimentaire « hors frais » seraient toujours dynamiques suite à la forte remontée du cours des matières premières agricoles depuis juillet 2012 (blé, maïs, soja), par effet de diffusion de la hausse des cours. En revanche, la baisse quasi continue du cours des matières premières industrielles (cuivre, aluminium notamment) depuis mars 2011, couplée à un faible niveau d'utilisation des capacités de production dans l'industrie entraînerait – de manière retardée – un repli sensible de l'inflation des produits manufacturés.

(1) À travers une baisse de la taxe intérieure de consommation sur les produits énergétiques (TICPE) de 3 centimes d'euros par litre sur le gazole, les supercarburants sans-plomb 95 et 98 et le supercarburant E10.

■ **En 2012 et 2013, le pouvoir d'achat des salaires continuerait de progresser, en particulier celui des salaires les plus modestes grâce au coup de pouce sur le Smic**

En 2012, le salaire moyen par tête (SMPT) dans le secteur marchand non agricole progresserait de 2,4 %, au même rythme qu'en 2011. Il serait soutenu par l'inflation, malgré le ralentissement de l'activité, ainsi que par le coup de pouce sur le Smic au 1<sup>er</sup> juillet 2012. Le SMPT progresserait ensuite à un rythme quasiment similaire en 2013 (+ 2,3 %) dans un contexte de chômage encore élevé et de ralentissement des prix.

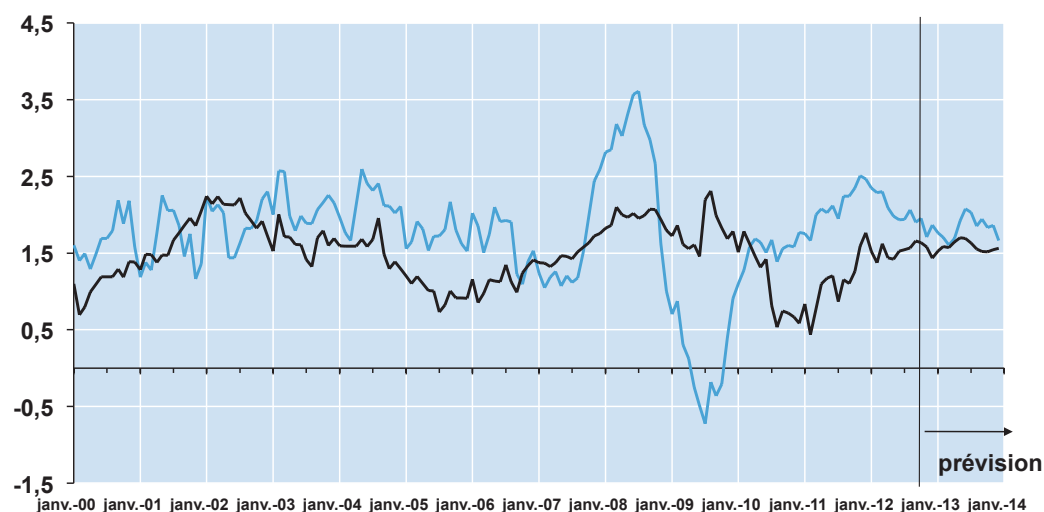
Compte tenu du repli graduel de l'inflation, le pouvoir d'achat des salaires augmenterait ainsi de 0,4 % en 2012 et de 0,5 % en 2013.

### Évolution de l'indice des prix à la consommation par grands postes

	Poids 2012 (en %)	2011	2012	2013	Moyenne 2000-2010 (en %)
		Moyenne Annuelle (en %)	Moyenne Annuelle (en %)	Moyenne Annuelle (en %)	
Alimentation	16,4	1,9	2,8	2,3	2,0
Produits frais	2,1	- 1,2	4,1	2,0	2,7
Hors produits frais	14,3	2,4	2,6	2,4	1,9
Tabac	2,0	5,9	5,9	5,6	6,5
Manufacturés privés	29,9	0,1	0,8	0,4	0,1
Énergie	8,7	12,3	5,2	4,4	4,0
Services	43,1	1,7	1,8	2,0	2,2
Total hors énergie	91,3	1,3	1,7	1,6	1,5
Total hors tabac	98,0	2,1	2,0	1,8	1,6
<b>Total</b>	<b>100</b>	<b>2,1</b>	<b>2,0</b>	<b>1,8</b>	<b>1,7</b>
Sous-jacent	61,0	1,1	1,5	1,6	1,5

Sources : Insee, prévisions RESF.

#### Glissement annuel (en %)



#### Inflation totale et inflation sous-jacente

Derniers points observés : juillet 2012

Inflation totale —  
Inflation sous-jacente —

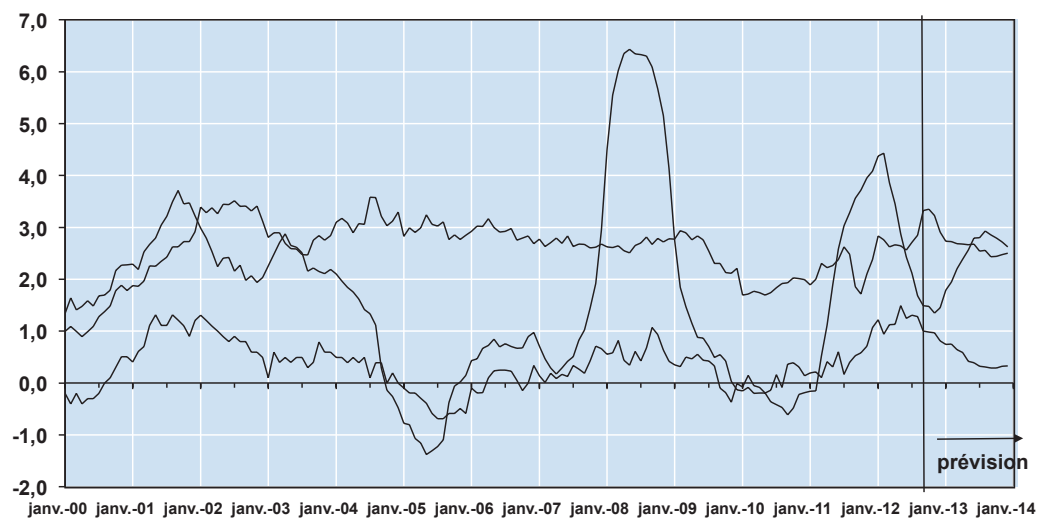
Sources : Insee, prévisions RESF.

### Principales composantes de l'inflation sous-jacente

Derniers points observés : juillet 2012

Biens manufacturés — — —  
Autres services —  
Alimentaire hors frais hors viandes —

Sources : Insee, prévisions RESF.



### Salaire, inflation et salaire réel (secteur marchand non agricole)

(Moyenne annuelle en %)	2010	2011	2012	2013
SMPT (SMNA*)	2,4	2,4	2,4	2,3
POUVOIR D'ACHAT DU SMPT (SMNA) 1/	0,9	0,3	0,4	0,5
INDICE DES PRIX A LA CONSOMMATION	1,5	2,1	2,0	1,8

\* Secteur marchand non agricole

1/ Déflaté par l'Indice des Prix à la Consommation

Sources : Insee, prévisions RESF.





## Les échanges extérieurs

### ■ Les exportations françaises bénéficieraient de la dépréciation de l'euro et suivraient le redémarrage de la demande mondiale en 2013

Le ralentissement de l'activité mondiale en 2011 s'est répercuté sur les évolutions du commerce mondial et de la demande mondiale adressée à la France (+ 5,9 % après + 12,9 % en 2010). Bénéficiant néanmoins de la dépréciation de l'euro en 2010 et fin 2011, les exportations françaises ont crû à un rythme de 5,3 % en volume en 2011 (4,1 % pour les biens manufacturés). Malgré la dépréciation de l'euro, les exportations françaises ont crû moins vite que la demande mondiale, ce qui reflète une poursuite de la tendance à la baisse des parts de marché à l'exportation des entreprises françaises observée depuis dix ans.

En 2012, dans un contexte de ralentissement de l'activité mondiale, la demande mondiale adressée à la France devrait aussi fortement ralentir (1,5 %). Les gains de compétitivité-prix devraient se poursuivre en raison de la dépréciation de l'euro observée sur les trois premiers trimestres. Au total, les exportations croîtraient de 2,7 % (et de 4,2 % pour les seuls biens manufacturés).

En 2013, les exportations françaises devraient profiter de l'accélération de la demande mondiale (+ 4,9 %) et la compétitivité-prix devrait continuer de s'améliorer en raison des effets retardés de la dépréciation de l'euro en 2012 (hypothèse de gel des taux de change à leurs niveaux d'août 2012). Par ailleurs, la compétitivité hors-prix serait renforcée par les initiatives du Gouvernement en faveur du financement des exportations et de l'accompagnement des entreprises à l'international, en particulier les PME/ETI. Au total, cela conduirait à une croissance des exportations de 4,8 % en 2013 (6,3 % pour les biens manufacturés).

### ■ À l'image de l'activité économique, les importations ralentiraient en 2012 avant de repartir en 2013

L'année 2011 a été marquée par un ralentissement des importations (+ 4,9 % après + 8,9 % en 2010) en lien avec la décélération des dépenses de consommation et de l'investissement des entreprises non financières. L'évolution des importations est restée proche de celle des exportations. Ainsi, le commerce extérieur n'a ni contribué ni pesé sur la croissance en 2011.

En 2012, la croissance des importations ralentirait à + 1,3 %, en lien avec le ralentissement de la demande intérieure. Les importations étant moins dynamiques que les exportations, le commerce extérieur contribuerait positivement à la croissance du PIB (+ 0,3 pt).

En 2013, la reprise progressive de l'activité et de la demande domestique dynamiserait les importations (+ 3,8 %). Néanmoins, la demande extérieure demeurant plus vive que la demande intérieure, la croissance des importations resterait inférieure à celle des exportations et la contribution du commerce extérieur serait à nouveau positive (+ 0,2 pt).

### ■ Le solde commercial s'améliorerait très légèrement en 2012 et 2013 mais resterait pénalisé par une facture énergétique importante

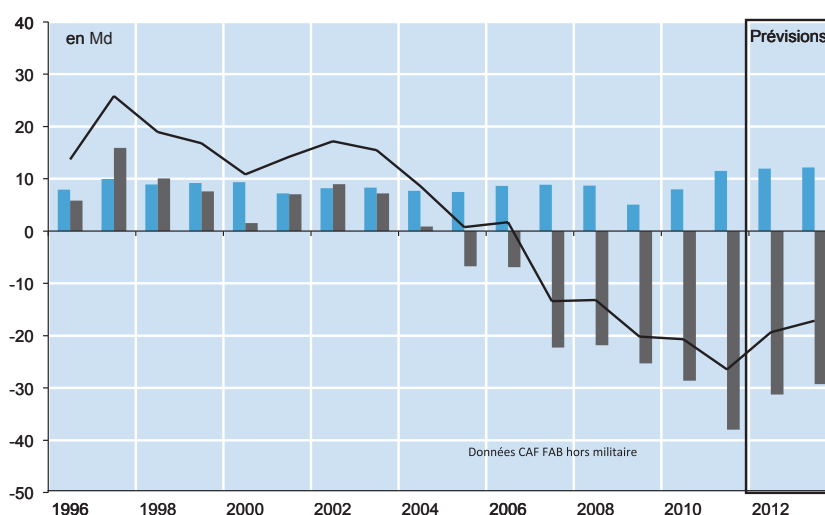
En 2011, le déficit commercial s'est nettement creusé pour atteindre - 71,9 Md€ après - 52,4 Md€ en 2010, en euros courants. Dans un contexte de forte augmentation des prix du pétrole, l'alourdissement de la facture énergétique (+ 14,3 Md€) explique plus de la moitié de la dégradation du déficit commercial. Tandis que le solde des biens agro-alimentaires s'améliore grâce à la hausse du prix des matières premières agricoles, la détérioration du solde des biens manufacturés

(- 9,3 Md€) a également contribué à celle du solde commercial total.

En 2012, le déficit commercial se stabiliserait à - 71,3 Md€. Le solde des produits manufacturés s'améliorerait (+ 6,7 Md€) en lien avec la décélération marquée des importations. Mais le solde énergétique se détériorerait d'autant (- 6,8 Md€) sous l'effet du dynamisme des prix du pétrole. En 2013, sous l'hypothèse du gel des prix du pétrole à son niveau d'août 2012, la facture énergétique se stabiliserait. En conséquence, le solde des biens s'améliorerait légèrement à un niveau de - 69,5 Md€.

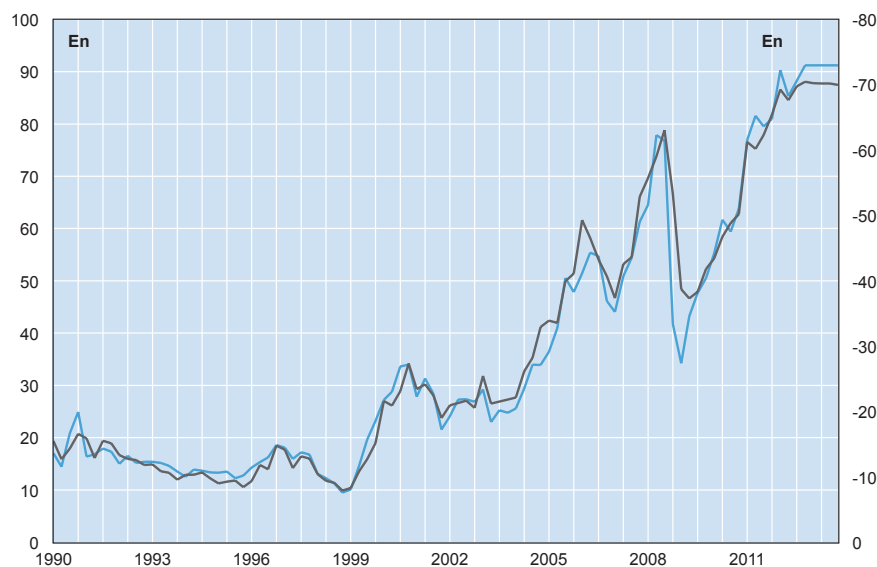
Au total, le déficit commercial hors énergie et biens militaires connaîtrait un rétablissement notable à horizon de la prévision passant de - 26,5 Md€ en 2011 à - 17,1 Md€ en 2013, les exportations étant plus dynamiques que les importations.

La balance des transactions courantes qui comprend, en plus des échanges de biens, les services, les revenus et les transferts courants, se stabiliserait.



### Évolution du solde commercial hors énergie

Sources : Douanes, prévisions RESF.



### Solde des produits énergétiques et prix du baril de Brent en euros

Sources : Douanes, Global Insight.

L'évolution du solde énergétique en euros courants est très liée à celle du prix du pétrole.

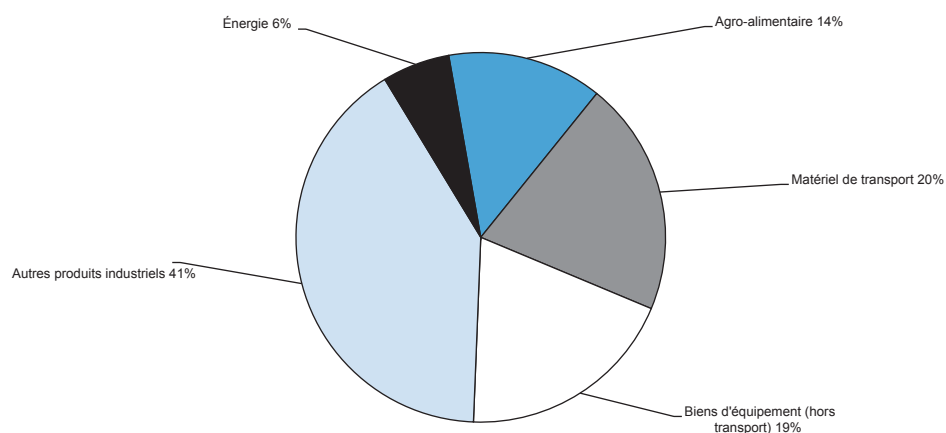
### Principaux éléments du compte des transactions courantes (soldes, Md€ courants)

	2011	2012	2013
<b>Biens et services</b>	<b>- 49,3</b>	<b>- 46,6</b>	<b>- 44,9</b>
<b>Biens</b>	<b>- 73,5</b>	<b>- 72,8</b>	<b>- 71,1</b>
<b>Données douanières (FAB-FAB)</b>	<b>- 71,9</b>	<b>- 71,3</b>	<b>- 69,5</b>
Agro-alimentaire (CAF-FAB)	11,5	11,9	12,1
Énergie (CAF-FAB)	- 62,3	- 69,1	- 70,1
Produits manufacturés (CAF-FAB)	- 37,9	- 31,2	- 29,3
<b>Services</b>	<b>24,2</b>	<b>26,3</b>	<b>26,1</b>
dont voyages	7,5	8,2	8,4
<b>Revenus</b>	<b>46,9</b>	<b>46,3</b>	<b>45,6</b>
Rémunération des salariés	12,4	12,5	12,7
Revenus des investissements	34,6	33,7	32,9
<b>Transferts courants</b>	<b>- 36,6</b>	<b>- 39,1</b>	<b>- 39,9</b>
<b>Transactions courantes</b>	<b>- 38,9</b>	<b>- 39,4</b>	<b>- 39,3</b>
<b>Transactions courantes en % du PIB</b>	<b>- 2,0%</b>	<b>- 1,9%</b>	<b>- 1,9%</b>

Sources : balance des paiements de la France 2011, prévisions RESF.

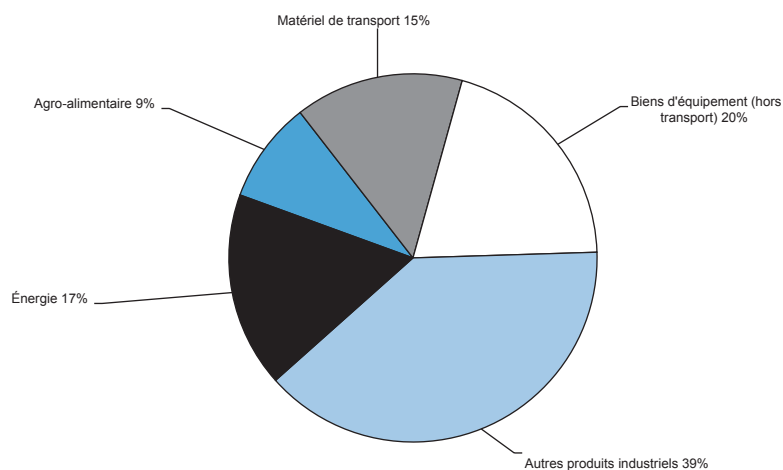
La part de l'énergie est plus forte dans les importations que dans les exportations françaises. L'inverse est vrai pour l'agro-alimentaire et le matériel de transport.

#### Structure des exportations de la France par secteur en 2011



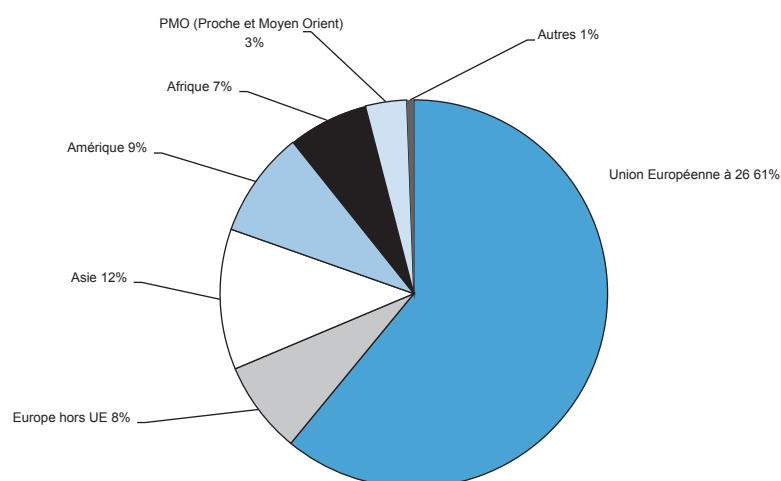
Sources : Douanes, DG Trésor.

#### Structure des importations de la France par secteur en 2011



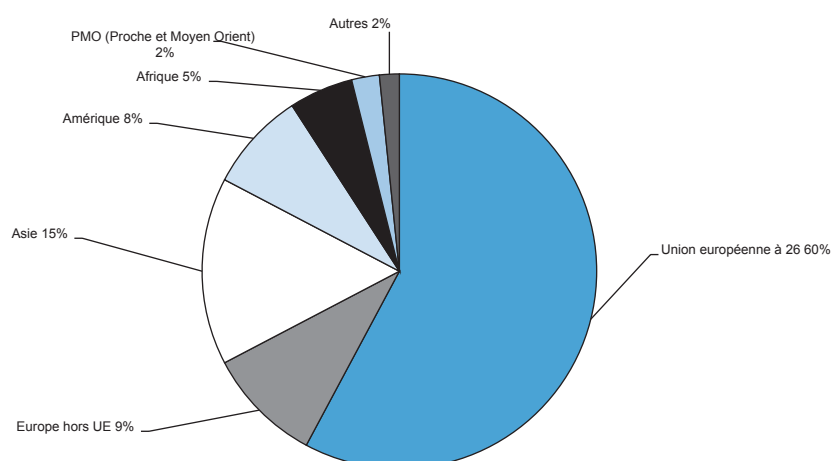
Sources : Douanes, DG Trésor.

L'Union européenne est de loin le principal client et le principal fournisseur de la France.



**Structure des exportations de la France par zone géographique en 2011**

Sources : Douanes, DG Trésor.



**Structure des importations de la France par zone géographique en 2011**

Sources : Douanes, DG Trésor.

## Scénarios alternatifs

La prévision associée au projet de loi de finances pour 2013 décrit une évolution centrale de l'environnement international et des comportements nationaux. Elle repose notamment sur certaines hypothèses : en particulier, la prévision centrale intègre un apaisement des tensions en zone euro qui se matérialiserait par un comportement moins attentiste des agents et en particulier une amélioration des perspectives d'investissement, cohérentes avec la poursuite d'actions résolues de la Banque centrale européenne (BCE) et des gouvernements européens. Pour les États-Unis, la consolidation budgétaire du début d'année 2013 serait moindre que dans la législation actuelle – il n'y aurait donc pas de *fiscal cliff* – et l'accord sur le relèvement du plafond de la dette ne soulèverait pas de stress financier majeur. Enfin, cette prévision est centrale en matière de trajectoire de la demande intérieure dans les économies émergentes.

Par construction, ce scénario n'intègre donc pas la réalisation de possibles aléas, baissiers ou haussiers, qui pourraient affecter l'économie mondiale. Deux scénarios sont envisagés ici à titre illustratif.

### ■ Scénario bas : forte consolidation budgétaire aux États-Unis et baisse de la demande des pays émergents

Un des risques sur l'activité mondiale est celui d'une consolidation budgétaire de grande ampleur aux États-Unis, telle qu'elle est prévue par la législation actuelle, alors que le consensus (FMI, OCDE) anticipe un aménagement du plan d'ajustement. La réalisation de l'ensemble des mesures prévues par la législation actuelle se traduirait par un surcroît de consolidation de près de 2 points de PIB par rapport au scénario central en 2013 – au total la consolidation serait de l'ordre de 4 points de PIB. Cette contraction budgétaire aux États-Unis plus prononcée qu'anticipé aurait un effet négatif sur la demande intérieure et donc sur la croissance américaine, entraînant une moindre demande mondiale adressée aux partenaires commerciaux des États-Unis, avec un effet négatif sur la croissance du reste du monde.

Par ailleurs, la perspective d'une détérioration durable de la situation économique mondiale contribuerait à encourager les comportements d'épargne et à peser sur les projets d'investissement dans les économies émergentes. Le scénario alternatif prend donc pour seconde hypothèse une croissance de la demande intérieure dans les BRIC qui serait inférieure de 2,5 points par rapport au scénario central, ce qui affecterait en retour la croissance américaine, européenne et celle des autres pays émergents par le biais du canal commercial.

Si ce scénario se réalisait, la croissance du PIB des États-Unis et des économies émergentes à horizon 2013 serait nettement inférieure au scénario central (de l'ordre d'un point pour les États-Unis et entre un point et demi et deux points dans les BRIC). La zone euro et la France seraient moins fortement affectées, avec un impact sur le PIB à horizon 2013 de - 0,3 point par rapport au scénario central. Les effets désinflationnistes de la consolidation budgétaire aux États-Unis et de la baisse de la demande intérieure dans les pays émergents se cumuleraient, l'inflation en France étant inférieure de 0,1 point par rapport au scénario central.

### ■ Scénario haut : diminution des tensions financières en zone euro et reprise de l'investissement aux États-Unis

Dans un scénario haut, les actions entreprises par la BCE, les processus de désendettement

engagés et les annonces des gouvernements, qui déboucheraient sur des progrès significatifs dans la gouvernance européenne, se matérialiseraient par une baisse des taux souverains dans les pays périphériques de la zone euro (Espagne, Italie, Irlande, Portugal, Grèce). Une sortie de crise résolue pourrait en outre créer un choc de confiance positif et entraîner une amélioration des conditions de financement des entreprises en zone euro. Le scénario alternatif prend donc pour hypothèses une baisse des taux souverains dans les économies périphériques (200 points de base en Grèce, 100 points de base en Irlande, en Espagne, au Portugal et en Italie à partir du quatrième trimestre 2012) et une baisse des *spreads corporate* de 50 points de base en Europe à partir du quatrième trimestre 2012. Ces baisses auraient un effet positif direct sur le PIB français, du fait de la hausse de l'investissement induite par la diminution du coût du capital et le retour de la confiance pour les entreprises, mais aussi par le biais des liens commerciaux entre la France et les autres pays européens.

Un autre aléa positif non pris en compte par le scénario central serait un fort rebond de l'investissement aux États-Unis qui pourrait provenir de l'orientation favorable de certains indicateurs domestiques (taux record des marges des entreprises, hausse des prix de l'immobilier). Le scénario alternatif prend donc pour hypothèse un rebond de l'investissement des entreprises et des ménages aux États-Unis (5 points de plus que dans le scénario central à partir du quatrième trimestre 2012). Cet effet aurait un impact positif sur le PIB des États-Unis et, par « contagion » sur le PIB de la zone euro et de la France, la hausse de la demande américaine entraînant une hausse des exportations à destination des États-Unis.

Si ces hypothèses devaient se matérialiser, elles auraient un impact positif sur le PIB américain de 0,7 point à horizon 2013. L'effet positif sur le PIB français serait de 0,3 point à horizon 2013. Cet effet serait légèrement supérieur pour la zone euro (0,4 point à horizon 2013) en raison notamment de l'effet direct sur le PIB européen de la hausse de la demande intérieure dans les pays d'Europe périphérique. Par rapport au scénario central ces hypothèses auraient un effet inflationniste de 0,1 point en France et en zone euro à l'horizon 2013.

### Prévisions économiques 2012-2013 dans le cas des scénarios alternatifs (variation en volume ; sauf indication contraire, en %)

Scénarios alternatifs	Scénario bas		Scénario haut	
	2012	2013	2012	2013
<b>France</b>				
PIB	0,3	0,5	0,3	1,1
dont demande intérieure (1)	0,0	0,5	0,0	0,8
dont exportations nettes (1)	0,3	0,0	0,3	0,3
Exportations	2,4	3,3	2,8	5,9
Importations	1,2	3,0	1,3	4,6
Inflation	2,0	1,7	2,0	1,9
<b>Environnement international de la France</b>				
PIB des États-Unis	2,3	1,0	2,4	2,6
PIB de la zone euro	- 0,3	0,3	- 0,3	1,0
Demande mondiale adressée à la France	1,3	3,6	1,6	5,9
Inflation Zone euro	1,7	1,7	1,7	2,0

Source : RESF.

(1) Contribution à la croissance du PIB

Toutefois, plusieurs effets non pris en compte dans ces simulations viennent nuancer les résultats du scénario haut comme du scénario bas. En particulier, dans le scénario bas, les effets positifs liés à un assainissement de la situation budgétaire américaine plus rapide qu'anticipé par les marchés ne sont pas pris en compte. Enfin, des réactions de politique monétaire non prises en compte dans ces simulations pourraient modifier ces résultats.

### Impact des scénarios alternatifs sur les prévisions de finances publiques françaises

*Cet encadré répond aux exigences de l'article 130 de la loi de finances initiale pour 2009*

En termes de finances publiques, une croissance de l'activité plus ou moins dynamique entraîne, à politique budgétaire inchangée, une variation mécanique du solde public. Par exemple, une croissance plus forte de l'activité améliorerait le déficit public à la fois par de meilleures rentrées de prélèvements obligatoires (en lien avec la plus forte activité) et par une baisse des dépenses liées à l'indemnisation du chômage (l'emploi et le chômage s'améliorant). Le niveau de la dette publique serait affecté en conséquence.

Les variantes étudiées ici passant principalement par des chocs de demande extérieure, les effets trouvés sur le déficit public (+ 0,1 point dans le scénario bas et - 0,1 point dans le scénario haut) sont légèrement moins importants que ceux correspondant à un choc générique sur le PIB de 0,3 point, dans la mesure où les exportations ne sont notamment pas soumises à TVA.

L'impact sur la dette (+/- 0,5 point environ) est plus élevé : outre l'impact via le déficit, le ratio de dette est sensible au niveau du PIB en valeur.

### Scénario bas : impact en termes de finances publiques

(en % de PIB)	2012	2013
Taux de prélèvements obligatoires	44,9	46,3
Solde public	- 4,5	- 3,1
Dette publique	89,9	91,8

### Scénario haut : impact en termes de finances publiques

(en % de PIB)	2012	2013
Taux de prélèvements obligatoires	44,9	46,3
Solde public	- 4,5	- 2,9
Dette publique	89,8	90,9

Ces simulations sont présentées à titre illustratif : elles visent uniquement à éclairer l'impact que les fluctuations de la croissance peuvent avoir sur les finances publiques à politique budgétaire inchangée. En particulier, la présentation de ces scénarios alternatifs ne préjuge en rien des mesures que le Gouvernement serait amené à prendre le cas échéant.

L'estimation présentée dans ces tableaux fait l'hypothèse que les prélèvements obligatoires progressent au même rythme que leurs déterminants macroéconomiques. Cette hypothèse, vérifiée en moyenne sur un cycle économique, peut être invalidée sur une année donnée, comme cela a été le cas en 2009, où les prélèvements obligatoires ont sur-réagi à la baisse par rapport au PIB. Dans le scénario haut ci-dessus, l'impôt sur les sociétés pourrait par exemple rebondir plus fortement.



## Comparaison avec les prévisions du

Le groupe technique de la Commission Économique de la Nation se réunit pour comparer les prévisions économiques du Gouvernement à celles des principaux instituts de conjoncture privés et publics. Cette fiche rend compte des écarts entre les prévisions du projet de loi de finances (PLF) pour 2013 et la moyenne de celles du groupe technique.

Le groupe technique est composé cette année des organismes suivants : Bank of America-Merrill Lynch, Barclays, BIPE, BNP-Paribas, Caisse des Dépôts, Citi, COE-Rexecode, Crédit Agricole, Deutsche Bank, Euler Hermès, Exane, Expansion, GAMA, Goldman Sachs, HSBC, Morgan Stanley, Natixis, OFCE, Société Générale et UBS.

**La grande dispersion des prévisions de croissance du groupe technique traduit l'ampleur des incertitudes sur l'environnement macroéconomique.** Les prévisions du groupe technique relatives à la croissance en France en 2013 s'établissent entre - 0,3 % et + 1,3 %. Des écarts d'une ampleur similaire apparaissent s'agissant des prévisions internationales, plus particulièrement en ce qui concerne la croissance de la zone euro en 2013 (entre -1,0% et + 0,6 %). En termes d'orientation de l'activité en France, si la majorité des membres du groupe technique tablent sur une accélération modérée en 2013, quelques-uns restent plus pessimistes, envisageant une simple stabilisation, voire un repli du PIB. Le *Consensus Forecast*<sup>1</sup>, dans sa publication du 13 septembre, présente des prévisions moyennes identiques, pour la France, et très proches, pour la zone euro, de celles du groupe technique, et une dispersion comparable.

**Une grande partie des efforts de réduction du déficit public semble avoir été prise en compte par le groupe technique.** Pour 2012, les prévisions de déficit du groupe technique sont identiques à celles du Gouvernement (4,5 points de PIB) alors même qu'il prévoit une croissance plus faible (+ 0,1 % contre + 0,3 % dans le PLF). S'agissant de 2013, la différence (3,5 points de PIB contre 3,0 points pour la prévision du PLF) peut s'expliquer pour partie par l'écart de croissance de l'activité. Il est cependant à noter que compte tenu du calendrier de prévision, les prévisions du groupe technique ne tiennent pas nécessairement compte de toutes les mesures du PLF.

■ **Principale source de divergence avec le scénario du PLF, le groupe technique table sur un environnement européen plus dégradé que celui envisagé par le Gouvernement**

### Des hypothèses proches pour le taux de change et le prix du pétrole

Le scénario économique associé au PLF est fondé sur l'hypothèse conventionnelle d'un taux de change de l'euro à 1,27 dollar en moyenne en 2012 et à 1,24 dollar en 2013, correspondant à un gel en prévision à 1,24 dollar<sup>2</sup>. Ces chiffres sont légèrement supérieurs à la moyenne des hypothèses utilisées par les membres du groupe technique (1,25 dollar pour un euro en 2012 et 1,23 dollar en 2013). La dispersion des prévisions des membres du groupe technique reste toutefois relativement élevée, avec un euro valant entre 1,10 dollar et 1,40 dollar en moyenne en 2013.

(1) Organisme privé qui collecte mensuellement les prévisions d'un panel de même nature que le groupe technique.

(2) Hypothèse conventionnelle habituelle de gel sur un mois de la parité euro/dollar entre le 6 août et le 4 septembre.

## groupe technique

Le prix du baril de pétrole en dollar serait, selon le groupe technique, très légèrement inférieur à celui qui prévaut dans le scénario du PLF, avec un baril de Brent à 111 \$ en moyenne sur 2012 et à 110 \$ en moyenne en 2013, contre 113 \$ en 2012 et en 2013 pour le PLF (correspondant à une hypothèse conventionnelle de gel du prix du baril en prévision) dans le RESF. Pour 2013, les hypothèses de prix du baril varient de 95 à 121 dollars.

### **Le groupe technique et le scénario du PLF sont proches sur l'environnement international hors zone euro**

S'agissant des **États-Unis**, les scénarios sont très proches, tablant, tous les deux, sur une légère décélération de la croissance en 2013. Le PLF envisage une croissance de + 2,3 % en 2012, qui s'affaiblirait un peu l'année suivante, avec + 2,0 %. Pour le groupe technique, la décélération serait légèrement plus prononcée avec une croissance du PIB de + 2,2 % en 2012 puis de + 1,8 % en 2013. Au sein du groupe technique, l'amplitude de la décélération (scénario partagé par la quasi-totalité des membres) varie entre 0,1 pt et 1,4 pt de croissance.

Le groupe technique et le PLF partagent le constat d'un net rebond en 2012 de l'activité au **Japon**, après l'année 2011 qui avait été marquée par les conséquences du séisme de Sendai, avec + 2,4 % pour le groupe technique et + 2,5 % dans le PLF. L'hypothèse d'un net ralentissement en 2013 est consensuelle, le groupe technique tablant sur une croissance de + 1,2 % et le PLF tablant sur + 1,0 %.

Pour la **Chine**, après une décélération en 2012, sur laquelle le Gouvernement et le groupe technique s'accordent (croissance de + 7,7 % pour le premier et de + 7,8 % pour le second), le PLF comme le groupe technique envisagent une légère accélération de l'activité, un peu plus marquée toutefois pour le Gouvernement (avec respectivement + 8,4 % et + 8,2 %).

### **Les différences de prévisions entre celles du groupe technique et celle du PLF sont en revanche plus marquées s'agissant de la croissance de la zone euro**

Pour 2012, le scénario d'un repli du PIB est consensuel, quoiqu'un peu plus marqué pour le groupe technique (- 0,5 %) que pour le Gouvernement (- 0,3 %).

Les prévisions du PLF et du groupe technique accusent un écart plus net s'agissant de la capacité de la zone euro à rebondir en 2013. Le PLF table sur une accélération proche d'un point, permettant à la zone euro d'atteindre + 0,6 % de croissance en 2013. En revanche, le groupe technique est plus pessimiste, puisque l'accélération serait à peine supérieure à un demi-point et la croissance ne serait que de + 0,1 % en 2013.

Toutefois, cette moyenne masque une grande disparité, puisque les prévisions pour 2013 oscillent entre - 1,0 % et un point haut de + 0,6 %.

En termes de composantes de la croissance en 2013, l'écart provient à titre principal des hypothèses d'investissement et de variations de stocks, dont les contributions seraient légèrement positives dans le PLF (0,3 point de PIB), alors qu'elles resteraient négatives dans le scénario moyen du groupe technique (- 0,2 point de PIB). Il reflète une appréciation différente entre les

scénarios du groupe technique et du Gouvernement quant au délai et à l'amplitude de la résorption du choc de confiance affectant les entreprises dans la zone euro.

Les prévisions d'inflation pour la zone euro du PLF et du groupe technique sont les mêmes en 2012 avec + 2,5 % de hausse de l'IPCH en moyenne annuelle. En 2013, le groupe technique envisage un ralentissement (+ 1,9 %) légèrement plus prononcé que celui qui prévaut dans le scénario du PLF (+ 2,0 %).

### ■ Les divergences d'appréciation sur l'environnement international expliquent l'essentiel des écarts entre le groupe technique et le scénario du gouvernement pour la France

**Pour 2012**, le Gouvernement table sur une progression du PIB de + 0,3 %. Cette prévision est proche de la moyenne de celles du groupe technique à + 0,1 %. Pour mémoire, l'acquis de croissance à l'issue du 2<sup>e</sup> trimestre 2012 est de + 0,2 %.

**Pour 2013, le scénario macroéconomique diverge essentiellement sur la capacité du commerce extérieur à engendrer un rebond de l'activité économique en France.** Traduisant les fortes incertitudes qui marquent toujours l'environnement international, le groupe technique présente une nette dispersion, puisque les prévisions de croissance varient entre - 0,3 % pour les plus basses et + 1,3 % pour les plus hautes. Toutefois, le groupe technique apparaît plus pessimiste en moyenne, considérant que la demande mondiale adressée à la France ne permettrait qu'une accélération de l'activité très modeste en 2013, avec + 0,4 %, alors que le PLF table sur + 0,8 %.

La différence essentielle porte sur la contribution du commerce extérieur à la croissance française. Le groupe technique prévoit une croissance de la demande mondiale de + 2,5 % en 2013, contre + 4,9 % pour le PLF, en cohérence avec son estimation pessimiste sur la croissance de la zone euro. Aussi, la moyenne des prévisions d'exportations en volume du groupe technique correspond à un rythme peu dynamique et comparable à celui de 2012 (+ 2,1 % après + 2,4 %), alors qu'elles accélèrent dans le compte du PLF (+ 4,8 % après + 2,7 %). Même si les importations en volume du groupe technique sont elles aussi moins dynamiques que dans le PLF (+ 2,2 % contre + 3,8 %), la contribution du commerce extérieur est négative en 2013 pour le groupe technique (- 0,1 pt de PIB), alors qu'elle soutient un peu la croissance dans le scénario du PLF (+ 0,2 pt de PIB).

Les écarts sur les autres composantes sont plus modestes. Le PLF, en cohérence avec des débouchés extérieurs mieux orientés, envisage un investissement des entreprises un peu plus dynamique (+ 1,5 % contre + 0,7 % pour le groupe technique). La prévision est très proche dans le scénario du groupe technique et dans celui du PLF sur la contribution des stocks.

Le scénario de consommation des ménages est consensuel (avec une évolution modérée de + 0,3 %), s'appuyant sur une évolution du pouvoir d'achat très proche (stable pour le PLF et en recul de 0,1 % pour le groupe technique) et un repli du taux d'épargne de 0,3 point pour le PLF et de 0,2 point pour le groupe technique.

Les **prévisions d'inflation** sont très proches. Selon le groupe technique, l'indice des prix à la

consommation progresserait en moyenne annuelle de + 2,0 % en 2012 (comme dans le PLF) et de + 1,7 % en 2013 (contre + 1,8 % pour le PLF). La dispersion est assez modeste avec, au sein du groupe technique, des prévisions pour 2013 allant de + 1,5 % à + 2,1 % (à l'exception de deux scénarios présentant des inflations de + 1,2 % et + 1,3 %).

### ■ Le groupe technique retient en moyenne une réduction du déficit public proche de celle du PLF

Le groupe technique prévoit un besoin de financement des administrations publiques de 4,5 points de PIB en 2012, chiffre identique à celui retenu dans le projet de loi de finances pour 2013. Pour 2013, il est supérieur de 0,5 point de PIB à celui prévu dans le PLF (3,5 points de PIB contre 3,0 points de PIB). Cet écart peut s'expliquer environ pour moitié par l'écart de prévision de croissance avec le PLF, mais il peut aussi être lié au fait que l'effort de redressement des finances publiques du PLF en 2013 n'a pas été totalement intégré par le groupe technique en prévision.

	Scénario économique sous-jacent au PLF pour 2013		Moyenne des prévisions du Groupe technique	
	2012	2013	2012	2013
<b>International</b>				
Taux de change €/ USD	1,27	1,24	1,25	1,23
Prix du pétrole (USD par baril)	113	113	111	110
Croissance du PIB				
États-Unis	2,3	2,0	2,2	1,8
Japon	2,5	1,0	2,4	1,2
Chine	7,7	8,4	7,8	8,2
Zone euro	- 0,3	0,6	- 0,5	0,1
Prix à la consommation de la zone euro (moy. annuelle)	2,5	2,0	2,5	1,9
<b>France</b>				
PIB	0,3	0,8	0,1	0,4
Demande intérieure hors stocks	0,5	0,6	0,3	0,4
Dép. de conso. finale des ménages	0,2	0,3	0,0	0,3
Dép. de conso. finale des APU	1,3	1,0	1,1	0,4
FBCF totale	0,2	1,0	0,6	0,5
Sociétés et entreprises individuelles non financières	0,1	1,5	0,1	0,7
Ménages hors entrepreneurs individuels	0,4	0,7	0,6	0,0
Variations de stocks (contribution)	- 0,5	0,0	- 0,6	0,1
Exportations nettes (contribution)	0,3	0,2	0,4	- 0,1
Exportations	2,7	4,8	2,4	2,1
Importations	1,3	3,8	1,0	2,2
Prix à la consommation (moyenne annuelle)	2,0	1,8	2,0	1,7
Déflateur du PIB (moyenne annuelle)	1,7	1,8	1,6	1,6
Pouvoir d'achat du salaire moyen par tête	0,4	0,5	0,0	0,3
Pouvoir d'achat du revenu disponible brut (1)	- 0,6	0,0	- 0,3	- 0,1
Taux d'épargne des ménages	15,5	15,2	15,8	15,6
Capacité de financement des APU (en points de PIB)	- 4,5	- 3,0	- 4,5	- 3,5

(1) Déflaté par le déflateur de la consommation des ménages.

## La croissance potentielle se redresserait pro-

La récession de 2008-2009 a affaibli la croissance potentielle, au moins temporairement : les dépenses d'investissement ont chuté, le chômage a augmenté et surtout les gains de productivité ont été amoindris. De manière générale, les estimations de la croissance potentielle en temps réel sont susceptibles de révisions, au fur et à mesure que des informations nouvelles sont disponibles. C'est *a fortiori* vrai dans une période comme la période actuelle. L'impact de la crise sur la productivité à moyen terme est en effet difficile à évaluer : la disparition des unités de production les moins efficaces tend à augmenter la productivité structurelle, alors que le moindre investissement, le vieillissement du capital ou encore la baisse de la part de l'industrie dans l'économie jouent à la baisse sur la productivité structurelle. Il est encore trop tôt pour déterminer l'effet net de ces différents facteurs et donc pour inscrire une rupture de tendance de la productivité globale des facteurs liée à la crise.

En 2009 et 2010, des destructions d'emplois sensiblement plus faibles que prévues puis des créations d'emplois sensiblement plus importantes que prévues ont été observées, se traduisant par un fort ralentissement de la productivité apparente du travail. La productivité globale des facteurs a ainsi subi un choc en niveau de 2 ½ points environ au moment de la crise avant de croître à nouveau à partir de 2010.

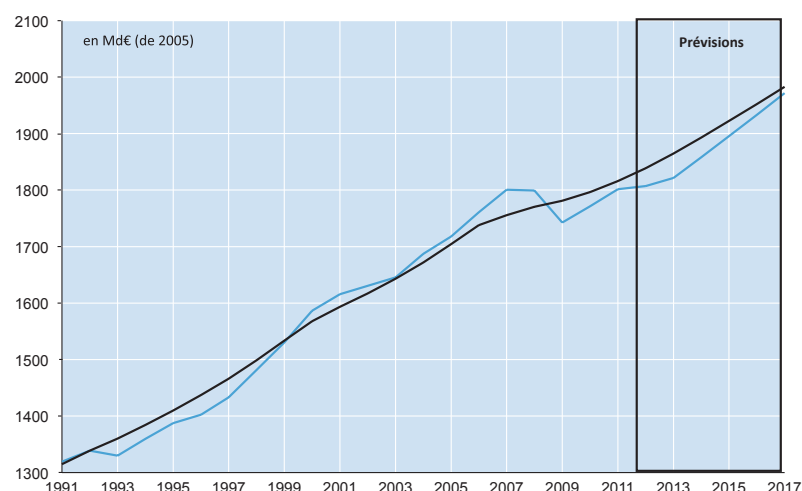
En outre, les entreprises se sont remises à investir dès 2010, après avoir reporté ou supprimé une partie de leurs dépenses d'équipement pendant la récession 2008-2009 en lien avec de fortes surcapacités de production et des trésoreries tendues. Malgré le ralentissement des dépenses d'équipement en 2012, la contribution du capital à la croissance potentielle accélérerait progressivement à l'horizon 2017, tout en restant à un niveau un peu moins important qu'avant la crise.

Enfin, le rétablissement progressif du marché du travail à partir de 2013 permettrait de limiter les effets négatifs de la crise sur le chômage structurel. La récession s'était en effet accompagnée d'une hausse du chômage. Cette évolution avait probablement conduit à l'éloignement durable de certaines personnes du marché du travail et, par voie de conséquence, à interrompre la baisse tendancielle du chômage structurel constatée depuis la fin des années 1990.

Au vu de l'incertitude et de la dispersion des estimations de croissance potentielle (la Commission européenne estime que la croissance potentielle serait de 1,1 % par an en moyenne sur la période 2010-2016, la Cour des comptes dans son rapport de juillet 2012 sur la situation et les perspectives des finances publiques l'estimait à 1,4 % à partir de 2012), le Gouvernement fait le choix, pour ce projet de loi de programmation des finances publiques, de retenir une hypothèse conventionnelle prudente de redressement progressif de la croissance potentielle, partant de 1,1 % en 2011 jusqu'à 1,6 % à l'horizon 2017, l'accélération reflétant l'impact des réformes qui seront engagées au cours du quinquennat et le rattrapage progressif du rythme tendanciel de la productivité du travail.

## gressivement pour atteindre environ 1½ % en 2017

Le PIB a fluctué autour de son niveau potentiel de 1999 à 2007. La récession se traduit par un décrochage assez fort entre le PIB potentiel et le PIB effectif, engendrant un « déficit d'activité » (ou écart de production négatif) très élevé. Ce déficit ne se réduirait que progressivement à l'horizon de la prévision.



### Le PIB potentiel et effectif (en Md€ de 2005)

PIB effectif —  
PIB potentiel —

Sources : Insee, prévisions RESF.

### Principaux indicateurs du scénario de croissance potentielle 2011-2017

(en %)	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017
Croissance potentielle	1,1	1,3	1,4	1,5	1,5	1,6	1,6
Écart de production	- 0,8	- 1,7	- 2,3	- 1,9	- 1,4	- 1,0	- 0,6

#### Encadré : Qu'est-ce que la croissance potentielle et l'écart de production ?

La croissance potentielle est le taux de croissance annuel de la production potentielle. Cette production potentielle correspond au niveau maximal estimé de production durablement soutenable, sans tension dans l'économie, et plus précisément sans accélération des prix. Au fil des cycles économiques, la croissance effectivement observée est tantôt supérieure, tantôt inférieure à la croissance potentielle.

La croissance potentielle est déterminée à partir du potentiel des facteurs de production (travail et capital) et de la productivité globale de ces facteurs (PGF) qui reflète, à travail et capital donnés, les gains liés au progrès technique, à l'organisation du travail, et à la réorganisation entre les secteurs d'activité. La quantité de facteur travail, qui correspond au volume total d'heures travaillées potentielles (i.e. hors fluctuations conjoncturelles), dépend de la population active, du taux de chômage structurel et des heures travaillées par tête.

L'écart entre le niveau effectif de production et le niveau potentiel est appelé « écart de production ». Celui-ci fournit une indication de la position de l'économie dans le cycle, ce qui éclaire la conduite de la politique économique :

- du point de vue de la politique monétaire, un écart de production négatif (i.e. un niveau de production inférieur au niveau potentiel) s'accompagne en général d'une réduction des pressions inflationnistes, ce qui donne des marges de manœuvre à la banque centrale pour mener une politique stimulant l'activité (et inversement) ;
- du point de vue de la politique budgétaire, lorsque le niveau d'activité est inférieur à son potentiel (i.e. l'écart de production est négatif), une partie du déficit public

est conjoncturelle et non structurelle. Cette partie, appelée déficit conjoncturel, se résorbe lorsque l'écart de production se referme.

Au cours du cycle économique de 1999 à 2006, la croissance potentielle en France a été proche de 2,0 % en moyenne par an. Sur cette période, elle a bénéficié d'une démographie favorable, d'un effort d'investissement assez dynamique de la part des entreprises, ainsi que d'une baisse du chômage structurel grâce aux incitations à l'emploi. Toutefois ces effets ont été en partie contrebalancés par la réduction du temps de travail et par la baisse des gains de productivité tendanciels.





## Tableaux

Tableau 1

Évolution des ressources et emplois  
de biens et services (\*)

(en milliards d'euros et en indices)

	2010	2011					2012 Prévision					2013 Prévision				
	Valeur aux prix courants	Indice de volume	Valeur aux prix n-1	Indice de prix	Valeur aux prix courants	Indice de valeur	Valeur de volume	Indice aux prix n-1	Indice de prix	Valeur aux prix courants	Indice de valeur	Indice de volume	Valeur aux prix n-1	Indice de prix	Valeur aux prix courants	Indice de valeur
Ressources																
Produit Intérieur Brut	1 937,3	101,7	1 970,2	101,3	1 996,6	103,1	100,3	2 002,6	101,7	2 036,0	102,0	100,8	2 052,3	101,8	2 088,8	102,6
Importations	537,4	104,9	564,0	105,4	594,3	110,6	101,3	601,8	102,1	614,3	103,4	103,8	637,7	102,0	650,2	105,8
TOTAL DES RESSOURCES	2 474,7	102,4	2 534,2	102,2	2 590,9	104,7	100,5	2 604,4	101,8	2 650,4	102,3	101,5	2 690,0	101,8	2 739,0	103,3
Emplois																
Consommation finale privée :	1 124,4	100,3	1 127,9	102,1	1 151,3	102,4	100,2	1 153,7	102,0	1 177,1	102,2	100,3	1 181,0	101,8	1 202,6	102,2
- Consommation finale des ménages	1 084,6	100,3	1 087,3	102,1	1 110,1	102,3	100,2	1 112,3	102,0	1 135,0	102,2	100,3	1 138,6	101,8	1 159,4	102,2
- Consommation finale des ISBLSM	39,8	101,9	40,6	101,5	41,2	103,4	100,6	41,4	101,7	42,1	102,3	100,7	42,4	101,7	43,1	102,4
Consommation finale des APU	481,8	100,2	482,7	101,4	489,3	101,6	101,3	495,5	101,0	500,4	102,3	101,0	505,5	101,1	511,3	102,2
Formation brute de capital fixe	376,7	103,5	389,9	102,9	401,2	106,5	100,2	402,2	102,1	410,7	102,4	101,0	414,6	102,2	423,8	103,2
dont :																
Sociétés et entreprises individuelles non financières	198,4	105,1	208,5	102,3	213,4	107,5	100,1	213,7	102,2	218,4	102,3	101,5	221,7	102,3	226,8	103,9
Ménages hors E.I.	101,7	103,1	104,9	103,8	108,9	107,1	100,4	109,3	102,1	111,6	102,5	100,7	112,3	102,1	114,7	102,8
Sociétés et entreprises individuelles financières	12,3	108,2	13,3	101,9	13,6	110,2	105,0	14,3	101,7	14,5	106,7	101,5	14,7	102,2	15,0	103,7
Administrations publiques	60,4	98,1	59,2	103,6	61,4	101,6	99,2	60,9	102,1	62,1	101,2	99,5	61,8	102,1	63,2	101,6
ISBLSM	3,9	101,3	3,9	101,8	4,0	103,2	100,3	4,0	100,9	4,1	101,2	99,5	4,0	102,1	4,1	101,6
Exportations	495,3	105,3	521,3	103,2	538,2	108,7	102,7	552,5	101,4	560,3	104,1	104,8	587,1	101,9	598,2	106,8
Objets de valeur et variations de stocks en % PIB	- 0,2		0,6		0,5			0,0		0,1			0,1		0,1	
Objets de valeur et variations de stocks	- 3,6		12,4		10,9			0,5		2,0			1,7		3,1	
- Objets de valeur	0,7	101,9	0,7	112,5	0,8	114,7	100,3	0,8	101,7	0,8	102,0	100,8	0,8	101,8	0,8	102,6
- Variations de stocks	- 4,2		11,7		10,1			- 0,3		1,2			0,9		2,3	
TOTAL DES EMPLOIS	2 474,7	102,4	2 534,2	102,2	2 590,9	104,7	100,5	2 604,4	101,8	2 650,4	102,3	101,5	2 690,0	101,8	2 739,0	103,3
dont :																
Demande totale hors stocks	2 478,9	101,8	2 522,5	102,3	2 580,8	104,1	100,9	2 604,7	101,7	2 649,2	102,7	101,5	2 689,0	101,8	2 736,7	103,3
Demande intérieure totale	1 979,4	101,7	2 012,9	102,0	2 052,7	103,7	100,0	2 051,9	101,9	2 090,1	101,8	100,6	2 102,9	101,8	2 140,8	102,4
Demande intérieure hors stocks	1 983,6	100,9	2 001,2	102,1	2 042,6	103,0	100,5	2 052,2	101,8	2 088,9	102,3	100,6	2 101,9	101,7	2 138,5	102,4

(\*) Ces prévisions ont été faites sur la base du compte provisoire 2011 de l'Insee.

Tableau 2

## Contributions à la croissance du P.I.B.

(en points de PIB)

	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012 Prév.	2013 Prév.
<b>Contributions à la croissance du PIB (aux prix de l'année précédente)</b>														
Consommation finale des ménages	1,8	1,3	1,0	1,0	1,0	1,4	1,2	1,3	0,1	0,1	0,8	0,1	0,1	0,2
Consommation finale des APU	0,4	0,3	0,4	0,4	0,5	0,3	0,3	0,4	0,3	0,6	0,4	0,0	0,3	0,3
Formation brute de capital fixe totale	1,2	0,4	- 0,4	0,4	0,6	0,8	0,8	1,3	0,1	- 2,3	0,2	0,7	0,0	0,2
dont :														
Sociétés et entreprises individuelles non financières	0,7	0,4	- 0,3	0,1	0,3	0,4	0,4	0,9	0,3	- 1,5	0,6	0,5	0,0	0,2
Ménages hors E.I.	0,1	0,1	0,0	0,1	0,2	0,3	0,3	0,3	- 0,2	- 0,7	0,0	0,2	0,0	0,0
Sociétés et entreprises individuelles financières	0,1	0,0	0,0	0,1	0,0	0,0	0,1	0,0	0,1	- 0,1	- 0,1	0,1	0,0	0,0
Administrations publiques	0,3	0,0	- 0,1	0,1	0,1	0,2	- 0,1	0,1	- 0,1	0,1	- 0,3	- 0,1	0,0	0,0
Variations de stocks et objets de valeur	0,5	- 0,3	- 0,2	- 0,3	0,7	0,0	0,1	0,2	- 0,2	- 1,2	0,1	0,8	- 0,5	0,0
Commerce extérieur	- 0,3	0,1	0,0	- 0,6	- 0,2	- 0,7	0,0	- 0,9	- 0,3	- 0,5	0,0	0,0	0,3	0,2
dont : Exportations	3,3	0,7	0,5	- 0,4	1,2	0,7	1,4	0,6	- 0,1	- 3,3	2,3	1,3	0,7	1,3
Importations	- 3,6	- 0,6	- 0,5	- 0,2	- 1,5	- 1,4	- 1,4	- 1,5	- 0,3	2,8	- 2,2	- 1,4	- 0,4	- 1,1
Demande intérieure finale hors stocks	3,6	2,1	1,2	1,8	2,1	2,5	2,4	3,0	0,5	- 1,5	1,6	0,9	0,5	0,6
<b>PIB</b>	<b>3,7</b>	<b>1,8</b>	<b>0,9</b>	<b>0,9</b>	<b>2,5</b>	<b>1,8</b>	<b>2,5</b>	<b>2,3</b>	<b>- 0,1</b>	<b>- 3,1</b>	<b>1,7</b>	<b>1,7</b>	<b>0,3</b>	<b>0,8</b>

# prévisionnels

Tableau 3

## Comptes des sociétés non financières

(Taux de croissance en valeur)

	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012 Prév.	2013 Prév.
<b>COMPTE D'EXPLOITATION</b>										
Emplois										
Rémunération des salariés	3,9	3,7	4,9	4,3	3,5	- 1,2	2,2	4,4	2,8	2,6
dont : Salaires bruts	4,2	4,1	5,0	4,6	3,7	- 1,2	2,2	3,8	2,6	2,3
Cotisations sociales employeurs	2,9	2,7	4,4	3,4	2,9	- 1,3	2,2	6,2	3,4	3,3
Impôts sur la production	7,5	7,8	2,0	7,0	2,5	5,7	- 12,3	7,9	4,3	4,8
Excédent brut d'exploitation	4,8	4,0	5,6	8,9	2,2	- 11,4	6,0	- 2,2	- 1,6	2,9
Ressources										
Valeur ajoutée	4,4	4,1	4,5	5,9	3,0	- 4,1	2,4	2,8	1,7	2,8
Subventions d'exploitation	- 0,3	1,0	41,3	2,7	3,7	2,3	7,5	- 9,2	- 2,6	3,9
<b>COMPTE DE REVENU</b>										
Emplois										
Revenus de la propriété	11,6	11,7	12,6	13,3	6,5	- 10,6	- 7,5	5,6	- 0,2	1,4
dont : intérêts versés	- 5,4	1,8	17,8	22,2	15,6	- 25,7	- 21,3	1,9	- 8,6	- 13,7
Impôts courants sur le revenu et le patrimoine	9,0	15,7	28,6	4,1	5,6	- 61,7	51,2	24,3	2,7	18,9
Revenu disponible brut	- 0,3	2,4	4,0	14,8	- 12,6	- 5,5	16,6	- 11,5	- 4,7	- 0,6
Ressources										
Revenus de la propriété	11,9	15,9	18,8	18,1	0,0	- 15,9	- 4,3	5,7	- 0,3	1,0
Excédent brut d'exploitation	4,8	4,0	5,6	8,9	2,2	- 11,4	6,0	- 2,2	- 1,6	2,9
<b>COMPTE DE CAPITAL</b>										
FBCF	5,5	6,6	7,8	11,9	5,6	- 13,5	7,9	7,7	2,3	3,9
Variation de stocks (1)	4,1	8,9	13,0	17,8	10,6	- 11,2	- 4,3	10,6	1,4	2,6
Besoin de financement (1)	- 12,0	- 31,3	- 39,0	- 37,7	- 58,0	- 15,8	- 17,1	- 65,2	- 69,3	- 75,7

(1) En milliards d'euros.

Tableau 4

## Ratios caractéristiques des résultats d'entreprise

(Part dans la valeur ajoutée en %)

	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012 Prév.	2013 Prév.
<b>RÉMUNÉRATION DES SALARIÉS</b>										
Entreprises non financières (SNF-EI)	58,9	58,9	59,2	58,4	58,8	60,7	60,7	61,6	62,2	62,0
Sociétés non financières	65,5	65,3	65,6	64,6	64,9	66,8	66,8	67,8	68,5	68,4
<b>EXCÉDENT BRUT D'EXPLOITATION (TAUX DE MARGE)</b>										
Entreprises non financières (SNF-EI)	37,6	37,4	37,8	38,4	38,1	35,8	36,7	35,3	34,5	34,6
Sociétés non financières	30,6	30,5	30,9	31,7	31,5	29,1	30,1	28,6	27,7	27,7
<b>INTÉRÊTS VERSÉS</b>										
Sociétés non financières	8,2	8,0	9,1	10,5	11,7	9,1	7,0	6,9	6,2	5,2
<b>IMPÔTS COURANTS SUR LE REVENU ET LE PATRIMOINE</b>										
Sociétés non financières	3,3	3,7	4,6	4,5	4,6	1,8	2,7	3,3	3,3	3,8
<b>ÉPARGNE BRUTE</b>										
Sociétés non financières	15,6	15,3	15,2	16,5	14,0	13,8	15,7	13,5	12,7	12,3

## Tableaux

Tableau 5

## Ratios caractéristiques de l'accumulation du capital

(en %)

	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012 Prév.	2013 Prév.
<b>TAUX D'INVESTISSEMENT (1)</b>										
Entreprises non financières (SNF-EI)	16,5	16,9	17,4	18,4	18,9	17,1	17,9	18,7	18,8	19,0
Sociétés non financières	17,7	18,1	18,7	19,7	20,2	18,3	19,2	20,1	20,3	20,5
<b>TAUX D'AUTOFINANCEMENT DES SOCIÉTÉS NON FINANCIÈRES</b>										
au sens strict (2)	88,1	84,6	81,6	83,8	69,3	75,7	81,8	67,2	62,6	59,9
au sens large :										
Hors stocks (3)	94,0	85,9	85,7	90,0	76,0	83,6	88,4	73,5	68,5	66,0
Y compris stocks (4)	91,4	81,3	79,6	82,3	72,2	89,3	90,5	69,8	68,0	65,2

(1) Investissement/Valeur ajoutée.

(2) Épargne brute/FBCF.

(3) (Épargne brute+transferts nets en capital)/FBCF.

(4) (Épargne brute+transferts nets en capital)/(FBCF+ variations de stocks).

Tableau 6

## Comptes des ménages

(Taux de croissance en valeur)

	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012 Prév.	2013 Prév.
<b>COMPTE DE REVENU</b>										
Ressources										
Salaires bruts	3,7	3,6	4,5	4,1	3,2	0,1	2,3	2,9	2,2	2,2
- Cotisations sociales salariales	3,8	4,7	6,4	3,3	1,5	0,9	1,9	3,3	3,8	5,0
Salaires nets	3,7	3,5	4,1	4,2	3,4	- 0,1	2,4	2,9	1,9	1,7
Revenu mixte (1)	2,3	1,1	3,9	3,9	1,1	- 6,6	2,0	2,3	2,2	3,0
Exédent Brut d'Exploitation	5,4	5,1	6,3	7,1	5,0	- 4,7	- 0,5	3,5	2,3	3,4
Prestations sociales en espèces	4,5	4,0	4,1	3,9	3,4	5,5	3,2	3,2	3,7	3,2
Revenus de la propriété	6,9	1,3	9,1	11,8	8,4	- 12,0	- 6,0	6,5	- 0,9	1,8
Autres ressources	0,3	4,1	2,8	7,1	3,3	- 1,5	- 0,8	1,2	2,0	2,6
Emplois										
Impôts courants sur le revenu et le patrimoine	3,0	5,7	3,1	1,3	5,0	- 4,5	2,8	6,6	9,1	7,5
Revenus de la propriété	2,7	3,8	24,8	35,5	24,7	- 37,4	- 27,4	22,5	- 8,7	- 11,8
Autres emplois	1,8	2,8	4,8	5,0	1,0	3,3	- 1,0	1,7	2,9	4,7
<b>REVENU DISPONIBLE BRUT</b>	<b>4,4</b>	<b>3,1</b>	<b>4,6</b>	<b>5,1</b>	<b>3,3</b>	<b>0,5</b>	<b>2,0</b>	<b>2,6</b>	<b>1,4</b>	<b>1,8</b>
dont : Dépenses de consommation	3,9	4,4	4,3	4,4	3,2	- 0,6	2,5	2,3	2,2	2,2
Épargne Brute	7,3	- 3,7	6,3	8,9	3,9	6,0	- 1,0	4,0	- 2,8	- 0,1

(1) principalement revenu mixte des EI.

# prévisionnels

Tableau 7

## Salaires et pouvoir d'achat

(Taux de croissance moyen annuel)

	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012 Prév.	2013 Prév.
<b>SALAIRES</b>										
Salaires bruts reçus par les ménages (1)	3,7	3,6	4,5	4,1	3,2	0,1	2,3	2,9	2,2	2,2
Salairé moyen annuel par tête (2)	3,9	3,4	3,6	2,9	2,8	1,2	2,4	2,4	2,4	2,3
<b>VARIATIONS EN POUVOIR D'ACHAT</b>										
Prix à la consommation des ménages	2,1	1,8	1,6	1,5	2,8	0,1	1,5	2,1	2,0	1,8
Pouvoir d'achat du salaire moyen par tête (3)	1,7	1,5	1,9	1,4	- 0,1	1,1	0,9	0,3	0,4	0,5
<b>POUVOIR D'ACHAT DU RDB (4)</b>	<b>2,3</b>	<b>1,3</b>	<b>2,5</b>	<b>3,0</b>	<b>0,4</b>	<b>1,2</b>	<b>0,9</b>	<b>0,5</b>	<b>- 0,6</b>	<b>0,0</b>

(1) Ensemble de l'économie.

(2) Branches marchandes non agricoles.

(3) Calculé avec le prix à la consommation des ménages.

(4) Calculé avec le déflateur de la consommation des ménages.

Tableau 8

## Taux d'épargne des ménages

(en %)

	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012 Prév.	2013 Prév.
Taux d'épargne global (1)	15,7	14,7	14,9	15,4	15,5	16,4	15,9	16,1	15,5	15,2
Taux d'épargne financière (2)	6,1	4,9	4,9	5,0	5,0	7,4	7,0	6,8	6,0	5,5
Taux d'épargne non financière	9,6	9,7	10,0	10,4	10,6	9,0	9,0	9,3	9,4	9,6

(1) Taux d'épargne global : épargne brute/revenu disponible brut.

(2) Taux d'épargne financière : capacité de financement/revenu disponible brut.

Tableau 9

## Évolution du commerce extérieur de la France

(en milliards d'euros)

	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012 Prév.	2013 Prév.
Total CAF-FAB (1)	- 19,6	- 37,3	- 44,1	- 58,3	- 72,1	- 60,0	- 68,7	- 88,8	- 88,4	- 87,2
dont :										
Produits agro-alimentaires	7,7	7,5	8,6	8,9	8,7	5,1	8,0	11,5	11,9	12,1
Energie	- 28,2	- 38,0	- 45,8	- 44,9	- 58,9	- 39,8	- 48,0	- 62,3	- 69,1	- 70,1
Industrie	0,9	- 6,7	- 6,9	- 22,3	- 21,8	- 25,3	- 28,6	- 37,9	- 31,2	- 29,3
Total FAB-FAB (2)	- 5,7	- 24,2	- 29,9	- 42,5	- 56,2	- 45,4	- 52,4	- 71,9	- 71,3	- 69,5
(en % du PIB)	(- 0,3)	(- 1,4)	(- 1,7)	(- 2,3)	(- 2,9)	(- 2,4)	(- 2,7)	(- 3,6)	(- 3,5)	(- 3,3)

Source : Douanes.

(1) hors matériel militaire.

(2) y compris matériel militaire.

## Tableaux prévisionnels

Tableau 10

### Produit intérieur brut des pays industrialisés

	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012 Prév.	2013 Prév.
France	2,5	1,8	2,5	2,3	-0,1	-3,1	1,7	1,7	0,3	0,8
Royaume-Uni	2,9	2,8	2,6	3,6	-1,0	-4,0	1,8	0,8	-0,3	1,1
UE à 27	2,5	2,1	3,3	3,2	0,3	-4,3	2,1	1,5	-0,1	1,0
Zone Euro	2,2	1,7	3,2	3,0	0,4	-4,4	2,0	1,4	-0,3	0,6
Zone Euro hors France	2,2	1,7	3,4	3,2	0,5	-4,8	2,2	1,4	-0,5	0,6
Etats-Unis	3,5	3,1	2,7	1,9	-0,3	-3,1	2,4	1,8	2,3	2,0
Japon	2,3	1,3	1,7	2,2	-1,1	-5,5	4,5	-0,8	2,5	1,0
OCDE	3,1	2,7	3,2	2,8	0,1	-3,8	3,2	1,8	1,6	1,8

Sources : Instituts nationaux (Insee, ONS, BEA, Cabinet Office), Eurostat, OCDE ; Calculs DG Trésor.

Tableau 11

### Prix à la consommation des pays industrialisés <sup>(1)</sup>

(En moyenne annuelle)

	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012 Prév.	2013 Prév.
France	2,1	1,8	1,6	1,5	2,8	0,1	1,5	2,1	2,0	1,8
Royaume-Uni	1,3	2,0	2,3	2,3	3,6	2,2	3,3	4,5	2,5	1,9
Zone Euro	2,2	2,2	2,2	2,1	3,3	0,3	1,6	2,7	2,5	2,0
États-Unis	2,7	3,4	3,2	2,9	3,8	-0,3	1,6	3,1	2,0	1,7
Japon	0,0	-0,3	0,2	0,1	1,4	-1,4	-0,7	-0,3	0,2	-0,4

(1) IPC pour la France, le Royaume-Uni, le Japon et les États-Unis, IPCH pour la zone euro.

Sources : Instituts nationaux (Insee, ONS, BEA, Cabinet Office), Eurostat, OCDE ; Calculs DG Trésor.

# Évolution des finances publiques 2012-2013

## Vue d'ensemble

La dette publique a augmenté de 800 Md€ depuis 2002, le déficit public était encore en 2011 de plus de 100 Md€ (5,2 % du PIB). La crise n'est pas le seul facteur de dégradation des finances publiques françaises : celle-ci est avant tout d'origine structurelle et reflète les choix de politique économique et fiscale opérés au cours de la dernière décennie. Les déficits alimentent un endettement qui conduit à prélever lourdement sur les revenus d'activité pour servir les intérêts de la dette, à favoriser la rente au détriment des revenus des travailleurs et des entrepreneurs.

S'agissant de l'année 2012, face à une situation plus dégradée qu'annoncé, le gouvernement a initié la remise en ordre des finances publiques. Les mesures adoptées dans la loi de finances rectificative d'août garantissent le respect de l'objectif de déficit pour 2012 à 4,5 % du PIB, en dépit de la nette révision à la baisse des perspectives de croissance par rapport au scénario retenu dans le programme de stabilité transmis à la Commission européenne fin avril 2012.

Le projet de loi de finances pour 2013 engage un effort sans précédent pour ramener le déficit de 4,5 % à 3,0 % du PIB en 2013. La réduction du déficit structurel serait de 3,1 points au total en 2012 et 2013, dont 2 points en 2013, ce qui constitue le plus important effort de consolidation budgétaire jamais réalisé par la France depuis l'après-guerre. Elle est ainsi une étape majeure dans la trajectoire de retour à l'objectif d'équilibre structurel des finances publiques à moyen terme.

La mise en œuvre des mesures de redressement des finances publiques prises dans

le cadre de la loi de finances rectificatives pour 2012, et de celles proposées dans les projets de lois financières pour 2013 permettraient en effet de compenser l'impact sur les finances publiques de la dégradation de la conjoncture économique. Les mesures du PLF 2013 et du PLFSS 2013 représentent un redressement total de 30 milliards d'euros en 2013, répartis en 10 milliards d'effort sur la dépense publique, et 20 milliards d'augmentation des prélèvements, équitablement partagée entre les entreprises et les ménages. Ces mesures s'ajoutent à la montée en charge des mesures de redressement de la loi de finances rectificatives pour 2012 (4,4 Md€) et à la maîtrise des dépenses d'assurance maladie (2,4 Md€).

Cet effort inédit répond à un triple souci de solidarité, de responsabilité et d'efficacité : responsabilité, car la maîtrise de la dette permet de préparer l'avenir ; solidarité, car les efforts sont équitablement répartis et préservent les plus modestes et les missions prioritaires de l'État ; efficacité, car la stratégie de réduction du déficit préserve la demande et notre offre productive.

**Le déficit public s'établirait à 4,5 % en 2012, en baisse marquée par rapport à 2011 malgré une conjoncture économique très défavorable**

Le solde public serait en amélioration de 0,7 point en 2012 par rapport au niveau de 2011. L'ajustement structurel, qui reflète l'effort sous-jacent, serait plus important (1,2 pt), mais la situation conjoncturelle dégradée, avec une croissance du PIB (+ 0,3 %) très inférieure à son potentiel, et

des mesures ponctuelles et temporaires (- 0,1 point), en raison de paiements liés à des contentieux fiscaux (notamment celui sur la taxation des OPCVM), freineraient la réduction du déficit.

Les mesures nouvelles en recettes et l'effort de maîtrise de la dépense atteindraient au total 1,4 pt de PIB<sup>1</sup>. Les dépenses de l'État hors charge de la dette et pensions (périmètre de la norme « zéro valeur ») baisseront ainsi en 2012 de près de 2 Md€ par rapport au niveau de 2011, et la croissance des dépenses sous objectif national des dépenses d'assurance maladie sera limitée à 2,6 %, pour atteindre un niveau inférieur à l'objectif voté en LFSS pour 2012, contre une évolution spontanée supérieure à 4 %. A cet effort en dépense s'ajoute plus de 20 milliards d'euros de mesures nouvelles en recettes, dont 7 milliards d'euros liés aux mesures prises dans la 2<sup>e</sup> loi de finances rectificative pour 2012<sup>2</sup>.

Le taux de prélèvements obligatoires s'élèverait à 44,9 % du PIB, en hausse d'1 point par rapport à 2011. Cette hausse reflète la mise en œuvre de mesures nouvelles en recettes, l'évolution spontanée des prélèvements obligatoires étant peu dynamique, en ligne avec celle du PIB.

La dépense publique progresserait de seulement 0,5 % en volume<sup>3</sup>, un chiffre sensiblement inférieur à sa tendance passée. Cette progression historiquement faible reflète principalement les efforts de réduction de la dépense de l'État sur le périmètre « 0 valeur », la baisse en volume des charges d'intérêts de l'État à la faveur de taux historiquement bas, ainsi que la faible croissance de l'ONDAM, à 2,6 % contre 2,7 % en 2011.

## En 2013, un effort structurel sans précédent permettrait de ramener le déficit public à 3,0 % du PIB

Le déficit public baisserait d'1 ½ pt par rapport au niveau de 2012. Cette amélioration résulterait d'une réduction du déficit structurel de 2,0 points de PIB, qui serait en partie contrebalancée par l'impact encore défavorable de la conjoncture (la croissance du PIB se redresserait à 0,8 % mais resterait inférieure à son potentiel) et par l'effet négatif des mesures ponctuelles et temporaires, en particulier des contentieux fiscaux (- 0,15 point).

Le redressement du solde structurel serait quasi intégralement lié à un effort structurel historiquement élevé (1,9 pt de PIB)<sup>4</sup>, grâce à la poursuite de l'effort de maîtrise des dépenses publiques et à des mesures supplémentaires en recettes. Les dépenses de l'État en comptabilité nationale seront ainsi stables en volume, reflétant l'application de la norme « 0 valeur » (gel des dépenses hors pensions et charge de la dette en 2013 par rapport au niveau voté en loi de finances initiale pour 2012) et le niveau toujours bas des taux d'intérêt qui freinerait la progression des charges d'intérêts versés par l'État. L'effort réalisé sur les dépenses du budget général est équitablement réparti entre tous les ministères, tout en assurant le financement des priorités que constituent la jeunesse, l'éducation, l'emploi, la sécurité et la justice. La croissance des dépenses d'assurance maladie sera limitée à 2,7 %.

Les mesures présentées en PLF et PLFSS génèrent plus de 20 Md€ de recettes supplémentaires. S'y ajoutent 4,4 Md€ de montée en puissance des mesures votées dans le cadre de la loi de finances rectificative d'août 2012, ainsi que 5 Md€ d'autres

(1) L'écart entre cet effort structurel et la variation du solde structurel (1,2 pt de PIB) s'explique par une composante non discrétionnaire négative à hauteur de 0,3 pt de PIB, en raison notamment d'une baisse de la part des recettes hors prélèvements obligatoires.

(2) Chiffre au sens du projet de loi de programmation des finances publiques pour les années 2012 à 2017.

(3) Croissance hors recettes de mises aux enchères de fréquences hertziennes, très élevées en 2012 (2,6 Md€ après 0,9 Md€ en 2011) et qui sont ainsi comptabilisées en moindres dépenses, et hors corrections au titre des matériels militaires, qui sont enregistrées en comptabilité nationale au moment de la livraison et non au moment du paiement, ce qui peut entraîner des chocs importants sur la dépense publique. Y compris ces éléments, la dépense publique progresse de 0,4 % en 2012.

(4) L'écart entre l'effort structurel et la variation du solde structurel (2,0 pt de PIB) s'explique par une composante non discrétionnaire légèrement positive (0,1 pt de PIB), par effet de rattrapage après le choc négatif de 2012.

mesures (effets pluriannuels de mesures prises avant le 1<sup>er</sup> juillet 2012, hausses de taxes et impôts hors du champ PLF/PLFSS, notamment portés par les opérateurs ou les collectivités locales), y compris impact des contentieux fiscaux.

Le taux de prélèvements obligatoires s'élèverait à 46,3 % du PIB, en hausse d'un peu moins d'1 ½ point. Cette augmentation s'expliquerait par l'impact des mesures additionnelles en recettes et des contentieux fiscaux, la progression spontanée des prélèvements

obligatoires étant en ligne avec celle du PIB (élasticité unitaire).

La dépense publique augmenterait de 0,5 % en volume<sup>5</sup>, comme en 2012. La maîtrise de la dépense serait notamment permise par le respect de la norme « zéro valeur » des dépenses de l'État (hors dette et pensions) et d'un ONDAM en progression très limitée à 2,7 %, et par une modération des dépenses de fonctionnement des collectivités locales.

### Solde public par sous-secteur

Capacité (+) ou besoin (-) de financement, en % de PIB	2011	2012	2013
État	- 4,4	- 3,7	- 2,5
Organismes divers d'administration centrale	- 0,1	- 0,2	- 0,2
Administrations publiques locales	- 0,0	- 0,1	- 0,1
Administrations de sécurité sociale	- 0,6	- 0,5	- 0,2
<b>Ensemble des administrations publiques</b>	<b>- 5,2</b>	<b>- 4,5</b>	<b>- 3,0</b>

### Solde structurel

(en points de PIB, sauf mention contraire)	2011	2012	2013
Solde public	- 5,2	- 4,5	- 3,0
- dont solde conjoncturel	- 0,4	- 0,8	- 1,2
- dont solde structurel (hors mesures ponctuelles et temporaires, en % du PIB potentiel)	- 4,8	- 3,6	- 1,6
- dont mesures ponctuelles et temporaires (en % du PIB potentiel)	0,1	- 0,1	- 0,2
Variation du solde structurel (hors mesures ponctuelles et temporaires, en % du PIB potentiel)	1,5	1,2	2,0
- dont effort structurel	1,2	1,4	1,9
- mesures nouvelles en prélèvements obligatoires	1,0	1,1	1,6
- effort en dépense	0,2	0,3	0,3
- dont composante non discrétionnaire	0,4	- 0,3	0,1

### Dette publique, dépense publique, prélèvements obligatoires

(en % du PIB, sauf mention contraire)	2011	2012	2013
Dette publique (hors soutien à la zone euro)	85,3	87,4	88,4
Dette publique totale	86,0	89,9	91,3
Progression de la dépense publique en volume (en %)	0,1	0,4	0,9
Progression de la dépense publique en volume (en %, hors plan de relance, livraisons de matériel militaire et recettes de fréquences hertziennes)	0,9	0,5	0,5
Dépenses publiques	56,0	56,3	56,3
Prélèvements obligatoires	43,9	44,9	46,3

(5) Hors décalage comptable lié aux livraisons de matériel militaire et recettes liées à la vente de fréquences hertziennes et enregistrées en moindres dépenses en comptabilité nationale. En incluant ces éléments, la croissance de la dépense publique serait de 0,9 % en 2013.



## La dette des administrations publiques

L'endettement des administrations publiques au sens de Maastricht<sup>1</sup> a fortement augmenté en 2011 (+ 3,7 points après + 3,1 points en 2010), pour atteindre 86,0 % du PIB. Cette hausse se poursuivrait au même rythme en 2012 (+ 3,9 points), puis serait de moindre ampleur en 2013 (+ 1,5 point) grâce aux efforts pour ramener le déficit à 3 %, proche du niveau qui stabilise la dette.

Certaines opérations, appelées flux de créances, jouent sur la dette bien qu'elles soient neutres sur le déficit (par exemple les prêts ou les prises de participation). Celles-ci contribueraient à augmenter la dette d'un point de PIB en 2012 et 0,7 point en 2013, notamment sous l'effet du soutien financier mis en place au niveau de la zone euro : prêts accordés à la Grèce, à l'Irlande et au Portugal (prêts bilatéraux et prêts via le Fonds européen de stabilisation financière<sup>2</sup>) et dotation au mécanisme européen de stabilité. À noter que pour l'appréciation de notre trajectoire de dette dans le cadre des obligations du pacte de stabilité et de croissance, l'analyse par la Commission et le Conseil portera également sur la dette hors ces soutiens financiers à la zone euro.

### Prévisions d'évolution du ratio d'endettement des administrations publiques

(Points de PIB)	2011	2012	2013
<b>Ratio d'endettement hors soutien financier aux États de la zone euro</b>	<b>85,3</b>	<b>87,4</b>	<b>88,4</b>
<b>Ratio d'endettement au sens de Maastricht (1)</b>	<b>86,0</b>	<b>89,9</b>	<b>91,3</b>
Croissance nominale du PIB, (en %) (2)	3,1 %	2,0 %	2,6 %
Solde stabilisant le ratio d'endettement (hors flux de créances) $(3)_n \approx - (1)_{n-1} \times (2)_n$	- 2,4	- 1,7	- 2,3
Solde effectif (4)	- 5,2	- 4,5	- 3,0
Ecart au solde stabilisant (5) = (3) - (4)	2,7	2,9	0,8
Flux de créances (6)	0,9	1,0	0,7
<b>Variation du ratio d'endettement (7) = (5) + (6)</b>	<b>3,7</b>	<b>3,9</b>	<b>1,5</b>

(Source : RESF)

Lecture : la variation de la dette en points de PIB résulte de deux contributions : d'une part, de l'écart entre le solde public effectif et le solde stabilisant<sup>3</sup> la dette et, d'autre part, des flux de créances de l'année (c'est-à-dire des acquisitions nettes d'actifs tels que prêts, ou prises de participation, à l'exclusion des créances entre administrations publiques). Les concepts utilisés ici correspondent à ceux définis dans les traités européens : la dette est ainsi une dette brute, consolidée entre sous-secteurs, en valeur nominale.

- (1) La dette au sens de Maastricht est une dette brute, c'est-à-dire qu'il s'agit de la somme des passifs financiers de laquelle n'est pas déduite les actifs possédés par les administrations publiques ; elle est en outre consolidée des créances entre administrations publiques.
- (2) Eurostat a en effet décidé que les montants prêtés par le FESF devaient être rattachés directement à la dette des États apportant des garanties, au prorata de celles-ci (ce qui correspond à la clé BCE hors Grèce, Irlande et Portugal).
- (3) Le ratio de dette  $D_t$  à l'année  $t$  peut en effet se calculer à l'aide de celui à l'année précédente  $D_{t-1}$ , du solde public  $B_t$  exprimé en points de PIB, des flux de créances enregistrés  $F_t$ , et d'un solde théorique  $B_t^*$  qui permettrait de stabiliser la dette, en l'absence des flux de créances :

$$D_t = D_{t-1} + B_t^* - B_t + F_t$$

Ce solde stabilisant ne dépend que de la croissance nominale  $g_t$  et du niveau initial de dette :

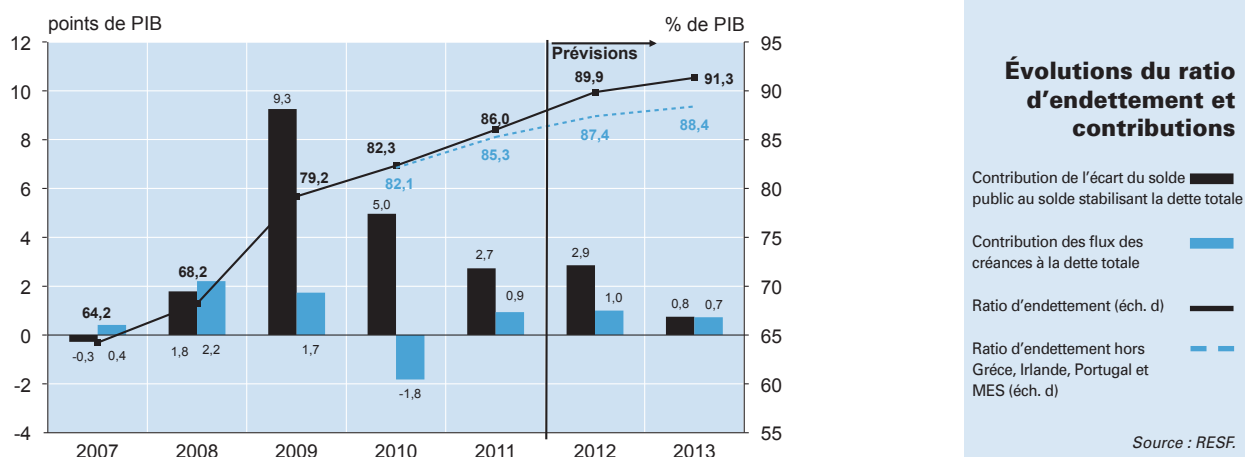
$$B_t^* = - D_{t-1} \frac{g_t}{1 + g_t} \approx - D_{t-1} \times g_t$$

Pour plus d'explications, cf. encadré de la fiche dette du RESF 2011.

**En 2011**, l'endettement public a atteint 86,0 %, augmentant de 3,7 points par rapport à 2010. Cette hausse reflète principalement un déficit (5,2 %) plus élevé que celui qui aurait stabilisé la dette (2,4%) avec une croissance du PIB en valeur de 3,1 %. Dans le même temps, les flux de créances ont contribué à hauteur de 0,9 point de PIB à la hausse du ratio de dette publique au sens de Maastricht : les remboursements du soutien financier mis en place pendant la crise auprès des secteurs bancaires et automobile (- 0,3 point de PIB sur la dette) et la nouvelle stratégie d'allocation d'actifs du fonds de réserve des retraites (FRR) au profit des titres publics (effet consolidant de - 0,2 point) ont été plus que contrebalancés par la montée en puissance du soutien financier à la zone euro (+ 0,5 point de PIB) et la hausse de la trésorerie des administrations publiques (+ 0,7 point de PIB), notamment celle de la CADES.

**En 2012**, la dette publique augmenterait de 3,9 points de PIB par rapport à l'année précédente, atteignant ainsi 89,9 % du PIB. Les contributions à cette hausse de l'écart au solde stabilisant (2,9 points) et des flux de créances (+1,0 point) sont proches de celles de l'année passée mais ont des explications différentes. L'écart au solde stabilisant inchangé, malgré un déficit nominal réduit (4,5 % après 5,2 %), est le reflet d'un environnement économique défavorable (croissance du PIB en valeur de seulement 2,0 % après 3,1 % en 2011). Par ailleurs, les flux de créances (+ 1,0 point) ont une composition très différente de ceux de 2011, avec une large part liée au soutien financier à la zone euro (+ 1,8 point, comprenant notamment les prêts du Fonds européen de stabilisation financière correspondant au second plan d'aide à la Grèce, et au soutien du Portugal et de l'Irlande, ainsi que la mise en place du mécanisme européen de stabilité) compensée en partie par un reflux du niveau de trésorerie des administrations publiques après la hausse de 2011 (- 0,5 point) et la poursuite de la stratégie de réallocations d'actifs du FRR (- 0,1 point).

**En 2013**, l'augmentation de l'endettement public serait nettement moins élevée que les années précédentes (+ 1,5 point de PIB, portant la dette publique au sens de Maastricht à 91,3 % du PIB). Ce ralentissement sera principalement imputable à la baisse du déficit public (passant de 4,5 % du PIB en 2012 à 3,0 % du PIB en 2013) associée à une accélération de l'activité (hausse du PIB en valeur de 2,6 %), permettant de réduire l'écart du solde public au solde stabilisant la dette. Les flux de créances (+ 0,7 point après + 1,0 point en 2012) contribueraient également à infléchir la trajectoire de dette, avec principalement une moindre contribution du soutien à la zone euro (+ 0,5 point après + 1,8 point).



### Évolutions du ratio d'endettement et contributions

- Contribution de l'écart du solde public au solde stabilisant la dette totale
- Contribution des flux de créances à la dette totale
- Ratio d'endettement (éch. d)
- Ratio d'endettement hors Grèce, Irlande, Portugal et MES (éch. d)

## L'évolution des dépenses publiques

**La dépense publique progresserait de manière limitée en 2012 et 2013 (+ 0,5 % en volume en 2012 et 2013, hors effets exceptionnels<sup>1)</sup>, un rythme nettement en deçà de la dynamique historique (2,4 % par an en moyenne sur 1999-2007).**

Hors éléments exceptionnels, la progression de la dépense publique resterait très contenue en moyenne sur 2012 et 2013<sup>2</sup>. Elle progresserait de 0,5 % en volume en 2012 et en 2013. Le changement de régime de la dépense publique par rapport à la tendance passée traduit principalement les efforts effectués au niveau de l'ensemble des sous-secteurs des administrations publiques. À ceci s'ajoute la faiblesse des taux d'intérêts qui limite la progression des charges d'intérêts.

Le rythme d'évolution de la dépense totale reflète pour partie, sur 2012-2013, des éléments particuliers de traitement de la dépense en comptabilité nationale. C'est le cas en premier lieu des effets calendaires liés aux livraisons de matériels militaires, qui ont contribué à augmenter sensiblement la dépense en 2010 par rapport à 2009, du fait de livraisons importantes, l'ont fait ralentir par contrecoup en 2011, et contribueraient à la faire progresser en 2012 et 2013. De plus, les recettes liées à la vente de licences d'utilisation de fréquences hertziennes sont très élevées en 2012 (2,6 Md€ après 0,9 Md€ en 2011). Considérées comme des moindres dépenses en comptabilité nationale, elles diminuent sensiblement la dépense en 2012 et, par contrecoup, contribuent à une accélération en 2013. Pris globalement, ces éléments contribuent respectivement pour - 0,1 point et + 0,3 point à la croissance de la dépense totale en 2012 et 2013, qui s'établirait alors à 0,4 % en volume en 2012 et 0,9 % en 2013.

### Encadré : la partition de la dépense publique

Cette fiche présente la contribution des sous-secteurs à la croissance de la dépense des administrations publiques selon la méthodologie exposée dans le rapport sur la dépense publique et son évolution. Cette présentation comporte deux avantages :

- elle tient compte des transferts de compétences d'un secteur vers un autre : on raisonne ainsi à champ constant d'une année sur l'autre ;
- elle tient compte des flux financiers entre sous-secteurs afin d'éviter les doubles comptes : à titre d'exemple, la compensation de l'État aux collectivités locales au titre de la TVA acquittée sur leurs investissements est une dépense de l'État en comptabilité nationale mais ne contribue pas à la dépense publique finale des administrations publiques puisqu'elle constitue une recette des collectivités locales.

(1) Croissance après corrections au titre des matériels militaires et hors recettes de mises aux enchères de fréquences hertziennes. Les dépenses militaires sont en effet enregistrées en comptabilité nationale au moment de leur livraison et non au moment du paiement. S'agissant des recettes de ventes de licences d'utilisation de fréquences hertziennes, elles sont traitées en moindres dépenses en comptabilité nationale, et viennent donc s'imputer à la dépense des administrations publiques.

(2) La croissance de la dépense publique ralentit nettement par rapport à l'année 2011. Elle s'établit en effet à 0,9 % en 2011 une fois corrigée de l'extinction du plan de relance.

## ■ En 2012, la dépense publique<sup>3</sup> ralentirait nettement

En 2012, les dépenses de l'**État**<sup>4</sup> (hors corrections au titre des matériels militaires et hors recettes de mises aux enchères de fréquences hertziennes) reculeraient de 0,3 % en volume, soit une contribution de - 0,1 point à l'évolution de la dépense publique. Ce repli reflète essentiellement la réduction des dépenses hors pensions et charges de la dette (champ « zéro valeur »). Le respect de cet objectif représente un effort d'autant plus important que l'inflation est de 2,0 % en 2012, supérieure à celle de 1,7 % anticipée au moment du PLF 2012. La réduction sensible des charges d'intérêt, du fait de taux d'intérêt peu élevés, contribue à une progression des dépenses totales (*i.e.* y compris charge de la dette et de pensions) nettement moins rapide que les prix.

La contribution des **organismes divers d'administration centrale** (ODAC) à la croissance de la dépense publique serait de 0,1 point. Elle reflète principalement la montée en charge des dépenses liées aux investissements d'avenir, dont la gestion est majoritairement confiée à des ODAC.

La **dépense des administrations publiques locales** (APUL) serait modérée en 2012, dans un contexte de faible dynamisme des recettes fiscales (repli des DMTO notamment) et de gel des transferts de l'État (hors fonds de compensation de la TVA). Le faible niveau des taux d'intérêt modère également la dépense locale. Au total, les APUL contribueraient pour 0,1 point en 2012 à la croissance de la dépense publique totale.

Les **administrations de sécurité sociale** (ASSO) sont les premières contributrices à la croissance de la dépense publique, à hauteur de 0,4 point en 2012, leurs dépenses représentant près de la moitié de la dépense publique. Les dépenses des administrations de sécurité sociale décélèreraient en 2012, sous l'effet du ralentissement des charges d'intérêt et de la maîtrise des dépenses de santé (ONDAM à 2,6 % pour atteindre un niveau inférieur à l'objectif voté en LFSS pour 2012, après 2,7 % en 2011). En revanche, les dépenses de chômage accéléreraient en lien avec l'impact de la conjoncture défavorable sur le marché du travail.

## ■ En 2013, la progression de la dépense publique resterait très contenue

Les **dépenses de l'État** (hors corrections au titre des matériels militaires et hors recettes de mises aux enchères de fréquences hertziennes) devraient reculer à nouveau en volume en 2013, contribuant pour - 0,2 point à la croissance de la dépense totale. Ce recul reflète l'effort de maîtrise des dépenses sous la norme « zéro valeur » (stabilisation en 2013 par rapport à la LFI 2012). Cet effort est équitablement réparti entre tous les ministères, tout en assurant le financement des priorités que constituent la jeunesse, l'éducation, l'emploi, la sécurité et la justice. Par ailleurs, la dépense des comptes spéciaux du Trésor diminuerait en comptabilité nationale, du fait notamment de la participation de la France au désendettement de la Grèce *via* un compte spécial dédié, dont l'intégralité de la dépense serait comptabilisée en 2012 en comptabilité nationale<sup>5</sup>.

(3) Hors éléments exceptionnels cités plus haut : traitement des dépenses militaires, traitement des ventes de fréquences hertziennes et plan de relance.

(4) À périmètre 2011 et hors transferts aux autres sous-secteurs.

(5) L'État recevra de la Banque de France en recette du compte spécial « Participation de la France au désendettement de la Grèce » ce montant en deux fois (199 M€ en 2012 et 556 M€ en 2013) et les reversera à la Grèce sur la période 2012-2020. Tandis que les dépenses budgétaires vers la Grèce s'étaleront sur 2012-2020, en comptabilité nationale, l'intégralité de la dépense du compte spécial pourrait être comptabilisée en 2012.

La **contribution des organismes divers d'administration centrale** à la croissance de la dépense publique (0,1 point) serait en légère diminution, traduisant notamment une progression moins forte qu'en 2012 des dépenses engagées dans le cadre des investissements d'avenir. Les **dépenses des administrations publiques locales** seraient un peu plus dynamiques en 2013 qu'en 2012, contribuant pour 0,2 point à la croissance de la dépense totale, en lien avec l'accélération de l'investissement local avant les élections de 2014. Les autres dépenses des collectivités locales resteraient contenues, dans le contexte de gel des transferts de l'État (hors fonds de compensation de la TVA).

La **contribution des administrations de sécurité sociale** à la croissance de la dépense publique resterait très contenue (0,5 point), du fait notamment de la maîtrise des dépenses de santé (progression de l'ONDAM à 2,7 %) et d'une évolution modérée des dépenses d'assurance vieillesse (la projection intègre par ailleurs les effets de l'extension du dispositif carrières longues).

### Contributions des sous-secteurs à la croissance de la dépense publique en volume

À périmètre constant (1), hors transferts, en comptabilité nationale	Md€ 2011	Contribution des sous-secteurs*	
		2012	2013
ÉTAT	294,8	- 0,1	0,1
dont corrections au titre des matériels militaires		0,1	0,1
dont recettes de fréquences hertziennes		- 0,1	0,2
ODAC	74,6	0,1	0,1
APUL	228,9	0,1	0,2
ASSO	520,4	0,4	0,5
<b>Évolution de la dépense totale des APU en volume</b>	<b>1118,7</b>	<b>0,4</b>	<b>0,9</b>
<b>Évolution de la dépense des APU en volume</b> (hors corrections au titre des matériels militaires et hors recettes de mises aux enchères de fréquences hertziennes)	<b>1121,5</b>	<b>0,5</b>	<b>0,5</b>

\* Les évolutions en euros constants sont déflatées par l'indice des prix à la consommation hors tabac.

(1) Les principales modifications de périmètre des secteurs portent en 2012 sur :

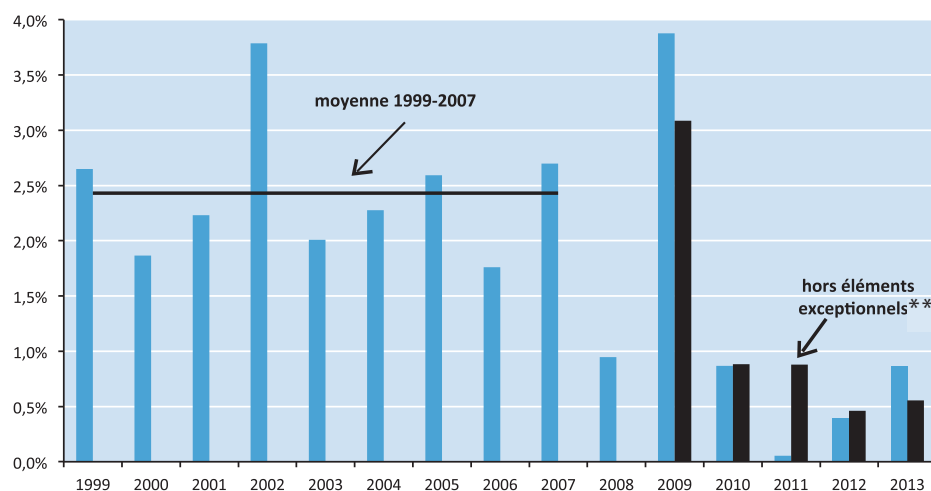
- l'assujettissement des concours publics de RFF à la TVA ;
- la poursuite du transfert de l'État vers les ODAC de la masse salariale des universités et grandes écoles ayant opté pour le régime dit de « responsabilités et compétences élargies » prévu par la loi sur les libertés et responsabilités des universités (LRU).

Les principales modifications de périmètre des secteurs portent en 2013 sur :

- la compensation par l'État, dans le cadre de la réforme du statut des conservateurs des hypothèques, d'une partie de la contribution de sécurité immobilière prélevée sur le salaire des conservateurs.

## Croissance de la dépense en volume, hors transferts, à périmètre constant, par sous-secteur

	2012	2013
<b>Dépense hors transferts, à périmètre constant</b>	<b>0,4</b>	<b>0,9</b>
ÉTAT	- 0,6	0,4
ODAC	1,5	0,9
APUL	0,4	0,8
ASSO	0,8	1,1
<b>Dépense hors transferts, à périmètre constant, hors corrections au titre des matériels militaires et recettes de fréquences hertziennes</b>	<b>0,5</b>	<b>0,5</b>
ÉTAT	- 0,3	- 0,8
ODAC	1,5	0,9
APUL	0,4	0,8
ASSO	0,8	1,1



### Progression de la dépense publique\*

\* Déflatée par l'indice des prix à la consommation hors tabac.

\*\* Corrections au titre des livraisons de matériels militaires, recettes de mises aux enchères de fréquences hertziennes et dépenses engagées dans le cadre du plan de relance.

## L'évolution des prélèvements obligatoires

Cette fiche présente l'évolution des prélèvements obligatoires (PO) en 2012 et en 2013. Une description plus détaillée de ces évolutions, notamment de l'incidence des mesures nouvelles, est disponible dans le *Rapport sur les prélèvements obligatoires et leur évolution*, autre document annexé au projet de loi de finances.

### ■ En 2012, le taux de prélèvements obligatoires des administrations publiques devrait s'établir à 44,9 % du PIB

Le taux de prélèvements obligatoires progresserait de 1,0 point de PIB en 2012. Les mesures nouvelles, votées notamment en LFI et LFSS 2011 et 2012 ainsi qu'en lois de finances rectificatives expliqueraient cette évolution. Au total, les mesures nouvelles contribueraient à hauteur de 20,1 Md€ à l'augmentation des prélèvements obligatoires.

Les prélèvements obligatoires évolueraient spontanément (*i.e.* à législation constante) comme l'activité : l'élasticité spontanée du taux de prélèvements obligatoires à l'activité serait ainsi unitaire en 2012, en baisse par rapport à 2011. Seuls les prélèvements obligatoires des administrations de sécurité sociale connaîtraient une croissance spontanée légèrement supérieure à la croissance du PIB, en particulier grâce à la bonne tenue de la masse salariale en 2012. Les prélèvements obligatoires de l'État et des administrations publiques locales devraient en revanche connaître une croissance spontanée inférieure ou égale à celle du PIB.

### Évolution des prélèvements obligatoires sur la période 2011-2013

En points PIB	2011	2012	2013
État	13,0	13,6	14,5
Organismes divers d'administration centrale	0,8	0,8	1,0
Administrations publiques locales	5,9	6,0	6,0
Administrations de sécurité sociale	23,9	24,3	24,6
Union européenne	0,2	0,2	0,2
<b>Taux de prélèvements obligatoires</b>	<b>43,9</b>	<b>44,9</b>	<b>46,3</b>

### Le taux de prélèvements obligatoires de l'État augmenterait de 0,6 point de PIB en 2012, essentiellement sous l'effet des mesures de redressement, pour atteindre 13,6 %.

Les principales mesures haussières sont la création d'une contribution exceptionnelle sur la fortune (+ 2,3 Md€), la désindexation en 2012 et 2013 des barèmes de l'impôt sur le revenu, de l'impôt de solidarité sur la fortune et des droits de mutation à titre gratuit (+ 1,8 Md€), la limitation de la possibilité pour les entreprises bénéficiaires de reporter leurs déficits passés (+ 1,2 Md€) et la modification de l'abattement dérogatoire pour durée de détention sur les plus-values immobilières (+ 1,0 Md€).

Hors mesures nouvelles, les prélèvements obligatoires de l'État connaîtraient une hausse légèrement plus faible que celle du PIB (1,8 % contre 2,0 %), soit une élasticité globale des prélèvements obligatoires de l'État au PIB de 0,9.

## en 2012 et 2013

### Le taux de prélèvements obligatoires des administrations de sécurité sociale (ASSO) devrait augmenter de 0,4 point de PIB en 2012, à 24,3 %.

La hausse du taux de prélèvements obligatoires proviendrait essentiellement des mesures de redressement prises en LFR 2 2011, en LFSS 2012 et en LFR 2 2012. Les principales mesures sont la hausse de 1,2 point des prélèvements sociaux sur les revenus du capital (+ 1,1 Md€), la suppression de l'exonération de cotisations sociales des heures supplémentaires et complémentaires (+ 1,0 Md€), la suppression de l'exonération partielle de taxe spéciale sur les conventions d'assurance pour les contrats solidaires et responsables (+ 1,0 Md€) et la réduction de l'abattement forfaitaire pour frais professionnels de 3 % à 1,75 % pour le calcul de la CSG (+ 0,8 Md€).

Hors mesures nouvelles, les prélèvements obligatoires des ASSO connaîtraient une hausse légèrement plus rapide que celle du PIB (2,1 % contre 2,0 %), soit une élasticité globale des prélèvements obligatoires des ASSO au PIB de 1,1.

### Le taux de prélèvements obligatoires des administrations publiques locales (APUL) serait stable en 2012, à 6,0 %.

L'élasticité spontanée des prélèvements obligatoires des APUL baisserait en 2012 (1,0 après 1,6) principalement en raison du retournement du marché immobilier qui conduirait à un recul des droits de mutation à titre onéreux (DMTO). L'élasticité resterait toutefois à un niveau élevé notamment en raison de la progression peu corrélée à l'activité courante des taxes foncières et d'habitation.

Les taux de prélèvements obligatoires des organismes divers d'administration centrale (ODAC) et des institutions de l'Union européenne seraient stables en 2012, à respectivement 0,8 % et 0,2 %.

### Évolution du taux de prélèvements obligatoires (PO) en 2012 (y compris versements Union européenne)

	État	ODAC	ASSO	APUL	UE	APU(*)
<b>Montants en Md€</b>	<b>276,5</b>	<b>16,9</b>	<b>493,8</b>	<b>121,7</b>	<b>5,0</b>	<b>913,9</b>
<b>Taux de PO</b> (En points de PIB)	<b>13,6</b>	<b>0,8</b>	<b>24,3</b>	<b>6,0</b>	<b>0,2</b>	<b>44,9</b>
Évolution du taux de PO	0,6	0,0	0,4	0,0	0,0	1,0
Contribution de l'évolution spontanée	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Contribution des mesures nouvelles	0,6	0,0	0,4	0,0	0,0	1,0
Contribution des changements de périmètre**	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0

\* Le montant des APU intègre les prélèvements obligatoires perçus par les institutions de l'Union européenne

\*\* Réaffectation de recettes entre sous-secteurs

### Évolution des PO sur la période 2011-2013

	2011	2012	2013
Évolution effective des PO	6,4 %	4,3 %	5,8 %
Évolution spontanée des PO	3,8 %	2,0 %	2,5 %
Croissance du PIB en valeur	3,1 %	2,0 %	2,6 %
<b>Élasticité spontanée des PO au PIB</b>	<b>1,2</b>	<b>1,0</b>	<b>1,0</b>



**En 2013, le taux de prélèvements obligatoires devrait atteindre 46,3 %, soit une augmentation de 1,4 point par rapport à 2012.** L'essentiel de la hausse du taux résulterait des mesures nouvelles, qui y contribueraient à hauteur de 1,4 point de PIB, en particulier des mesures de redressement inscrites dans le projet de loi de finances et dans le projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2013. L'ensemble des mesures nouvelles ferait progresser les prélèvements obligatoires de l'État et des organismes de sécurité sociale de respectivement 0,8 point et 0,6 point. L'élasticité spontanée de l'ensemble des prélèvements obligatoires serait, comme en 2012, unitaire.

#### **Les taux de prélèvements obligatoires par sous-secteurs en 2013**

En 2013, le taux de prélèvements obligatoires de l'État progresserait de 0,9 point de PIB pour s'établir à 14,5 %. L'essentiel de cette progression résulterait des mesures nouvelles (+0,8 point), en particulier celles inscrites dans le projet de loi de finances 2013. Ces dernières soutiendraient les recettes des impôts sur les ménages à hauteur de 6 Md€ grâce notamment à l'imposition au barème des intérêts, des dividendes et des plus-values mobilières, et la création d'une tranche d'impôt sur le revenu supplémentaire à 45 %. L'impôt sur les sociétés serait également soutenu à hauteur de 8 Md€, notamment par le plafonnement de la déductibilité des charges financières, l'application de la quote-part pour frais et charges sur les plus-values de long terme à la plus-value brute, ou la réforme du cinquième acompte. Par ailleurs, avec la suppression des exonérations de cotisation sur les heures supplémentaires et complémentaires, l'État se verrait réaffecter un ensemble de recettes (panier TEPA : TVA alcool, contribution sociale sur les bénéfices, droits tabacs) jusqu'alors perçues par les administrations de sécurité sociale pour compenser les moindres cotisations. Le gain de recettes pour l'État serait d'environ 0,1 point de PIB. Enfin, l'évolution spontanée des recettes serait proche de celle de l'activité en 2013. L'élasticité des prélèvements obligatoires de l'État serait légèrement supérieure à l'unité, en augmentation par rapport à 2012, en lien avec le regain de dynamisme spontané de l'impôt sur les sociétés et le dynamisme continu de l'impôt sur le revenu.

Le taux de prélèvements obligatoires des administrations de sécurité sociale augmenterait de 0,4 point en 2013, pour atteindre 24,6 %. L'ensemble des mesures nouvelles, en particulier celles inscrites dans le projet de loi de financement de la sécurité sociale – la hausse des droits sur la bière, le déplafonnement de la cotisation maladie ou la suppression de l'abattement forfaitaire pour frais professionnels des gérants majoritaires – augmenterait le taux de PO de 0,6 point de PIB. À l'inverse, l'évolution spontanée entraînerait une diminution du taux de PO de 0,1 point, traduisant en particulier une croissance de la masse salariale privée inférieure à la croissance du PIB en valeur (+ 2,3 % contre + 2,6 %). Les mesures de périmètre contribueraient quant à elle à hauteur de - 0,1 point aux prélèvements obligatoires des ASSO, du fait notamment de la réaffectation des recettes du panier TEPA à l'État et du transfert de certains prélèvements sociaux aux ODAC.

Le taux de prélèvements obligatoires des administrations publiques locales (APUL) resterait stable à 6,0 % en 2013. L'élasticité spontanée serait légèrement supérieure à l'unité en lien avec le dynamisme des droits de mutation à titre onéreux (DMTO) stimulés par les différentes mesures destinées à induire un choc d'offre sur le marché immobilier.

Le taux de prélèvements obligatoires des ODAC augmenterait de 0,1 point en 2013 pour atteindre 1,0 %, notamment en raison de la hausse des tarifs de la Contribution au Service Public de l'Électricité (CSPE) et de transferts de recettes aux ODAC, notamment des prélèvements sociaux au profit du FNAL et du FNSA.

Enfin, les taux de prélèvements obligatoires perçus par les institutions de l'Union européenne resterait stable en 2013, à 0,2%.

### Évolution du taux de prélèvements obligatoires (PO) en 2013 (y compris versements Union européenne)

	État	ODAC	ASSO	APUL	UE	APU(*)
<b>Montants en Md€</b>	<b>302,2</b>	<b>19,9</b>	<b>514,3</b>	<b>125,4</b>	<b>5,1</b>	<b>966,9</b>
<b>Taux de PO</b> (En points de PIB)	<b>14,5</b>	<b>1,0</b>	<b>24,6</b>	<b>6,0</b>	<b>0,2</b>	<b>46,3</b>
Évolution du taux de PO	0,9	0,1	0,4	0,0	0,0	1,4
Contribution de l'évolution spontanée	0,0	0,0	- 0,1	0,0	0,0	0,0
Contribution des mesures nouvelles	0,8	0,1	0,6	0,0	0,0	1,4
Contribution des changements de périmètre**	0,1	0,1	- 0,1	0,0	0,0	0,0

\* Le montant des APU intègre les prélèvements obligatoires perçus par les institutions de l'Union européenne

\*\* Réaffectation de recettes entre sous-secteurs

### Une stratégie fiscale de consolidation

Le contexte économique actuel nécessite de renforcer les efforts menés en matière de réduction des déficits, aussi bien en termes de dépenses que de recettes.

La loi de finances rectificative publiée le 16 août 2012 a permis de sécuriser la cible de déficit en 2012 et devrait continuer à avoir des effets en 2013. Elle devrait accroître les prélèvements obligatoires de 7,3 Md€ en 2012 et de 5,2 Md€ supplémentaires en 2013<sup>1</sup>. Les plus aisés sont particulièrement mis à contribution, avec par exemple la mise en place d'une contribution exceptionnelle sur la fortune au titre de l'année 2012 et le retour sur les allègements des droits de succession qui avaient été décidés par la précédente majorité. La taxation des revenus du capital, qui sont très largement perçus par les ménages les plus aisés, est accrue, avec la hausse des prélèvements sociaux sur les revenus du patrimoine et les produits de placement. Le secteur financier et les entreprises sont également sollicités, avec le doublement du taux de la taxe sur le risque systémique des banques, le paiement en 2012 de la contribution exceptionnelle d'impôt sur les sociétés 2013, la hausse des contributions sur les *stock-options*, des mesures anti-abus sur la fiscalité des entreprises et la mise en place pour l'année 2012 d'une contribution sur le secteur pétrolier. Un accent particulier a par ailleurs été mis sur la suppression de dispositifs inefficaces et notamment la suppression de l'exonération sociale et fiscale des heures de travail supplémentaires et complémentaires. Enfin, l'effort de réduction des niches fiscales et sociales se poursuit, avec notamment une nouvelle hausse du forfait social. Le projet de loi de finances et le projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2013 prévoient plus de 20 Md€ de hausses de prélèvements obligatoires équitablement réparties entre les ménages et les entreprises.

(1) Cette évaluation de 5,2Md€ en 2013 inclut le rechiffage de la contribution de 3 % sur le versement de dividendes (+ 0,8Md€).

**Côté ménages :**

Les plus aisés seront davantage mis à contribution que les autres, permettant ainsi de réaliser le redressement des finances publiques avec un double objectif d'équité et d'efficacité économique. Cette réforme fiscale passe par :

- Un accroissement de la progressivité de l'impôt sur le revenu *via* : i) la création d'une tranche supplémentaire à 45 % au-delà de 150 000 € par part; ii) l'abaissement du plafonnement des effets du quotient familial de 2 336 € à 2 000 € pour chaque demi-part accordée pour charges de famille ; iii) la création d'une contribution exceptionnelle sur les revenus d'activité pour porter leur taux marginal d'imposition à 75 % au-delà d'un million d'euros.
- L'imposition des revenus du capital, comme ceux du travail, au barème de l'impôt sur le revenu. Les prélèvements forfaitaires libératoires sur les intérêts (24 %), sur les dividendes (21 %), sur les *stock-options* et sur les actions gratuites ainsi que l'imposition des plus-values mobilières à un taux forfaitaire de 19%, qui permettaient à des revenus très concentrés en haut de la distribution des revenus d'échapper au barème progressif de l'impôt sur le revenu, sont ainsi supprimés. La taxation au taux proportionnel de ces revenus avantagait les contribuables aux revenus les plus élevés. L'alignement de la fiscalité du capital sur celle du travail bénéficiera aux ménages les plus modestes qui optaient, souvent à tort (intérêts et dividendes), ou étaient soumis de plein droit (plus-values mobilières) à un prélèvement proportionnel. Pour les intérêts et les dividendes, un acompte imputable sur l'impôt dû l'année suivante est mis en place pour les ménages dont le revenu fiscal de référence est supérieur à 50 000 €.
- L'abaissement à 10 000 € du plafonnement global des niches fiscales, hors outre-mer et culture.
- Le rétablissement d'une fiscalité du patrimoine juste, en revenant sur l'allègement de l'ISF instauré en 2011 en faveur des contribuables disposant des patrimoines les plus élevés. Un barème progressif de l'ISF est ainsi rétabli dans le cadre d'une modernisation d'ensemble de cet impôt visant à prévenir les comportements d'optimisation (l'assiette est élargie par la limitation de la déduction des dettes à celles se rapportant à des actifs taxables), tout en assurant le caractère non-confiscatoire du prélèvement *via* un plafonnement calculé de manière à ce que, additionné à l'ensemble des impôts dus au titre des revenus de l'année précédente, il ne dépasse pas 75 % des revenus de l'année précédente (intégrant dorénavant les revenus capitalisés).
- Enfin, les ménages des classes populaires et moyennes bénéficient d'une majoration de la décote qui maintiendra en dehors du champ de l'impôt sur le revenu ceux qui seraient devenus imposables alors même que leurs revenus réels n'auraient pas progressé, et qui permettra de limiter, ou neutraliser pour un nombre important de contribuables, l'effet du gel du barème pour les contribuables situés dans les deux premières tranches.

Le régime social des indépendants est en outre rapproché de celui des salariés, avec notamment le déplafonnement de l'assiette des cotisations d'assurance maladie, et l'abattement pour frais professionnels sur les rémunérations des gérants majoritaires est supprimé.

La fiscalité est mise au service de la priorité gouvernementale en faveur du logement, en vue de provoquer un « choc d'offre » permettant la mise sur le marché de terrains constructibles et l'aug-

mentation de l'offre de logements. L'imposition des plus-values immobilières est ainsi réformée pour lutter contre la rétention foncière.

- Le premier volet de la réforme, structurel, concerne les plus-values sur les terrains à bâtir, qui seront soumises au barème progressif de l'impôt sur le revenu. Ce nouveau régime ne sera cependant applicable qu'à compter de 2015, cette entrée en vigueur différée permettant un « choc d'offre » immédiat, propice à la mise sur le marché des ressources foncières constructibles. En parallèle, il est proposé de supprimer dès le 1<sup>er</sup> janvier 2013 l'abattement progressif pour durée de détention, qui conduit aujourd'hui à l'exonération totale de la plus-value réalisée au bout de trente années et incite donc à la rétention foncière.
- En ce qui concerne les plus-values sur le foncier bâti, un abattement exceptionnel de 20% en 2013 permettra de fluidifier et d'animer le marché de l'immobilier.
- Par ailleurs, le Gouvernement propose de lutter contre la sous-utilisation du foncier et des locaux. La taxe sur les friches commerciales sera renforcée, en vue de dissuader la rétention de locaux commerciaux. Il est également proposé de systématiser et de renforcer la portée de la majoration de la taxe foncière des terrains constructibles, dans les zones où les tensions immobilières sont les plus fortes. Enfin, la taxe sur les logements vacants (TLV) sera renforcée et son champ d'application mieux ciblé, puisque la taxe sera étendue aux zones d'urbanisation continue de plus de 50 000 habitants où existe un déséquilibre important entre offre et demande de logements.
- Afin de développer l'offre de logements locatifs intermédiaires, il est également proposé de mettre en place un nouveau dispositif en faveur de l'investissement locatif intermédiaire. Il prendra la forme d'une réduction d'impôt sur le revenu au taux de 18 % accordée aux contribuables qui investissent du 1<sup>er</sup> janvier 2013 au 31 décembre 2016 dans des logements neufs ou assimilés, donnés en location à des prix inférieurs à ceux du marché pendant une durée de neuf ans au moins à des locataires satisfaisant certaines conditions de ressources. Le dispositif est ciblé sur les zones présentant un déséquilibre entre l'offre et la demande de logements. Enfin, ces programmes immobiliers devront s'insérer dans des projets de mixité urbaine.

La fiscalité comportementale est elle aussi renforcée, notamment sur les véhicules les plus émetteurs de CO<sub>2</sub> mais aussi sur les tabacs ou la bière. Ces taxes améliorent l'efficacité globale du système fiscal puisqu'elles permettent aux agents économiques de mieux prendre en compte les coûts pour la collectivité de leur comportement.

### **Côté entreprises :**

Les efforts de redressement passent en priorité par la réduction des niches fiscales les moins efficaces, et dont bénéficient les plus grandes entreprises. Cette réduction permet de limiter l'impact sur l'activité des hausses d'impôt, et d'accroître la cohérence du système de prélèvements en limitant les comportements d'optimisation fiscale. Deux niches vont en particulier être réduites :

- La déductibilité des intérêts d'emprunt pour le calcul de l'impôt sur les sociétés est plafonnée à 85 % en 2013 des charges financières nettes lorsqu'elles dépassent 3 M€ pour diminuer les incitations à l'endettement excessif. Ce plafond passe à 75 % à partir de 2014.
- Le dispositif législatif permettant aujourd'hui d'exonérer à 90 % les plus-values des entreprises qui cèdent leurs titres de participation est modifié. Les 10 % restants, correspondant

à la quote-part pour frais et charges, seront désormais calculés non plus sur le résultat net de cession de titres de participation mais sur le montant brut des plus-values réalisées.

Ces deux mesures contribueront à réduire l'écart de taux implicite d'IS entre petites et grandes entreprises, les grandes présentant un taux implicite nettement inférieur.

Les TPE et les PME sont préservées. Elles seront incitées dans leurs efforts d'innovation par un élargissement du crédit d'impôt recherche (CIR).

La possibilité pour les entreprises de reporter leurs déficits antérieurs sur leurs bénéfices futurs est par ailleurs limitée : l'impôt sur les sociétés minimum porte ainsi sur 50 % du résultat, sous réserve d'une franchise d'1 M€ qui épargnera les petites entreprises.

Le calendrier du paiement de l'impôt sur les sociétés est lui aussi réformé pour rapprocher dans le temps le paiement de l'impôt de son fait générateur *via* notamment une baisse du seuil d'assujettissement au 5<sup>ème</sup> acompte à 250 M€ de chiffre d'affaires contre 500 M€ précédemment.

Par ailleurs, l'exit tax de 10 % créée en 2010 sur les fonds placés sur la réserve de capitalisation des compagnies d'assurances est relevée *via* une contribution supplémentaire.

## L'impact sur les prélèvements obligatoires des mesures relatives au PLF 2013 et au PLFSS 2013

en Md€	2013
<b>Mesures PLF / PLFSS 2013</b>	<b>20</b>
<b>Mesures PLF 2013*</b>	<b>15,0</b>
Imposition au barème des revenus du capital	2,0
Imposition au barème des plus-values mobilières	1,0
Création d'une tranche d'impôt sur le revenu à 45 %	0,3
Baisse du plafond du quotient familial à 2 000€	0,5
Revalorisation de la décote, pour protéger les ménages les plus modestes	- 0,3
Contribution exceptionnelle à 75 % pour les revenus d'activité supérieurs à 1 M€	0,2
Lutte contre la fraude	1,0
Réforme des plus-values immobilières	0,2
Mesures sectorielles de fiscalité des entreprises d'assurance	0,8
Limitation de la déductibilité des charges financières	4,0
Application de la quote-part de frais et charges sur les plus-values de long terme à la plus-value brute et non plus nette	2,0
Impôt minimum de 50 %, par limitation de l'imputation des déficits	1,0
Réforme du cinquième acompte	1,0
Réforme de l'ISF	1,0
Renforcement de la Taxe générale sur les activités polluantes (TGAP) air	0,0
Renforcement de la taxe sur les logements vacants	0,2
Durcissement du malus automobile	0,2
<b>Mesures PLFSS 2013</b>	<b>4,7</b>
Forfait social sur indemnités de rupture conventionnelle	0,3
Passage aux cotisations sur la base du salaire réel pour les salariés à domicile	0,3
Refonte de la fiscalité du tabac (rehaussement des droits sur les tabacs à bas prix)	0,1
Hausse des droits sur la bière	0,5
Réforme des prélèvements sociaux des indépendants	1,1
Création d'une contribution patronale sur les bonus (« carried interest ») perçus par les salariés de certaines sociétés de gestion dans le secteur de la finance	0,1
Assujettissement des indemnités des élus locaux aux cotisations sociales	0,1
Relèvement de la contribution tarifaire d'acheminement	0,2
Relèvement du taux de cotisation CNAVPL	0,2
Assujettissement des retraites à la contribution de solidarité sur l'autonomie (CSA)	0,4
Relèvement du taux de cotisation CNRACL	0,6
Harmonisation de l'assiette de la Contribution sociale de solidarité des sociétés (C3S) dans le secteur des assurances	0,1
Réforme de la taxe sur les salaires	0,5
Hausse des cotisations de la branche accidents du travail/ maladies professionnelles	0,2
Autres mesures	0,0
<b>MESURES LFR 2012 DU MOIS D'AOÛT 2012</b>	<b>5,2</b>

\* ce sous-total inclut uniquement les mesures du PLF 2013. Il n'inclut donc pas le rechiffage de la contribution de 3 % sur le versement de dividendes (+ 0,8 Md€, classé dans les mesures LFR2).

## La prévision des recettes fiscales de l'État

Les prévisions de recettes de l'État pour l'année en cours et pour l'année suivante sont établies selon des approches différentes.

Pour l'année en cours, la prévision de recettes est étayée par la connaissance des recouvrements sur les premiers mois de l'année : elle permet ainsi de formuler une évaluation robuste à partir de données comptables observées. L'exercice est en revanche plus complexe s'agissant des recettes de l'année suivante. La prévision de recettes ne procède pas d'une projection globale du niveau des recettes, qui résulterait par exemple du choix d'une élasticité des recettes à la croissance. Elle consiste pour chaque impôt à estimer le comportement de l'assiette de l'impôt au regard des indicateurs macroéconomiques pertinents (rarement le PIB à lui seul), à calculer les droits qui en découlent en tenant compte de la législation fiscale courante (barèmes, taux), et enfin à reproduire la mécanique de recouvrement (taux de recouvrement courant, éventuels « effets de bord » entre exercices...).

Au-delà de cette différence d'approche, la méthode utilisée pour la prévision des recettes sur les deux années est la même et se déroule en deux étapes. En premier lieu, une évolution « spontanée » des recettes est déterminée. Pour ce faire, on suppose que la législation ne change pas (législation constante) : la croissance des recettes fiscales résulte alors uniquement de celle des assiettes. Dans un second temps, l'estimation prend en compte l'incidence budgétaire des changements de législation (« mesures nouvelles ») afin de déterminer un montant de recettes à législation courante<sup>1</sup>.

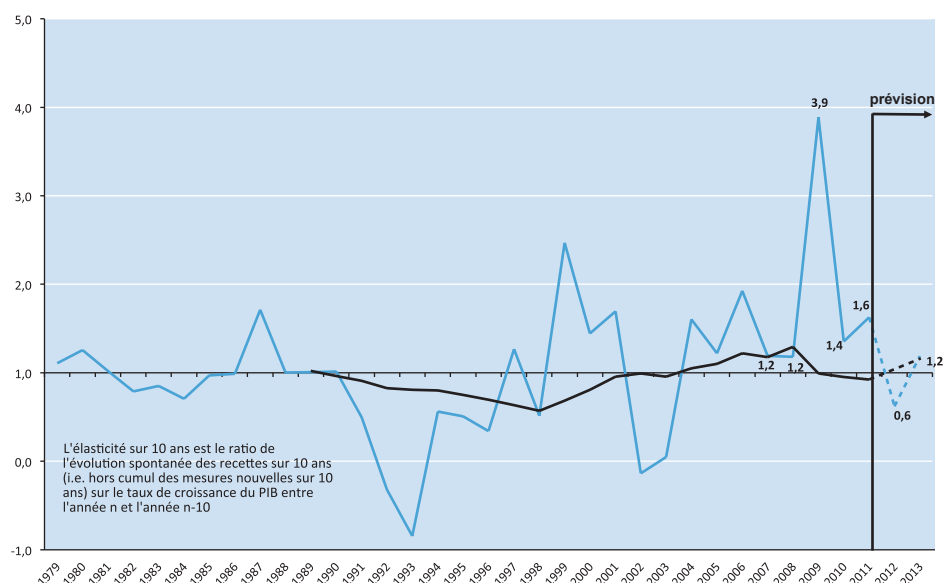
### Élasticité des recettes fiscales nettes en 2011, 2012 et 2013

	2011	2012	2013
PIB en valeur (%) (1)	3,1	2,0	2,6
Évolution à législation et périmètre constants (en %) (2)	5,0	1,2	3,1
Élasticité des recettes fiscales nettes au PIB (2)/(1)	1,6	0,6	1,2

#### Élasticité spontanée des recettes fiscales nettes au PIB

Élasticité spontanée des recettes fiscales nettes au PIB

Élasticité sur 10 ans des recettes fiscales nettes au PIB



Sources : Insee, prévisions RESF.

(1) Le tome I de *l'Évaluation des Voies et Moyens* retrace de manière complète l'impact des changements de périmètre et des mesures nouvelles affectant les recettes fiscales en 2013. Une vision consolidée de ces changements de législation sur les prélèvements obligatoires est fournie dans le *Rapport sur les prélèvements obligatoires et leur évolution*, document annexé au PLF 2013.

## en 2012 et 2013

**Les recettes fiscales nettes ont spontanément crû de façon dynamique en 2011, avec une progression de 5,0 %, soit une croissance plus élevée que celle du PIB en valeur (+ 3,1 %).** La croissance spontanée des recettes a été portée par l'impôt sur le revenu (+ 5,4 % hors mesures nouvelles) reflétant le dynamisme de la masse salariale en 2010, et par la TVA, en hausse spontanée de 3,6 %, bénéficiant d'une forte reprise de l'investissement.

**La croissance spontanée des recettes fiscales nettes devrait, comme celle de l'activité, être moins forte en 2012 (+ 1,2 %) avant de rebondir en 2013 (+ 3,1 %).** L'élasticité spontanée des recettes fiscales nettes au PIB serait inférieure à l'unité en 2012, à 0,6, notamment en raison du recul spontané de l'impôt sur les sociétés. **En 2013, l'élasticité des recettes fiscales au PIB s'établirait à 1,2** en lien avec le regain de dynamisme spontané de l'impôt sur les sociétés et le dynamisme continu de l'impôt sur le revenu.

### Contribution des principaux impôts à l'évolution spontanée des recettes en 2012 et 2013

	Niveau 2011 (en Md€)	Contribution des différents impôts (en %)	
		2012	2013
Impôt sur le revenu net	51,5	0,9	0,9
Impôt sur les sociétés net	39,1	- 0,4	0,9
Taxe sur la valeur ajoutée nette	131,9	0,8	1,2
Taxe intérieure de consommation sur les produits énergétiques brute	14,3	- 0,1	0,0
Autres recettes fiscales nettes	18,3	0,0	0,2
<b>Recettes fiscales nettes</b>	<b>255,0</b>	<b>1,2</b>	<b>3,1</b>

Les recettes d'**impôt sur le revenu** seraient spontanément en hausse de 4,5 % en 2012 au regard des émissions constatées. Elles seraient essentiellement portées par le dynamisme de la masse salariale reçue en 2011 (+ 2,9 %) et des pensions (+ 4,5 %). A cette évolution spontanée s'ajoute un rendement supplémentaire d'environ 5 Md€ lié aux mesures prises précédemment (telles la désindexation du barème de l'IR, la réforme de la fiscalité des plus-values immobilières ou la contribution exceptionnelle sur les très hauts revenus). En 2013, l'IR croîtrait spontanément un peu moins qu'en 2012 (+ 4,2 %), du fait du ralentissement de la masse salariale en 2012 (+ 2,2 %). A cela s'ajoute l'impact des mesures nouvelles qui correspondent pour partie à la montée en charge des mesures 2012 et antérieures (environ 4,2 Md€) et pour le reste au projet de loi de finances pour 2013 (environ 6,9 Md€ incluant la création d'une tranche supplémentaire à 45 %, la contribution exceptionnelle à 75 %, l'abaissement du plafonnement des effets du quotient familial, et l'imposition au barème des revenus du capital hors suppression du prélèvement forfaitaire libératoire).

En 2012, l'**impôt sur les sociétés** serait en léger recul spontané (- 2,6 %), sous l'effet d'une dégradation du résultat des entreprises non financières en 2011 et de l'effet de la dépréciation des actifs grevés sur le résultat des entreprises financières. Les recettes seraient cependant soutenues par les mesures nouvelles, dont la limitation de la possibilité pour les entreprises bénéficiaires de reporter leur déficit sur les bénéfices fiscal 2011 ou encore la contribution exceptionnelle de l'IS pour les grandes entreprises. En 2013, l'impôt rebondirait, porté notamment par les mesures nouvelles du projet de loi des finances pour 2013 (+ 8 Md€) et par le redémarrage de



l'activité, qui aurait un impact positif sur les recettes de fin d'année 2013 (mécanisme du cinquième acompte).

En 2012, la croissance spontanée des recettes de **TVA nette** devrait être plus faible, à + 1,6 %, qu'en 2011 (+ 3,6 %), à l'image de l'assiette économique de cet impôt (les « emplois taxables »), qui connaîtrait une croissance moins dynamique (+ 2,2 % après + 3,2 % en 2011). En 2013, les emplois taxables progresseraient comme en 2012 (+ 2,2 %), ce qui permettrait aux recettes de TVA de poursuivre leur hausse. Par ailleurs, la suppression de l'exonération de cotisations des heures supplémentaires se traduira par un supplément de TVA perçu par l'État (rapatriement du « panier TEPA » à l'État).

Les recettes de **taxe intérieure de consommation sur les produits énergétiques** (TICPE) reculeraient spontanément en 2012 (- 1,5 %), affectées par le ralentissement de l'activité et le prix du pétrole élevé qui pèsent sur les volumes consommés. Les recettes sont par ailleurs temporairement amoindries par la baisse des tarifs pendant 3 mois destinée à soutenir le pouvoir d'achat (- 0,3 Md€). En 2013, les recettes de TICPE reculeraient encore spontanément, mais dans une moindre mesure, sous l'effet de la reprise progressive de l'activité.

**Les autres recettes fiscales nettes** constituent un ensemble hétérogène (droits de mutation à titre gratuit et onéreux, impôt de solidarité sur la fortune,...). Après un léger recul spontané en 2012 (- 0,2 %), ces recettes connaîtraient un redémarrage faible en 2013 (+ 2,0 %). Les mesures nouvelles soutiendraient le niveau des recettes en 2012, avec l'effet de la contribution exceptionnelle sur la fortune (+ 2,3 Md€). En 2013, elles joueraient à la baisse sur le niveau des recettes du fait notamment de la suppression du prélèvement forfaitaire libératoire associée à la taxation au barème des revenus du capital (impact de - 2,9 Md€).

### Niveaux des recettes fiscales nettes

(En Md€)	2012	2013
Impôt sur le revenu net	59,0	72,6
Impôt sur les sociétés net	40,3	52,3
Taxe sur la valeur ajoutée nette	136,7	141,4
Taxe intérieure de consommation sur les produits énergétiques brute	13,6	13,8
Autres recettes fiscales nettes	20,7	18,4
<b>Recettes fiscales nettes</b>	<b>270,3</b>	<b>298,5</b>

### Mesures nouvelles et transferts

(En Md€)	2012	2013
Impôt sur le revenu net	5,2	11,1
Impôt sur les sociétés net	2,3	9,6
Taxe sur la valeur ajoutée nette	2,8	1,5
Taxe intérieure de consommation sur les produits énergétiques brute	- 0,4	0,3
Autres recettes fiscales nettes	2,4	- 2,7
<b>Total</b>	<b>12,2</b>	<b>19,8</b>



## Le compte de l'État

Avec une baisse du déficit prévisionnel de 7,2 Md€ par rapport à 2011 dans un contexte de croissance atone, le solde budgétaire de l'État en 2012 reflète l'effort de redressement mis en œuvre par le Gouvernement pour respecter les objectifs de finances publiques de la France. Cet effort est notamment la conséquence des mesures de la LFR 2 pour 2012 du 16 août dernier en réaction à la dégradation des perspectives de croissance, qui a permis de dégager près de 5 Md€ de recettes supplémentaires dès 2012.

Le solde du projet de loi de finances (PLF) pour 2013, avec un déficit de 61,6 Md€, poursuit son redressement. Cette amélioration de 21,9 Md€ par rapport à 2012 résulte principalement :

- des efforts de maîtrise de la dépense, stabilisée en valeur, hors dette et pensions, grâce aux économies programmées dans le budget triennal 2013-2015, dont le PLF 2013 constitue la première annuité. Ces économies représentent un effort de 10 Md€ en 2013 par rapport à l'évolution tendancielle de la dépense de l'État.
- de mesures de redressement en recettes à hauteur de 15,6 Md€, dont 15,4 Md€ de recettes fiscales et 0,2 Md€ d'amélioration des comptes spéciaux au titre du durcissement du malus automobile. Cet effort en recettes est nécessaire pour sécuriser l'objectif de 3 % de déficit en 2013.

**Au total, le déficit budgétaire aura donc été réduit de 29,1 Md€ entre 2011 et 2013, ce qui représente un effort particulièrement important en période de croissance très en deçà de son potentiel.**

### ■ En 2012, le déficit de l'État devrait s'établir à 83,6 Md€, en dégradation de 2,4 Md€ par rapport à la prévision de la deuxième loi de finances rectificative pour 2012

L'amélioration du solde budgétaire de l'État en 2012 par rapport à 2011 s'explique par plusieurs facteurs :

- **une dépense maîtrisée ;**
- **la mise en œuvre de mesures nouvelles, avec notamment les mesures de la LFR 2 pour 2012 du 16 août**, qui a permis de dégager près de 4,9 Md€ de recettes supplémentaires pour l'État, permettant de faire face à la révision à la baisse de la croissance pour 2012 par rapport aux prévisions du précédent Gouvernement (de 0,7 % dans le programme de stabilité à 0,3 %) et de compenser les surévaluations de recettes des précédentes lois de finances ;
- la croissance spontanée des recettes fiscales nettes devrait ralentir par rapport à 2011 (+ 1,2 % contre 5,0 %). L'élasticité spontanée des recettes fiscales nettes au PIB serait ainsi inférieure à l'unité en 2012 (0,6 contre 1,6 en 2011), notamment en raison du recul spontané de l'impôt sur les sociétés ;
- la dotation au Mécanisme européen de stabilité (- 6,5 Md€) dégrade le déficit budgétaire.

L'évolution du solde budgétaire par rapport à la deuxième loi de finances rectificative s'explique par une révision à la baisse des charges de la dette de l'État (- 0,7 Md€), compensée par une révision à la baisse des recettes fiscales (- 2,1 Md€) et non fiscales (- 1,4 Md€) ainsi que du solde des comptes spéciaux (+ 0,4 Md€). La révision à la baisse des recettes non fiscales est liée à des versements de dividendes sous forme de titres, opération neutre en comptabilité nationale.

■ **En PLF 2013, le déficit budgétaire est amélioré de 21,9 milliards d'euros, pour s'établir à 61,6 milliards d'euros**

Pour 2013, le déficit budgétaire connaîtra une amélioration de 22 Md€, pour s'établir à 61,6 Md€. L'amélioration du solde budgétaire prévue pour 2013 s'explique par les éléments suivants :

- **la poursuite de la maîtrise de la dépense de l'État**, sous l'effet de l'application de la norme « zéro valeur », qui conduit à une stabilisation, à champ constant, des dépenses de l'État hors charge de la dette et pensions par rapport à la LFI 2012 ; au delà de cette règle, des événements exceptionnels augmentent la dépense de près de 3 Md€ du fait notamment de l'augmentation de capital de la Banque européenne d'investissement (BEI) ;
- **par une augmentation spontanée des recettes de l'État** de l'ordre de 9,0 Md€, fondée notamment sur une évolution spontanée des recettes fiscales nettes de l'État estimée à + 3,1 % ;
- **par une augmentation, budgétée, des remboursements de contentieux fiscaux** anciens, à hauteur de 2,5 Md€ ;
- un effort de redressement sans précédent pour respecter l'objectif de déficit public de 3 % en 2013, comme **en témoigne le rendement budgétaire des mesures fiscales introduites à l'occasion de ce projet de loi de finances (+ 15,6 Md€<sup>(1)</sup>)**, qui s'ajoute à l'impact des mesures antérieures et des mesures de transfert ou de périmètre (+ 6,3 Md€) ;
- enfin, **le solde des comptes spéciaux serait légèrement dégradé de près de 0,5 Md€** par rapport au révisé 2012 ; cette variation est due notamment :
  - pour - 1,5 Md€, à la consommation des crédits accumulés à fin 2012 sur le compte d'affectation spéciale (CAS) de gestion et valorisation des ressources tirées de l'utilisation du spectre hertzien ;
  - pour + 1,0 Md€, à la reconstitution du fonds de roulement sur le CAS pensions ;
  - pour - 0,2 Md€ par le déséquilibre du CAS « Avances au fonds d'aide à l'acquisition de véhicules propres » que la mesure de durcissement du malus automobile permet d'équilibrer (+ 0,2 Md€) ;
  - et pour + 0,4 Md€, à l'excédent constitué sur le CAS « Participation de la France au désendettement de la Grèce ».

Concernant la maîtrise des dépenses, l'évolution des crédits et prélèvements sur recettes de l'État s'inscrit dans la trajectoire de redressement des comptes publics définie par la loi de programmation des finances publiques pour 2012-2017. Les dépenses de l'État respecteront ainsi sur toute la période de programmation une double contrainte :

- **les dépenses totales de l'État**, qui comprennent l'intégralité des dépenses du budget général, des prélèvements sur recettes au profit de l'Union européenne et des collectivités territoriales ainsi que les contributions et taxes affectées à des tiers et faisant l'objet d'un plafonnement limitatif à l'article 46 de la LFI 2012, **ne doivent pas évoluer plus vite que l'inflation.**

(1) Dont 15,4 Md€ impactent les recettes fiscales nettes de l'État et 0,2 Md€ le solde des comptes spéciaux.

À périmètre PLF 2013, les contributions au CAS Pensions de l'État et de ses opérateurs progressent par rapport à la LFI 2012 de 3,0 Md€, soit 6,1 %. Par ailleurs, en raison des taux favorables observés sur le marché, la charge de la dette diminue par rapport à la LFI 2012 de 1,9 Md€. **Les dépenses totales progresseront en 2013 moins vite que l'inflation pour diminuer en volume de 1,4 %.**

• **la norme dite « zéro valeur »**, qui stabilise en valeur les dépenses de l'État sur l'intégralité du champ du périmètre élargi hors charge de la dette et versements au compte d'affectation spéciale (CAS) « Pensions ». Cette norme de dépense est particulièrement vertueuse. En effet, la stabilisation en valeur de ces dépenses conduit, en termes réels, à une baisse du « pouvoir d'achat de l'État ». Cet effort est équitablement réparti entre tous les ministères, tout en assurant le financement des priorités que constituent la jeunesse, l'éducation, l'emploi, la sécurité et la justice. **Aussi les dépenses de l'État contribuent-elles de manière déterminante à l'effort structurel nécessaire à la réduction du déficit public.**

La **stabilisation en valeur des dépenses de l'État** sur le champ « hors dette et pensions » nécessite, pour être atteint, un **effort particulièrement important d'économies**. En effet, sans économie, la **dépense de l'État** sur ce périmètre **progresserait de près de 10 Md€**, dont 1 Md€ correspond au financement des priorités du Gouvernement (*cf. infra*). Le reste de la progression de la dépense, soit 9 Md€, correspond à une évolution spontanée, tendancielle, de la dépense. Il s'agit notamment :

- de l'impact de l'inflation, en particulier sur le coût des prestations à caractère social (aides personnalisées au logement, allocation adulte handicapé, allocation de solidarité, revenu de solidarité active) ou sur les dispositifs de réduction du coût du travail (compensations des exonérations sectorielles de cotisations sociales, contrats aidés) ;
- de l'évolution des besoins de paiement sur des programmes d'investissement et notamment la loi de programmation militaire ;
- de la dérive naturelle des dépenses de masse salariale (glissement vieillesse technicité notamment) ;
- de la croissance de la contribution de la France au budget européen.

Ainsi, pour assurer la stabilisation en valeur des dépenses hors dette et pensions, il est indispensable de **dégager des économies importantes**. Celles-ci permettent de contrecarrer l'inflation naturelle des dépenses et de financer les priorités gouvernementales. Pour en assurer la soutenabilité, **l'effort est partagé** :

- **fonctionnement des ministères** (- 2,8 Md€) : les créations d'emplois dans les missions prioritaires (enseignement, sécurité et justice) sont gagées par des suppressions équivalentes dans les autres missions ; les dépenses de fonctionnement sont réduites de 2 % en 2013 contre une tendance à la hausse de plus de 1 % par an sur la période 2007-2011 ;
- **interventions** (- 2,0 Md€) : de nombreux dispositifs, notamment discrétionnaires, sont revus pour assurer un meilleur ciblage de leur effet, à l'instar des exonérations sur les emplois occasionnels dans le secteur agricole qui sont recentrées sur les bas salaires ;
- **défense** (- 2,2 Md€) : la trajectoire des dépenses prévue par la loi de programmation militaire est ajustée afin de la rendre plus cohérente avec la réalité de l'avancement des projets et des

réorganisations sur lesquels elle repose ;

- **investissements** (- 1,2 Md€) : des projets non prioritaires ou dont le financement n'a jamais été clairement établi sont décalés ou arrêtés. La programmation de la construction de prisons, et le recours massif aux partenariats publics-privés dans ce secteur, est ainsi remise en cause. Une rationalisation et une priorisation des investissements d'infrastructures de transport est mise en œuvre ;
- **participation d'autres entités à l'effort de redressement** (- 1,8 Md€) : l'enveloppe normée des concours de l'État aux collectivités territoriales est stabilisée en valeur en 2013, ce qui suppose de financer en son sein l'évolution naturelle à la hausse des dotations (développement de l'intercommunalité notamment) tout en assurant une progression double des dotations de péréquation horizontale ; les opérateurs sont également mis à contribution, notamment au travers d'un plus grand encadrement de leurs ressources affectées.

**Les recettes nettes (fiscales et non fiscales) pour 2013 s'établiraient à 312,7 Md€ à périmètre courant, en augmentation de 9,9 % par rapport à 2012, dont un tiers environ d'évolution spontanée et deux tiers liés aux mesures nouvelles. L'élasticité au PIB des recettes fiscales nettes est évaluée à 1,2 en 2013.**

Les prévisions de recettes du budget général pour l'année 2013 intègrent les mesures de redressement prévues par le présent PLF, permettant un redressement en 2013 de 15,4 Md€, soit, ajoutées aux mesures déjà adoptées en LFR 2 2012, une amélioration totale des recettes de l'État de 16,9 Md€ par rapport à 2012.

Le redressement de 15,4 Md€ présenté dans le PLF 2013 se décompose comme suit :

- + 5,8 Md€ au titre des mesures fiscales portant sur les ménages ;
- + 9,6 Md€ au titre des mesures fiscales portant sur les entreprises.

Dans un objectif de sincérité des comptes, le PLF 2013 prend en compte le coût des éventuels paiements à opérer dans le cadre des contentieux fiscaux sur le programme « Remboursements et dégrèvements d'impôts d'État » :

- pour le remboursement des retenues à la source applicables aux revenus distribués aux OPCVM étrangers, une dépense est prévue à hauteur de 1,8 Md€ en 2013, après 1,5 Md€ en 2012 ;
- pour des remboursements à opérer au titre du précompte mobilier, un montant de 0,9 Md€ inscrit initialement en 2012 est reporté sur 2013, dans l'attente des jugements relatifs à ces affaires ;
- enfin, un montant de 1,3 Md€ a été inscrit dans le projet de budget 2013 au titre du contentieux communautaire relatif à la taxe sur les opérateurs Internet, le jugement de la CJUE étant attendu en 2013.

**Ces coûts sont en hausse de 2,5 Md€ par rapport à 2012.**

La progression totale des recettes du budget général est de 28,3 Md€ par rapport à 2012, à périmètre courant. En effet, au plan de redressement évoqué s'ajoutent :

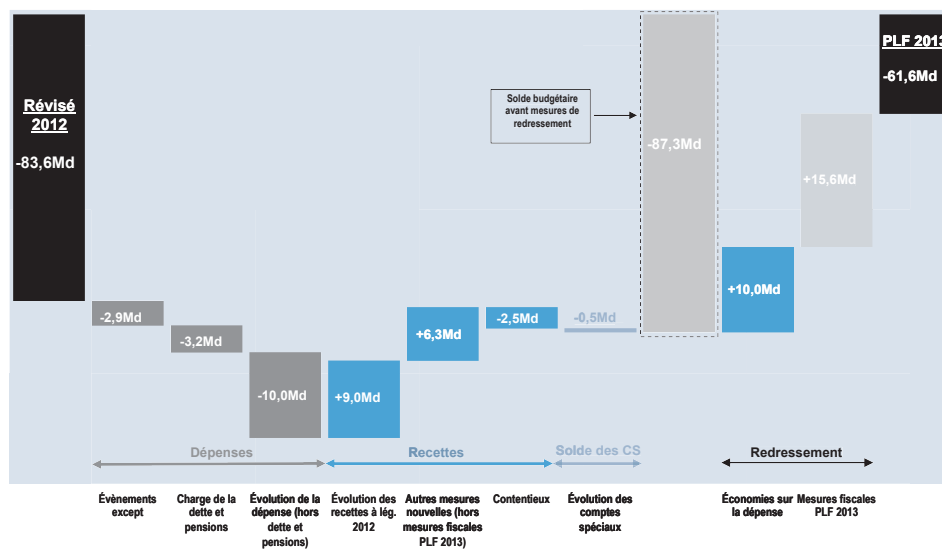
- l'impact des mesures antérieures (6,3 Md€, dont 1,5 Md€ correspondant aux mesures de la LFR 2 pour 2012) ;

- au surcoût probable des contentieux fiscaux par rapport à 2012 (- 2,5 Md€, cf. *supra*) ;
- et à la progression spontanée des recettes en 2013 (+ 9 Md€, fondée notamment sur une évolution spontanée de l'ensemble des recettes fiscales nettes de l'État estimée à 3,1 %, soit une élasticité au PIB de 1,2.

Le tableau ci-dessous récapitule les principales prévisions de recettes :

(En Md€)	Révisé 2012	2013-périmètre constant	2013-périmètre courant
Impôt sur le revenu	59,0	72,6	72,6
Impôt sur les sociétés	40,3	52,3	52,3
TICPE	13,6	13,9	13,8
TVA	136,7	142,1	141,4
Autres recettes fiscales nettes	20,7	18,4	18,4
Recettes non fiscales	14,0	14,7	14,1
<b>Recettes nettes du budget général</b>	<b>284,4</b>	<b>314,0</b>	<b>312,7</b>

Le graphique suivant résume les principaux facteurs d'évolution du déficit budgétaire entre 2012 et 2013 :



### Passage du solde budgétaire au déficit de l'État

*En application de l'article 50 de la loi organique relative aux lois de finances (LOLF), le rapport économique social et financier annexé au projet de loi de finances « explicite le passage, pour l'année considérée et celle qui précède, du solde budgétaire à la capacité ou au besoin de financement de l'État tel qu'il est mesuré pour permettre la vérification du respect des engagements européens de la France ».*

*Le passage du solde d'exécution des lois de finances au déficit de l'État au sens de la comptabilité nationale s'obtient :*

- *en ramenant à l'exercice concerné l'enregistrement de certaines dépenses et recettes du budget général (comptabilité de droits constatés) ;*
- *en retraitant des opérations budgétaires en opérations financières ou de patrimoine ;*
- *en intégrant des opérations non budgétaires comme les remises de dettes aux États étrangers.*

En 2012, le déficit au sens de la comptabilité nationale serait inférieur de 8,6 Md€ au solde budgétaire prévu (- 83,6 Md€) et s'établirait à - 75,0 Md€. Cet écart résulterait essentiellement des corrections suivantes :

- la dotation de 6,5 Md€ au Mécanisme européen de stabilité (MES) par le compte des participations financières de l'État ne constitue pas une dépense au sens de la comptabilité nationale mais une opération financière car il n'y a pas d'appauvrissement financier de l'État ;
- le gain de trésorerie lié aux primes et décotes<sup>2</sup>, étalé en comptabilité nationale, est estimé à + 2,2 Md€ en 2012. Ce gain est en partie compensé par les intérêts courus non échus sur les prêts et dettes (- 0,5 Md€) qui sont enregistrés en droits constatés en comptabilité nationale ;
- le versement des dividendes de GDF et du FSI sous forme de titres (+ 1,4 Md€) n'est pas enregistré en recette budgétaire mais est considéré comme une recette en comptabilité nationale ;
- les dépenses de matériels militaires (+ 1,0 Md€) sont enregistrées en comptabilité nationale au moment de leur livraison et non au moment du paiement des avances ;
- les prêts accordés aux États étrangers nets des remboursements ne constituent pas une dépense en comptabilité nationale et les remises de dette en faveur des États étrangers sont enregistrées en dépense en comptabilité nationale, pour un total de - 0,6 Md€ ;
- les sommes correspondant à la partie du résultat de la Banque de France lié aux intérêts perçus sur les titres grecs souverains et qui seront rétrocédées à la Grèce sur la période 2012-2020 seraient enregistrées dès 2012 en comptabilité nationale (- 0,6 Md€<sup>3</sup> ;

(2) Les primes et décotes à l'émission de titres sont le reflet des écarts entre la valeur d'émission et la valeur de remboursement des titres. Lorsque les émissions se font sur des souches anciennes dont les taux d'intérêt sont plus élevés que le taux de marché, la valeur d'émission est plus élevée que la valeur de remboursement et ce gain de trésorerie (non compté en recette en budgétaire) est étalé par la comptabilité nationale sur la durée de l'emprunt, ce qui se traduit par une clé de passage positive.

(3) L'État recevra de la Banque de France en recette du compte spécial « Participation de la France au désendettement de la Grèce » ce montant en deux fois (199 M€ en 2012 et 556 M€ en 2013) et les reversera à la Grèce sur la période 2012-2020.



- le versement de la Banque de France au titre du culot d'émission (- 0,5 Md€) ne constitue pas une recette « maastrichtienne ».

Pour 2013, le déficit au sens de la comptabilité nationale s'établirait à - 53,1 Md€. Il serait inférieur de 8,5 Md€ au déficit budgétaire (- 61,6 Md€), reflétant notamment les opérations suivantes :

- les dotations au Mécanisme européen de stabilité (6,5 Md€) et à la Banque européenne d'investissement (1,6 Md€) ne sont pas considérées comme des dépenses en comptabilité nationale ;
- + 1,9 Md€ au titre de l'enregistrement en droits constatés des primes et décotes à l'émission de titres et + 0,2 Md€ au titre de la correction en droits constatés relative aux intérêts courus non échus sur les prêts et dettes ;
- - 0,9 Md€ au titre du précompte mobilier en raison de l'enregistrement, en comptabilité nationale, des sommes déjà versées pour les contentieux qui feraient l'objet d'un jugement définitif en 2013 ;
- les dépenses des fonds CDC au titre des investissements d'avenir sont directement rattachées à l'État en comptabilité nationale (- 0,5 Md€) ;
- les ventes de quotas d'émission de CO<sub>2</sub> (- 0,6 Md€) dont les recettes ne seront enregistrées en comptabilité nationale que lors de l'utilisation des quotas ;
- les prêts (nets des remboursements) et les remises de dette accordés aux États étrangers, pour un total de 0,3 Md€



## Les administrations publiques locales

Le besoin de financement des administrations publiques locales augmenterait en 2012 (solde à - 2,1 Md€ après - 0,9 Md€ en 2011) puis se stabiliserait en 2013 (- 2,1 Md€).

Les dépenses locales progresseraient à un rythme modéré. Le contexte budgétaire contraint incite en effet les collectivités à limiter la hausse de leurs dépenses de fonctionnement. L'investissement serait également peu dynamique en 2012, avant d'accélérer en 2013, à l'approche des élections municipales de 2014.

La croissance des recettes serait inférieure à celle des dépenses, malgré le relatif dynamisme des recettes fiscales. La progression des ressources non fiscales des collectivités serait en effet limitée par le gel en valeur des concours financiers de l'État (hors FCTVA), et par la faible augmentation du FCTVA, qui reflète l'atonie de l'investissement local sur la période récente.

### ■ Les dépenses locales progresseraient à un rythme contenu

Les dépenses des collectivités locales resteraient contenues, avec une croissance de 2,4 % en 2012 et 2,6 % en 2013, après 2,9 % en 2011<sup>1</sup>. Le rythme de progression resterait ainsi nettement inférieur à sa moyenne de long terme<sup>2</sup>, reflétant un environnement budgétaire contraint.

La légère accélération attendue des dépenses en 2013 serait avant tout liée à l'investissement local (+ 3,1 %, après 1,5 % en 2012), sous l'effet du cycle électoral communal. Néanmoins, compte tenu des baisses enregistrées en 2009 (- 1,4 %) et en 2010 (- 6,7 %) et de la faible croissance de 2011 (+ 2,3 %), l'investissement resterait très peu dynamique sur la période 2008-2013, avec une diminution en volume des dépenses d'équipement sur l'ensemble du cycle électoral communal pour la première fois depuis le début des années 1980.

La croissance de la masse salariale serait d'un peu moins de 3 % en 2012 comme en 2013. L'accélération par rapport à 2011 (+ 2,4 %) reflète principalement l'augmentation, après une forte baisse en 2011, des titulaires de contrats aidés employés au sein des collectivités locales et financés en grande partie par des subventions de l'État, ainsi que la hausse des cotisations sociales à la charge des employeurs. Une fois corrigées de ces deux effets, les dépenses de personnel ralentiraient sur la période.

Deux facteurs contribueraient à limiter l'accélération des dépenses locales en 2013 :

- La progression de leurs consommations intermédiaires serait de 2,2 % en 2013, après 2,7 % en 2012. Cette prévision reflète à la fois le repli attendu de l'inflation, qui passerait de 2,0 % en 2012 à 1,8 % en 2013, et l'hypothèse d'un effort accru des collectivités sur leurs dépenses d'achats et charges externes, qui sont moins rigides à court terme, de façon à limiter la hausse de leur besoin de financement.
- La croissance des dépenses sociales des collectivités resterait soutenue, mais ralentirait légèrement en 2013. Les prestations en nature versées par les départements au titre de la dépendance et du handicap décéléreraient sur la période, la montée en charge de la prestation de compensation du handicap (PCH) approchant de son terme, que la CNSA attend pour 2014-2015. En revanche, les dépenses des départements au titre du RSA socle seraient dynamiques sur la période, la dégradation du marché de l'emploi à partir du 2<sup>e</sup> semestre 2011 se répercutant avec retard sur le nombre de bénéficiaires du dispositif.

(1) Chiffre corrigé de l'impact de la réforme de la taxe professionnelle.

(2) Sur la période 1990-2008, selon les données du rapport Carrez-Thénault de 2010 sur la maîtrise des dépenses locales, la hausse annuelle moyenne des dépenses des collectivités locales a été de 4,5 % en valeur et à champ constant, c'est-à-dire corrigée des transferts de compétences liés à la décentralisation.

## Dépenses des administrations publiques locales

	Montant 2011 Md€	Répartition en %	Évolution 2012/2011	Évolution 2013/2012
<b>Total dépenses</b>	<b>234,4</b>	<b>100,0</b>	<b>2,4 %</b>	<b>2,6 %</b>
<b>Dépenses de fonctionnement (hors intérêts)</b>	<b>176,5</b>	<b>75,3</b>	<b>2,8 %</b>	<b>2,6 %</b>
dont consommations intermédiaires*	47,5	20,3	2,7 %	2,2 %
dont masse salariale	70,3	30,0	2,9 %	2,9 %
dont prestations sociales	22,9	9,8	4,2 %	3,8 %
<b>Dépenses d'investissement</b>	<b>52,8</b>	<b>22,5</b>	<b>1,4 %</b>	<b>2,7 %</b>
dont formation brute de capital fixe (FBCF)	43,5	18,5	1,5 %	3,1 %
<b>Intérêts **</b>	<b>5,2</b>	<b>2,2</b>	<b>- 1,7 %</b>	<b>0,0 %</b>

\* Hors services d'intermédiation financière indirectement mesurés (SIFIM) sur les intérêts versés

\*\* Y compris services d'intermédiation financière indirectement mesurés (SIFIM) sur les intérêts versés

### ■ Les ressources des collectivités croîtraient moins rapidement que les dépenses, en dépit du dynamisme des recettes fiscales

Les ressources des collectivités locales augmenteraient de 1,9 % en 2012 et de 2,6 % en 2013, après 3,1 % en 2011<sup>3</sup>.

En 2012, les recettes fiscales ralentiraient (2,5 %, après 3,8 % en 2011<sup>4</sup>) mais leur croissance resterait un peu supérieure à celle du PIB en valeur. La baisse anticipée des droits de mutation à titre onéreux (DMTO), en lien avec des volumes de transactions sur le marché de l'immobilier ancien en repli, serait en effet compensée par le dynamisme des recettes d'impôts directs locaux, avec une croissance soutenue des bases locatives. La progression des recettes fiscales serait un peu plus élevée en 2013 (+ 3,1 %), en raison du rebond des recettes de DMTO, notamment du fait du choc d'offre sur le marché immobilier à la suite des mesures du projet de loi de finances sur la fiscalité du logement (réforme de la taxation des plus-values immobilières). Les hausses de taux des collectivités locales seraient très modérées en 2012-2013, à l'approche des élections de 2014.

Les transferts reçus des autres administrations publiques (principalement de l'État) seraient quasiment stables en 2012, avant de se redresser légèrement en 2013. Ce faible dynamisme s'explique par deux éléments : d'une part, la diminution de 120 M€ en 2012, puis le gel en 2013, des concours financiers « sous enveloppe normée » versés par l'État aux collectivités, qui font partie du périmètre « 0 valeur » des dépenses de l'État ; d'autre part, la faible augmentation de la recette liée au fonds de compensation de la TVA (FCTVA), qui reflète l'atonie de l'investissement local sur la période récente (nette baisse en 2010, rebond limité en 2011 et 2012). Ces facteurs seraient en partie compensés par le dynamisme des compensations versées aux collectivités au titre des contrats aidés et des prestations autonomie et handicap.

## Ressources des administrations publiques locales

	Montant 2011 Md€	Répartition en %	Évolution 2012/2011	Évolution 2013/2012
<b>Total ressources</b>	<b>233,5</b>	<b>100,0</b>	<b>1,9 %</b>	<b>2,6 %</b>
Ressources fiscales	118,7	50,8	2,5 %	3,1 %
Transferts reçus des administrations publiques	70,6	30,2	0,2 %	0,9 %
Autres ressources	44,2	18,9	3,0 %	4,0 %

(3) Chiffre corrigé de l'impact de la réforme de la taxe professionnelle : si la réforme de la taxe professionnelle est neutre sur le solde des administrations publiques locales, elle a en revanche sensiblement affecté le partage entre certains postes de recettes en 2010, et donc les taux d'évolution en 2011. Elle a ainsi contribué à réduire en 2010 le poids des ressources fiscales et à augmenter les transferts en provenance de l'État.

(4) Idem.

## Les administrations de sécurité sociale

Le besoin de financement des administrations de sécurité sociale (ASSO) — qui incluent notamment le régime général de sécurité sociale, l'assurance chômage et les régimes de retraites complémentaires — continuerait à se réduire en 2012 pour atteindre 10,4 Md€, soit 0,5 point de PIB (contre - 12,7 Md€ en 2011). D'importantes mesures de redressement en recettes conjuguées à la poursuite de la maîtrise de la dépense sociale conduiraient à une amélioration très significative des comptes sociaux dont le solde atteindrait - 4,8Md€ en 2013.

### ■ En 2012, le solde des ASSO s'améliorerait en raison de dépenses maîtrisées et du relatif dynamisme des recettes sociales porté par les mesures nouvelles.

Bien que leur croissance soit relativement soutenue en 2012 (3,3 %), les recettes des ASSO ralentiraient par rapport à 2011 (5,5 %), notamment en raison du dynamisme moins marqué de la masse salariale privée (2,5 % après 3,6 % dans le champ de l'ACOSS). Ainsi, les cotisations sociales croîtraient à 3,2 % après 4,2 % en 2011. Par ailleurs, le montant de mesures nouvelles votées pour 2012 (6,5 Md€) a été plus faible qu'en 2011 (12,0 Md€) en dépit des mesures votées par le Parlement en loi de finances rectificative pour 2012 (limitation des niches sociales sur l'épargne salariale, hausse de 2 points du taux de prélèvement social sur les revenus du capital).

Les dépenses des administrations de sécurité sociale seraient, quant à elles, contenues : en effet, leur croissance ralentirait sensiblement (+ 2,8 % contre + 3,2 % en 2011). L'accélération des prestations d'assurance sociale (3,5 % après 3,2 %) serait notamment compensée par la réduction notable des charges d'intérêt.

La croissance des prestations vieillesse serait plus faible (+ 3,9 % après + 4,0 % en 2011) malgré une revalorisation plus élevée en moyenne annuelle (2,1 % après 1,8 %), en lien avec l'inflation. Les pensions ralentiraient en volume (1,8 % contre 2,3 % en 2011) notamment sous l'effet de la montée en charge de la réforme des retraites de 2010.

De plus, les dépenses sous objectif national des dépenses d'assurance maladie (ONDAM) croîtraient à 2,6 % pour atteindre un niveau inférieur à l'objectif voté en LFSS pour 2012.

En revanche, les prestations chômage seraient nettement plus dynamiques (+ 5,8 % après - 0,3 % en 2011) en raison de la hausse du chômage.

Dans de moindres proportions, les prestations famille et logement accéléreraient (2,8 % après 1,9 %) malgré le gel à 1 % de la revalorisation de la Base mensuelle des allocations familiales (BMAF) votée en loi de financement de la sécurité sociale pour 2012, essentiellement en raison de la revalorisation de 25 % de l'allocation de rentrée scolaire de septembre 2012.

### ■ En 2013, l'amélioration du solde des ASSO serait plus marquée, sous l'effet des nouvelles mesures adoptées en recettes et de la poursuite de la maîtrise de la dépense sociale.

Les recettes des administrations de sécurité sociale seraient plus dynamiques qu'en 2012 (4,0 % après 3,3 %), malgré la poursuite du ralentissement de la masse salariale privée (2,3 % après 2,5 %). L'ensemble des mesures nouvelles, essentiellement celles votées par le Parlement en

loi de finances rectificative pour 2012 et celles présentées dans les projets de lois de finances et de financement de la sécurité sociale pour 2013 apporteraient au total près de 10 Md€ aux administrations de sécurité sociale. Ainsi, les mesures destinées à rapprocher le régime des indépendants du régime général apporteraient 1,1 Md€ supplémentaire, la hausse de la fiscalité comportementale (tabacs et bières) 0,6 Md€.

Les dépenses sociales accélèreraient quant à elles légèrement en 2013 (2,9 % après 2,8 %), malgré un ralentissement des prestations (3,3 % après 3,5 %) notamment parce que les charges d'intérêts croîtraient de nouveau en 2013.

La modération des prestations tiendrait surtout à la décélération sensible de l'indemnisation du chômage (+ 1,6 % après 5,8 %) faisant suite à l'amélioration du marché du travail.

Les prestations vieillesse devraient conserver leur rythme en 2013 (4,0 % après 3,9 %), les facteurs de ralentissement (revalorisation plus faible de 2,0 % après 2,1 %) compensant globalement les facteurs d'accélération (montée en charge de l'élargissement du dispositif carrières longues).

Enfin, les dépenses d'assurance maladie accélèreraient légèrement (ONDAM à + 2,7 % en 2013 après + 2,6 % en 2012).

### Synthèse des comptes des administrations de sécurité sociale

	2011	2012	2013
Besoin de financement des ASSO (% PIB)	- 0,6 %	- 0,5 %	- 0,2 %
Besoin de financement des ASSO hors CADES et FRR (% PIB)	- 1,2 %	- 1,0 %	- 0,8 %

	2011	2012	2013
Évolution des dépenses	3,2 %	2,8 %	2,9 %
Évolution des prestations versées	3,2 %	3,5 %	3,3 %
Évolution des recettes	5,5 %	3,3 %	4,0 %
Evolution des cotisations sociales	4,2 %	3,2 %	4,3 %
Mesures nouvelles en prélèvements obligatoires (Md€)	12,0	6,5	9,2

## La programmation pluriannuelle des finances

**L'objectif du gouvernement est de réduire la part de l'endettement dans la richesse nationale et de ramener les comptes publics à l'équilibre structurel à moyen terme.**

Après un premier temps consacré au redressement des comptes publics avec le retour du déficit des administrations publiques à 3 % du PIB en 2013 puis, dès 2014, l'inversion de la dynamique de la part de la dette dans le PIB, le second temps sera celui de l'équilibre structurel des comptes publics. Ce processus redonnera progressivement des marges de manœuvre à l'action publique.

**L'effort portera à la fois sur les dépenses et sur les recettes, la contrepartie des efforts demandés aux ménages et aux entreprises étant la maîtrise de la dépense publique. Ainsi, la hausse du taux de prélèvements obligatoires et la baisse du ratio de dépenses publiques sur le PIB seraient toutes deux de presque 2,5 points entre 2011 et 2017.**

**L'effort sur les dépenses sera maintenu jusqu'en 2017**, permettant un recul progressif de la part de la dépense publique dans le PIB : son évolution en volume (hors éléments particuliers de comptabilisation, *cf. infra*) sera limitée à 0,7 % sur la période 2013-2017, nettement inférieure à sa tendance historique d'un peu plus de 2 %. Cet effort est partagé entre l'ensemble des acteurs. Les dépenses de l'État et de la sécurité sociale sont encadrées ; la participation à l'effort de dépense des opérateurs et des collectivités territoriales se traduit par une diminution des concours de l'État ou des taxes qui leur sont affectées.

**Les hausses de prélèvements obligatoires seront concentrées sur les deux premières années de la programmation.** Alors que l'évolution spontanée des prélèvements obligatoires serait égale à celle du PIB (élasticité unitaire) sur toute la période de prévision, la légère progression du ratio de prélèvements obligatoires en 2014 et 2015 reflèterait l'impact pluriannuel de certaines mesures déjà en vigueur (par exemple, la hausse des cotisations pour l'élargissement du dispositif carrières longues), des hausses de taux des impôts locaux intégrées dans la prévision et des coûts temporaires des contentieux fiscaux (notamment précompte mobilier et OPCVM). Le ratio entamerait ensuite un reflux à partir de 2016 grâce aux marges de manœuvre permises par la poursuite de la maîtrise de la dépense.

### ■ Hypothèses macroéconomiques :

**Les projections de finances publiques reposent sur une hypothèse de croissance de l'activité de 2,0 % par an de 2014 à 2017.** L'hypothèse de croissance effective de 2 %, légèrement supérieure au potentiel, permet d'envisager une réduction progressive du déficit d'activité à horizon 2017. Le déficit d'activité est en effet très creusé en 2013 : le niveau du PIB effectif aurait nettement décroché du PIB potentiel en 2008 et 2009, puis à nouveau en 2012 et 2013. Avec l'hypothèse retenue sur la croissance effective, le niveau d'activité serait ainsi encore inférieur à son niveau potentiel en 2017 : l'hypothèse de croissance peut donc être considérée comme prudente.

## publiques 2014-2017

Le redressement de la croissance en 2014-2017 pourrait provenir d'une contribution positive du commerce extérieur, dans un contexte de croissance mondiale revenue à son rythme d'avant crise, et de la bonne tenue de la consommation grâce aux créations d'emplois, tandis que la demande publique progresserait plus modérément avec la maîtrise de la dépense dans la durée. La masse salariale privée serait en augmentation de 4 % par an, évolution un peu en-deçà de celle de la valeur ajoutée privée.

Au vu de l'incertitude et de la dispersion des estimations de croissance potentielle (la Commission européenne estime que la croissance potentielle serait de 1,1 % par an en moyenne sur la période 2010-2016, la Cour des comptes dans son rapport de juillet 2012 sur la situation et les perspectives des finances publiques l'estimait à 1,4 % à partir de 2012), le Gouvernement fait le choix pour ce projet de loi de programmation des finances publiques, de retenir une hypothèse conventionnelle prudente de redressement progressif de la croissance potentielle, partant de 1,1 % en 2011 jusqu'à 1,6 % à l'horizon 2017, l'accélération reflétant l'impact des réformes qui seront engagées au cours du quinquennat et le rattrapage progressif du rythme tendanciel de la productivité du travail.

### Principaux indicateurs du scénario économique 2013-2017

(Croissance en %)	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017
PIB (volume)	1,7	0,3	0,8	2,0	2,0	2,0	2,0
Déflateur de PIB	1,3	1,7	1,8	1,75	1,75	1,75	1,75
IPC (hors tabac)	2,1	2,0	1,75	1,75	1,75	1,75	1,75
Masse salariale du secteur privé	3,4	2,5	2,3	4,0	4,0	4,0	4,0
PIB potentiel	1,1	1,3	1,4	1,5	1,5	1,6	1,6
Ecart de production (% du PIB)	- 0,8	- 1,7	- 2,3	- 1,9	- 1,4	- 1,0	- 0,6

### ■ Programmation des finances publiques

**Après avoir ramené en 2013 le déficit à 3,0 % du PIB via un ajustement structurel historiquement élevé (+ 2,0 points), l'ajustement structurel se poursuivra à un rythme de 0,5/0,6 point par an**, reflet de la poursuite des efforts de maîtrise de la dépense publique, jusqu'à l'atteinte de l'objectif d'équilibre de moyen terme. Le déficit structurel serait ainsi ramené à 0,5 % du PIB potentiel dès 2015, puis à l'équilibre structurel en 2016 et en 2017. Un contexte économique de croissance du PIB (2,0 % en volume) supérieure à la croissance potentielle apportera par ailleurs une réduction du déficit conjoncturel de 0,2 point en moyenne, permettant au total une réduction du déficit de ¾ point de PIB par an en moyenne et conduisant à un solde public quasiment à l'équilibre en 2017 (- 0,3 %).

Cette trajectoire respecte les engagements européens de la France en termes de déficit structurel : d'après les règles du volet préventif du Pacte de stabilité et de croissance, l'ajustement structurel doit être au minimum de 0,5 point de PIB par an dès la sortie de la procédure pour déficit excessif (i.e. le retour à un déficit public en-deçà de 3,0 % du PIB, soit 2013 pour la France) et jusqu'au retour à l'objectif de moyen terme.



Après un effort en recettes concentré en début de période (1,6 point de PIB de mesures nouvelles en 2013 après 1,1 point en 2012), les mesures nouvelles intégrées à la trajectoire 2014-2016 ne dépassent pas 0,1 point de PIB et correspondent aux effets pluriannuels de mesures déjà en vigueur (par exemple hausse des cotisations pour l'élargissement du dispositif carrières longues), aux hausses hors du champ PLF/PLFSS (hausse de taux d'impôts locaux ou hausse de la contribution au service public de l'électricité notamment), et à des mesures de baisse des prélèvements obligatoires à partir de 2015, rendues possibles par les marges dégagées par l'évolution durablement maîtrisée de la dépense.

L'effort en dépenses, reflet de dépenses corrigées des effets de la conjoncture progressant moins rapidement que le PIB potentiel de l'économie, se répartit tout au long de la trajectoire, en moyenne de 0,4 point de PIB par an, notamment grâce à la maîtrise de la dépense permise par la stabilisation en valeur des dépenses de l'État hors dette et pensions et par l'objectif de dépenses d'assurance maladie. A ces normes de dépenses s'ajoutent également les efforts des opérateurs de l'État, dont les dépenses d'intervention et de fonctionnement sont contenues sur toute la période, ainsi que la maîtrise attendue des dépenses des collectivités locales.

Cet effort permet de respecter la règle du volet préventif du pacte de stabilité et de croissance qui impose à la dépense en volume (hors charges d'intérêt) nette des mesures nouvelles de contribuer à un ajustement structurel minimal de 0,5 point par an. Elle correspond à une notion d'effort structurel similaire à celle présentée plus haut, la seule différence portant sur l'exclusion des charges d'intérêt. Cette règle serait ainsi respectée pour la France, car la croissance de la dépense (hors charges d'intérêt) nette des mesures nouvelles en recettes assure une contribution de 0,6 point à l'ajustement structurel en moyenne sur 2014-2016. Cette contribution est légèrement plus élevée que l'effort structurel présenté plus haut : au sein de ce dernier, l'effort en dépense hors charges d'intérêt est réduit par la dynamique des charges d'intérêt sur la période du fait du scénario retenu de remontée des taux d'intérêt.

### ***L'évolution du solde public par sous-secteurs des administrations publiques***

La réduction du déficit public de 4,2 points de PIB entre 2012 et 2017 serait principalement liée aux évolutions du solde de l'État (- 2,7 points) qui porte la majorité du déficit actuel et qui conserverait un déficit, réduit à 1,0 % du PIB en 2017. Les administrations de sécurité sociale verraient également leur solde s'améliorer nettement, passant d'un déficit de 0,5 point de PIB en 2012 à un excédent de 0,8 point de PIB en 2017. Les organismes divers d'administration centrale (ODAC) conserveraient un léger déficit sur la période de programmation.

- **La trajectoire pluriannuelle prévue pour les administrations publiques centrales** est marquée par une maîtrise des dépenses tout au long de la période de programmation qui permet de limiter le poids des dépenses de l'État dans le PIB, alors que les recettes connaîtraient une hausse concentrée en début de période avant de se stabiliser de 2014 à 2017.
- **Les administrations publiques locales conserveraient un solde proche de l'équilibre sur l'ensemble de la période.** Le cycle d'investissement expliquerait le profil de la dépense locale avec un ralentissement à partir de 2014, année des élections municipales, et une accélération progressive en 2016 et 2017.
- Le solde des **administrations de sécurité sociale**<sup>1</sup> se redresserait progressivement. Cette amélioration s'explique d'abord par les efforts de maîtrise de la dépense. En effet, les administrations

de sécurité sociale, qui portent une large part de la dépense publique (47 % en 2011, hors transferts aux autres sous-secteurs), verront leurs dépenses maîtrisées (croissance en volume de 1,1 % sur la période 2012-2017) notamment du fait d'un objectif national des dépenses d'assurance maladie fixé à 2,7 % en 2013, 2,6 % en 2014 et 2,5 % en valeur à partir de 2015. Par ailleurs, la projection de dépenses d'assurance vieillesse inclut les effets de l'extension du dispositif carrières longues. Le redressement de l'activité économique permettra enfin une décade en volume des dépenses de chômage. Les recettes des administrations de sécurité sociale bénéficieront du redressement de la masse salariale privée (+ 4 %/an) sur laquelle sont assises une grande partie des recettes des administrations de sécurité sociale.

### **La trajectoire de dette publique**

Entre 2007 et 2011, le ratio de dette publique (hors soutien financier à la zone euro) a progressé de 21 points, soit une augmentation sans précédent depuis l'après-guerre, conséquence de la récession de 2008-2009 mais également de déficits structurels élevés récurrents.

Une inflexion de ce rythme de progression est attendue en 2013, grâce à l'effort de réduction du déficit à 3 % et à une décélération des efforts du soutien financier à la zone euro, ces derniers constituant la majeure partie des flux de créances attendues en 2013. Le soutien financier que la France apporte à ses partenaires de la zone euro *via* le mécanisme européen de stabilité et le fonds européen de stabilité financière (FESF) serait moins important en 2014 et serait partiellement réduit du fait des remboursements au FESF par le Portugal et l'Irlande prévus en 2016. Par ailleurs, la poursuite des efforts de réduction du déficit, associée à un rythme de croissance de l'activité plus porteur (croissance en valeur de 3¾ % après 2,6 % en 2013), permettront d'entamer une décade du ratio de dette dès 2014. En 2017, le ratio de dette publique aura ainsi reculé de 7,0 points par rapport à 2012.

**Cette trajectoire permet le respect du critère de dette du volet correctif du Pacte de stabilité et de croissance.** Ce critère, qui s'ajoute dorénavant au critère de déficit pour la mise en œuvre ou la sortie d'une procédure pour déficit public excessif (DPE), vise à assurer une réduction à un rythme moyen d'un vingtième par an, sur trois ans, de l'écart du ratio de dette à 60 %, pour les pays présentant un taux d'endettement supérieur à 60 % du PIB. La trajectoire de finances publiques sur laquelle s'engage la France permettra le respect du critère à partir de l'année 2016<sup>2</sup>. Compte tenu du niveau de dette publique de la France, une décade moyenne de l'ordre de 1,5 point par an est requise pour respecter le critère ; or, la décade moyenne prévue entre fin 2013 et fin 2017 est de l'ordre de 2 points par an. En effet, la trajectoire de retour vers l'équilibre structurel des finances publiques à moyen terme assure un solde bien au-dessus du niveau stabilisant la dette (qui, avec une croissance nominale à 3¾ %, est de l'ordre de - 3 % du PIB).

(1) Celles-ci comprennent le régime général, mais aussi la Caisse d'amortissement de la dette sociale (CADES), le Fonds de réserve pour les retraites (FRR), les régimes de retraites complémentaires et l'assurance-chômage.

(2) Pour les pays actuellement en procédure DPE, comme la France, il est prévu une période de transition de 3 ans après la fin de la procédure (2013 pour la France), durant laquelle le critère de dette ne s'appliquera pas, mais où il reviendra à l'État concerné de montrer que ce critère sera respecté dès sa première année d'entrée en vigueur effective.

## Principaux agrégats de finances publiques

(points en PIB)	2012	2013	2014	2015	2016	2017
Capacité de financement des administrations publiques						
au sens de Maastricht	- 4,5	- 3,0	- 2,2	- 1,3	- 0,6	- 0,3
Administrations publiques centrales	- 3,9	- 2,7	- 2,1	- 1,6	- 1,2	- 1,1
Administrations publiques locales	- 0,1	- 0,1	- 0,1	0,0	0,1	0,1
Administrations de sécurité sociale	- 0,5	- 0,2	0,0	0,3	0,6	0,8
Solde structurel	- 3,6	- 1,6	- 1,1	- 0,5	0,0	0,0
Variation du solde structurel	1,2	2,0	0,6	0,6	0,5	0,1
Dette publique au sens de Maastricht (hors impact du soutien financier aux États de la zone euro)	87,4	88,4	87,3	85,4	82,9	80,1
Impact des plans de soutien financier au États de la zone euro	2,5	3,0	3,2	3,1	2,9	2,8
Dette publique au sens de Maastricht	89,9	91,3	90,5	88,5	85,8	82,9
Taux de prélèvements obligatoires (PO)	44,9	46,3	46,5	46,7	46,6	46,3
Part des dépenses publiques dans le PIB	56,3	56,3	55,6	54,9	54,2	53,6
Taux de croissance de la dépense publique en volume, (transferts compris; hors dépenses militaires, recettes de fréquence hertzienne)	0,5%	0,5%	0,7%	0,7%	0,7%	0,8%



## Impact des investissements d'avenir sur

*En application de l'article 8-V de la loi de finances rectificative pour 2010 du 9 mars 2010, le rapport économique social et financier annexé au projet de loi de finances présente « pour les années précédentes, l'année en cours et les années à venir les conséquences sur les finances publiques des investissements financés par les crédits ouverts sur les programmes créés par cette loi de finances rectificative. Ce rapport présente en particulier leurs conséquences sur le montant de dépenses publiques, de recettes publiques, du déficit public et de la dette publique, en précisant les administrations publiques concernées ».*

Pour financer les investissements d'avenir, l'État a versé en 2010 près de 35 Md€ à des organismes classés dans le secteur des administrations publiques (hormis le versement à l'agence nationale pour la gestion des déchets radioactifs – Andra – non classée dans les administrations publiques). Ces décaissements de l'État étaient donc, pour la quasi-totalité, des transferts entre administrations publiques, sans impact global sur le déficit ou la dette au sens de la comptabilité nationale<sup>1</sup>.

L'impact des investissements d'avenir sur le déficit public et la dette publique en comptabilité nationale sera lissé dans le temps au rythme des dépenses effectives de ces opérateurs et fonds vers les bénéficiaires finaux en dehors des administrations publiques.

Grâce aux informations contenues dans chacune des conventions signées entre les opérateurs et les bénéficiaires finaux et aux remontées comptables, un calendrier pluriannuel de décaissement a été construit par le Commissariat général à l'investissement (CGI) : un profil « en bosse » pour les montants décaissés a été retenu, avec une phase de hausse des décaissements jusqu'en 2013 (après 1,5 Md€ en 2011, 3,3 Md€ en 2012 et 4,3 Md€ en 2013) pour atteindre environ 4 Md€ de décaissements en 2014 et 2015, puis une décrue en 2016 (2,7 Md€) et 2017 (1,9 Md€).

Cette prévision de décaissements demeure soumise à de nombreux aléas, liés aux délais de contractualisation entre les opérateurs et les bénéficiaires finaux. Elle permet tout de même d'estimer un impact des investissements d'avenir sur les finances publiques.

**L'impact sur la variation de la dette publique** serait un peu inférieur aux décaissements (1,1 Md€ en 2011 puis 2,7 Md€ en 2012, 3,6 Md€ en 2013, environ 3,2 Md€ en 2014-2015, en moyenne 1,6 Md€ en 2016-2017). En effet, les décaissements des intérêts versés par l'État sur les dotations non consommables sont gagés par des économies équivalentes sous la norme de dépense de l'État.

**L'impact sur le déficit public** serait plus faible que sur la dette publique. En effet, les prêts et prises de participation effectués ne sont pas comptabilisés en dépenses mais en opérations financières. Ainsi, l'impact sur le déficit public serait d'environ 0,2 Md€ en 2011, 1,6 Md€ en 2012, 2,6 Md€ en 2013, 2,3 Md€ en moyenne en 2014-2015, 1,2 Md€ en 2016-2017. En 2012, la création de la banque publique d'investissement, englobant la banque de l'industrie qui devait être capitalisée au sein de l'enveloppe financière des investissements d'avenir, pourra conduire à un ajustement de ces montants.

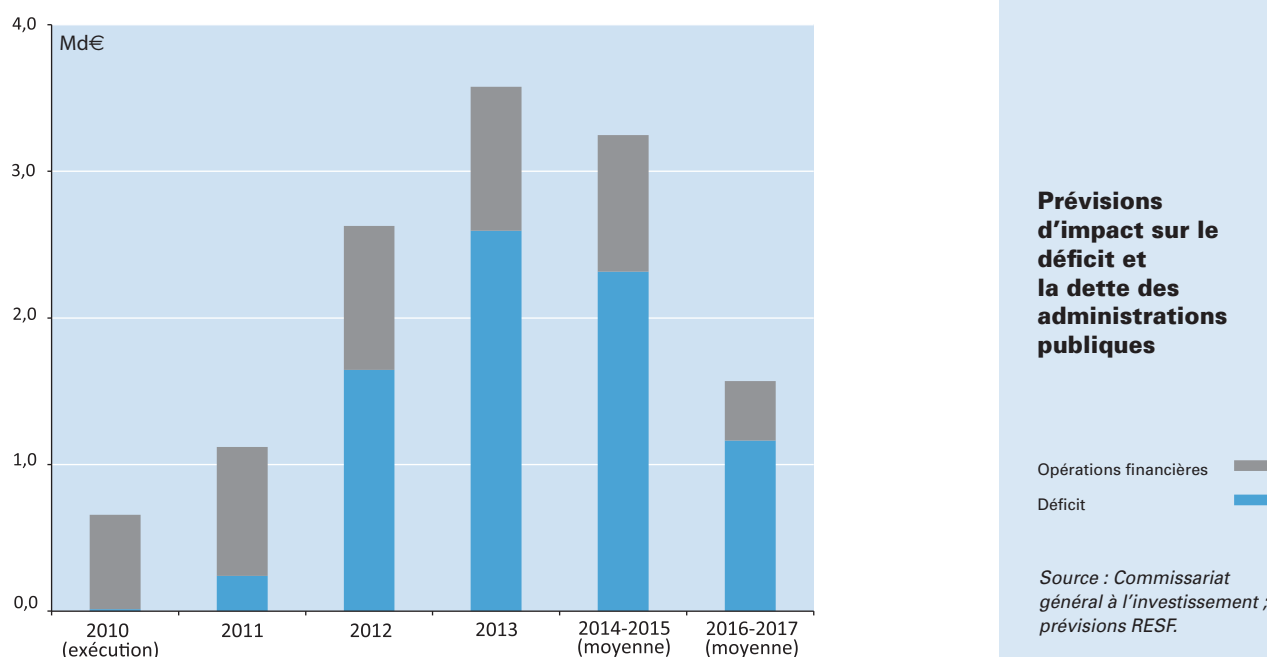
Par prudence, il n'a pas été tenu compte à ce stade d'éventuelles recettes générées par les investissements effectués (intérêts, dividendes, vente de licences, etc.). Concernant la banque publique d'investissement, les estimations reposent sur l'hypothèse de l'étalement de sa capi-

(1) Cf. Fiche sur les investissements d'avenir du RESF 2011.

## les finances publiques

talisation entre 2012 et 2015.

Les investissements d'avenir sont guidés par un souci de qualité du processus de sélection, destiné à identifier les projets d'excellence dans les différents domaines d'intervention du programme. Ils s'inscrivent dans une logique de moyen terme, de sécurisation des financements dévolus à des programmes de recherche et d'innovation ainsi qu'à des projets de développement industriel, afin de leur donner la visibilité nécessaire pour qu'ils soient menés à bien. Le Commissariat général à l'investissement est responsable de la gestion des appels à projet et du processus de sélection des lauréats.



### Notes :

- L'impact sur la dette publique correspond à la somme de l'impact sur le déficit et des opérations financières
- Les intérêts des dotations non consommables versés par l'État aux ODAC, d'un montant de 0,4 Md€ en 2011, 0,6 Md€ en 2012, 0,7 Md€ en 2013 sont considérés gagés par des économies équivalentes sous la norme de dépenses de l'État. Le décaissement de ces intérêts n'a donc pas d'impact sur le déficit de l'ensemble des administrations publiques.
- Les estimations prennent en compte le plan Campus préexistant aux investissements d'avenir, mais ne tiennent pas compte de la taxe exceptionnelle sur les bonus affectée à Oséo en 2010.

### Prévisions d'impact sur le déficit et la dette des administrations publiques

Source : Commissariat général à l'investissement ; prévisions RESF.

## Recommandations adressées à la France

La surveillance multilatérale des politiques économiques en Europe a été renforcée au cours des dernières années, notamment grâce à la mise en place du semestre européen (1<sup>ère</sup> partie de l'année), adopté lors du Conseil européen du 17 juin 2010.

Le « semestre européen » introduit un nouveau calendrier : désormais, les États membres transmettent à la Commission européenne et aux autres États membres leurs programmes nationaux de réformes et leurs programmes de stabilité, qui retracent respectivement leurs engagements en matière de réformes structurelles et de trajectoire budgétaire, au printemps. En 2012, la nouvelle procédure des déséquilibres macroéconomiques (*cf. encadré*), introduite par le paquet législatif de novembre 2011 (« six-pack »), a été intégrée au semestre européen. Les recommandations adressées en juillet 2012 aux États membres par le Conseil de l'UE, qui a clos l'exercice du semestre européen, comprennent deux volets :

- **un volet « finances publiques »**, sur la base du Pacte de Stabilité et de Croissance, qui comprend un avis formel du Conseil sur les programmes de stabilité et de convergence transmis par les États membres en avril (ces documents présentent leur trajectoire de finances publiques) ;
- **un volet « réformes structurelles »**, qui comprend une recommandation sur les programmes nationaux de réforme (PNR) transmis par les États membres en avril (ces documents présentent les réformes structurelles des États).

Les recommandations adressées dans le cadre du volet préventif de la procédure des déséquilibres macroéconomiques **ont été intégrées dans les recommandations du semestre européen**.

La seconde partie de l'année est consacrée au « semestre national » correspondant à la mise en œuvre des recommandations formulées à l'issue du semestre européen dans les travaux d'élaboration des politiques budgétaires et structurelles des États membres.

### Encadré 1 – La procédure des déséquilibres macroéconomiques

Le mécanisme de surveillance des déséquilibres macroéconomiques a pour objectif d'appréhender précocement les déséquilibres susceptibles d'émerger dans tous les secteurs de l'économie.

Il prend appui sur deux des six textes du paquet sur le renforcement de la gouvernance économique de l'UE (« 6-pack »), et comporte une phase d'analyse et une phase prescriptive :

- La phase d'analyse vise à détecter des déséquilibres macroéconomiques par la mise en place d'un **mécanisme d'alerte**, fondé sur la mise à jour annuelle d'un **tableau de bord d'indicateurs** signalant le franchissement de seuils de référence, accompagné d'un **commentaire économique** de la situation préparé par la Commission. Le **tableau de bord** se compose actuellement de huit indicateurs principaux destinés à appréhender les **déséquilibres externes** (balance courante, position extérieure nette, coût unitaire nominal du travail, taux de change effectif réel, parts de marché à l'exportation) et internes (dette privée, flux de crédit au secteur privé, prix de l'immobilier), auxquels s'ajoutent le taux de chômage et la dette publique. Des seuils d'alerte servent à identifier les pays divergents.

## par le Conseil de l'Union européenne

Sur cette base, la Commission détermine les États membres devant faire l'objet d'une **revue approfondie** (*in-depth review*). Cette phase d'examen approfondi peut aussi être déclenchée en cas de développement non anticipé, par exemple dans le cas où des risques macro-prudentiels sont identifiés dans un pays par le Comité européen du risque systémique.

- La phase prescriptive s'appuie sur les conclusions que la Commission tire de son enquête approfondie, en proposant au Conseil (i) soit la fin de la procédure si l'analyse révèle des résultats satisfaisants ; (ii) soit l'adoption d'une recommandation à l'égard de l'État membre concerné : celle-ci peut être soit « **préventive** » en cas d'identification d'un déséquilibre non excessif (recommandations non assorties de sanctions financières) ; soit « **corrective** » lorsqu'un déséquilibre excessif est déjà matérialisé – l'État membre concerné doit alors proposer un plan de réformes, dont l'exécution fait l'objet d'un suivi par la Commission et le Conseil. Pour les États de la zone euro, cette procédure corrective peut aboutir à des sanctions financières en cas de non mise en œuvre des réformes du plan (dépôt rémunéré de 0,1 % du PIB en cas de premier constat par le Conseil, à la majorité qualifiée inversée, d'une mise en œuvre insuffisante, transformé en amende en cas de constat répété).

### ■ Élaboration des programmes et des recommandations

En France, les projets de programme de stabilité et de programme national de réforme (PNR) ont été transmis par le précédent gouvernement au Parlement mi-avril, avant transmission de leur version définitive à la Commission à la fin du mois d'avril.

Parallèlement, dans le cadre de la procédure des déséquilibres macroéconomiques la Commission a publié le 14 février 2012 son rapport sur le mécanisme d'alerte, qui a placé la France, comme 11 autres États membres de l'UE, en analyse approfondie. L'analyse approfondie menée par la Commission, publiée le 30 mai 2012, a conclu que des déséquilibres macroéconomiques existaient dans ces 12 États ; ce qui a conduit au déclenchement du volet préventif de la procédure.

Le 6 juillet 2012, le Conseil des ministres de l'UE a adopté, sur proposition de la Commission et après approbation par le Conseil européen des chefs d'État des 28 et 29 juin 2012, les recommandations comprenant une évaluation des Programmes nationaux de réforme (PNR) et l'avis formel sur le programme de stabilité, qui avaient été présentés par le précédent gouvernement.

La recommandation adressée à la France par le Conseil comporte cinq points :

- 1) *renforcer et mettre en œuvre la stratégie budgétaire, étayée par des mesures suffisamment bien précisées, notamment du côté des dépenses, pour l'année 2012 et au-delà afin de garantir que le déficit excessif sera corrigé d'ici 2013 et que l'effort d'ajustement structurel défini dans les recommandations formulées par le Conseil dans le cadre de la procédure*



*concernant les déficits excessifs sera mené à bien; par la suite, assurer un effort d'ajustement structurel approprié pour progresser de manière satisfaisante par rapport à l'OMT, notamment en ce qui concerne le respect du critère des dépenses, et à garantir des avancées suffisantes en vue du respect du critère de réduction de la dette; poursuivre l'examen de la viabilité et de l'adéquation du système de retraite et prendre des mesures supplémentaires si nécessaire;*

- 2) introduire de nouvelles réformes pour lutter contre la segmentation du marché du travail en revoyant certains aspects de la législation en matière de protection de l'emploi, en concertation avec les partenaires sociaux dans le respect des pratiques nationales, notamment en ce qui concerne les licenciements; continuer de veiller à ce que toute évolution du salaire minimum soutienne la création d'emplois et la compétitivité; prendre des mesures en vue d'augmenter la participation des adultes à l'apprentissage tout au long de la vie;*
- 3) adopter des mesures concernant le marché du travail afin que les travailleurs plus âgés restent plus longtemps en activité; améliorer l'employabilité des jeunes, en particulier ceux qui sont les plus exposés au risque de chômage, en prévoyant par exemple des programmes d'apprentissage plus nombreux et de meilleure qualité qui répondent effectivement à leurs besoins; intensifier les politiques actives de l'emploi et faire en sorte que les services publics de l'emploi offrent un accompagnement individualisé plus performant;*
- 4) prendre de nouvelles mesures en vue d'introduire un système fiscal plus simple et plus équilibré qui déplacerait la pression fiscale du travail vers d'autres formes de fiscalité pesant moins sur la croissance et la compétitivité extérieure, notamment les taxes vertes et les taxes sur la consommation; poursuivre les efforts en vue de réduire et de rationaliser les dépenses fiscales (en particulier celles encourageant le recours à l'endettement); examiner si les taux réduits de TVA appliqués actuellement favorisent la croissance et la création d'emplois;*
- 5) poursuivre les efforts pour supprimer les restrictions injustifiées dans les professions et secteurs réglementés, en particulier dans le secteur des services et du commerce de détail; prendre de nouvelles mesures pour libéraliser les industries de réseau, notamment sur le marché de gros de l'électricité, pour développer les capacités d'interconnexion dans le domaine de l'énergie et pour faciliter l'arrivée de nouveaux opérateurs dans les secteurs du transport ferroviaire de marchandises et du transport international de voyageurs.*

### ■ Suivi de la recommandation adressée à la France

La volonté du Gouvernement de promouvoir une croissance plus forte, plus équilibrée et plus solidaire, et la stratégie de consolidation budgétaire détaillée dans le rapport annexé à la loi de programmation des finances publiques apportent des réponses à ces recommandations.

Le Gouvernement a ainsi confirmé sa détermination quant à l'objectif de 3 % de déficit public en 2013, avec des mesures prises dès juillet dans la 2<sup>e</sup> loi de finances rectificative 2012 pour assurer la réduction du déficit à 4,5 % en 2012. Les projets de loi de finances et de financement

de la sécurité sociale pour 2013 complètent ces mesures de redressement via des efforts en recettes (20 Md€) et des réductions fortes sur les dépenses de l'État et de santé. L'ajustement structurel atteindra ainsi environ 5 points de PIB potentiel entre 2010 et 2013.

Au-delà, le gouvernement, via le projet de loi de programmation des finances publiques, s'engage sur le retour à l'équilibre structurel des finances publiques avec une trajectoire conforme aux règles du pacte de stabilité (réduction du déficit structurel, effort en dépenses nettes des mesures nouvelles en recettes, règle de dette pour les États présentant un endettement supérieur à 60 % du PIB) et avec des efforts équilibrés entre recettes et dépenses sur l'ensemble de la période 2012-2017. La gouvernance associée à cet objectif sera nettement renforcée avec le projet de loi organique relatif sur la programmation et la gouvernance des finances publiques. Parallèlement aux mesures destinées à assurer la soutenabilité de nos finances publiques, un processus de réformes a été initié par le gouvernement pour renforcer le potentiel de croissance et d'emploi de l'économie française.

Sur le volet emploi, la méthode du gouvernement repose d'abord sur le dialogue social et la concertation. Dans le cadre de la conférence sociale qui s'est tenue le 10 juillet 2012, le gouvernement a décidé la mise en œuvre, avec les partenaires sociaux, de mesures en faveur de l'emploi et d'une meilleure efficacité du marché du travail :

- la création de 150 000 emplois d'avenir pour faciliter l'insertion des jeunes dans l'emploi et l'amélioration du dispositif de chômage partiel (examen prévu par le Parlement à l'automne) ;
- le contrat de génération, pour accroître durablement, via des diminutions du coût du travail, le taux d'emploi des jeunes et des seniors (loi prévue pour début 2013) ;
- la sécurisation des parcours professionnels : faciliter les transitions professionnelles tout en donnant davantage de souplesse aux entreprises et en luttant contre la segmentation du marché du travail – document d'orientation du Gouvernement transmis aux partenaires sociaux le 7 septembre 2012, pour une négociation au quatrième trimestre 2012, et une loi prévue au premier trimestre 2013 ;

Les règles de revalorisations du SMIC feront également l'objet d'un nouvel examen d'ici la fin 2012 afin de garantir aux salariés dont les rémunérations sont les plus faibles leur pouvoir d'achat et une participation au développement économique de la Nation.

Plus généralement, la France engage un programme de réformes destinées à augmenter le potentiel de croissance de l'économie et à restaurer sa compétitivité :

- Le Premier ministre a confié à Louis Gallois une mission sur la compétitivité des entreprises avec pour objectif de préparer la mise en œuvre d'actions concrètes d'ici la fin de l'année 2012.
- Le Gouvernement a engagé une réflexion sur le financement de la protection sociale, y compris une possible évolution de la fiscalité dans un sens plus favorable à la croissance et à la compétitivité.
- Le Gouvernement entend également soutenir la compétitivité des entreprises par une amélioration de l'accès au crédit avec la création de la Banque publique d'investissement, la

réforme bancaire et la réforme de l'épargne réglementée. La Banque Publique d'Investissement aura trois missions principales. Elle palliera les défaillances de marché qui handicapent le financement des entreprises, en particulier des PME. Au service du redressement productif, elle investira dans le développement de secteurs stratégiques d'avenir, comme la conversion écologique et énergétique de l'industrie et l'économie sociale et solidaire. Enfin elle constituera un levier d'intervention puissant pour le développement des territoires, en lien avec les Régions.

- La réforme fiscale figurant dans le projet de loi de finances pour le 2013 vise en outre à rééquilibrer l'imposition des entreprises, avec une évolution de l'impôt sur les bénéfices dans un sens plus favorable à l'innovation et aux entreprises qui investissent et aux PME.
- Le gouvernement conduit une politique volontariste de soutien à l'offre de logements pour tous, ce qui passe par la mobilisation du foncier disponible – privé et public –, par des incitations à la construction de logements notamment social, et à favoriser la fluidité et la rotation sur le marché de l'ancien et locatif, à travers le projet de loi relatif à la mobilisation du foncier public en faveur du logement et au renforcement des obligations de production de logement social et le projet de loi de finances pour 2013.
- La réduction des inégalités est à la fois une question de justice et un impératif économique, car une croissance qui se ferait au détriment des plus démunis ne ferait qu'alimenter les déséquilibres et les crises sociales et financières futures. Le rétablissement de la progressivité de l'imposition des personnes prévu par le projet de loi de finances pour 2013, la lutte contre les rémunérations indécentes, les politiques d'emploi et de pouvoir d'achat, la grande conférence sur la pauvreté, s'inscrivent dans cette démarche.





# L'inflation immobilière et ses conséquences pour l'économie française

Les fortes hausses des prix des logements anciens et des loyers depuis quinze ans traduisent essentiellement le dynamisme de la demande dans un contexte de rigidité de l'offre. Les conséquences économiques et sociales de cette inflation immobilière sont complexes. L'inflation immobilière s'est d'abord accompagnée, jusqu'à la crise financière de 2008/2009, d'un certain dynamisme de l'activité de construction qui a contribué à la croissance. Mais elle a en parallèle eu pour effet de creuser sensiblement les inégalités entre générations et catégories sociales et favorisé l'étalement urbain, source d'inefficiences économique et environnementale. Les hausses de prix ont aussi conduit à dégrader la compétitivité de l'économie en favorisant une appréciation du taux de change réel de la France, en particulier vis-à-vis de l'Allemagne.

Une remise en perspective de l'évolution des prix immobiliers, incluant également des comparaisons internationales, apparaît nécessaire au regard de ces enjeux (1). Des éléments d'explication du dynamisme des prix immobiliers qu'a connu la France ces dernières années, du fait d'un fort déséquilibre entre l'offre contrainte et la demande dynamique, seront ensuite proposés (2). Les conséquences de la forte hausse des prix du logement sur les ménages, sur les entreprises et leur compétitivité mais également sur la collectivité dans son ensemble seront enfin présentées (3).

## I. L'inflation immobilière est particulièrement élevée en France depuis quinze ans

L'immobilier français a connu sur les 15 dernières années une forte inflation<sup>1</sup>. Si cette situation ne fait pas exception parmi les pays développés, la comparaison internationale des évolutions des prix des logements conduit à évoquer les spécificités du marché français pour dégager des facteurs explicatifs et des éléments de réponse en termes de politique publique.

### 1. Des prix en forte augmentation depuis plus de 15 ans

De la fin des années 1990 jusqu'au début 2008, soit avant le déclenchement de la crise financière, les prix des logements anciens à l'achat ont progressé sur l'ensemble du territoire, et de façon ininterrompue. Ils ont plus que doublé sur cette période et ont atteint, par moments, des progressions annuelles très élevées, plus de 15 % courant 2005 par exemple. La crise financière de 2008 a mis fin temporairement à cette hausse, entraînant un recul des prix de l'ancien (allant jusqu'à - 9,0 % sur un an en juillet 2009). Les prix sont ensuite repartis à la hausse, dépassant le précédent pic en niveau enregistré mi-2008, avant de reculer à nouveau depuis la fin 2011 (*cf. graphique 1*).

La progression des loyers des résidences principales sur l'ensemble du territoire a été moins rapide que celle des prix des logements anciens, en raison notamment des dispositifs réglementaires enca-

(1) Dans cette partie, tous les raisonnements sont menés sur des indicateurs englobant toute la France alors qu'il existe de fortes disparités géographiques qui peuvent conduire à considérer le marché immobilier comme un ensemble de marchés très étanches et disparates plutôt que comme un seul marché.

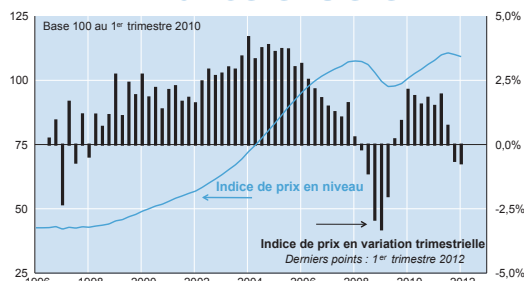
drant les loyers<sup>3</sup>, mais s'est avérée plus régulière. Les années 2002-2005 ont ainsi été caractérisées par une forte accélération

du prix des loyers, pouvant aller jusqu'à 3,6 % en rythme annuel (contre une moyenne de long terme d'environ 2,5 %).

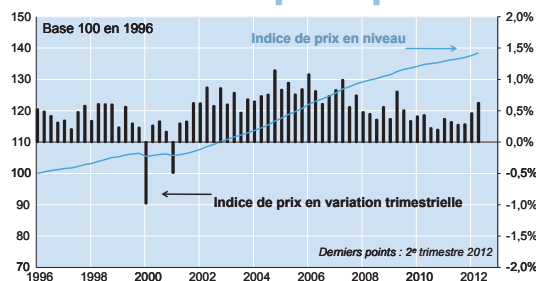
**Graphique 1**  
**Prix des logements anciens et des loyers des résidences principales<sup>2</sup>**

Source : Notaires-Insee.

### Prix des logements anciens France entière



### Prix des loyers des résidences principales



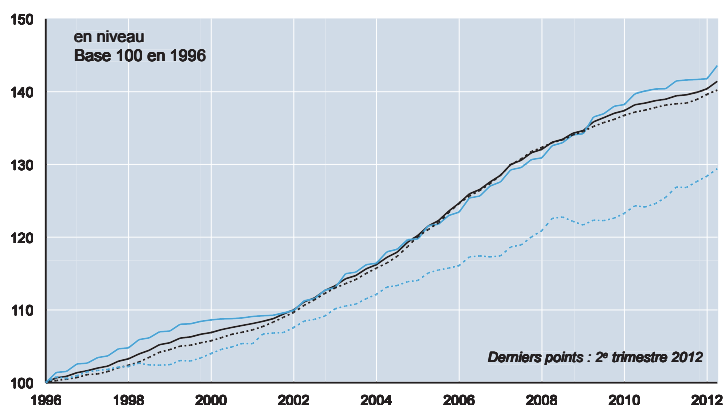
La progression des loyers a par la suite ralenti au même titre que l'activité immobilière et économique. Cette progression des loyers est commune au logement privé et au logement social (cf. graphique 2) : entre 2002 et 2010, les loyers du secteur

libre et des logements sociaux ont progressé à des rythmes comparables et supérieurs à l'inflation (progression des loyers d'environ + 2,9 % sur la période contre l'inflation totale de l'ordre de + 1,7 %).

**Graphique 2**  
**Évolution des loyers par secteur**

Indice global —  
Secteur HLM —  
Secteur libre - -  
Indice des prix à la consommation - - -

Source : Notaires-Insee.



## 2. Si la plupart des pays ont connu une forte inflation immobilière au début des années 2000, les dynamiques des prix immobiliers depuis 2009 apparaissent contrastées

Dans la majorité des pays développés, à l'exception de l'Allemagne, les prix de

l'immobilier ont fortement augmenté à partir du début des années 2000 pour atteindre des pics en 2007/2008 en amont de la crise financière. Sur cette période, les prix ont plus que doublé en Espagne, en France et au Royaume-Uni. Aux États-Unis et aux Pays-Bas, les prix ont également nettement progressé. L'Allemagne se sin-

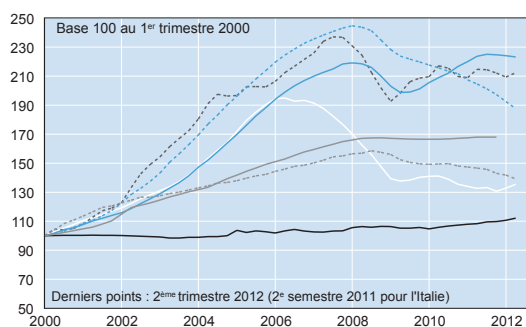
(2) Le recul constaté de l'indice des prix des loyers aux premiers trimestres de 2000 et de 2001 s'explique par la suppression en deux temps du droit de bail, intégré aux charges prises également en compte dans l'indice des prix à la consommation.

(3) L'évolution des loyers est encadrée au cours du bail et en cas de renouvellement de bail. Depuis le 1<sup>er</sup> août 2012, elle l'est également dans les agglomérations les plus tendues en cas de relocation.

gularise par une atonie des prix immobiliers depuis le début des années 2000.

Certains pays ont ensuite connu un ajustement important. Le marché immobilier s'est en effet retourné aux États-Unis dès 2007 en lien avec la crise des *sub-primes* puis courant 2008 en France, en Espagne, au Royaume-Uni et aux Pays-Bas. L'ampleur de ces retournements présente toutefois des disparités entre les pays (cf. graphique 3).

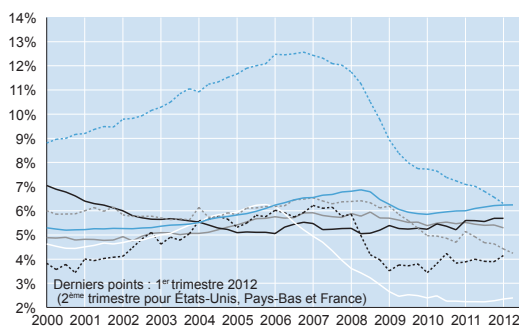
### Prix de l'immobilier



Dans la plupart des pays où les prix avaient nettement augmenté, l'investissement résidentiel a été dynamique au début des années 2000. À partir de 2006/2007, la part de l'investissement résidentiel dans le PIB a entamé un recul dans ces pays, notamment en Espagne (passant d'un peu plus de 12 % du PIB à près de 6 %), aux États-Unis (de 6 % à 2 %) et dans une moindre mesure au Royaume-Uni et aux Pays-Bas (de 6 % à 4 %). En France, il a légèrement reculé, passant de 6,7 % en 2007 à 6,2 % début 2012. Sur la période récente, cet ajustement se poursuit en Espagne mais semble s'arrêter, voire s'inverser, aux États-Unis et au Royaume-Uni. L'Allemagne reste atypique, affichant une accélération de l'investissement résidentiel, soutenu par des conditions de financement (notamment des taux d'intérêt très bas) particulièrement favorables.

Depuis 2009, les dynamiques des prix immobiliers sont contrastées. En France, les prix ont recommencé à progresser, comme au Royaume-Uni où ils sont globalement stables depuis environ deux ans. Aux États-Unis, le repli s'est poursuivi sans interruption jusqu'au début de l'année 2012 : les prix se sont stabilisés mais à un niveau nettement inférieur à leur pic de 2007. En Espagne, où la hausse avait été très importante, et, dans une moindre mesure aux Pays-Bas, la baisse des prix est toujours à l'œuvre.

### Part de l'investissement résidentiel dans le PIB



**Graphique 3**  
**Comparaison internationale des prix de l'immobilier et de l'investissement résidentiel**

États-Unis —  
Royaume-Uni —  
Espagne —  
France —  
Pays-Bas —  
Italie —  
Allemagne —

Sources :  
Graphique de gauche : Insee, BCE, Banque d'Espagne, Banque d'Italie, BRI, VDP, CoreLogic, Nationwide.  
Graphique de droite : Instituts statistiques nationaux, Eurostat.

## II – L'inflation immobilière en France s'explique par un fort déséquilibre entre une demande dynamique et une offre contrainte, avec de grandes disparités locales

L'inflation immobilière observée depuis quinze ans traduit essentiellement le dynamisme de la demande. Ce dynamisme résulte notamment de facteurs sociodémographiques mais également de facteurs économiques, comme des conditions de crédit favorables qui ont augmenté la capacité d'achat des ménages, permettant en particulier à certains ménages modestes d'accéder au marché immobilier. Les politiques économiques conduites ont probablement aussi contribué à soutenir l'inflation immobilière lorsqu'elles ont ciblé la demande sans desserrer par ailleurs les contraintes pesant sur



l'offre. Ces différents facteurs se sont traduits par des hausses de prix hétérogènes, les réalités locales (politique d'urbanisme, facteurs démographiques...) n'étant pas les mêmes partout en France.

ments. Or la France se caractérise par un dynamisme démographique qui repose principalement sur des naissances nombreuses et un nombre de décès relativement faible (*cf. graphique 4*) et par des flux migratoires positifs.

## 1. La demande de logement a augmenté du fait de phénomènes socio-démographiques

L'augmentation de la population s'accompagne de nouveaux besoins de loge-

Graphique 4

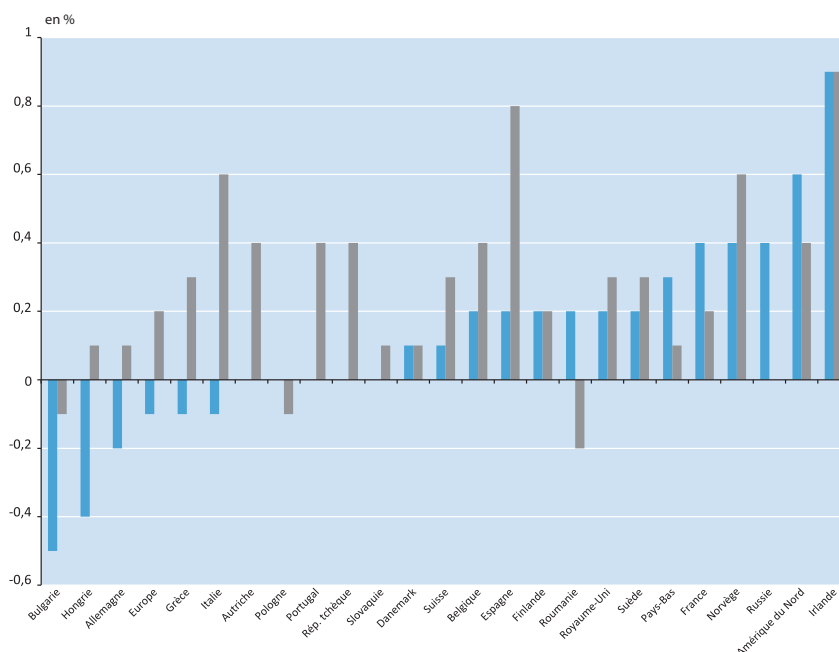
**Comparaison internationale des taux d'accroissement annuel dus au solde naturel et au solde migratoire**

Taux d'accroissement annuel moyen (2005-2010) dû au solde naturel

Taux d'accroissement annuel moyen (2005-2010) dû au solde migratoire

Source : ONU.

Note de lecture : le solde naturel est la différence entre le nombre de naissances et le nombre de décès enregistrés au cours d'une période. Il est ici rapporté à la population totale, comme l'est le solde migratoire.



La demande de logement a ainsi été tirée par l'augmentation de la population mais également par la baisse de la taille moyenne des ménages<sup>4</sup> : alors qu'en 1975, un ménage comptait en moyenne 2,9 personnes, il n'en comptait plus que 2,3 en 2009. Cette tendance trouve son origine dans des phénomènes sociologiques tels que la décohabita-

tion des générations, les mises en couple plus tardives ou encore le caractère plus fragile des unions.

Au final, le nombre de ménages, composante essentielle de la demande de logement, a fortement augmenté (*cf. tableau 1*).

Tableau 1

**Évolution du nombre de ménages (France métropolitaine)**

Source : Insee.

	1975	1982	1990	1999	2005	2009
Nombre de ménages (milliers)	17745	19589	21542	23776	25689	27159
	<b>1975-1982</b>	<b>1982-1990</b>	<b>1990-1999</b>	<b>1999-2005</b>	<b>2005-2009</b>	<b>1975-2009</b>
Évolution annuelle moyenne	1,42 %	1,20 %	1,10 %	1,30 %	1,40 %	1,26 %

## 2. Des conditions de crédit favorables ont alimenté la hausse de la demande

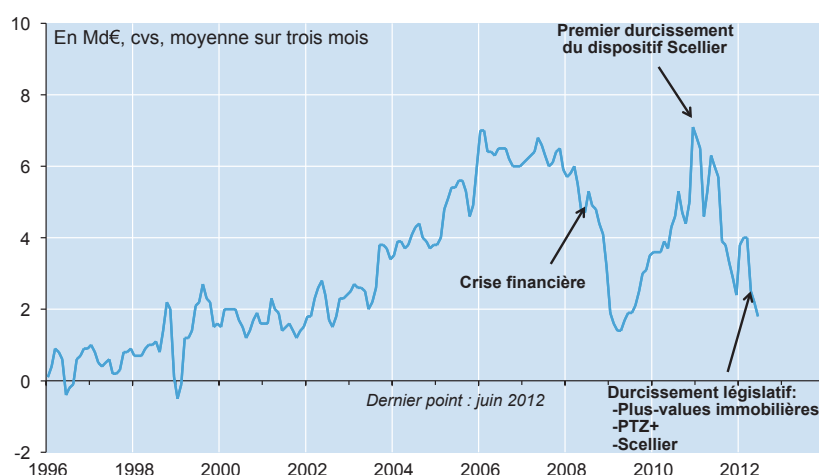
La demande de logement a bénéficié de conditions de financement favorables, illus-

trées par le dynamisme du crédit (*cf. graphique 5*). Les acquéreurs de logement ont notamment pu bénéficier de taux d'intérêt bas et de l'accroissement de la maturité des prêts immobiliers qui leur ont permis d'emprunter des sommes plus importantes pour

(4) Cette notion désigne l'ensemble des occupants d'un même logement.

un même montant de remboursement mensuel. Ils ont donc pu acheter des biens plus chers et pour certains devenir pour la première fois propriétaires. La capacité des ménages à acheter un logement, mesurée par la valeur d'un bien qu'un ménage peut acquérir (*cf. encadré n°1*), a augmenté de

près de 50 % entre 2003 et 2011, dont un peu moins de la moitié résulte de l'amélioration des conditions de financement tandis que l'autre part résulte d'un effort plus important des ménages et/ou d'une augmentation des risques pris.



**Graphique 5**  
**Évolution des flux de crédit à l'habitat**

Source : Banque de France.

### **Encadré n°1 – Depuis dix ans la capacité d'achat des ménages a nettement augmenté**

La capacité d'achat des ménages mesure la valeur d'un bien qu'un ménage peut acquérir : elle dépend principalement du taux d'apport initial en capital, du revenu, du taux d'effort financier (poids de la mensualité dans le revenu) et des conditions d'emprunt, c'est-à-dire essentiellement<sup>5</sup> le taux d'intérêt et la durée initiale du prêt bancaire.

Entre 2003 et 2011, la capacité d'achat des ménages a augmenté de 50 % (*cf. Tableau 2 et Graphique 6*). Cette augmentation est due à différents facteurs, parmi lesquels il est possible de distinguer ceux qui s'accompagnent ou non d'une augmentation du risque des crédits immobiliers :

- la croissance du revenu et l'augmentation du taux d'apport constituent des facteurs non risqués en ce qu'ils permettent aux ménages d'acquérir des biens d'une valeur supérieure sans augmenter le risque ; ces facteurs ont contribué à hauteur de 19 points à l'augmentation de la capacité d'achat ;
- l'accroissement du taux d'effort des ménages peut se révéler problématique en cas de choc adverse sur leurs revenus, il constitue donc un facteur risqué ; celui-ci a contribué à hauteur de 10 points ;
- enfin, l'effet de l'allongement de la maturité peut être décomposé en une partie risquée et une partie non risquée. En effet, pour un revenu donné, la fixation du taux d'intérêt et du taux d'effort détermine le montant emprunté et la maturité du prêt. Ainsi, à revenu et taux d'effort donnés, une baisse des taux d'intérêt telle que celle observée entre 2003 et 2011 permet d'emprunter plus sur une maturité plus longue (contribution

(5) La nature des prêts, à taux fixe ou variable, peut affecter également les conditions d'emprunt ; toutefois, les prêts restent en France à plus de 90 % à taux fixes. Entre 2005 et 2007, la part des prêts à taux variables s'était renforcée, mais elle s'est réduite par la suite.

de 5 points). A l'opposé, la part de l'allongement de la maturité qui ne s'explique pas par l'évolution des taux d'intérêt correspond à une augmentation du risque (contribution de 15 points).

Tableau 2

### Décomposition de l'évolution de la capacité d'achat entre facteurs risqués et non-risqués

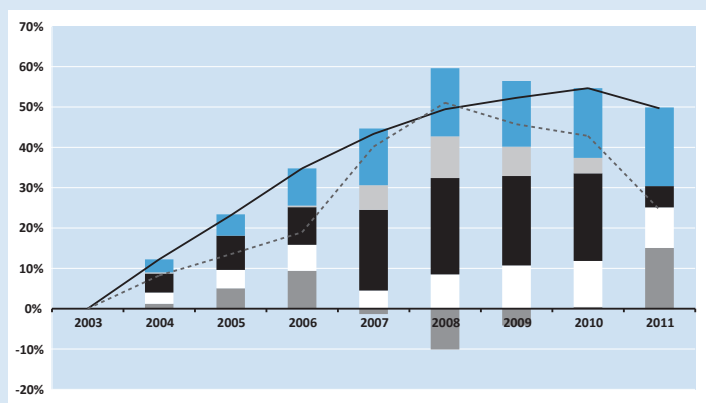
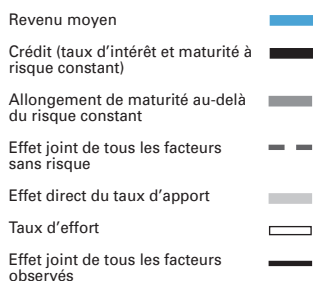
Sources : Autorité de Contrôle Prudentiel, Banque de France, Insee.

	Emprunteur moyen	
	Effet (pts)	Poids (%)
Évolution de la capacité d'achat	50	50
<b>Facteurs sans risques ou atténuant le risque</b>	<b>25</b>	<b>49</b>
Revenus	19	39
Taux d'apport	0	0
Taux d'intérêt et allongement sans risque de la maturité	5	11
<b>Facteurs ayant un effet ambigu ou aggravant sur le risque</b>	<b>25</b>	<b>51</b>
Taux d'effort financier	10	20
Allongement excessif de maturité	15	30

Les facteurs risqués ont joué un rôle significatif à l'accroissement de la capacité d'achat entre 2003 et 2006 (voir graphique 6 pour l'évolution de la contribution cumulée de ces différents facteurs depuis 2003). Par la suite, la baisse des taux a nettement soutenu l'augmentation de la capacité d'achat entre 2007 et 2008 tout en permettant une réduction de la contribution des facteurs risqués. Ainsi, l'évolution de l'ensemble des facteurs sans risque avait contribué à une augmentation de la capacité d'achat de 50 % entre 2003 et 2008, l'évolution des facteurs risqués se compensant. Depuis 2009, la capacité d'achat est restée pratiquement stable mais au prix d'une contribution importante des facteurs risqués (allongement des maturités au-delà de ce qu'aurait permis l'évolution des taux d'intérêt, augmentation du taux d'effort des emprunteurs).

Graphique 6

### Évolution de la capacité d'achat



Sources : Autorité de Contrôle Prudentiel, Banque de France, Insee.

Lecture : en 2011, l'allongement de la maturité au-delà du risque constant contribue à hauteur de 15 % à la hausse de la capacité d'achat sur la période 2003-2011, qui a crû de 50 %. Les 35 % restants sont répartis entre les autres facteurs.

## 3. Les politiques de soutien à la demande de biens immobiliers ont contribué à accroître les tensions sur le marché immobilier

L'efficacité d'une aide à l'achat de logement (déductions d'impôt, prêt à taux zéro...) est conditionnée aux disponibilités de logements et aux possibilités de construc-

tion à brève échéance. En présence de rigidités sur l'offre, une plus grande solvabilité de la demande a avant tout un effet inflationniste.

La France se caractérise par une forte rigidité de son offre de logement<sup>6</sup> ce qui peut expliquer les difficultés des politiques de soutien à la demande mises en place depuis 20 ans à résoudre la question du mal loge-

(6) Cette rigidité est mesurée par l'élasticité prix de l'offre, qui est très faible en France, tant en termes absolus que relativement aux pays d'Amérique du Nord et d'Europe du Nord, ainsi que l'ont montré Caldera Sánchez et Johansson (*"The Price Responsiveness of Housing Supply in OECD Countries"*, OECD Economics Department Working Papers, N° 837, 2011).

ment et à augmenter significativement le nombre de logements disponibles :

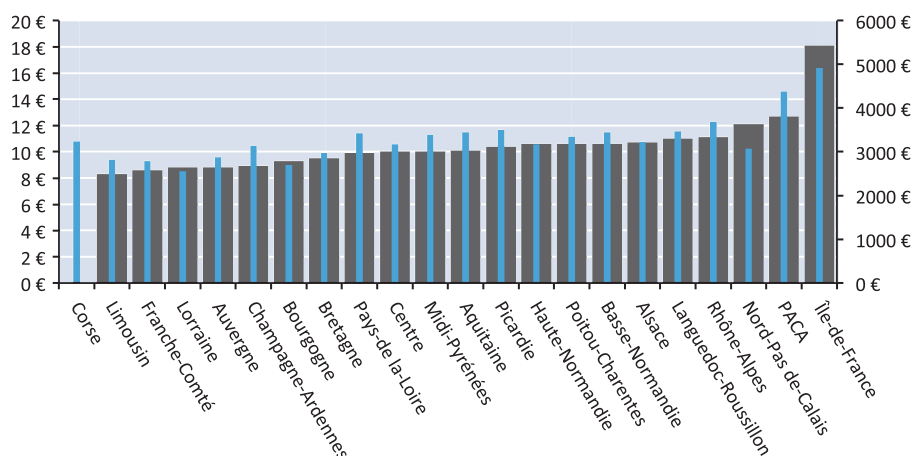
- le dispositif de crédit d'impôt relatif aux intérêts d'emprunt supprimé en 2011<sup>7</sup>, a induit des effets d'aubaine pour les ménages déjà solvables et des effets inflationnistes ;

- les prêts à taux zéro permettent de solvabiliser une demande exclue de l'accès au crédit, mais ils engendrent également des effets inflationnistes d'autant plus importants que la population qui en bénéficie est large. Ils présentent, comme tout dispositif de soutien à la demande, un risque d'effet d'aubaine lié à la difficulté de cibler précisément les ménages en ayant besoin<sup>8</sup> ;

- les incitations fiscales à l'investissement locatif, en vigueur depuis 1984, ont également été caractérisées par la présence d'effets d'aubaine (logements qui auraient été construits même en l'absence du dispositif) et par le fait qu'à défaut d'avoir été accompagnées de véritables mesures visant à mobiliser le foncier, elles ont contribué à l'inflation immobilière.

#### 4. Des caractéristiques locales expliquent les tensions immobilières que connaissent certaines zones

L'observation de la situation au niveau de la France masque des réalités locales très différentes avec des prix et des loyers par régions qui peuvent varier du simple au double. Ainsi, alors que le loyer moyen en Ile de France – zone la plus tendue – est supérieur à 18 €/m<sup>2</sup>, il est inférieur à 9 €/m<sup>2</sup> dans la Champagne-Ardenne ou en Lorraine, Franche-Comté, Limousin et Auvergne. En outre, ces différences tendent à se renforcer : trois régions ayant un loyer supérieur à 12 €/m<sup>2</sup> connaissent des hausses de prix, tandis que dans trois des quatre régions ayant un loyer inférieur à 9 €/m<sup>2</sup>, il est en diminution. Ceci s'explique en particulier par la faible croissance de la construction de logements depuis 10 ans dans les zones les plus tendues<sup>9</sup>.



**Graphique 7**  
**Comparaison régionale des loyers et des prix d'achat des logements**

Loyer moyen (€/m<sup>2</sup>) éch. gauche —■—  
Prix moyen du neuf (€/m<sup>2</sup>) éch. droite —■—

Sources : Clameur (niveau des loyers de marché début 2012), Notaires de France (prix au premier trimestre 2012).

(7) Pouvaient ainsi faire l'objet d'un crédit d'impôt, 40 % des intérêts de la première annuité versés au titre d'un emprunt pour l'acquisition de sa résidence principale et 20 % des intérêts des quatre annuités suivantes.

(8) Selon Gobillon et Le Blanc (« Quelques effets économiques du prêt à taux zéro », Economie et Statistique, n° 381-382, 2005), si le dispositif du PTZ (avant son extension à l'ancien) a eu un effet déclencheur sur l'accession à la propriété il induit également des effets d'aubaines importants, puisque 85 % des bénéficiaires auraient tout de même choisi de devenir propriétaires en l'absence du prêt à taux zéro.

(9) Sur la période 1999-2009, le taux de croissance annuel moyen du nombre de logements a été de 0,6 % en Ile de France, de 0,9 % dans le Nord-Pas-de-Calais et de 1,2 % en région PACA contre des hausses supérieures à 1,5 % en Aquitaine, Midi-Pyrénées ou en Corse.

Les déséquilibres qui s'observent ainsi dans les zones les plus tendues se caractérisent par une demande très dynamique conjuguée à une offre rigide :

- les disparités locales en matière de demande de logement sont à mettre en relation avec des évolutions sociodémographiques mais également avec une progression des revenus dépendant de la structure socio-économique locale ;

- la plus ou moins grande capacité de l'offre à répondre localement aux besoins de la demande peut s'expliquer par des contraintes physiques, mais trouve également son origine dans les choix locaux de réglementations qui tendent à freiner la densification de l'espace<sup>10</sup>.

## 5. Le marché immobilier français ne semble pas connaître actuellement de bulle généralisée

L'inflation immobilière enregistrée depuis 15 ans conduit légitimement à s'interroger

sur l'existence d'une bulle immobilière en France. Pour autant, les prix ont augmenté avec la capacité d'achat moyenne, ce qui pourrait plaider pour une hausse des prix davantage liée à une plus grande capacité d'achat qu'à un comportement spéculatif.

Cette conclusion reste toutefois fragile car d'une part, il est très difficile de diagnostiquer une bulle en temps réel (*cf. encadré n°2*), et d'autre part, l'absence de bulle au niveau global n'exclut pas localement des dynamiques liées à des comportements spéculatifs, d'autant plus difficiles à étudier que les données disponibles sont limitées. Ainsi, pour la France, alors que le Centre d'Analyse Stratégique<sup>11</sup> a indiqué que l'écart entre l'évolution des loyers et des prix du logement pouvait indiquer une bulle, l'Insee attribue la hausse des prix à la pénurie de logements plutôt qu'à la spéculation<sup>12</sup>.

### Encadré n°2 – Est-il possible de diagnostiquer une bulle immobilière en temps réel ?

Pour J. Stiglitz, dont la définition de bulle fait consensus, une bulle est un état du marché dans lequel « *la seule raison pour laquelle le prix est élevé aujourd'hui est que les investisseurs pensent que le prix de vente sera encore plus élevé demain* ». L'accent est donc mis sur le rôle des anticipations. Cette définition a le mérite de la clarté, mais, dans la mesure où les anticipations ne sont pas observées, ne permet pas de diagnostiquer de manière univoque l'existence d'une bulle.

En pratique, détecter en temps réel l'émergence d'une bulle (immobilière ou autre) est très difficile. A l'inverse, l'éclatement de la bulle révèle *a posteriori* son existence. De fait, pour la crise récente sur le marché immobilier américain, c'est seulement la baisse sensible des prix qui a permis de trancher le débat en reconnaissant l'existence d'une bulle, qui a atteint son pic au printemps 2006<sup>13</sup>.

(10) La gestion décentralisée de l'urbanisme local peut se heurter à une perception déséquilibrée des coûts et avantages de la croissance urbaine par densification. Les coûts de cette densification sont en effet principalement supportés au niveau local (à l'échelle du quartier), alors que les avantages, notamment en termes d'évolution des prix de l'immobilier et des loyers, sont eux plus diffus, perçus à une échelle plus large (celle de la commune, du département ou de la région). Cette différence d'échelle contribue à distordre la perception qu'ont les habitants des bénéfices socioéconomiques à attendre d'une densification des constructions. Voir notamment « Études économiques de l'OCDE : France 2011 ».

(11) Centre d'Analyse Stratégique, « L'évolution des prix du logement en France sur 25 ans », Note d'Analyse n° 221, avril 2011.

(12) Gallot, Leprévost et Rougerie, « Prix des logements anciens et loyers entre 2000 et 2010 », Insee Première N° 1350, mai 2011.

(13) A titre d'exemple, le lecteur pourra se reporter au Trésor éco n° 40 de juillet 2008, qui concluait à une surévaluation des prix de près de 30 % en 2006 dans le cas des États-Unis.

### III – L'inflation immobilière creuse les inégalités sociales et pénalise la croissance

Si l'inflation immobilière semble au niveau global tenir davantage du dynamisme de la demande dans un contexte où l'offre est parfois fortement rigide, plutôt que d'une bulle spéculative, elle n'en reste pas moins profondément dommageable : pour les ménages tout d'abord, pour les entreprises également, notamment en termes de compétitivité et de financement, pour la collectivité dans son ensemble, dans la mesure où elle engendre de l'étalement urbain<sup>14</sup>.

#### 1. L'inflation immobilière tend à creuser les inégalités entre générations et entre catégories sociales

Au sens de la comptabilité nationale, les dépenses courantes de logement recouvrent les loyers, y compris ceux imputés<sup>15</sup> aux propriétaires (accédants ou non à la propriété), et les dépenses d'entretien. Les dépenses de remboursement d'emprunts et les gros travaux sont exclus des dépenses courantes.

Entre 1990 et 2011, la part des dépenses courantes de logement dans le revenu disponible brut (RDB) des ménages est passée de 17,6 % à 21,2 %, soit une augmentation de 3,6 points. Cette hausse est principalement due aux loyers (effectifs et imputés), qui représentent l'essentiel des dépenses

courantes : sur la période, leur part dans le RDB est passée de 12,3 % à 15,6 %. Le prix des dépenses de logement a été plus dynamique que l'ensemble des prix à la consommation : s'il avait évolué de la même manière, la part des dépenses de logement dans le RDB aurait baissé d'un point sur la période passant de 17,6 % à 16,6 %.

Si on considère les charges effectives, c'est-à-dire le loyer effectivement payé et les remboursements d'emprunt (intérêts et capital) nets des aides, les charges, les taxes et les dépenses d'eau et d'énergie, les ménages modestes, ceux du premier quartile de niveau de vie, consacrent une part élevée de leur revenu, avant impôts, pour se loger (24 % contre 11 % pour les plus aisés, cf. tableau 3). Cette différence de taux d'effort net est en lien avec le statut d'occupation des ménages modestes : ils sont plus souvent locataires et les locataires font face à des taux d'effort plus élevés ; inversement, ils sont moins souvent propriétaires non accédant (23 % contre 54 % pour les ménages du dernier quartile) et ces derniers connaissent des taux d'effort bien plus faibles.

Ce taux d'effort a augmenté depuis dix ans pour les ménages modestes, alors qu'il n'a que très peu évolué pour les plus aisés : + 2,8 points entre 1996 et 2006 et + 0,6 point entre 2008 et 2010 pour les premiers, contre respectivement - 1,5 et + 0,1 point pour les seconds.

**Tableau 3**  
**Taux d'effort net et part de locataires selon le niveau de vie**

		1e quartile	2e quartile	3e quartile	4e quartile	Ensemble
Taux d'effort médian en 2010 (%)		23,6	21,3	18,9	11,0	18,5
Évolution du taux d'effort (points)	1996-2006	+ 2,8	+ 1,6	+ 0,4	- 1,5	+ 0,8
	2008-2010	+ 0,6	+ 0,4	+ 0,1	+ 0,1	+ 0,1
Part de locataires en 2010 (%)		66	42	31	19	39

Note : le taux d'effort net rapporte la dépense effective de logement (loyer et remboursement d'emprunt nets des aides, charges, taxes et dépenses d'énergie) au revenu avant impôt et perception des aides au logement.

Sources : Insee, enquêtes Logement 1996 et 2006 et enquêtes SRCV 2008 et 2010, calculs Insee et SOeS.

- (14) L'inflation immobilière incite les acheteurs à s'éloigner des zones les plus tendues, notamment des centres-villes, devenus trop chers, et augmente ainsi la taille des zones urbanisées.
- (15) Les loyers imputés correspondent aux loyers que les propriétaires auraient à payer s'ils étaient locataires du logement qu'ils habitent.



Dans un contexte de progression des loyers, les locataires du parc privé ont subi la plus forte hausse de taux d'effort (+ 3,1 points entre 1996 et 2006 et + 1,0 point entre 2008 et 2010). Cette hausse est encore plus marquée au sein des ménages modestes : + 7,6 points entre 1996 et 2006 et + 1,9 point entre 2008 et 2010. Pour lutter contre la hausse du poids du logement dans le budget des ménages, qui frappe d'abord les plus modestes, le gouvernement a adopté un décret prévoyant de limiter l'évolution des loyers dans 38 agglomérations de métropole et d'outre-mer (dont Paris, Lyon, Bordeaux, Marseille, Nice, Amiens ou encore Menton), où la progression des loyers a été ces dernières années particulièrement forte.

La hausse des prix à la vente de l'ancien, qui ont doublé entre 2000 et 2010, a pour sa part contribué à rendre l'accès à la propriété plus difficile pour les ménages modestes<sup>16</sup> : 13 % des accédants à la propriété appartenaient au premier quartile de niveau de vie en 1996, contre 10 % en 2006. Par ailleurs, la part des locataires au sein des ménages modestes a augmenté pour s'établir à 66 % en 2010, après 61 % en 2006.

Enfin, l'inflation immobilière a accru les inégalités entre générations. D'une part, la hausse des prix d'achat des logements a conduit à un accroissement des inégalités de patrimoine entre générations puisque les ménages âgés sont plus souvent propriétaires que les jeunes ménages. Le patrimoine médian par génération a considérablement augmenté dans les années 2000 chez les personnes de plus de 35 ans, c'est-à-dire celles qui ont accumulé suffisamment de capital pour le transformer en capital immobilier<sup>17</sup>. D'autre part, les dépenses de logement ont plus augmenté pour les ménages jeunes. En effet, en prenant en compte les allocations

logement, la part des dépenses de logement par mètre carré dans les dépenses totales des ménages dont la personne de référence est âgée de moins de 25 ans est 1,6 fois plus élevée que pour l'ensemble des ménages. En 1985, ce ratio était de 1,2. Cela s'explique par une évolution des statuts d'occupation des plus jeunes : la part de locataires parmi les ménages dont la personne de référence a moins de 25 ans a augmenté de 4 points de pourcentage durant la période alors que les locataires, en particulier les plus jeunes, subissent la plus forte hausse de la contrainte budgétaire de logement sur cette période<sup>18</sup>.

## 2. L'inflation immobilière crée des tensions sur la politique du logement social

La réponse appropriée consiste à développer l'offre de logement, et notamment de logements sociaux, sur les territoires où les déséquilibres entre l'offre et la demande en logements sont les plus forts. Afin de pallier l'insuffisance de l'offre, notamment sur les marchés tendus, le gouvernement a annoncé l'objectif de construction de 500 000 logements par an, dont 150 000 logements sociaux.

En outre, la hausse des loyers a pu également induire un effet sur la demande de logements sociaux. En effet, le renchérissement du coût du logement a pu inciter certains ménages dont les niveaux de ressources les rendent éligibles à un logement social, à en faire la demande, renonçant à continuer à se loger dans le parc locatif privé afin de ne pas subir une hausse de leur taux d'effort.

L'accès à un logement social est de plus en plus difficile dans les zones tendues. La

(16) Les ménages modestes correspondent ici au premier quartile de niveau de vie.

(17) Lamarche et Salembier, « Les déterminants du patrimoine : facteurs personnels et conjoncturels », dans *Les revenus et le patrimoine des ménages*, Insee Références, Édition 2012.

(18) Accardo et Bugeja, « Le poids des dépenses de logement depuis vingt ans », dans *Cinquante ans de consommation en France*, Insee Références, Édition 2009.

baisse du taux de rotation dans le parc HLM (10,2 % en 2010 contre 12,0 % en 2000) contraint l'offre de logement social, malgré la croissance du parc. Les entrants sont de moins en moins nombreux : depuis 2000, le nombre de ménages vivant depuis moins de 3 ans dans leur logement chute. Les difficultés d'accès au parc social contribuent à une augmentation du risque de surendettement ou de mal-logement parmi les ménages les plus modestes. Il est donc important que les logements sociaux puissent bénéficier à ceux qui en ont le plus besoin.

Enfin, il convient de noter que les locataires HLM ont une faible mobilité résidentielle<sup>19</sup>. Il existe un écart entre les taux de mobilité des locataires du secteur privé d'une part et ceux des locataires HLM et des propriétaires d'autre part. Alors que la mobilité de ces derniers suit les mouvements de la conjoncture, celle des locataires du secteur privé n'a cessé de croître sur longue période. En revanche, ni le vieillissement des propriétaires et des locataires HLM, ni la paupérisation de ces derniers ne peuvent expliquer leur mobilité plus faible que celle des locataires du privé. La plus faible mobilité résidentielle dans le parc social s'explique par l'écart croissant avec les loyers du parc privé sur les marchés les plus tendus, ce qui a réduit les possibilités de sortie du parc HLM. Par ailleurs, d'autres facteurs sociaux (nature de la formation ou de l'expérience professionnelle, précarité de l'emploi, nationalité) peuvent expliquer les difficultés croissantes à changer de logement pour les locataires du parc social.

### 3. L'inflation immobilière pèse sur la compétitivité de l'économie française

#### *Hausse des prix immobiliers et compétitivité-prix*

La hausse des prix de l'immobilier a pu dégrader la compétitivité-prix des entreprises en pesant sur leurs coûts, à la fois directement via le prix des loyers et des investissements immobiliers mais également plus indirectement du fait de la pression sur les salaires nominaux. En Allemagne, il est probable que la politique de forte modération salariale aurait été plus difficile à mettre en œuvre si les prix de l'immobilier avaient connu la même envolée qu'en France. On constate effectivement dans la zone euro, entre 2000 et 2010, une corrélation positive entre l'évolution des prix de l'immobilier et celle des coûts salariaux unitaires (la causalité entre les deux peut néanmoins jouer dans les deux sens). En renchérissant notamment le coût du travail, la hausse des prix immobiliers en France pourrait ainsi avoir dégradé la compétitivité-coût des entreprises françaises et détérioré la balance courante. De plus, d'après une étude du CREDOC<sup>20</sup>, les problèmes de logement des salariés affecteraient les entreprises par d'autres biais. Ils compliqueraient le recrutement, freineraient la mobilité interne des salariés et diminueraient leur productivité.

#### *Hausse des prix immobiliers et compétitivité hors prix*

La hausse du prix de l'investissement en construction peut également avoir détérioré la compétitivité de l'économie en évinçant les autres formes d'investissement ou de dépenses (investissement en machines-outils, dépenses en R&D,...). En effet le problème de rareté du foncier et sa mise en concurrence entre utilisation pour le logement ou utilisation pour le foncier des entre-

(19) Debrand et Taffin, « Les facteurs structurels et conjoncturels de la mobilité résidentielle depuis 20 ans », Économie et statistique n° 381-382, 2005.

(20) Babès, Bigot et Hoibian, « Les problèmes de logement des salariés affecteraient 40% des entreprises », note de synthèse du CREDOC, avril 2012.



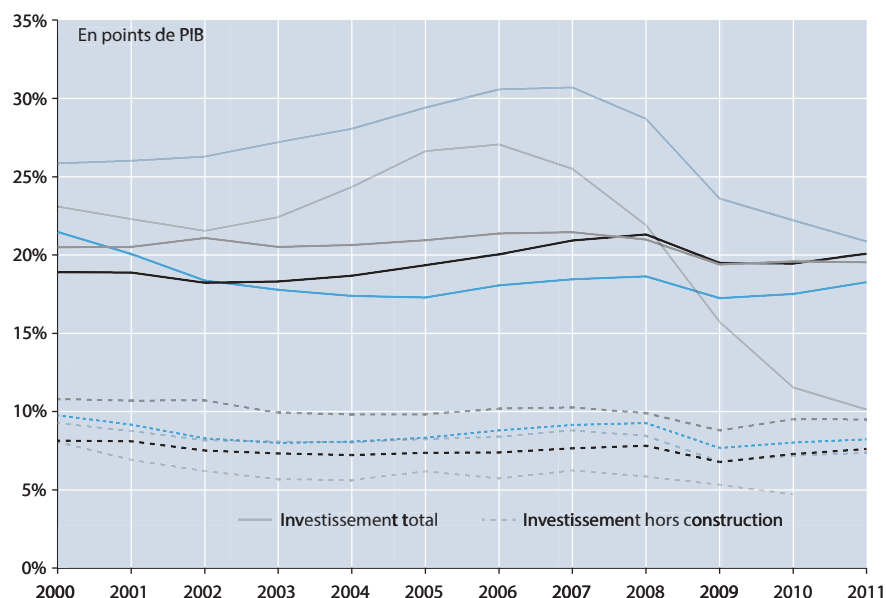
prises a conduit à des coûts liés à l'immobilier élevés pour les entreprises. Ces coûts ont pu en partie évincer d'autres dépenses d'investissement. On observe ainsi que bien que le taux d'investissement de l'ensemble de l'économie ait été, depuis 2002, légè-

ment plus élevé en France qu'en Allemagne, l'Allemagne a connu un taux d'investissement hors construction<sup>21</sup> supérieur depuis cette date (*cf. graphique 8*).

**Graphique 8**  
**Comparaison internationale de l'investissement total et hors construction**

Espagne  
Irlande  
Italie  
Allemagne  
France

Source : Eurostat.



Par ailleurs, comme on le verra plus bas, la hausse des prix de l'immobilier encourage l'étalement urbain, ce qui se traduit par une baisse relative des gains de productivité liés à la densité, et donc par une diminution relative de la compétitivité de l'économie française.

La hausse des prix des logements anciens peut également avoir eu un impact sur l'activité économique en orientant davantage l'épargne vers les crédits immobiliers plutôt que vers le financement des entreprises. Ainsi on observe entre 1993 et 2012 que la part des crédits aux entreprises dans les crédits au secteur privé (entreprises et ménages) a diminué de 13 points au profit des crédits à l'habitat.

#### 4. Le risque immobilier reste maîtrisé mais l'inflation immobilière peut conduire à un financement de l'économie moins efficace

Les banques ont accompagné l'inflation immobilière par une distribution large de crédits à l'habitat (et probablement, ont ainsi contribué à l'entretenir), ce qui génère *a priori* deux vulnérabilités pour l'économie française : un accroissement du risque pesant sur le secteur bancaire (notamment en cas de baisse importante des prix) et un accroissement du déséquilibre entre les crédits et les dépôts des ménages.

En France, à la différence des pratiques observées dans d'autres pays (notamment, États-Unis, Royaume-Uni, Espagne, etc.), les

(21) L'investissement hors construction se compose des machines et équipement, du matériel de transport, d'actifs fixes incorporels (logiciels) et d'actifs cultivés.

crédits immobiliers sont accordés d'abord en fonction de la solvabilité de l'emprunteur et non pas en fonction de la valeur du bien acquis et pris en hypothèque. Cette approche plus prudente limite l'exposition des banques au risque d'un retournement des prix de l'immobilier. Les établissements bancaires, distributeurs de crédits à l'habitat, restent potentiellement exposés à un retournement du marché immobilier par le biais des emprunteurs qui devraient revendre leur bien et dont le produit de la vente ne couvrirait pas, en raison de la baisse des prix, le capital restant dû. Ce cas de figure ne concerne pas l'ensemble des emprunteurs, mais seulement ceux ayant des apports faibles et des maturités élevées car l'amortissement de leur prêt est alors très progressif. La proportion d'emprunteurs en situation critique dépend aussi naturellement de l'ampleur de la baisse envisagée. En outre, comme une situation critique (c'est-à-dire une valeur de bien inférieure au capital restant dû) ne se traduit pas systématiquement par un défaut de l'emprunteur<sup>22</sup>, le risque est au final assez faible pour le secteur bancaire (si les prix immobiliers baissent, la perte des banques en cas de défaut des ménages augmente ; en revanche, la probabilité de défaut des ménages n'est pas affectée par la baisse des prix, mais dépend plutôt de l'évolution des revenus et du chômage)<sup>23</sup>.

Si, compte tenu des pratiques en matière de distribution de crédit en France, l'exposition directe des banques au risque immobilier reste limitée, l'inflation immobilière peut néanmoins affecter la stabilité financière, notamment en augmentant le besoin de refinancement de marché des banques. Alors que les dépôts des ménages n'augmentaient

pas dans les mêmes proportions, l'augmentation parallèle des prix de l'immobilier et des encours de crédits à l'habitat s'est traduite, toutes choses égales par ailleurs, par un accroissement du besoin de refinancement par le marché des crédits bancaires à l'économie française. À terme, ce déséquilibre rend les banques plus sensibles à des épisodes de stress sur les marchés sur lesquelles elles se refinancent.

## **5. La hausse des prix entraîne un étalement urbain, qui peut avoir certaines conséquences dommageables, notamment du point de vue environnemental**

La limitation de l'offre de logements dans les centres-villes contribue, via la hausse des prix, à l'étalement urbain, qu'illustre notamment la forte augmentation de la distance moyenne de la population urbaine au centre de l'agglomération<sup>24</sup>. Si cette tendance répond aussi à une demande accrue de surface habitable par personne et aux préférences de certains ménages pour un habitat peu dense (l'ampleur de ces éléments de bien-être collectif est très délicate à estimer), elle engendre des coûts pour la collectivité.

Ainsi, l'étalement urbain engendre d'abord la disparition d'espaces naturels et agricoles dont le coût est difficile à estimer mais qui est élevé dès que ces transformations sont irréversibles. En particulier, entre 2006 et 2010, les sols agricoles ont perdu 86 000 hectares/an au profit des sols artificialisés (dont plus d'un tiers serait des surfaces de très bonne qualité agronomique), contre 61 000 ha/an pour la période 1992-2003<sup>25</sup>.

(22) Tous les emprunts en situation critique ne se traduisent pas par des défauts car un emprunteur en situation critique peut tout à fait l'ignorer et continuer de rembourser son prêt et bénéficier du service de logement que lui procure le bien. Le défaut se matérialise uniquement quand le ménage en situation critique vend son bien et ne dispose pas d'autres ressources pour finir de rembourser son créancier.

(23) L'agence de notation Standard & Poor's développe une analyse comparable (« French Banks Can Weather A Falling Housing Market », note d'analyse, 23 avril 2012).

(24) Entre 1968 et 2007, cette distance a ainsi crû de 33 % dans l'agglomération parisienne et de 51 % dans l'agglomération lyonnaise (« Urbanisation et consommation de l'espace, une question de mesure », La Revue du CGDD, mars 2012).

(25) « L'utilisation du territoire en 2010 », Agreste Primeur, n° 260, Avril 2011.

L'étalement urbain entraîne également un allongement des distances parcourues, mais d'une ampleur encore sujette à débat, ce qui est néfaste en termes d'émissions de CO<sub>2</sub> notamment. L'effet est toutefois plus ambigu en ce qui concerne la pollution atmosphérique et le bruit car la moins grande concentration spatiale des émissions, bénéfique compte tenu des coûts marginaux croissants associés à ces pollutions, peut contrebalancer l'augmentation de leur quantité. La diminution de la congestion peut par ailleurs constituer un autre avantage de l'étalement urbain. À l'inverse, celui-ci a généralement pour inconvénient de renchérir le coût de certains services collectifs (distribution d'eau, d'électricité, de courrier, structures de transport, etc.).

Enfin, pour la productivité des entreprises, l'étalement urbain apparaît plutôt préjudiciable, la littérature économique mettant en évidence qu'une plus forte densité engendre des gains d'agglomération (liés à un meilleur appariement sur le marché du travail, à une meilleure diffusion des connaissances, etc.).

\* \* \*

**L'inflation immobilière a des conséquences néfastes pour les ménages, en particulier les plus modestes et les plus jeunes, pour la compétitivité de nos entreprises, mais également en matière d'aménagement du territoire.**

Dès son arrivée aux responsabilités, le Gouvernement a adopté **une mesure d'urgence visant à endiguer l'inflation immobilière par l'encadrement des loyers dans les zones les plus tendues**. Cette mesure, efficace à court terme, ne peut avoir d'effet durable que si elle est accompagnée

de réformes en profondeur de la politique du logement, qui a trop longtemps été exclusivement fondée sur le soutien à la demande (généralement des ménages les plus aisés), et, partant, a contribué à alimenter l'inflation immobilière et le creusement des inégalités.

C'est pourquoi le Gouvernement entend conduire **une politique volontariste de soutien à l'offre de logements pour tous**, en se fixant pour objectif, conformément à l'engagement présidentiel, la construction de 500 000 logements par an, dont 150 000 logements sociaux.

Une politique exclusive de soutien à la construction risquerait de générer des tensions inflationnistes dans un contexte de rareté du foncier, c'est pourquoi la réalisation d'un tel programme nécessitera en premier lieu de débloquer **le foncier disponible, en particulier dans les zones tendues**, en mobilisant à la fois les ressources publiques et privées :

- la **mobilisation du foncier public** sera rendue possible par le projet de loi relatif à la mobilisation du foncier public en faveur du logement et au renforcement des obligations de production de logement social qui introduit la possibilité d'appliquer une décote pouvant aller jusqu'à la gratuité dans le cas de cessions de terrains détenus par l'État lorsqu'ils sont utilisés pour des opérations de construction de logements incluant des logements sociaux ;

- la **mobilisation du foncier privé** sera réalisée par différentes réformes fiscales contenues dans le projet de loi de finances : la suppression des abattements pour durée de détention sur les plus-values immobilières relatives aux terrains nus à bâtir à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2013, le durcissement de la taxe sur les friches commerciales et le durcissement du dispositif de majoration de la valeur locative cadastrale des terrains

constructibles vont générer un « choc d'offre » de foncier.

**Dès lors, les conditions sont réunies pour qu'un effort de construction soit mis en œuvre sans engendrer de tension inflationniste.** Cet effort sera partagé par les pouvoirs publics et les agents privés :

- **dans la sphère publique**, les collectivités locales qui détiennent un fort pouvoir en matière de politique du logement, en particulier dans la mise en œuvre des règles d'urbanisme, seront incitées à la construction, via le durcissement annoncé des conditions de la loi relative à la solidarité et au renouvellement urbains (notamment au travers du relèvement à 25 % du quota de logements sociaux dans les zones tendues et de la majoration des sanctions en cas de non application de la loi), qui contribuera, à atteindre l'objectif de construction de 150 000 logements sociaux par an. Afin de répondre aux nouveaux besoins de financement liés au rythme accru de construction de logements sociaux, les plafonds du Livret A et du Livret de développement durable ont été relevés ;

- **dans la sphère privée**, un dispositif d'investissement locatif ciblé sur les zones les plus tendues permettra de stimuler la construction de logements neufs accessibles aux ménages modestes. Le gouvernement a ainsi annoncé la mise en place d'un dispositif fiscalement plus intéressant que le Scellier pour les investisseurs, mais qui, en contrepartie, leur impose de louer leur bien à des ménages susceptibles d'avoir de plus grandes difficultés à se loger du fait de la faiblesse de leurs revenus. Ces logements devront être loués à des loyers très nettement inférieurs aux loyers de marché.

Enfin, **l'inflation immobilière constitue une entrave à la mobilité sociale et professionnelle, dont souffrent plus particulièrement les jeunes et les plus modestes.** C'est pourquoi il est essentiel de favoriser la rotation du parc de logement,

aussi bien sur le marché immobilier que sur le marché locatif. Dans cette optique, le projet de loi de finances comporte différentes dispositions : pour inciter à la rotation sur le marché locatif, un durcissement de la taxe sur les logements vacants sera mis en œuvre ; pour désinciter à la rétention de biens immobiliers sur le marché de l'ancien, la fiscalité sur les plus-values immobilières sera rendue plus favorable.

**La lutte contre l'inflation immobilière dans les zones tendues est une priorité de la politique économique et sociale du Gouvernement.** La stratégie du Gouvernement articule mesures d'urgence avec l'encadrement des loyers et réformes en profondeur en faveur de l'offre de logements - incluant mobilisation du foncier public et privé, soutien à la construction de logements sociaux et privés, stimulation des transactions sur les marchés immobiliers et locatifs. Favorable à la croissance et à la compétitivité, efficace pour lutter contre les inégalités et les freins à la mobilité sociale, compatible avec les exigences environnementales, cette stratégie est adaptée aux enjeux économiques, sociaux et financiers auxquels le pays fait face.



# Inégalités et croissance : une perspective internationale

Il existe de nombreuses façons de mesurer les inégalités de revenus et de patrimoine qui peuvent parfois donner lieu à des diagnostics différents. Toutefois, depuis trente ans, l'ensemble des mesures concordent pour indiquer que les inégalités n'ont cessé d'augmenter dans la plupart des pays développés, générant sur la période récente et dans le contexte tendu de crise économique et financière des mouvements de protestation dans de nombreux pays. La mondialisation et l'essor des nouvelles technologies ont participé au développement de ces inégalités en favorisant les travailleurs les plus qualifiés alors que, parallèlement, certaines politiques économiques (dérèglementation des marchés, fiscalité, désinflation) et évolutions institutionnelles (affaiblissement des syndicats) ont favorisé la concentration des revenus.

Lorsqu'elles sont trop élevées, les inégalités peuvent devenir un frein au développement économique et un facteur d'instabilité, dès lors qu'elles conduisent à un sous-investissement en capital humain et physique et altèrent le bon fonctionnement des marchés et des institutions. Aux États-Unis, les inégalités ont atteint leur plus haut niveau depuis les années 1930 et ont très probablement contribué à alimenter les déséquilibres à l'origine de la crise de 2007.

Si le niveau global des inégalités de revenus en France, mesuré par l'indice de Gini<sup>1</sup>, apparaît inférieur à celui de la moyenne de l'OCDE, la France n'est pas

épargnée par le mouvement de creusement des inégalités, comme en témoigne la hausse continue de la part des 1 % et des 0,1 % les plus fortunés dans le revenu global, et la hausse des inégalités de patrimoine<sup>2</sup>. Par ailleurs, alors que l'indicateur de Gini, qui synthétise le niveau global d'inégalités monétaires, était globalement stable depuis le milieu de la décennie 2000, il a nettement progressé en 2010 ; en particulier, le niveau de vie au-dessus duquel se situent les 5 % des personnes les plus aisées est reparti à la hausse en 2010 (+ 1,3 % en réel), à contre-courant du reste de la population<sup>3</sup>.

Dans le contexte actuel de faible croissance, de hausse du chômage et de hausse des prix de l'immobilier, le risque d'une poursuite de cette tendance est réel et génère de fortes inquiétudes au sein de la population. Ainsi, la part des personnes qui pensent que les inégalités vont continuer à augmenter est autour de 80 % depuis 2008, contre 60 % au début des années 2000<sup>4</sup>. Face à ce constat, les Français pensent que l'État peut et doit intervenir pour corriger ces injustices : seules 17 % des personnes interrogées en 2011 pensent qu'il y a trop d'interventions de l'État en matière économique et sociale, 24 % sont satisfaites du niveau d'intervention et 57 % ne le trouvent pas suffisant<sup>5</sup>. Cette dernière part a progressé depuis le début des années 2000 (52 % en 2002).

La réduction des inégalités est à la fois une question de justice et un impératif économique, car une croissance qui se

(1) Le coefficient de Gini est un indice global de concentration : plus il est proche de 0, plus l'on s'approche de l'égalité (tous les individus ont le même revenu) ; plus il est proche de 1, plus on est proche de l'inégalité totale (un seul individu reçoit tous les revenus).

(2) Le revenu et le patrimoine des ménages, Insee Références, édition 2012.

(3) Burricand C., Houdré C., Seguin E. (2012), « Les niveaux de vie en 2010 », *Insee Première*, n° 1412.

(4) Drees, « Suivi barométrique de l'opinion des français sur la santé, la protection sociale, la précarité, la famille et la solidarité », janvier 2012.

(5) Coppoletta R. (2012), « Les attentes des Français en matière de protection sociale, étudiées avec le Baromètre de la Drees », in *La protection sociale en France et en Europe en 2010, Document de travail*, Drees, n° 170, juin 2012.

ferait au détriment des plus démunis ne ferait qu'alimenter les déséquilibres et les crises sociales et financières de demain. C'est pourquoi le Gouvernement a fait de la réduction des inégalités aussi bien un objectif en soi, qu'un moyen de redressement de nos finances publiques et de notre croissance.

## 1. Depuis trente ans, les inégalités ont progressé dans la plupart des pays de l'OCDE

**Le concept des inégalités a un sens très large.** En particulier, les inégalités sociales comprennent des dimensions telles que le logement, l'éducation, la santé ou la culture, qui dépassent les aspects purement économiques, même si elles interagissent avec eux. Lorsque la notion d'inégalités est encore étendue, elle rejoint les enjeux d'égalité des droits, et de juste répartition de toutes les formes de pouvoir au cœur de notre société. **Seules les inégalités économiques seront abordées ici ;** la littérature économique retient généralement comme définition usuelle pour décrire les inégalités, celle qui a trait aux **inégalités de revenus et de patrimoine** entre individus.

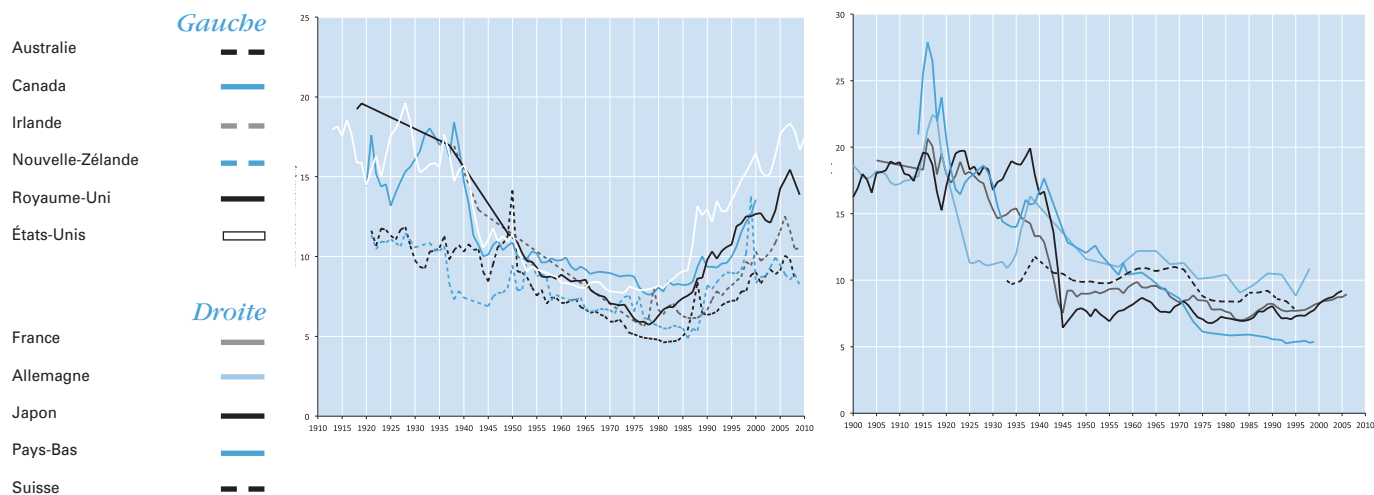
### a. Depuis 30 ans, une tendance à l'aggravation des inégalités particulièrement marquée dans les pays anglo-saxons

**Au cours des trois dernières décennies, les inégalités de revenus ont augmenté dans la plupart des pays de l'OCDE<sup>6</sup> (cf. graphique 1).** Dans les pays d'Europe continentale et au Japon, les inégalités de revenus ont augmenté de manière relativement modérée, mais dans les pays anglo-saxons, et notamment aux États-Unis et au Royaume-Uni, traditionnellement plus inégalitaires que la moyenne de l'OCDE, la hausse des inégalités de revenus a été très importante.

**La hausse récente des inégalités dans les économies développées** marque une rupture par rapport à la baisse tendancielle des inégalités observée sur la période 1930-1980. En particulier, aux États-Unis et au Royaume-Uni, les inégalités ont atteint en 2007 leurs plus hauts niveaux depuis 1930.

**Graphique 1**  
**Les inégalités de revenus primaires ont augmenté depuis 30 ans dans les pays développés, après avoir baissé durant la première partie du vingtième siècle<sup>7</sup>**

**Part des 1% les plus riches dans le revenu des ménages (%)**



Source : The World Top Incomes Database<sup>8</sup>.

(6) OCDE (2008), « Growing Unequal? Income Distribution And Poverty In OECD Countries ».

(7) Les deux graphiques représentent l'évolution de la concentration des revenus primaires au niveau des ménages les plus riches pour onze pays industrialisés. La mesure d'inégalité utilisée ici est la part, dans le revenu global des ménages, qui est perçue par les ménages du percentile supérieur de la distribution de revenus.

(8) Atkinson T., Piketty T. et Saez E. (2011), « Top Incomes in the Long Run of History », *Journal of Economic Literature*, Volume 49:1, pp. 3-71.



## **b. Les facteurs d'aggravation des inégalités au sein des économies développées**

Deux explications principales sont souvent avancées pour rendre compte de l'évolution des inégalités dans les pays développés depuis 30 ans : premièrement, le progrès technologique, qui peut avoir favorisé les travailleurs les plus qualifiés en réduisant la productivité relative des travailleurs les moins qualifiés, et deuxièmement la mondialisation, qui a mis ces derniers en concurrence avec les travailleurs des pays émergents<sup>9</sup>. L'interaction de ces deux facteurs peut également avoir joué un rôle, par exemple avec le phénomène « d'innovation défensive », par laquelle une entreprise d'un pays développé se protège de la concurrence des pays du Sud en enrichissant son produit ou son procédé de fabrication par de nouvelles technologies, augmentant ainsi la demande relative de travailleurs qualifiés au détriment des travailleurs non qualifiés. Cela étant, et si ces facteurs sont bien réels, il semble qu'ils n'expliquent pas toute l'ampleur ni la durée de la hausse des inégalités dans les pays développés. Pour l'OCDE, certains choix de politique économique, tels que la désinflation<sup>10</sup>, la déréglementation des marchés ou l'évolution de la fiscalité, ont eu un impact sur les inégalités<sup>11</sup>. De surcroît, plusieurs évolutions institutionnelles, comme l'influence décroissante des syndicats<sup>11-12</sup>, sont symptomatiques d'une évolution défavorable du rapport de force économique au détriment des classes les moins aisées.

## **2. La France n'est pas épargnée par la tendance au creusement des inégalités sur la période récente**

**a. Avant la crise, les inégalités en France étaient moins marquées que dans la moyenne des pays avancés**

**A la fin des années 2000 et avant la crise économique<sup>13</sup>, la France présentait un niveau d'inégalités de revenus, mesuré par l'indice de Gini, légèrement inférieur à la moyenne des pays de l'OCDE.**

Nettement inférieur à ce qu'il était dans les pays anglo-saxons ou latins (Espagne, Italie, Portugal), le niveau d'inégalités en France était comparable à celui de l'Allemagne, mais demeurait nettement plus élevé que dans les pays scandinaves. La France avait également l'un des plus faibles taux de pauvreté de la zone OCDE : 7,2 % de la population avait un revenu inférieur à 50 % du niveau de vie médian, contre 11,1 % en moyenne. Cette part était de 17,3 % aux États-Unis, 8,9 % en Allemagne ou 8,4 % en Suède.

En évolution, les inégalités mesurées par l'indice de Gini semblent avoir été globalement stables en France au cours de la décennie 2000 jusqu'à la crise, alors qu'elles progressent dans l'essentiel des pays de l'OCDE.

(9) OCDE (2012), « Less Income Inequality and More Growth – Are They Compatible? : Part 2. The Distribution of Labour Income », *OECD Working Papers* N° 925.

(10) O. Coibion, Y. Gorodnichenko, L. Kueng et J. Silvia (2012) « Innocent Bystanders? Monetary Policy and Inequality in the U.S. », *IMF Working Paper*, WP/12/199.

(11) OCDE (2012), « Toujours plus d'inégalité : Pourquoi les écarts de revenus se creusent », *Editions de l'OCDE*.

(12) Congressional Budget Office (2011), « Trends in the Distribution of Household Income Between 1979 and 2007 ».

(13) Les données de comparaisons internationales les plus récentes ne permettent pas de prendre en compte la période de la crise.



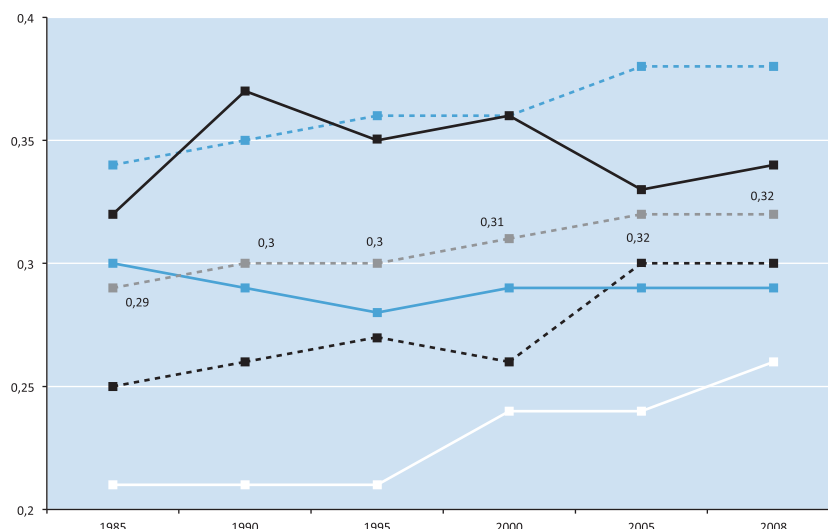
### Graphique 2

#### Niveau et évolution des inégalités de revenus disponibles mesurées par l'indice de Gini dans les pays de l'OCDE

États-Unis  
Royaume-Uni  
Allemagne  
France  
Moyenne OCDE  
Suisse

Lecture : Le coefficient de Gini est un indice de concentration : plus il est proche de 0, plus l'on s'approche de l'égalité (tous les individus ont le même revenu) ; plus il est proche de 1, plus on est proche de l'inégalité totale (un seul individu reçoit tous les revenus). En 1985, l'indice de Gini français est légèrement supérieur à celui de la moyenne des pays de l'OCDE ; en 2008, il est inférieur de 0,03 point à cette moyenne.

Source : OCDE.

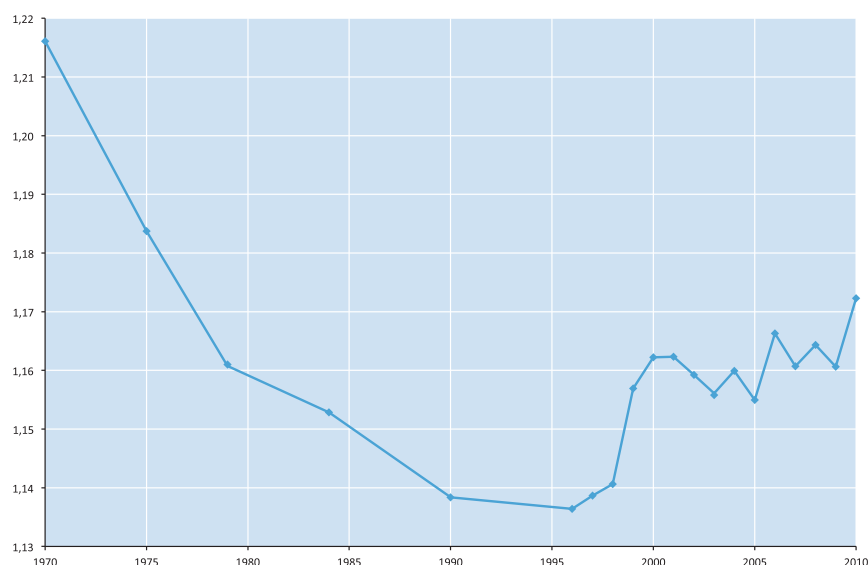


### Graphique 3

#### Niveau de vie moyen sur niveau de vie médian des individus en France

Champ : personnes vivant en France métropolitaine dans un ménage dont le revenu déclaré au fisc est positif ou nul et dont la personne de référence n'est pas étudiante.

Sources : Insee-DGI, enquêtes Revenus fiscaux 1970 à 1990, Insee-DGI, enquêtes Revenus fiscaux et sociaux rétrospectives 1996 à 2004, Insee-DGFiP-Cnaf-Cnav CCMSA, enquêtes Revenus fiscaux et sociaux de 2005 à 2010.



**Dans le contexte de la crise, les inégalités se renforcent et le risque de pauvreté s'accroît**

Alors que la plupart des indicateurs globaux d'inégalités étaient stables depuis le milieu des années 2000, tous s'accordent à mettre en évidence une progression des inégalités pendant la crise<sup>14</sup>. Ainsi, entre 2008 et 2010, l'indicateur

de Gini pour la France augmente de 0,289 à 0,299 ; le rapport entre la masse de revenu détenue par les 20 % les plus aisés et celle détenue par les 20 % les plus modestes passe de 4,3 à 4,5. Ce retournement résulte d'un accroissement des inégalités aux deux extrémités de la distribution des niveaux de vie.

(14) Burricand C., Houdré C., Seguin E. (2012), « Les niveaux de vie en 2010 », *Insee Première*, n° 1412.

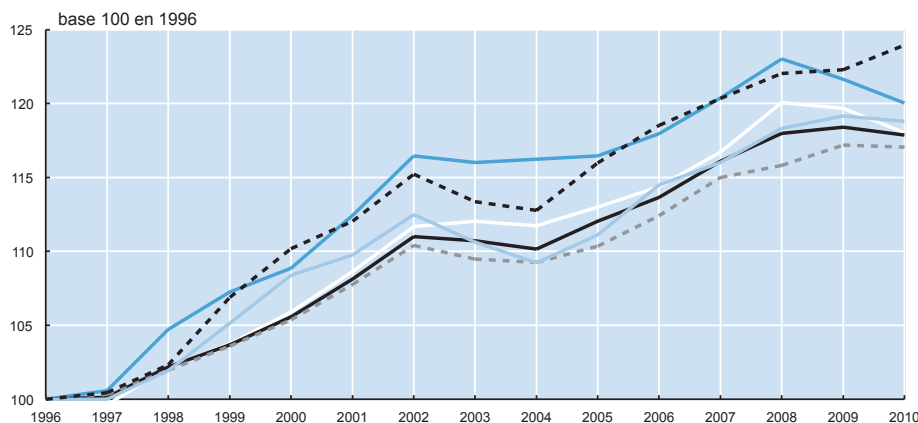
## b. Les inégalités en France se creusent par le bas et par le haut

Dans le bas de la distribution, le niveau de vie plafond des 10 % les plus modestes recule, en réel, de 2,4 % entre 2008 et 2010 ; de même le niveau de vie moyen des 20 % les plus modestes diminue de 3,3 %. Le nombre de personnes vivant sous le seuil de pauvreté, défini comme 60 % du niveau de vie médian, a progressé de 10 % entre 2008 et 2010, pour atteindre 8,6 millions de personnes, soit 0,8 million de plus que deux ans

plus tôt. L'augmentation est même encore un peu plus marquée (+ 11,3 %) pour celles en situation de plus grande pauvreté (seuil à 50 % du niveau de vie médian).

À l'inverse, dans le haut de la distribution, malgré un petit repli en 2010, entre 2008 et 2010, le seuil de niveau de vie pour appartenir aux 30 %, 20 %, 10 % ou plus encore aux 5 % les plus riches progresse. De même, le niveau de vie moyen des 20 % les plus riches augmente de 1,6 %.

**Graphique 4**  
**Évolution de quelques quantiles de niveau de vie entre 1996 et 2010**



D1  
D3  
D5  
D7  
D9  
C95

Lecture : les déciles de niveau de vie, D1 à D9, sont les seuils de niveau de vie qui partagent la population en 10 sous-population d'effectifs égaux : 10 % de la population ont un niveau de vie inférieur à D1, 20 % à D2, etc. Le vingtile C95 correspond au niveau de vie au-dessus duquel se situent les 5 % de personnes les plus aisées. De 1996 à 2010, l'évolution a été de 17 % à 20 % pour l'ensemble des déciles (20 % pour D1), et de 24 % pour le dernier vingtile (C95).

Champ : France métropolitaine, personnes vivant dans un ménage dont le revenu déclaré au fisc est positif ou nul et dont la personne de référence n'est pas étudiante.

Sources : Insee-DGI, enquêtes Revenus fiscaux et sociaux rétrospectives de 1996 à 2004, Insee-DGFiP-Cnaf-Cnav-CCMSA, enquêtes Revenus fiscaux et sociaux 2005 à 2010.

**Le maintien d'un taux de chômage élevé est un facteur de creusement des inégalités par le bas.**

**Début 2012, le taux de chômage en France atteint 10,0 %, plus haut niveau observé depuis la fin des années 1990.** La hausse du chômage observée ces dernières années n'est pas spécifique à la France et se retrouve dans de nombreux pays de l'OCDE, certes à des degrés différents.

**Le niveau du chômage est particulièrement élevé pour les jeunes et les moins qualifiés.** Le taux de chômage des 15-24 ans s'établit à 21,5 % en moyenne sur la période 2003-2011, contre 8,2 % pour les 25-49 ans. Ces difficultés d'insertion des jeunes sur le marché du travail apparaissent

d'autant plus marquées que leur niveau de qualification est faible. Ainsi, le taux de chômage des jeunes sortis depuis 1 à 4 ans de formation initiale avec un faible niveau de diplôme (brevet ou équivalent), voire sans diplôme, s'élève à 45,7 % en 2011 contre 9,4 % pour les diplômés du supérieur. Au-delà de la phase d'insertion, même si l'écart de taux de chômage en fonction du niveau de qualification s'amenuise avec l'âge, des différences importantes demeurent : en 2011, 11,9 % des moins qualifiés sortis depuis au moins 11 ans de formation initiale étaient au chômage contre seulement 4,1 % des diplômés du supérieur.

**Le chômage peut causer un glissement des plus vulnérables dans la pauvreté, et creuse par le bas les inégalités.** En effet, malgré la nouvelle convention chô-

mage en vigueur depuis février 2009, qui prend davantage en charge le risque de chômage via une extension de la couverture indemnitaire aux plus jeunes et qui conduit à un allongement de la durée moyenne d'indemnisation dans le contexte de la crise, la perte de son emploi accroît sensiblement le risque de pauvreté. Le taux de pauvreté, au seuil de 60 %, des chômeurs, indemnisés ou non, atteint en effet 36,4 % en 2010, contre

seulement 7,5 % pour les actifs occupés ou 10,2 % pour les retraités. La poursuite d'une situation dégradée sur le marché du travail pourrait conduire à une augmentation de la part des chômeurs de longue durée et accroître le risque de pauvreté de ceux qui arriveraient en fin de droits.

### Encadré n°1 – le système éducatif contribue peu à la réduction des inégalités

**L'accès à l'éducation a fortement crû depuis le milieu du siècle dernier**, touchant successivement les différents niveaux du système éducatif. Symbole de cette démocratisation, la proportion de bacheliers d'une génération a gagné près de 36 points depuis 1985, pour atteindre 65,5 % d'une génération en 2010<sup>15</sup>.

**Pourtant, la réussite scolaire reste fortement corrélée à l'origine sociale, dans le secondaire comme dans le supérieur.** L'OCDE observe qu'en France, la capacité des élèves de 15 ans à comprendre l'écrit varie fortement selon le milieu socio-économique, avec un avantage pour les élèves des milieux aisés<sup>16</sup>. Au niveau de la formation supérieure et en ne regardant que deux catégories emblématiques, enfants de cadres et enfants d'ouvriers, le constat est frappant : en 2010, dans la génération des 26-35 ans, 76 % des enfants de cadres ont un diplôme de l'enseignement supérieur contre seulement 26 % des enfants d'ouvriers<sup>17</sup>.

**Il est difficile de savoir si ces inégalités se sont réduites avec la démocratisation de l'éducation** car l'évolution de la taille et des caractéristiques des différentes classes sociales rend peu pertinente la comparaison dans le temps des niveaux scolaires des enfants d'origines sociales différentes. Thélot et Vallet<sup>18</sup> (2000) concluent que l'allongement général des études a fait diminuer les inégalités sociales devant l'école mais que celles-ci demeurent fortes. En étudiant plus précisément la démocratisation du supérieur, Albouy et Tavan<sup>19</sup> (2007) observent aussi une amélioration de l'accès des enfants des classes sociales défavorisées aux diplômes du supérieur. Cette amélioration concerne tous les cycles mais reste de faible ampleur.

Au-delà du lien entre origine sociale et réussite scolaire, apprécier l'impact du système éducatif sur la réduction des inégalités nécessite de s'intéresser au lien entre niveau d'éducation et devenir professionnel. **Malgré les phénomènes de déclassement et de désajustement<sup>20</sup>, la corrélation entre diplôme et situation professionnelle reste**

(15) « L'état de l'école », novembre 2011, Ministère de l'éducation nationale, DEPP ; « L'état de l'enseignement supérieur et de la recherche », n° 5, éd. 2011, Ministère de l'enseignement supérieur et de la recherche, DEPP.

(16) OCDE (2011), « Regards sur l'éducation : les indicateurs de l'OCDE ».

(17) Calculs DG Trésor, source Insee, enquête emploi 2010.

(18) Thélot C. et Vallet L.-A. (2000), « La réduction des inégalités sociales devant l'école depuis le début du siècle », *Economie et statistique*, n° 334.

(19) Albouy V. et Tavan C. (2007), « Accès à l'enseignement supérieur en France : une démocratisation réelle mais de faible ampleur », *Economie et statistique*, n° 410.

(20) Déclassement : inadéquation en niveau (l'emploi occupé ne correspond pas au niveau d'étude). Désajustement : inadéquation en spécialité (l'emploi occupé ne correspond pas au domaine d'étude). Source : « Des formations pour quels emplois ? », sous la direction de Giret J.-F., Lopez A. et Rose J., édition La Découverte, collection Recherche, 2005.

**forte et positive. Néanmoins, le diplôme n'est pas le seul déterminant d'accès à une profession supérieure ou intermédiaire ; l'origine sociale ou le sexe jouent également un rôle.** Ainsi, en 2010, les jeunes qui ont fini leur formation initiale 1 à 10 ans auparavant, qui sont bacheliers et en emploi, occupent un emploi de cadre ou profession intermédiaire pour 37 % d'entre eux si leur père est cadre ou profession intermédiaire, mais seulement pour 25 % si leur père est ouvrier ou employé<sup>21</sup>. Le diplôme ne suffit donc pas à gommer les inégalités d'origine sociale pour l'accès à l'emploi, même s'il demeure, à origine sociale donnée, la meilleure garantie d'insertion professionnelle.

### ***Un creusement des inégalités par le « très haut »***

Comme dans la plupart des pays avancés, les plus hauts revenus en France concentrent une part de plus en plus importante du revenu global et d'importantes inégalités de patrimoine se superposent aux inégalités de revenus.

**Ainsi, alors qu'avant crise, les inégalités, mesurées par des indicateurs globaux comme l'indice de Gini ou les rapports inter-déciles, semblaient en France relativement stables, le haut de la distribution des revenus s'élargissait, à l'image de la tendance constatée dans d'autres pays<sup>22</sup>.** Ainsi, le nombre de personnes riches est en forte augmentation : entre 2004 et 2007, le nombre de personnes dont le revenu déclaré par unité de consommation dépasse 500 000 euros constants a crû de 70 %<sup>23</sup>. Sur la même période, alors que le revenu moyen des neuf premiers déciles a progressé de façon régulière et modérée, à un rythme d'ailleurs proche de celui des hauts revenus, celui des personnes à très haut revenu a augmenté nettement

plus vivement, à un rythme d'autant plus soutenu que l'on s'élève dans l'échelle des revenus<sup>24</sup>. Cela se traduit par un enrichissement relatif des très hauts revenus sur la période : alors que les 1 % les plus riches concentraient 6,5 % des revenus déclarés en 2004, leur poids est de 7 % en 2007. Cette progression des revenus touchés par les personnes à très hauts revenus relève de plusieurs facteurs, sans qu'il soit possible de quantifier la contribution de chacun :

(i) une augmentation plus soutenue des très hauts salaires : les revenus d'activité ont progressé de 9 % pour les personnes appartenant aux neuf premiers déciles de revenu, contre 20 % chez les très aisés et 39 % chez les plus aisés.

(ii) une évolution plus vive des revenus du patrimoine et des revenus exceptionnels (levée d'option, plus-values...), fortement concentrés parmi les très hauts revenus. Alors que les revenus d'activité n'ont progressé que de 11 % entre 2004 et 2007, les revenus du patrimoine et les revenus exceptionnels ont augmenté respectivement de 46 % et 55 %.

(iii) Une plus forte concentration du patrimoine au sein des hauts revenus.

(21) « L'état de l'école », op.cit.

(22) Cette progression a été plus marquée encore dans les pays anglo-saxons : la part des revenus détenue par les 1 % les plus riches est passée de 14,1 % en 1996 à 17,4 % en 2010 aux États-Unis et de 11,9 % en 1996 à 13,9 % en 2009 au Royaume-Uni, quand elle est passée en France de 7,7 % en 1996 à 8,9 % en 2006 (source : The World Top income Database).

(23) Solard J. (2010), « Les très hauts revenus : des différences de plus en plus marquées entre 2004 et 2007 », *Les revenus et le patrimoine des ménages*, Insee Références, édition 2010.

(24) L'Insee désigne par « personnes à très hauts revenus » celles du dernier centile de la distribution des revenus déclarés par unité de consommation. Il répartit ces personnes en trois classes : « les plus aisées », qui correspondent au dernier dix-millième des personnes, soit les 0,01 % personnes aux plus hauts revenus ; les « très aisées », qui désignent les 0,09 % suivants ; les « aisées », qui constituent le reste du dernier centile de revenus.

**Le creusement des inégalités dans le haut de la distribution entre 2008 et 2010 tient surtout à la poursuite de la progression des très hauts revenus.** Après un léger fléchissement en début de crise, les plus hauts revenus semblent être repartis à la hausse, quand les revenus inférieurs sont en repli. La progression de la part des revenus détenue par les 1 % les plus riches, régulière depuis 2004, a marqué le pas en 2009 : alors que les 1 % les plus riches détenaient 7,2 % du revenu déclaré en 2008, cette part a reculé à 6,8 % en 2009. Cependant, des premiers résultats sur 2010 et portant sur le niveau de vie (c'est-à-dire intégrant aussi les prestations et les impôts directs), indiquent que les hauts revenus continuent leur progression : après avoir stagné en 2009, le niveau de vie au-dessus duquel se situent les 5 % des personnes les plus aisées est reparti à la hausse (+ 1,3 % en réel), à contre-courant du reste de la population.

***Les inégalités de patrimoine, beaucoup plus marquées que les inégalités de revenus, ont fortement progressé depuis 1998<sup>25</sup>***

**Les inégalités de patrimoine sont bien plus marquées que les inégalités de revenus.** En effet, les 10 % de ménages les mieux dotés en patrimoine possèdent chacun au moins 552 300 € d'actifs bruts, c'est-à-dire avant prise en compte de l'endettement, alors que les 10 % les moins dotés en détiennent au plus 2 700 €, soit 205 fois moins<sup>26</sup>. À titre de comparaison, les inégalités de niveau de vie sont nettement moins

marquées : le rapport n'est que de 3,4 fois en 2009 entre le plancher pour appartenir aux 10 % des ménages de plus haut niveau de vie et le plafond pour appartenir aux 10 % des ménages de plus faible niveau de vie. Collectivement, les 10 % de ménages les mieux dotés concentrent près de la moitié de la masse totale de patrimoine brut, dont 17 % pour les seuls 1 % les mieux dotés ; à l'opposé, les 50 % les moins bien dotés en détiennent 7 %, et les 10 % moins bien dotés seulement 0,05 %<sup>27</sup>. Ces inégalités de patrimoine se superposent largement aux inégalités de revenus : le patrimoine des ménages du dernier décile de niveau de vie est dix fois plus élevé que celui des 10 % des ménages aux plus faibles ressources.

**Après une phase de relative stabilité durant les années 1990, les inégalités de patrimoine se sont accrues entre 1998 et 2010.** Si le patrimoine brut a progressé pour l'ensemble des ménages, y compris les moins bien dotés, la progression a été plus vive pour les ménages les mieux dotés : après correction de l'inflation, leur patrimoine a presque doublé entre 1998 et 2010 (+ 92 %), quand, sur la même période, le patrimoine des 10 % les moins bien dotés restait plus ou moins stable. Cela se traduit par un accroissement des inégalités de patrimoine sur la période : début 2010, les 10 % de ménages les mieux dotés détiennent en moyenne 35 fois plus de patrimoine que les 50 % de ménages les moins bien dotés, contre 30 fois en 1998. Ce creusement des inégalités est amplifié au sein des ménages ayant les patrimoines les plus élevés.

(25) Chaput H., Luu Kim K.-H., Salembier L., Solard J. (2011), « Les inégalités de patrimoine s'accroissent entre 2004 et 2010 », *Insee Première*, n° 1380.

Lamarche P., Salembier L. (2012), « Les déterminants du patrimoine : facteurs personnels et conjoncturels », in *Les revenus et le patrimoine des ménages*, Insee Références, édition 2012.

(26) Ces inégalités de patrimoine traduisent en partie des inégalités de position dans le cycle de vie, mais pas seulement : à tranche d'âge donnée, les inégalités restent importantes. Ainsi, le rapport entre le patrimoine maximum des 10 % des ménages les moins dotés et le patrimoine minimum des 10 % des ménages les mieux dotés est de 127 pour les moins de 30 ans, de 231 pour les 50-59 ans et de 131 pour les plus de 70 ans.

(27) Considérer le patrimoine net plutôt que le patrimoine brut modifie quelque peu la position des ménages dans la distribution de patrimoine : 36 % n'appartiennent pas au même décile. Cependant, les inégalités restent du même ordre : les 10 % des ménages les mieux dotés en patrimoine net détiennent 50 % de la masse de totale et les 50 % les moins bien dotés d'en possèdent que 5 %.

**La hausse des prix de l'immobilier et la difficulté d'accès à la propriété pour les ménages modestes qui en résulte expliquent en grande partie cette hausse des inégalités, qui prend la forme d'une polarisation croissante entre ménages propriétaires et ménages locataires.** En effet, entre 1998 et 2010, le patrimoine immobilier a crû vivement, davantage que les autres composantes du patrimoine, essentiellement sous l'effet de la valorisation des biens : la hausse des prix des logements anciens comme de ceux construits sur cette période, explique les trois quarts de la progression du patrimoine immobilier. Or, le patrimoine immobilier est relativement concentré : les 60 % des ménages ayant le patrimoine brut le plus élevé concentrent la quasi-totalité des actifs immobiliers (99 %). **Le creusement des inégalités de patrimoine s'explique également par la progression du patrimoine financier des ménages les mieux dotés :** le patrimoine financier des ménages du dernier décile progresse de + 72 % entre 1998 et 2010, contre seulement + 21 % pour ceux du premier décile.

### 3. Les inégalités peuvent constituer un frein au développement économique et un facteur d'instabilité

#### a. Les inégalités affectent-elles la croissance des économies ?

Si on observe bien, d'un pays à l'autre, des systèmes plus ou moins performants économiquement et plus ou moins inégalitaires, il est difficile d'établir empiriquement un lien de causalité, que ce soit dans un sens ou dans l'autre, entre croissance et inégalités. Cela s'explique probablement

par la difficulté à appréhender le rôle joué par les inégalités indépendamment de celui joué par le système économique et social dans son ensemble, élément également déterminant pour la croissance d'un pays. Néanmoins, la littérature économique a mis en avant de nombreux canaux par lesquels les inégalités affectent la croissance des économies<sup>28</sup>.

**La relation entre inégalités et croissance a ainsi été mise en perspective par l'économiste Kuznets<sup>29</sup>,** pour qui les inégalités diminuent à mesure qu'un pays industrialisé se développe<sup>30</sup>, du moins une fois passée la phase d'industrialisation au cours de laquelle les inégalités peuvent progresser. Cette théorie a reçu une certaine confirmation empirique, avec des niveaux d'inégalités souvent plus élevés dans les pays émergents et en développement que dans les pays développés.

**L'histoire économique montre par ailleurs que le développement et la croissance ont pu s'accompagner d'un certain niveau d'inégalités.** Dans une certaine mesure, des inégalités de revenus peuvent se justifier par des différences en termes de compétences et de productivité, et peuvent même jouer un rôle stimulant pour la croissance économique, en incitant à innover et à entreprendre et en permettant d'attirer les travailleurs vers les emplois où ils sont les plus productifs<sup>31</sup>. Par exemple, au début du développement économique, l'industrialisation crée des inégalités entre zones urbaines et rurales, qui à leur tour stimulent la mobilité des travailleurs ruraux vers les nouvelles zones de production. En outre, l'épargne des populations les plus riches peut favoriser l'investissement : Keynes écrivait en 1920 que l'industrialisation de l'Europe n'aurait cer-

(28) Pour une revue de littérature plus complète sur le lien entre inégalités et croissance, voir Galor O., (2009), « Inequality and Economic Development: An Overview », *Brown University Working Papers*.

(29) Kuznets S. (1955), « Economic Growth and Income Inequality », *The American Economic Review*, Volume XLV, March 1955, N° 1.

(30) Galbraith J. K. et Kum H. (2002), « Inequality and Economic Growth: Data Comparisons and Econometric Tests », *University of Texas Inequality Project Working Paper N° 21*.

(31) Okun A. M. (1975), « *Equality and Efficiency : the Big Tradeoff* », Brookings Institution Press.



tainement pas eu lieu en l'absence d'inégalités<sup>32</sup>.

**En revanche, les inégalités, lorsqu'elles atteignent certains seuils, freinent le rythme de croissance en ayant une influence négative sur le capital, humain et physique, d'un pays<sup>33</sup>.** Elles peuvent générer un climat de tensions sociales préjudiciables à la cohésion sociale et *in fine* à la croissance<sup>34</sup>.

**Un niveau excessif d'inégalités conduit à un sous-investissement dans le capital humain, qui est le principal moteur de la croissance dans les économies développées<sup>34</sup>.** En effet, si les populations les plus défavorisées ont un accès limité à une instruction de qualité, notamment du fait de l'existence de barrières au crédit, d'un manque d'information, d'un environnement social peu stimulant ou de coût des études élevé, elles éprouvent des difficultés à se former, ce qui pèse sur le niveau global d'éducation du pays. Par ailleurs, le sentiment que le système éducatif offre peu de perspectives de mobilité sociale pourrait désinciter certaines populations à s'instruire, freinant ainsi la formation de capital humain d'un pays.

**L'analyse économique souligne également certains effets dommageables des inégalités sur le stock de capital physique résultant d'une trop forte concentration des revenus sur une minorité de ménages dont la propension à épargner est forte.** Tout d'abord, si la demande domestique est trop restreinte, les entreprises locales peuvent se heurter à des problèmes de débouchés, ce

qui les contraint à s'adresser à des marchés extérieurs. L'épargne des plus aisés finance alors des entreprises locales exportatrices ou de l'activité hors du pays, et l'insuffisance globale de demande peut conduire à une croissance déséquilibrée et à une forte vulnérabilité du pays à des chocs externes<sup>35</sup>.

**Enfin, plus un pays est inégalitaire, plus les populations les plus aisées ont les moyens d'influencer la décision publique à leur profit<sup>36</sup> comme l'indique par exemple Joseph Stiglitz<sup>37</sup>.** D'une part, les règles de fonctionnement des marchés et des institutions sont altérées pour favoriser des situations de rente au détriment de l'efficacité économique. D'autre part, les ménages les plus aisés utilisent leur influence politique pour réduire les dépenses publiques d'éducation, d'infrastructures, de santé ou de sécurité afin de payer moins d'impôts. Selon Stiglitz, le niveau historiquement élevé des inégalités de revenus aux États-Unis se traduirait ainsi par une croissance potentielle plus faible. A une toute autre échelle, les inégalités extrêmes observées dans de nombreux pays en développement peuvent constituer un frein au développement économique<sup>36</sup>.

#### **b. Les inégalités sont-elles un facteur d'instabilité ?**

Au-delà des interrogations sur le lien entre croissance et inégalités, la crise a suscité dans le monde académique et dans les institutions internationales un nouveau corpus de travaux visant à identifier une relation de causalité, dans un sens ou dans l'autre, entre inégalités et crise.

(32) Keynes J.M. (1920), « Les conséquences économiques de la paix ».

(33) Galor O. et Moav O. (2004), « From Physical to Human Capital Accumulation: Inequality and the Process of Development », *Review of Economic Studies*, Vol. 71(4), pp. 1001—1026.

(34) OCDE (2012), « Less Income Inequality and More Growth – Are They Compatible? : Part 1. Mapping Income Inequality Across the OECD », *OECD Working Papers N° 924*.

(35) Kumhof M. et Rancière R (2010), « Inequality, Leverage and Crisis », *IMF Working Paper WP/10/268*.

(36) Berg A.G. et Ostry J.D. (2011), « Inequality and Unsustainable Growth: Two Sides of the Same Coin? », *IMF Staff Discussion Note, SDN/11/08*.

(37) Stiglitz J. E. (2012), « Le prix des inégalités », Éditions les liens qui libèrent.

**Les inégalités semblent affecter non seulement le niveau, mais également la volatilité de la croissance.**

Selon des travaux du FMI<sup>38</sup> menés sur un large échantillon de pays développés et en développement, le niveau des inégalités jouent un rôle déterminant dans la plus ou moins grande stabilité de la croissance, et en particulier, dans la durée des épisodes de croissance. Les économistes du FMI observent notamment qu'il n'est pas inhabituel pour un pays en développement de connaître des périodes de croissance élevée, mais que ces périodes sont d'autant plus courtes que le niveau des inégalités est élevé. Ainsi, sur la période 1950-2000, la croissance a été à la fois plus stable et plus élevée dans les pays d'Asie émergente qu'en Afrique ou en Amérique Latine, où les inégalités de revenus sont plus élevées. Corollairement, les pays aujourd'hui considérés comme développés ont bénéficié d'une croissance remarquablement stable depuis la seconde guerre mondiale, qui a été probablement favorisée par la faiblesse (relative) des inégalités. Sans expliciter un lien de causalité entre inégalités et stabilité de la croissance, les économistes du FMI concluent que les deux phénomènes sont probablement fortement liés.

**Au cours des trente dernières années, la montée des inégalités dans les pays développés a certainement contribué à la formation de déséquilibres macroéconomiques à l'origine de la crise économique et financière de 2007,** en favorisant l'endettement des ménages en particulier aux États-Unis et au Royaume-Uni. Selon le rapport de la commission d'enquête sur l'origine de la crise aux États-Unis (*Financial Crisis Inquiry Commission*), la montée des inégalités,

couplée à l'insuffisante régulation du système bancaire et financier, peut avoir joué un rôle dans la gestation de la crise. En effet, les inégalités affectent le financement de l'économie en créant une offre d'épargne chez les ménages aisés et une demande de crédit chez les autres ménages qui peuvent souhaiter s'endetter, soit pour rapprocher leur niveau de vie de celui des ménages plus aisés, soit pour maintenir leur niveau de vie après une baisse de revenus. Au final, l'équilibre entre revenus et dépenses de l'ensemble des ménages passe par un fort endettement d'une partie d'entre eux, par l'intermédiaire du système financier<sup>39</sup>. Ces déséquilibres financiers ont été favorisés par un système financier insuffisamment régulé, ce qui a permis une prise de risque excessive dans les décisions d'octroi de prêts, et contribué à la formation d'une bulle immobilière.

**Des recherches économiques récentes conduites par l'université de Chicago montrent que ces mécanismes ont joué un rôle dans la formation de la crise.**

Les économistes Mian et Sufi montrent notamment que la récession américaine de 2007 a été causée par le mouvement de désendettement des ménages américains à partir de 2006<sup>40</sup>. L'endettement excessif antérieur des ménages américains aurait lui-même résulté d'un crédit moins cher et plus facile à obtenir auprès des institutions financières<sup>41</sup>. Certains auteurs attribuent aux inégalités un rôle important dans cette hausse de l'offre de crédit à destination des ménages : en particulier, les autorités politiques auraient, pour compenser les effets de la montée des inégalités, favorisé une déréglementation et une prise de risques excessifs des institutions publiques (Fannie Mae, Freddie Mac) garantissant les

(38) Berg A.G. et Ostry J.D. (2011), « Inequality and Unsustainable Growth: Two Sides of the Same Coin? », IMF Staff Discussion Note, SDN/11/08.

(39) Kumhof M. et Rancière R. (2010), « Inequality, Leverage and Crisis », IMF Working Paper WP/10/268.

(40) Mian A., Rao K. et Sufi A. (2011), « Household Balance Sheets, Consumption and the Economic Slump », University of Chicago Booth of Business Working Paper (Chicago).

(41) Mian A. et Sufi A. (2009), « The Consequences of Mortgage Credit Expansion: Evidence from the U.S. Mortgage Default Crisis », *Quarterly Journal of Economics*, Volume 124, Issue 4, pp. 1449-1496.



crédits afin de permettre l'accès au crédit et au logement des plus modestes – c'est notamment la thèse de Rajan<sup>42</sup>.

**Même s'il n'existe pas de lien automatique entre inégalités et crises, le rôle des inégalités dans la gestation de la dernière crise économique mondiale est un argument supplémentaire en faveur de leur réduction.** Dans les pays développés, la question des inégalités qui est traditionnellement plus politique qu'économique, renvoie souvent à un choix de société. Mais la crise économique mondiale a jeté un jour nouveau sur les risques que le creusement des inégalités fait peser sur la stabilité des économies – il pourrait donc être justifié pour la stabilité économique mondiale que les gouvernements mettent en œuvre des politiques pour tenter de réduire les inégalités.

\* \* \*

En dépit de sa tradition égalitaire et de son système robuste de protection sociale, la France n'est pas épargnée par l'aggravation des inégalités qui concerne la plupart des économies avancées. Cette évolution s'explique à la fois par des décisions fiscales à l'avantage des plus favorisés et par le contexte de stagnation économique et de chômage élevé qui favorise un creusement des inégalités par le haut comme par le bas.

A l'inverse, **le creusement des inégalités est à la fois source de tensions sociales et d'inefficacité économique** à long terme : elles conduisent à un sous-investissement en capital humain et à une mauvaise allocation du capital physique, et alimentent les déséquilibres financiers et les crises de demain. Stagnation et inégali-

tés risquent de se nourrir mutuellement, formant ainsi un cercle vicieux.

**La réduction des inégalités est un élément fondamental de la stratégie de redressement économique, social et financier conduite par le Gouvernement.** Elle est d'abord la condition du succès de la politique de désendettement public, nécessaire à la fois pour restaurer notre souveraineté face aux marchés financiers, pour redonner des marges de manœuvre à l'action publique, et pour améliorer le sort des générations futures. Le désendettement implique des choix difficiles, qui ne pourront être acceptés que s'il met à contribution chacun selon ses moyens et qui ne pourra préserver la demande agrégée que s'il cible essentiellement les revenus et les rentes qui ont vocation à être épargnés, l'efficacité économique rejoignant là l'impératif de justice sociale. C'est le sens de la réforme de l'impôt sur le revenu (tranche à 45 %, barémisation de la fiscalité des revenus du capital, réforme du quotient familial) et de l'impôt sur la fortune.

La réduction des inégalités guide également l'action du gouvernement en matière de **lutte contre les rémunérations indécentes**. Un niveau modéré d'inégalités et de différenciation permet de créer les incitations économiques et génère des gains de productivité et du progrès. Un niveau trop élevé d'inégalités peut conduire à l'effet inverse surtout quand celles-ci sont vues comme parfois complètement indépendantes des talents et de l'engagement de ceux qui en bénéficient. C'est par souci de promotion de toutes les réussites individuelles, de toutes les carrières et de tous les talents, que le Gouvernement souhaite décourager les rémunérations qui ne peuvent être justifiées que par la rente ou un pouvoir de négociation excessif, en tenant compte des situations exceptionnelles, par

(42) Rajan R. G. (2010), « Fault Lines: How Hidden Fractures Still Threaten the World Economy », *Princeton University Press*.

le biais de l'instauration d'une taxe exceptionnelle de 75 % sur les revenus annuels excédant 1 M€ et l'encadrement des rémunérations des dirigeants d'entreprises publiques.

**La réduction des inégalités par le bas passe ensuite par un soutien résolu à l'emploi et au pouvoir d'achat des plus modestes**, qui justifie les mesures d'urgence déjà adoptées comme la création de 150 000 emplois d'avenir, la revalorisation de 2 % du SMIC en juillet, la réforme des retraites ayant ramené à 60 ans l'âge légal de départ pour les personnes ayant commencé à travailler jeunes et ayant atteint la durée de cotisation, l'augmentation de l'allocation de rentrée scolaire de 25 %, l'encadrement des loyers en zone tendue et plus généralement une politique résolue en faveur du logement notamment social et la baisse de la fiscalité sur les prix des carburants. Les chantiers initiés par la grande conférence sociale sur l'emploi, la formation professionnelle et la règle de revalorisation du SMIC visent également à lutter contre le creusement des inégalités

par le bas. Enfin, une grande conférence sur la pauvreté qui se tiendra d'ici la fin de l'année permettra d'explorer les pistes pour combattre plus efficacement le risque d'exclusion.

Enfin, d'autres dimensions doivent être prises en compte, comme les inégalités hommes / femmes et les discriminations ou les inégalités entre les différentes formes de rémunération. Dans un contexte de concurrence internationale accrue qui exerce des pressions à la baisse sur les rémunérations, il importe aussi d'éviter l'écrasement des niveaux de vie vers le bas, qui nourrit le sentiment de déclassement, et de mettre en œuvre des politiques de dynamisation des revenus tout au long de l'échelle des niveaux de vie ; c'est le sens du travail approfondi sur les trajectoires salariales engagé par le gouvernement lors de la grande conférence sociale.















*IMPRIMERIE NATIONALE*

125943 – Octobre 2012



R É P U B L I Q U E   F R A N Ç A I S E

PROJET DE LOI DE FINANCES POUR

2013

# RAPPORT ÉCONOMIQUE, SOCIAL ET FINANCIER



Tome II  
**Annexe statistique**



*Liberté • Égalité • Fraternité*

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PROJET DE LOI DE FINANCES POUR

2013

# RAPPORT ÉCONOMIQUE, SOCIAL ET FINANCIER

---

Tome II

**Annexe statistique**



## Sommaire

<b>I.</b>	<b>PRODUCTION ET FORMATION DU REVENU</b>	<b>7</b>
<b>II.</b>	<b>STRUCTURE DE LA DEMANDE</b>	<b>17</b>
<b>III.</b>	<b>POPULATION ET EMPLOI</b>	<b>23</b>
<b>IV.</b>	<b>PRIX ET COÛTS SALARIAUX</b>	<b>41</b>
<b>V.</b>	<b>FINANCEMENT DE L'ÉCONOMIE</b>	<b>49</b>
<b>VI.</b>	<b>FINANCES PUBLIQUES</b>	<b>57</b>
<b>VII.</b>	<b>PROTECTION SOCIALE</b>	<b>71</b>
<b>VIII.</b>	<b>SITUATION DES ENTREPRISES</b>	<b>77</b>
<b>IX.</b>	<b>SITUATION DES MÉNAGES</b>	<b>83</b>
<b>X.</b>	<b>COMMERCE EXTÉRIEUR ET BALANCE DES PAIEMENTS</b>	<b>89</b>
<b>XI.</b>	<b>INDICATEURS DE DÉVELOPPEMENT DURABLE</b>	<b>101</b>
<b>XII.</b>	<b>COMPARAISONS INTERNATIONALES</b>	<b>105</b>



## Avertissement

Les comptes nationaux français sont établis selon le Système européen de comptabilité (SEC 95). Ce système reproduit très largement celui préparé sous l'égide de l'ONU, dont tous les États membres doivent s'inspirer.

Les données annuelles en « base 2005 » issues des comptes nationaux annuels de l'Insee ont été conçues à partir des comptes de la Nation pour 2011 publiés par l'Insee le 15 mai 2012. Certains chiffres ne sont pas disponibles à la date d'élaboration de ce rapport dans la nouvelle base et sont donc exprimés en « base 2000 ». Quelques séries longues non rétropolées en base 2000 sont complétées sur le passé en « base 1995 ».

Les données trimestrielles issues des comptes nationaux trimestriels de l'Insee ont été établies à partir des premiers résultats du deuxième trimestre 2012 publiés par l'Insee le 14 août 2012.





# I. Production et formation du revenu

- I.1 Emplois et ressources de biens et services aux prix courants
- I.2 Emplois et ressources de biens et services aux prix de l'année précédente, chaînés, base 2005
- I.3 Contributions à la croissance du PIB
- I.4 Indices de prix des différents postes de l'équilibre emplois-ressources
- I.5 Valeur ajoutée par branche
- I.6 Revenus disponibles bruts
- I.7 Partage de la valeur ajoutée au prix de base des ENF
- I.8 Partage de la valeur ajoutée au prix de base et au coût des facteurs des SNF
- I.9 Équilibre épargne-investissement

## Définitions

Les données trimestrielles qui apparaissent dans les tableaux sont CVS-CJO.

■ **CVS** pour Corrigées des Variations Saisonnières.

■ **CJO** pour Corrigées des Jours Ouvrables.

**PIB** : Produit Intérieur Brut

**SNF** : Sociétés Non Financières.

**EINF** : Entreprises Individuelles Non Financières.

**ENF** : Entreprises Non Financières (SNF + EINF).

Tableau I.1

## Emplois et ressources de biens et services aux prix courants

Années ou trimestres	Ressources			Emplois						
	PIB	Importations	Total	Dépenses de consommation finale			Formation brute de capital fixe	Variations de stocks et objets de valeur	Exportations	Total
				Ménages	Adminis- trations publiques	ISBLSM <sup>(1)</sup>				
Niveau annuel en milliards d'euros courants et part dans le PIB en valeur										
2011	1 996,6	594,3	2 590,9	1 110,1	489,3	41,2	401,2	10,9	538,2	2 590,9
	100,0	29,8	-	55,6	24,5	2,1	20,1	0,5	27,0	-
Taux de croissance annuels aux prix courants, en %										
1965	8,0	3,5	7,5	6,7	8,2	8,4	9,5	-	11,7	7,5
1966	8,4	13,6	8,9	8,0	8,9	4,9	9,7	-	8,3	8,9
1967	8,1	8,7	8,2	8,3	9,3	3,5	10,0	-	7,0	8,2
1968	9,1	11,4	9,3	9,5	11,6	9,9	8,0	-	9,7	9,3
1969	15,0	26,6	16,3	14,0	15,5	14,8	14,0	-	21,5	16,3
1970	11,9	17,5	12,6	9,8	13,0	15,5	10,7	-	25,4	12,6
1971	11,5	12,1	11,6	11,5	13,8	12,7	12,7	-	15,2	11,6
1972	11,8	14,2	12,1	11,5	11,8	11,9	12,4	-	12,9	12,1
1973	14,9	22,4	15,9	13,4	15,8	14,1	16,5	-	21,2	15,9
1974	16,6	50,3	21,4	17,4	19,4	13,8	19,6	-	37,4	21,4
1975	12,4	- 7,5	8,8	13,6	22,2	13,9	5,9	-	2,8	8,8
1976	15,7	31,4	18,1	15,7	17,3	13,9	13,7	-	18,7	18,1
1977	12,7	13,3	12,8	12,3	14,2	12,8	8,5	-	17,8	12,8
1978	13,5	8,7	12,7	12,9	16,0	12,4	11,3	-	14,9	12,7
1979	14,1	21,1	15,2	14,6	13,8	12,5	13,3	-	17,0	15,2
1980	13,3	25,8	15,5	14,4	16,6	14,7	17,6	-	14,9	15,5
1981	12,8	17,5	13,6	15,9	16,9	13,4	9,4	-	18,1	13,6
1982	14,8	17,0	15,2	15,4	17,4	13,4	11,0	-	11,9	15,2
1983	11,1	5,7	10,0	10,6	11,8	9,3	3,9	-	16,3	10,0
1984	8,7	13,5	9,6	8,8	9,6	6,8	4,4	-	15,5	9,6
1985	7,1	7,2	7,1	8,1	7,4	4,8	6,5	-	4,8	7,1
1986	7,6	- 6,9	4,8	6,5	6,2	4,7	8,1	-	- 6,0	4,8
1987	5,0	6,1	5,2	6,3	4,4	5,0	8,1	-	1,1	5,2
1988	8,1	9,9	8,4	6,0	6,0	6,8	12,6	-	12,3	8,4
1989	7,7	14,5	8,9	7,2	5,1	7,3	10,4	-	14,6	8,9
1990	5,4	2,9	5,0	5,2	5,8	7,9	6,4	-	2,3	5,0
1991	3,7	3,0	3,6	3,4	5,9	5,1	2,7	-	5,3	3,6
1992	3,4	- 1,2	2,6	3,3	6,2	11,4	- 2,0	-	3,4	2,6
1993	1,1	- 6,7	- 0,3	1,4	6,2	3,5	- 6,1	-	- 1,8	- 0,3
1994	3,4	9,0	4,3	2,7	2,2	5,3	2,0	-	7,5	4,3
1995	3,3	7,5	4,0	2,6	3,2	9,7	1,6	-	7,6	4,0
1996	2,5	3,9	2,8	3,2	3,8	7,1	1,4	-	4,5	2,8
1997	3,1	9,2	4,2	1,2	3,1	2,8	0,9	-	14,3	4,2
1998	4,4	8,4	5,2	4,0	1,0	6,8	7,3	-	6,6	5,2
1999	3,5	4,7	3,7	2,9	3,6	5,0	8,7	-	3,0	3,7
2000	5,3	20,9	8,4	5,9	4,2	6,1	9,1	-	15,1	8,4
2001	3,9	1,7	3,4	4,4	3,4	7,3	3,9	-	2,3	3,4
2002	3,2	- 1,5	2,2	3,0	6,1	4,6	- 0,5	-	0,1	2,2
2003	2,9	- 0,9	2,1	3,8	4,5	0,0	3,4	-	- 3,0	2,1
2004	4,3	7,3	4,9	3,9	4,1	2,2	6,4	-	5,2	4,9
2005	3,8	8,8	4,8	4,4	3,8	2,6	7,5	-	4,6	4,8
2006	4,7	8,8	5,5	4,3	3,3	5,9	8,4	-	7,3	5,5
2007	4,9	6,2	5,2	4,4	3,3	6,1	9,5	-	4,3	5,2
2008	2,5	4,8	3,0	3,2	3,3	1,4	4,4	-	2,8	3,0
2009	- 2,5	- 15,4	- 5,4	- 0,6	3,8	5,4	- 10,8	-	- 15,4	- 5,4
2010	2,7	13,1	4,8	2,5	3,1	5,0	2,5	-	12,4	4,8
2011	3,1	10,6	4,7	2,3	1,6	3,4	6,5	-	8,7	4,7
Taux de croissance trimestriels (CVS-CJO), en %										
2010. I	0,8	2,3	1,1	0,4	0,5	1,2	0,3	-	5,1	1,1
II	0,9	5,6	1,9	0,5	0,6	1,2	2,7	-	4,2	1,9
III	0,9	3,7	1,5	0,9	0,5	1,0	1,5	-	2,9	1,5
IV	0,5	1,4	0,7	1,0	0,3	0,9	0,8	-	1,6	0,7
2011. I	1,2	6,4	2,4	0,8	0,4	0,8	2,6	-	2,8	2,4
II	0,4	- 0,8	0,1	- 0,3	0,3	0,8	1,1	-	1,1	0,1
III	0,6	1,4	0,8	0,6	0,4	0,6	0,9	-	1,9	0,8
IV	0,5	- 0,7	0,2	0,6	0,3	0,6	1,9	-	1,6	0,2
2012. I	0,3	1,4	0,5	0,8	0,5	0,5	- 0,3	-	0,7	0,5
II	0,5	1,1	0,6	0,1	0,5	0,5	1,0	-	- 0,1	0,6

Source : Insee, base 2005 des comptes nationaux.

(1) Institutions sans but lucratif au service des ménages.

Tableau I.2

## Emplois et ressources de biens et services aux prix de l'année précédente, chaînés, base 2005

Années ou trimestres	Ressources		Emplois					
	PIB	Importations	Dépenses de consommation finale			Formation brute de capital fixe	Variations de stocks et objets de valeur	Exportations
			Ménages	Adminis- trations publiques	ISBLSM <sup>(1)</sup>			
Taux de croissance annuels aux prix de l'année précédente, chaînés, base 2005, en %								
1965	4,8	2,5	3,9	4,8	3,3	5,6	-	10,7
1966	5,2	11,3	4,8	4,6	- 0,6	7,9	-	6,8
1967	4,9	9,5	4,9	5,3	- 1,4	7,9	-	7,3
1968	4,5	12,2	4,3	4,2	1,1	5,8	-	10,8
1969	7,1	20,8	6,5	6,0	5,4	7,9	-	15,8
1970	6,2	7,2	4,5	5,2	6,6	5,8	-	16,4
1971	5,3	7,2	5,5	6,3	4,9	7,2	-	9,8
1972	4,5	15,2	5,1	4,7	1,4	6,3	-	11,4
1973	6,6	15,1	5,8	6,5	4,8	7,9	-	12,6
1974	4,7	5,2	3,2	5,0	0,1	2,9	-	11,5
1975	- 1,1	- 8,8	1,9	5,5	- 1,0	- 5,7	-	- 3,2
1976	4,4	18,8	5,4	4,0	1,5	2,3	-	8,6
1977	3,6	1,7	2,7	3,1	1,0	- 0,7	-	7,9
1978	3,9	4,4	3,9	6,5	2,7	2,6	-	6,1
1979	3,4	8,9	3,5	3,4	2,8	2,4	-	6,8
1980	1,6	5,2	1,4	3,1	1,9	3,1	-	2,8
1981	1,0	- 1,3	2,1	2,9	0,1	- 1,9	-	4,9
1982	2,4	3,6	3,2	4,4	1,4	- 1,5	-	- 1,1
1983	1,2	- 2,6	0,9	2,6	1,0	- 3,6	-	4,7
1984	1,5	3,4	0,8	2,2	- 0,6	- 1,5	-	6,8
1985	1,6	4,8	1,9	3,0	0,4	2,3	-	2,0
1986	2,3	6,7	3,6	2,6	0,6	4,6	-	- 1,0
1987	2,4	7,7	3,2	2,7	4,5	4,9	-	2,8
1988	4,7	8,5	3,1	3,6	5,2	9,4	-	8,5
1989	4,2	8,1	3,0	1,4	3,7	7,4	-	9,8
1990	2,6	5,0	2,4	3,2	5,3	3,9	-	4,1
1991	1,0	2,9	0,4	3,4	4,0	- 0,3	-	6,1
1992	1,5	1,7	0,8	3,1	8,3	- 2,0	-	5,8
1993	- 0,7	- 3,4	- 0,2	3,5	0,8	- 6,0	-	0,2
1994	2,2	8,8	1,5	0,3	3,7	1,7	-	8,0
1995	2,0	7,4	1,5	- 0,1	6,5	1,8	-	8,2
1996	1,1	2,2	1,5	2,1	4,8	0,7	-	3,6
1997	2,2	7,9	0,3	1,2	0,3	0,5	-	12,8
1998	3,4	11,6	3,6	- 0,7	4,8	7,4	-	8,2
1999	3,3	6,6	3,4	1,4	3,5	8,5	-	4,6
2000	3,7	14,8	3,3	1,9	4,8	6,8	-	12,4
2001	1,8	2,2	2,3	1,3	4,1	2,2	-	2,6
2002	0,9	1,7	1,8	1,9	8,7	- 1,9	-	1,6
2003	0,9	0,8	1,9	1,9	- 3,3	2,2	-	- 1,3
2004	2,5	5,9	1,8	2,2	- 1,6	3,4	-	4,8
2005	1,8	5,6	2,5	1,3	0,4	4,4	-	2,9
2006	2,5	5,1	2,2	1,4	2,2	4,0	-	5,2
2007	2,3	5,5	2,3	1,5	4,2	6,3	-	2,3
2008	- 0,1	0,9	0,3	1,3	- 0,3	0,3	-	- 0,3
2009	- 3,1	- 9,6	0,1	2,5	4,4	- 10,6	-	- 12,1
2010	1,7	8,9	1,4	1,8	3,8	1,2	-	9,6
2011	1,7	4,9	0,3	0,2	1,9	3,5	-	5,3
Taux de croissance trimestriels (CVS-CJO) aux prix de l'année précédente, chaînés, base 2005, en %								
2010. I	0,3	1,6	- 0,1	0,2	0,9	0,2	-	4,3
II	0,7	3,6	0,3	0,4	0,8	2,0	-	3,0
III	0,4	3,6	0,6	0,2	0,7	1,2	-	2,2
IV	0,4	0,0	0,4	0,0	0,6	0,2	-	0,7
2011. I	0,9	3,3	0,0	- 0,1	0,5	1,5	-	1,4
II	0,0	- 0,9	- 0,8	0,0	0,4	0,4	-	0,7
III	0,3	0,5	0,2	0,2	0,2	0,3	-	1,6
IV	0,0	- 1,6	0,0	0,2	0,1	1,3	-	1,2
2012. I	0,0	0,6	0,2	0,5	0,0	- 0,8	-	0,1
II	0,0	1,8	- 0,2	0,5	0,1	0,6	-	0,2

Source : Insee, base 2005 des comptes nationaux.

(1) Institutions sans but lucratif au service des ménages.

Tableau I.3

## Contributions à la croissance du PIB

(en points de PIB)

Années ou trimestres	Dépenses de consom- mation finale des ménages	Dépenses de consom- mation finale des adminis- trations	Formation brute de capital fixe					Variations de stocks et objets de valeur	Commerce extérieur			PIB
			Totale	Sociétés et entreprises individuelles non financières	Ménages hors entreprises individuelles	Sociétés et entreprises individuelles financières	Adminis- trations publiques		Total	Expor- tations	Impor- tations	
Contributions à la croissance du PIB aux prix de l'année précédente												
1965	2,2	0,8	1,3	0,2	0,7	0,0	0,4	- 0,6	1,1	1,4	- 0,3	4,8
1966	2,7	0,8	1,8	1,0	0,7	0,0	0,1	0,4	- 0,5	0,9	- 1,4	5,2
1967	2,8	0,9	1,8	0,9	0,5	0,0	0,4	- 0,3	- 0,2	1,0	- 1,2	4,9
1968	2,4	0,7	1,4	0,9	0,7	0,0	- 0,2	0,1	- 0,1	1,4	- 1,6	4,5
1969	3,6	1,0	1,9	1,3	0,4	0,0	0,1	1,1	- 0,6	2,1	- 2,8	7,1
1970	2,5	0,9	1,3	0,5	0,6	0,1	0,3	0,1	1,3	2,3	- 1,0	6,2
1971	3,0	1,1	1,7	1,1	0,5	0,0	0,0	- 1,0	0,5	1,6	- 1,1	5,3
1972	2,8	0,8	1,5	0,8	0,5	0,1	0,1	- 0,1	- 0,5	1,9	- 2,3	4,5
1973	3,1	1,1	1,9	0,9	0,7	0,1	0,2	0,7	- 0,3	2,1	- 2,4	6,6
1974	1,7	0,9	0,7	0,1	0,4	0,1	0,1	0,2	1,2	2,0	- 0,9	4,7
1975	1,1	1,0	- 1,4	- 1,1	- 0,6	0,0	0,3	- 3,0	1,2	- 0,7	1,9	- 1,1
1976	3,0	0,8	0,5	0,5	0,0	0,0	0,1	1,8	- 1,7	1,6	- 3,4	4,4
1977	1,5	0,6	- 0,2	0,1	0,0	0,1	- 0,3	0,5	1,2	1,5	- 0,4	3,6
1978	2,1	1,3	0,6	0,2	0,5	0,0	- 0,1	- 0,5	0,3	1,2	- 0,9	3,9
1979	1,9	0,7	0,5	0,3	0,2	0,1	0,0	0,7	- 0,3	1,4	- 1,7	3,4
1980	0,7	0,7	0,7	0,6	0,0	0,0	0,0	0,0	- 0,5	0,6	- 1,1	1,6
1981	1,2	0,6	- 0,4	- 0,2	- 0,2	0,0	0,0	- 1,7	1,3	1,0	0,3	1,0
1982	1,8	1,0	- 0,3	0,0	- 0,4	0,0	0,1	1,0	- 1,1	- 0,3	- 0,9	2,4
1983	0,5	0,6	- 0,7	- 0,4	- 0,2	0,0	- 0,2	- 0,8	1,7	1,0	0,6	1,2
1984	0,4	0,5	- 0,3	- 0,1	- 0,3	0,1	0,0	0,1	0,8	1,6	- 0,8	1,5
1985	1,1	0,7	0,4	0,3	- 0,2	0,0	0,2	0,1	- 0,7	0,5	- 1,2	1,6
1986	2,1	0,6	0,8	0,6	0,1	0,1	0,1	0,6	- 1,9	- 0,2	- 1,6	2,3
1987	1,8	0,6	0,9	0,6	0,1	0,0	0,1	0,0	- 1,0	0,6	- 1,6	2,4
1988	1,8	0,8	1,8	1,0	0,3	0,1	0,4	0,3	- 0,1	1,7	- 1,8	4,7
1989	1,7	0,3	1,5	0,9	0,4	0,0	0,2	0,3	0,3	2,0	- 1,7	4,2
1990	1,3	0,7	0,8	0,6	0,0	0,1	0,1	0,0	- 0,2	0,9	- 1,1	2,6
1991	0,2	0,7	- 0,1	0,0	- 0,4	0,1	0,2	- 0,6	0,7	1,3	- 0,6	1,0
1992	0,5	0,7	- 0,4	- 0,3	- 0,2	0,0	0,1	- 0,3	0,9	1,3	- 0,4	1,5
1993	- 0,1	0,8	- 1,2	- 0,8	- 0,2	0,0	- 0,1	- 1,0	0,8	0,1	0,7	- 0,7
1994	0,8	0,1	0,3	0,2	0,2	- 0,1	0,0	1,0	0,0	1,7	- 1,7	2,2
1995	0,9	0,0	0,3	0,2	0,1	0,1	- 0,1	0,5	0,3	1,8	- 1,5	2,0
1996	0,8	0,5	0,1	0,0	0,0	0,1	0,0	- 0,8	0,3	0,8	- 0,5	1,1
1997	0,2	0,3	0,1	0,2	0,0	0,1	- 0,2	0,3	1,3	3,0	- 1,7	2,2
1998	2,0	- 0,2	1,2	0,9	0,2	0,1	0,1	0,8	- 0,6	2,1	- 2,7	3,4
1999	1,9	0,3	1,5	0,9	0,3	0,1	0,2	- 0,1	- 0,4	1,2	- 1,6	3,3
2000	1,8	0,4	1,2	0,7	0,1	0,1	0,3	0,5	- 0,3	3,3	- 3,6	3,7
2001	1,3	0,3	0,4	0,4	0,1	0,0	0,0	- 0,3	0,1	0,7	- 0,6	1,8
2002	1,0	0,4	- 0,4	- 0,3	0,0	0,0	- 0,1	- 0,2	0,0	0,5	- 0,5	0,9
2003	1,0	0,4	0,4	0,1	0,1	0,1	0,1	- 0,3	- 0,6	- 0,4	- 0,2	0,9
2004	1,0	0,5	0,6	0,3	0,2	0,0	0,1	0,7	- 0,2	1,2	- 1,5	2,5
2005	1,4	0,3	0,8	0,4	0,3	0,0	0,2	0,0	- 0,7	0,7	- 1,4	1,8
2006	1,2	0,3	0,8	0,4	0,3	0,1	- 0,1	0,1	0,0	1,4	- 1,4	2,5
2007	1,3	0,4	1,3	0,9	0,3	0,0	0,1	0,2	- 0,9	0,6	- 1,5	2,3
2008	0,1	0,3	0,1	0,3	- 0,2	0,1	- 0,1	- 0,2	- 0,3	- 0,1	- 0,3	- 0,1
2009	0,1	0,6	- 2,3	- 1,5	- 0,7	- 0,1	0,1	- 1,2	- 0,5	- 3,3	2,8	- 3,1
2010	0,8	0,4	0,2	0,6	0,0	- 0,1	- 0,3	0,1	0,0	2,3	- 2,2	1,7
2011	0,1	0,0	0,7	0,5	0,2	0,1	- 0,1	0,8	0,0	1,3	- 1,4	1,7
Contributions à la croissance du PIB aux prix de l'année précédente (CVS-CJO)												
2010.I	0,0	0,1	0,0	0,2	0,0	0,0	- 0,2	- 0,4	0,6	1,0	- 0,4	0,3
II	0,2	0,1	0,4	0,4	0,0	0,0	0,0	0,2	- 0,2	0,7	- 0,9	0,7
III	0,4	0,0	0,2	0,2	0,1	0,0	- 0,1	0,2	- 0,4	0,5	- 1,0	0,4
IV	0,3	0,0	0,0	0,1	0,0	0,0	- 0,1	- 0,1	0,2	0,2	0,0	0,4
2011.I	0,0	0,0	0,3	0,2	0,0	0,0	0,0	1,2	- 0,6	0,4	- 0,9	0,9
II	- 0,5	0,0	0,1	0,0	0,1	0,0	0,0	0,0	0,5	0,2	0,3	0,0
III	0,1	0,0	0,1	0,0	0,1	0,0	0,0	- 0,2	0,3	0,4	- 0,2	0,3
IV	0,0	0,0	0,3	0,2	0,0	0,0	0,0	- 1,0	0,8	0,3	0,5	0,0
2012.I	0,1	0,1	- 0,2	- 0,1	0,0	0,0	0,0	0,1	- 0,1	0,0	- 0,2	0,0
II	- 0,1	0,1	0,1	0,1	0,0	0,0	0,0	0,3	- 0,5	0,1	- 0,5	0,0

Source : Insee, base 2005 des comptes nationaux.

Tableau I.4

# Indices de prix des différents postes de l'équilibre emplois-ressources

Années ou trimestres	Ressources		Emplois					
	PIB	Importations	Dépenses de consommation finale			Formation brute de capital fixe	Variations de stocks et objets de valeur	Exportations
			Ménages	Adminis- trations publiques	ISBLSM <sup>(1)</sup>			
Taux de croissance annuels, en %								
1965	3,0	1,0	2,7	3,3	4,8	3,7	-	0,9
1966	3,0	2,0	3,1	4,1	5,5	1,7	-	1,4
1967	3,1	- 0,7	3,2	3,8	4,9	1,9	-	- 0,3
1968	4,4	- 0,7	5,0	7,1	8,7	2,1	-	- 1,0
1969	7,3	4,8	7,1	8,9	8,9	5,6	-	4,9
1970	5,4	9,6	5,1	7,5	8,3	4,7	-	7,7
1971	5,9	4,6	5,6	7,0	7,4	5,2	-	4,9
1972	6,9	- 0,9	6,1	6,8	10,4	5,8	-	1,4
1973	7,7	6,3	7,2	8,8	8,8	8,0	-	7,6
1974	11,3	43,0	13,8	13,7	13,7	16,3	-	23,3
1975	13,6	1,4	11,4	15,8	15,0	12,3	-	6,2
1976	10,8	10,6	9,8	12,8	12,2	11,2	-	9,3
1977	8,8	11,4	9,4	10,8	11,7	9,2	-	9,2
1978	9,2	4,1	8,7	8,9	9,4	8,4	-	8,3
1979	10,3	11,2	10,8	10,1	9,4	10,7	-	9,5
1980	11,5	19,6	12,8	13,0	12,6	14,1	-	11,8
1981	11,7	19,1	13,5	13,6	13,3	11,5	-	12,7
1982	12,1	12,9	11,8	12,5	11,8	12,7	-	13,2
1983	9,7	8,6	9,7	9,0	8,3	7,8	-	11,1
1984	7,1	9,7	8,0	7,2	7,4	6,0	-	8,2
1985	5,4	2,2	6,1	4,3	4,4	4,1	-	2,7
1986	5,2	- 12,7	2,8	3,5	4,0	3,4	-	- 5,1
1987	2,6	- 1,5	3,0	1,7	0,5	3,1	-	- 1,7
1988	3,3	1,3	2,8	2,4	1,6	3,0	-	3,6
1989	3,4	6,0	4,0	3,6	3,4	2,7	-	4,4
1990	2,8	- 2,0	2,8	2,6	2,5	2,3	-	- 1,7
1991	2,7	0,1	3,0	2,5	1,0	3,0	-	- 0,8
1992	1,9	- 2,9	2,5	3,0	2,8	0,0	-	- 2,3
1993	1,7	- 3,4	1,7	2,6	2,7	- 0,1	-	- 2,0
1994	1,1	0,1	1,3	1,9	1,5	0,3	-	- 0,5
1995	1,2	0,2	1,0	3,3	3,1	- 0,2	-	- 0,6
1996	1,5	1,6	1,7	1,6	2,2	0,7	-	0,8
1997	0,9	1,2	0,9	1,9	2,5	0,4	-	1,3
1998	1,0	- 2,9	0,4	1,7	1,8	- 0,1	-	- 1,4
1999	0,2	- 1,8	- 0,5	2,1	1,4	0,2	-	- 1,5
2000	1,6	5,3	2,4	2,3	1,3	2,1	-	2,5
2001	2,0	- 0,6	2,0	2,0	3,1	1,6	-	- 0,3
2002	2,2	- 3,2	1,2	4,2	- 3,8	1,5	-	- 1,5
2003	2,0	- 1,7	1,9	2,5	3,4	1,2	-	- 1,7
2004	1,7	1,3	2,1	1,8	3,9	2,9	-	0,4
2005	1,9	3,1	1,8	2,5	2,2	2,9	-	1,7
2006	2,1	3,6	2,0	1,9	3,7	4,3	-	2,0
2007	2,6	0,6	2,1	1,8	1,9	3,0	-	1,9
2008	2,5	3,8	2,9	2,0	1,8	4,0	-	3,1
2009	0,7	- 6,4	- 0,7	1,3	1,0	- 0,2	-	- 3,8
2010	1,1	3,9	1,1	1,3	1,2	1,3	-	2,5
2011	1,3	5,4	2,1	1,4	1,5	2,9	-	3,2
Taux de croissance trimestriels (CVS-CJO), en %								
2010.I	0,5	0,7	0,5	0,3	0,4	0,1	-	0,8
II	0,3	1,9	0,3	0,2	0,4	0,6	-	1,1
III	0,5	0,1	0,3	0,3	0,4	0,3	-	0,7
IV	0,2	1,4	0,5	0,4	0,3	0,6	-	0,9
2011.I	0,3	3,0	0,8	0,5	0,4	1,1	-	1,4
II	0,4	0,1	0,5	0,4	0,4	0,7	-	0,3
III	0,3	0,8	0,4	0,2	0,4	0,7	-	0,3
IV	0,5	0,9	0,6	0,1	0,5	0,5	-	0,4
2012.I	0,2	0,7	0,6	0,0	0,5	0,5	-	0,6
II	0,6	- 0,7	0,3	0,0	0,4	0,4	-	- 0,3

Source : Insee, base 2005 des comptes nationaux.

(1) Institutions sans but lucratif au service des ménages.

Tableau I.5

## Valeur ajoutée par branche

Années ou trimestres	Valeur Ajoutée Totale	Agriculture	Industrie manufacturière	Énergie eau déchets	Construction	Services principalement marchands		Services administrés
						Total	dont : Information et communication	
Niveau annuel en milliards d’euros courants								
2011	1 789,0	32,8	180,7	43,8	110,1	1 017,2	86,1	404,3
Part dans la valeur ajoutée totale, en %								
1960	100,0	12,5	25,3	2,4	6,7	39,6	2,4	13,4
1970	100,0	7,9	22,6	2,5	8,1	44,4	3,1	14,6
1980	100,0	4,3	20,6	3,2	7,6	45,9	3,8	18,4
1990	100,0	3,7	17,6	3,0	6,5	50,0	4,4	19,2
2000	100,0	2,5	15,2	2,6	5,0	53,8	4,9	20,9
2010	100,0	1,8	10,3	2,5	6,1	56,7	5,0	22,6
2011	100,0	1,8	10,1	2,5	6,2	56,9	4,8	22,6
Taux de croissance annuels aux prix de l’année précédente, chaînés, base 2005, en %								
1965	4,9	3,6	6,2	6,6	7,3	4,6	4,9	2,9
1966	5,1	- 0,4	7,7	10,4	4,4	5,4	6,2	3,0
1967	5,1	7,9	3,4	11,2	6,1	5,1	6,4	4,7
1968	6,3	4,6	6,8	27,6	- 1,0	6,9	6,1	5,7
1969	6,6	- 2,3	8,7	12,3	3,6	8,3	9,3	4,3
1970	6,7	2,1	9,0	13,7	8,0	6,5	8,1	4,2
1971	5,4	- 0,3	6,9	6,2	8,6	5,7	8,2	3,1
1972	4,1	7,8	1,3	7,8	3,3	5,1	5,3	3,1
1973	6,7	7,5	6,7	7,8	6,2	7,8	8,3	3,3
1974	6,0	- 4,1	8,3	7,7	2,6	8,1	7,8	3,7
1975	- 1,4	- 6,0	- 3,7	5,7	- 1,5	- 1,0	1,7	2,0
1976	3,7	- 2,8	6,6	2,2	- 0,6	4,0	6,7	3,7
1977	4,4	2,5	4,2	10,5	1,6	5,1	5,8	3,8
1978	3,2	14,4	0,8	5,5	0,0	3,0	5,5	4,4
1979	3,1	8,6	2,8	2,3	- 1,6	3,6	3,8	2,7
1980	2,4	- 1,1	0,6	3,4	1,6	3,9	7,4	1,6
1981	1,2	- 0,5	- 0,3	1,0	- 1,0	2,2	4,1	1,8
1982	2,3	16,4	- 0,5	0,9	- 0,6	2,3	3,6	3,6
1983	1,2	- 6,4	1,7	1,8	- 2,9	1,8	1,1	2,4
1984	1,6	4,8	- 0,3	2,4	- 3,4	2,8	2,9	1,5
1985	1,6	5,8	0,7	0,0	- 0,5	1,5	5,3	2,9
1986	2,1	0,2	- 0,7	1,1	3,8	3,4	6,3	1,7
1987	2,2	3,2	- 0,1	3,9	1,7	3,1	3,8	1,9
1988	4,3	- 1,6	4,0	2,7	6,6	5,2	6,9	3,3
1989	4,2	3,5	3,9	5,1	3,3	5,7	9,3	1,1
1990	2,8	6,3	2,7	4,5	4,1	2,5	4,5	2,0
1991	1,1	- 8,9	0,3	7,6	0,3	1,2	2,1	2,6
1992	1,8	14,1	- 0,2	- 0,2	1,6	1,6	1,8	2,5
1993	- 0,7	- 5,6	- 2,1	- 2,0	- 7,2	0,0	0,0	1,7
1994	2,0	0,4	3,4	- 2,6	- 2,4	2,4	3,4	1,8
1995	2,2	3,7	3,9	5,6	0,5	2,0	3,0	0,9
1996	1,1	6,0	0,0	4,1	- 4,9	1,9	3,1	0,4
1997	2,3	- 0,2	4,1	- 3,9	- 3,5	3,6	6,8	0,6
1998	3,4	2,7	4,7	8,6	- 0,4	4,3	7,7	0,6
1999	3,2	5,0	3,6	3,4	3,9	3,9	9,1	0,7
2000	3,4	- 1,7	3,9	1,8	5,4	4,9	4,2	- 0,3
2001	1,7	- 3,2	0,4	7,9	3,7	1,9	6,9	1,4
2002	0,9	5,4	- 0,9	6,9	- 0,6	1,2	7,9	0,2
2003	0,7	- 15,6	1,7	0,8	- 0,6	1,4	4,5	0,4
2004	2,7	21,1	2,1	2,9	1,6	2,7	8,1	1,7
2005	1,7	- 5,5	2,3	- 3,5	3,0	2,2	1,0	0,9
2006	2,5	- 0,1	1,2	0,9	2,2	3,3	8,8	1,6
2007	2,4	- 0,8	2,3	0,6	4,6	2,9	5,0	1,0
2008	0,1	4,2	- 4,2	- 5,2	- 1,7	1,0	3,1	0,9
2009	- 3,0	6,4	- 7,4	- 8,3	- 6,0	- 3,4	- 4,3	1,1
2010	1,5	- 5,7	3,8	1,2	- 4,8	2,2	3,1	0,9
2011	1,8	3,9	0,8	- 0,6	0,0	2,4	2,5	1,2
Taux de croissance trimestriels (CVS-CJO) aux prix de l’année précédente, chaînés, base 2005, en %								
2010. I	0,2	- 3,2	0,6	2,0	- 1,7	0,5	0,9	0,1
II	0,6	- 2,2	1,2	0,1	- 0,5	0,9	2,2	0,1
III	0,3	- 0,5	- 0,3	0,9	- 0,5	0,6	0,4	0,2
IV	0,3	0,8	0,4	- 0,2	- 1,1	0,5	- 0,2	0,2
2011. I	1,0	2,0	1,2	- 0,1	0,4	1,3	1,9	0,5
II	0,1	1,5	- 0,8	- 1,2	0,6	0,2	- 0,5	0,3
III	0,3	1,6	- 0,2	1,0	0,7	0,2	0,7	0,3
IV	0,0	0,8	- 0,7	- 1,4	0,4	0,1	0,5	0,2
2012. I	0,1	0,5	- 0,6	0,6	- 0,1	0,1	0,4	0,3
II	0,0	0,7	- 0,7	1,1	0,3	- 0,1	0,8	0,3

Source : Insee, base 2005 des comptes nationaux.

Tableau I.6

## Revenus disponibles bruts

Années	Revenu des ménages	Revenu des sociétés non financières	Revenu des sociétés financières	Revenu des administrations publiques	Revenu des ISBLSM (1)	Solde des revenus et transferts vers le reste du monde (Contrib. à la croiss. du PIB)	PIB
Niveau annuel en milliards d'euros courants et part dans le PIB, en %							
2011	1 323,5 66,3	136,0 6,8	42,6 2,1	457,0 22,9	42,4 2,1	- 4,9 - 0,2	1 996,6 100,0
Taux de croissance annuels aux prix courants, en %							
1965	7,5	13,4	11,9	7,9	10,8	0,1	8,0
1966	8,0	13,5	9,5	8,1	5,6	0,1	8,4
1967	8,8	11,4	3,6	5,5	7,5	0,0	8,1
1968	9,6	0,5	22,6	7,4	12,5	0,2	9,1
1969	12,1	26,2	30,0	20,1	16,3	0,2	15,0
1970	12,5	7,9	- 3,1	12,6	9,6	0,0	11,9
1971	11,3	21,6	- 6,6	10,5	7,9	0,2	11,5
1972	12,1	5,8	- 6,2	14,7	0,8	- 0,1	11,8
1973	13,8	19,7	71,1	12,7	15,5	0,4	14,9
1974	18,7	- 10,7	14,4	19,8	19,3	- 0,4	16,6
1975	14,4	1,3	- 14,7	8,1	13,2	0,5	12,4
1976	12,3	10,2	37,5	27,1	11,4	0,0	15,7
1977	12,5	29,3	25,4	9,9	15,2	0,1	12,7
1978	14,3	7,1	- 0,1	10,9	17,9	0,6	13,5
1979	11,6	7,9	24,6	22,2	12,2	0,1	14,1
1980	13,5	- 1,8	30,7	16,0	14,3	- 0,3	13,3
1981	15,9	- 18,2	18,9	7,1	18,3	0,3	12,8
1982	14,1	20,2	- 16,1	16,3	13,4	0,7	14,8
1983	9,5	18,8	44,2	10,4	8,1	0,8	11,1
1984	6,8	46,9	15,1	9,1	13,3	0,1	8,7
1985	7,0	24,4	17,8	5,9	4,7	- 0,3	7,1
1986	5,3	66,3	17,1	4,9	3,2	- 0,4	7,6
1987	4,0	7,0	4,7	8,6	3,8	- 0,2	5,0
1988	6,4	25,1	16,6	5,9	6,1	0,4	8,1
1989	7,7	1,9	15,6	8,9	9,1	0,1	7,7
1990	6,2	0,7	0,0	5,3	11,5	0,0	5,4
1991	4,7	4,5	- 18,5	1,9	6,2	0,3	3,7
1992	4,1	11,0	1,3	0,1	10,6	- 0,2	3,4
1993	2,4	- 9,2	13,1	- 0,9	15,4	- 0,1	1,1
1994	2,0	4,0	15,4	5,1	5,4	0,3	3,4
1995	4,0	- 2,1	- 0,9	3,7	5,7	0,0	3,3
1996	2,0	8,4	- 34,3	7,3	6,9	- 0,4	2,5
1997	2,4	7,5	27,5	3,6	3,6	- 0,3	3,1
1998	3,3	18,2	- 19,1	5,5	6,7	- 0,1	4,4
1999	2,2	10,2	- 9,9	7,8	2,6	- 0,6	3,5
2000	5,5	- 1,0	34,2	4,7	5,7	0,2	5,3
2001	5,2	7,7	- 69,3	3,2	7,2	0,0	3,9
2002	4,5	- 4,9	52,5	- 1,7	5,9	0,8	3,2
2003	2,5	6,5	133,4	0,3	- 0,9	- 0,2	2,9
2004	4,4	- 0,3	0,6	6,7	3,2	- 0,2	4,3
2005	3,1	2,4	30,1	5,5	1,0	- 0,2	3,8
2006	4,6	4,0	- 21,2	7,9	5,4	- 0,2	4,7
2007	5,1	14,8	- 20,6	2,6	5,1	0,0	4,9
2008	3,3	- 12,6	104,4	1,2	4,0	0,0	2,5
2009	0,5	- 5,5	24,4	- 12,9	4,5	0,1	- 2,5
2010	2,0	16,6	- 15,0	3,4	3,7	- 0,2	2,7
2011	2,6	- 11,5	5,5	9,9	1,9	0,0	3,1

Source : Insee, base 2005 des comptes nationaux.

(1) Institutions sans but lucratif au service des ménages.



Tableau I.7

## Partage de la valeur ajoutée au prix de base des ENF (1)

(en part de la valeur ajoutée au prix de base des sociétés  
et des entreprises individuelles non financières, en %)

Champ : Sociétés et entreprises individuelles non financières (ENF)				
Années	Rémunérations des salariés	Excédent brut d'exploitation des sociétés non financières	Revenu mixte des entreprises individuelles non financières	Impôts nets de subventions
1965	53,4	17,6	26,8	2,2
1966	53,3	17,9	26,6	2,2
1967	53,2	18,2	26,6	2,1
1968	54,6	17,9	25,5	2,0
1969	55,5	19,9	24,2	0,4
1970	55,9	20,4	23,3	0,4
1971	56,5	20,9	22,3	0,3
1972	56,5	20,4	22,7	0,3
1973	56,4	21,2	21,4	1,0
1974	58,5	21,1	20,1	0,3
1975	61,1	18,8	19,2	0,9
1976	61,8	18,8	18,3	1,1
1977	61,4	19,8	17,7	1,1
1978	61,5	18,6	18,3	1,6
1979	61,9	18,6	17,7	1,7
1980	62,9	18,2	17,3	1,5
1981	63,7	18,1	16,6	1,7
1982	63,5	18,0	16,7	1,8
1983	63,3	18,6	16,6	1,5
1984	62,7	20,0	15,9	1,4
1985	61,8	20,9	15,8	1,5
1986	59,4	24,0	15,2	1,4
1987	59,5	24,5	14,4	1,6
1988	58,3	26,2	13,7	1,9
1989	57,7	26,2	14,2	2,0
1990	58,3	25,7	13,8	2,2
1991	58,8	25,6	13,3	2,3
1992	58,9	25,7	12,9	2,5
1993	59,4	25,1	12,6	2,8
1994	59,0	25,3	12,6	3,1
1995	58,3	26,0	12,4	3,2
1996	58,9	25,2	12,5	3,5
1997	58,4	26,0	11,8	3,7
1998	57,5	27,2	11,7	3,6
1999	58,2	26,3	11,7	3,7
2000	58,4	26,4	11,5	3,7
2001	58,4	26,5	11,8	3,3
2002	59,0	25,9	11,6	3,4
2003	59,1	26,3	11,3	3,3
2004	58,9	26,5	11,1	3,5
2005	58,9	26,6	10,9	3,7
2006	59,2	27,0	10,8	3,0
2007	58,4	27,8	10,6	3,1
2008	58,8	27,6	10,5	3,1
2009	60,7	25,6	10,2	3,5
2010	60,7	26,5	10,1	2,6
2011	61,6	25,2	10,1	3,1

Source : Insee, base 2005 des comptes nationaux.

(1) La différence entre la valeur ajoutée au prix de base et la valeur ajoutée au coût des facteurs correspond aux impôts sur la production nets des subventions d'exploitation. La valeur ajoutée au coût des facteurs correspond exactement à la somme de la rémunération du travail et de l'EBE.

Tableau I.8

## Partage de la valeur ajoutée au prix de base et au coût des facteurs des SNF (1)

(en part de la valeur ajoutée des sociétés non financières, en %)

Champ : Sociétés non financières (SNF)					
Années	Part des rémunérations des salariés dans la VA au coût des facteurs	Part des rémunérations des salariés dans la VA au prix de base	Part des impôts sur la production nets des subventions dans la VA au prix de base	Part de l'EBE des SNF dans la VA au prix de base	Part de l'EBE des SNF dans la VA au coût des facteurs
1965	72,8	70,8	2,7	26,5	27,2
1966	72,4	70,4	2,7	26,9	27,6
1967	72,1	70,2	2,6	27,2	27,9
1968	72,8	71,0	2,4	26,6	27,2
1969	71,2	71,0	0,3	28,7	28,8
1970	70,9	70,7	0,2	29,0	29,1
1971	70,7	70,5	0,2	29,3	29,3
1972	71,3	71,1	0,2	28,7	28,7
1973	70,6	69,8	1,1	29,1	29,4
1974	71,6	71,4	0,3	28,4	28,4
1975	74,7	74,0	1,0	25,0	25,3
1976	75,0	74,1	1,2	24,7	25,0
1977	73,9	73,0	1,2	25,8	26,1
1978	75,1	73,7	1,9	24,5	24,9
1979	75,2	73,8	1,8	24,3	24,8
1980	76,0	74,8	1,6	23,6	24,0
1981	76,4	75,0	1,9	23,1	23,6
1982	76,5	75,0	1,9	23,1	23,5
1983	75,9	74,7	1,6	23,8	24,1
1984	74,3	73,3	1,4	25,3	25,7
1985	73,2	72,2	1,4	26,4	26,8
1986	69,6	68,7	1,3	30,0	30,4
1987	69,3	68,2	1,6	30,2	30,7
1988	67,5	66,2	1,9	31,9	32,5
1989	67,3	65,9	2,1	32,0	32,7
1990	67,9	66,3	2,4	31,3	32,1
1991	68,3	66,6	2,5	30,9	31,7
1992	68,3	66,5	2,7	30,8	31,7
1993	69,1	66,9	3,1	30,0	30,9
1994	68,8	66,5	3,4	30,1	31,2
1995	68,0	65,6	3,6	30,8	32,0
1996	69,0	66,3	3,9	29,8	31,0
1997	68,2	65,3	4,2	30,5	31,8
1998	66,9	64,2	4,1	31,7	33,1
1999	67,9	65,1	4,2	30,7	32,1
2000	68,0	65,1	4,2	30,7	32,0
2001	68,0	65,3	3,9	30,8	32,0
2002	68,7	66,0	3,9	30,1	31,3
2003	68,4	65,9	3,7	30,4	31,6
2004	68,2	65,5	3,9	30,6	31,8
2005	68,1	65,3	4,2	30,5	31,9
2006	68,0	65,6	3,6	30,9	32,0
2007	67,1	64,6	3,7	31,7	32,9
2008	67,3	64,9	3,6	31,5	32,7
2009	69,7	66,8	4,1	29,1	30,3
2010	68,9	66,8	3,1	30,1	31,1
2011	70,3	67,8	3,6	28,6	29,7

Source : Insee, base 2005 des comptes nationaux.

(1) La différence entre la valeur ajoutée au prix de base et la valeur ajoutée au coût des facteurs correspond aux impôts sur la production nets des subventions d'exploitation. La valeur ajoutée au coût des facteurs correspond exactement à la somme de la rémunération du travail et de l'EBE.

Tableau I.9

## Équilibre épargne-investissement

(en points de PIB)

Années	Épargne privée (1)			– Investissement privé (2) dont :					+	= Capacité de financement privée (4)			+	=	
	Totale	dont :		Total	FBCF dont :			Variations de stocks et objets de valeur		Autres opérations en capital (3)	dont :				Capacité de finance-ment des adminis-trations publiques
		Ménages	Sociétés non financières		Ménages hors entreprises indivi-duelles	Entreprises indivi-duelles	Sociétés non financières				Ménages	Sociétés non financières			
1965	19,7	13,3	5,2	20,3	6,6	2,0	9,9	1,4	0,8	0,3	4,0	- 4,6	0,6	0,9	
1966	20,0	13,3	5,4	21,2	6,8	2,1	10,0	1,8	1,2	0,0	3,6	- 4,5	0,3	0,2	
1967	20,5	13,6	5,6	21,1	6,9	2,1	10,2	1,4	1,1	0,5	4,1	- 4,5	- 0,5	0,0	
1968	20,5	13,8	5,2	20,5	7,3	2,1	9,8	0,9	1,1	1,0	4,0	- 4,0	- 1,4	- 0,3	
1969	19,9	12,5	5,7	21,9	7,1	2,0	10,0	2,3	1,0	- 1,0	2,9	- 5,1	0,0	- 1,0	
1970	20,8	13,9	5,5	21,8	7,1	1,8	10,0	2,4	1,0	- 0,1	4,5	- 5,5	0,1	0,0	
1971	20,9	13,8	6,0	21,2	7,2	2,0	10,1	1,4	0,8	0,5	4,4	- 4,6	- 0,2	0,3	
1972	20,5	14,1	5,6	21,5	7,4	1,9	10,2	1,4	0,9	0,0	4,2	- 4,5	0,4	0,3	
1973	21,4	14,2	5,9	22,5	7,7	1,9	10,3	2,0	1,0	- 0,1	4,2	- 5,0	0,1	0,0	
1974	20,9	15,1	4,5	23,4	8,2	1,9	10,3	2,3	1,0	- 1,5	4,7	- 7,0	0,2	- 1,3	
1975	20,8	15,8	4,1	18,7	7,6	1,7	9,4	- 0,6	1,1	3,2	6,4	- 3,6	- 2,8	0,4	
1976	18,7	13,7	3,9	20,4	7,3	1,7	9,4	1,5	1,8	0,1	4,6	- 5,2	- 1,5	- 1,4	
1977	19,5	13,8	4,4	20,1	7,1	1,5	9,3	1,6	1,0	0,4	4,9	- 5,3	- 1,1	- 0,6	
1978	19,9	14,5	4,2	19,0	7,3	1,5	9,1	0,7	0,8	1,7	5,4	- 4,5	- 1,7	0,0	
1979	18,0	12,8	4,0	19,4	7,2	1,5	8,9	1,2	1,1	- 0,3	3,9	- 5,0	- 0,4	- 0,6	
1980	17,3	12,4	3,4	20,1	7,3	1,6	9,5	1,2	0,9	- 1,9	3,3	- 6,3	- 0,3	- 2,1	
1981	16,9	12,7	2,5	17,7	6,9	1,5	9,2	- 0,5	0,9	0,1	4,4	- 5,5	- 2,4	- 2,3	
1982	15,8	12,0	2,6	17,8	6,3	1,4	9,1	0,4	1,1	- 0,8	4,4	- 6,1	- 2,9	- 3,7	
1983	15,7	11,3	2,8	16,0	5,9	1,3	8,5	- 0,3	0,8	0,5	4,1	- 4,7	- 2,6	- 2,1	
1984	15,5	10,0	3,8	15,5	5,6	1,3	8,1	- 0,1	1,0	1,1	3,2	- 3,4	- 2,8	- 1,7	
1985	15,7	9,4	4,4	15,2	5,3	1,2	8,3	- 0,2	0,7	1,2	3,0	- 3,2	- 3,1	- 1,8	
1986	17,4	8,5	6,8	15,9	5,1	1,3	8,5	0,4	0,7	2,2	2,1	- 1,4	- 3,3	- 1,1	
1987	16,2	7,2	6,9	16,4	5,2	1,3	8,8	0,4	0,6	0,3	0,4	- 1,6	- 2,1	- 1,8	
1988	17,5	7,3	8,0	17,2	5,3	1,3	9,2	0,7	0,8	1,1	0,7	- 1,2	- 2,7	- 1,6	
1989	17,5	7,6	7,6	18,0	5,4	1,3	9,6	1,0	0,7	0,2	0,7	- 2,3	- 1,9	- 1,7	
1990	17,7	8,2	7,2	18,1	5,3	1,3	9,9	0,9	0,9	0,5	1,6	- 2,8	- 2,5	- 2,0	
1991	18,0	8,9	7,3	17,2	5,0	1,1	10,0	0,3	0,7	1,5	2,6	- 2,3	- 3,0	- 1,5	
1992	19,0	9,4	7,8	15,6	4,7	1,0	9,4	- 0,2	1,0	4,4	3,6	- 0,4	- 4,6	- 0,2	
1993	19,3	10,1	7,0	13,5	4,5	0,9	8,4	- 1,0	1,6	7,4	4,6	1,2	- 6,5	0,9	
1994	19,0	9,5	7,0	14,2	4,5	1,0	8,3	- 0,1	0,8	5,6	3,8	- 0,2	- 5,5	0,1	
1995	19,3	10,4	6,7	14,6	4,5	1,0	8,2	0,3	1,3	6,0	4,7	- 1,1	- 5,5	0,5	
1996	18,2	9,7	7,1	13,8	4,4	0,8	8,2	- 0,3	0,7	5,1	4,0	0,2	- 4,0	1,1	
1997	19,4	10,2	7,4	14,1	4,5	0,8	8,0	0,1	0,7	6,0	4,7	0,1	- 3,3	2,7	
1998	19,5	9,7	8,3	15,2	4,5	0,8	8,4	0,7	0,8	5,1	4,2	0,1	- 2,6	2,4	
1999	19,4	9,3	8,9	15,8	4,7	0,8	9,0	0,5	0,7	4,3	3,7	0,6	- 1,8	2,5	
2000	19,0	9,1	8,3	16,8	4,6	0,8	9,5	1,0	0,6	2,8	3,9	- 1,5	- 1,5	1,3	
2001	18,8	9,7	8,6	16,5	4,6	0,7	9,6	0,6	0,6	2,9	4,0	- 0,8	- 1,7	1,3	
2002	19,4	10,6	8,0	15,6	4,7	0,7	9,1	0,2	0,5	4,3	5,0	- 0,7	- 3,3	1,0	
2003	19,7	9,9	8,2	15,4	4,8	0,8	8,8	0,1	- 0,2	4,1	4,0	- 0,7	- 4,1	0,0	
2004	19,6	10,2	7,9	16,1	5,0	0,7	9,0	0,5	0,4	3,9	3,9	- 0,7	- 3,6	0,3	
2005	19,1	9,5	7,8	16,7	5,3	0,7	9,2	0,6	- 0,1	2,3	3,2	- 1,8	- 3,0	- 0,6	
2006	18,7	9,6	7,7	17,7	5,7	0,7	9,5	0,8	0,5	1,6	3,1	- 2,2	- 2,4	- 0,8	
2007	19,5	10,0	8,5	18,7	5,9	0,7	10,1	1,0	0,7	1,5	3,2	- 2,0	- 2,8	- 1,3	
2008	19,4	10,1	7,2	18,7	6,0	0,7	10,4	0,6	0,7	1,5	3,2	- 3,0	- 3,3	- 1,9	
2009	20,6	11,0	7,0	15,5	5,3	0,6	9,2	- 0,6	0,7	5,8	5,0	- 0,8	- 7,6	- 1,7	
2010	20,7	10,6	7,9	16,1	5,2	0,5	9,7	- 0,2	0,6	5,2	4,6	- 0,9	- 7,1	- 1,9	
2011	19,7	10,7	6,8	17,6	5,5	0,6	10,1	0,6	0,5	2,6	4,5	- 3,3	- 5,2	- 2,6	

Source : Insee, base 2005 des comptes nationaux.

(1) Épargne privée : somme de l'épargne des ménages, des sociétés non financières, des sociétés financières, des institutions sans but lucratif au service des ménages (ISBLSM).

(2) Investissement privé : somme de la formation brute de capital fixe des ménages, des sociétés non financières, des sociétés financières et des ISBLSM.

(3) Autres opérations en capital : solde des transferts en capital (D9) et des actifs corporels et incorporels non produits.

(4) Capacité de financement privée : somme de la capacité de financement des ménages, des sociétés non financières, des sociétés financières et des ISBLSM.

## II. Structure de la demande intérieure

- II.1 Structure de la dépense de consommation finale des ménages par produit**
- II.2 Structure de la dépense de consommation effective des ménages par fonction**
- II.3 Structure de la formation brute de capital fixe par secteur institutionnel**
- II.4 Structure de la formation brute de capital fixe par produit**

Tableau II.1

## Structure de la dépense de consommation finale des ménages par produit

Années ou trimestres	Dépense de consommation finale des ménages	Agriculture	Industrie manufac- turière	Énergie, Eau, Déchets	Construction	Services principalement marchands		Services administrés	Correction territoriale
						Total	dont : information et communication		
Niveau annuel en milliards d’euros courants et part dans la consommation totale, en %									
2011	1110,1	32,2	466,2	46,1	13,1	503,8	47,8	57,5	- 8,8
	100,0	2,9	42,0	4,2	1,2	45,4	4,3	5,2	- 0,8
Taux de croissance annuels aux prix de l’année précédente, chaînés, base 2005, en %									
1965	3,9	2,7	4,1	8,0	7,1	3,8	3,1	1,6	-
1966	4,8	3,5	5,3	11,8	6,2	3,8	4,2	4,6	-
1967	4,9	3,9	5,3	11,4	9,6	4,2	4,1	1,9	-
1968	4,3	1,8	5,6	12,3	3,1	1,9	2,8	0,4	-
1969	6,5	2,9	7,0	10,6	4,4	6,9	4,4	3,2	-
1970	4,5	3,0	4,4	11,6	6,4	4,8	5,4	5,0	-
1971	5,5	- 1,2	6,4	8,4	8,1	4,8	3,6	8,7	-
1972	5,1	1,3	6,2	8,9	2,3	3,8	3,5	4,1	-
1973	5,8	1,8	6,0	9,6	4,9	5,6	3,8	3,0	-
1974	3,2	- 1,2	1,3	5,2	5,1	6,5	2,1	3,6	-
1975	1,9	- 1,7	2,5	13,2	- 7,9	1,1	8,7	1,4	-
1976	5,4	- 1,6	6,5	4,8	3,4	5,1	10,0	0,2	-
1977	2,7	2,1	1,7	11,8	2,8	3,8	10,1	2,8	-
1978	3,9	5,1	4,2	9,3	- 2,7	3,9	8,9	6,2	-
1979	3,5	1,6	3,3	5,8	- 3,6	3,4	8,3	4,2	-
1980	1,4	- 1,2	0,4	4,1	4,7	2,9	7,1	1,5	-
1981	2,1	1,8	1,6	1,2	- 0,6	2,4	7,4	3,1	-
1982	3,2	3,4	4,3	2,0	1,3	2,2	5,4	3,7	-
1983	0,9	0,8	0,0	6,0	- 1,0	2,1	4,4	5,0	-
1984	0,8	4,0	- 0,8	7,2	- 0,4	2,0	2,8	4,0	-
1985	1,9	- 0,6	1,1	7,1	0,9	2,4	3,6	4,7	-
1986	3,6	2,5	3,8	3,7	1,3	2,4	3,0	4,0	-
1987	3,2	1,4	3,1	3,5	2,9	2,9	4,2	4,3	-
1988	3,1	3,1	3,3	- 3,6	0,9	3,7	4,5	4,3	-
1989	3,0	0,7	3,4	1,4	2,1	3,8	6,1	4,8	-
1990	2,4	0,4	2,3	4,7	2,2	2,6	4,4	2,1	-
1991	0,4	- 1,0	- 0,4	8,5	0,8	1,1	3,3	1,5	-
1992	0,8	- 0,1	0,3	2,1	0,9	1,5	2,4	3,1	-
1993	- 0,2	- 0,4	- 1,5	1,6	1,6	0,7	2,6	3,3	-
1994	1,5	2,5	1,3	- 1,4	0,7	1,6	3,1	1,5	-
1995	1,5	- 0,4	0,7	3,6	1,4	2,1	2,5	0,2	-
1996	1,5	0,0	1,4	5,1	0,4	1,1	1,5	2,3	-
1997	0,3	0,4	- 0,3	- 2,9	0,6	1,5	3,3	3,3	-
1998	3,6	- 0,3	4,5	4,9	1,2	3,4	9,3	1,8	-
1999	3,4	2,1	4,0	2,1	1,7	3,8	11,2	2,3	-
2000	3,3	2,1	3,4	0,4	5,7	4,0	13,7	3,3	-
2001	2,3	- 0,5	2,3	4,2	0,9	2,3	10,7	1,7	-
2002	1,8	0,2	1,8	- 1,1	1,4	2,4	9,0	1,1	-
2003	1,9	- 1,0	1,7	6,1	- 2,2	1,9	3,6	- 2,5	-
2004	1,8	4,4	1,9	3,7	1,9	1,6	4,3	4,6	-
2005	2,5	0,7	2,6	0,6	0,7	2,0	3,5	3,4	-
2006	2,2	0,0	2,1	1,5	4,5	2,5	4,7	3,6	-
2007	2,3	0,8	3,4	- 1,8	4,5	1,7	3,1	2,8	-
2008	0,3	- 0,4	- 0,4	3,2	1,3	0,2	1,8	1,3	-
2009	0,1	2,9	- 0,4	0,8	- 4,5	- 0,1	- 2,3	1,1	-
2010	1,4	- 0,6	1,2	4,9	- 3,3	1,1	0,2	1,4	-
2011	0,3	0,7	1,0	- 9,0	1,3	0,7	- 1,2	1,8	-
Taux de croissance trimestriels (CVS-CJO) aux prix de l’année précédente, chaînés, base 2005, en %									
2010. I	- 0,1	- 1,6	- 1,2	7,5	- 1,1	0,3	- 0,1	0,3	-
II	0,3	- 0,3	0,1	- 1,3	- 0,6	0,5	0,2	0,2	-
III	0,6	0,3	1,6	- 2,3	0,5	0,2	- 0,5	0,4	-
IV	0,4	0,0	0,9	3,6	- 1,0	- 0,2	- 0,3	0,3	-
2011. I	0,0	0,8	0,4	- 8,3	1,5	0,4	- 0,7	0,6	-
II	- 0,8	0,1	- 1,5	- 3,9	0,7	0,2	- 0,5	0,2	-
III	0,2	- 0,9	0,3	3,6	0,1	0,2	0,8	0,8	-
IV	- 0,0	0,4	0,3	- 3,4	- 0,3	0,0	- 0,8	0,3	-
2012. I	0,2	0,2	- 0,7	7,2	- 0,4	0,2	0,0	0,4	-
II	- 0,2	- 2,0	- 0,5	3,0	- 0,5	- 0,3	0,2	0,6	-

Source : Insee, base 2005 des comptes nationaux.

Structure de la consommation effective des ménages par fonction

Années	Prod. alimentaires et boissons alcoolisées	Boissons alcoolisées et tabacs	Articles d'habillement et chaussures	Logement, eau, gaz, électricité et autres combustibles	Meubles, articles de ménage et entretien courant de l'habitation	Santé	Transport	Communications	Loisirs et culture	Éducation	Hôtels, cafés et restaurants	Autres biens et services (y.c. solde territorial)	Solde territorial	Dépense de consommation finale des ménages	Consommation individuelle des ISLSM	Consommation individuelle des APU	Consommation effective des ménages
Niveau annuel en milliards d'euros courants et part dans la consommation effective, en %																	
2011	150,8 10,2	35,8 2,4	47,7 3,2	281,2 19,1	64,8 4,4	43,3 2,9	160,6 10,9	29,1 2,0	93,6 6,4	9,2 0,6	79,0 5,4	123,9 8,4	-8,8 -0,6	1 110,1 75,4	41,2 2,8	320,7 21,8	1 471,9 100,0
Taux de croissance annuels aux prix de l'année précédente, chaînés, base 2005, en %																	
1965	3,7	3,3	0,8	6,6	2,7	2,4	6,4	4,9	5,9	4,2	0,7	4,6	-17,4	3,9	3,3	5,7	4,1
1966	3,8	2,9	2,8	6,3	4,9	7,0	8,9	1,9	5,9	4,6	1,2	5,6	-24,9	4,8	-0,6	5,6	4,8
1967	4,2	3,4	2,2	7,8	6,1	4,9	6,5	7,1	5,8	1,2	28,8	5,3	-1,4	4,9	-1,4	5,7	4,9
1968	3,1	2,0	4,2	7,2	7,6	0,7	4,7	4,1	3,6	2,4	-2,5	4,6	59,8	4,3	1,1	4,2	4,2
1969	4,2	2,7	6,9	8,5	7,8	7,1	9,1	11,6	6,3	6,5	2,7	9,2	-67,6	6,5	5,4	7,2	6,5
1970	3,1	2,7	2,9	6,8	2,6	7,1	6,2	11,6	6,6	4,5	4,8	4,3	-204,8	4,5	6,6	6,3	4,8
1971	2,8	5,4	4,0	5,6	8,7	7,8	8,2	9,2	6,2	16,2	5,4	5,7	104,8	5,5	8,3	5,9	5,1
1972	2,8	3,1	3,0	6,0	8,5	7,3	9,4	9,8	7,7	7,9	2,6	1,4	-14,2	5,1	1,4	5,6	5,1
1973	2,9	2,6	1,3	4,3	9,8	8,6	7,9	9,5	6,9	-3,3	1,4	13,7	-92,3	5,8	4,8	9,3	6,3
1974	2,0	3,5	0,5	2,4	3,6	5,5	-4,0	11,0	4,5	3,1	0,8	15,7	-246,6	3,2	0,1	7,6	3,8
1975	1,3	4,0	1,5	4,1	-0,9	10,2	4,6	34,0	2,7	-11,7	3,4	-5,0	-31,5	1,9	-1,0	7,0	2,7
1976	2,1	1,5	2,3	4,6	6,7	4,0	12,6	23,2	7,8	-19,9	2,9	5,5	1 429,0	5,4	1,5	4,1	5,1
1977	1,3	2,0	-0,1	4,8	2,1	0,8	2,9	18,7	5,3	-4,6	4,9	1,2	-107,2	2,7	1,0	3,8	2,8
1978	4,5	-0,2	0,7	5,9	3,5	8,2	6,1	12,8	4,5	8,4	3,2	2,7	4 265,7	3,9	2,7	7,4	4,5
1979	2,5	2,4	2,1	3,2	4,8	5,3	2,5	17,2	6,1	6,2	-0,3	3,6	-34,2	3,5	2,8	3,7	3,5
1980	2,2	1,9	-1,3	3,0	1,5	3,8	-0,6	14,8	2,6	4,4	0,7	-0,9	-64,1	1,4	1,9	3,3	1,7
1981	1,7	0,0	3,3	0,9	0,7	8,5	2,6	15,3	3,3	2,7	0,3	0,3	-24,6	2,1	0,1	2,7	2,2
1982	2,3	1,1	3,6	1,2	2,6	9,0	7,1	8,2	6,1	-3,3	1,8	2,1	103,9	3,2	1,4	4,7	3,5
1983	1,1	0,8	0,3	3,8	-3,2	7,7	0,6	6,5	0,4	8,6	-0,9	1,0	173,0	0,9	1,0	2,4	1,1
1984	2,6	0,0	-2,1	4,1	-2,8	8,3	-2,7	4,1	0,8	5,2	0,1	0,7	26,5	0,8	-0,6	2,7	1,1
1985	1,2	2,4	-0,8	3,1	0,3	9,1	0,8	4,1	1,7	7,3	0,4	3,0	-4,0	3,1	0,4	3,0	2,1
1986	1,9	1,2	3,0	2,8	3,1	8,1	5,3	2,5	4,3	4,3	1,8	3,0	-55,8	3,6	0,6	2,6	3,3
1987	3,0	0,6	-0,4	2,5	2,7	4,7	5,2	6,5	4,7	8,8	0,3	3,7	-49,3	3,2	4,5	2,3	3,0
1988	2,5	1,1	-0,9	1,5	4,4	8,4	4,7	5,6	6,4	2,9	3,1	3,7	39,5	3,1	5,2	3,3	3,2
1989	1,7	1,3	0,9	2,7	2,0	9,3	5,0	7,9	5,9	6,7	4,2	3,5	220,7	3,0	3,7	3,0	3,0
1990	1,9	0,5	2,6	3,2	0,8	8,4	1,2	8,7	5,0	-6,5	2,0	1,5	15,3	2,4	5,3	3,6	2,6
1991	1,0	0,8	-1,2	4,0	-1,5	5,9	-4,2	5,6	2,1	-3,6	0,7	-0,2	26,9	0,4	4,0	3,2	1,0
1992	0,3	-0,1	-1,0	2,4	-1,7	5,2	1,7	5,5	0,9	2,9	-0,7	0,6	24,1	0,8	8,3	3,1	1,4
1993	0,6	1,2	-2,4	2,0	-1,6	4,7	-5,3	3,9	0,6	-2,2	-2,4	1,3	0,9	-0,2	0,8	2,4	0,3
1994	0,9	-2,1	-2,3	1,5	-0,1	4,3	4,8	3,9	3,2	-2,2	-0,9	0,7	-4,7	1,5	3,7	0,7	1,3
1995	1,4	-0,2	-2,1	2,7	0,8	0,4	-0,6	4,2	3,4	1,0	0,5	2,6	-17,2	1,5	6,5	1,0	1,5
1996	0,0	-0,3	-0,2	2,8	0,1	1,5	3,1	7,4	1,3	0,4	-3,2	2,2	-12,1	1,5	4,8	0,7	1,4
1997	0,7	-1,9	1,3	0,2	0,8	1,1	-3,8	6,7	3,8	12,2	2,2	1,8	39,4	1,5	4,8	0,7	1,4
1998	1,1	2,4	1,8	2,0	2,6	2,2	9,2	6,2	3,8	0,8	5,3	3,3	11,5	3,6	0,3	0,2	0,3
1999	1,7	1,4	1,2	1,6	2,7	3,3	5,7	24,9	7,5	1,5	4,2	4,0	31,5	3,4	4,8	1,1	3,2
2000	2,1	1,4	3,6	1,6	4,2	5,8	1,3	25,5	8,7	-0,2	6,1	2,3	18,4	3,3	3,5	1,2	3,0
2001	0,4	1,5	-0,1	1,8	0,4	5,7	2,7	16,4	5,0	1,6	1,5	2,3	-5,5	2,3	4,1	2,2	3,1
2002	1,1	-0,7	3,0	0,5	2,1	4,5	0,6	13,6	5,4	3,0	0,3	1,3	-8,8	2,3	4,1	2,2	2,3
2003	1,1	-7,7	3,4	2,1	2,8	3,5	-1,3	10,0	5,1	3,4	2,0	1,0	-16,5	1,8	8,7	2,7	2,1
2004	1,4	-9,0	1,4	1,6	3,8	7,1	2,0	5,7	6,7	2,5	0,5	0,9	18,8	1,8	-3,3	2,6	1,9
2005	1,4	-0,5	0,8	1,2	3,5	4,6	1,6	6,8	6,0	2,3	1,9	2,2	-20,4	2,5	-1,6	2,2	1,8
2006	0,6	1,1	1,6	1,3	3,1	4,3	0,1	8,8	6,3	5,8	2,6	3,7	10,6	2,5	0,4	1,7	2,3
2007	1,6	-0,9	2,4	0,8	4,3	4,0	2,5	6,3	6,8	2,1	4,2	1,6	5,5	2,2	2,2	1,6	2,1
2008	-0,3	-2,5	-1,7	1,4	-0,6	5,2	-2,0	4,1	2,3	2,4	-1,8	-0,9	-14,3	0,3	-0,3	1,9	2,3
2009	0,2	0,8	-3,4	0,4	-3,0	3,0	-1,0	0,5	0,8	-5,5	-3,4	2,9	-22,1	0,1	4,4	2,2	0,7
2010	1,1	-0,2	0,8	1,4	2,4	2,1	-0,3	1,9	2,8	-0,9	1,5	1,2	-25,3	1,4	3,8	1,7	1,5
2011	1,0	0,0	-1,2	-1,0	1,1	3,9	0,7	0,3	2,4	-1,4	1,0	0,6	41,3	0,3	1,9	1,5	0,6

Source : Insee, base 2005 des comptes nationaux.

Tableau II.3

## Structure de la formation brute de capital fixe par secteur institutionnel

Années ou trimestres	FBCF totale	Ménages hors entreprises individuelles	Sociétés et entreprises individuelles non financières	Sociétés et entreprises individuelles financières	Administrations publiques	ISBLSM (1)
<b>Niveau annuel en milliards d'euros courants et part dans la FBCF totale, en %</b>						
2011	401,2	108,9	213,4	13,6	61,4	4,0
	100,0	27,1	53,2	3,4	15,3	1,0
<b>Taux de croissance annuels aux prix de l'année précédente, chaînés, base 2005, en %</b>						
1965	5,6	11,8	1,4	6,3	9,5	2,3
1966	7,9	10,8	8,6	6,6	1,5	5,7
1967	7,9	7,7	7,7	7,5	9,0	4,6
1968	5,8	9,5	7,1	13,1	- 4,6	0,5
1969	7,9	6,1	10,8	5,4	2,9	4,6
1970	5,8	7,8	3,8	20,2	6,8	1,3
1971	7,2	7,0	9,5	0,4	0,9	8,1
1972	6,3	7,6	6,2	29,5	1,4	10,3
1973	7,9	9,5	7,1	29,7	4,5	16,6
1974	2,9	5,7	0,5	14,2	3,5	5,2
1975	- 5,7	- 7,5	- 8,7	- 4,8	8,7	1,0
1976	2,3	- 0,5	4,5	- 7,4	2,8	3,9
1977	- 0,7	- 0,6	1,3	19,2	- 8,9	5,2
1978	2,6	7,2	1,6	- 1,1	- 3,4	2,5
1979	2,4	2,4	2,8	13,9	- 0,6	3,6
1980	3,1	0,7	6,2	- 8,5	- 0,2	5,2
1981	- 1,9	- 3,2	- 2,1	9,6	0,2	3,4
1982	- 1,5	- 6,3	0,4	0,3	1,7	3,5
1983	- 3,6	- 3,4	- 3,7	4,4	- 4,9	4,1
1984	- 1,5	- 4,2	- 1,1	18,9	- 0,4	2,3
1985	2,3	- 2,9	3,6	4,7	7,8	3,7
1986	4,6	1,8	6,1	13,0	3,2	8,1
1987	4,9	2,8	6,2	8,6	3,6	4,3
1988	9,4	5,6	9,9	12,6	13,6	4,1
1989	7,4	7,3	8,5	- 0,0	5,9	5,7
1990	3,9	- 0,6	5,9	10,3	3,7	5,5
1991	- 0,3	- 6,9	0,3	11,4	6,1	2,0
1992	- 2,0	- 3,4	- 2,8	- 3,3	2,3	8,9
1993	- 6,0	- 5,2	- 7,8	2,0	- 3,6	1,9
1994	1,7	4,5	2,3	- 23,7	0,6	4,4
1995	1,8	2,3	2,6	22,0	- 3,8	7,4
1996	0,7	0,4	0,4	12,2	0,0	2,3
1997	0,5	1,0	1,7	12,8	- 6,0	6,2
1998	7,4	3,7	10,0	22,3	2,0	8,6
1999	8,5	7,2	9,5	13,2	6,4	6,5
2000	6,8	2,5	6,8	15,7	11,5	3,7
2001	2,2	1,3	3,8	- 2,0	- 0,7	4,0
2002	- 1,9	1,1	- 2,9	- 6,1	- 2,8	6,3
2003	2,2	2,2	0,7	14,0	5,0	- 3,0
2004	3,4	3,4	3,3	4,6	3,4	- 4,7
2005	4,4	5,9	3,7	- 6,0	6,8	2,6
2006	4,0	6,4	3,8	18,2	- 2,2	- 1,0
2007	6,3	4,9	9,1	- 4,1	3,0	4,5
2008	0,3	- 3,1	2,6	9,2	- 3,2	0,5
2009	- 10,6	- 12,2	- 13,7	- 11,4	2,4	6,1
2010	1,2	- 0,4	6,3	- 12,2	- 8,1	4,1
2011	3,5	3,1	5,1	8,2	- 1,9	1,3
<b>Taux de croissance trimestriels (CVS-CJO) aux prix de l'année précédente, chaînés, base 2005, en %</b>						
2010. I	0,2	0,6	1,9	- 4,4	- 4,6	0,9
II	2,0	0,9	3,9	- 1,2	- 1,4	0,7
III	1,2	1,9	2,0	- 0,7	- 2,1	0,6
IV	0,2	0,4	0,7	1,0	- 2,2	0,4
2011. I	1,5	0,0	2,3	4,1	0,7	0,2
II	0,4	1,3	- 0,1	2,9	0,1	0,2
III	0,3	1,2	- 0,4	2,5	0,4	0,3
IV	1,3	0,5	1,8	1,8	1,0	0,3
2012. I	- 0,8	- 0,4	- 1,4	1,1	- 0,1	0,3
II	0,6	0,0	0,7	0,8	0,9	0,3

Source : Insee, base 2005 des comptes nationaux.

(1) Institutions sans but lucratif au service des ménages.

Tableau II.4

## Structure de la formation brute de capital fixe par produit

Années ou Trimestres	FBCF totale	Agriculture	Industrie manufacturière	Énergie, eau, déchets	Construction	Services principalement marchands	
						Total	dont : information et communication
Niveau annuel en milliards d'euros courants et part dans la FBCF totale, en %							
2011	401,2	1,2	99,1	0,3	210,7	89,8	40,2
	100,0	0,3	24,7	0,1	52,5	22,4	10,0
Taux de croissance annuels aux prix de l'année précédente, chaînés, base 2005, en %							
1965	5,6	- 22,3	3,4	2,7	6,9	9,3	7,2
1966	7,9	44,5	10,1	4,3	6,4	8,2	5,8
1967	7,9	96,1	3,2	5,7	8,3	9,4	7,3
1968	5,8	- 8,0	10,9	- 4,6	3,3	15,1	12,6
1969	7,9	- 5,2	17,3	2,1	4,1	13,6	10,8
1970	5,8	- 45,4	6,2	3,4	6,6	7,1	5,0
1971	7,2	43,5	12,0	4,1	3,9	14,2	11,9
1972	6,3	38,2	6,1	5,8	5,0	13,2	10,6
1973	7,9	22,9	10,3	2,6	6,1	11,3	8,8
1974	2,9	- 5,1	- 0,5	2,0	3,5	11,5	9,7
1975	- 5,7	- 16,3	- 9,3	- 5,8	- 5,0	2,7	0,8
1976	2,3	- 23,9	9,6	- 2,6	- 0,7	7,6	5,4
1977	- 0,7	- 14,4	1,3	0,7	- 2,5	7,8	5,6
1978	2,6	13,1	1,7	0,2	2,3	7,2	5,3
1979	2,4	6,8	2,7	2,7	1,0	10,6	6,3
1980	3,1	16,3	7,1	4,7	0,8	5,4	8,7
1981	- 1,9	- 0,3	- 2,1	- 2,5	- 1,9	- 1,4	1,2
1982	- 1,5	1,3	0,8	- 0,5	- 2,6	- 1,3	5,4
1983	- 3,6	- 5,4	- 3,9	- 6,9	- 4,6	3,2	7,3
1984	- 1,5	- 31,1	- 0,7	- 6,5	- 2,5	4,6	10,0
1985	2,3	18,1	7,0	- 3,5	- 0,8	6,4	9,5
1986	4,6	- 23,9	5,8	12,1	3,9	6,9	5,2
1987	4,9	0,3	7,0	7,6	3,3	7,4	4,5
1988	9,4	22,4	10,9	12,3	7,6	12,8	11,3
1989	7,4	3,1	9,6	3,8	5,2	12,3	11,4
1990	3,9	52,1	5,5	3,3	1,8	6,8	10,9
1991	- 0,3	- 12,8	- 0,2	0,6	0,3	- 1,6	- 0,8
1992	- 2,0	- 7,8	- 4,9	- 2,2	- 2,6	6,4	11,0
1993	- 6,0	- 24,8	- 3,5	- 4,0	- 7,3	- 4,9	- 6,8
1994	1,7	9,7	5,4	- 0,2	- 0,6	3,0	3,6
1995	1,8	14,5	5,3	- 3,2	- 0,5	2,8	3,7
1996	0,7	- 7,7	2,8	- 1,8	- 2,7	8,1	10,5
1997	0,5	- 12,0	3,9	- 2,2	- 3,2	6,3	8,3
1998	7,4	5,9	14,5	- 2,4	2,1	10,8	9,7
1999	8,5	16,3	12,7	0,7	6,1	8,1	9,4
2000	6,8	10,6	8,1	14,5	8,1	1,5	3,3
2001	2,2	- 9,5	1,7	3,9	1,4	5,3	8,2
2002	- 1,9	- 13,6	- 4,2	- 3,7	- 1,3	0,0	- 3,7
2003	2,2	- 16,0	1,3	0,7	2,2	3,9	4,2
2004	3,4	3,9	1,1	4,5	3,5	6,1	7,5
2005	4,4	13,2	3,2	3,0	4,2	6,2	5,1
2006	4,0	- 1,0	1,1	7,1	4,5	6,1	5,7
2007	6,3	2,4	8,2	0,8	5,2	7,1	6,1
2008	0,3	2,6	2,9	- 1,3	- 1,3	1,3	9,1
2009	- 10,6	- 9,4	- 18,5	8,7	- 6,2	- 12,8	- 8,3
2010	1,2	1,8	12,0	0,0	- 6,4	10,8	8,0
2011	3,5	- 13,0	7,3	4,9	1,4	4,5	3,6
Taux de croissance trimestriels (CVS-CJO) aux prix de l'année précédente, chaînés, base 2005, en %							
2010. I	0,2	2,8	3,8	- 1,6	- 2,5	3,3	3,2
II	2,0	1,0	4,1	- 1,6	- 0,7	6,7	6,4
III	1,2	- 1,3	3,0	1,7	- 0,5	3,3	1,2
IV	0,2	- 3,7	2,1	0,0	- 0,9	0,8	- 1,2
2011. I	1,5	- 5,7	3,1	3,3	0,9	1,1	3,2
II	0,4	- 4,6	- 0,1	1,6	1,2	- 0,8	- 2,0
III	0,3	- 2,6	- 1,1	0,0	1,2	- 0,2	0,9
IV	1,3	- 0,3	2,5	1,6	0,6	1,8	1,8
2012. I	- 0,8	1,5	- 3,5	0,0	- 0,3	0,9	2,4
II	0,6	1,3	0,2	0,0	0,4	1,5	3,1

Source : Insee, base 2005 des comptes nationaux.





## III. Population et emploi

- III.1 Population totale au 1<sup>er</sup> janvier par sexe et par tranche d'âge
- III.2 Taux d'emploi par sexe et par tranche d'âge
- III.3 Taux d'emploi des 15-64 ans par sexe
- III.4 Taux d'emploi des 55-64 ans
- III.5 Population active par sexe
- III.6 Taux d'activité par sexe
- III.7 Population active par tranche d'âge
- III.8 Taux d'activité par tranche d'âge
- III.9 Composition de la population en âge de travailler
- III.10 Taux de chômage par sexe et par tranche d'âge
- III.11 Taux de chômage par niveau de diplôme
- III.12 Durée de chômage
- III.13 Emploi total par branche
- III.14 Emploi salarié par branche
- III.15 Emploi salarié par type de contrat
- III.16 Temps partiel et durée du travail

### Définitions et sources

La **population active** regroupe les actifs « occupés », c'est-à-dire en emploi, et les chômeurs « au sens du BIT ». Sont comptés parmi les **chômeurs au sens du BIT** les personnes sans emploi, immédiatement disponibles et à la recherche d'un emploi.

Le **taux d'activité** est le rapport entre le nombre d'actifs et la population totale. Il est généralement calculé sur le champ de 15 ans ou plus.

Le **taux de chômage** est le rapport entre le nombre de chômeurs et le nombre d'actifs.

Le **taux d'emploi** rapporte le nombre d'actifs occupés à l'effectif total de la population.

Les sources utilisées :

- Insee, Estimations de population ;
- Insee, Comptes Nationaux (base 2005) ;
- Insee, enquête Emploi. À partir de 2002, l'Insee a changé de méthode de collecte de l'information. Annuelle jusque-là, l'enquête est désormais effectuée « en continu ». En conséquence, les données issues de cette enquête peuvent être sujettes à des ruptures de série en 2003 ;
- Eurostat, Labour Force Survey.

Les données issues des Comptes Nationaux portent sur la France entière ; elles font par ailleurs référence à un concept d'emploi différent de celui du BIT. Toutes les autres sources (Estimations de population, Enquête Emploi, Eurostat) couvrent la France métropolitaine uniquement. Elles utilisent les concepts d'emploi du BIT.

La définition de l'âge utilisée est, sauf mention contraire, l'âge courant, mesuré au dernier jour de la semaine de référence (définition communautaire, adoptée depuis juin 2011 par l'Insee).

Tableau III.1

## Population totale,

## ... par sexe

(en milliers et en %)

Années	Hommes	Femmes	Total	
Niveau (en milliers) et part dans la population totale (en %)				
2012 (p)	30 745 48,4	32 715 51,6	63 460 100	
Part dans la population totale (en %)			Niveau (en milliers)	Taux de croissance annuel (en %)
1970	48,8	51,2	50 528	-
1971	48,9	51,1	51 016	1,0
1972	48,9	51,1	51 486	0,9
1973	48,9	51,1	51 916	0,8
1974	49,0	51,0	52 321	0,8
1975	49,0	51,0	52 600	0,5
1976	49,0	51,0	52 798	0,4
1977	48,9	51,1	53 019	0,4
1978	48,9	51,1	53 272	0,5
1979	48,9	51,1	53 481	0,4
1980	48,8	51,2	53 731	0,5
1981	48,8	51,2	54 029	0,6
1982	48,8	51,2	54 335	0,6
1983	48,8	51,2	54 650	0,6
1984	48,8	51,2	54 895	0,4
1985	48,8	51,2	55 157	0,5
1986	48,7	51,3	55 411	0,5
1987	48,7	51,3	55 682	0,5
1988	48,7	51,3	55 966	0,5
1989	48,7	51,3	56 270	0,5
1990	48,7	51,3	56 577	0,5
1991	48,7	51,3	56 841	0,5
1992	48,7	51,3	57 111	0,5
1993	48,7	51,3	57 369	0,5
1994	48,6	51,4	57 565	0,3
1995	48,6	51,4	57 753	0,3
1996	48,6	51,4	57 936	0,3
1997	48,6	51,4	58 116	0,3
1998	48,6	51,4	58 299	0,3
1999	48,6	51,4	58 497	0,3
2000	48,5	51,5	58 858	0,6
2001	48,5	51,5	59 267	0,7
2002	48,5	51,5	59 686	0,7
2003	48,5	51,5	60 102	0,7
2004	48,4	51,6	60 505	0,7
2005	48,4	51,6	60 963	0,8
2006	48,4	51,6	61 400	0,7
2007	48,4	51,6	61 795	0,6
2008	48,4	51,6	62 135	0,5
2009	48,4	51,6	62 466	0,5
2010 (p)	48,4	51,6	62 791	0,5
2011 (p)	48,4	51,6	63 128	0,5
2012 (p)	48,4	51,6	63 460	0,5

Source : Insee, estimations de population.

Champ : France métropolitaine.

(p) : Données provisoires.

Tableau III.1

au 1<sup>er</sup> janvier...

... par tranche d'âge

(en milliers et en %)

Années	Moins de 15 ans	De 15 à 24 ans	De 25 à 49 ans	de 50 à 64 ans		65 ans et plus
				ensemble	dont 55 à 64 ans	
Niveau (en milliers) et part dans la population totale (en %)						
2012 (p)	11 643	7 759	20 735	12 333	8 116	10 990
	18,4	12,2	32,7	19,4	12,8	17,3
Part dans la population totale (en %)						
1970	24,9	16,3	31,7	14,3	10,7	12,8
1971	24,8	16,6	31,4	14,4	10,3	12,9
1972	24,7	16,5	31,4	14,4	9,6	13,0
1973	24,5	16,3	31,6	14,4	9,1	13,1
1974	24,3	16,2	31,8	14,4	8,6	13,3
1975	24,1	16,1	32,0	14,4	8,2	13,4
1976	23,8	16,0	32,2	14,4	8,4	13,5
1977	23,5	16,0	32,4	14,5	8,5	13,6
1978	23,2	15,9	32,6	14,5	8,6	13,8
1979	22,8	15,9	32,7	14,6	8,7	13,9
1980	22,5	15,9	32,9	14,6	8,7	14,0
1981	22,3	15,9	33,0	15,0	9,1	13,8
1982	22,0	15,8	33,2	15,5	9,6	13,5
1983	21,8	15,7	33,3	16,0	10,1	13,2
1984	21,6	15,7	33,5	16,3	10,5	12,9
1985	21,4	15,6	33,7	16,5	10,8	12,8
1986	21,1	15,6	34,0	16,3	10,7	13,0
1987	20,8	15,5	34,2	16,1	10,7	13,3
1988	20,5	15,5	34,5	16,0	10,6	13,5
1989	20,3	15,4	34,8	15,8	10,6	13,7
1990	20,1	15,2	35,1	15,7	10,5	13,9
1991	20,1	14,9	35,5	15,4	10,4	14,1
1992	20,0	14,6	35,9	15,1	10,3	14,4
1993	19,9	14,3	36,2	15,0	10,2	14,6
1994	19,8	14,1	36,5	14,9	10,0	14,8
1995	19,6	13,8	36,7	14,8	9,9	15,0
1996	19,4	13,7	36,9	14,7	9,7	15,3
1997	19,2	13,5	36,8	15,0	9,5	15,5
1998	19,0	13,3	36,6	15,3	9,3	15,7
1999	18,9	13,1	36,4	15,7	9,3	15,9
2000	18,9	13,0	36,1	16,0	9,3	16,0
2001	18,8	12,9	35,7	16,4	9,3	16,1
2002	18,7	13,0	35,3	16,7	9,6	16,2
2003	18,6	13,0	35,0	17,1	10,0	16,3
2004	18,5	13,0	34,7	17,4	10,4	16,4
2005	18,4	13,0	34,3	17,7	10,8	16,5
2006	18,3	13,0	34,1	18,0	11,3	16,6
2007	18,3	12,8	33,9	18,4	11,7	16,5
2008	18,3	12,6	33,7	18,8	12,1	16,6
2009	18,3	12,5	33,5	19,0	12,3	16,7
2010 (p)	18,4	12,4	33,2	19,2	12,6	16,8
2011 (p)	18,4	12,3	32,9	19,5	12,8	16,9
2012 (p)	18,3	12,2	32,7	19,4	12,8	17,3

Source : Insee, estimations de population.

Champ : France métropolitaine.

(p) : Données provisoires.

Tableau III.2

## Taux d'emploi... ... par sexe

(en %)

Années	Hommes	Femmes	Total
1975	72,1	41,5	56,2
1976	71,5	41,7	56,0
1977	70,8	42,2	56,0
1978	70,1	42,0	55,5
1979	69,7	42,5	55,6
1980	69,6	42,3	55,4
1981	68,2	42,1	54,6
1982	67,2	42,2	54,2
1983	66,0	42,0	53,6
1984	64,3	41,9	52,7
1985	63,6	41,8	52,3
1986	63,2	42,2	52,3
1987	62,6	41,9	51,8
1988	62,1	41,8	51,5
1989	62,2	42,3	51,8
1990	61,5	42,5	51,6
1991	60,8	42,5	51,3
1992	60,0	42,5	50,9
1993	58,7	42,6	50,3
1994	57,9	42,4	49,9
1995	58,1	42,9	50,2
1996	58,0	43,0	50,2
1997	57,4	42,7	49,7
1998	57,5	43,2	50,0
1999	57,6	43,5	50,3
2000	58,6	44,6	51,3
2001	58,9	45,0	51,7
2002	58,7	45,4	51,8
2003	58,3	45,6	51,7
2004	57,9	45,6	51,5
2005	57,6	45,7	51,4
2006	57,3	45,9	51,3
2007	57,6	46,7	51,9
2008	57,9	47,2	52,3
2009	56,7	46,9	51,6
2010	56,5	46,7	51,4
2011	56,4	46,7	51,3

Champ : personnes âgées de 15 ans ou plus.

Source : Insee, enquête Emploi, calculs DG Trésor.

Note : taux d'emploi au sens du BIT, en moyenne annuelle.

## ... par tranche d'âge

(en %)

Années	De 15 à 24 ans	De 25 à 49 ans	De plus de 50 ans
1975	54,0	76,4	33,8
1976	53,1	77,1	33,2
1977	51,8	77,7	33,1
1978	50,6	77,9	32,4
1979	50,0	78,5	32,2
1980	48,3	78,9	32,2
1981	46,2	78,5	31,6
1982	45,6	78,8	30,5
1983	44,7	79,2	28,9
1984	41,6	79,0	28,1
1985	41,1	78,8	27,4
1986	41,3	79,1	26,9
1987	40,6	78,8	26,2
1988	38,7	79,0	25,9
1989	38,7	79,6	25,6
1990	37,1	80,0	25,0
1991	34,9	80,2	24,2
1992	33,9	79,8	23,5
1993	31,6	79,3	23,3
1994	29,6	79,0	23,0
1995	29,7	79,6	23,0
1996	28,8	79,5	23,5
1997	27,7	78,9	23,8
1998	28,1	79,4	24,3
1999	28,4	79,8	25,2
2000	30,8	80,8	26,0
2001	31,1	81,6	26,7
2002	31,2	81,7	27,6
2003	31,0	81,1	28,4
2004	30,5	81,1	28,7
2005	30,2	81,2	29,0
2006	29,8	81,6	29,0
2007	31,0	82,4	29,4
2008	31,3	83,6	29,5
2009	30,4	82,3	29,7
2010	30,2	81,9	30,2
2011	29,9	81,6	30,7

Champ : personnes âgées de 15 ans ou plus.

Source : Insee, enquête Emploi, calculs DG Trésor.

Note : taux d'emploi au sens du BIT, en moyenne annuelle.

Tableau III.3

## Taux d'emploi des 15 - 64 ans par sexe

(en %)

Années	Hommes	Femmes	Total
1992	68,7	51,4	59,9
1993	67,3	51,5	59,3
1994	66,8	51,6	59,1
1995	67,2	52,1	59,5
1996	67,0	52,2	59,5
1997	66,9	52,4	59,6
1998	67,4	53,1	60,2
1999	68,0	54,0	60,9
2000	69,2	55,2	62,1
2001	69,7	56,0	62,8
2002	69,5	56,7	63,0
2003	69,9	58,2	63,9
2004	69,4	58,2	63,7
2005	69,1	58,4	63,7
2006	68,9	58,6	63,6
2007	69,1	59,6	64,3
2008	69,5	60,2	64,8
2009	68,3	59,9	64,0
2010	68,1	59,7	63,8
2011	68,1	59,7	63,8

Source : Eurostat.

Tableau III.4

## Taux d'emploi des 55-64 ans

(en %)

Trimestres	55-64 ans	dont	
		55-59 ans	60-64 ans
2003. I	36,4	54,1	13,0
II	36,9	54,4	13,3
III	37,1	54,4	13,3
IV	37,5	54,8	13,6
2004. I	37,5	54,8	13,3
II	37,3	54,2	13,2
III	38,3	55,3	13,6
IV	38,2	55,1	13,8
2005. I	38,6	55,6	13,6
II	38,8	55,5	14,0
III	38,5	54,9	14,0
IV	38,2	54,5	13,7
2006. I	38,4	54,8	14,0
II	37,9	54,4	13,9
III	38,0	54,7	14,5
IV	38,0	54,7	15,0
2007. I	38,0	54,6	15,6
II	38,5	55,4	16,1
III	38,1	55,5	15,5
IV	38,0	55,6	15,6
2008. I	37,9	55,2	16,3
II	38,0	56,0	16,0
III	38,2	56,4	16,5
IV	38,6	57,6	16,5
2009. I	38,8	58,1	16,5
II	39,0	58,2	17,1
III	39,0	59,0	16,9
IV	39,0	58,5	17,4
2010. I	39,2	59,2	17,7
II	39,5	60,1	17,6
III	40,2	61,1	18,8
IV	40,1	62,1	17,6
2011. I	40,4	62,9	17,8
II	41,1	63,6	18,4
III	41,7	64,3	19,1
IV	42,8	65,1	20,1

Source : Insee, enquête Emploi, calculs DG Trésor.

Note : Données CVS, âge au dernier jour de la semaine de référence.

Tableau III.5

## Population active par sexe

(en milliers et en %)

Années	Hommes	Femmes	Total	
Niveau (en milliers)				
2011	14 839	13 552	28 391	
Part dans la population active (en %)			Taux de croissance annuel (en %)	Niveau (en millier)
1975	61,1	38,9	-	22 619
1976	60,5	39,5	1,2	22 882
1977	60,0	40,0	1,3	23 169
1978	59,9	40,1	0,3	23 229
1979	59,3	40,7	1,7	23 624
1980	59,2	40,8	1,1	23 879
1981	58,8	41,2	0,4	23 982
1982	58,5	41,5	0,5	24 106
1983	58,2	41,8	0,2	24 145
1984	57,7	42,3	0,4	24 248
1985	57,5	42,5	0,7	24 411
1986	57,1	42,9	0,9	24 641
1987	56,8	43,2	0,2	24 684
1988	56,6	43,4	0,0	24 687
1989	56,4	43,6	0,7	24 871
1990	56,1	43,9	0,1	24 886
1991	55,8	44,2	- 0,2	24 837
1992	55,6	44,4	0,8	25 033
1993	55,1	44,9	0,5	25 170
1994	54,9	45,1	0,3	25 258
1995	54,6	45,4	0,5	25 393
1996	54,6	45,4	1,1	25 674
1997	54,6	45,4	- 0,2	25 627
1998	54,3	45,7	0,6	25 782
1999	54,1	45,9	0,8	25 984
2000	54,0	46,0	1,1	26 260
2001	53,8	46,2	0,7	26 432
2002	53,7	46,3	1,2	26 741
2003	53,4	46,6	0,9	26 972
2004	53,2	46,8	0,8	27 188
2005	53,0	47,0	0,7	27 381
2006	52,8	47,2	0,6	27 550
2007	52,6	47,4	0,8	27 776
2008	52,5	47,5	0,7	27 963
2009	52,4	47,6	1,0	28 233
2010	52,3	47,7	0,4	28 345
2011	52,3	47,7	0,2	28 391

Source : Insee, enquête Emploi, calculs DG Trésor.

Note : population active au sens du BIT, en moyenne annuelle.

Tableau III.6

## Taux d'activité par sexe

(en %)

Années	Hommes	Femmes	Total
1975	74,0	43,5	58,2
1976	73,5	44,1	58,2
1977	73,1	44,9	58,5
1978	72,5	44,8	58,1
1979	72,4	45,7	58,5
1980	72,3	45,9	58,5
1981	71,5	46,1	58,3
1982	71,0	46,4	58,2
1983	70,0	46,3	57,7
1984	69,1	46,7	57,5
1985	68,8	46,8	57,4
1986	68,4	47,4	57,4
1987	67,6	47,2	57,0
1988	66,7	47,1	56,5
1989	66,3	47,3	56,4
1990	65,6	47,3	56,1
1991	64,9	47,4	55,8
1992	64,8	47,8	56,0
1993	64,2	48,3	55,9
1994	63,8	48,4	55,8
1995	63,5	48,7	55,8
1996	63,9	49,0	56,1
1997	63,4	48,6	55,7
1998	63,1	49,0	55,8
1999	63,1	49,2	55,9
2000	63,2	49,5	56,1
2001	63,0	49,6	56,0
2002	63,1	49,8	56,2
2003	63,1	50,4	56,5
2004	62,9	50,6	56,5
2005	62,6	50,7	56,4
2006	62,4	50,8	56,3
2007	62,2	51,1	56,4
2008	62,2	51,3	56,5
2009	62,3	51,7	56,8
2010	62,1	51,8	56,7
2011	61,8	51,7	56,5

Champ : personnes âgées de 15 ans ou plus.

Source : Insee, enquête Emploi, calculs DG Trésor.

Note : population active au sens du BIT, en moyenne annuelle.



Tableau III.7

## Population active par tranche d'âge

(en milliers et en %)

Années	De 15 à 24 ans	De 25 à 49 ans	50 ans et plus		Total
			ensemble	dont 55 à 64 ans	
Niveau (en milliers)					
2011	2 846	18 214	7 330	3 558	28 391
Part dans la population active totale (en %)					Niveau (en milliers)
1975	21,1	57,2	21,6	9,3	22 619
1976	20,7	57,9	21,4	9,3	22 882
1977	20,3	58,3	21,4	9,6	23 169
1978	19,9	58,9	21,2	9,6	23 229
1979	19,7	59,2	21,0	9,8	23 624
1980	19,2	59,6	21,2	9,9	23 879
1981	18,8	60,2	21,0	9,9	23 982
1982	18,8	60,9	20,3	9,6	24 106
1983	18,6	61,8	19,6	9,1	24 145
1984	18,1	62,8	19,2	8,8	24 248
1985	17,8	63,4	18,8	8,7	24 411
1986	17,5	64,0	18,5	8,6	24 641
1987	17,1	64,8	18,2	8,4	24 684
1988	16,1	65,8	18,0	8,4	24 687
1989	15,6	66,6	17,8	8,3	24 871
1990	14,9	67,7	17,5	8,1	24 886
1991	13,7	69,3	17,0	7,8	24 837
1992	13,2	70,3	16,5	7,6	25 033
1993	12,5	71,1	16,3	7,4	25 170
1994	11,8	72,0	16,3	7,2	25 258
1995	11,4	72,3	16,4	7,1	25 393
1996	11,0	72,2	16,8	6,9	25 674
1997	10,5	72,1	17,4	6,8	25 627
1998	10,3	71,6	18,0	6,5	25 782
1999	10,2	70,8	19,0	6,7	25 984
2000	10,5	70,1	19,4	6,6	26 260
2001	10,5	69,4	20,1	6,8	26 432
2002	10,6	68,4	21,0	7,7	26 741
2003	10,5	67,5	21,9	8,8	26 972
2004	10,6	67,0	22,5	9,4	27 188
2005	10,5	66,6	22,9	9,9	27 381
2006	10,5	66,3	23,2	10,3	27 550
2007	10,4	66,0	23,6	10,5	27 776
2008	10,3	65,9	23,8	10,8	27 963
2009	10,5	65,1	24,4	11,3	28 233
2010	10,3	64,6	25,1	11,9	28 345
2011	10,0	64,2	25,8	12,5	28 391

Source : Insee, enquête Emploi, calculs DG Trésor.

## Notes :

- Population active au sens du BIT, en moyenne annuelle.

- Les observations antérieures à 2002, issues de l'enquête Emploi annuelle, ont été corrigées pour tenir compte de la rupture de série en 2003.

Tableau III.8

## Taux d'activité par tranche d'âge

(en %)

Années	De 15 à 24 ans	De 25 à 49 ans	50 ans et plus		Total
			ensemble	dont 55 à 64 ans	
Part des actifs dans chaque tranche d'âge de la population (en %)					
1975	57,9	78,5	34,6	48,4	58,2
1976	57,5	79,3	34,1	48,3	58,2
1977	57,0	80,1	34,1	49,5	58,5
1978	55,8	80,5	33,4	48,8	58,1
1979	56,0	81,4	33,4	50,1	58,5
1980	54,8	81,9	33,6	50,6	58,5
1981	53,8	82,2	33,1	47,9	58,3
1982	53,9	82,8	32,1	43,9	58,2
1983	53,4	83,4	30,4	39,3	57,7
1984	51,9	83,9	29,7	36,9	57,5
1985	51,4	84,3	29,2	35,9	57,4
1986	50,9	85,0	28,7	35,7	57,4
1987	49,5	85,0	28,1	35,0	57,0
1988	46,6	85,3	27,7	35,1	56,5
1989	45,6	85,6	27,3	34,8	56,4
1990	43,9	85,9	26,6	34,0	56,1
1991	41,5	86,3	25,8	32,9	55,8
1992	41,1	86,7	25,2	32,5	56,0
1993	39,7	87,1	24,9	32,1	55,9
1994	38,1	87,4	24,7	31,6	55,8
1995	37,3	87,6	24,7	31,6	55,8
1996	36,8	88,0	25,3	31,9	56,1
1997	35,5	87,5	25,8	31,6	55,7
1998	35,6	87,7	26,3	31,0	55,8
1999	35,7	87,8	27,2	32,1	55,9
2000	36,8	87,8	27,8	32,0	56,1
2001	36,8	88,0	28,3	32,6	56,0
2002	37,3	88,0	29,2	35,7	56,2
2003	38,0	88,0	30,3	38,9	56,5
2004	38,1	88,2	30,6	40,1	56,5
2005	38,0	88,3	30,8	40,7	56,4
2006	38,1	88,5	30,9	40,4	56,3
2007	38,4	88,8	31,0	40,2	56,4
2008	38,5	89,4	31,1	40,0	56,5
2009	39,8	89,5	31,7	41,5	56,8
2010	39,3	89,4	32,2	42,5	56,7
2011	38,3	89,1	32,8	44,4	56,5

Source : Insee, enquête Emploi, calculs DG Trésor.

Note : Population active au sens du BIT, en moyenne annuelle.

Tableau III.9

## Composition de la population en âge de travailler

(en milliers et en %)

Années	Actifs		Inactifs	Population en âge de travailler	
	Occupés	Chômeurs			
Niveau (en milliers)					
2011	25 695	2 641	22 029	50 610	
Part dans la population en âge de travailler (en %)			Niveau (en milliers)	Taux de croissance annuel (en%)	
1975	56,1	2,0	41,9	39 398	-
1976	55,9	2,2	41,9	39 817	1,1
1977	55,8	2,5	41,6	40 149	0,8
1978	55,3	2,6	42,0	40 528	0,9
1979	55,4	3,0	41,6	40 921	1,0
1980	55,3	3,2	41,6	41 302	0,9
1981	54,5	3,7	41,8	41 672	0,9
1982	54,1	4,0	41,9	41 922	0,6
1983	53,5	4,2	42,4	42 350	1,0
1984	52,6	4,9	42,6	42 692	0,8
1985	52,2	5,1	42,7	43 044	0,8
1986	52,2	5,1	42,7	43 450	0,9
1987	51,8	5,2	43,0	43 810	0,8
1988	51,5	5,0	43,5	44 194	0,9
1989	51,9	4,6	43,5	44 511	0,7
1990	51,7	4,4	43,9	44 819	0,7
1991	51,3	4,6	44,1	44 894	0,2
1992	50,9	5,1	44,0	45 156	0,6
1993	50,3	5,6	44,0	45 408	0,6
1994	49,9	6,0	44,2	45 681	0,6
1995	50,2	5,6	44,2	45 950	0,6
1996	50,2	5,9	43,9	46 198	0,5
1997	49,7	6,0	44,3	46 445	0,5
1998	50,0	5,7	44,3	46 662	0,5
1999	50,3	5,6	44,1	46 918	0,5
2000	51,3	4,8	43,9	47 233	0,7
2001	51,6	4,4	44,0	47 615	0,8
2002	51,7	4,4	43,8	48 020	0,9
2003	51,3	4,8	44,0	48 113	0,2
2004	51,1	5,0	44,0	48 508	0,8
2005	51,0	5,0	44,1	48 933	0,9
2006	50,9	4,9	44,1	49 290	0,7
2007	51,5	4,5	44,0	49 608	0,6
2008	51,9	4,1	43,9	49 850	0,5
2009	51,2	5,1	43,7	50 080	0,5
2010	51,0	5,2	43,7	50 365	0,6
2011	50,9	5,2	43,9	50 610	0,5

Source : Insee, enquête Emploi, calculs DG Trésor.

Champ : population des 15 ans et plus.

Tableau III.10

## Taux de chômage... ... par sexe

(en %)

Années	Hommes	Femmes	Total
1975	2,6	4,7	3,4
1976	2,7	5,5	3,8
1977	3,1	6,1	4,3
1978	3,3	6,2	4,5
1979	3,7	6,9	5,0
1980	3,7	7,7	5,3
1981	4,7	8,6	6,3
1982	5,3	9,1	6,9
1983	5,7	9,3	7,2
1984	6,9	10,4	8,4
1985	7,5	10,7	8,9
1986	7,5	10,8	8,9
1987	7,4	11,3	9,1
1988	7,0	11,1	8,8
1989	6,3	10,6	8,2
1990	6,2	10,2	7,9
1991	6,4	10,3	8,1
1992	7,3	11,2	9,0
1993	8,7	11,7	10,0
1994	9,3	12,3	10,7
1995	8,5	11,8	10,0
1996	9,2	12,2	10,6
1997	9,5	12,2	10,7
1998	8,9	11,9	10,3
1999	8,7	11,5	10,0
2000	7,2	10,1	8,5
2001	6,5	9,2	7,7
2002	7,0	8,9	7,9
2003	7,6	9,5	8,5
2004	8,0	9,9	8,9
2005	8,0	9,8	8,9
2006	8,1	9,7	8,8
2007	7,5	8,6	8,0
2008	6,9	7,9	7,4
2009	8,9	9,4	9,1
2010	9,0	9,7	9,4
2011	8,8	9,7	9,2

Source : Insee, enquête Emploi, calculs DG Trésor.

## ... par tranche d'âge

(en %)

Années	De 15 à 24 ans	De 25 à 49 ans	50 ans et plus		Total
			ensemble	dont 55 à 64 ans	
1975	6,8	2,6	2,3	-	3,4
1976	7,7	2,8	2,7	-	3,8
1977	9,1	3,1	3,1	-	4,3
1978	9,5	3,2	3,2	-	4,5
1979	10,7	3,6	3,7	-	5,0
1980	11,9	3,7	4,1	-	5,3
1981	14,2	4,5	4,6	-	6,3
1982	15,4	4,9	4,9	-	6,9
1983	16,4	5,1	5,0	-	7,2
1984	19,9	5,9	5,4	-	8,4
1985	20,1	6,6	6,0	-	8,9
1986	18,9	7,0	6,2	-	8,9
1987	18,1	7,4	6,6	-	9,1
1988	17,1	7,4	6,5	-	8,8
1989	15,3	7,1	6,1	-	8,2
1990	15,4	6,9	5,8	-	7,9
1991	16,0	7,1	6,2	-	8,1
1992	17,6	7,9	6,8	-	9,0
1993	20,6	9,0	6,7	-	10,0
1994	22,2	9,6	6,8	-	10,7
1995	20,3	9,2	6,8	-	10,0
1996	21,6	9,6	7,3	-	10,6
1997	22,1	9,8	7,6	-	10,7
1998	20,8	9,4	7,7	-	10,3
1999	20,5	9,1	7,5	-	10,0
2000	16,3	8,0	6,4	-	8,5
2001	15,5	7,2	5,5	-	7,7
2002	16,4	7,2	5,7	-	7,9
2003	18,5	7,8	5,9	5,1	8,5
2004	20,1	8,1	6,1	5,7	8,9
2005	20,6	8,1	5,8	5,3	8,9
2006	21,7	7,9	6,0	5,8	8,8
2007	19,2	7,2	5,3	5,1	8,0
2008	18,6	6,5	5,0	4,6	7,4
2009	23,2	8,0	6,0	6,2	9,1
2010	22,8	8,3	6,3	6,6	9,4
2011	22,1	8,4	6,3	6,5	9,2

Source : Insee, enquête Emploi, calculs DG Trésor.

Tableau III.11

## Taux de chômage par niveau de diplôme

(en %)

Années	Aucun diplôme ou CEP	BEPC seul	CAP ou BEP	Baccalauréat	BAC + 2 ans	Études supérieures longues
1982	7,9	6,5	6,9	6,1	3,3	4,9
1983	8,4	6,9	7,3	6,0	3,8	3,9
1984	10,0	8,3	8,8	7,1	3,8	3,9
1985	10,8	7,7	9,3	6,9	3,7	4,9
1986	11,1	7,9	9,2	6,3	4,1	5,3
1987	11,6	8,1	9,1	6,6	4,1	5,2
1988	11,6	7,4	8,8	6,1	3,8	4,9
1989	11,0	7,2	7,8	6,1	3,6	4,0
1990	10,9	6,9	7,7	5,7	3,6	3,8
1991	11,2	7,3	7,9	5,9	3,9	4,6
1992	12,3	8,6	9,0	6,1	4,7	5,1
1993	13,1	9,1	10,0	8,3	6,6	6,6
1994	14,0	9,8	10,5	9,4	7,1	6,9
1995	13,5	9,4	9,7	8,4	6,7	7,5
1996	14,2	9,2	10,6	8,7	6,8	7,9
1997	14,4	10,6	10,2	9,5	7,4	7,9
1998	14,3	9,9	10,0	9,2	6,6	7,2
1999	14,4	10,2	9,7	8,7	6,3	6,6
2000	13,1	9,2	8,0	7,2	4,6	5,9
2001	11,9	8,9	7,3	6,6	4,7	5,2
2002	11,8	8,2	7,4	6,9	5,1	6,2
2003	12,6	9,5	7,8	7,6	5,5	6,6
2004	12,9	10,5	7,9	8,6	5,7	7,0
2005	13,5	11,3	7,8	8,5	6,0	6,4
2006	13,9	11,2	7,8	8,5	5,7	6,0
2007	13,2	10,3	7,1	7,3	5,3	5,6
2008	12,6	9,8	7,0	6,8	4,3	4,7
2009	14,9	12,8	8,9	8,6	5,4	5,7
2010	16,0	13,7	8,8	8,8	5,4	5,5
2011	16,1	12,8	9,0	8,7	5,1	5,6

Source : Insee, enquête Emploi, calculs DG Trésor.

Lecture : En 2011, 5,6 % des actifs ayant un diplôme du supérieur long sont au chômage au sens du BIT.

Tableau III.12

## Durée du chômage

Années	Proportion de chômeurs depuis un an ou plus (1) (en %)	Ancienneté moyenne de chômage (en mois)
1970	21,4	8,7
1971	21,2	8,8
1972	21,8	8,4
1973	20,6	8,6
1974	19,4	7,9
1975	16,8	8,0
1976	24,2	9,3
1977	25,0	9,8
1978	27,8	10,8
1979	29,9	11,2
1980	32,2	11,9
1981	32,1	11,9
1982	36,2	12,5
1983	39,4	13,0
1984	39,3	13,6
1985	43,7	15,0
1986	44,2	15,7
1987	45,3	16,6
1988	44,6	16,5
1989	43,7	16,2
1990	39,7	14,5
1991	37,0	14,5
1992	35,2	13,8
1993	33,4	12,9
1994	37,7	13,5
1995	41,6	15,1
1996	39,2	15,2
1997	43,2	15,6
1998	41,2	16,0
1999	38,2	14,9
2000	40,1	15,9
2001	35,3	14,5
2002	41,3	15,7
2003	41,0	14,5
2004	40,8	13,8
2005	41,3	13,9
2006	42,3	14,2
2007	40,4	13,9
2008	37,8	13,1
2009	35,4	12,5
2010	40,4	13,3
2011	41,6	14,0

Source : Insee, enquête Emploi, calculs DG Trésor.

Champ : chômeurs au sens du BIT.

(1) souvent appelés "chômeurs de longue durée".

Lecture : En 2011, sur 100 chômeurs, 41,6 recherchaient un emploi depuis un an ou plus.  
En moyenne, une personne au chômage était en recherche d'emploi depuis 14 mois.

Note : les données antérieures à 2003 sont issues de l'enquête Emploi annuelle.

Il n'est pas possible de corriger les observations antérieures à 2002 pour tenir compte de la rupture des séries entre 2002 et 2003.

Tableau III.13

## Emploi total par branche

(en milliers et en %)

Années	Agriculture	Industrie	Construction	Tertiaire	Emploi total	
Niveau (en milliers)						
2011	746	3 219	1 838	21 088	26 891	
Part dans l'emploi total (en %)					Niveau (en milliers)	Taux de croissance annuel (en %)
1970	13,0	24,9	9,3	52,7	21 546	1,4
1971	12,3	25,1	9,2	53,3	21 647	0,5
1972	11,6	25,2	9,2	54,0	21 783	0,6
1973	10,9	25,4	9,2	54,5	22 088	1,4
1974	10,4	25,4	9,1	55,1	22 290	0,9
1975	10,0	25,1	8,8	56,0	22 112	- 0,8
1976	9,6	24,8	8,8	56,8	22 292	0,8
1977	9,2	24,6	8,7	57,5	22 487	0,9
1978	8,9	24,2	8,6	58,3	22 611	0,6
1979	8,6	23,7	8,5	59,2	22 751	0,6
1980	8,3	23,3	8,5	59,8	22 845	0,4
1981	8,0	22,6	8,4	60,9	22 806	- 0,2
1982	7,7	22,3	8,2	61,8	22 849	0,2
1983	7,5	21,9	7,9	62,7	22 825	- 0,1
1984	7,3	21,4	7,5	63,9	22 691	- 0,6
1985	7,0	20,9	7,3	64,8	22 633	- 0,3
1986	6,8	20,4	7,2	65,6	22 750	0,5
1987	6,5	19,7	7,2	66,6	22 941	0,8
1988	6,2	19,3	7,3	67,3	23 160	1,0
1989	5,8	19,0	7,3	67,8	23 557	1,7
1990	5,5	18,9	7,3	68,3	23 766	0,9
1991	5,3	18,5	7,2	69,0	23 798	0,1
1992	5,1	18,1	6,9	69,9	23 634	- 0,7
1993	4,9	17,5	6,6	71,1	23 360	- 1,2
1994	4,7	17,0	6,4	72,0	23 459	0,4
1995	4,5	16,9	6,3	72,4	23 679	0,9
1996	4,3	16,6	6,1	72,9	23 812	0,6
1997	4,2	16,4	5,9	73,5	23 973	0,7
1998	4,1	16,1	5,8	74,0	24 383	1,7
1999	4,0	15,7	5,7	74,6	24 943	2,3
2000	3,7	15,4	5,8	75,0	25 587	2,6
2001	3,6	15,3	5,9	75,2	25 970	1,5
2002	3,5	14,9	6,0	75,6	26 104	0,5
2003	3,4	14,6	6,0	75,9	26 137	0,1
2004	3,4	14,1	6,1	76,3	26 176	0,1
2005	3,4	13,8	6,3	76,5	26 349	0,7
2006	3,2	13,4	6,6	76,8	26 634	1,1
2007	3,1	13,1	6,8	77,0	27 006	1,4
2008	3,0	12,9	6,9	77,2	27 137	0,5
2009	3,0	12,5	7,0	77,5	26 783	- 1,3
2010	2,9	12,1	6,9	78,1	26 766	- 0,1
2011	2,8	12,0	6,8	78,4	26 891	0,5

Source : Insee, comptes nationaux (base 2005).

Tableau III.14

## Emploi salarié par branche

(en milliers et en %)

Années	Agriculture	Industrie	Construction	Tertiaire	Total	
Niveau (en milliers)						
2011	317	3 092	1 555	19 508	24 472	
Part dans l'emploi salarié total (en %)					Niveau (en milliers)	Taux de croissance annuel (en %)
1970	3,5	29,8	10,0	56,7	17 149	2,5
1971	3,3	29,8	9,8	57,1	17 378	1,3
1972	3,2	29,7	9,7	57,5	17 644	1,5
1973	3,0	29,7	9,6	57,8	18 047	2,3
1974	2,8	29,6	9,4	58,2	18 332	1,6
1975	2,7	29,1	9,0	59,2	18 241	- 0,5
1976	2,5	28,7	8,9	59,9	18 488	1,4
1977	2,4	28,3	8,7	60,6	18 738	1,4
1978	2,3	27,8	8,4	61,5	18 911	0,9
1979	2,2	27,1	8,3	62,4	19 083	0,9
1980	2,1	26,6	8,2	63,0	19 218	0,7
1981	2,0	25,8	8,1	64,1	19 231	0,1
1982	1,9	25,2	7,9	65,0	19 345	0,6
1983	1,9	24,8	7,5	65,8	19 359	0,1
1984	1,8	24,1	7,0	67,1	19 291	- 0,4
1985	1,8	23,5	6,8	68,0	19 304	0,1
1986	1,7	22,9	6,8	68,6	19 453	0,8
1987	1,7	22,1	6,7	69,5	19 682	1,2
1988	1,6	21,5	6,8	70,1	19 932	1,3
1989	1,6	21,1	6,8	70,5	20 381	2,3
1990	1,6	20,9	6,9	70,7	20 667	1,4
1991	1,6	20,4	6,8	71,2	20 812	0,7
1992	1,6	19,8	6,5	72,1	20 785	- 0,1
1993	1,6	19,0	6,2	73,1	20 648	- 0,7
1994	1,7	18,4	6,0	73,9	20 849	1,0
1995	1,7	18,2	5,9	74,2	21 152	1,5
1996	1,7	17,9	5,7	74,7	21 357	1,0
1997	1,8	17,6	5,5	75,1	21 575	1,0
1998	1,8	17,2	5,4	75,6	22 034	2,1
1999	1,8	16,7	5,4	76,1	22 613	2,6
2000	1,7	16,4	5,5	76,5	23 271	2,9
2001	1,6	16,2	5,5	76,6	23 682	1,8
2002	1,6	15,8	5,6	77,0	23 826	0,6
2003	1,6	15,5	5,6	77,3	23 859	0,1
2004	1,6	15,0	5,7	77,7	23 877	0,1
2005	1,6	14,6	5,9	77,9	24 014	0,6
2006	1,5	14,2	6,1	78,2	24 272	1,1
2007	1,5	13,8	6,3	78,4	24 622	1,4
2008	1,4	13,6	6,4	78,6	24 734	0,5
2009	1,4	13,2	6,6	78,8	24 370	- 1,5
2010	1,3	12,8	6,4	79,4	24 350	- 0,1
2011	1,3	12,6	6,4	79,7	24 472	0,5

Source : Insee, comptes nationaux (base 2005).



Tableau III.15

## Emploi salarié par type de contrat

(en milliers et en %)

Années	Salariés privés					Stages et contrats aidés	Salariés de l'État et des collectivités locales	Ensemble des salariés
	Intérim	Apprentis	Contrats à durée déterminée (1) (CDD)	Contrats à durée indéterminée (CDI)	Total			
	Niveau (en milliers)							
2011	543	371	1 270	15 066	17 250	346	5 180	22 776
	Part dans l'emploi salarié total (en %)							
								Niveau (en milliers)
1990	1,2	1,2	3,2	66,9	72,5	1,5	26,0	19 891
1991	1,1	1,0	2,9	68,2	73,3	1,5	25,3	20 023
1992	1,1	1,0	3,0	68,1	73,2	1,7	25,1	20 021
1993	0,9	0,9	3,2	66,6	71,7	2,1	26,3	19 857
1994	1,1	1,0	3,2	66,4	71,8	2,1	26,1	19 986
1995	1,5	1,0	3,9	65,4	71,8	2,3	25,9	20 264
1996	1,4	1,1	4,1	65,5	72,1	2,3	25,6	20 420
1997	1,7	1,2	4,3	65,2	72,5	2,1	25,4	20 574
1998	2,1	1,3	4,6	64,7	72,6	2,0	25,3	20 968
1999	2,2	1,4	4,4	65,2	73,2	2,1	24,7	21 455
2000	2,6	1,4	4,7	65,0	73,6	2,2	24,2	22 103
2001	2,9	1,2	4,4	66,0	74,5	1,9	23,6	22 560
2002	2,2	1,4	5,4	66,1	75,0	2,6	22,5	22 724
2003	2,1	1,2	5,1	65,4	73,7	2,2	24,1	21 850
2004	2,1	1,3	5,0	65,8	74,3	1,9	23,9	22 086
2005	2,3	1,5	5,2	65,3	74,3	1,8	24,0	22 230
2006	2,4	1,5	5,5	65,5	74,8	1,7	23,5	22 255
2007	2,4	1,5	5,5	65,4	74,9	1,7	23,4	22 737
2008	2,4	1,5	5,3	65,6	74,8	1,5	23,7	23 137
2009	1,8	1,5	5,1	66,6	75,1	1,5	23,4	22 820
2010	2,1	1,5	5,5	66,0	75,1	1,8	23,1	22 735
2011	2,4	1,6	5,6	66,1	75,7	1,5	22,7	22 776

Source : Insee, enquête Emploi, calculs DG Trésor.

(1) Hors État et collectivités locales.

Notes : - les données antérieures à 2003 sont issues de l'enquête Emploi annuelle ; il n'est pas possible de corriger les observations antérieures à 2002 pour tenir compte de la rupture des séries entre 2002 et 2003.

- il s'agit d'emploi au sens du BIT, un concept différent de celui utilisé par les Comptes Nationaux.

Tableau III.16

## Temps partiel et durée du travail

Années	Effectifs à temps partiel (1)		Part du temps partiel dans l'emploi total (en %) (1)			Durée annuelle effective du travail (2)	
	Niveau (en milliers)	Variation annuelle (en %)	Hommes	Femmes	Total	Niveau (en heures par salarié)	Variation annuelle (en %)
1983	2 107	-	2,6	20,1	9,7	1 546	- 0,7
1984	2 210	4,9	2,8	21,1	10,3	1 540	- 0,4
1985	2 345	6,1	3,2	21,8	11,0	1 525	- 0,9
1986	2 550	8,7	3,5	23,3	11,8	1 518	- 0,5
1987	2 547	- 0,1	3,6	23,2	11,8	1 533	1,0
1988	2 612	2,6	3,5	23,8	12,1	1 538	0,4
1989	2 654	1,6	3,6	23,7	12,1	1 539	0,0
1990	2 651	- 0,1	3,4	23,6	12,0	1 535	- 0,3
1991	2 659	0,3	3,4	23,5	12,0	1 528	- 0,4
1992	2 787	4,8	3,6	24,5	12,7	1 523	- 0,3
1993	3 033	8,8	4,1	26,3	13,9	1 506	- 1,1
1994	3 216	6,0	4,6	27,8	14,8	1 504	- 0,2
1995	3 429	6,6	5,0	28,9	15,6	1 496	- 0,5
1996	3 533	3,0	5,3	29,4	16,0	1 491	- 0,3
1997	3 692	4,5	5,4	30,9	16,8	1 483	- 0,6
1998	3 847	4,2	5,7	31,6	17,2	1 472	- 0,7
1999	3 896	1,3	5,6	31,7	17,3	1 455	- 1,2
2000	3 923	0,7	5,4	31,0	16,9	1 434	- 1,4
2001	3 895	- 0,7	5,1	30,4	16,4	1 423	- 0,8
2002	3 880	- 0,4	5,4	30,1	16,5	1 395	- 2,0
2003	4 145	-	5,6	29,9	16,8	1 393	- 0,2
2004	4 217	1,7	5,5	30,4	17,0	1 397	0,3
2005	4 296	1,9	5,8	30,3	17,2	1 405	0,5
2006	4 330	0,8	5,8	30,3	17,2	1 395	- 0,7
2007	4 428	2,3	5,7	30,4	17,3	1 402	0,6
2008	4 391	- 0,8	5,7	29,5	17,0	1 405	0,2
2009	4 458	1,5	6,0	30,0	17,4	1 392	- 1,0
2010	4 579	2,7	6,7	30,1	17,8	1 386	- 0,4
2011	4 617	0,8	6,9	30,1	17,9	1 390	0,3

Sources : (1) Insee, enquête Emploi, calculs DG Trésor.

(2) Insee, comptes nationaux (base 2005), calculs DG Trésor pour la correction des jours ouvrés ; ensemble des salariés.

Note : - les données antérieures à 2003 sont issues de l'enquête Emploi annuelle. Il n'est pas possible de corriger les observations antérieures à 2002 pour tenir compte de la rupture des séries entre 2002 et 2003.



## IV. Prix et coûts salariaux

### IV.1 Indices des prix à la consommation (en glissement)

### IV.2 Indices des prix à la consommation (en moyenne annuelle)

### IV.3 Autres indicateurs de prix

### IV.4 Salaire horaire ouvrier et salaire moyen par tête

### IV.5 Salaire minimum et éléments sur la distribution des salaires

### IV.6 Coût du travail au niveau du SMIC et du salaire médian

#### Définitions

**L'inflation sous-jacente** permet d'analyser la tendance de fond de l'inflation, en excluant de l'indice général des prix les composantes dont les variations résultent davantage de phénomènes exceptionnels ou transitoires. Sont ainsi exclus de l'indice les tarifs publics, les produits dont le prix est très volatil (énergie, alimentation) et les effets des mesures fiscales (hausse de TVA par exemple).

**Le coût du travail** correspond au coût d'un salarié pour l'employeur. Il englobe le salaire versé par l'employeur au salarié, les cotisations sociales payées par les salariés et les employeurs ainsi que la CSG et la CRDS.

Le **salaire brut** correspond à la somme du salaire versé par l'employeur au salarié et des cotisations sociales salariées. Par rapport au coût total pour l'employeur, le salaire brut ne comprend pas les cotisations sociales patronales.

Par rapport au salaire brut, le **salaire net** ne comprend pas les cotisations sociales salariées, la CSG et la CRDS.

La **CSG** est la Contribution Sociale Généralisée.

La **CRDS** est la Contribution au Remboursement de la Dette Sociale.

Le **SMIC** est le Salaire Minimum Interprofessionnel de Croissance.

Les sources utilisées :

- **DADS** : Déclarations Annuelles de Données Sociales (Enquête réalisée par l'INSEE).
- **DARES** : Direction de l'Animation, de la Recherche, des Études et des Statistiques du Ministère du Travail, de l'Emploi, de la Formation Professionnelle et du Dialogue Social.

Tableau IV.1

Indices des prix à la consommation<sup>(1)</sup>

(glissement annuel en %)

Années	Ensemble	Sous- jacent	Hors tabac	Alimentation	Produits manufacturés	Énergie	Services
<b>Glissement annuel en fin d'année, base 1980</b>							
1973	8,5	-		10,9	6,3	10,2	9,0
1974	15,0	-		12,0	17,1	34,0	15,2
1975	9,8	-		10,7	8,5	5,9	12,1
1976	9,8	-		11,4	6,2	15,7	12,8
1982	9,7	-		9,2	8,2	16,5	10,9
1983	9,3	-		10,1	9,2	4,2	10,6
1984	6,7	-		6,1	6,7	10,3	6,4
1985	4,7	-		4,7	5,3	0,9	5,9
1986	2,1	-		2,5	4,5	- 14,5	5,1
1987	3,1	-		1,4	2,1	0,5	7,8
1988	3,1	-		2,4	2,3	0,6	5,2
1989	3,6	-		5,0	2,0	5,5	4,9
1990	3,4	-		3,0	2,0	6,4	5,4
<b>Glissement annuel en fin d'année, base 1998</b>							
1991	3,0	3,7	2,9	2,8	2,9	- 0,6	4,3
1992	2,0	3,3	1,9	- 0,1	1,4	- 1,8	4,1
1993	2,1	1,8	1,8	0,4	1,1	3,8	2,9
1994	1,6	1,1	1,3	1,0	0,3	- 0,1	2,6
1995	2,0	0,7	2,0	1,5	1,2	3,5	2,7
1996	1,8	0,9	1,5	1,4	0,4	6,6	1,6
1997	1,1	0,8	1,0	2,6	0,2	- 0,2	1,4
1998	0,2	0,9	0,2	0,7	- 0,3	- 5,3	1,3
1999	1,3	0,6	1,2	1,1	- 0,4	9,6	0,9
2000	1,6	1,4	1,6	2,8	0,4	7,8	0,8
2001	1,4	2,0	1,3	4,9	0,7	- 7,5	1,9
2002	2,3	1,7	2,1	1,4	0,5	3,8	3,4
2003	2,2	1,7	1,6	2,4	0,4	- 0,1	2,4
2004	2,1	1,3	1,9	0,1	- 0,1	10,2	2,6
2005	1,5	0,9	1,6	0,7	- 0,6	8,2	2,5
2006	1,5	1,4	1,5	1,7	- 0,1	1,7	2,7
2007	2,6	1,8	2,5	3,1	0,4	10,6	2,4
2008	1,0	1,8	1,0	3,2	0,1	- 7,0	2,3
2009	0,9	1,8	0,8	- 0,3	- 0,1	1,1	1,9
2010	1,8	0,6	1,7	1,2	- 0,2	12,5	1,4
2011	2,5	1,8	2,4	3,3	1,0	9,3	1,8

Source : Insee.

(1) Pour la période 1991-2002, les séries sont issues de la publication de l'Insee "Séries longues rétopolées de 1990 à 2002", Collection Insee Résultats société N°17 Juillet 2003.

Tableau IV.2

Indices des prix à la consommation<sup>(1)</sup>

(moyenne annuelle en %)

Années	Ensemble	Sous-jacent	Hors tabac	Alimentation	Produits manufacturés	Énergie	Services
<b>Moyenne annuelle, base 1980</b>							
1973	7,2			9,3	5,1	3,9	8,1
1974	13,8			12,8	13,7	37,2	11,6
1975	11,8			11,3	12,6	8,1	12,7
1976	9,7			10,8	6,9	10,6	11,9
1982	11,8			12,6	11,5	15,6	11,7
1983	9,6			9,3	8,9	9,4	10,8
1984	7,4			7,9	7,6	8,0	6,9
1985	5,8			5,0	6,1	8,2	6,1
1986	2,7			3,5	0,8	- 12,7	4,7
1987	3,1			1,8	2,0	- 3,1	5,9
1988	2,7			1,6	1,7	- 1,0	4,9
1989	3,6			4,3	2,8	4,8	4,0
1990	3,4			4,1	2,4	4,6	4,1
<b>Moyenne annuelle, base 1998</b>							
1991	3,2	3,9	3,2	3,0	2,6	2,2	4,3
1992	2,4	3,5	2,3	0,7	2,0	- 1,3	4,3
1993	2,1	2,4	1,8	- 0,1	1,4	2,0	3,5
1994	1,7	1,4	1,4	0,8	0,4	1,5	2,7
1995	1,8	1,1	1,7	1,3	0,7	2,0	2,7
1996	2,0	1,0	1,9	1,2	1,1	5,0	2,2
1997	1,2	0,7	1,1	1,8	- 0,1	2,2	1,4
1998	0,6	0,7	0,6	1,6	- 0,1	- 3,0	1,3
1999	0,5	0,7	0,5	0,6	- 0,4	0,5	1,1
2000	1,7	1,1	1,6	2,1	- 0,0	12,7	0,7
2001	1,6	1,7	1,6	5,1	0,7	- 1,7	1,4
2002	1,9	2,1	1,8	2,5	0,6	- 1,7	2,9
2003	2,1	1,6	1,9	2,3	0,2	2,5	2,6
2004	2,1	1,6	1,7	0,6	0,2	4,9	2,6
2005	1,8	1,0	1,7	0,1	- 0,5	10,1	2,6
2006	1,6	1,2	1,7	1,6	- 0,3	6,5	2,5
2007	1,5	1,5	1,5	1,4	0,0	1,7	2,6
2008	2,8	2,0	2,8	4,9	0,3	10,8	2,4
2009	0,1	1,8	0,1	0,4	0,0	- 12,0	2,3
2010	1,5	1,1	1,5	0,8	- 0,1	10,0	1,4
2011	2,1	1,1	2,1	1,9	0,1	12,3	1,7

Source : Insee.

(1) Pour la période 1991-2002, les séries sont issues de la publication de l'Insee "Séries longues rétropolées de 1990 à 2002", Collection Insee Résultats société N° 17 Juillet 2003.

Tableau IV.3

## Autres indicateurs de prix

(en %)

Années	Pétrole et matières premières			Produits manufacturés (3)			Indice du coût de la construction	Indice de référence des loyers	
	Pétrole (1)		Matières premières hors énergie (2)	Prix de production	Prix à l'importation	Prix à l'exportation		(4)	(5)
	en %	\$/bl							
Taux de croissance annuels									
1965	0,0	2,2	-	1,0	1,2	0,4	5,6	-	-
1966	0,0	2,2	-	1,8	2,3	0,7	2,5	-	-
1967	0,0	2,2	-	1,2	- 1,7	- 1,3	1,7	-	-
1968	0,0	2,2	-	0,9	- 2,0	- 2,1	4,6	-	-
1969	0,0	2,2	-	3,4	4,4	3,8	5,7	-	-
1970	0,0	2,2	-	5,7	10,2	7,9	2,8	-	-
1971	43,7	3,2	-	4,8	2,2	4,1	5,9	-	-
1972	12,8	3,6	-	4,7	- 2,0	1,0	5,9	-	-
1973	17,6	4,3	-	9,6	5,3	5,8	8,3	-	-
1974	204,1	12,9	-	22,4	29,8	25,0	15,7	-	-
1975	- 11,0	11,5	-	7,1	- 1,4	6,2	13,2	-	-
1976	14,3	13,1	-	9,3	8,3	9,4	11,6	-	-
1977	8,9	14,3	-	8,7	10,5	9,0	9,4	-	-
1978	- 0,3	14,3	-	7,3	3,4	5,4	8,7	-	-
1979	125,2	32,1	16,0	9,5	9,2	10,1	10,7	-	-
1980	18,0	37,9	10,2	13,3	11,6	10,4	13,7	-	-
1981	- 3,2	36,7	- 7,4	12,0	13,6	12,3	9,3	-	-
1982	- 8,9	33,4	- 7,5	11,0	12,7	12,3	10,9	-	-
1983	- 10,5	29,9	7,2	7,2	8,6	8,9	6,6	-	-
1984	- 3,4	28,9	5,3	7,2	11,5	9,3	5,9	-	-
1985	- 3,8	27,8	- 9,5	4,5	1,8	4,1	3,2	-	-
1986	- 47,5	14,6	- 1,1	- 2,3	- 9,4	- 4,8	3,2	-	-
1987	26,7	18,5	5,9	0,2	- 0,9	- 0,7	3,0	-	-
1988	- 19,2	14,9	20,5	2,5	2,1	2,3	2,8	-	-
1989	20,9	18,0	5,2	4,3	5,4	3,8	1,4	-	-
1990	30,5	23,5	- 11,1	1,2	- 2,9	- 1,9	2,4	-	-
1991	- 15,3	19,9	- 6,5	0,3	- 0,6	- 1,6	4,3	-	-
1992	- 3,3	19,3	- 4,4	- 0,7	- 3,0	- 2,3	1,5	-	-
1993	- 11,6	17,0	- 0,7	- 1,9	- 4,0	- 3,3	1,1	-	-
1994	- 7,0	15,8	15,8	- 0,1	0,6	- 0,3	0,1	-	-
1995	7,6	17,0	10,3	1,9	0,4	0,4	- 0,0	-	-
1996	21,0	20,6	- 7,7	- 0,2	1,7	1,9	1,8	-	-
1997	- 7,1	19,1	2,6	0,8	1,2	2,3	2,4	-	-
1998	- 33,3	12,8	- 16,0	- 1,9	- 1,6	- 1,9	0,1	-	-
1999	39,6	17,8	- 5,8	- 0,9	- 2,7	- 1,6	1,0	-	-
2000	59,2	28,4	9,2	4,5	2,4	2,4	2,4	-	-
2001	- 13,9	24,4	- 9,8	0,5	- 1,1	- 0,7	3,6	2,6	-
2002	2,1	24,9	1,9	- 0,9	- 4,0	- 2,5	2,5	2,3	-
2003	15,4	28,8	14,2	- 0,4	- 2,6	- 2,5	3,0	2,3	-
2004	32,8	38,2	21,6	1,5	0,2	0,2	4,8	2,5	1,6
2005	42,4	54,4	12,2	2,3	0,9	1,6	2,4	2,5	1,7
2006	19,7	65,1	26,3	2,4	1,9	1,8	7,0	2,9	1,7
2007	11,3	72,5	10,2	2,6	0,4	1,7	4,0	-	1,3
2008	34,0	97,1	8,2	3,8	1,6	2,6	7,7	-	2,5
2009	- 36,6	61,5	- 18,9	- 4,4	- 4,5	- 3,9	- 2,7	-	0,9
2010	29,2	79,5	25,5	1,7	3,0	1,9	1,1	-	0,8
2011	39,6	111,0	12,7	4,1	3,6	2,8	5,4	-	1,8

Sources : Insee, Global Insight.

(1) Brent daté (marché spot de Londres).

(2) Prix des matières premières importées, en devises.

(3) Source INSEE, base 2005 des Comptes nationaux.

(4) Cet indice, créé par l'article 35 de la loi 2005-841 du 26 juillet 2005 et calculé par l'Insee comme une moyenne pondérée de l'IPC hors tabac et hors loyers (60%), de l'indice des prix de l'entretien et de l'amélioration de l'habitat (20%) et de l'indice du coût de la construction (20%), s'est substitué à l'indice du coût de la construction comme référence pour la révision des loyers en cours de bail dans le parc locatif privé, à compter du premier janvier 2006. Il n'est plus publié en application de l'article 8 de la loi 2008-111 du 8 février 2008.

(5) L'article 9 de la loi n° 2008-111 du 8 février 2008 pour le pouvoir d'achat a modifié l'indice de référence des loyers créé par l'article 35 de la loi 2005-841 du 26 juillet 2005. Le nouvel indice correspond, pour un trimestre donné, à la moyenne sur les douze derniers mois, de l'indice des prix à la consommation hors tabac et hors loyers. Il est calculé sur une référence 100 au quatrième trimestre de 1998.

Tableau IV.4

## Salaire horaire ouvrier et salaire moyen par tête

Années ou trimestres	Taux de salaire horaire ouvrier (2)	Salaire annuel par tête (1)		
		Secteurs industriels et construction	Services principalement marchands	Secteurs marchands non agricoles
Niveau annuel en euros courants				
2009	-	32 963	31 854	32 175
2010	-	34 074	32 522	32 959
2011	-	35 079	33 254	33 759
Taux de croissance en euros courants, en %				
1981	15,1	14,2	13,6	14,1
1982	15,0	13,6	12,5	13,1
1983	10,8	9,3	7,4	8,4
1984	7,2	9,6	6,3	7,8
1985	5,7	6,8	4,9	5,8
1986	4,0	4,5	3,7	4,1
1987	3,3	4,5	2,3	3,3
1988	3,4	4,6	3,3	3,8
1989	4,1	4,2	4,6	4,5
1990	5,1	5,1	5,8	5,6
1991	4,4	5,3	3,6	4,3
1992	3,9	4,8	2,3	3,3
1993	2,1	4,1	1,4	2,5
1994	2,0	2,7	-0,1	0,9
1995	2,4	2,9	1,7	2,1
1996	2,6	1,9	1,6	1,7
1997	2,7	2,7	1,1	1,7
1998	2,1	1,0	1,8	1,5
1999	2,5	2,5	1,6	1,9
2000	5,3	3,0	3,3	3,2
2001	4,2	1,6	3,1	2,6
2002	3,6	3,2	3,3	3,2
2003	2,8	2,5	2,8	2,7
2004	2,9	4,7	3,6	3,9
2005	3,0	3,2	3,4	3,4
2006	3,0	3,2	3,8	3,6
2007	2,9	3,0	2,8	2,9
2008	3,1	3,1	2,6	2,7
2009	2,3	1,3	1,2	1,2
2010	1,8	3,4	2,1	2,4
2011	2,2	2,9	2,3	2,4
Taux de croissance trimestriels, en %				
2010. I	0,8	0,4	0,7	0,6
II	0,5	1,0	0,5	0,7
III	0,3	0,9	0,2	0,4
IV	0,2	0,5	0,4	0,5
2011. I	1,0	1,1	0,9	0,9
II	0,7	0,5	0,7	0,6
III	0,4	0,2	0,4	0,3
IV	0,3	0,9	0,3	0,5
2012. I	0,9	0,6	0,7	0,7
II	0,5	-	-	-

(1) Source : Insee, base 2005 des comptes trimestriels. Salaire annuel brut moyen de l'ensemble des salariés (à temps plein et à temps partiel). Moyennes annuelles.

(2) Source : DARES, Enquête ACEMO ; champ : entreprises de plus de 10 salariés des secteurs concurrentiels hors agriculture, salariés à temps plein. Moyennes annuelles.

Les séries, jusqu'en 1998, sont révisées en base 1998 fondée sur la nomenclature d'activité économique NAF.

À compter de 1999 ces séries sont présentées en nomenclature "NA". Celle-ci est fondée sur la nouvelle nomenclature d'activité économique (NAF rév. 2) qui s'est substituée au 01.01.2008 à la NAF, ce changement répond à un souci d'harmonisation au plan européen et international.



Tableau IV.5

## Salaire minimum et éléments sur la distribution des salaires

Années	Salaire minimum		Salaire net des salariés à plein temps (1)			
	Horaire brut en moyenne annuelle	Annuel net plein temps (2)	Annuel net moyen	Annuel net médian	Rapports interdéciles (3)	
Niveau en euros courants					Salaires les plus élevés rapportés au salaire médian (D9/D5)	Salaire médian rapporté aux salaires les plus bas (D5/D1)
2000	6,31	9 067	20 087	16 520		
2001	6,54	9 415	20 523	16 832		
2002	6,75	9 724	21 096	17 227		
2003	7,01	10 053	21 444	17 493		
2004	7,40	10 613	21 946	17 862		
2005	7,82	11 192	22 581	18 360		
2006	8,15	11 644	22 891	18 583		
2007	8,36	11 943	23 597	19 080		
2008	8,61	12 303	24 320	19 715		
2009	8,77	12 529	24 629	20 109		
2010	8,86	12 665	-	-		
2011	9,02	12 887	-	-		
Taux de croissance en euros courants, en %						
1965	4,2	4,2	6,0	5,4	2,08	1,98
1966	4,6	4,6	6,3	5,3	2,09	2,00
1967	3,4	2,6	5,3	6,0	2,07	1,97
1968	25,8	25,3	10,1	9,8	2,03	1,88
1969	17,9	17,9	10,8	11,3	2,03	1,74
1970	8,2	8,2	9,4	9,9	2,03	1,81
1971	9,9	9,9	10,9	11,8	2,01	1,84
1972	11,4	11,4	10,1	10,3	2,02	1,84
1973	18,1	18,0	12,1	12,5	2,00	1,80
1974	23,2	23,2	17,3	16,7	2,01	1,74
1975	19,0	18,7	14,5	14,4	2,01	1,74
1976	14,9	13,6	15,8	16,3	1,97	1,71
1977	12,7	12,1	10,3	10,9	1,96	1,71
1978	12,9	12,7	13,2	13,5	1,96	1,68
1979	12,5	10,2	8,6	9,6	1,94	1,67
1980	15,6	14,7	13,8	14,4	1,93	1,69
1981	18,1	18,9	13,2	12,9	1,93	1,67
1982	17,6	16,6	13,8	13,4	1,94	1,65
1983	12,2	11,3	10,6	10,4	1,94	1,62
1984	9,4	7,7	7,1	7,0	1,93	1,60
1985	8,1	7,9	7,1	7,2	1,95	1,60
1986	4,3	3,6	5,3	4,5	1,96	1,62
1987	4,0	3,1	2,7	2,9	1,97	1,62
1988	2,7	2,1	2,9	3,2	1,97	1,64
1989	4,2	2,9	4,4	4,0	1,99	1,65
1990	4,3	4,3	5,2	5,3	1,99	1,64
1991	4,9	5,3	3,6	3,7	1,99	1,64
1992	4,0	3,2	2,6	3,1	1,97	1,64
1993	2,6	1,3	2,5	2,5	1,95	1,64
1994	2,2	1,0	2,4	3,4	1,93	1,59
1995	3,0	2,7	2,0	2,1	1,93	1,59
1996	3,6	2,1	1,5	0,8	1,93	1,60
1997	2,9	3,3	2,1	2,2	1,92	1,59
1998	3,0	3,8	1,6	1,8	1,92	1,58
1999	1,6	1,3	2,1	1,3	1,94	1,59
2000	2,3	2,3	2,2	1,7	1,95	1,59
2001	3,6	3,8	2,2	1,9	1,97	1,57
2002	3,2	3,3	2,8	2,3	1,97	1,54
2003	3,9	3,4	1,6	1,5	1,97	1,54
2004	5,6	5,6	2,3	2,1	1,97	1,52
2005	5,7	5,5	2,9	2,8	1,97	1,51
2006	4,2	4,0	1,4	1,2	1,96	1,51
2007	2,6	2,6	3,1	2,7	1,96	1,52
2008	3,0	3,0	3,1	3,3	1,96	1,52
2009	1,8	1,8	1,3	2,0	1,95	1,52
2010	1,1	1,1	-	-	-	-
2011	1,8	1,8	-	-	-	-

Source : DADS, Insee, calculs DG Trésor ; estimations pour les années 1981, 1983 et 1990. Salaires nets de prélèvements (cotisations sociales, CSG et CRDS).

(1) Champ : salariés à temps complet des entreprises du secteur privé et semi-public (y compris les apprentis et stagiaires) de France métropolitaine.

(2) Ces montants sont calculés sur la base d'une durée du travail de 35 heures par semaine.

(3) Les salariés sont classés par ordre croissant de salaire et répartis selon ce classement en dix groupes de même taille appelés déciles ; D1, D5 et D9 correspondent aux bornes supérieures respectivement des déciles 1, 5 (salaire médian) et 9.

Tableau IV.6

## Coût du travail au niveau du SMIC et du salaire médian

Années	Coût du travail des salariés à plein temps			
	Payés au SMIC (1)	Payés au salaire médian	Rapports interdéciles (2)	
			Salaires les plus élevés rapportés au salaire médian (D9/D5)	Salaire médian rapporté aux salaires les plus bas (D5/D1)
Niveau en euros courants				
2000	14 067	29 438		
2001	14 550	29 885		
2002	15 031	30 591		
2003	15 505	31 308		
2004	16 069	32 054		
2005	16 630	33 046		
2006	17 143	33 513		
2007	17 499	34 370		
2008	17 971	35 514		
2009	18 307	36 244		
2010	18 533	-		
2011	18 849	-		
Taux de croissance en euros courants, en %				
1965	4,2	5,4	1,91	1,98
1966	4,8	5,5	1,92	2,00
1967	7,0	10,6	1,89	1,97
1968	22,9	7,8	1,86	1,88
1969	17,9	11,4	1,87	1,74
1970	8,3	9,9	1,86	1,81
1971	10,2	12,1	1,85	1,84
1972	12,0	10,9	1,85	1,84
1973	18,5	13,0	1,84	1,80
1974	23,5	17,0	1,84	1,74
1975	20,8	16,4	1,84	1,74
1976	15,3	17,9	1,81	1,71
1977	13,0	11,7	1,80	1,71
1978	13,3	14,1	1,79	1,68
1979	13,4	12,7	1,79	1,67
1980	15,7	15,3	1,78	1,69
1981	18,1	12,1	1,79	1,67
1982	17,7	14,5	1,82	1,65
1983	13,0	12,1	1,82	1,62
1984	9,0	8,3	1,84	1,60
1985	8,2	7,5	1,86	1,60
1986	4,4	5,3	1,87	1,62
1987	4,1	3,9	1,87	1,62
1988	2,8	3,9	1,87	1,64
1989	3,4	4,5	1,90	1,65
1990	3,4	4,4	1,92	1,64
1991	5,8	4,2	1,93	1,64
1992	4,5	4,5	1,91	1,64
1993	1,1	4,3	1,89	1,67
1994	0,5	4,9	1,88	1,63
1995	- 0,5	2,1	1,88	1,68
1996	- 3,5	1,9	1,91	1,78
1997	3,0	1,9	1,90	1,78
1998	3,3	1,3	1,91	1,76
1999	1,9	1,9	1,93	1,77
2000	2,2	1,7	1,94	1,76
2001	3,4	1,5	1,96	1,74
2002	3,3	2,4	1,95	1,68
2003	3,2	2,3	1,96	1,71
2004	3,6	2,4	1,95	1,73
2005	3,5	3,1	1,95	1,75
2006	3,1	1,4	1,95	1,80
2007	2,1	2,6	1,95	1,82
2008	2,7	3,3	1,95	1,82
2009	1,9	2,1	1,94	1,82
2010	1,2	-	-	-
2011	1,7	-	-	-

Champ : salariés à temps complet des entreprises du secteur privé et semi-public (y c. les apprentis et stagiaires) en France métropolitaine.

Source : Insee, calculs DG Trésor ; DADS de 1965 à 2008 ; estimations pour les années 1981, 1983 et 1990. Ensemble des prélèvements (cotisations sociales, CSG et CRDS) hors cotisations patronales pour les accidents du travail et les transports.

(1) Ces montants sont calculés sur la base d'une durée du travail de 35 heures par semaine.

(2) Les salariés sont classés par ordre croissant de salaire et répartis selon ce classement en dix groupes de même taille appelés déciles ; D1, D5 et D9 correspondent aux salaires supérieurs respectivement des déciles 1, 5 (salaire médian) et 9.



## V. Financement de l'économie

**V.1 Principaux taux d'intérêt**

**V.2 Cours des actions françaises**

**V.3 Ventilation des crédits à l'économie par débiteur**

**V.4 Agrégats monétaires de la zone euro**

**V.5 Capitalisation des actions et des obligations françaises**

**V.6 Encours et émissions d'actions cotées et autres titres financiers**

Tableau V.1

## Principaux taux d'intérêt

(en %)

Années	Taux monétaire au jour le jour (1)	EURIBOR à 3 mois (2)	Rendement des obligations publiques et semi-publiques d'une durée supérieure à 1 an (3)	Taux des Livrets A et bleus	Taux des Plans d'épargne logement (4)
Données en moyenne annuelle					
1970	8,7	8,9	8,6	4,1	7,7
1971	5,8	6,3	8,4	4,3	7,7
1972	5,0	5,5	8,0	4,3	7,0
1973	8,9	9,1	9,0	4,3	6,8
1974	12,9	13,0	11,0	6,3	7,3
1975	7,9	7,9	10,3	7,5	8,7
1976	8,6	8,7	10,5	6,5	8,7
1977	9,1	9,2	11,0	6,5	8,0
1978	8,0	8,2	10,6	6,5	7,7
1979	9,0	9,5	10,9	6,5	7,7
1980	11,8	12,2	13,8	7,3	7,7
1981	15,3	15,3	16,3	7,8	9,0
1982	14,9	14,6	16,0	8,5	9,0
1983	12,5	12,5	14,4	8,1	9,6
1984	11,7	11,7	13,4	7,1	9,6
1985	9,9	9,9	11,9	6,3	8,3
1986	7,7	7,7	9,1	5,0	6,5
1987	8,0	8,3	10,2	4,5	6,0
1988	7,5	7,9	9,1	4,5	6,0
1989	9,1	9,4	8,9	4,5	6,0
1990	10,0	10,3	10,1	4,5	6,0
1991	9,5	9,6	9,4	4,5	6,0
1992	10,4	10,3	8,8	4,5	6,0
1993	8,7	8,6	7,1	4,5	6,0
1994	5,7	5,8	7,1	4,5	5,3
1995	6,4	6,6	7,7	4,5	5,3
1996	3,7	3,9	6,4	3,7	5,3
1997	3,2	3,5	5,7	3,5	4,3
1998	3,4	3,2	5,0	3,2	4,1
1999	2,7	3,0	4,8	2,7	3,8
2000	4,1	4,4	5,8	2,6	4,1
2001	4,4	4,3	5,6	3,0	4,5
2002	3,3	3,3	5,1	3,0	4,5
2003	2,3	2,3	4,4	2,7	4,1
2004	2,1	2,1	4,4	2,3	3,5
2005	2,1	2,2	3,7	2,1	3,5
2006	2,8	3,1	4,1	2,4	3,5
2007	3,9	4,3	4,6	2,9	3,5
2008	3,9	4,6	4,5	3,7	3,5
2009	0,7	1,2	3,9	1,9	3,5
2010	0,4	0,8	3,4	1,5	3,5
2011	0,9	1,4	3,6	2,1	3,5

Sources : FBE (European Banking Federation) ; ACI (Financial markets Association) ; Banque de France ; Caisse des Dépôts et Consignations.

(1) À partir du 1er janvier 1999 : EONIA pour Euro OverNight Index Average, taux moyen au jour le jour de la zone euro.

(2) PIBOR pour Paris Inter-Bank Offered Rate, taux d'intérêt inter-bancaire offert à Paris de 1970 à 1998. EURIBOR à 3 mois pour Euro Inter-Bank Offered Rate, taux inter-bancaire sur la zone euro depuis le 1er janvier 1999.

(3) Rendement des obligations publiques à partir de 1988.

(4) Y compris prime d'État.

Tableau V.2

## Cours des actions françaises

(en indice et en moyenne annuelle en %)

Années	Évolution du cours des actions sur l'ensemble des marchés français	Indice CAC 40 Base 1000 au 1/01/1988		Indice SBF 250 (1) Base 1000 au 1/01/1991	
		Niveau	Évolution en %	Niveau	Évolution en %
Indice en moyenne annuelle et variation en moyenne annuelle en %					
1974	- 26,7	-	-	-	-
1975	5,7	-	-	-	-
1976	3,1	-	-	-	-
1977	- 13,6	-	-	-	-
1978	29,3	-	-	-	-
1979	32,5	-	-	-	-
1980	24,2	-	-	-	-
1981	- 14,0	-	-	-	-
1982	- 7,8	-	-	-	-
1983	25,0	-	-	-	-
1984	36,7	-	-	-	-
1985	22,0	-	-	-	-
1986	58,7	-	-	-	-
1987	13,8	1 297	-	-	-
1988	- 10,9	1 249	- 3,7	-	-
1989	42,5	1 763	41,1	-	-
1990	1,7	1 839	4,3	-	-
1991	- 2,9	1 768	- 3,9	1 131	-
1992	6,5	1 853	4,8	1 169	3,3
1993	10,8	2 020	9,0	1 302	11,4
1994	7,0	2 057	1,8	1 377	5,8
1995	- 7,5	1 872	- 9,0	1 238	- 10,1
1996	15,6	2 079	11,1	1 409	13,8
1997	31,3	2 758	32,6	1 820	29,2
1998	32,9	3 702	34,2	2 382	30,9
1999	22,1	4 552	23,0	2 909	22,1
2000	37,7	6 269	37,7	3 984	37,0
2001	- 18,5	5 019	- 19,9	3 223	- 19,1
2002	- 22,2	3 789	- 24,5	2 519	- 21,8
2003	- 14,4	3 119	- 17,7	2 110	- 16,2
2004	19,6	3 685	18,2	2 519	19,4
2005	17,9	4 270	15,9	2 967	17,8
2006	22,1	5 109	19,7	3 602	21,4
2007	14,5	5 728	12,1	4 076	13,2
2008	- 25,2	4 340	- 24,2	3 061	- 24,9
2009	- 22,3	3 345	- 22,9	2 371	- 22,5
2010	13,0	3 745	12,0	2 711	14,4
2011	- 3,3	3 587	- 4,2	2 655	- 2,1

Source : Euronext Paris.

(1) SBF : Sociétés des Bourses Françaises.

Tableau V.3

Ventilation des crédits à l'économie par débiteur<sup>(1)</sup>

(en points de PIB)

Base 2000 des comptes nationaux						
Années	Total	Ménages	Sociétés non financières	Administrations publiques	Reste du monde	Autres (2)
1978	81,0	18,0	47,4	11,0	3,2	1,5
1979	80,9	20,4	44,6	11,0	3,4	1,5
1980	82,3	21,8	44,2	10,6	4,1	1,5
1981	85,2	22,0	44,3	11,3	6,0	1,5
1982	86,6	23,1	43,6	11,1	7,1	1,6
1983	87,9	23,8	44,1	11,2	7,3	1,6
1984	89,8	25,0	43,7	11,5	8,0	1,6
1985	89,6	26,3	42,7	12,0	7,1	1,6
1986	86,1	26,5	40,4	11,6	6,1	1,5
1987	89,8	28,7	41,3	12,0	6,1	1,6
1988	92,4	29,9	43,4	11,3	6,2	1,7
1989	94,6	30,1	46,8	10,5	5,5	1,6
1990	99,2	32,1	49,8	10,8	5,0	1,5
1991	100,5	32,7	50,4	10,7	5,0	1,7
1992	100,3	32,6	49,0	11,4	5,5	1,7
1993	100,0	34,9	45,0	12,3	6,1	1,7
1994	94,6	33,6	42,7	11,3	5,8	1,2
Base 2005 des comptes nationaux						
Années	Total	Ménages	Sociétés non financières	Administrations publiques	Reste du monde	Autres (2)
1995	93,4	32,3	41,1	14,3	5,3	0,4
1996	89,5	32,5	38,6	12,8	5,2	0,4
1997	88,7	32,7	37,9	12,0	5,7	0,4
1998	85,6	32,1	37,0	10,5	5,4	0,6
1999	87,6	33,3	38,2	9,7	5,8	0,6
2000	90,8	33,5	41,3	9,1	6,3	0,6
2001	89,6	34,0	40,2	8,3	6,5	0,6
2002	89,7	35,1	39,8	8,3	5,8	0,6
2003	88,7	36,6	37,0	9,0	5,5	0,6
2004	90,8	38,6	37,0	9,0	5,6	0,6
2005	96,2	41,5	38,3	9,0	6,7	0,7
2006	100,8	44,1	39,8	8,8	7,4	0,7
2007	107,9	46,5	42,5	9,4	8,8	0,7
2008	113,8	48,7	45,4	9,2	9,7	0,8
2009	119,1	52,6	45,8	10,4	9,5	0,8
2010	121,8	54,3	45,4	11,1	10,3	0,8
2011	122,8	55,1	45,8	10,1	10,9	0,9

Sources : Banque de France ; Insee, bases 2000 et 2005 des comptes nationaux.

(1) prêts à court et long terme des IF aux agents non financiers.

(2) autres : sociétés financières et institutions sans but lucratif au service des ménages.

Tableau V.4

## Agrégats monétaires de la zone euro

Années	Encours, données cvs, Md€			Taux de croissance annuels en %		
	M1	M2	M3	M1	M2	M3
1978	-	-	-	11,9	-	-
1979	-	-	-	9,2	-	-
1980	472,4	1 164,6	1 198,1	6,5	-	-
1981	501,1	1 275,4	1 325,6	6,1	9,5	10,6
1982	550,1	1 413,5	1 477,3	9,8	10,8	11,4
1983	603,1	1 537,0	1 607,8	9,6	8,7	8,8
1984	649,7	1 662,1	1 743,0	7,7	8,1	8,4
1985	698,4	1 783,7	1 881,7	7,1	6,6	7,2
1986	760,3	1 903,7	2 011,5	8,9	6,7	6,9
1987	819,6	2 031,2	2 177,6	7,8	6,7	8,3
1988	882,8	2 173,8	2 358,1	7,7	7,0	8,3
1989	955,1	2 341,3	2 591,6	8,2	7,7	9,9
1990	1 057,5	2 572,2	2 905,7	6,1	5,8	8,4
1991	1 096,4	2 718,7	3 129,6	3,3	5,7	7,7
1992	1 145,9	2 852,0	3 363,7	4,5	4,9	7,5
1993	1 219,0	3 063,4	3 584,9	6,4	7,4	6,6
1994	1 271,5	3 156,3	3 669,5	4,3	3,0	2,4
1995	1 349,2	3 312,0	3 876,5	6,5	5,2	5,7
1996	1 458,3	3 484,4	4 036,6	8,1	5,2	4,2
1997	1 565,8	3 616,3	4 222,6	6,7	3,4	4,2
1998	1 732,3	3 851,1	4 426,0	10,4	6,4	5,1
1999	1 923,2	4 076,9	4 665,2	10,6	5,5	5,7
2000	2 026,3	4 228,1	4 860,3	5,3	3,7	4,1
2001	2 222,5	4 616,5	5 403,9	6,0	6,5	8,0
2002	2 443,8	4 915,3	5 767,6	9,9	6,6	6,9
2003	2 678,3	5 236,8	6 147,4	10,6	7,7	7,1
2004	2 906,4	5 569,7	6 536,9	8,8	6,6	6,6
2005	3 422,2	6 082,5	7 078,6	11,4	8,5	7,3
2006	3 686,9	6 645,5	7 743,3	7,7	9,4	9,9
2007	3 831,9	7 340,2	8 642,8	4,0	10,2	11,6
2008	3 980,2	8 013,3	9 385,4	3,4	8,3	7,6
2009	4 498,8	8 200,4	9 334,5	12,4	1,6	- 0,3
2010	4 702,1	8 409,4	9 539,9	4,5	2,5	2,2
2011	4 785,8	8 590,6	9 740,3	1,8	2,2	2,1

Source : Banque Centrale Européenne.



Tableau V.5

## Capitalisation des actions et des obligations françaises

Années	Capitalisation boursière des sociétés françaises <sup>(1)</sup>			Capitalisation obligataire des sociétés françaises <sup>(2)</sup>		
	Niveau milliards €	Évolution en %	En points de PIB	Niveau milliards €	Évolution en %	En points de PIB
<b>Valeur nominale en fin d'année et variation annuelle en % et en points de PIB</b>						
1974	19	-	9,0	31	-	14,8
1975	25	31,8	10,5	38	24,5	16,4
1976	21	- 13,8	7,9	44	15,9	16,4
1977	20	- 3,9	6,7	51	16,0	16,9
1978	30	46,5	8,7	64	24,8	18,6
1979	35	17,5	8,9	72	11,6	18,2
1980	39	11,8	8,8	89	24,7	20,1
1981	35	- 11,6	6,9	92	3,3	18,4
1982	32	- 9,1	5,5	124	34,9	21,7
1983	52	63,7	8,1	157	26,7	24,8
1984	66	27,4	9,5	198	25,5	28,5
1985	103	56,5	13,8	244	23,2	32,7
1986	175	70,3	21,9	301	23,7	37,6
1987	148	- 15,9	17,4	313	3,7	37,0
1988	234	58,8	25,7	356	14,0	39,2
1989	334	42,6	34,0	376	5,6	38,4
1990	265	- 20,7	25,6	396	5,1	38,3
1991	304	14,7	28,4	443	12,1	41,4
1992	294	- 3,1	26,6	487	9,8	44,0
1993	410	39,2	36,8	591	21,4	53,0
1994	368	- 10,3	31,9	563	- 4,8	48,8
1995	373	1,4	31,2	630	11,9	52,7
1996	469	25,9	38,2	691	9,6	56,3
1997	620	32,2	48,9	713	3,2	56,3
1998	844	36,1	63,8	760	6,6	57,4
1999	1 499	77,6	109,7	764	0,5	55,9
2000	1 549	3,3	107,3	779	2,0	54,0
2001	1 326	- 14,4	88,5	795	2,1	53,1
2002	935	- 29,5	60,3	818	2,9	52,8
2003	1 082	15,7	67,8	809	- 1,1	50,7
2004	1 153	6,5	69,6	814	0,6	49,1
2005	1 500	30,2	87,0	859	5,5	49,8
2006	1 856	23,7	102,7	830	- 3,3	45,9
2007	1 895	2,1	100,0	816	- 1,7	43,1
2008	1 074	- 43,4	55,1	844	3,4	43,3
2009	1 369	27,5	71,8	941	11,5	49,3
2010	1 436	4,9	74,4	1 075	14,2	55,7
2011	1 208	- 15,9	60,6	1 140	6,0	57,1

Source : Euronext Paris.

(1) Marchés réglementé et non réglementé.

(2) Sociétés financières et non financières.

Marché réglementé : Premier marché, Second marché et Nouveau marché jusqu'en 2004, remplacés par Eurolist en 2004, qui devient Euronext en 2008.

Marché non réglementé : Marché libre depuis 1996 et Alternext à partir de 2005.

Tableau V.6

### Encours et émissions d'actions cotées et autres titres financiers par les sociétés financières et non financières

Années	Actions cotées des sociétés françaises (1)		Autres titres de dette des sociétés françaises (1) (3)	
	Encours (2) milliards €	Évolution en %	Encours milliards €	Évolution en %
<b>Valeur nominale en fin d'année et variation annuelle en %</b>				
2000	1 235	9,0	234	20,5
2001	1 042	- 15,6	291	24,2
2002	720	- 30,9	293	0,9
2003	822	14,3	310	5,9
2004	838	1,9	301	- 3,0
2005	1 127	34,4	301	- 0,1
2006	1 376	22,1	303	0,6
2007	1 499	8,9	300	- 0,8
2008	891	- 40,6	325	8,1
2009	1 079	21,1	373	14,8
2010	1 141	5,8	399	6,9
2011	989	- 13,4	427	7,2

Source : Banque de France.

(1) sociétés non financières.

(2) exprimé en valeur de marché.

(3) hors produits financiers dérivés.

Années	Actions cotées des sociétés françaises (1)		Autres titres de dette des sociétés françaises (1)	
	Émissions brutes (2) milliards €	Émissions nettes (2) milliards €	Émissions brutes (3) milliards €	Émissions nettes (4) milliards €
<b>Valeur nominale en fin d'année</b>				
2000	147	10	444	40
2001	7	- 2	629	57
2002	10	3	488	2
2003	20	7	464	17
2004	36	7	519	- 9
2005	19	8	508	0
2006	20	10	548	2
2007	43	33	675	- 2
2008	14	4	328	24
2009	22	20	317	48
2010	12	8	241	26
2011	14	10	241	29

Source : Banque de France.

(1) sociétés non financières.

(2) y compris apports en nature.

(3) contre paiement.

(4) flux monétaire.



## VI. Finances publiques

- VI.1 Capacité ou besoin de financement des administrations publiques
- VI.2 Capacité ou besoin de financement des administrations de sécurité sociale
- VI.3 Part des dépenses publiques dans le PIB
- VI.4 Part des prélèvements obligatoires dans le PIB
- VI.5 Dépenses et recettes des Administrations Publiques (APU)
- VI.6 Dépenses et recettes de l'État
- VI.7 Dépenses et recettes des Administrations de Sécurité Sociale (ASSO)
- VI.8 Dépenses et recettes des Organismes Divers d'Administration Centrale (ODAC)
- VI.9 Dépenses et recettes des Administrations Publiques locales (APUL)
- VI.10 Structure de la dette publique au sens du traité de Maastricht
- VI.11 Lois de finances initiales et exécution budgétaire
- VI.12 Bilan de l'État en comptabilité générale (approche patrimoniale)

### Définitions

**DG Trésor** : Direction Générale du Trésor.

Les **dépenses publiques** sont les dépenses effectuées par les administrations publiques (**APU**). Ces dernières sont financées par des prélèvements obligatoires et des emprunts, produisent des services non marchands et effectuent des opérations de redistribution. Elles comprennent :

- Les APU centrales : **État** et organismes divers d'administration centrale (**ODAC**) dont l'action est financée au niveau national (ANPE, CNRS, universités...) ;
- Les APU locales (**APUL**) : collectivités locales (régions, départements, communes et organismes en dépendant), et organismes divers d'administration locale (ODAL) dont l'action est financée localement (lycées, collèges, chambres de commerce et d'industrie, crèches ...) ;
- Les administrations de sécurité sociale (**ASSO**) : régimes d'assurance sociale et organismes financés par ceux-ci.

Tableau VI.1

## Capacité (+) ou besoin (-) de financement des administrations publiques

(en milliards d'euros et en points de PIB)

Années	État	Organismes divers d'administration centrale	Administrations publiques locales	Administrations de Sécurité Sociale	Administrations publiques	Correction concepts Maastrichtiens (1)	Administrations publiques Maastrichtiennes (1)
En milliards d'euros							
2006	- 48,4	6,7	- 3,5	2,4	- 42,7	0,8	- 41,9
2007	- 39,9	- 8,9	- 7,7	4,6	- 51,9	0,3	- 51,6
2008	- 63,6	- 5,1	- 9,4	13,5	- 64,6	0,3	- 64,3
2009	- 117,1	- 4,6	- 5,9	- 15,0	- 142,6	0,4	- 142,2
2010	- 121,8	9,1	- 1,4	- 23,3	- 137,4	0,4	- 137,0
2011	- 87,5	- 2,7	- 0,9	- 12,5	- 103,6	0,5	- 103,1
En points de PIB							
1978	- 0,3	0,0	- 1,3	- 0,1	- 1,7	0,0	- 1,7
1979	- 0,1	0,2	- 1,2	0,8	- 0,4	0,0	- 0,4
1980	- 0,1	0,2	- 1,1	0,7	- 0,3	0,0	- 0,3
1981	- 1,1	0,1	- 1,3	- 0,2	- 2,4	0,0	- 2,4
1982	- 1,6	0,1	- 1,4	- 0,1	- 2,9	0,0	- 2,9
1983	- 2,0	0,1	- 1,2	0,5	- 2,6	0,0	- 2,6
1984	- 2,3	- 0,1	- 0,8	0,4	- 2,8	0,0	- 2,8
1985	- 2,6	0,1	- 0,8	0,1	- 3,1	0,0	- 3,1
1986	- 1,9	- 0,2	- 0,7	- 0,6	- 3,3	0,0	- 3,3
1987	- 1,5	0,0	- 0,5	0,0	- 2,1	0,0	- 2,1
1988	- 2,1	0,1	- 0,6	- 0,1	- 2,7	0,0	- 2,7
1989	- 1,6	0,2	- 0,6	0,1	- 1,9	0,0	- 1,9
1990	- 2,1	0,2	- 0,5	- 0,1	- 2,5	0,0	- 2,5
1991	- 2,0	0,2	- 0,7	- 0,5	- 3,0	0,0	- 3,0
1992	- 3,3	0,2	- 0,7	- 0,8	- 4,6	0,0	- 4,6
1993	- 5,3	0,1	- 0,3	- 1,0	- 6,5	0,0	- 6,5
1994	- 4,7	0,1	- 0,4	- 0,5	- 5,5	0,0	- 5,5
1995	- 4,0	- 0,5	- 0,3	- 0,7	- 5,5	0,0	- 5,5
1996	- 3,6	0,0	- 0,1	- 0,3	- 4,0	0,0	- 4,0
1997	- 3,8	0,6	0,1	- 0,2	- 3,3	0,0	- 3,3
1998	- 2,8	0,0	0,2	0,0	- 2,6	0,0	- 2,6
1999	- 2,6	0,1	0,2	0,4	- 1,8	0,0	- 1,8
2000	- 2,4	0,0	0,1	0,8	- 1,5	0,0	- 1,5
2001	- 2,4	- 0,1	0,1	0,7	- 1,7	0,1	- 1,6
2002	- 3,7	0,1	0,1	0,2	- 3,3	0,0	- 3,3
2003	- 3,8	0,0	0,0	- 0,2	- 4,1	0,0	- 4,1
2004	- 3,2	0,3	- 0,1	- 0,7	- 3,6	0,0	- 3,6
2005	- 3,0	0,2	- 0,2	0,0	- 3,0	0,1	- 2,9
2006	- 2,7	0,4	- 0,2	0,1	- 2,4	0,0	- 2,3
2007	- 2,1	- 0,5	- 0,4	0,2	- 2,8	0,1	- 2,7
2008	- 3,3	- 0,3	- 0,5	0,7	- 3,3	0,0	- 3,3
2009	- 6,2	- 0,2	- 0,3	- 0,8	- 7,6	0,1	- 7,5
2010	- 6,3	0,5	- 0,1	- 1,2	- 7,1	0,0	- 7,1
2011	- 4,4	- 0,1	0,0	- 0,6	- 5,2	0,0	- 5,2

Source : Insee, base 2005 des Comptes nationaux, calculs DG Trésor.

(1) Le déficit public notifié se distingue du besoin de financement par la prise en compte des flux d'intérêts liés aux opérations de swaps effectuées par les administrations publiques.

Tableau VI.2

## Capacité (+) ou besoin (-) de financement des administrations de sécurité sociale

(en milliards d'euros et en points de PIB)

Années	Total Administrations de Sécurité Sociale (1)	ODASS (dont Hôpitaux) (2)	Régime général	Régimes d'indemnisation du chômage	Régimes complémentaires	Fonds spéciaux (dont FSV) (3)	Autres régimes (4)
<b>En points de PIB</b>							
	<b>Base 2005</b>	<b>Base 1995 des comptes nationaux</b>					
<b>1995</b>	<b>- 0,68</b>	0,03	- 0,87	0,28	- 0,08	0,01	- 0,05
<b>1996</b>	<b>- 0,35</b>	0,02	- 0,61	0,28	- 0,11	- 0,01	- 0,01
<b>1997</b>	<b>- 0,24</b>	0,03	- 0,36	- 0,04	- 0,02	0,01	- 0,04
<b>1998</b>	<b>- 0,03</b>	0,01	- 0,23	0,01	0,06	0,02	0,03
<b>1999</b>	<b>0,43</b>	0,00	0,01	0,14	0,14	0,00	- 0,02
	<b>Base 2005</b>	<b>Base 2000 des comptes nationaux</b>					
<b>2000</b>	<b>0,80</b>	0,03	0,15	0,02	0,26	- 0,10	0,12
<b>2001</b>	<b>0,71</b>	0,03	0,11	- 0,08	0,30	- 0,02	0,06
<b>2002</b>	<b>0,24</b>	0,00	- 0,32	- 0,31	0,44	- 0,05	0,01
<b>2003</b>	<b>- 0,25</b>	- 0,03	- 0,75	- 0,28	0,42	- 0,03	0,09
<b>2004</b>	<b>- 0,65</b>	- 0,01	- 0,86	- 0,27	0,36	- 0,04	- 0,05
<b>2005</b>	<b>0,02</b>	- 0,08	- 0,24	- 0,16	0,44	- 0,15	0,03
		<b>Base 2005 des comptes nationaux (5)</b>					
<b>2006</b>	<b>0,13</b>	- 0,06	- 0,51	0,09	0,38	0,13	0,10
<b>2007</b>	<b>0,24</b>	- 0,08	- 0,53	0,21	0,33	0,18	0,14
<b>2008</b>	<b>0,70</b>	- 0,09	- 0,53	0,25	0,25	0,58	0,25
<b>2009</b>	<b>- 0,80</b>	0,00	- 1,06	- 0,09	0,06	0,21	0,08
<b>2010</b>	<b>- 1,20</b>	- 0,03	- 1,20	- 0,20	- 0,02	0,22	0,04
<b>2011</b>	<b>- 0,62</b>	- 0,05	- 0,86	- 0,15	- 0,03	0,40	0,07
<b>En milliards d'euros</b>							
		<b>Base 2005 des comptes nationaux (5)</b>					
<b>2006</b>	<b>2,40</b>	- 1,11	- 9,22	1,62	6,83	2,41	1,87
<b>2007</b>	<b>4,59</b>	- 1,58	- 9,94	3,89	6,19	3,47	2,56
<b>2008</b>	<b>13,53</b>	- 1,73	- 10,33	4,87	4,79	11,16	4,76
<b>2009</b>	<b>- 15,00</b>	0,08	- 19,93	- 1,63	1,06	3,98	1,45
<b>2010</b>	<b>- 23,30</b>	- 0,58	- 23,33	- 3,89	- 0,43	4,17	0,77
<b>2011</b>	<b>- 12,46</b>	- 0,92	- 17,12	- 3,00	- 0,64	7,91	1,30

Source : Insee, bases 2005, 2000 et 1995 des comptes nationaux, calculs DG Trésor.

(1) À l'occasion du passage à la base 2005, la Caisse d'amortissement de la dette sociale (Cades) et le Fonds de réserve pour les retraites (FRR), précédemment classés dans le sous-secteur des organismes divers d'administration centrale (ODAC), ont été reclassés dans le sous-secteur des administrations de sécurité sociale (Fonds spéciaux).

(2) ODASS : organismes dépendant des administrations de sécurité sociale, essentiellement les hôpitaux et à partir de 2009 Pôle Emploi.

(3) Dont FRR et Cades en base 2005 des comptes nationaux.

(4) Les autres régimes regroupent les régimes particuliers de salariés (régimes des marins, des mineurs ou des agents des collectivités locales), les régimes de non-salariés (caisses des artisans et des professions libérales) et les régimes agricoles.

(5) En base 2005 des comptes nationaux, les comptes 2010 sont semi-définitifs et les comptes 2011 sont provisoires.

Part des dépenses publiques dans le PIB

(en milliards d’euros et en points de PIB)

Années	Administrations publiques <sup>(1)</sup>						État			Organismes divers d'administra- tion centrale	Administrations publiques locales				Administrations de sécurité sociale	
	Total des dépenses	dont :					dont :				dont :			Total des dépenses	Dont prestations sociales et transferts sociaux (D62 + D63 partie)	
		Consommations intermédiaires (P2)	Rémunérations (D1)	Prestations (D62 + D63 partie)	Intérêts (D41)	FCBF (P51)	Total des dépenses	Consommations intermédiaires (P2)	Rémunérations (D1)		Intérêts (D41)	Total des dépenses	Consommations intermédiaires (P2)			Rémunérations (D1)
En milliards d'euros																
2009	1 070,6	104,8	254,2	480,0	45,8	64,4	405,8	24,4	117,3	38,6	72,8	229,8	45,9	66,7	45,4	497,2
2010	1 095,6	112,0	259,4	495,6	47,0	60,4	454,1	27,7	116,0	41,3	79,8	229,2	47,9	68,6	42,3	515,3
2011	1 118,4	109,5	263,7	511,2	52,6	61,4	414,3	23,6	116,2	45,1	81,8	234,4	49,4	70,3	43,3	531,5
En points de PIB																
1978	44,7	5,5	12,5	18,2	1,0	3,1	21,4	2,3	7,2	0,6	3,3	7,8	1,0	1,8	2,0	19,0
1979	44,9	5,3	12,5	18,3	1,1	3,1	21,6	2,2	7,0	0,6	3,2	7,9	1,0	1,8	2,0	19,3
1980	46,0	5,6	12,7	18,7	1,2	3,2	22,1	2,4	7,1	0,7	3,4	8,0	1,0	1,9	2,1	19,9
1981	48,5	5,7	13,1	19,9	1,7	3,2	23,3	2,5	7,2	1,1	3,6	8,3	1,1	2,0	2,2	21,0
1982	49,9	5,9	13,4	20,6	1,7	3,3	24,0	2,6	7,4	1,2	3,9	8,5	1,1	2,1	2,2	21,8
1983	50,2	5,9	13,4	20,7	2,2	3,1	24,0	2,6	7,3	1,5	3,8	8,7	1,2	2,2	2,1	21,8
1984	51,2	5,9	13,5	21,1	2,3	3,0	24,2	2,6	7,3	1,6	4,2	8,2	1,2	2,2	2,0	22,0
1985	51,9	6,0	13,5	21,5	2,5	3,2	24,6	2,6	7,2	1,7	4,2	8,5	1,2	2,3	2,1	22,0
1986	51,3	5,7	13,3	21,4	2,5	3,1	23,9	2,5	7,5	1,7	3,5	8,8	1,5	2,4	2,1	21,8
1987	50,7	5,9	13,0	21,1	2,5	3,2	23,6	2,6	7,2	1,6	3,4	8,8	1,5	2,4	2,1	21,7
1988	50,1	5,9	12,5	20,9	2,4	3,4	23,2	2,7	6,9	1,6	3,1	8,9	1,5	2,4	2,3	21,4
1989	48,9	5,6	12,2	20,6	2,4	3,4	22,4	2,5	6,7	1,7	2,9	8,9	1,4	2,3	2,4	21,2
1990	49,6	5,6	12,2	20,7	2,7	3,4	22,4	2,4	6,7	1,9	3,0	9,0	1,5	2,3	2,3	21,4
1991	50,7	5,8	12,4	21,3	2,8	3,6	22,4	2,5	6,7	2,0	3,1	9,4	1,5	2,4	2,5	22,0
1992	52,0	5,8	12,7	21,8	3,0	3,6	23,1	2,5	6,9	2,2	3,2	9,6	1,6	2,5	2,5	22,8
1993	54,8	6,3	13,3	22,8	3,2	3,5	24,9	2,8	7,2	2,4	3,5	9,7	1,7	2,6	2,3	23,7
1994	54,1	5,8	13,3	22,7	3,3	3,4	24,1	2,3	7,2	2,5	3,2	9,8	1,7	2,6	2,3	23,6
1995	54,4	5,7	13,5	22,8	3,4	3,2	23,4	1,9	7,2	2,7	3,9	9,9	1,9	2,7	2,2	23,8
1996	54,5	5,8	13,7	23,0	3,6	3,1	23,8	2,0	7,3	2,7	3,4	10,0	2,0	2,7	2,1	24,1
1997	54,2	5,8	13,6	23,1	3,4	2,9	24,0	2,0	7,3	2,7	3,3	9,7	2,1	2,7	1,9	23,9
1998	52,8	5,3	13,4	22,7	3,3	2,8	22,8	1,5	7,1	2,6	3,3	9,6	2,1	2,8	1,9	23,6
1999	52,6	5,2	13,5	22,6	3,0	2,9	23,1	1,5	7,1	2,5	3,1	9,6	2,1	2,9	2,0	23,5
2000	51,7	5,2	13,3	22,2	2,9	3,1	22,1	1,4	6,9	2,5	3,2	9,8	2,2	2,9	2,2	23,0
2001	51,7	5,0	13,2	22,2	3,0	3,0	22,1	1,4	6,8	2,5	3,4	9,7	2,0	2,9	2,1	23,3
2002	52,9	5,2	13,4	22,8	3,0	2,9	22,7	1,4	6,9	2,5	3,5	10,0	2,2	3,0	2,0	23,8
2003	53,4	5,2	13,5	23,2	2,8	3,0	22,3	1,3	6,8	2,4	3,5	10,3	2,2	3,1	2,1	24,3
2004	53,3	5,3	13,3	23,3	2,8	3,1	22,7	1,4	6,6	2,4	3,2	10,7	2,2	3,1	2,2	24,5
2005	53,6	5,3	13,2	23,4	2,7	3,3	22,5	1,3	6,6	2,3	3,4	10,9	2,3	3,1	2,3	24,8
2006	53,0	5,2	13,0	23,4	2,6	3,2	21,1	1,2	6,4	2,2	3,3	11,0	2,3	3,1	2,3	24,4
2007	52,6	5,0	12,8	23,2	2,7	3,3	20,1	1,2	6,2	2,2	3,6	11,3	2,2	3,2	2,4	24,5
2008	53,3	5,1	12,8	23,5	2,9	3,2	20,6	1,2	6,0	2,3	3,3	11,5	2,2	3,3	2,4	24,6
2009	56,8	5,6	13,5	25,5	2,4	3,4	21,5	1,3	6,2	2,0	3,9	12,2	2,4	3,5	2,4	26,4
2010	56,6	5,8	13,4	25,6	2,4	3,1	23,4	1,4	6,0	2,1	4,1	11,8	2,5	3,5	2,2	26,6
2011	56,0	5,5	13,2	25,6	2,6	3,1	20,8	1,2	5,8	2,3	4,1	11,7	2,5	3,5	2,2	26,6

Source : Insee, base 2005 des comptes nationaux, calculs DG Trésor.

(1) Total des postes de l'État, des APUL et des ASSO consolidés au niveau des APU.

Part des prélèvements obligatoires dans le PIB

(en milliards d'euros et en points de PIB)

Années	État					Administrations publiques locales					Administrations de la sécurité sociale				ODAC	Union européenne	Total des administrations publiques	
	Taxe sur la valeur ajoutée	TIPP	Impôt sur le revenu	Impôt sur les sociétés	Autres (1)	Total	Taxe professionnelle (2)	Taxe foncière	Taxe d'habitation	Autres (3)	Total	CSG	Cotisations sociales (4)	Autres (5)				Total
Niveau en milliards d'euros (base 2005)																		
2009	119,8	13,9	46,1	20,9	18,9	219,5	22,0	24,9	14,5	55,2	116,5	81,9	306,2	53,9	442,0	12,9	3,8	794,7
2010	124,5	13,5	47,0	33,1	48,0	266,1	0,0	26,3	15,3	47,2	88,7	83,4	312,5	53,8	449,7	15,0	4,4	823,9
2011	127,2	13,2	50,6	41,9	26,2	259,2	17,4	27,6	16,0	57,7	118,7	88,5	325,8	62,7	477,1	16,4	5,0	876,3
En points de PIB (base 2000)																		
1978	7,6	1,3	4,1	1,8	2,7	17,5	0,8	0,5	0,4	1,5	3,2	0,0	15,5	0,5	15,9	0,2	0,7	37,5
1979	8,1	1,6	4,2	1,9	2,5	18,2	0,8	0,5	0,4	1,6	3,2	0,0	16,5	0,4	16,9	0,2	0,7	39,2
1980	7,9	1,4	4,0	1,9	3,5	18,6	1,1	0,7	0,5	1,0	3,4	0,0	17,0	0,4	17,3	0,2	0,6	40,1
1981	7,9	1,4	4,1	1,9	3,4	18,7	1,2	0,7	0,5	1,1	3,5	0,0	16,9	0,4	17,3	0,2	0,7	40,4
1982	8,1	1,4	4,2	1,9	3,0	18,6	1,2	0,7	0,5	1,1	3,6	0,0	17,5	0,5	18,0	0,2	0,8	41,0
1983	8,0	1,3	4,2	1,6	3,4	18,5	1,3	0,8	0,6	1,1	3,7	0,0	17,9	0,7	18,6	0,2	0,8	41,9
1984	7,8	1,4	4,2	1,5	3,4	18,3	1,4	0,9	0,6	1,4	4,2	0,0	18,2	0,8	19,0	0,3	0,8	42,5
1985	7,8	1,6	4,1	1,5	3,3	18,4	1,3	0,9	0,6	1,5	4,3	0,0	18,2	0,5	18,7	0,3	0,8	42,5
1986	7,3	1,6	4,1	1,7	3,4	18,1	1,3	0,9	0,6	1,6	4,4	0,0	17,6	0,5	18,1	0,3	0,9	41,8
1987	7,5	1,6	3,9	1,8	3,2	18,2	1,2	1,0	0,6	1,7	4,5	0,0	17,9	0,6	18,5	0,3	1,0	42,5
1988	7,4	1,7	3,6	1,9	3,1	17,6	1,2	1,0	0,6	1,8	4,5	0,0	17,7	0,6	18,3	0,3	1,1	41,7
1989	7,1	1,6	3,5	2,0	3,0	17,3	1,2	0,9	0,5	1,8	4,5	0,0	18,0	0,5	18,5	0,3	1,0	41,5
1990	6,9	1,6	3,5	2,0	2,8	16,9	1,3	0,9	0,5	2,0	4,8	0,0	18,1	0,7	18,7	0,3	0,9	41,6
1991	6,7	1,6	3,9	1,7	2,8	16,7	1,4	1,0	0,5	2,1	4,9	0,4	18,1	0,5	19,0	0,3	1,0	41,9
1992	6,5	1,5	4,0	1,3	2,6	15,9	1,5	0,9	0,6	1,9	5,0	0,6	18,3	0,4	19,2	0,4	0,9	41,4
1993	6,5	1,6	4,0	1,4	2,4	15,9	1,4	1,0	0,7	2,2	5,2	0,8	18,5	0,6	19,8	0,4	0,8	42,2
1994	7,3	1,9	3,7	1,8	1,3	16,0	1,4	1,0	0,7	2,2	5,4	1,2	18,2	0,7	20,1	0,4	0,8	42,6
1995	6,8	1,8	3,6	1,9	1,9	15,9	1,4	1,0	0,7	2,2	5,4	1,2	18,1	0,8	20,2	0,4	0,8	42,7
1996	7,2	1,8	3,5	2,0	2,1	16,7	1,5	1,1	0,7	2,3	5,6	1,2	18,2	0,9	20,3	0,6	0,7	43,9
1997	7,2	1,8	3,2	2,3	2,3	16,8	1,5	1,1	0,7	2,3	5,7	1,8	17,6	0,9	20,3	0,7	0,7	44,1
1998	7,1	1,8	3,2	2,4	2,1	16,7	1,5	1,1	0,7	2,3	5,6	3,9	15,5	1,0	20,4	0,7	0,6	44,0
1999	7,2	1,8	3,4	2,7	2,4	17,4	1,4	1,1	0,7	2,3	5,5	4,0	15,7	1,0	20,7	0,7	0,6	44,9
2000	6,9	1,7	3,4	2,6	2,0	16,5	1,3	1,1	0,6	2,2	5,2	4,1	15,6	1,5	21,1	0,7	0,6	44,1
En points de PIB (base 2005)																		
2001	6,8	1,5	3,2	3,0	1,7	16,2	1,3	1,1	0,6	2,0	5,0	4,1	15,6	2,0	21,8	0,3	0,6	43,8
2002	6,8	1,5	3,0	2,5	1,7	15,5	1,2	1,1	0,6	2,1	4,9	4,0	15,7	2,1	21,8	0,5	0,5	43,3
2003	6,9	1,5	3,0	2,3	1,6	15,2	1,2	1,1	0,6	2,1	5,0	4,0	15,9	2,0	21,8	0,5	0,3	43,1
2004	7,1	1,2	2,9	2,5	2,7	16,3	1,2	1,1	0,6	2,4	5,3	4,0	15,8	1,2	20,9	0,5	0,2	43,3
2005	7,2	1,1	2,9	2,4	2,6	16,2	1,2	1,2	0,7	2,5	5,5	4,2	15,9	1,3	21,4	0,5	0,3	43,8
2006	6,8	1,0	2,9	2,7	1,7	15,2	1,2	1,2	0,7	2,6	5,6	4,3	15,8	2,4	22,5	0,5	0,3	44,1
2007	6,7	0,9	2,6	2,7	1,5	14,4	1,2	1,2	0,7	2,7	5,7	4,3	15,7	2,5	22,4	0,6	0,3	43,4
2008	6,5	0,8	2,6	2,6	1,3	13,8	1,1	1,2	0,7	2,9	5,8	4,4	15,7	2,7	22,8	0,5	0,3	43,2
2009	6,4	0,7	2,4	1,1	1,0	11,6	1,2	1,3	0,8	2,9	6,2	4,3	16,2	2,9	23,4	0,7	0,2	42,1
2010	6,4	0,7	2,4	1,7	2,5	13,7	0,0	1,4	0,8	2,4	4,6	4,3	16,1	2,8	23,2	0,8	0,2	42,5
2011	6,4	0,7	2,5	2,1	1,3	13,0	0,9	1,4	0,8	2,9	5,9	4,4	16,3	3,1	23,9	0,8	0,2	43,9

Source : Insee, base 2005 des Comptes nationaux , calculs DGTreor

(1) Déduction faite des transferts fiscaux de l'État aux collectivités locales et à la sécurité sociale et des impôts dus non recouvrables.

(2) À partir de 2011, les collectivités locales perçoivent les nouvelles recettes créées en remplacement de la taxe professionnelle : cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises (CVAE), cotisation foncière des entreprises (CFE) et impositions forfaitaires sur les entreprises de réseaux (IFER).

(3) Principalement la fiscalité indirecte locale et les transferts de recettes fiscales en provenance de l'État.

(4) Déduction faite des cotisations dues non recouvrables.

(5) Impôts propres, transferts du BAPSA et prélèvements sur tabacs et alcools.

NB : À noter en 2004, la budgétisation du FOREC (Fonds de financement de la réforme des cotisations patronales de sécurité sociale) et le transfert d'une part des recettes de la TIPP aux départements.



Dépenses et recettes des Administrations Publiques

(en milliards d'euros et en points de PIB)

Postes	En milliards d'euros														En points de PIB														
	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	
<b>DÉPENSES</b>																													
Consommations intermédiaires	69,6	71,4	75,5	74,9	80,3	82,5	87,0	90,6	92,7	94,8	97,7	104,8	112,0	109,5	5,3	5,2	5,2	5,0	5,2	5,2	5,3	5,3	5,2	5,0	5,1	5,6	5,8	5,5	
Rémunérations des salariés	177,5	184,4	191,3	198,1	207,4	214,5	219,6	227,0	233,2	240,9	247,0	254,2	259,4	263,7	13,4	13,5	13,3	13,2	13,4	13,5	13,3	13,2	13,0	12,8	12,8	13,5	13,4	13,2	
Autres dépenses de fonctionnement	5,8	5,8	6,1	6,3	6,5	7,1	7,4	7,2	7,8	8,4	8,8	9,2	9,5	9,7	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4	0,5	0,5	0,5	0,5	
Intérêts	43,7	40,9	41,5	45,1	45,6	44,8	45,8	46,4	46,7	51,0	56,6	45,8	47,0	52,6	3,3	3,0	2,9	3,0	3,0	2,8	2,8	2,7	2,6	2,7	2,9	2,4	2,4	2,6	
Prestations sociales et transferts sociaux	300,2	309,6	319,4	332,5	351,6	368,5	385,7	402,5	421,0	438,6	454,6	480,0	495,6	511,2	22,7	22,6	22,2	22,2	22,8	23,2	23,3	23,4	23,4	23,2	23,5	25,5	25,6	25,6	
Subventions	19,3	20,5	20,9	22,9	25,5	25,4	24,4	24,1	25,3	26,8	27,0	31,3	32,3	29,6	1,5	1,5	1,5	1,5	1,7	1,6	1,5	1,4	1,4	1,4	1,4	1,7	1,7	1,5	
Autres transferts	40,8	44,2	43,2	45,4	50,6	55,0	58,5	63,6	65,7	67,5	72,7	77,5	77,3	79,2	3,1	3,2	3,0	3,0	3,3	3,5	3,5	3,7	3,7	3,6	3,8	4,1	4,0	4,0	
Acquisition d'actifs non financiers	40,0	42,4	46,3	47,4	48,3	50,2	53,4	59,0	60,1	64,5	65,6	67,8	62,4	63,0	3,0	3,1	3,2	3,2	3,1	3,2	3,2	3,4	3,3	3,4	3,4	3,6	3,2	3,2	
dont FBCF	37,1	39,9	44,4	44,9	44,6	47,9	51,1	56,2	57,6	61,5	62,7	64,4	60,4	61,4	2,8	2,9	3,1	3,0	2,9	3,0	3,1	3,3	3,2	3,3	3,2	3,4	3,1	3,1	
TOTAL DES DÉPENSES	697,0	719,0	744,1	772,6	815,8	848,0	881,8	920,4	952,6	992,6	1 030,0	1 070,6	1 095,6	1 118,4	52,8	52,6	51,7	51,7	52,9	53,4	53,3	53,6	53,0	52,6	53,3	56,8	56,6	56,0	
<b>RECETTES</b>																													
Production et subventions d'exploitation	44,3	45,1	48,3	50,1	51,6	51,9	54,2	56,4	59,9	63,1	65,6	68,2	71,0	72,9	3,4	3,3	3,4	3,4	3,3	3,3	3,3	3,3	3,3	3,3	3,4	3,6	3,7	3,6	
Impôts et transferts de recettes fiscales	365,4	386,5	399,2	410,5	413,3	420,0	446,8	469,0	495,3	511,0	520,0	479,4	500,9	540,6	27,7	28,3	27,7	27,4	26,8	26,4	27,0	27,3	27,5	27,1	26,9	25,4	25,9	27,1	
dont taxes et impôts sur production	209,3	216,3	219,2	221,3	231,0	238,4	253,9	265,3	275,3	285,4	288,6	285,0	288,4	305,1	15,8	15,8	15,2	14,8	15,0	15,0	15,3	15,4	15,3	15,1	14,9	15,1	14,9	15,3	
dont impôts courants sur le revenu et le patrimoine	150,5	163,6	173,1	181,9	175,1	174,2	184,3	194,7	211,7	216,7	223,6	186,9	204,7	225,2	11,4	12,0	12,0	12,2	11,3	11,0	11,1	11,3	11,8	11,5	11,6	9,9	10,6	11,3	
dont impôts en capital	5,6	6,6	6,9	7,3	7,2	7,4	8,6	9,0	8,3	8,9	7,9	7,5	7,7	10,3	0,4	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5	0,4	0,4	0,4	0,5		
dont transferts de recettes fiscales	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0		
Cotisations sociales	236,7	247,9	257,8	267,9	278,1	290,2	299,0	312,0	328,1	340,5	350,0	353,7	361,0	375,9	17,9	18,1	17,9	17,9	18,0	18,3	18,1	18,2	18,2	18,0	18,1	18,8	18,6	18,8	
Impôts et cotisations dus non recouvrables (nets)	- 4,2	- 3,4	- 4,0	- 5,1	- 3,1	- 1,9	- 2,9	- 1,7	- 3,2	- 4,3	- 4,7	- 5,6	- 4,7	- 5,9	- 0,3	- 0,2	- 0,3	- 0,3	- 0,2	- 0,1	- 0,2	- 0,1	- 0,2	- 0,2	- 0,3	- 0,2	- 0,3		
Autres transferts courants	9,2	8,6	10,9	11,1	13,2	13,7	15,4	23,3	17,1	14,7	16,4	16,8	15,1	15,4	0,7	0,6	0,8	0,7	0,9	0,9	0,9	1,4	1,0	0,8	0,9	0,8	0,8		
Revenus de la propriété	10,8	9,6	9,9	13,3	11,9	9,2	9,4	10,5	12,7	15,7	18,0	15,6	15,0	15,9	0,8	0,7	0,7	0,9	0,8	0,6	0,6	0,6	0,7	0,8	0,9	0,8	0,8		
TOTAL DES RECETTES	662,3	694,3	722,2	747,9	765,1	783,0	821,9	869,4	909,8	940,7	965,4	928,0	958,3	1 014,8	50,1	50,8	50,2	50,0	49,6	49,3	49,6	50,6	50,6	49,9	49,9	49,2	49,5	50,8	
<b>CAPACITÉ DE FINANCEMENT <sup>(1)</sup></b>																													
	- 34,7	- 24,7	- 21,9	- 24,7	- 50,7	- 65,0	- 59,9	- 51,0	- 42,7	- 51,9	- 64,6	- 142,6	- 137,4	- 103,6	- 2,6	- 1,8	- 1,5	- 1,7	- 3,3	- 4,1	- 3,6	- 3,0	- 2,4	- 2,8	- 3,3	- 7,6	- 7,1	- 5,2	

Source : Insee base 2005 des comptes nationaux, calculs DG Trésor.

(1) Le besoin de financement au sens de la comptabilité nationale diffère légèrement de l'excédent ou du déficit notifié à la Commission européenne. L'écart provient d'un traitement différent des flux nets d'intérêt liés aux opérations de swaps effectuées par les administrations.

Dépenses et recettes de l'État

(en milliards d'euros et en points de PIB)

Postes	En milliards d'euros															En points de PIB													
	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	
<b>DÉPENSE</b>																													
Consommations intermédiaires	20,2	20,1	20,8	20,9	21,5	21,1	22,8	22,3	22,0	22,6	23,2	24,4	27,7	23,6	1,5	1,5	1,4	1,4	1,4	1,3	1,4	1,3	1,2	1,2	1,2	1,3	1,4	1,4	1,2
Rémunérations des salariés	94,2	96,8	99,5	102,1	105,9	108,2	109,9	112,5	114,3	116,1	116,8	117,3	116,0	116,2	7,1	7,1	6,9	6,8	6,9	6,8	6,6	6,6	6,4	6,2	6,0	6,2	6,0	5,8	5,8
Autres dépenses de fonctionnement	0,4	0,5	0,5	0,5	0,6	0,6	0,6	0,7	0,8	1,0	1,1	1,1	1,0	1,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	
Intérêts	34,2	34,2	35,5	36,8	38,8	38,8	39,2	39,7	38,7	41,5	45,1	38,6	41,3	45,1	2,6	2,5	2,5	2,5	2,5	2,4	2,4	2,3	2,2	2,2	2,3	2,0	2,1	2,3	
Prestations sociales et transferts sociaux	42,7	44,7	45,1	46,3	48,4	50,0	47,6	48,9	55,1	57,2	58,7	62,0	62,3	64,1	3,2	3,3	3,1	3,1	3,1	3,2	2,9	2,8	3,1	3,0	3,0	3,3	3,2	3,2	
Subventions	8,4	9,1	8,2	8,2	7,7	6,7	6,1	6,0	6,1	5,9	6,4	9,8	10,1	7,5	0,6	0,7	0,6	0,6	0,5	0,4	0,4	0,4	0,3	0,3	0,3	0,5	0,5	0,4	
Autres transferts	93,9	104,1	103,1	107,8	119,5	122,3	143,1	149,0	136,5	128,3	139,9	144,9	190,7	152,7	7,1	7,6	7,2	7,2	7,7	7,7	8,6	8,7	7,6	6,8	7,2	7,7	9,8	7,6	
Acquisition d'actifs non financiers	7,2	6,9	5,9	7,3	7,9	6,9	6,5	7,2	6,2	6,3	6,3	7,6	5,1	4,1	0,5	0,5	0,4	0,5	0,5	0,4	0,4	0,4	0,3	0,3	0,3	0,4	0,3	0,2	
dont FBCF	6,1	6,0	6,2	6,6	6,4	6,7	6,3	6,8	6,1	6,3	6,2	7,6	5,9	5,0	0,5	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4	0,3	0,3	0,3	0,4	0,3	0,2	
<b>TOTAL DES DÉPENSES</b>	<b>301,3</b>	<b>316,4</b>	<b>318,6</b>	<b>329,9</b>	<b>350,3</b>	<b>354,6</b>	<b>375,6</b>	<b>386,4</b>	<b>379,8</b>	<b>378,9</b>	<b>397,4</b>	<b>405,8</b>	<b>454,1</b>	<b>414,3</b>	<b>22,8</b>	<b>23,1</b>	<b>22,1</b>	<b>22,1</b>	<b>22,7</b>	<b>22,3</b>	<b>22,7</b>	<b>22,5</b>	<b>21,1</b>	<b>20,1</b>	<b>20,6</b>	<b>21,5</b>	<b>23,4</b>	<b>20,8</b>	
<b>RECETTE</b>																													
Production et subventions d'exploitation	6,7	6,6	6,0	7,5	7,2	5,4	5,6	5,9	5,7	6,0	6,2	6,4	5,9	6,0	0,5	0,5	0,4	0,5	0,5	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	
Impôts et transferts de recettes fiscales	217,8	234,0	234,8	239,3	235,4	236,3	265,2	271,2	264,7	265,0	259,7	214,1	259,9	254,3	16,5	17,1	16,3	16,0	15,3	14,9	16,0	15,8	14,7	14,0	13,4	11,4	13,4	12,7	
dont taxes et impôts sur production	148,8	154,7	149,0	147,8	153,0	157,4	177,3	174,5	160,2	160,1	156,2	147,0	166,6	149,9	11,3	11,3	10,3	9,9	9,9	9,9	10,7	10,2	8,9	8,5	8,1	7,8	8,6	7,5	
dont impôts courants sur le revenu et le patrimoine	79,8	89,0	96,2	100,9	92,3	89,1	96,6	100,4	110,5	109,9	111,6	76,6	91,2	104,9	6,0	6,5	6,7	6,7	6,0	5,6	5,8	5,8	6,1	5,8	5,8	4,1	4,7	5,3	
dont impôts en capital	5,6	6,6	6,9	7,3	7,2	7,4	8,6	9,0	8,3	8,9	7,9	7,5	7,7	8,7	0,4	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5	0,4	0,4	0,4	0,4		
dont transferts de recettes fiscales	- 16,4	- 16,3	- 17,2	- 16,7	- 17,0	- 17,6	- 17,3	- 12,6	- 14,3	- 13,9	- 16,0	- 16,9	- 5,6	- 9,1	- 1,2	- 1,2	- 1,2	- 1,1	- 1,1	- 1,1	- 1,0	- 0,7	- 0,8	- 0,7	- 0,8	- 0,9	- 0,3	- 0,5	
Cotisations sociales	28,1	29,0	30,1	30,9	32,1	33,5	34,2	35,3	39,0	40,2	41,2	42,6	43,4	44,8	2,1	2,1	2,1	2,1	2,1	2,1	2,1	2,1	2,2	2,1	2,1	2,3	2,2	2,2	
Impôts et cotisations dus non recouvrables (nets)	- 1,7	- 1,1	- 1,7	- 2,8	- 1,1	0,2	- 0,7	0,6	- 0,1	- 1,7	- 1,2	- 2,4	- 1,5	- 2,7	- 0,1	- 0,1	- 0,1	- 0,2	- 0,1	0,0	0,0	0,0	0,0	- 0,1	- 0,1	- 0,1	- 0,1	- 0,1	
Autres transferts courants	5,7	6,3	9,0	11,2	11,3	12,5	13,5	16,4	15,6	20,1	17,1	19,5	16,2	14,9	0,4	0,5	0,6	0,7	0,7	0,8	0,8	1,0	0,9	1,1	0,9	1,0	0,8	0,7	
Revenus de la propriété	7,1	6,5	6,2	8,4	8,2	5,7	5,6	5,5	6,7	9,3	10,8	8,5	8,5	9,4	0,5	0,5	0,4	0,6	0,5	0,4	0,3	0,3	0,4	0,5	0,6	0,5	0,4	0,5	
<b>TOTAL DES RECETTES</b>	<b>263,7</b>	<b>281,4</b>	<b>284,5</b>	<b>294,3</b>	<b>293,1</b>	<b>293,7</b>	<b>323,4</b>	<b>334,9</b>	<b>331,5</b>	<b>338,9</b>	<b>333,9</b>	<b>288,7</b>	<b>332,4</b>	<b>326,8</b>	<b>20,0</b>	<b>20,6</b>	<b>19,8</b>	<b>19,7</b>	<b>19,0</b>	<b>18,5</b>	<b>19,5</b>	<b>18,4</b>	<b>18,0</b>	<b>17,3</b>	<b>15,3</b>	<b>17,2</b>	<b>16,4</b>		
<b>CAPACITÉ DE FINANCEMENT <sup>(1)</sup></b>																													
	- 37,6	- 35,0	- 34,1	- 35,5	- 57,2	- 60,9	- 52,2	- 51,5	- 48,4	- 39,9	- 63,6	- 117,1	- 121,8	- 87,5	- 2,8	- 2,6	- 2,4	- 2,4	- 3,7	- 3,8	- 3,2	- 3,0	- 2,7	- 2,1	- 3,3	- 6,2	- 6,3	- 4,4	

Source : Insee base 2005 des comptes nationaux, calculs DG Trésor.

(1) Le besoin de financement au sens de la comptabilité nationale diffère légèrement de l'excédent ou du déficit notifié à la Commission européenne. L'écart provient d'un traitement différent des flux nets d'intérêt liés aux opérations de swaps effectuées par les administrations publiques.

Dépenses et recettes des Administrations de Sécurité Sociale

(en milliards d'euros et en points de PIB)

Postes	En milliards d'euros												En points de PIB																
	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	
<b>DÉPENSES</b>																													
Consommations intermédiaires	14,6	15,2	15,1	15,5	16,1	17,1	18,4	19,8	20,2	21,2	21,6	23,7	25,2	25,2	1,1	1,1	1,0	1,0	1,0	1,1	1,1	1,2	1,1	1,1	1,1	1,3	1,3	1,3	1,3
Rémunérations des salariés	39,0	40,3	42,0	43,6	45,6	47,5	49,0	51,1	52,3	53,4	54,7	57,3	58,7	59,6	3,0	2,9	2,9	2,9	3,0	3,0	3,0	3,0	2,9	2,8	2,8	3,0	3,0	3,1	3,1
Autres dépenses de fonctionnement	3,4	3,6	3,7	3,8	4,0	4,0	4,1	4,4	4,5	4,7	4,9	5,1	5,3	5,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,2	0,3	0,3	0,2	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3
Intérêts	3,4	3,1	3,1	3,2	3,0	2,7	3,4	4,0	4,2	4,9	5,6	3,7	3,6	5,1	0,3	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,3	0,3	0,2	0,2	0,3	0,3
Prestations sociales et transferts sociaux	235,5	242,0	251,7	264,0	279,3	293,4	307,3	321,5	331,3	345,2	358,6	378,2	391,7	404,0	17,8	17,7	17,5	17,7	18,1	18,5	18,6	18,7	18,4	18,3	18,6	20,1	20,2	20,9	20,9
Subventions	0,3	0,3	0,1	0,0	0,1	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres transferts	11,8	13,0	12,2	14,1	15,0	16,7	18,5	19,1	20,0	25,7	22,9	22,4	23,9	24,3	0,9	0,9	0,8	0,9	1,0	1,0	1,1	1,1	1,1	1,1	1,2	1,2	1,2	1,3	1,3
Acquisition d'actifs non financiers	3,7	3,4	3,8	3,6	4,3	5,3	5,6	6,3	6,4	6,4	6,8	6,7	7,0	7,9	0,3	0,2	0,3	0,2	0,3	0,3	0,3	0,4	0,4	0,3	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4
dont FBCF	3,7	3,4	3,8	3,6	4,3	5,3	5,6	6,3	6,3	6,2	6,7	6,7	7,0	7,9	0,3	0,2	0,3	0,2	0,3	0,3	0,3	0,4	0,4	0,3	0,3	0,4	0,4	0,4	0,4
<b>TOTAL DES DÉPENSES</b>	<b>311,8</b>	<b>320,8</b>	<b>331,7</b>	<b>347,9</b>	<b>367,3</b>	<b>386,6</b>	<b>406,2</b>	<b>426,1</b>	<b>438,9</b>	<b>461,6</b>	<b>475,1</b>	<b>497,2</b>	<b>515,3</b>	<b>531,5</b>	<b>23,6</b>	<b>23,5</b>	<b>23,0</b>	<b>23,3</b>	<b>23,8</b>	<b>24,3</b>	<b>24,5</b>	<b>24,8</b>	<b>24,4</b>	<b>24,5</b>	<b>24,6</b>	<b>26,4</b>	<b>26,6</b>	<b>27,4</b>	<b>27,4</b>
<b>RECETTES</b>																													
Production et subventions d'exploitation	11,1	11,4	12,2	12,2	12,4	13,0	13,6	14,6	15,7	16,6	17,4	18,2	18,9	19,7	0,8	0,8	0,8	0,8	0,8	0,8	0,8	0,8	0,9	0,9	0,9	1,0	1,0	1,0	1,0
Impôts et transferts de recettes fiscales	68,7	72,5	85,2	92,3	94,2	96,2	85,6	94,6	120,3	127,4	137,4	135,8	137,2	151,3	5,2	5,3	5,9	6,2	6,1	6,1	5,2	5,5	6,7	6,8	7,1	7,2	7,1	7,8	7,8
dont taxes et impôts sur production	7,5	7,7	15,0	18,3	19,8	20,1	6,8	14,6	34,5	37,6	42,3	44,3	44,0	50,1	0,6	0,6	1,0	1,2	1,3	1,3	0,4	0,9	1,9	2,0	2,2	2,3	2,3	2,6	2,6
dont impôts courants sur le revenu et le patrimoine	57,3	60,9	66,0	69,7	70,1	71,6	74,0	80,2	86,0	90,0	95,3	91,7	93,4	99,7	4,3	4,5	4,6	4,7	4,5	4,5	4,5	4,7	4,8	4,8	4,9	4,9	4,8	5,1	5,1
dont impôts en capital	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	1,7	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,1	0,1
dont transferts de recettes fiscales	3,8	4,0	4,2	4,2	4,4	4,5	4,8	-0,2	-0,2	-0,2	-0,3	-0,2	-0,2	-0,2	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Cotisations sociales	207,9	218,2	227,1	236,2	245,3	255,9	263,9	275,9	288,2	299,4	307,9	310,2	316,6	330,0	15,7	16,0	15,8	15,8	15,9	16,1	15,9	16,1	16,0	15,9	16,4	16,4	16,3	17,0	17,0
Impôts et cotisations dus non recouvrables (nets)	-2,5	-2,3	-2,3	-2,2	-2,0	-2,1	-2,2	-2,2	-3,1	-2,6	-3,5	-3,2	-3,2	-3,3	-0,2	-0,2	-0,2	-0,1	-0,1	-0,1	-0,1	-0,1	-0,2	-0,1	-0,2	-0,2	-0,2	-0,2	-0,2
Autres transferts courants	24,3	25,5	19,2	17,8	19,0	17,7	32,7	41,5	17,0	21,7	25,1	18,1	19,4	17,9	1,8	1,9	1,3	1,2	1,2	1,1	2,0	2,4	0,9	1,1	1,3	1,0	1,0	0,9	0,9
Revenus de la propriété	1,9	1,4	1,7	2,3	2,1	2,0	1,8	2,1	3,2	3,7	4,3	3,1	3,1	3,5	0,1	0,1	0,1	0,2	0,1	0,1	0,1	0,1	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2
<b>TOTAL DES RECETTES</b>	<b>311,4</b>	<b>326,7</b>	<b>343,2</b>	<b>358,5</b>	<b>371,0</b>	<b>382,7</b>	<b>395,4</b>	<b>426,4</b>	<b>441,3</b>	<b>466,2</b>	<b>488,6</b>	<b>482,2</b>	<b>492,0</b>	<b>519,1</b>	<b>23,6</b>	<b>23,9</b>	<b>23,8</b>	<b>24,0</b>	<b>24,0</b>	<b>24,1</b>	<b>23,9</b>	<b>24,8</b>	<b>24,5</b>	<b>24,7</b>	<b>25,3</b>	<b>25,6</b>	<b>25,4</b>	<b>26,8</b>	<b>26,8</b>
<b>CAPACITÉ DE FINANCEMENT</b>																													
	-0,4	5,9	11,5	10,6	3,7	-3,9	-10,8	0,3	2,4	4,6	13,5	-15,0	-23,3	-12,5	0,0	0,4	0,8	0,7	0,2	-0,2	-0,7	0,0	0,1	0,2	0,7	-0,8	-1,2	-0,6	-0,6

Source : Insee base 2005 des comptes nationaux, calculs DG Trésor.  
En base 2005 des comptes nationaux, les comptes 2010 sont semi-définitifs et les comptes 2011 sont provisoires.

Dépenses et recettes des Organismes Divers d'Administration Centrale

(en milliards d'euros et en points de PIB)

Postes	En milliards d'euros														En points de PIB						
	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011							
	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011							
<b>DÉPENSES</b>																					
Consommations intermédiaires	7,3	7,6	7,7	8,3	9,3	9,0	8,7	9,0	9,1	9,4	10,0	10,8	11,3	11,3	0,6	0,6	0,5	0,5	0,5	0,5	0,6
Rémunérations des salariés	7,8	7,9	8,2	8,9	9,5	9,9	10,1	10,4	11,0	11,4	11,5	12,8	16,1	17,6	0,6	0,6	0,6	0,6	0,6	0,6	0,6
Autres dépenses de fonctionnement	1,0	0,9	0,9	1,0	0,9	1,0	1,1	0,6	0,8	0,9	0,8	0,8	0,9	0,9	0,1	0,1	0,1	0,1	0,0	0,0	0,0
Intérêts	2,1	0,9	0,5	1,4	1,0	1,0	0,8	0,5	0,7	0,7	0,4	0,1	0,0	0,0	0,2	0,1	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Prestations sociales et transferts sociaux	13,6	13,7	14,9	14,9	15,6	15,3	15,4	15,7	16,9	17,4	17,8	19,1	19,6	20,2	1,0	1,0	0,9	0,9	0,9	0,9	1,0
Subventions	5,0	5,4	5,5	6,4	8,2	8,4	7,0	6,4	7,0	7,5	6,5	7,5	8,7	8,2	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4	0,3	0,4
Autres transferts	3,5	3,7	5,3	6,6	6,6	7,6	7,1	12,0	10,8	17,1	13,4	16,6	17,8	18,6	0,3	0,3	0,4	0,4	0,7	0,6	0,9
Acquisition d'actifs non financiers	2,9	2,8	3,0	3,1	3,1	3,6	3,4	4,1	3,6	3,9	4,1	5,1	5,5	4,9	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,3
dont FBCF	2,8	2,7	3,0	2,9	2,9	3,3	3,4	4,0	3,6	3,8	3,8	4,7	5,2	5,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,3
<b>TOTAL DES DÉPENSES</b>	<b>43,1</b>	<b>42,9</b>	<b>46,0</b>	<b>50,5</b>	<b>54,1</b>	<b>55,9</b>	<b>53,7</b>	<b>58,7</b>	<b>59,9</b>	<b>68,3</b>	<b>64,6</b>	<b>72,8</b>	<b>79,8</b>	<b>81,8</b>	<b>3,3</b>	<b>3,1</b>	<b>3,2</b>	<b>3,4</b>	<b>3,3</b>	<b>3,6</b>	<b>4,1</b>
<b>RECETTES</b>																					
Production et subventions d'exploitation	5,2	5,1	5,2	5,8	6,0	6,3	6,3	6,1	5,9	6,2	6,8	6,9	7,7	7,5	0,4	0,4	0,4	0,4	0,3	0,3	0,4
Impôts et transferts de recettes fiscales	4,6	4,6	4,8	4,7	7,3	7,7	8,2	8,2	8,9	10,7	10,1	12,9	15,0	16,4	0,4	0,3	0,3	0,5	0,5	0,6	0,4
dont taxes et impôts sur production	3,7	3,6	3,7	3,7	5,5	5,7	6,6	7,0	7,5	8,4	8,6	10,5	12,0	13,6	0,3	0,3	0,3	0,2	0,4	0,4	0,5
dont impôts courants sur le revenu et le patrimoine	1,0	1,0	1,0	1,1	1,9	2,0	1,6	1,2	1,4	2,3	1,5	2,3	3,0	2,8	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1
dont impôts en capital	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
dont transferts de recettes fiscales	0,0	0,0	0,0	0,0	- 0,1	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Cotisations sociales	0,3	0,2	0,2	0,3	0,2	0,2	0,3	0,3	0,3	0,3	0,2	0,3	0,3	0,4	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Impôts et cotisations dus non recouvrables (nets)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	- 0,1	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres transferts courants	32,2	33,1	33,8	36,6	40,3	40,0	43,4	45,8	50,1	40,8	40,9	46,2	64,5	53,4	2,4	2,4	2,4	2,6	2,7	2,8	2,1
Revenus de la propriété	1,3	1,3	1,4	2,2	1,3	0,9	1,1	1,6	1,3	1,5	1,4	1,9	1,5	1,3	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1
<b>TOTAL DES RECETTES</b>	<b>43,6</b>	<b>44,2</b>	<b>45,3</b>	<b>49,5</b>	<b>55,1</b>	<b>55,1</b>	<b>59,2</b>	<b>62,0</b>	<b>66,6</b>	<b>59,4</b>	<b>59,4</b>	<b>68,1</b>	<b>88,9</b>	<b>79,1</b>	<b>3,3</b>	<b>3,2</b>	<b>3,1</b>	<b>3,6</b>	<b>3,7</b>	<b>3,1</b>	<b>4,0</b>
<b>CAPACITÉ DE FINANCEMENT</b>																					
	<b>0,4</b>	<b>1,3</b>	<b>- 0,7</b>	<b>- 1,0</b>	<b>1,0</b>	<b>- 0,8</b>	<b>5,5</b>	<b>3,3</b>	<b>6,7</b>	<b>- 8,9</b>	<b>- 5,1</b>	<b>- 4,6</b>	<b>9,1</b>	<b>- 2,7</b>	<b>0,0</b>	<b>0,1</b>	<b>0,0</b>	<b>- 0,1</b>	<b>0,1</b>	<b>- 0,5</b>	<b>- 0,1</b>

Source : Insee base 2005 des comptes nationaux, calculs DG du Trésor.

Dépenses et recettes des Administrations Publiques Locales

(en milliards d'euros et en points de PIB)

Postes	En milliards d'euros												En points de PIB																			
	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011				
DÉPENSES	27,5	28,5	31,9	30,2	33,5	35,4	37,1	39,4	41,3	41,7	42,9	45,9	47,9	49,4	2,1	2,1	2,2	2,0	2,2	2,2	2,2	2,2	2,3	2,3	2,2	2,2	2,4	2,5	2,5			
	36,5	39,4	41,6	43,6	46,4	48,9	50,6	53,0	55,7	59,9	64,0	66,7	68,6	70,3	2,8	2,9	2,9	2,9	3,0	3,1	3,1	3,1	3,1	3,2	3,3	3,5	3,5	3,5	3,5			
	0,9	0,9	0,9	1,0	1,0	1,5	1,6	1,6	1,7	1,8	2,0	2,2	2,4	2,4	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1			
	5,2	3,9	3,6	5,0	4,2	3,6	3,5	3,1	3,9	5,1	6,3	3,9	2,7	3,4	0,4	0,3	0,3	0,3	0,3	0,2	0,2	0,2	0,2	0,3	0,3	0,2	0,1	0,2	0,2			
	8,4	9,2	7,8	7,4	8,3	9,7	15,4	16,4	17,7	18,9	19,5	20,7	22,1	22,9	0,6	0,7	0,5	0,5	0,5	0,6	0,9	1,0	1,0	1,0	1,0	1,1	1,1	1,1	1,1			
	5,7	5,7	7,1	8,2	9,6	10,3	11,3	11,6	12,2	13,4	14,1	14,0	13,5	13,8	0,4	0,4	0,5	0,5	0,6	0,6	0,7	0,7	0,7	0,7	0,7	0,7	0,7	0,7	0,7			
	15,8	14,8	14,8	16,0	18,1	19,1	20,0	20,7	22,3	24,3	25,1	28,1	27,2	26,3	1,2	1,1	1,0	1,1	1,2	1,2	1,2	1,2	1,2	1,3	1,3	1,5	1,4	1,3	1,3			
	26,2	29,3	33,5	33,5	33,0	34,5	38,1	41,5	43,8	47,8	48,5	48,4	44,8	46,0	2,0	2,1	2,3	2,2	2,1	2,2	2,3	2,4	2,4	2,4	2,5	2,5	2,6	2,3	2,3	2,3		
	24,6	27,9	31,5	31,8	31,0	32,6	35,8	39,2	41,6	45,2	46,0	45,4	42,3	43,3	1,9	2,0	2,2	2,1	2,0	2,1	2,2	2,3	2,3	2,3	2,4	2,4	2,4	2,2	2,2	2,2		
	TOTAL DES DÉPENSES	126,2	131,7	141,3	144,7	154,1	163,0	177,6	187,1	198,5	212,9	222,4	229,8	229,2	234,4	9,6	9,6	9,8	9,7	10,0	10,3	10,7	10,9	11,0	11,3	11,5	12,2	11,8	11,7	11,7		
RECETTES	21,4	22,1	25,0	24,7	26,1	27,2	28,7	29,7	32,6	34,4	35,3	36,6	38,6	39,6	1,6	1,6	1,7	1,7	1,7	1,7	1,7	1,7	1,7	1,8	1,8	1,9	2,0	2,0	2,0			
	74,4	75,3	74,5	74,3	76,4	79,8	87,8	95,0	101,4	107,9	112,8	116,5	88,7	118,7	5,6	5,5	5,2	5,0	4,9	5,0	5,3	5,5	5,6	5,7	5,8	6,2	4,6	5,9	5,9			
	49,4	50,3	51,5	51,6	52,8	55,2	63,2	69,2	73,1	79,3	81,4	83,2	65,9	91,5	3,7	3,7	3,6	3,4	3,4	3,5	3,8	4,0	4,1	4,2	4,2	4,4	3,4	4,6	4,6			
	12,4	12,8	9,9	10,2	10,9	11,4	12,0	12,9	13,8	14,5	15,1	16,3	17,1	17,9	0,9	0,9	0,7	0,7	0,7	0,7	0,7	0,8	0,8	0,8	0,8	0,9	0,9	0,9	0,9			
	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0			
	12,6	12,3	13,0	12,5	12,7	13,2	12,6	12,9	14,5	14,1	16,3	17,1	5,8	9,3	1,0	0,9	0,9	0,8	0,8	0,8	0,8	0,7	0,8	0,7	0,8	0,9	0,3	0,5	0,5			
	0,4	0,4	0,4	0,5	0,5	0,5	0,6	0,6	0,6	0,6	0,7	0,7	0,7	0,7	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0			
	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0			
	31,2	35,2	41,0	44,6	51,1	54,2	56,1	56,8	58,2	60,1	61,8	67,5	97,3	71,9	2,4	2,6	2,8	3,0	3,3	3,4	3,4	3,3	3,2	3,2	3,2	3,6	5,0	3,6	3,6			
	1,7	1,7	1,8	1,8	1,7	1,9	1,9	2,1	2,2	2,3	2,4	2,6	2,5	2,6	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1			
TOTAL DES RECETTES	129,0	134,7	142,6	145,9	155,8	163,6	175,1	184,1	195,1	205,2	213,0	223,9	227,8	233,5	9,8	9,9	9,9	9,8	10,1	10,3	10,6	10,7	10,8	10,9	11,0	11,9	11,8	11,7	11,7			
CAPACITÉ DE FINANCEMENT																																
	2,8	3,0	1,4	1,2	1,7	0,7	-2,5	-3,0	-3,5	-7,7	-9,4	-5,9	-1,4	-0,9	0,2	0,2	0,1	0,1	0,1	0,0	-0,1	-0,2	-0,2	-0,4	-0,5	-0,3	-0,1	0,0	0,0			

Source : Insee base 2005 des comptes nationaux, calculs DG Trésor..

Tableau VI.10

## Structure de la dette publique au sens du traité de Maastricht <sup>(1)</sup>

(en milliards d'euros et en points de PIB)

Années	Administrations publiques	Sous-secteurs			
		État	Organismes divers d'administration centrale	Administrations publiques locales	Administrations de sécurité sociale
En milliards d'euros					
2006	1 152,2	896,2	15,3	125,6	115,0
2007	1 211,6	932,8	22,8	135,5	120,3
2008	1 318,6	1 040,9	11,6	146,3	119,9
2009	1 493,4	1 168,4	18,7	155,2	151,2
2010	1 595,2	1 245,0	14,1	161,1	175,0
2011	1 717,3	1 335,2	10,4	166,3	205,4
En points de PIB					
1978	21,2	12,9	0,3	6,9	1,0
1979	21,1	12,7	0,3	7,0	1,1
1980	20,7	12,4	0,3	6,9	1,1
1981	22,0	13,4	0,3	7,1	1,1
1982	25,3	16,4	0,3	7,4	1,1
1983	26,6	17,4	0,4	7,7	1,1
1984	29,0	19,2	0,4	8,0	1,4
1985	30,6	20,4	0,4	8,6	1,3
1986	31,1	21,3	0,5	8,6	0,7
1987	33,4	22,8	0,6	9,3	0,8
1988	33,3	23,3	0,2	9,0	0,9
1989	34,0	24,3	0,2	8,7	0,8
1990	35,2	25,5	0,2	8,7	0,8
1991	36,0	25,9	0,2	8,9	1,0
1992	39,7	28,9	0,2	9,0	1,6
1993	46,0	33,9	0,5	9,3	2,3
1994	49,2	37,6	0,4	9,3	1,8
1995	55,5	40,6	2,8	9,2	2,8
1996	58,1	43,1	2,5	9,2	3,4
1997	59,5	44,6	2,1	8,3	4,4
1998	59,6	46,2	1,8	8,0	3,6
1999	59,0	46,6	1,4	7,7	3,3
2000	57,5	45,7	1,3	7,3	3,1
2001	57,1	45,8	1,2	7,0	3,0
2002	59,1	48,3	1,0	6,7	3,0
2003	63,3	51,0	1,5	6,8	4,0
2004	65,2	51,4	1,3	6,7	5,7
2005	66,8	52,3	1,2	6,9	6,4
2006	64,1	49,8	0,9	7,0	6,4
2007	64,2	49,4	1,2	7,2	6,4
2008	68,2	53,8	0,6	7,6	6,2
2009	79,2	62,0	1,0	8,2	8,0
2010	82,3	64,3	0,7	8,3	9,0
2011	86,0	66,9	0,5	8,3	10,3

Source : Insee, base 2005 des comptes nationaux, calculs DG Trésor.

(1) La dette au sens de Maastricht est la dette de l'ensemble des administrations publiques au sens de la comptabilité nationale. Il s'agit d'une dette brute. Elle diffère de la dette au sens de la comptabilité nationale à trois niveaux : il s'agit d'une dette consolidée, exprimée en valeur nominale et elle exclut certaines formes d'endettement (crédits commerciaux, décalages comptables).

Tableau VI.11

## Lois de finances initiales (LFI) et exécution budgétaire (hors FMI)

(en milliards d'euros et en points de PIB)

Années	LFI	Exécution budgétaire									
	Solde général hors FMI hors FSC	Solde général hors FMI hors FSC	Solde général hors FMI	Solde du budget général	Dépenses du budget général	Recettes du budget général	dont :			Fonds de concours	Soldes CST
							Recettes fiscales nettes	Prélè- vements sur recettes	Recettes non fiscales		
Niveau en milliards d'euros											
2001	- 28,4	- 32,0	- 32,0	- 31,6	261,5	229,9	244,8	- 46,2	31,2	4,6	- 0,4
2002	- 30,4	- 49,3	- 49,3	- 50,0	273,4	223,4	240,2	- 49,6	32,8	4,1	0,7
2003	- 44,6	- 56,9	- 56,9	- 56,7	273,8	217,1	239,8	- 52,9	30,2	4,5	- 0,2
2004	- 55,1	- 43,9	- 43,9	- 45,4	283,6	238,2	265,7	- 61,2	33,7	4,8	1,5
2005	- 45,2	- 43,5	- 43,5	- 45,2	288,4	243,3	271,6	- 64,4	36,1	5,8	1,7
2006 (1)	- 46,9	- 35,7	- 35,7	- 39,2	266,1	226,8	267,9	- 65,8	24,8	3,6	3,5
2006 (2)		- 39,0	- 39,0	- 42,5	269,3	226,8	267,9	- 65,8	24,8	3,6	3,5
2007 (3)	- 42,0	- 38,4	- 38,4	- 38,2	266,8	228,6	266,7	- 66,8	28,7	3,8	- 0,2
2007 (4)		- 34,7	- 34,7	- 38,2	266,8	228,6	266,7	- 66,8	28,7	3,8	3,5
2008	- 41,7	- 56,3	- 56,3	- 57,0	275,0	218,0	260,0	- 69,9	28,0	3,2	0,7
2009	- 67,0	- 138,0	- 138,0	- 129,9	290,9	161,0	214,3	- 76,2	19,5	3,5	- 8,1
2010	- 117,4	- 148,8	- 148,8	- 150,8	322,7	171,9	166,2	- 102,8	18,2	3,1	2,0
2011	- 91,6	- 90,7	- 90,7	- 90,1	291,3	201,2	181,0	- 74,1	16,4	3,8	- 0,6

(1) Hors mesure de régularisation des pensions ; (2) Yc mesure de régularisation des pensions.

(3) Hors recettes "cession de participation EDF" ; (4) Yc recettes "cession de participation EDF".

Part dans le PIB											
Base 2000 des comptes nationaux											
1978	- 0,4	- 1,5	- 1,7	- 1,5	18,5	17,0	17,7	- 2,0	1,3	0,5	- 0,2
1979	- 0,6	- 1,5	- 1,5	- 1,1	18,5	17,4	18,3	- 1,9	1,0	0,7	- 0,4
1980	- 1,1	- 1,0	- 0,8	- 1,2	19,1	17,9	18,9	- 2,0	1,0	0,7	0,4
1981	- 0,9	- 2,5	- 2,0	- 2,3	20,6	18,3	19,2	- 2,0	1,2	0,7	0,3
1982	- 2,5	- 2,6	- 2,4	- 2,3	21,2	18,8	19,5	- 2,1	1,4	0,7	- 0,1
1983	- 2,8	- 3,1	- 3,3	- 3,2	21,3	18,0	19,1	- 2,4	1,4	0,7	- 0,1
1984	- 2,8	- 3,2	- 3,5	- 3,2	21,1	17,8	18,8	- 2,4	1,4	0,8	- 0,2
1985	- 2,9	- 3,1	- 3,3	- 3,2	20,9	17,7	18,8	- 2,4	1,4	0,8	- 0,1
1986	- 2,8	- 2,7	- 2,8	- 2,9	20,3	17,4	18,6	- 2,5	1,4	0,8	0,1
1987	- 2,3	- 2,2	- 2,5	- 2,0	19,3	17,3	18,8	- 2,8	1,2	0,8	- 0,5
1988	- 1,9	- 1,9	- 1,7	- 1,8	18,5	16,8	18,4	- 3,0	1,3	0,6	0,1
1989	- 1,6	- 1,6	- 1,6	- 1,3	18,1	16,8	18,1	- 2,9	1,5	0,6	- 0,3
1990	- 1,3	- 1,4	- 1,4	- 1,4	18,1	16,7	17,8	- 2,8	1,6	0,6	0,0
1991	- 1,1	- 1,9	- 1,9	- 1,6	18,1	16,5	17,5	- 3,1	2,0	0,8	- 0,3
1992	- 1,2	- 3,1	- 3,1	- 2,8	18,6	15,8	16,7	- 3,0	2,1	0,8	- 0,2
1993	- 2,3	- 4,3	- 4,3	- 4,0	19,3	15,3	16,5	- 3,2	1,9	0,8	- 0,3
1994	- 4,0	- 3,9	- 4,0	- 3,6	19,4	15,8	16,6	- 3,1	2,3	0,8	- 0,3
1995	- 3,5	- 4,1	- 4,1	- 3,9	19,2	15,3	16,6	- 3,0	1,7	0,8	- 0,2
1996	- 3,6	- 3,7	- 3,7	- 3,7	19,3	15,6	16,9	- 3,0	1,7	0,9	0,0
1997	- 3,4	- 3,2	- 3,2	- 3,2	18,9	15,7	17,0	- 3,0	1,7	0,8	0,0
1998	- 3,0	- 2,9	- 2,9	- 2,9	18,3	15,4	16,7	- 2,9	1,6	0,7	0,1
1999	- 2,6	- 2,3	- 2,3	- 2,4	18,6	16,2	17,4	- 3,0	1,7	0,5	0,1
2000	- 2,3	- 2,0	- 2,0	- 2,0	17,6	15,5	16,7	- 3,0	1,9	0,4	0,0
Base 2005 des comptes nationaux											
2001	- 1,9	- 2,1	- 2,1	- 2,1	17,5	15,4	16,4	- 3,1	2,1	0,3	0,0
2002	- 2,0	- 3,2	- 3,2	- 3,2	17,7	14,5	15,6	- 3,2	2,1	0,3	0,0
2003	- 2,8	- 3,6	- 3,6	- 3,6	17,2	13,7	15,1	- 3,3	1,9	0,3	0,0
2004	- 3,3	- 2,7	- 2,7	- 2,7	17,1	14,4	16,0	- 3,7	2,0	0,3	0,1
2005	- 2,6	- 2,5	- 2,5	- 2,6	16,8	14,2	15,8	- 3,7	2,1	0,3	0,1
2006 (1)	- 2,6	- 2,0	- 2,0	- 2,2	14,8	12,6	14,9	- 3,7	1,4	0,2	0,2
2006 (2)		- 2,2	- 2,2	- 2,4	15,0	12,6	14,9	- 3,7	1,4	0,2	0,2
2007 (3)	- 2,2	- 2,0	- 2,0	- 2,0	14,1	12,1	14,1	- 3,5	1,5	0,2	0,0
2007 (4)		- 1,8	- 1,8	- 2,0	14,1	12,1	14,1	- 3,5	1,5	0,2	0,2
2008	- 2,2	- 2,9	- 2,9	- 2,9	14,2	11,3	13,4	- 3,6	1,4	0,2	0,0
2009	- 3,6	- 7,3	- 7,3	- 6,9	15,4	8,5	11,4	- 4,0	1,0	0,2	- 0,4
2010	- 6,1	- 7,7	- 7,7	- 7,8	16,7	8,9	8,6	- 5,3	0,9	0,2	0,1
2011	- 4,6	- 4,5	- 4,5	- 4,5	14,6	10,1	9,1	- 3,7	0,8	0,2	0,0

(1) Hors mesure de régularisation des pensions ; (2) Yc mesure de régularisation des pensions.

(3) Hors recettes "cession de participation EDF" ; (4) Yc recettes "cession de participation EDF".

Sources : Projets de loi de règlement pour chaque année, Direction du Budget; Insee, calculs DG Trésor.

Le Fonds de Stabilisation des Changes (FSC) est géré par la Banque de France pour le compte de l'État. Depuis 1999, date de la modification du statut de la Banque de France en vue de sa participation au Système européen de banques centrales, le FSC ne détient plus d'actifs en devises étrangères.

Tableau VI.12

## Bilan de l'État en comptabilité générale (approche patrimoniale)

(en milliards d'euros)

Bilan de l'État en comptabilité générale (au 31 décembre de l'année considérée)	2009	2010	2011
<b>ACTIF</b>			
<b>ACTIF IMMOBILISÉ (1)</b>	<b>705,1</b>	<b>765,9</b>	<b>776,8</b>
dont : Immobilisations incorporelles	33,9	32,4	31,0
Immobilisations corporelles	418,9	434,4	453,0
Immobilisations financières	252,3	299,1	292,8
<b>ACTIF CIRCULANT (hors trésorerie) (2)</b>	<b>91,3</b>	<b>98,9</b>	<b>110,4</b>
dont : Stocks	30,9	30,5	29,5
Créances	60,5	68,3	80,3
Charges constatées d'avance	0,0	0,0	0,6
<b>TRÉSORERIE (3)</b>	<b>46,7</b>	<b>25,4</b>	<b>28,3</b>
dont : Fonds bancaires et fonds en caisse	18,7	1,4	1,2
Valeurs escomptées, en cours d'encaissement et de décaissement	- 2,0	- 1,7	- 2,4
Autres composantes de trésorerie	24,7	20,4	25,2
Équivalents de trésorerie	5,3	5,2	4,3
<b>COMPTES DE RÉGULARISATION (4)</b>	<b>11,5</b>	<b>10,7</b>	<b>12,5</b>
<b>TOTAL ACTIF (I) (=1+2+3+4)</b>	<b>854,6</b>	<b>900,8</b>	<b>928,0</b>
<b>PASSIF</b>			
<b>DETTES FINANCIÈRES (5)</b>	<b>1 176,0</b>	<b>1 254,8</b>	<b>1 339,0</b>
<b>DETTES NON FINANCIÈRES (hors trésorerie) (6)</b>	<b>147,3</b>	<b>155,1</b>	<b>152,6</b>
dont : Dettes de fonctionnement	4,6	5,3	6,5
Dettes d'intervention	9,9	7,8	5,9
Produits constatés d'avance	8,1	10,3	10,1
Autres dettes non financières	122,5	131,9	128,9
<b>PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES (7)</b>	<b>109,3</b>	<b>109,9</b>	<b>113,7</b>
dont : Provisions pour risques	11,0	12,6	13,2
Provisions pour charges	98,3	97,2	100,6
<b>AUTRES PASSIFS (hors trésorerie) (8)</b>	<b>12,1</b>	<b>31,2</b>	<b>28,9</b>
<b>TRÉSORERIE (9)</b>	<b>67,5</b>	<b>72,9</b>	<b>86,2</b>
<b>COMPTES DE RÉGULARISATION (10)</b>	<b>18,0</b>	<b>41,3</b>	<b>42,0</b>
<b>TOTAL PASSIF (hors situation nette) (II) (=5+6+7+8+9+10)</b>	<b>1 530,2</b>	<b>1 665,1</b>	<b>1 762,5</b>
Report des exercices antérieurs	- 870,6	- 962,0	- 1 074,6
Écarts de réévaluation et d'intégration	295,7	307,7	326,6
Solde des opérations de l'exercice	- 100,7	- 110,0	- 86,5
<b>SITUATION NETTE (III = I - II)</b>	<b>- 675,5</b>	<b>- 764,3</b>	<b>- 834,5</b>

Source : Comptabilité générale de l'État 2011 (CGE).

Note : Le bilan de l'État est présenté sous la forme d'un tableau de la situation nette. Les chiffres 2009 et 2010, présentés dans le tableau ci-dessus, ont été retraités dans le cadre de la première application du volet « information comparative » des normes comptables de l'État.





## VII. Protection sociale

- VII.1 Répartition des prestations par risque - Champ de la protection sociale**
- VII.2 Répartition des prestations par risque - Champ des administrations de sécurité sociale**
- VII.3 Composition des dépenses relatives à la santé - Champ de la protection sociale**
- VII.4 Composition des dépenses relatives à la santé - Champ des administrations de sécurité sociale**
- VII.5 Barèmes des principaux minima sociaux pour une personne seule**
- VII.6 Effectifs d'allocataires des principaux minima sociaux**

### Définitions

Entrent dans le champ de la **protection sociale** toutes les prestations en espèces et en nature reçues par les ménages, quel que soit le gestionnaire : régime général, fonction publique, employeur, association...

Dans l'approche « **administrations de la sécurité sociale** », on ne considère que les fonds gérés par les administrations de sécurité sociale. En particulier, le régime des fonctionnaires n'en fait pas partie, de sorte que les prestations retraites versés aux anciens salariés de la fonction publique n'y figurent pas. Autre exemple, les suppléments familiaux directement accordés par les employeurs n'en font pas non plus partie.

Dans certains tableaux, les données émanent de la **DREES** : Direction de la Recherche, des Études, de l'Évaluation et des Statistiques du Ministère des Affaires sociales et de la Santé.

**DG Trésor** : Direction Générale du Trésor.

Tableau VII.1

## Répartition des prestations sociales par risque Champ de la protection sociale

(en points de PIB)

Années	Santé (1) (y.c. maternité)	Vieillesse	Famille (y.c. logement)	Emploi	Divers (2)	Total des prestations
<b>Base 2000 des comptes nationaux (3)</b>						
1981	6,1	10,2	2,9	2,2	0,1	21,5
1982	6,2	10,5	3,1	2,5	0,1	22,4
1983	6,2	10,6	3,3	2,6	0,1	22,7
1984	6,3	11,0	3,3	2,5	0,1	23,1
1985	6,4	11,3	3,3	2,5	0,1	23,5
1986	6,3	11,2	3,2	2,5	0,1	23,3
1987	6,2	11,1	3,1	2,4	0,1	23,0
1988	6,2	11,1	3,0	2,3	0,1	22,7
1989	6,2	11,0	3,0	2,2	0,1	22,5
1990	6,2	11,1	2,9	2,3	0,2	22,8
1991	6,4	11,4	2,9	2,3	0,2	23,3
1992	6,5	11,8	3,0	2,4	0,2	23,9
1993	6,7	12,3	3,2	2,6	0,3	25,2
1994	6,6	12,4	3,2	2,4	0,3	25,0
1995	6,6	12,6	3,3	2,2	0,3	25,0
1996	6,7	12,5	3,2	2,3	0,4	25,1
1997	6,6	12,6	3,3	2,2	0,4	25,1
1998	6,6	12,5	3,1	2,1	0,4	24,7
1999	6,5	12,5	3,1	2,0	0,4	24,6
2000	6,6	12,2	3,0	2,0	0,4	24,2
2001	6,7	12,3	3,0	2,0	0,4	24,3
2002	7,0	12,4	3,0	2,2	0,4	24,9
2003	7,2	12,5	2,9	2,3	0,4	25,3
2004	7,2	12,6	2,9	2,3	0,4	25,5
2005	7,3	12,7	2,9	2,2	0,4	25,5
2006	7,2	12,9	2,8	1,9	0,4	25,3
2007	7,2	13,0	2,8	1,8	0,4	25,1
2008	7,3	13,2	2,8	1,7	0,4	25,4
2009	7,8	14,1	3,0	1,9	0,5	27,2
<b>Base 2005 des comptes nationaux (3)</b>						
2006	7,4	12,9	2,7	1,9	0,4	25,3
2007	7,3	13,0	2,6	1,7	0,4	25,1
2008	7,4	13,4	2,7	1,7	0,4	25,4
2009	7,8	14,3	2,8	2,0	0,6	27,4
2010	7,8	14,4	2,7	2,1	0,6	27,6

Source : DREES, Comptes de la protection sociale en 2010 ; retraitements DG Trésor.

(1) Ne comprend pas la dotation globale hospitalière, considérée comme une prestation de services sociaux et non comme une prestation sociale.

(2) Pour l'essentiel, Revenu Minimum d'Insertion (RMI), Revenu de Solidarité Active (RSA) et Allocation de Solidarité Spécifique (ASS).

(3) En base 2000, les comptes de 2008 sont semi-définitifs et ceux de 2009 sont provisoires. En base 2005, les comptes de 2008 et 2009 sont définitifs, ceux de 2010 sont semi-définitifs.

**Note :** Au moment de la publication de ce rapport, les données des Comptes de la Protection Sociale pour 2011, qui servent à la construction de ce tableau n'étaient pas disponibles. Ce tableau est donc réalisé à partir des Comptes de la Protection Sociale de 2010.

Tableau VII.2

## Répartition des prestations sociales par risque Champ des administrations de sécurité sociale

(en points de PIB)

Années	Santé (1) (y.c. maternité)	Vieillesse	Famille (y.c. logement)	Emploi	Total des prestations
<b>Base 2000 des comptes nationaux (2)</b>					
1981	4,8	7,5	2,0	1,6	15,9
1982	4,8	7,8	2,2	1,9	16,6
1983	4,7	7,8	2,3	2,0	16,7
1984	4,8	7,9	2,2	1,8	16,7
1985	4,9	8,2	2,1	1,6	16,7
1986	4,8	8,2	2,0	1,4	16,5
1987	4,7	8,2	1,9	1,4	16,2
1988	4,7	8,3	1,8	1,3	16,1
1989	4,7	8,3	1,8	1,2	16,0
1990	4,7	8,5	1,8	1,2	16,2
1991	4,9	8,8	1,8	1,3	16,7
1992	5,0	9,1	1,7	1,4	17,2
1993	5,1	9,5	1,8	1,6	18,1
1994	5,0	9,6	1,8	1,4	17,9
1995	5,0	9,8	1,8	1,3	17,9
1996	5,0	9,7	1,8	1,4	18,0
1997	5,0	9,9	1,9	1,4	18,1
1998	4,9	9,8	1,8	1,3	17,8
1999	4,9	9,8	1,7	1,3	17,7
2000	5,0	9,6	1,7	1,3	17,5
2001	5,0	9,6	1,7	1,3	17,6
2002	5,2	9,6	1,7	1,5	18,0
2003	5,4	9,6	1,7	1,7	18,4
2004	5,5	9,7	1,7	1,6	18,5
2005	5,5	9,9	1,7	1,5	18,6
2006	5,4	9,9	1,7	1,3	18,3
2007	5,4	10,0	1,6	1,2	18,2
2008	5,4	10,2	1,7	1,1	18,4
2009	5,8	10,9	1,8	1,4	19,8
<b>Base 2005 des comptes nationaux (2)</b>					
2006	5,5	9,9	1,7	1,3	18,4
2007	5,5	10,0	1,6	1,2	18,3
2008	5,5	10,2	1,7	1,2	18,5
2009	5,8	11,0	1,8	1,5	20,0
2010	5,8	11,1	1,7	1,6	20,2

Source : Source : DREES, Comptes de la protection sociale en 2010 ; retraitements DG Trésor.

(1) Ne comprend pas la dotation globale hospitalière, considérée comme une prestation de services sociaux et non comme une prestation sociale.

(2) En base 2000, les comptes de 2008 sont semi-définitifs et ceux de 2009 sont provisoires. En base 2005, les comptes de 2008 et 2009 sont définitifs, ceux de 2010 sont semi-définitifs.

**Note :** Au moment de la publication de ce rapport, les données des Comptes de la Protection Sociale pour 2011, qui servent à la construction de ce tableau n'étaient pas disponibles. Ce tableau est donc réalisé à partir des Comptes de la Protection Sociale de 2010.

Tableau VII.3

## Composition des dépenses relatives à la santé Champ de la protection sociale

(en millions d'euros et en %)

Années	Soins de santé hors pharmacie et hors DGH	Pharmacie	Indemnités journalières	Dotation globale hospi- talière (DGH)	Autres prestations (1)	Total des prestations santé
<b>Base 2000 des comptes nationaux (2)</b>						
<b>Niveau en millions d'euros</b>						
2001	47 704	20 450	12 176	40 946	1 582	122 859
2002	51 744	21 343	13 638	43 336	1 491	131 552
2003	55 426	22 590	14 383	45 865	1 511	139 774
2004	59 003	23 717	14 647	49 238	1 436	148 042
2005	61 836	24 594	14 858	51 330	1 522	154 140
2006	65 021	24 920	14 891	52 731	1 700	159 263
2007	68 362	25 993	15 549	53 816	1 689	165 409
2008	71 861	26 149	16 422	55 557	1 581	171 570
2009	75 862	26 706	16 982	57 221	1 667	178 439
<b>Taux de croissance (en %)</b>						
1991	6,2	7,1	7,3	5,1	0,1	6,0
1992	7,2	6,0	5,9	7,6	6,3	7,0
1993	4,4	6,6	1,5	6,6	8,1	5,2
1994	2,7	1,7	0,0	4,3	6,0	2,9
1995	2,4	5,1	3,8	5,6	2,6	4,0
1996	3,1	6,6	4,2	2,1	4,9	3,3
1997	3,4	2,5	- 0,1	1,1	1,1	2,1
1998	2,3	7,6	4,5	4,0	9,1	3,9
1999	1,6	5,9	4,7	2,4	- 14,4	2,6
2000	5,1	10,5	5,4	3,7	61,6	5,9
2001	4,3	8,9	7,6	4,2	10,8	5,4
2002	8,5	4,4	12,0	5,8	- 5,8	7,1
2003	7,1	5,8	5,5	5,8	1,4	6,2
2004	6,5	5,0	1,8	7,4	- 5,0	5,9
2005	4,8	3,7	1,4	4,2	5,9	4,1
2006	5,2	1,3	0,2	2,7	11,7	3,3
2007	5,1	4,3	4,4	2,1	- 0,7	3,9
2008	5,1	0,6	5,6	3,2	- 6,4	3,7
2009	5,6	2,1	3,4	3,0	5,5	4,0
<b>Base 2005 des comptes nationaux (2) (3)</b>						
<b>Niveau en millions d'euros</b>						
2006	67 076	24 050	15 419	52 147	727	159 420
2007	68 955	25 693	15 980	53 655	707	164 990
2008	72 002	25 571	16 774	55 507	529	170 384
2009	75 781	25 736	17 105	57 720	570	176 912
2010	78 776	26 115	17 880	59 007	501	182 278
<b>Taux de croissance (en %)</b>						
2007	2,8	6,8	3,6	2,9	- 2,7	3,5
2008	4,4	- 0,5	5,0	3,5	- 25,2	3,3
2009	5,2	0,6	2,0	4,0	7,7	3,8
2010	4,0	1,5	4,5	2,2	- 12,1	3,0

Source : DREES, Comptes de la protection sociale en 2010 ; retraitements DG Trésor.

(1) Action sociale, et hébergement des handicapés (médico-social).

(2) En base 2000, les comptes de 2008 sont semi-définitifs et ceux de 2009 sont provisoires. En base 2005, les comptes de 2008 et 2009 sont définitifs, ceux de 2010 sont semi-définitifs.

(3) Le passage en base 2005 a sensiblement modifié les nomenclatures de prestations, ce qui explique la rupture de série entre la base 2000 et la base 2005.

**Note :** Au moment de la publication de ce rapport, les données des Comptes de la Protection Sociale pour 2011, qui servent à la construction de ce tableau n'étaient pas disponibles. Ce tableau est donc réalisé à partir des Comptes de la Protection Sociale de 2010.

Tableau VII.4

## Composition des dépenses relatives à la santé Champ des administrations de sécurité sociale (1)

(en millions d'euros et en %)

Années	Soins de santé hors pharmacie et hors DGH	Pharmacie	Indemnités journalières	Dotation globale hospi- talière (DGH)	Autres prestations (2)	Total des prestations santé
<b>Base 2000 des comptes nationaux (3)</b>						
<b>Niveau en millions d'euros</b>						
2001	39 787	17 006	8 757	40 837	92	106 479
2002	42 912	17 797	9 903	43 222	60	113 895
2003	46 231	18 872	10 503	45 679	51	121 336
2004	49 306	19 795	10 633	49 015	55	128 805
2005	51 216	20 304	10 581	51 112	58	133 272
2006	54 185	20 241	10 591	52 507	55	137 580
2007	56 367	21 110	11 015	53 518	54	142 064
2008	59 361	21 071	11 647	55 202	53	147 334
2009	62 643	21 327	12 108	56 941	52	153 072
<b>Taux de croissance (en %)</b>						
1991	6,2	7,8	9,0	5,1	4,5	6,2
1992	7,6	6,8	5,4	7,5	8,3	7,3
1993	3,7	6,8	0,0	6,6	8,7	4,9
1994	2,0	0,2	- 0,5	4,3	1,2	2,5
1995	2,1	4,6	3,3	5,6	7,9	3,9
1996	3,3	7,1	2,7	2,1	8,7	3,3
1997	2,1	2,4	0,5	1,1	- 0,9	1,6
1998	2,0	7,5	4,3	4,0	5,4	3,7
1999	0,9	6,1	5,2	2,3	- 13,8	2,5
2000	7,7	11,1	8,8	3,5	3,8	6,6
2001	3,6	8,6	7,3	4,4	5,1	5,0
2002	7,9	4,7	13,1	5,8	- 34,7	7,0
2003	7,7	6,0	6,1	5,7	- 15,4	6,5
2004	6,7	4,9	1,2	7,3	7,4	6,2
2005	3,9	2,6	- 0,5	4,3	6,6	3,5
2006	5,8	- 0,3	0,1	2,7	- 5,0	3,2
2007	4,0	4,3	4,0	1,9	- 2,6	3,3
2008	5,3	- 0,2	5,7	3,1	- 2,0	3,7
2009	5,5	1,2	4,0	3,2	- 1,3	3,9
<b>Base 2005 des comptes nationaux (3) (4)</b>						
<b>Niveau en millions d'euros</b>						
2006	48 733	24 050	10 737	52 046	726	136 291
2007	50 175	25 693	11 092	53 550	706	141 217
2008	52 684	25 571	11 686	55 400	526	145 868
2009	55 517	25 736	11 959	57 607	567	151 386
2010	58 003	26 115	12 484	58 903	501	156 004
<b>Taux de croissance (en %)</b>						
2007	3,0	6,8	3,3	2,9	- 2,7	3,6
2008	5,0	- 0,5	5,4	3,5	- 25,5	3,3
2009	5,4	0,6	2,3	4,0	7,7	3,8
2010	4,5	1,5	4,4	2,2	- 11,6	3,1

Source : DREES, Comptes de la protection sociale en 2010 ; retraitements DG Trésor.

(1) Les administrations de sécurité sociale font partie du champ de la protection sociale, à côté des régimes directs et des régimes d'employeurs.

(2) Action sociale, et hébergement des handicapés (médico-social).

(3) En base 2000, les comptes de 2008 sont semi-définitifs et ceux de 2009 sont provisoires. En base 2005, les comptes de 2008 et 2009 sont définitifs, ceux de 2010 sont semi-définitifs.

(4) Le passage en base 2005 a sensiblement modifié les nomenclatures de prestations, ce qui explique la rupture de série entre la base 2000 et la base 2005.

**Note :** Au moment de la publication de ce rapport, les données des Comptes de la Protection Sociale pour 2011, qui servent à la construction de ce tableau n'étaient pas disponibles. Ce tableau est donc réalisé à partir des Comptes de la Protection Sociale de 2010.

## Barèmes des principaux minima sociaux pour une personne seule (en moyenne annuelle)

(en euros et en %)

Années	Revenu minimum d'insertion (RMI), puis Revenu de solidarité active (RSA) socle non majoré (1)	Allocation de solidarité spécifique (ASS)	Allocation adulte handicapé (AAH) (2)	Minimum vieillesse (2) (3)
<b>Barème mensuel en moyenne annuelle (en €)</b>				
2011	467	468	728	734
<b>Taux de croissance annuel moyen (en %)</b>				
1991	3,2	2,1	2,8	2,8
1992	1,8	2,3	2,3	2,3
1993	3,1	2,3	2,2	2,2
1994	2,0	0,6	2,0	2,0
1995	1,2	0,8	2,6	2,6
1996	2,1	0,0	3,5	3,5
1997	1,2	1,0	1,2	1,2
1998	1,1	7,1	1,1	1,1
1999	3,0	3,0	2,0	2,0
2000	2,0	2,1	1,0	1,0
2001	2,2	2,2	2,2	2,2
2002	2,0	2,0	2,2	2,2
2003	1,5	1,5	1,5	1,5
2004	1,5	1,5	1,7	1,7
2005	1,8	1,7	2,0	2,0
2006	1,8	1,8	1,8	1,8
2007	1,8	1,8	1,8	1,8
2008	1,6	1,6	2,4	1,4
2009	1,5	1,5	4,4	5,8
2010	1,2	1,2	4,4	5,2
2011	1,5	1,4	4,3	4,7

Source : DREES, retraitement DG Trésor.

(1) Le RSA a été mis en place au 1er juin 2009. Il comporte deux volets : une partie « socle » correspondant aux anciens revenu minimum d'insertion (RMI) et allocation de parent isolé (API) et une partie « activité », nouvelle, versée aux personnes qui travaillent et ont des revenus modestes. Le RSA socle est majoré lorsqu'il est versé à un foyer anciennement éligible à l'API.

(2) L'AAH et le minimum vieillesse font l'objet d'un plan de spécial de revalorisation de 25% entre 2007 et 2012.

(3) L'Allocation de Solidarité aux Personnes Âgées (ASPA) se substitue à l'Allocation aux Vieux Travailleurs Salariés (AVTS) et à l'Allocation Supplémentaire Vieillesse (ASV) pour les nouveaux entrants dans ce dispositif à partir de janvier 2007.

Tableau VII.6

## Effectifs d'allocataires des principaux minima sociaux

(au 31 décembre, en milliers de personnes et en %)

Années	Revenu minimum d'insertion (RMI) et Allocation de Parent Isolé (API), Revenu de solidarité active (RSA) socle et Revenu de Solidarité (RSO) (1)	Allocation de solidarité spécifique (ASS) (2)	Allocation adulte handicapé (AAH) (3)	Minimum vieillesse (4)
<b>Nombre d'allocataires (en milliers)</b>				
2000	1 267	447	711	766
2001	1 255	414	733	723
2002	1 279	395	751	668
2003	1 342	373	766	634
2004	1 444	370	786	622
2005	1 506	402	801	609
2006	1 507	393	804	599
2007	1 390	349	813	586
2008	1 355	324	849	575
2009	1 496	348	883	583
2010	1 557	355	915	576
2011	1 601	376	957	ND
<b>Taux de croissance annuel (en %)</b>				
1991	11,0	4,2	2,6	- 4,3
1992	12,3	- 2,4	2,9	- 5,4
1993	15,2	15,6	2,4	- 3,4
1994	12,0	14,8	2,7	- 2,0
1995	3,5	7,0	2,7	- 5,0
1996	5,7	5,6	2,7	- 4,7
1997	5,0	- 6,4	2,8	- 6,0
1998	3,6	0,4	3,1	- 5,1
1999	3,0	- 2,5	3,8	- 3,9
2000	- 3,5	- 9,0	2,5	- 5,2
2001	- 1,0	- 7,5	3,1	- 5,6
2002	2,0	- 4,6	2,5	- 7,6
2003	4,9	- 5,5	2,0	- 5,1
2004	7,7	- 0,9	2,6	- 2,0
2005	4,3	8,6	1,9	- 2,0
2006	0,1	- 2,1	0,4	- 1,8
2007	- 7,8	- 11,3	1,1	- 2,2
2008	- 2,5	- 7,1	4,4	- 1,8
2009	10,4	7,4	4,1	1,4
2010	4,1	2,1	3,6	- 1,2
2011	2,8	5,7	4,6	ND

Sources : DREES; UNEDIC; CNAF; retraitements DG Trésor.

(1) Données tous régimes France entière. Depuis le 1er juin 2009, le RSA se substitue en France métropolitaine au RMI, à l'API et aux dispositifs d'intéressement associés. Depuis le 1er septembre 2010, le champ du RSA est élargi aux moins de 25 ans (sous conditions d'activité préalable). Depuis le 1er janvier 2011, le RSA est étendu aux départements d'outre-mer.

(2) Données France métropolitaine jusqu'en 1999, puis France entière. Les taux d'évolution sont calculés sur le champ France métropolitaine jusqu'en 1999 inclus, sur le champ France entière au-delà. Données provisoires pour 2011.

(3) Données France entière.

(4) Données France entière. À partir de janvier 2007, l'Allocation de Solidarité aux Personnes Âgées (ASPA) se substitue à l'Allocation aux Vieux Travailleurs Salariés (AVTS) et à l'Allocation Supplémentaire Vieillesse (ASV) pour les nouveaux entrants dans ce dispositif.

## VIII. Situation des entreprises

### VIII.1 Situation des sociétés non financières

### VIII.2 Ratios caractéristiques des entreprises non financières

### VIII.3 Situation des sociétés financières

### VIII.4 Ratios caractéristiques des sociétés financières

#### Définitions

**EI** : Entreprises Individuelles.

**SNF** : Sociétés Non Financières.

**ENF** : Entreprises Non Financières (Sociétés et entreprises individuelles non financières).



Tableau VIII.1

## Situation des sociétés non financières

(en milliards d'euros et en points de PIB)

Années	Compte d'exploitation				Compte de revenu				Compte de capital			
	Valeur ajoutée	Rémunération des salariés	Impôts nets de subventions	Excédent brut d'exploitation (1)	Revenus nets de la propriété	Impôts sur le revenu	Autres ressources nettes (2)	Épargne (3)	Formation brute de capital fixe	Variations de stocks	Autres ressources nettes (4)	Capacité de financement (5)
Niveau en milliards d'euros												
2011	1004,1	680,5	36,3	287,3	- 95,4	33,0	- 23,0	136,0	202,3	10,6	11,7	- 65,2
En points de PIB												
1965	44,0	31,2	1,2	11,7	- 3,4	1,5	- 1,6	5,2	9,9	0,7	0,8	- 4,6
1966	44,0	31,0	1,2	11,8	- 3,4	1,3	- 1,6	5,4	10,0	1,1	1,2	- 4,5
1967	44,1	31,0	1,1	12,0	- 3,5	1,4	- 1,5	5,6	10,2	1,0	1,1	- 4,5
1968	44,3	31,5	1,1	11,8	- 3,6	1,3	- 1,7	5,2	9,8	0,5	1,1	- 4,0
1969	44,6	31,6	0,1	12,8	- 4,0	1,4	- 1,8	5,7	10,0	1,9	1,1	- 5,1
1970	45,6	32,2	0,1	13,2	- 4,2	1,7	- 1,8	5,5	10,0	2,0	1,0	- 5,5
1971	46,3	32,7	0,1	13,5	- 4,3	1,5	- 1,8	6,0	10,1	1,2	0,8	- 4,6
1972	46,1	32,8	0,1	13,2	- 4,2	1,5	- 1,8	5,6	10,2	0,8	0,9	- 4,5
1973	47,5	33,1	0,5	13,8	- 4,4	1,6	- 1,9	5,9	10,3	1,6	1,0	- 5,0
1974	47,7	34,0	0,1	13,5	- 5,1	2,0	- 1,9	4,5	10,3	2,0	0,9	- 7,0
1975	47,8	35,4	0,5	12,0	- 4,8	1,3	- 1,8	4,1	9,4	- 0,7	1,1	- 3,6
1976	47,9	35,5	0,6	11,9	- 4,4	1,7	- 1,8	3,9	9,4	1,2	1,6	- 5,2
1977	48,8	35,7	0,6	12,6	- 4,6	1,7	- 1,8	4,4	9,3	1,4	0,9	- 5,3
1978	47,9	35,3	0,9	11,7	- 4,4	1,4	- 1,8	4,2	9,1	0,4	0,8	- 4,5
1979	47,7	35,2	0,9	11,6	- 4,4	1,5	- 1,7	4,0	8,9	0,9	0,8	- 5,0
1980	47,7	35,7	0,8	11,3	- 4,5	1,6	- 1,7	3,4	9,5	0,9	0,7	- 6,3
1981	47,8	35,9	0,9	11,1	- 5,3	1,6	- 1,7	2,5	9,2	- 0,5	0,7	- 5,5
1982	47,3	35,5	0,9	10,9	- 5,3	1,4	- 1,7	2,6	9,1	0,4	0,8	- 6,1
1983	47,0	35,1	0,7	11,2	- 5,4	1,3	- 1,6	2,8	8,5	- 0,3	0,7	- 4,7
1984	46,9	34,4	0,6	11,9	- 5,2	1,3	- 1,6	3,8	8,1	- 0,2	0,8	- 3,4
1985	47,0	33,9	0,7	12,4	- 5,1	1,4	- 1,5	4,4	8,3	- 0,1	0,6	- 3,2
1986	48,1	33,1	0,6	14,4	- 4,6	1,6	- 1,5	6,8	8,5	0,4	0,7	- 1,4
1987	48,6	33,1	0,8	14,7	- 4,7	1,7	- 1,4	6,9	8,8	0,3	0,6	- 1,6
1988	49,3	32,6	0,9	15,7	- 4,5	1,8	- 1,4	8,0	9,2	0,5	0,5	- 1,2
1989	49,2	32,4	1,0	15,8	- 5,0	1,9	- 1,3	7,6	9,6	0,9	0,6	- 2,3
1990	49,8	33,0	1,2	15,6	- 5,3	1,7	- 1,3	7,2	9,9	0,8	0,7	- 2,8
1991	49,9	33,2	1,2	15,4	- 5,3	1,5	- 1,3	7,3	10,0	0,2	0,7	- 2,3
1992	50,0	33,2	1,4	15,4	- 5,2	1,1	- 1,3	7,8	9,4	- 0,2	0,9	- 0,4
1993	49,0	32,8	1,5	14,7	- 5,3	1,1	- 1,3	7,0	8,4	- 1,1	1,6	1,2
1994	48,6	32,3	1,6	14,6	- 5,3	1,2	- 1,1	7,0	8,3	- 0,2	0,8	- 0,2
1995	49,1	32,2	1,8	15,1	- 5,9	1,5	- 1,1	6,7	8,2	0,2	0,7	- 1,1
1996	48,4	32,1	1,9	14,4	- 4,8	1,5	- 1,1	7,1	8,2	- 0,4	0,9	0,2
1997	49,0	32,0	2,1	14,9	- 4,9	1,6	- 1,1	7,4	8,0	0,0	0,7	0,1
1998	49,7	31,9	2,0	15,8	- 4,6	1,7	- 1,1	8,3	8,4	0,6	0,8	0,1
1999	49,7	32,4	2,1	15,3	- 3,3	2,0	- 1,1	8,9	9,0	0,4	1,1	0,6
2000	50,1	32,6	2,1	15,4	- 3,9	2,0	- 1,2	8,3	9,5	0,9	0,5	- 1,5
2001	50,5	33,0	1,9	15,6	- 3,5	2,3	- 1,2	8,6	9,6	0,5	0,6	- 0,8
2002	50,5	33,3	2,0	15,2	- 4,3	1,9	- 1,1	8,0	9,1	0,1	0,5	- 0,7
2003	50,6	33,3	1,9	15,4	- 4,5	1,6	- 1,0	8,2	8,8	0,0	0,0	- 0,7
2004	50,7	33,2	2,0	15,5	- 4,8	1,7	- 1,1	7,9	9,0	0,2	0,6	- 0,7
2005	50,8	33,2	2,1	15,5	- 4,7	1,9	- 1,1	7,8	9,2	0,5	0,1	- 1,8
2006	50,7	33,3	1,8	15,7	- 4,5	2,3	- 1,2	7,7	9,5	0,7	0,3	- 2,2
2007	51,2	33,1	1,9	16,2	- 4,3	2,3	- 1,2	8,5	10,1	0,9	0,6	- 2,0
2008	51,5	33,4	1,9	16,2	- 5,3	2,4	- 1,3	7,2	10,4	0,5	0,7	- 3,0
2009	50,6	33,8	2,1	14,7	- 5,6	0,9	- 1,2	7,0	9,2	- 0,6	0,8	- 0,8
2010	50,4	33,7	1,6	15,2	- 4,7	1,4	- 1,2	7,9	9,7	- 0,2	0,7	- 0,9
2011	50,3	34,1	1,8	14,4	- 4,8	1,7	- 1,2	6,8	10,1	0,5	0,6	- 3,3

Source : Insee, base 2005 des comptes nationaux.

(1) Excédent brut d'exploitation = Valeur ajoutée - Rémunération des salariés - impôts nets de subventions.

(2) Solde net des autres opérations du compte de revenu : cotisations sociales (D61), prestations d'assurance sociale directes d'employeurs (D623), transferts courants divers (D7).

(3) Épargne = Excédent brut d'exploitation + Revenus nets de la propriété - Impôts sur le revenu + Autres ressources du compte de revenu.

(4) Solde net des autres opérations du compte de capital : transferts en capital (D9) et actifs corporels et incorporels non produits.

(5) Capacité de financement = Épargne - Formation brute de capital fixe - Variations de stocks + Autres ressources nettes du compte de capital.

Tableau VIII.2

## Ratios caractéristiques des entreprises non financières : ENF (Sociétés et entreprises individuelles non financières)

(en %)

Années	ENF		Sociétés non financières					Entreprises individuelles non financières	
	Taux de marge (1)	Taux d'investissement (2)	Taux de marge (3)	Taux d'épargne (4)	Taux d'investissement (2)	Taux d'autofinancement (5)	Ratio d'insolvabilité (6)	Part dans la valeur ajoutée des ENF	Part dans l'EBE des ENF
1965	44,4	18,0	26,5	11,8	22,5	52,5	12,6	33,4	60,3
1966	44,5	18,3	26,9	12,4	22,7	54,4	13,0	33,4	59,8
1967	44,7	18,6	27,2	12,7	23,1	55,2	12,5	33,3	59,4
1968	43,4	18,1	26,6	11,7	22,1	52,7	14,7	32,6	58,8
1969	44,0	18,7	28,7	12,7	22,5	56,5	15,8	30,8	54,9
1970	43,8	18,2	29,0	12,0	21,9	54,8	18,0	29,7	53,4
1971	43,2	18,7	29,3	12,9	21,9	58,9	18,2	28,5	51,6
1972	43,2	18,8	28,7	12,3	22,1	55,5	18,5	28,6	52,6
1973	42,6	18,7	29,1	12,4	21,6	57,4	20,0	27,1	50,3
1974	41,2	19,1	28,4	9,4	21,7	43,6	25,0	25,6	48,7
1975	37,9	17,4	25,0	8,5	19,6	43,3	25,8	24,9	50,5
1976	37,1	17,6	24,7	8,1	19,6	41,1	25,7	23,8	49,2
1977	37,5	17,0	25,8	9,1	19,1	47,5	25,3	23,2	47,2
1978	36,9	16,8	24,5	8,7	18,9	46,1	25,5	23,9	49,5
1979	36,4	16,8	24,3	8,3	18,7	44,5	25,1	23,4	48,7
1980	35,5	17,8	23,6	7,2	19,9	36,2	27,4	23,0	48,8
1981	34,6	17,5	23,1	5,2	19,3	27,0	33,8	21,9	47,9
1982	34,7	17,4	23,1	5,5	19,2	28,6	34,4	22,0	48,1
1983	35,2	16,4	23,8	5,9	18,1	32,8	33,4	21,7	47,2
1984	36,0	15,9	25,3	8,0	17,3	46,3	31,2	21,0	44,3
1985	36,7	16,0	26,4	9,3	17,6	53,0	27,5	20,7	43,0
1986	39,2	16,2	30,0	14,1	17,6	80,1	20,0	19,8	38,7
1987	38,9	16,9	30,2	14,2	18,1	78,5	17,9	18,8	37,1
1988	39,9	17,5	31,9	16,2	18,7	86,5	17,3	18,0	34,4
1989	40,3	18,1	32,0	15,3	19,4	78,9	18,1	18,3	35,1
1990	39,4	18,5	31,3	14,5	20,0	72,6	19,7	17,9	34,9
1991	38,9	18,4	30,9	14,6	20,1	72,4	19,3	17,3	34,2
1992	38,6	17,3	30,8	15,6	18,8	83,2	21,5	16,7	33,5
1993	37,8	16,0	30,0	14,3	17,2	83,0	22,7	16,2	33,5
1994	37,9	16,0	30,1	14,5	17,0	85,2	21,6	16,0	33,3
1995	38,4	15,8	30,8	13,6	16,7	81,3	19,4	15,7	32,4
1996	37,7	15,7	29,8	14,6	16,9	86,3	15,4	15,5	33,2
1997	37,9	15,4	30,5	15,0	16,3	91,8	14,3	14,6	31,3
1998	38,9	15,9	31,7	16,7	16,9	98,8	11,3	14,3	30,0
1999	38,1	16,9	30,7	17,8	18,0	99,0	7,2	14,3	30,8
2000	37,9	17,6	30,7	16,6	18,9	87,9	6,8	14,0	30,3
2001	38,2	17,6	30,8	17,1	19,0	89,9	5,6	14,1	30,8
2002	37,6	16,7	30,1	15,8	18,0	87,7	3,8	14,0	31,0
2003	37,6	16,4	30,4	16,3	17,5	93,2	6,7	13,5	30,1
2004	37,6	16,5	30,6	15,6	17,7	88,1	8,5	13,3	29,6
2005	37,4	16,9	30,5	15,3	18,1	84,6	6,1	12,9	29,0
2006	37,8	17,4	30,9	15,2	18,7	81,6	6,2	12,6	28,6
2007	38,4	18,4	31,7	16,5	19,7	83,8	5,4	12,4	27,6
2008	38,1	18,9	31,5	14,0	20,2	69,3	8,0	12,2	27,4
2009	35,8	17,1	29,1	13,8	18,3	75,7	9,9	11,9	28,4
2010	36,7	17,9	30,1	15,7	19,2	81,8	6,3	11,9	27,7
2011	35,3	18,7	28,6	13,5	20,1	67,2	4,3	11,8	28,6

Source : Insee base 2005 des comptes nationaux.

(1) Excédent brut d'exploitation et Revenu mixte/Valeur ajoutée brute.

(2) Formation brute de capital fixe / Valeur ajoutée brute.

(3) Excédent brut d'exploitation / Valeur ajoutée brute.

(4) Épargne brute / Valeur ajoutée brute.

(5) Épargne brute / Formation brute de capital fixe.

(6) Solde des intérêts reçus et versés par les SNF, rapporté à l'excédent brut d'exploitation.

Tableau VIII.3

## Situation des sociétés financières

Années	Compte d'exploitation				Compte de revenu				Compte de capital			
	Valeur ajoutée	Rémunération des salariés	Impôts nets de subventions	Excédent brut d'exploitation (1)	Revenus nets de la propriété	Impôts sur le revenu	Autres ressources nettes (2)	Épargne (3)	Formation brute de capital fixe	Variations de stocks	Autres ressources nettes (4)	Capacité de financement (5)
Niveau en milliards d'euros												
2011	88,1	52,0	6,3	29,8	27,1	12,7	- 1,6	42,6	13,5	0,0	- 0,4	28,7
En points de PIB												
1965	2,9	1,3	0,2	1,4	0,3	0,3	0,0	1,4	0,3	0,0	0,0	1,1
1966	2,9	1,4	0,2	1,3	0,3	0,2	0,0	1,4	0,3	0,0	0,1	1,1
1967	3,0	1,5	0,2	1,3	0,3	0,3	- 0,1	1,3	0,3	0,0	0,0	1,0
1968	3,2	1,6	0,2	1,4	0,4	0,3	- 0,1	1,5	0,4	0,0	0,0	1,2
1969	3,6	1,6	0,2	1,8	0,4	0,4	- 0,1	1,7	0,3	0,0	0,0	1,4
1970	3,7	1,7	0,2	1,7	0,3	0,5	0,0	1,5	0,4	0,0	0,0	1,1
1971	4,0	1,8	0,2	1,9	- 0,1	0,6	- 0,1	1,2	0,4	0,0	0,1	0,9
1972	4,0	1,9	0,2	1,9	- 0,2	0,6	- 0,1	1,0	0,4	0,0	0,1	0,7
1973	4,4	2,0	0,2	2,2	- 0,1	0,5	0,0	1,5	0,4	0,0	0,0	1,1
1974	5,0	2,1	0,2	2,7	- 0,2	0,9	0,0	1,5	0,5	0,0	0,1	1,1
1975	4,7	2,3	0,2	2,1	- 0,3	0,7	0,0	1,1	0,4	0,0	0,1	0,8
1976	4,6	2,4	0,2	2,0	- 0,2	0,5	0,0	1,4	0,4	0,0	0,1	1,1
1977	4,1	2,4	0,2	1,5	0,3	0,4	0,1	1,5	0,4	0,0	0,1	1,2
1978	4,0	2,4	0,2	1,4	0,4	0,4	0,0	1,3	0,4	0,0	0,1	1,0
1979	4,0	2,4	0,2	1,4	0,5	0,4	0,0	1,4	0,4	0,0	0,1	1,1
1980	4,3	2,5	0,2	1,6	0,6	0,5	0,0	1,7	0,4	0,0	0,1	1,4
1981	4,6	2,6	0,2	1,7	0,6	0,6	0,0	1,8	0,4	0,0	0,1	1,4
1982	4,6	2,7	0,3	1,7	0,4	0,8	0,0	1,3	0,4	0,0	0,1	1,0
1983	5,0	2,6	0,3	2,1	0,2	0,6	0,0	1,7	0,4	0,0	0,1	1,4
1984	5,3	2,6	0,3	2,3	0,0	0,6	0,0	1,8	0,5	0,0	0,1	1,4
1985	5,4	2,7	0,3	2,5	0,0	0,6	0,0	1,9	0,5	0,0	0,1	1,6
1986	5,4	2,6	0,2	2,6	0,1	0,6	0,0	2,1	0,5	0,0	0,1	1,7
1987	5,3	2,6	0,2	2,5	0,2	0,6	0,0	2,1	0,5	0,0	0,1	1,6
1988	5,4	2,5	0,3	2,6	0,2	0,6	0,0	2,3	0,6	0,0	0,1	1,8
1989	5,8	2,5	0,3	3,1	- 0,1	0,6	0,0	2,4	0,5	0,0	0,1	2,0
1990	5,4	2,4	0,3	2,7	0,1	0,5	0,0	2,3	0,6	0,0	0,1	1,8
1991	5,4	2,5	0,3	2,6	- 0,3	0,5	0,0	1,8	0,6	0,0	0,0	1,2
1992	5,1	2,5	0,3	2,3	- 0,1	0,4	0,0	1,8	0,6	0,0	0,1	1,3
1993	5,5	2,6	0,3	2,6	- 0,2	0,4	0,0	2,0	0,6	0,0	0,0	1,5
1994	5,2	2,5	0,3	2,4	0,3	0,4	- 0,1	2,2	0,4	0,0	0,0	1,9
1995	4,6	2,5	0,3	1,8	0,6	0,2	0,1	2,1	0,5	0,0	0,6	2,3
1996	4,5	2,6	0,3	1,6	0,4	0,5	- 0,1	1,4	0,5	0,0	0,1	0,9
1997	4,3	2,5	0,3	1,4	0,9	0,6	- 0,1	1,7	0,6	0,0	0,0	1,1
1998	4,1	2,5	0,3	1,3	0,6	0,5	0,0	1,3	0,7	0,0	0,0	0,7
1999	4,3	2,5	0,3	1,4	0,3	0,5	0,0	1,1	0,7	0,0	- 0,4	0,0
2000	4,6	2,5	0,3	1,8	0,4	0,7	- 0,1	1,5	0,8	0,0	- 0,2	0,4
2001	4,1	2,5	0,3	1,3	- 0,1	0,6	- 0,1	0,4	0,8	0,0	0,0	- 0,3
2002	4,1	2,5	0,3	1,3	0,1	0,6	- 0,2	0,6	0,7	0,0	0,0	0,0
2003	4,2	2,5	0,3	1,4	0,5	0,4	- 0,1	1,4	0,8	0,0	0,0	0,7
2004	4,1	2,5	0,3	1,3	0,8	0,6	- 0,1	1,4	0,8	0,0	0,0	0,7
2005	4,0	2,6	0,3	1,1	1,2	0,4	- 0,2	1,7	0,7	0,0	- 0,1	1,0
2006	4,1	2,6	0,3	1,2	0,9	0,6	- 0,2	1,3	0,8	0,0	0,1	0,6
2007	4,0	2,6	0,3	1,1	0,6	0,6	- 0,1	1,0	0,8	0,0	0,0	0,2
2008	3,5	2,5	0,3	0,7	1,7	0,3	- 0,1	2,0	0,8	0,0	0,0	1,2
2009	4,3	2,7	0,3	1,3	1,6	0,3	- 0,1	2,5	0,7	0,0	- 0,1	1,7
2010	4,5	2,7	0,3	1,6	1,1	0,5	- 0,1	2,1	0,6	0,0	0,0	1,4
2011	4,4	2,6	0,3	1,5	1,4	0,6	- 0,1	2,1	0,7	0,0	0,0	1,4

Source : Insee, base 2005 des comptes nationaux.

(1) Excédent brut d'exploitation = Valeur ajoutée - Rémunération des salariés - impôts nets de subventions.

(2) Solde net des autres opérations du compte de revenu : cotisations sociales (D61), prestations d'assurance sociale directes d'employeurs (D623), transferts courants divers (D7).

(3) Épargne = Excédent brut d'exploitation + Revenus nets de la propriété - Impôts sur le revenu + Autres ressources du compte de revenu.

(4) Solde net des autres opérations du compte de capital : transferts en capital (D9) et actifs corporels et incorporels non produits.

(5) Capacité de financement = Épargne - Formation brute de capital fixe - Variations de stocks + Autres ressources nettes du compte de capital.

Tableau VIII.4

## Ratios caractéristiques des sociétés financières (\*)

(en %)

Années	Sociétés financières				Institutions financières				Sociétés d'assurance et fonds de pension			
	Taux de marge (1)	Taux d'épargne (2)	Taux d'investissement (3)	Taux d'autofinancement (4)	Taux de marge (1)	Taux d'épargne (2)	Taux d'investissement (3)	Taux d'autofinancement (4)	Taux de marge (1)	Taux d'épargne (2)	Taux d'investissement (3)	Taux d'autofinancement (4)
1965	48,8	46,8	10,9	429,3	43,1	40,0	12,3	326,5	65,7	63,3	6,7	939,7
1966	46,3	47,6	11,2	425,7	38,6	40,3	13,0	311,2	66,9	63,8	6,2	1025,6
1967	44,7	44,6	11,0	404,5	37,4	38,7	12,7	304,3	65,2	59,1	6,1	973,1
1968	44,9	46,3	10,9	423,9	38,5	42,7	12,1	354,2	66,1	56,7	6,8	838,1
1969	49,4	47,3	9,6	494,4	46,5	47,0	10,3	455,7	63,0	52,4	6,1	856,1
1970	47,2	39,6	10,3	382,9	44,7	37,4	11,5	325,3	59,5	53,7	5,4	995,1
1971	48,8	30,7	8,8	347,6	48,6	29,0	9,3	310,4	54,3	45,3	5,7	799,7
1972	47,5	25,6	10,0	256,6	44,9	20,1	10,8	186,7	60,0	50,7	6,3	807,5
1973	49,8	35,0	9,9	353,4	48,0	31,4	10,7	294,1	60,4	58,5	6,0	967,6
1974	53,2	30,0	9,4	318,0	54,9	28,3	9,3	303,3	49,4	58,1	8,4	688,4
1975	45,5	24,4	9,2	264,9	45,5	22,5	9,0	249,5	50,9	49,1	8,6	570,9
1976	43,9	29,4	8,0	366,1	43,6	23,1	7,6	305,1	50,7	70,3	8,7	805,2
1977	37,3	36,6	9,8	371,5	34,6	31,5	9,3	336,8	52,3	68,3	10,4	656,4
1978	34,1	33,2	9,5	350,4	32,6	32,1	9,6	334,6	45,5	52,3	7,9	664,0
1979	33,9	35,9	10,3	349,9	34,4	38,1	10,0	380,2	38,6	46,7	9,8	474,9
1980	36,1	38,8	8,7	447,5	37,6	41,6	8,4	495,4	36,8	46,5	8,5	544,9
1981	38,0	38,7	8,8	441,0	40,4	41,5	8,1	515,5	34,6	49,9	10,8	461,8
1982	36,5	27,9	8,5	328,7	40,5	31,1	7,7	402,2	21,9	39,6	11,1	358,2
1983	42,2	33,3	7,9	420,0	45,6	36,7	7,5	490,7	31,1	45,6	8,9	512,8
1984	44,4	33,6	8,8	380,7	48,1	36,8	8,3	441,4	32,1	46,9	9,9	475,9
1985	45,9	35,9	8,7	412,0	49,9	39,6	8,1	490,3	28,9	45,5	11,1	410,3
1986	48,3	39,3	9,4	419,3	50,5	39,8	8,7	457,5	45,2	61,1	11,7	523,3
1987	46,8	39,5	10,0	395,0	48,3	41,5	9,8	424,4	46,8	52,0	9,8	531,3
1988	48,0	42,0	10,5	398,9	50,1	45,7	10,4	438,7	43,4	39,1	10,1	388,8
1989	52,9	42,0	9,3	451,7	56,5	45,0	8,6	522,9	42,8	39,8	11,8	336,8
1990	49,6	42,6	10,6	402,6	54,3	48,5	9,3	523,5	25,7	22,6	18,3	123,4
1991	48,3	33,8	11,5	293,7	53,9	38,7	10,8	359,6	19,8	15,5	15,4	101,1
1992	45,6	34,6	11,0	314,0	51,5	40,0	10,5	380,2	15,6	21,2	13,9	153,3
1993	47,0	36,1	10,2	353,2	53,0	41,8	10,3	407,4	15,0	28,2	10,0	281,2
1994	46,1	42,6	8,0	532,0	50,6	51,1	8,9	575,7	29,6	28,0	4,3	643,8
1995	37,9	46,0	10,4	442,2	42,9	54,9	9,9	553,6	21,7	36,2	9,2	392,0
1996	35,9	30,1	11,6	260,0	41,1	37,2	11,4	326,1	19,7	15,7	10,0	156,5
1997	32,8	39,4	13,7	287,9	36,3	46,1	13,4	344,9	23,2	27,0	14,2	190,6
1998	31,0	31,8	16,2	195,6	37,3	41,8	16,3	256,2	9,7	14,1	13,6	103,9
1999	33,0	26,7	16,8	159,0	36,2	26,0	18,0	144,5	24,7	11,1	11,0	100,9
2000	38,2	31,5	17,3	181,7	41,9	32,7	19,5	167,9	27,2	11,5	9,8	117,5
2001	31,7	10,5	18,5	56,6	37,5	15,5	20,7	75,1	9,7	- 30,7	10,7	- 286,1
2002	32,4	15,4	16,6	92,7	36,8	27,2	18,2	149,2	23,3	- 7,7	11,4	- 67,7
2003	34,1	33,9	17,7	191,6	32,6	53,8	20,9	256,9	39,8	28,7	9,2	311,7
2004	31,9	33,6	18,4	183,1	27,8	34,1	21,9	155,8	41,1	16,1	10,1	160,5
2005	28,3	43,4	17,7	244,6	21,7	46,0	21,8	211,3	40,1	16,5	8,6	192,0
2006	28,4	32,2	20,4	158,0	20,9	34,8	26,7	130,0	40,4	5,9	8,9	65,7
2007	27,2	25,0	19,1	131,0	22,5	23,4	24,7	94,9	32,8	10,7	9,1	117,8
2008	20,8	55,7	23,2	240,0	16,1	80,5	30,3	266,0	26,5	- 3,1	11,0	- 28,1
2009	30,1	59,0	17,4	340,0	32,7	70,0	19,2	364,3	19,1	15,5	13,8	112,3
2010	34,6	45,9	14,0	328,9	40,0	51,1	15,5	330,0	18,2	17,9	9,5	188,1
2011	33,8	48,4	15,4	314,6	38,4	51,7	17,8	289,6	20,0	29,8	8,7	343,2

Source : Insee, base 2005 des comptes nationaux.

(1) Excédent brut d'exploitation/Valeur ajoutée brute.

(2) Épargne brute/Valeur ajoutée brute.

(3) Formation brute de capital fixe/Valeur ajoutée brute.

(4) Épargne brute/Formation brute de capital fixe.

(\*) Le secteur institutionnel des sociétés financières (S12) comprend toutes les unités institutionnelles résidentes engagées principalement dans l'activité d'intermédiation financière ou exerçant des activités étroitement liées à cette intermédiation (auxiliaires financiers). Il comprend :

- Les institutions financières (S12A) dont l'activité principale consiste à créer, collecter et redistribuer des moyens de financement sous leur propre responsabilité, (Banque de France, Banques et sociétés financières, OPCVM monétaires, Institutions financières diverses et assimilées, OPCVM non monétaires) ;
- Les sociétés d'assurance et fonds de pension (S125) qui ont pour fonction principale de fournir des services de mutualisation des risques et (la plupart du temps) en assument les risques financiers ;
- Les auxiliaires financiers (S124) : ces unités jouent le rôle d'intermédiaires supplémentaires d'une des deux catégories précédentes.



## IX. Situation des ménages

**IX.1 Contributions à la croissance du revenu disponible brut des ménages en pouvoir d'achat**

**IX.2 Pouvoir d'achat du revenu disponible brut et du revenu arbitral par unité de consommation**

**IX.3 Consommation et taux d'épargne des ménages**

**IX.4 Actifs financiers des ménages - Créances**

**IX.5 Actifs financiers des ménages - Dettes et solde**

Tableau IX.1

## Contributions à la croissance du revenu disponible brut des ménages\* en pouvoir d'achat (1)

(En points de RDB et en taux de croissance en %)

Années	Revenus d'activité dont :			+ Transferts et autres postes nets dont :						=
	Totaux	Salaires bruts	EBE et revenu mixte	Totaux	Prestations sociales	Impôts et cotisations			Intérêts, dividendes et divers nets	Revenu disponible brut en pouvoir d'achat
						Totaux	dont :			
							Cotisations sociales	Impôts		
1965	3,9	2,4	1,5	0,7	1,3	- 0,9	- 0,3	- 0,5	0,2	4,6
1966	4,3	2,5	1,9	0,5	1,1	- 0,8	- 0,4	- 0,4	0,2	4,8
1967	4,2	2,2	2,0	1,3	1,1	- 0,4	- 0,4	0,1	0,6	5,5
1968	4,1	3,7	0,5	0,3	1,4	- 1,3	- 0,4	- 1,0	0,2	4,4
1969	4,0	3,6	0,5	0,6	1,2	- 1,1	- 0,5	- 0,5	0,5	4,7
1970	5,9	4,6	1,4	1,1	1,0	- 0,3	- 0,2	- 0,1	0,5	7,1
1971	4,1	3,8	0,2	1,3	1,1	- 0,4	- 0,4	0,0	0,6	5,3
1972	5,0	3,1	1,9	0,7	1,3	- 1,1	- 0,6	- 0,5	0,5	5,7
1973	5,2	4,3	0,9	1,0	1,5	- 0,7	- 0,5	- 0,2	0,2	6,2
1974	2,3	2,9	- 0,6	2,1	0,8	- 0,6	- 0,3	- 0,3	1,9	4,3
1975	1,2	2,5	- 1,3	1,5	2,6	- 1,0	- 0,6	- 0,4	- 0,1	2,7
1976	3,2	3,2	0,1	- 0,9	1,1	- 2,0	- 0,9	- 1,1	0,1	2,3
1977	2,7	2,0	0,7	0,1	1,2	- 1,1	- 0,7	- 0,4	0,1	2,8
1978	4,0	2,5	1,5	1,1	2,0	- 0,7	- 0,4	- 0,3	- 0,2	5,1
1979	1,3	1,0	0,2	- 0,5	0,8	- 1,7	- 1,3	- 0,5	0,5	0,7
1980	0,9	1,3	- 0,4	- 0,3	0,6	- 1,1	- 0,6	- 0,5	0,1	0,6
1981	- 0,3	0,2	- 0,6	2,5	1,1	0,0	0,1	- 0,1	1,3	2,1
1982	1,7	1,2	0,5	0,4	1,6	- 1,1	- 0,7	- 0,4	- 0,2	2,1
1983	- 0,1	- 0,3	0,3	- 0,1	0,6	- 1,0	- 0,5	- 0,5	0,4	- 0,2
1984	- 0,9	- 0,6	- 0,3	- 0,2	0,5	- 1,1	- 0,6	- 0,5	0,4	- 1,1
1985	- 0,2	- 0,3	0,1	1,1	0,7	0,0	- 0,2	0,2	0,3	0,9
1986	1,7	1,3	0,4	0,7	1,1	- 0,6	- 0,5	- 0,1	0,1	2,4
1987	1,0	0,6	0,4	- 0,1	0,2	- 0,8	- 0,7	- 0,1	0,5	1,0
1988	2,5	1,7	0,8	1,0	1,0	- 0,3	- 0,6	0,3	0,3	3,5
1989	2,6	1,3	1,2	0,9	0,5	- 1,0	- 0,8	- 0,2	1,4	3,5
1990	3,0	2,4	0,6	0,4	1,0	- 1,3	- 0,4	- 0,8	0,6	3,3
1991	1,1	1,1	0,0	0,5	0,9	- 0,8	- 0,2	- 0,7	0,4	1,6
1992	0,9	0,4	0,6	0,7	1,0	- 0,7	- 0,2	- 0,5	0,4	1,7
1993	- 0,2	0,0	- 0,2	0,9	1,1	- 0,3	- 0,2	- 0,1	0,2	0,8
1994	1,2	0,5	0,7	- 0,5	0,5	- 0,5	- 0,1	- 0,4	- 0,6	0,7
1995	2,1	1,6	0,5	0,8	0,6	- 0,5	- 0,4	- 0,1	0,8	2,9
1996	0,8	0,6	0,2	- 0,5	0,5	- 1,0	- 0,5	- 0,5	- 0,1	0,3
1997	1,2	1,1	0,2	0,3	0,6	- 0,4	0,4	- 0,8	0,0	1,5
1998	2,7	2,0	0,7	0,2	0,7	- 1,2	2,6	- 3,8	0,7	2,9
1999	3,9	3,2	0,8	- 1,2	1,1	- 1,5	- 0,5	- 1,0	- 0,7	2,8
2000	2,8	2,2	0,6	0,2	0,0	- 0,5	- 0,3	- 0,3	0,7	3,0
2001	2,8	1,8	1,1	0,3	0,6	- 0,4	- 0,4	- 0,1	0,2	3,1
2002	2,0	1,9	0,2	1,2	1,3	- 0,2	- 0,4	0,2	0,2	3,3
2003	0,3	0,4	0,0	0,3	0,7	- 0,5	- 0,3	- 0,2	0,1	0,7
2004	1,4	1,0	0,4	0,9	0,7	- 0,3	- 0,2	- 0,1	0,5	2,3
2005	1,4	1,1	0,3	- 0,1	0,7	- 0,8	- 0,3	- 0,5	0,0	1,3
2006	2,1	1,4	0,7	0,4	0,6	- 0,6	- 0,5	- 0,1	0,4	2,5
2007	2,0	1,2	0,8	1,0	0,5	0,0	- 0,1	0,1	0,5	3,0
2008	0,2	0,1	0,1	0,2	0,1	- 0,2	0,1	- 0,3	0,2	0,4
2009	- 0,7	0,4	- 1,1	1,8	1,9	0,3	- 0,2	0,5	- 0,4	1,2
2010	0,6	0,7	- 0,1	0,2	0,7	- 0,3	- 0,1	- 0,2	- 0,1	0,9
2011	0,7	0,5	0,2	- 0,2	0,4	- 0,7	- 0,1	- 0,6	0,1	0,5

Source : Insee, base 2005 des comptes nationaux.

Lecture : En 2011, le revenu disponible brut des ménages a crû de 0,5 %. Sur ces 0,5 %, 0,7 point est imputable à la croissance des revenus d'activité, le reste à l'évolution des transferts. Sur 0,7% imputables à la croissance des revenus d'activité, 0,5 point l'est à la croissance des salaires bruts, 0,2 point à la croissance de l'EBE et du revenu mixte.

\* y compris les Entreprises individuelles.

(1) calculé en utilisant le déflateur des dépenses de consommation finale des ménages.

Tableau IX.2

## Pouvoir d'achat du revenu disponible brut et du revenu arbitral par unité de consommation

(En points de RDB et en taux de croissance en %)

Années	Part des dépenses pré-engagées dans le revenu disponible brut	Part des dépenses liées au logement dans le revenu disponible brut	Part des assurances (hors assurance-vie) et services financiers dans le revenu disponible brut	Part des services de télévision et de télécommunications dans le revenu disponible brut	Part des cantines dans le revenu disponible brut	Evolution du pouvoir d'achat du revenu disponible brut des ménages	Evolution du pouvoir d'achat du revenu disponible brut par unité de consommation	Pouvoir d'achat du revenu arbitral par unité de consommation (1)
1965	15,4	11,3	2,8	0,5	0,8	4,6	3,6	3,6
1966	16,0	11,8	2,8	0,5	0,8	4,8	3,9	3,9
1967	16,9	12,6	2,9	0,5	0,8	5,5	4,5	4,5
1968	17,7	13,3	3,1	0,5	0,8	4,4	3,5	3,1
1969	18,9	14,0	3,6	0,5	0,8	4,7	3,6	2,6
1970	19,0	14,1	3,6	0,5	0,8	7,1	5,8	6,1
1971	19,2	14,3	3,6	0,5	0,8	5,3	4,1	4,2
1972	19,0	14,1	3,6	0,5	0,8	5,7	4,5	4,7
1973	19,4	13,9	4,2	0,5	0,8	6,2	5,0	5,0
1974	19,9	13,6	4,9	0,6	0,8	4,3	3,3	2,6
1975	19,2	13,7	4,0	0,7	0,8	2,7	1,9	2,4
1976	20,0	14,2	4,2	0,8	0,8	2,3	1,5	1,1
1977	20,2	14,3	4,1	0,9	0,8	2,8	2,0	1,8
1978	20,2	14,4	4,1	1,0	0,8	5,2	4,3	4,3
1979	21,1	14,8	4,3	1,2	0,8	0,8	- 0,1	- 0,8
1980	22,1	15,8	4,3	1,2	0,8	0,6	- 0,3	- 1,0
1981	22,5	15,8	4,6	1,2	0,8	2,1	1,2	1,5
1982	22,5	15,7	4,8	1,2	0,8	2,1	1,2	1,4
1983	23,6	16,4	5,2	1,3	0,8	- 0,2	- 1,0	- 1,9
1984	25,1	17,2	5,7	1,4	0,8	- 1,1	- 1,9	- 3,1
1985	25,8	17,6	5,9	1,5	0,8	0,9	0,1	- 0,5
1986	25,7	17,3	6,2	1,5	0,8	2,4	1,6	1,5
1987	26,2	17,5	6,3	1,6	0,8	1,0	0,2	- 0,6
1988	26,2	17,5	6,4	1,5	0,8	3,5	2,7	3,2
1989	26,3	17,4	6,6	1,5	0,8	3,5	2,7	3,1
1990	26,2	17,6	6,3	1,5	0,8	3,3	2,6	2,6
1991	26,4	18,3	5,8	1,5	0,8	1,6	0,9	0,5
1992	26,6	18,7	5,6	1,5	0,8	1,7	1,0	0,9
1993	26,9	19,2	5,3	1,6	0,8	0,8	0,1	- 0,3
1994	26,9	19,6	5,0	1,6	0,8	0,7	0,1	- 0,3
1995	26,3	19,7	4,3	1,6	0,7	2,9	2,3	2,1
1996	27,0	20,3	4,3	1,7	0,8	0,3	- 0,2	- 1,3
1997	26,6	20,2	3,9	1,7	0,8	1,5	1,0	1,1
1998	26,4	20,4	3,5	1,7	0,8	2,9	2,4	2,4
1999	26,1	20,5	2,9	1,9	0,8	2,8	2,1	1,8
2000	26,5	20,1	3,5	2,1	0,8	3,0	2,2	2,3
2001	26,6	19,9	3,7	2,3	0,8	3,2	2,3	2,3
2002	26,0	19,6	3,2	2,4	0,8	3,3	2,5	2,8
2003	26,5	20,1	3,1	2,5	0,8	0,7	- 0,1	- 0,6
2004	26,7	20,2	3,2	2,5	0,8	2,3	1,6	1,8
2005	27,2	20,7	3,1	2,6	0,8	1,3	0,6	0,5
2006	27,5	20,9	3,2	2,5	0,8	2,5	1,9	2,3
2007	27,6	20,7	3,5	2,5	0,8	3,0	2,4	3,2
2008	28,1	21,0	3,7	2,6	0,8	0,4	- 0,3	- 0,8
2009	27,6	21,2	3,1	2,6	0,8	1,2	0,6	0,7
2010	27,6	21,5	2,8	2,5	0,8	0,9	0,3	0,2
2011	27,4	21,2	2,8	2,4	0,9	0,5	- 0,1	0,3

Source : Insee, base 2005 des comptes nationaux.

(1) Sur la notion de revenu "arbitral" par unité de consommation voir le rapport remis à la Ministre de l'Économie, de l'Industrie et de l'Emploi le 6 février 2008 : " Mesure du pouvoir d'achat des ménages" <http://lesrapports.ladocumentationfrancaise.fr/BRP/084000066/0000.pdf>



Tableau IX.3

## Consommation et taux d'épargne des ménages

(en %)

Années	En taux de croissance		Taux d'épargne (2)	Taux d'épargne financière (3)
	Pouvoir d'achat du RDB des ménages	Dépenses de consommation finale des ménages (en volume) (1)		
1965	4,6	3,9	19,1	5,8
1966	4,8	4,8	19,2	5,2
1967	5,5	4,9	19,6	5,9
1968	4,4	4,3	19,7	5,7
1969	4,7	6,5	18,3	4,2
1970	7,1	4,5	20,3	6,5
1971	5,3	5,5	20,2	6,4
1972	5,7	5,1	20,6	6,1
1973	6,2	5,8	20,9	6,1
1974	4,3	3,2	21,8	6,8
1975	2,7	1,9	22,3	9,1
1976	2,3	5,4	20,0	6,7
1977	2,8	2,7	20,1	7,2
1978	5,2	3,9	21,0	7,9
1979	0,8	3,5	18,9	5,7
1980	0,6	1,4	18,3	4,8
1981	2,1	2,1	18,3	6,3
1982	2,1	3,2	17,4	6,4
1983	- 0,2	0,9	16,6	6,0
1984	- 1,1	0,8	15,0	4,8
1985	0,9	1,9	14,1	4,5
1986	2,4	3,6	13,1	3,1
1987	1,0	3,2	11,1	0,6
1988	3,5	3,1	11,5	1,2
1989	3,5	3,0	11,9	1,0
1990	3,3	2,4	12,7	2,4
1991	1,6	0,4	13,7	4,0
1992	1,7	0,8	14,4	5,6
1993	0,8	- 0,2	15,3	6,9
1994	0,7	1,5	14,6	5,8
1995	2,9	1,5	15,8	7,2
1996	0,3	1,5	14,8	6,1
1997	1,5	0,3	15,8	7,3
1998	2,9	3,6	15,2	6,6
1999	2,8	3,4	14,6	5,8
2000	3,0	3,3	14,4	6,1
2001	3,2	2,3	15,0	6,3
2002	3,3	1,8	16,3	7,6
2003	0,7	1,9	15,3	6,2
2004	2,3	1,8	15,7	6,1
2005	1,3	2,5	14,7	4,9
2006	2,5	2,2	14,9	4,9
2007	3,0	2,3	15,4	5,0
2008	0,4	0,3	15,5	5,0
2009	1,2	0,1	16,4	7,4
2010	0,9	1,4	15,9	7,0
2011	0,5	0,3	16,1	6,8

Source : Insee, base 2005 des comptes nationaux.

(1) Aux prix de l'année précédente, chaînés, base 2005.

(2) Taux d'épargne : Épargne brute / Revenu disponible brut.

(3) Taux d'épargne financière : Capacité de financement / Revenu disponible brut.

Tableau IX.4

## Actifs financiers des ménages - Créances

(en % du revenu disponible brut des ménages)

Créances								
Années	Base 1995 des comptes nationaux							
	Liquidités	Titres monétaires	Obligations	Actions et titres d'OPCVM	Crédits	Réserves d'assurance	Autres	Total des créances
1978	84,0	0,0	8,9	30,8	2,1	9,7	9,4	144,8
1979	86,9	0,0	9,0	29,5	2,1	10,1	10,1	147,7
1980	84,7	0,0	11,2	26,6	2,0	10,3	10,0	144,8
1981	82,3	0,0	9,2	20,1	2,0	10,3	8,8	132,7
1982	81,9	0,0	11,4	19,2	2,0	10,7	8,5	133,7
1983	82,6	0,0	11,8	28,8	2,0	11,5	7,2	143,8
1984	83,2	0,0	12,0	38,6	2,3	12,9	8,1	157,0
1985	82,8	0,0	12,5	58,7	2,3	14,4	5,5	176,1
1986	83,2	0,0	13,2	94,6	2,4	16,4	5,4	215,2
1987	85,3	0,0	12,8	79,6	2,3	18,7	4,7	203,4
1988	85,9	0,0	13,0	114,5	2,4	21,6	3,1	240,4
1989	82,9	0,0	11,6	142,2	2,7	25,4	3,5	268,4
1990	81,2	0,0	10,1	106,9	2,4	28,0	3,6	232,0
1991	76,2	0,0	10,7	110,7	2,3	31,3	3,1	234,3
1992	75,9	0,0	11,8	107,7	2,9	34,7	3,0	236,0
1993	76,3	0,0	12,3	117,6	3,2	40,1	2,9	252,5
Années	Base 2000 des comptes nationaux							
	Liquidités	Titres de créances négociables	Obligations	Actions et titres d'OPCVM	Crédits	Provisions techniques d'assurance	Autres	Total des créances
1994	82,4	0,7	11,7	56,9	4,4	45,2	4,4	205,6
Années	Base 2005 des comptes nationaux							
	Liquidités	Titres de créances négociables	Obligations	Actions et titres d'OPCVM	Crédits	Provisions techniques d'assurance	Autres	Total des créances
1995	86,2	0,1	11,9	57,0	3,5	49,8	9,2	217,8
1996	88,7	0,1	10,7	62,0	3,5	56,8	9,9	231,6
1997	91,9	0,1	9,0	63,7	4,1	64,7	10,5	244,0
1998	92,4	0,1	8,5	71,2	2,9	69,5	10,5	255,1
1999	94,2	0,2	6,7	90,8	2,2	76,9	12,9	283,7
2000	87,8	0,2	8,1	88,4	2,2	79,5	12,3	278,5
2001	84,7	0,2	8,2	72,0	2,1	80,4	10,2	257,7
2002	86,2	0,2	6,6	63,3	1,9	80,3	11,4	249,9
2003	87,4	0,2	5,3	70,0	2,1	84,8	11,3	261,0
2004	86,7	0,2	4,8	72,6	1,8	89,6	11,7	267,4
2005	87,2	0,2	4,7	78,0	1,8	96,3	13,5	281,7
2006	85,1	0,3	4,0	89,3	1,9	102,1	13,7	296,3
2007	84,0	0,4	4,0	87,7	1,8	105,6	14,1	297,5
2008	84,6	0,4	4,2	63,3	2,3	102,8	14,1	271,7
2009	85,3	0,2	4,8	71,9	2,2	110,1	18,3	292,8
2010	86,1	0,1	4,2	74,0	2,1	115,9	22,8	305,3
2011	88,4	0,1	3,9	66,7	2,1	114,6	23,6	299,3

Sources : Banque de France, Insee ; bases 1995, 2000 et 2005 des comptes nationaux.

Liquidités : F2.

Titres de créance négociables : F331.

Obligations : F332.

Crédits : F4.

Actions et titres d'OPCVM : F5.

Provisions d'assurance : F6.

Autres : F7 (crédits commerciaux et avances).

## Actifs financiers des ménages - Dettes et solde

(en % du revenu disponible brut des ménages)

Base 1995 des comptes nationaux					
Années	Dettes				Solde net = créances – dettes
	Crédits à court terme	Prêts à moyen et long terme	Autres	Total des dettes	
1978	1,1	28,1	4,9	34,1	110,7
1979	1,3	32,5	5,1	38,9	108,8
1980	1,4	34,1	5,3	40,8	104,0
1981	1,5	33,6	5,6	40,6	92,1
1982	2,0	34,6	6,1	42,8	90,9
1983	2,2	36,2	5,6	44,0	99,8
1984	2,6	38,7	7,1	48,3	108,7
1985	2,7	40,7	7,1	50,5	125,7
1986	2,9	41,7	8,5	53,1	162,1
1987	3,3	45,3	10,9	59,5	143,8
1988	3,4	47,9	14,2	65,6	174,9
1989	3,4	48,7	19,0	71,1	197,3
1990	3,8	50,8	18,9	73,5	158,5
1991	3,8	51,5	20,2	75,6	158,8
1992	3,9	51,2	19,9	74,9	161,1
1993	4,7	52,8	19,7	77,2	175,3
Base 2000 des comptes nationaux					
Années	Dettes				Solde net = créances – dettes
	Crédits à court terme	Crédits à long terme	Autres	Total des dettes	
1994	4,6	50,0	8,3	62,9	142,7
Base 2005 des comptes nationaux					
1995	3,3	48,6	3,2	55,1	162,7
1996	3,3	49,0	3,2	55,5	176,1
1997	2,8	50,4	2,7	55,9	188,1
1998	2,8	49,7	2,6	55,1	199,9
1999	3,1	51,5	2,7	57,2	226,4
2000	3,3	51,2	3,4	57,8	220,7
2001	3,2	51,4	3,2	57,9	199,9
2002	3,0	52,1	3,7	58,8	191,0
2003	3,5	54,3	3,9	61,7	199,3
2004	3,4	57,2	4,2	64,7	202,7
2005	3,5	62,0	3,4	68,9	212,8
2006	3,4	65,9	3,8	73,2	223,2
2007	3,4	69,8	4,0	77,1	220,4
2008	3,2	72,4	2,4	78,0	193,7
2009	3,1	76,2	2,7	82,0	210,8
2010	2,9	79,5	2,8	85,2	220,1
2011	2,7	81,2	3,3	87,2	212,1

Sources : Banque de France, Insee ; bases 1995, 2000 et 2005 des comptes nationaux.

Crédits à court terme : F41.

Crédits à long terme : F42.

Autres : somme de F48 (intérêts courus non échus) et F71 (crédits commerciaux).

## X. Commerce extérieur et balance des paiements

- X.1 Structure des importations par produit
- X.2 Structure des exportations par produit
- X.3 Solde des échanges de biens
- X.4 Solde des échanges de biens et services
- X.5 Structure géographique des échanges commerciaux de biens pour l'année 2010
- X.6 Parts de marché relatives des exportateurs français
- X.7 Taux de change nominal de la France
- X.8 Taux de change réel de la France
- X.9 Indicateurs de compétitivité
- X.10 Évolution des prix à l'exportation et à l'importation
- X.11 Structure du solde des transactions courantes de la France
- X.12 Position extérieure de la France

### Définitions

**CAF** : mode d'enregistrement des importations. Les importations sont dites CAF (coût de la marchandise, dépenses d'assurance et de fret) lorsqu'elles sont enregistrées à leur valeur d'entrée en France. On corrige parfois de cette valorisation (correction dite CAF-FAB) les importations : le taux de passage CAF/FAB des importations est passé de 0,97 à 0,968 et est appliqué aux données depuis janvier 2009.

**FAB** : mode d'enregistrement des exportations. Les exportations sont dites FAB (franco à bord) car elles sont enregistrées à leur valeur au point de sortie de France, hors frais de transport et d'assurance.

## Structure des importations par produit

Années ou trimestres	Importations totales	Agriculture	Industrie manufacturière	Énergie, eau, déchets	Services principalement marchands		Services principalement non marchands	Correction territoriale	Correction CAF-FAB (1)
					Total	dont : information et communication			
Niveau annuel en milliards d'euros courants et part dans les importations totales, en %									
2011	594,3	11,6	435,9	60,9	72,0	8,6	0,3	29,9	-16,3
	100,0	1,9	73,3	10,3	12,1	1,5	0,0	5,0	- 2,7
Taux de croissance annuels aux prix de l'année précédente, chaînés, base 2005, en %									
1960	14,2	8,4	25,1	6,5	- 6,0	4,2		10,3	6,1
1961	7,4	- 0,8	9,8	7,9	7,5	18,3		8,1	4,9
1962	7,0	1,2	12,4	7,1	8,3	23,6		- 5,9	8,4
1963	13,0	- 2,3	21,6	23,7	12,2	19,2		- 9,7	18,3
1964	15,1	3,6	19,5	8,4	17,2	10,3		9,6	9,9
1965	2,5	- 1,9	2,7	6,7	2,3	8,9		4,4	5,4
1966	11,3	4,3	15,9	5,3	5,7	15,1		4,8	4,9
1967	9,5	- 7,6	9,0	10,4	28,4	16,0		2,2	12,3
1968	12,2	- 1,5	18,9	6,8	4,8	12,1		0,7	6,6
1969	20,8	11,3	29,3	12,8	9,0	16,7		- 4,9	11,9
1970	7,2	4,1	6,6	14,6	11,5	5,0		0,4	11,9
1971	7,2	- 1,6	8,6	2,7	9,7	11,7		9,2	10,4
1972	15,2	8,5	19,3	12,2	- 9,6	13,8		7,8	- 19,2
1973	15,1	10,2	17,4	12,3	7,9	8,6		11,5	8,4
1974	5,2	- 7,1	6,4	1,4	7,2	2,6		3,5	2,0
1975	- 8,8	8,6	- 8,4	- 16,0	- 17,0	- 7,7		3,5	- 21,9
1976	18,8	6,2	23,5	13,0	14,7	10,0		13,7	19,8
1977	1,7	0,3	1,3	- 1,2	2,4	6,4		8,7	- 4,8
1978	4,4	7,2	6,6	0,7	2,1	5,1		- 5,7	2,8
1979	8,9	1,8	12,4	8,7	0,0	3,7	4,8	4,1	8,9
1980	5,2	- 1,0	9,5	- 8,6	4,7	2,7	4,2	2,4	0,4
1981	- 1,3	1,4	- 0,8	- 15,4	10,7	6,1	7,1	9,3	- 6,8
1982	3,6	5,8	8,8	- 10,7	- 0,6	1,5	- 5,7	- 1,6	- 13,6
1983	- 2,6	1,7	- 1,3	- 10,0	0,9	6,0	- 10,8	- 9,3	- 8,2
1984	3,4	- 1,3	1,0	8,8	5,8	6,5	5,6	6,8	- 3,3
1985	4,8	0,8	8,4	- 3,9	- 1,4	- 0,2	4,9	4,3	- 6,4
1986	6,7	3,7	9,3	- 1,5	0,3	4,9	4,3	6,9	- 14,0
1987	7,7	5,8	10,1	- 1,9	0,8	8,4	8,0	11,0	- 1,2
1988	8,5	- 0,8	12,6	3,1	- 3,6	11,5	8,8	10,9	18,6
1989	8,1	2,4	10,0	2,1	4,8	13,8	6,2	7,2	18,3
1990	5,0	1,4	5,1	5,5	4,8	8,1	0,0	0,8	- 2,5
1991	2,9	7,7	3,3	3,0	- 0,3	0,4	1,4	1,2	- 1,7
1992	1,7	0,7	1,8	- 2,8	3,5	3,6	2,6	3,8	7,4
1993	- 3,4	0,9	- 4,5	- 2,9	1,2	- 1,4	- 3,7	- 2,8	- 0,3
1994	8,8	11,9	11,2	4,2	1,1	5,4	2,5	3,9	7,2
1995	7,4	1,5	8,7	2,1	4,6	7,4	24,7	4,8	4,8
1996	2,2	- 3,3	0,6	6,8	5,6	- 3,4	1,9	8,7	- 4,9
1997	7,9	6,3	8,3	3,8	7,7	8,3	- 6,2	5,1	0,8
1998	11,6	1,9	13,0	4,0	8,6	7,9	48,6	6,9	- 4,0
1999	6,6	2,1	8,4	- 5,2	0,3	6,3	- 16,0	4,4	- 7,4
2000	14,8	0,2	16,7	6,2	10,8	15,7	- 15,8	8,5	1,7
2001	2,2	5,9	1,4	- 0,7	6,3	11,1	47,5	1,7	- 14,2
2002	1,7	1,7	2,6	- 2,2	0,1	5,3	6,4	- 2,7	- 5,2
2003	0,8	2,6	0,9	5,1	- 0,1	- 4,5	18,5	- 2,4	1,9
2004	5,9	- 0,3	8,0	3,4	1,2	- 1,4	5,3	- 3,8	6,9
2005	5,6	- 2,9	6,9	2,0	2,8	7,2	6,7	4,2	11,8
2006	5,1	4,6	6,2	- 0,1	3,6	- 1,0	- 1,6	0,3	2,7
2007	5,5	5,0	6,7	- 3,4	4,1	6,5	- 26,8	6,3	- 0,8
2008	0,9	5,0	0,6	5,7	- 0,1	- 0,6	15,4	- 2,1	1,5
2009	- 9,6	3,3	- 10,6	- 12,1	- 7,5	0,8	31,6	- 1,7	- 10,4
2010	8,9	2,3	11,1	- 2,8	7,1	1,0	- 11,6	4,2	7,5
2011	4,9	3,2	6,4	1,2	2,3	1,6	- 1,1	0,6	9,7
Taux de croissance trimestriels (CVS-CJO) aux prix de l'année précédente, chaînés, base 2005, en %									
2010.I	1,6	- 2,9	1,2	2,1	2,8	- 0,8	- 6,1	1,4	- 0,8
II	3,6	5,4	3,8	2,8	3,7	0,8	- 5,3	2,5	3,4
III	3,6	2,1	3,9	2,3	3,4	1,2	- 3,2	1,7	2,3
IV	0,0	2,3	1,0	- 11,7	0,7	- 0,6	- 0,9	0,4	1,0
2011.I	3,3	- 1,6	3,6	13,8	- 0,9	0,0	1,1	0,2	8,2
II	- 0,9	- 3,3	- 0,3	- 6,8	0,0	0,7	1,2	- 0,7	- 1,1
III	0,5	6,9	0,3	2,1	0,6	1,5	0,9	- 1,1	0,7
IV	- 1,6	- 1,6	- 2,0	0,5	- 0,9	- 0,7	0,5	- 1,0	- 2,3
2012.I	0,6	- 0,4	1,7	- 4,1	- 1,4	- 1,1	0,3	- 0,5	- 0,4
II	1,8	7,0	2,6	- 4,1	0,9	1,5	0,3	0,5	- 1,0

Source : Insee, base 2005 des comptes nationaux.

(1) La comptabilité nationale mesure les importations de biens CAF, c'est à dire y compris coûts de transports et d'assurances. Ces mêmes coûts figurent dans les échanges de services. Il est donc nécessaire d'éliminer ce double compte pour déterminer le solde de l'ensemble des biens et services.

Tableau X.2

## Structure des exportations par produit

Années ou trimestres	Exportations totales	Agriculture	Industrie manufacturière	Énergie, eau, déchets	Services principalement marchands		Services principalement non marchands	Correction territoriale
					Total	dont : information et communication		
Niveau annuel en milliards d'euros courants et part dans les exportations totales, en %								
2011	538,2	16,2	393,8	11,8	76,8	7,4	0,9	38,7
	100,0	3,0	73,2	2,2	14,3	1,4	0,2	7,2
Taux de croissance annuels aux prix de l'année précédente, chaînés, base 2005, en %								
1960	17,7	35,4	18,4	17,0	14,5	16,7		11,7
1961	5,3	31,9	3,5	1,0	5,6	4,6		8,7
1962	1,1	- 4,4	2,0	- 2,2	1,4	3,0		- 2,5
1963	8,4	28,7	8,7	3,4	4,2	4,7		5,8
1964	8,2	19,8	7,5	4,2	7,2	5,5		9,7
1965	10,7	10,5	11,9	0,9	8,7	13,9		7,3
1966	6,8	3,5	7,3	- 1,1	6,3	1,3		7,9
1967	7,3	2,3	7,2	5,1	12,9	- 0,1		0,3
1968	10,8	32,2	13,2	4,2	3,8	6,3		- 4,7
1969	15,8	26,0	18,6	7,3	7,9	12,0		4,8
1970	16,4	- 5,5	20,2	11,9	12,4	8,6		10,2
1971	9,8	15,4	10,2	5,2	5,8	7,0		13,5
1972	11,4	24,3	12,6	11,1	4,2	2,7		6,0
1973	12,6	6,6	15,2	3,0	7,6	6,3		4,7
1974	11,5	6,5	10,9	2,8	20,6	8,6		2,3
1975	- 3,2	- 13,1	- 1,6	- 9,1	- 8,0	- 8,2		3,7
1976	8,6	12,2	9,0	4,3	6,2	11,6		7,2
1977	7,9	- 11,1	8,8	2,9	7,2	5,2		16,3
1978	6,1	18,0	5,0	7,2	5,7	4,1		11,6
1979	6,8	12,5	8,1	0,4	3,5	5,0	- 1,5	- 2,0
1980	2,8	5,7	3,1	5,9	- 0,4	8,9	5,6	4,8
1981	4,9	4,4	4,9	6,3	6,7	17,4	0,0	0,0
1982	- 1,1	- 6,7	- 2,2	3,3	3,1	- 11,6	5,2	3,2
1983	4,7	11,8	3,5	15,7	5,8	2,7	9,7	7,1
1984	6,8	1,6	7,0	8,5	6,1	14,6	12,5	11,3
1985	2,0	16,3	1,7	- 1,2	- 0,3	7,8	3,1	2,1
1986	- 1,0	- 2,6	0,3	- 1,6	- 2,8	- 4,0	- 9,0	- 8,5
1987	2,8	13,1	3,5	14,6	- 4,1	9,8	3,6	3,8
1988	8,5	8,9	9,2	15,0	2,9	7,4	11,9	12,5
1989	9,8	- 0,3	10,1	16,0	5,7	13,2	22,8	22,5
1990	4,1	2,6	5,3	3,4	- 0,7	12,8	4,1	3,5
1991	6,1	- 1,7	6,5	1,1	6,8	- 9,0	5,8	6,5
1992	5,8	8,5	5,2	- 1,3	6,8	24,0	8,1	8,8
1993	0,2	1,8	- 0,1	7,0	1,7	- 12,8	- 2,5	- 1,7
1994	8,0	- 8,7	11,5	- 3,5	1,8	15,2	0,6	1,4
1995	8,2	6,5	8,9	24,7	9,2	24,2	- 2,0	- 1,2
1996	3,6	3,2	3,0	- 2,9	7,8	9,8	3,6	3,9
1997	12,8	7,7	13,1	9,7	13,6	21,7	6,1	11,8
1998	8,2	2,1	9,4	- 9,2	4,5	18,4	7,5	8,0
1999	4,6	5,1	4,8	2,9	- 0,6	14,0	10,0	11,1
2000	12,4	5,3	12,6	13,3	13,3	36,7	13,0	11,4
2001	2,6	- 3,8	3,1	8,5	2,6	8,7	- 27,4	- 0,6
2002	1,6	6,2	1,8	12,7	- 1,1	9,3	62,8	0,7
2003	- 1,3	2,5	- 0,2	1,9	- 4,9	- 3,7	- 34,7	- 6,9
2004	4,8	- 5,2	5,5	8,8	2,9	8,2	63,5	2,7
2005	2,9	3,3	2,4	18,9	8,1	4,4	13,8	- 4,1
2006	5,2	- 1,2	6,6	2,8	0,3	0,5	- 11,9	3,1
2007	2,3	- 8,0	2,0	- 0,2	4,4	- 0,6	8,7	6,1
2008	- 0,3	3,3	- 0,9	- 4,3	5,8	- 5,4	29,4	- 5,7
2009	- 12,1	1,7	- 12,9	- 27,0	- 11,1	- 0,7	4,8	- 7,2
2010	9,6	13,5	11,4	12,2	6,3	3,6	9,3	- 2,5
2011	5,3	- 2,6	4,2	21,0	9,1	4,8	- 1,1	7,6
Taux de croissance trimestriels (CVS-CJO) aux prix de l'année précédente, chaînés, base 2005, en %								
2010.I	4,3	9,2	4,6	2,2	4,5	3,8	3,7	0,2
II	3,0	11,0	3,0	9,9	2,7	1,5	2,6	0,2
III	2,2	- 8,1	2,8	- 5,7	1,8	0,2	1,1	1,8
IV	0,7	0,5	0,3	2,0	2,9	- 2,0	- 0,3	0,4
2011.I	1,4	1,5	0,6	19,4	3,1	3,6	- 1,3	1,8
II	0,7	- 4,3	0,5	- 2,4	2,3	1,3	- 1,0	3,4
III	1,6	- 2,5	1,5	9,0	0,7	1,6	- 0,3	3,2
IV	1,2	9,0	1,5	- 7,9	- 0,1	2,1	0,4	0,9
2012.I	0,1	- 11,8	1,2	- 7,2	- 0,7	- 6,0	0,9	- 1,5
II	0,2	4,2	0,3	- 0,7	0,2	1,2	0,9	- 1,2

Source : Insee, base 2005 des comptes nationaux.

Tableau X.3

## Solde des échanges de biens

(en points de PIB)

Années	Balance des biens (CAF-FAB)	Agriculture	Industrie manufacturière						Énergie eau, déchets
			Produits agro-alimentaires	Cokéfaction et raffinage	Biens d'équipement	Matériels de transport	Autres produits industriels	Total	
Part dans le PIB aux prix courants, en %									
1965	- 0,2	- 0,8	- 0,1	0,0	0,1	0,5	1,5	2,0	- 1,4
1966	- 0,9	- 0,8	- 0,1	- 0,1	0,0	0,5	0,9	1,3	- 1,3
1967	- 0,9	- 0,6	- 0,1	- 0,1	- 0,0	0,5	0,8	1,1	- 1,4
1968	- 1,0	- 0,4	0,0	- 0,1	- 0,1	0,5	0,6	0,8	- 1,4
1969	- 1,6	- 0,3	- 0,1	- 0,1	- 0,3	0,5	0,0	0,0	- 1,3
1970	- 0,8	- 0,4	0,0	- 0,1	- 0,1	0,8	0,5	1,0	- 1,5
1971	- 0,4	- 0,1	0,1	- 0,1	0,0	0,8	0,5	1,4	- 1,6
1972	- 0,4	0,0	0,1	- 0,1	- 0,1	0,9	0,4	1,1	- 1,6
1973	- 0,6	0,0	0,1	- 0,1	- 0,1	0,8	0,4	1,0	- 1,6
1974	- 2,7	0,1	0,2	- 0,1	0,0	0,7	0,4	1,3	- 4,1
1975	- 0,4	- 0,1	0,1	0,0	0,7	1,2	0,9	2,9	- 3,2
1976	- 2,3	- 0,2	0,0	0,0	0,4	1,1	0,0	1,6	- 3,7
1977	- 1,5	- 0,4	0,0	0,0	0,6	1,3	0,6	2,4	- 3,6
1978	- 0,7	- 0,1	0,0	0,0	0,5	1,3	0,6	2,4	- 3,0
1979	- 1,4	- 0,0	0,1	0,0	0,5	1,4	0,2	2,1	- 3,5
1980	- 3,4	0,1	0,2	- 0,2	0,1	1,2	- 0,1	1,2	- 4,7
1981	- 2,9	0,2	0,3	- 0,3	0,4	1,3	0,3	1,9	- 5,0
1982	- 4,1	0,1	0,2	- 0,7	- 0,1	1,0	- 0,2	0,2	- 4,4
1983	- 2,5	0,2	0,2	- 0,6	0,2	1,0	0,2	1,0	- 3,7
1984	- 2,0	0,2	0,2	- 0,6	0,2	1,4	0,4	1,6	- 3,9
1985	- 2,2	0,3	0,2	- 0,7	0,1	1,2	0,2	1,0	- 3,5
1986	- 1,0	0,2	0,2	- 0,3	- 0,2	0,9	- 0,3	0,4	- 1,6
1987	- 1,6	0,2	0,2	- 0,3	- 0,5	0,7	- 0,5	- 0,5	- 1,3
1988	- 1,7	0,3	0,2	- 0,2	- 1,0	0,6	- 0,7	- 0,9	- 1,0
1989	- 2,1	0,4	0,3	- 0,2	- 1,1	0,7	- 0,9	- 1,2	- 1,2
1990	- 1,9	0,4	0,4	- 0,2	- 0,9	0,7	- 1,0	- 1,0	- 1,3
1991	- 1,6	0,3	0,3	- 0,2	- 0,8	0,7	- 0,7	- 0,7	- 1,2
1992	- 0,7	0,3	0,4	- 0,2	- 0,6	0,9	- 0,6	0,0	- 1,0
1993	0,2	0,3	0,4	- 0,1	- 0,3	0,9	- 0,1	0,7	- 0,8
1994	0,0	0,1	0,4	- 0,1	- 0,3	0,8	- 0,2	0,7	- 0,8
1995	0,2	0,1	0,5	- 0,1	- 0,2	0,8	- 0,2	0,8	- 0,7
1996	0,4	0,2	0,5	- 0,1	- 0,1	0,9	0,0	1,2	- 0,9
1997	1,4	0,2	0,6	0,0	0,0	1,5	0,2	2,3	- 1,0
1998	1,1	0,1	0,5	0,0	- 0,2	1,4	0,0	1,7	- 0,7
1999	0,6	0,2	0,5	0,0	- 0,4	1,3	- 0,1	1,3	- 0,8
2000	- 0,7	0,2	0,5	- 0,1	- 0,7	1,5	- 0,5	0,7	- 1,6
2001	- 0,3	0,1	0,4	0,0	- 0,5	1,7	- 0,5	1,1	- 1,5
2002	0,0	0,1	0,4	- 0,1	- 0,4	1,6	- 0,3	1,2	- 1,3
2003	- 0,3	0,1	0,4	- 0,1	- 0,5	1,5	- 0,4	0,9	- 1,3
2004	- 0,9	0,1	0,4	- 0,2	- 0,6	1,6	- 0,6	0,5	- 1,5
2005	- 2,0	0,1	0,3	- 0,3	- 0,8	1,2	- 0,7	- 0,2	- 1,9
2006	- 2,3	0,1	0,4	- 0,3	- 0,7	1,1	- 0,7	- 0,1	- 2,2
2007	- 2,8	0,1	0,3	- 0,3	- 0,8	0,9	- 0,9	- 0,8	- 2,1
2008	- 3,5	0,2	0,3	- 0,2	- 0,8	0,8	- 0,9	- 0,9	- 2,7
2009	- 2,9	0,1	0,2	- 0,3	- 0,8	0,6	- 0,8	- 1,2	- 1,8
2010	- 3,3	0,1	0,3	- 0,5	- 1,0	0,9	- 1,1	- 1,4	- 2,0
2011	- 4,3	0,2	0,3	- 0,7	- 1,1	0,6	- 1,3	- 2,1	- 2,5

Source : Insee, base 2005 des comptes nationaux.

Tableau X.4

## Solde des échanges de biens et services

(en points de PIB)

Années	Balance des biens et services	Balance des biens (CAF- FAB)	Balance des services effectifs (FAB- FAB)				Correction Territoriale (1)	Correction CAF- FAB (2)
			Services Commerciaux	Transports	Autres	Total		
Part dans le PIB aux prix courants, en %								
1965	1,2	- 0,2	0,0	0,2	0,2	0,4	- 0,1	1,2
1966	0,6	- 0,9	0,0	0,0	0,2	0,2	- 0,1	1,4
1967	0,4	- 0,9	0,0	0,0	0,0	0,0	- 0,1	1,3
1968	0,2	- 1,0	0,0	- 0,1	0,0	0,0	- 0,2	1,3
1969	- 0,4	- 1,6	0,0	- 0,1	0,0	0,0	0,0	1,4
1970	0,6	- 0,8	0,0	- 0,1	0,1	0,0	0,0	1,4
1971	1,1	- 0,4	0,0	- 0,1	0,1	0,0	0,1	1,4
1972	0,9	- 0,4	0,0	- 0,1	0,1	0,0	0,1	1,3
1973	0,8	- 0,6	0,0	0,0	0,1	0,1	0,0	1,2
1974	- 0,9	- 2,7	0,0	- 0,1	0,4	0,4	0,0	1,4
1975	1,1	- 0,4	0,0	0,0	0,3	0,4	0,0	1,2
1976	- 0,8	- 2,3	0,0	0,0	0,3	0,3	- 0,1	1,2
1977	0,0	- 1,5	0,0	0,0	0,3	0,3	0,0	1,2
1978	1,1	- 0,7	0,0	0,0	0,4	0,4	0,2	1,2
1979	0,4	- 1,4	0,0	0,0	0,4	0,5	0,1	1,2
1980	- 1,6	- 3,4	- 0,1	0,0	0,5	0,4	0,2	1,3
1981	- 1,5	- 2,9	- 0,3	- 0,1	0,4	0,1	0,1	1,3
1982	- 2,5	- 4,1	- 0,2	- 0,1	0,6	0,4	0,1	1,1
1983	- 0,3	- 2,5	- 0,1	- 0,1	1,0	0,9	0,3	1,0
1984	0,1	- 2,0	- 0,2	0,0	1,0	0,8	0,4	0,9
1985	- 0,4	- 2,2	- 0,2	0,0	0,6	0,5	0,4	0,9
1986	- 0,2	- 1,0	- 0,2	0,0	0,3	0,0	0,2	0,7
1987	- 1,2	- 1,6	- 0,2	- 0,1	- 0,1	- 0,4	0,1	0,6
1988	- 0,8	- 1,7	- 0,1	- 0,1	0,3	0,1	0,1	0,7
1989	- 0,8	- 2,1	0,0	- 0,1	0,3	0,2	0,3	0,8
1990	- 0,9	- 1,9	0,0	- 0,2	0,1	- 0,1	0,4	0,7
1991	- 0,4	- 1,6	0,0	- 0,2	0,2	0,1	0,4	0,7
1992	0,6	- 0,7	0,0	- 0,1	0,2	0,1	0,5	0,7
1993	1,6	0,2	0,1	- 0,2	0,3	0,2	0,6	0,7
1994	1,4	0,0	0,0	- 0,1	0,3	0,2	0,5	0,7
1995	1,5	0,2	0,0	- 0,1	0,3	0,2	0,4	0,7
1996	1,6	0,4	0,1	- 0,1	0,2	0,2	0,4	0,6
1997	2,9	1,4	0,2	0,0	0,2	0,4	0,5	0,6
1998	2,5	1,1	0,2	0,0	0,2	0,3	0,5	0,6
1999	2,1	0,6	0,2	0,0	0,2	0,3	0,7	0,5
2000	1,0	- 0,7	0,1	0,0	0,3	0,4	0,8	0,5
2001	1,1	- 0,3	0,1	0,0	0,2	0,3	0,7	0,5
2002	1,5	0,0	0,1	0,1	0,2	0,3	0,8	0,4
2003	0,9	- 0,3	0,0	0,0	0,1	0,1	0,6	0,4
2004	0,4	- 0,9	0,0	- 0,2	0,1	0,0	0,7	0,5
2005	- 0,6	- 2,0	0,2	- 0,2	0,1	0,1	0,6	0,7
2006	- 1,0	- 2,3	0,2	- 0,3	0,0	- 0,1	0,6	0,7
2007	- 1,5	- 2,8	0,1	- 0,2	0,0	- 0,1	0,6	0,7
2008	- 2,1	- 3,5	0,3	- 0,2	0,0	0,1	0,5	0,8
2009	- 1,8	- 2,9	0,2	- 0,2	- 0,1	- 0,1	0,4	0,7
2010	- 2,2	- 3,3	0,3	- 0,2	- 0,1	0,0	0,3	0,8
2011	- 2,8	- 4,3	0,4	- 0,3	0,1	0,3	0,4	0,8

Source : Insee, base 2005 des comptes nationaux.

(1) Correspond à la ligne "voyages" de la balance des paiements.

(2) La comptabilité nationale mesure les importations de biens CAF, c'est à dire y compris coûts de transports et d'assurances.

Ces mêmes coûts figurent dans les échanges de services. Il est donc nécessaire d'éliminer ce double compte pour déterminer le solde de l'ensemble des biens et services.



Tableau X.5

## Structure géographique des échanges commerciaux de biens pour l'année 2011

(Échanges CAF-FAB, hors matériel militaire, en % et milliards d'euros courants)

Régions	Part dans le total des flux (en %)		Solde en Mds d'euros
	Exportations	Importations	
<b>Monde</b>	<b>100,0</b>	<b>100,0</b>	<b>- 88,3</b>
<b>Union européenne à 26</b>	<b>61,0</b>	<b>57,8</b>	<b>- 37,9</b>
dont			
Zone Euro	48,3	47,3	- 37,6
Allemagne	16,6	17,0	- 17,0
Italie	8,2	7,3	- 2,6
UEBL (Belgique, Luxembourg)	7,7	8,1	- 8,6
Espagne	7,3	6,0	0,1
Royaume-Uni	6,6	4,4	5,7
Nouveaux États membres de l'Union européenne (1)	5,0	5,4	- 6,3
<b>Principaux pays industrialisés hors U.E. (2)</b>	<b>12,2</b>	<b>11,9</b>	<b>- 9,1</b>
dont			
États-Unis	5,6	5,6	- 5,1
Japon	1,6	1,9	- 3,0
Suisse	3,1	2,2	1,7
<b>Pays du Proche et Moyen-Orient (3)</b>	<b>3,4</b>	<b>2,3</b>	<b>2,9</b>
<b>CEI (4)</b>	<b>2,2</b>	<b>4,5</b>	<b>- 13,8</b>
<b>Afrique</b>	<b>6,7</b>	<b>5,3</b>	<b>1,4</b>
<b>Asie émergente (5)</b>	<b>8,3</b>	<b>11,8</b>	<b>- 25,3</b>
dont			
Chine	3,2	8,0	- 27,3
ASEAN	2,5	2,5	- 2,1
Corée du Sud	1,0	0,7	0,6
Hong-Kong	1,0	0,1	3,9
<b>Amérique latine</b>	<b>2,6</b>	<b>2,0</b>	<b>1,1</b>
dont :			
Mexique	0,5	0,2	1,0
Brésil	1,0	0,8	- 0,1
Argentine	0,3	0,1	0,6

Source : Douanes, calculs DG Trésor.

(1) Bulgarie, Chypre, Estonie, Hongrie, Lettonie, Lituanie, Malte, Pologne, République tchèque, Roumanie, Slovaquie, Slovénie.

(2) Australie, Canada, États-Unis, Japon, Norvège, Suisse.

(3) Arabie Saoudite, Bahrein, EAU, Iran, Irak, Israël, Jordanie, Koweït, Liban, Oman, Qatar, Syrie, Yémen.

(4) Arménie, Azerbaïdjan, Biélorussie, Kazakhstan, Kirghizistan, Moldavie, Ouzbékistan, Russie, Tadjikistan, Turkménistan, Ukraine.

(5) ASEAN (Brunei, Cambodge, Indonésie, Laos, Malaisie, Myanmar, Philippines, Singapour, Thaïlande, Vietnam) , Corée du Sud, Chine, Hong-Kong, Taïwan.

Tableau X.6

## Parts de marché relatives des exportateurs français

(en %)

Années	Par rapport aux 24 principaux pays de l'OCDE (biens et services) (1)		Par rapport aux 24 principaux pays industrialisés, en valeur (tous biens) (2)							
	en volume	en valeur	Total	dont						
				Pays industrialisés	Union européenne à 27	Asie émergente	Amérique latine	Pays de l'Europe centrale et orientale (3)	Afrique	Proche- Orient
1980	8,6	9,4	9,7	11,3	13,4	3,1	5,3	10,9	22,5	8,9
1981	8,6	8,6	8,9	10,8	12,9	3,4	5,1	9,4	21,1	8,2
1982	8,5	8,4	8,5	10,6	12,1	3,8	5,3	7,5	21,6	7,5
1983	8,6	8,4	8,4	10,4	12,1	3,3	7,1	8,9	23,3	7,2
1984	8,4	8,0	8,1	9,9	12,1	2,9	5,9	8,2	23,3	8,0
1985	8,2	7,9	8,1	10,0	12,1	3,8	5,6	8,3	24,2	7,2
1986	8,0	8,3	8,6	10,0	12,5	4,0	6,4	7,2	25,8	7,5
1987	7,9	8,2	8,7	9,9	12,6	4,1	7,0	7,6	23,8	7,4
1988	7,9	8,1	8,6	9,8	12,7	3,5	6,3	7,5	22,4	6,9
1989	8,1	8,1	8,6	9,6	12,7	4,1	6,1	6,8	24,0	7,6
1990	7,9	8,3	9,0	9,9	13,0	4,2	6,4	6,2	25,0	8,7
1991	8,0	8,1	8,8	10,0	13,0	3,8	6,4	6,5	23,5	8,0
1992	8,1	8,4	9,1	10,2	13,3	4,0	6,0	8,6	24,0	7,4
1993	7,9	7,9	8,5	9,8	13,5	3,6	5,5	7,3	22,7	7,9
1994	7,9	7,8	8,4	9,7	13,5	3,7	5,2	6,3	23,2	8,2
1995	7,8	7,8	8,5	9,6	13,5	4,0	5,7	6,4	24,3	8,6
1996	7,6	7,7	8,2	9,4	13,2	3,8	5,2	7,0	24,7	7,7
1997	7,7	7,5	7,7	9,2	12,1	4,0	2,9	6,9	20,1	7,4
1998	7,9	7,8	8,0	9,6	12,3	4,3	3,2	7,2	21,5	7,2
1999	7,9	7,5	8,2	9,7	12,4	3,8	3,4	8,1	24,0	8,9
2000	7,9	7,0	7,7	9,1	12,0	3,3	3,4	8,0	24,7	8,1
2001	8,1	7,1	7,9	9,3	12,0	3,6	3,8	7,8	23,3	8,9
2002	8,0	7,2	7,8	9,2	11,8	3,2	3,6	7,9	22,7	9,4
2003	7,8	7,4	8,0	9,4	11,9	3,2	3,8	7,9	22,6	9,9
2004	7,4	7,2	7,8	9,1	11,4	3,2	3,2	7,8	20,6	9,5
2005	7,2	6,9	7,3	8,4	10,5	3,5	3,2	7,4	21,7	8,1
2006	7,0	6,7	7,0	8,2	10,3	3,4	2,7	7,3	16,6	7,5
2007	6,7	6,6	6,9	8,1	10,1	3,5	3,0	6,6	16,8	6,8
2008	6,5	6,5	6,9	8,1	10,0	3,5	3,1	6,6	16,9	6,2
2009	6,5	6,6	6,9	8,3	10,1	3,3	2,7	7,1	17,5	7,7
2010	6,4	6,1	6,4	7,8	9,8	3,2	2,7	6,7	17,2	7,8
2011	6,3	6,0	6,3	7,7	9,7	3,2	2,5	6,4	16,6	6,9

Sources : DG Trésor; FMI DOTS, données OCDE (Perspectives Économiques n°91, mai 2012).

(1) La part de marché de la France est définie par le rapport des exportations totales françaises aux exportations totales du groupe des 24 principaux pays de l'OCDE (Australie, Canada, Corée, États-Unis, Japon, Norvège, Nouvelle-Zélande, Suisse, Turquie, Union européenne à 15 - pour les biens et services).

(2) La part de marché relative de la France dans une zone est définie par le rapport des exportations de la France vers cette zone aux exportations du groupe des 24 principaux pays de l'OCDE (Australie, Canada, Corée, États-Unis, Japon, Norvège, Nouvelle-Zélande, Suisse, Turquie, Union européenne à 15) vers cette même zone.

Par exemple, en 2011 les produits français représentaient 3,2% des exportations des principaux pays industrialisés à destination des pays de l'Asie émergente.

(3) Y compris parmi les nouveaux États membres de l'Union européenne : Bulgarie, Estonie, Hongrie, Lettonie, Lituanie, Pologne, République tchèque, Roumanie, Slovaquie, Slovénie.

Tableau X.7

## Taux de change nominal de la France

(en indice et en taux de croissance, en %)

Années	Taux de change effectif nominal par rapport aux principaux pays (1)		Taux de change bilatéral nominal de l'euro vis-à-vis... (2)		
	en indice (base 100 = 1995)	en taux de croissance	... du Dollar	... de la Livre	... du Yen
1991	73,7	7,9	0,86	1,52	0,64
1992	80,7	9,5	0,81	1,42	0,64
1993	85,8	6,3	0,86	1,30	0,78
1994	93,0	8,3	0,85	1,29	0,83
1995	100,0	7,5	0,76	1,20	0,81
1996	101,4	1,4	0,78	1,22	0,72
1997	97,9	- 3,4	0,89	1,46	0,74
1998	103,3	5,5	0,90	1,49	0,69
1999	102,7	- 0,5	0,94	1,52	0,83
2000	97,0	- 5,6	1,09	1,64	1,01
2001	98,6	1,7	1,12	1,61	0,92
2002	101,2	2,6	1,06	1,59	0,85
2003	108,0	6,7	0,89	1,45	0,76
2004	110,7	2,5	0,80	1,47	0,74
2005	109,7	- 0,8	0,80	1,46	0,73
2006	109,8	0,0	0,80	1,47	0,69
2007	112,3	2,3	0,73	1,46	0,62
2008	115,2	2,5	0,68	1,26	0,66
2009	115,7	0,5	0,72	1,12	0,77
2010	110,5	- 4,5	0,75	1,17	0,86
2011	110,6	0,1	0,72	1,15	0,90

Sources : DG Trésor; BCE.

(1) Calculé en agréant les taux de change bilatéraux nationaux au moyen d'une pondération tenant compte de la concurrence exercée entre exportateurs. Une hausse (respectivement une baisse) de l'indicateur correspond à une appréciation (respectivement une dépréciation) du taux de change effectif nominal.

(2) Valeur en euros d'une unité de change, sauf pour le Japon (100 yens). Avant 1999, parité du franc exprimée en euro.

Ainsi, en 2011, il fallait en moyenne 0,72 euro pour 1 dollar US.

Tableau X.8

## Taux de change réel de la France

(en indice et en taux de croissance, en %)

Années	Taux de change effectif réel par rapport aux principaux pays (1)		Contributions à l'évolution du taux de change réel, en % (2)							
	en indice (base 100 = 1995)	en taux de croissance	Zone euro	UE 15 hors zone euro	Europe hors UE 15	Amérique du Nord	Amérique latine	Asie émergente	Japon	Autres
1991	98,4	2,9	- 1,0	- 0,5	6,2	- 0,6	- 0,1	- 0,2	- 0,7	0,0
1992	100,4	2,0	- 0,0	0,5	- 0,1	0,9	0,1	0,4	0,1	0,2
1993	97,9	- 2,5	1,3	1,1	- 1,8	- 0,7	- 0,3	- 1,0	- 1,1	0,0
1994	97,7	- 0,2	- 0,1	- 0,0	- 0,7	0,4	0,0	0,6	- 0,3	- 0,1
1995	100,0	2,3	0,0	0,4	- 0,6	1,2	0,6	0,2	0,3	0,1
1996	98,9	- 1,1	0,0	- 0,3	- 0,5	- 0,4	- 0,2	- 0,5	0,8	0,0
1997	93,5	- 5,5	- 0,3	- 1,4	- 0,5	- 1,7	- 0,5	- 0,8	- 0,2	- 0,3
1998	96,0	2,7	0,0	- 0,3	0,2	0,0	0,0	2,1	0,4	0,2
1999	93,0	- 3,2	- 0,3	- 0,2	0,3	- 0,7	0,1	- 1,3	- 1,0	- 0,1
2000	86,6	- 6,9	- 0,3	- 0,7	- 0,8	- 2,0	- 0,5	- 1,6	- 1,0	- 0,3
2001	86,7	0,2	- 0,5	0,3	- 0,4	- 0,4	0,0	0,3	0,7	0,2
2002	88,4	2,0	- 0,1	0,0	- 0,3	0,7	0,3	0,5	0,7	0,2
2003	94,1	6,4	0,1	0,6	0,4	1,9	0,5	1,9	0,8	0,1
2004	96,3	2,4	0,1	- 0,1	0,0	0,9	0,2	0,9	0,3	0,0
2005	94,9	- 1,5	- 0,2	0,1	- 0,5	- 0,4	- 0,3	- 0,4	0,3	- 0,1
2006	94,2	- 0,7	- 0,1	- 0,1	- 0,2	- 0,2	- 0,1	- 0,4	0,5	0,0
2007	95,4	1,3	- 0,3	- 0,1	- 0,2	0,8	0,1	0,4	0,7	0,0
2008	96,8	1,5	- 0,2	1,0	- 0,4	0,7	0,1	0,3	- 0,3	0,2
2009	96,6	- 0,3	- 0,0	0,8	0,4	- 0,4	0,1	- 0,1	- 0,8	- 0,1
2010	91,8	- 4,9	0,1	- 0,6	- 0,8	- 0,9	- 0,4	- 1,3	- 0,5	- 0,5
2011	91,2	- 0,7	- 0,3	- 0,2	- 0,2	0,4	0,0	- 0,2	- 0,1	0,0
			Allemagne, Autriche, Belgique-Luxembourg, Espagne, Finlande, Grèce, Irlande, Italie, Pays-Bas, Portugal	Danemark, Royaume-Uni, Suède	Europe centrale (Pologne, Hongrie, rép. Tchèque), Norvège, Russie, Suisse, Turquie	Canada, États-Unis	Brésil, Mexique	Chine, Corée du sud, Hongkong, Indonésie, Malaisie, Philippines, Singapour, Taiwan, Thaïlande	Japon	Australie, Afrique du Sud, Israël, Maroc, Nouvelle-Zélande, Tunisie

Source : Direction Générale du Trésor.

(1) Calculé en agréant les taux de change bilatéraux nationaux déflatés par les prix à la consommation au moyen d'une pondération tenant compte de la concurrence exercée entre exportateurs. Une hausse (resp. une baisse) de l'indicateur correspond à une appréciation (resp. une dépréciation) du taux de change effectif réel.

(2) Contribution à l'évolution du taux de change effectif réel de l'évolution des mouvements de parités de l'euro, vu de la France, vis-à-vis de chaque zone.

Tableau X.9

## Indicateurs de compétitivité

(en indice et en taux de croissance, en %)

Années	Indices (base 100 = 1995)			Taux de croissance annuel moyen		
	Compétitivité -prix(1)	Compétitivité -coût (1)	Effort de marge relatif (2)	Compétitivité -prix (1)	Compétitivité -coût (1)	Effort de marge relatif (2)
1980	89,6	92,8	96,6	-	-	-
1981	95,5	98,4	97,0	6,5	6,1	0,4
1982	97,7	101,5	96,2	2,3	3,2	- 0,8
1983	98,0	103,7	94,5	0,3	2,2	- 1,8
1984	99,9	105,9	94,3	1,9	2,1	- 0,2
1985	98,9	104,2	94,9	- 0,9	- 1,6	0,7
1986	93,6	99,1	94,5	- 5,4	- 4,9	- 0,5
1987	94,1	99,1	95,0	0,5	0,0	0,5
1988	95,5	103,6	92,2	1,5	4,6	- 2,9
1989	97,5	107,7	90,5	2,1	4,0	- 1,9
1990	94,1	102,7	91,6	- 3,5	- 4,7	1,2
1991	98,0	107,7	91,1	4,2	4,8	- 0,6
1992	96,9	105,7	91,7	- 1,1	- 1,8	0,7
1993	99,4	104,5	95,1	2,5	- 1,1	3,7
1994	100,3	103,9	96,5	0,9	- 0,5	1,5
1995	100,0	100,0	100,0	- 0,3	- 3,8	3,6
1996	99,1	99,4	99,6	- 0,9	- 0,6	- 0,4
1997	102,4	104,3	98,2	3,4	4,9	- 1,4
1998	101,1	103,5	97,7	- 1,2	- 0,7	- 0,5
1999	104,3	106,5	97,9	3,1	2,8	0,2
2000	110,9	112,5	98,6	6,4	5,6	0,7
2001	111,4	111,3	100,0	0,4	- 1,0	1,4
2002	110,4	108,0	102,3	- 0,8	- 3,0	2,2
2003	106,4	102,4	103,9	- 3,6	- 5,1	1,6
2004	105,5	100,2	105,3	- 0,8	- 2,2	1,4
2005	106,7	100,2	106,5	1,1	0,0	1,1
2006	106,9	99,4	107,5	0,2	- 0,8	1,0
2007	104,3	97,2	107,3	- 2,5	- 2,3	- 0,2
2008	102,8	95,1	108,0	- 1,5	- 2,1	0,7
2009	102,0	95,7	106,7	- 0,7	0,6	- 1,3
2010	107,0	97,7	109,5	4,8	2,1	2,7
2011	107,4	97,3	110,4	0,4	- 0,4	0,8

Sources : DG Trésor; données OCDE (Perspectives Économiques n°91, mai 2012).

(1) La compétitivité-prix (resp.coût) est définie comme le rapport des prix d'exportation (resp.des coûts salariaux) des 24 principaux pays de l'OCDE sur ceux de la France. Une hausse de cet indicateur correspond à une amélioration de la compétitivité de la France. Les prix se rapportent aux exportations de biens et services, les coûts salariaux à l'ensemble de l'économie.

(2) L'effort de marge relatif est défini comme le rapport de la compétitivité-prix sur la compétitivité-coût. Une hausse correspond à un effort relatif de marge, une baisse à une profitabilité accrue des exportations.

Tableau X.10

## Évolutions des prix à l'exportation et à l'importation

(en taux de croissance, en %)

Années	Tous biens			Énergie, eau, déchets			Biens manufacturés		
	Prix à l'exportation	Prix à l'importation	Termes de l'échange (1)	Prix à l'exportation	Prix à l'importation	Termes de l'échange (1)	Prix à l'exportation	Prix à l'importation	Termes de l'échange (1)
Taux de croissance annuels, en %									
1965	0,5	0,5	0,0	2,3	1,8	0,5	0,4	1,2	- 0,8
1966	0,8	1,5	- 0,7	- 0,4	- 4,0	3,7	0,7	2,3	- 1,5
1967	- 1,3	- 1,2	- 0,1	0,6	0,8	- 0,1	- 1,3	- 1,7	0,4
1968	- 2,4	- 1,8	- 0,5	0,5	- 0,2	0,7	- 2,1	- 2,0	0,0
1969	4,1	4,2	0,0	2,4	- 0,8	3,2	3,8	4,4	- 0,6
1970	8,1	9,9	- 1,6	12,3	10,0	2,1	7,9	10,2	- 2,1
1971	4,3	4,2	0,1	2,0	18,2	- 13,7	4,1	2,2	1,8
1972	1,3	- 1,8	3,2	0,1	- 2,3	2,4	1,0	- 2,0	3,1
1973	6,6	5,7	0,9	3,9	3,3	0,5	5,8	5,3	0,5
1974	24,4	46,7	- 15,1	32,1	166,6	- 50,4	25,0	29,8	- 3,7
1975	5,6	- 0,1	5,6	9,9	6,8	2,9	6,2	- 1,4	7,7
1976	9,3	10,8	- 1,4	6,5	17,0	- 9,0	9,4	8,3	1,0
1977	9,3	11,5	- 1,9	11,0	9,7	1,2	9,0	10,5	- 1,3
1978	5,5	1,0	4,4	0,2	- 4,1	4,5	5,4	3,4	1,9
1979	9,5	11,1	- 1,4	14,1	21,4	- 6,0	10,1	9,2	0,8
1980	10,7	20,6	- 8,2	16,9	62,0	- 27,8	10,4	11,6	- 1,1
1981	12,6	19,8	- 6,0	17,5	43,5	- 18,1	12,3	13,6	- 1,1
1982	12,6	13,0	- 0,4	13,6	14,6	- 0,9	12,3	12,7	- 0,3
1983	9,1	8,2	0,9	5,9	5,9	0,0	8,9	8,6	0,3
1984	9,2	10,0	- 0,7	11,2	4,5	6,5	9,3	11,5	- 2,0
1985	3,3	1,4	1,9	6,5	0,2	6,3	4,1	1,8	2,3
1986	- 4,9	- 15,6	12,6	- 9,2	- 45,5	66,7	- 4,8	- 9,4	5,2
1987	- 1,4	- 2,2	0,8	- 2,0	- 10,1	9,1	- 0,7	- 0,9	0,2
1988	2,3	0,9	1,3	- 1,2	- 12,0	12,3	2,3	2,1	0,2
1989	4,1	6,2	- 1,9	3,4	19,3	- 13,3	3,8	5,4	- 1,5
1990	- 2,0	- 2,4	0,4	- 1,6	4,6	- 5,9	- 1,9	- 2,9	1,0
1991	- 1,6	- 0,8	- 0,7	4,4	- 3,0	7,6	- 1,6	- 0,6	- 1,0
1992	- 2,4	- 3,8	1,4	1,5	- 10,7	13,7	- 2,3	- 3,0	0,7
1993	- 3,4	- 4,2	0,8	- 1,9	- 4,7	2,9	- 3,3	- 4,0	0,8
1994	- 0,2	0,3	- 0,5	14,4	- 5,1	20,5	- 0,3	0,6	- 0,9
1995	0,3	0,3	0,0	- 1,7	- 1,9	0,2	0,4	0,4	0,0
1996	1,7	2,5	- 0,7	- 3,0	13,8	- 14,8	1,9	1,7	0,2
1997	2,1	1,6	0,4	- 4,1	7,7	- 10,9	2,3	1,2	1,1
1998	- 1,9	- 3,0	1,2	2,4	- 22,9	32,7	- 1,9	- 1,6	- 0,3
1999	- 1,6	- 1,7	0,1	- 0,9	18,9	- 16,7	- 1,6	- 2,7	1,1
2000	2,3	5,8	- 3,3	5,6	65,1	- 36,0	2,4	2,4	0,0
2001	- 0,9	- 1,1	0,2	- 7,1	- 1,3	- 5,9	- 0,7	- 1,1	0,4
2002	- 2,5	- 4,1	1,6	- 7,3	- 6,0	- 1,4	- 2,5	- 4,0	1,5
2003	- 2,5	- 2,3	- 0,2	- 5,8	0,7	- 6,5	- 2,5	- 2,6	0,1
2004	0,5	1,2	- 0,7	11,4	13,9	- 2,3	0,2	0,2	0,0
2005	1,6	3,3	- 1,7	6,2	27,7	- 16,9	1,6	0,9	0,7
2006	2,2	3,9	- 1,6	14,0	22,6	- 7,0	1,8	1,9	- 0,1
2007	2,0	0,6	1,4	- 3,2	1,3	- 4,5	1,7	0,4	1,3
2008	3,4	4,1	- 0,7	23,3	24,4	- 0,9	2,6	1,6	1,0
2009	- 4,8	- 7,7	3,2	- 19,9	- 28,7	12,3	- 3,9	- 4,5	0,6
2010	2,3	4,7	- 2,3	22,2	20,0	1,8	1,9	3,0	- 1,1
2011	3,7	6,0	- 2,2	11,0	28,8	- 13,8	2,8	3,6	- 0,8

1) Termes de l'échange = prix à l'exportation / prix à l'importation. Il y a amélioration des termes de l'échange lorsque ce rapport augmente.

Tableau X.11

## Structure du solde des transactions courantes

(en points de PIB)

Années	Biens et services					+ Revenus des facteurs		+ Transferts courants	= Solde des transactions courantes
	Biens (1)	+ Services effectifs (1)	+ Voyages	= Biens et services ventilés (2)	Autres biens et services non ventilés (3)	Revenus du capital	Revenus du travail		
1973	0,2	0,1	0,1	0,4	0,8	0,0	0,0	- 0,7	0,6
1974	- 1,6	0,0	0,1	- 1,4	0,8	0,1	0,0	- 0,8	- 1,4
1975	0,4	0,2	0,1	0,7	0,8	0,0	0,0	- 0,7	0,8
1976	- 1,3	0,3	0,0	- 0,9	0,7	0,0	0,0	- 0,7	- 0,9
1977	- 0,7	0,4	0,1	- 0,2	0,7	0,0	0,0	- 0,7	- 0,1
1978	0,1	0,7	0,3	1,2	0,8	0,1	0,0	- 0,7	1,4
1979	- 0,3	0,7	0,3	0,6	0,7	0,2	0,0	- 0,7	0,9
1980	- 1,9	0,7	0,3	- 0,8	0,6	0,3	0,0	- 0,6	- 0,6
1981	- 1,7	0,7	0,2	- 0,7	0,6	0,1	- 0,1	- 0,7	- 0,8
1982	- 2,7	0,6	0,3	- 1,8	0,6	- 0,1	- 0,1	- 0,8	- 2,1
1983	- 1,5	0,5	0,5	- 0,5	0,6	- 0,2	- 0,1	- 0,7	- 0,9
1984	- 0,8	0,3	0,6	0,2	0,7	- 0,4	- 0,1	- 0,6	- 0,2
1985	- 1,0	0,6	0,6	0,2	0,7	- 0,4	- 0,1	- 0,5	- 0,1
1986	- 0,4	0,4	0,4	0,4	0,6	- 0,1	- 0,1	- 0,6	0,2
1987	- 1,0	0,3	0,4	- 0,3	0,6	- 0,1	- 0,1	- 0,6	- 0,5
1988	- 0,8	0,2	0,4	- 0,2	0,6	- 0,1	0,0	- 0,7	- 0,5
1989	- 1,0	0,1	0,6	- 0,3	0,6	0,0	0,0	- 0,8	- 0,5
1990	- 1,0	0,0	0,6	- 0,4	0,6	- 0,3	0,0	- 0,7	- 0,8
1991	- 0,7	0,0	0,7	0,0	0,6	- 0,5	0,0	- 0,6	- 0,5
1992	0,2	0,0	0,8	1,0	0,6	- 0,6	0,0	- 0,6	0,3
1993	0,7	0,0	0,8	1,5	0,4	- 0,7	0,0	- 0,5	0,7
1994	0,6	0,2	0,8	1,6	0,4	- 0,8	0,0	- 0,6	0,6
1995 (4)	0,7	0,2	0,7	1,6	0,2	- 0,6	0,1	- 0,6	0,7
1996	1,0	0,3	0,7	1,9	0,1	- 0,3	0,1	- 0,6	1,3
1997 (5)	1,9	0,5	0,7	3,1	0,0	- 0,1	0,6	- 0,9	2,7
1998	1,7	0,4	0,7	2,9	0,0	0,1	0,4	- 0,8	2,6
1999 (6)	1,2	0,4	0,9	2,5	0,0	1,1	0,5	- 0,9	3,1
2000	- 0,2	0,5	0,8	1,0	0,0	0,9	0,5	- 1,1	1,5
2001	0,3	0,4	0,7	1,4	0,0	0,9	0,5	- 1,1	1,8
2002	0,5	0,3	0,8	1,6	0,0	0,1	0,6	- 1,0	1,2
2003	0,2	0,1	0,6	1,0	0,0	0,3	0,5	- 1,1	0,7
2004	- 0,2	0,0	0,7	0,5	0,0	0,6	0,5	- 1,1	0,5
2005	- 1,3	0,1	0,6	- 0,6	0,0	0,9	0,5	- 1,3	- 0,5
2006	- 1,7	0,1	0,6	- 1,0	0,0	1,2	0,5	- 1,2	- 0,6
2007	- 2,2	0,1	0,6	- 1,4	0,0	1,2	0,5	- 1,2	- 1,0
2008	- 3,1	0,3	0,5	- 2,2	0,0	1,2	0,5	- 1,3	- 1,7
2009	- 2,3	0,5	0,4	- 1,3	0,0	1,2	0,5	- 1,8	- 1,3
2010	- 2,7	0,5	0,3	- 1,9	0,0	1,5	0,6	- 1,7	- 1,6
2011	- 3,7	0,8	0,4	- 2,5	0,0	1,7	0,6	- 1,8	- 1,9

Sources : Banque de France, Insee.

(1) Soldes FAB-FAB.

(2) Les divergences méthodologiques qui subsistent entre les comptes nationaux et la Banque de France, responsable de l'établissement de la balance des paiements (notamment sur l'estimation des coûts de transport et sur le partage entre services et transferts), expliquent les écarts relatifs au solde des biens et services, ici différent de celui du tableau X.3, établi à partir des comptes nationaux.

(3) La rubrique "autres biens et services" relative aux flux non ventilables entre biens et services aux dates d'établissement des balances des paiements est nulle depuis 1998 en raison de l'amélioration de l'information statistique.

(4) Nouvelle présentation de la balance des paiements par la Banque de France à partir de 1995.

(5) À partir de 1997, réévaluations de certains revenus d'investissements, en conformité avec le 5ème manuel du FMI, des revenus du travail et des transferts courants.

(6) À partir de 1999, modification du taux de fabrication (mise en conformité avec le taux douanier).

Tableau X.12

## Évolution de la position extérieure de la France

(en points de PIB)

	2009	2010		2011	
	Encours (2)	Flux (3)	Encours (2)	Flux (3)	Encours (2)
<b>Investissements directs (1)</b>	<b>20,0</b>	<b>1,8</b>	<b>20,6</b>	<b>1,8</b>	<b>15,8</b>
- Français à l'étranger	58,3	3,0	61,0	3,2	53,1
- Etrangers en France	- 38,2	- 1,2	- 40,4	- 1,5	- 37,3
<b>Investissements de portefeuille (4)</b>	<b>- 13,2</b>	<b>- 6,4</b>	<b>- 17,6</b>	<b>- 12,6</b>	<b>- 31,2</b>
- Titres étrangers	108,7	- 1,4	107,9	- 8,9	91,6
- Titres français	- 122,0	- 5,0	- 125,5	- 3,7	- 122,8
- Dont : valeurs du trésor	- 44,1	- 2,4	- 45,8	- 0,9	- 46,2
<b>Produits financiers dérivés (5)</b>	<b>- 2,0</b>	<b>- 1,8</b>	<b>- 2,0</b>	<b>- 0,7</b>	<b>- 2,0</b>
<b>Autres investissements (5)</b>	<b>- 19,0</b>	<b>4,6</b>	<b>- 15,3</b>	<b>8,9</b>	<b>- 5,2</b>
- Crédits commerciaux et avances à la commande	- 0,3	- 0,2	- 0,8	- 0,3	- 1,1
- Position dépôts-crédits du secteur bancaire	- 11,0	2,4	- 9,1	11,5	3,5
- Position dépôts-crédits des entreprises et des ménages	- 0,6	0,0	- 0,9	1,2	0,4
- Autres investissements des autorités monétaires et administrations publiques	- 7,1	2,4	- 4,6	- 3,6	- 8,0
<b>Avoirs de réserve</b>	<b>4,9</b>	<b>0,3</b>	<b>6,4</b>	<b>- 0,3</b>	<b>6,7</b>
<b>Total</b>	<b>- 9,4</b>	<b>- 1,4</b>	<b>- 7,8</b>	<b>- 2,9</b>	<b>- 15,9</b>

Source : Banque de France.

Les chiffres positifs correspondent aux avoirs ou aux variations d'avoirs, les chiffres négatifs aux engagements ou variations d'engagements.

(1) Investissements directs en valeur de marché.

(2) La différence entre la variation des encours d'une année sur l'autre et les flux de balance des paiements correspond à l'impact des variations de taux de change et de cours boursiers.

(3) Le flux et l'encours de l'année n sont exprimés en pourcentage du PIB de la même année.

(4) Hors produits financiers dérivés.

(5) Positions nettes.

# XI. Indicateurs de développement durable pour la France

## XI.1 Les indicateurs de développement durable – Stratégie nationale 2010 - 2013

## XI.2 Les indicateurs de développement durable - Stratégie nationale 2010 - 2013 (suite)

Dans son rapport du 14 septembre 2009, la Commission sur la mesure des performances économiques et sociales, dite aussi Commission Stiglitz souligne que le PIB est un outil inadapté pour évaluer le bien-être dans le temps, en particulier dans ses dimensions économique, environnementale et sociale, dont certains aspects sont fréquemment désignés par le terme de *soutenabilité*.

([http://www.stiglitz-sen-fitoussi.fr/documents/rapport\\_francais.pdf](http://www.stiglitz-sen-fitoussi.fr/documents/rapport_francais.pdf)).

Ce rapport formule de nombreuses recommandations qui doivent déboucher sur la mise au point par le service statistique français et les organisations internationales, notamment l'OCDE, de meilleurs instruments statistiques qui permettront de mieux mesurer les performances économiques et le progrès social ainsi que leur caractère soutenable.

Onze indicateurs phares de développement durable avaient été retenus par la France dans le cadre de la stratégie nationale de développement durable adoptée en 2003 par le Comité interministériel pour le développement durable et révisée en 2006 (cf. annexe 3.1 du rapport Stiglitz).

En 2010, une nouvelle stratégie nationale a été adoptée pour la période 2010-2013. Quinze indicateurs phares associés aux enjeux de la stratégie et quatre indicateurs de contexte économique et social ont été retenus et sont présentés dans ce chapitre de même que l'indicateur d'épargne nette ajustée, calculé par la Banque mondiale (cf. Annexe 3.3 du rapport Stiglitz).



Tableau XI.1

Les indicateurs de développement durable - Stratégie nationale 2010-2013

Années	Consommation et production durable		Société de la connaissance		Gouvernance	Changement climatique et énergie			Transport à mobilité durable	Biodiversité et ressources naturelles	
	Productivité des ressources (En euros par kilogramme) (1)	Sortie précoce du système scolaire (En %) (2)	Recherche & développement (En % du PIB)	Participation des femmes aux instances de gouvernance (Cadre du privé en %) (3)		Émissions de gaz à effet de serre (Index 1990 = 100)	Empreinte carbone (tonne de CO2 par habitant)	Part des énergies renouvelables dans la consommation totale d'énergie primaire (En %)		Indice d'abondance des populations d'oiseaux communs (4)	Artificialisation des sols (En % de superficie nationale)
1989						100		6,7	40,8	100,0	-
1990			2,3			104		7,1	41,7	101,2	-
1991			2,3			103		7,5	43,0	96,8	-
1992			2,3			98		7,1	43,4	94,6	-
1993		17,2	2,4			97		7,4	44,0	100,9	7,1
1994		16,4	2,3			99		7,1	44,4	97,3	7,3
1995		15,4	2,3			102		6,8	44,8	92,5	7,4
1996		15,2	2,3			101		6,5	45,7	96,1	7,5
1997		14,1	2,2			104		6,3	47,1	93,7	7,6
1998		14,9	2,1			102		6,5	48,6	90,2	7,7
1999		14,7	2,2			101		6,2	48,6	87,1	7,8
2000	1,8	13,3	2,2			101		6,3	49,5	87,6	7,9
2001	1,9	13,5	2,2			100		5,7	50,6	91,9	8,0
2002	1,9	13,4	2,2			101		5,7	50,2	101,9	8,1
2003	2,1	12,4	2,2	26,5		101		5,7	50,5	105,0	8,2
2004	1,9	12,1	2,2	27,2		101		5,6	50,1	108,5	-
2005	2,0	12,2	2,1	27,2		101	8,6	5,6	50,1	115,8	-
2006	2,0	12,4	2,1	27,8		99	-	5,8	50,6	119,8	8,4
2007	2,0	12,6	2,1	28,4		97	-	6,2	51,4	117,3	8,5
2008	2,0	11,5	2,1	31,8		96	-	6,9	50,5	117,8	8,7
2009	2,2	12,2	2,3	31,7		92	-	7,4	49,7	112,8	8,8
2010	-	12,6	2,3	-		93	-	7,8	50,1	124,7	8,9
2011	-	12,0	-	-		-	-	-	-	-	-

Sources : SoeS, Insee, Eurostat.

(1) L'année de base a changé de 2000 à 2005 pour le PIB en volumes en euros en volume chaînés. Les chiffres ont donc été ajustés de l'inflation entre 2000 et 2005. La productivité des ressources est définie comme étant le PIB divisé par la consommation intérieure de matières (CIM). La CIM mesure la quantité totale de matières directement utilisée par une économie. C'est la quantité annuelle de matières premières extraite sur le territoire national de l'économie concernée, plus le total des importations physiques moins le total des exportations physiques. Le terme « consommation » tel qu'il est utilisé dans la CIM désigne la consommation apparente et non la consommation finale.

(2) Part des 18-24 ans ne suivant ni études ni formation et sans diplômes.

(3) Rupture de série entre 2007 et 2008 du fait d'un changement de codage de la profession salariée dans les DADS (déclarations annuelles de données sociales)

(4) Espèces généralistes.

## Les indicateurs de développement durable - Stratégie nationale 2010-2013 (suite)

Années	Santé publique, prévention et gestion des risques				Démographie, immigration, inclusion sociale			Pauvreté dans le monde et défis internationaux	Indicateurs de contexte économique et social				Épargne nette ajustée (en % du revenu national brut) (5)
	Espérance de vie à la naissance Femmes (En années) (1)	Espérance de vie à la naissance Hommes (En années) (1)	Années de vie en bonne santé (Femmes)	Années de vie en bonne santé (Hommes)	Pauvreté monétaire (En %) (2)	Taux d'emploi des seniors (En %) (2)	Part des jeunes hors emploi et hors formation (En %) (2)	Aide publique au développement (En % du revenu national brut)	Taux de croissance du PIB réel par habitant (En %) (3)	Taux de chômage (En %) (3)	Distribution des revenus (En %) (4)	Taux de fécondité (En nombre d'enfants)	
1989	80,6	72,5					12,0			8,2			12,5
1990	81,0	72,7					11,8			7,9			12,7
1991	81,2	72,9				29,8	11,8			8,1			12,2
1992	81,5	73,2					12,9			9,0			11,8
1993	81,5	73,3								10,0			10,7
1994	81,9	73,7				29,6	13,2			10,7		1,7	11,0
1995	81,9	73,9	62,4	60,0	15,0	29,6	12,2	0,55	1,7	10,0		1,7	11,9
1996	82,1	74,1	62,5	59,6	15,0	29,4	12,4	0,48	0,7	10,6	6,20	1,8	11,7
1997	82,3	74,6	63,1	60,2	15,0	29,0	12,6	0,44	1,8	10,7	6,15	1,7	12,6
1998	82,4	74,8	62,8	59,2	15,0	28,3	11,8	0,38	3	10,3	5,95	1,8	13,6
1999	82,5	75,0	63,3	60,1	15,0	28,8	12,3	0,38	2,8	10,0	6,17	1,8	14,6
2000	82,8	75,3	63,2	60,1	16,0	29,9	10,4	0,30	3	8,5	6,27	1,9	13,9
2001	82,9	75,5	63,3	60,5	13,0	31,9	10,1	0,31	1,1	7,7	6,23	1,9	13,2
2002	83,1	75,8	63,7	60,4	12,0	34,7	10,5	0,37	0,2	7,9	6,01	1,9	11,9
2003	83,0	75,9	63,9	60,6	12,0	37,0	10,7	0,40	0,2	8,5	6,06	1,9	11,5
2004	83,9	76,7	64,3	61,5	13,5	37,8	11,1	0,41	1,8	8,9	6,09	1,9	11,8
2005	83,9	76,8	64,6	62,3	13,0	38,5	11,5	0,47	1,1	8,9	6,53	1,9	11,2
2006	84,2	77,2	64,3	62,7	13,2	38,1	11,7	0,47	1,8	8,8	6,63	2,0	11,8
2007	84,4	77,4	64,3	62,8	13,1	38,2	10,8	0,38	1,7	8,0	6,60	2,0	12,3
2008	84,4	77,6	64,6	62,7	12,7	38,2	10,9	0,39	-0,6	7,4	6,67	2,0	11,3
2009	84,5	77,8	63,3	62,7	12,9	38,9	13,1	0,47	-3,7	9,1	6,7	2,0	7,9
2010	84,7	78,0	63,5	61,9	13,3	39,7	13,1	0,50	1,1	9,4	-	2,0	8,5
2011	84,9	78,2	-	-	-	41,4	-	0,46	1,1	9,2	-	2,0	-

Sources : SoeS, Insee, Eurostat, Banque Mondiale.

(1) De 2009 à 2011, les chiffres sont provisoires à fin 2011. Données France métropolitaine.

(2) Seuil : 60 % du revenu équivalent médian après transferts sociaux.

(3) Source : Insee, enquêtes Emploi, données corrigées de la rupture de série en 2002. Données France métropolitaine.

(4) Rapport des niveaux de vie moyen des déciles extrêmes.

(5) L'épargne nette ajustée est un indicateur de la Banque mondiale. Il est calculé comme l'épargne brute (production moins consommation) tirée de la comptabilité nationale, moins la consommation de capital fixe (dépréciation du capital économique), plus les dépenses d'éducation (consommations requilibrées en investissement en capital humain) moins les dommages aux actifs naturels (dépréciation du capital naturel).



## XII. Comparaisons internationales

- XII.1 Produit Intérieur Brut des principaux pays de la zone euro et des autres pays du G7**
- XII.2 Produit Intérieur Brut par tête des principaux pays de la zone euro et des autres pays du G7**
- XII.3 Prix à la consommation (indices implicites de prix de la consommation privée) des principaux pays de la zone euro et des autres pays du G7**
- XII.4 Emploi total des principaux pays de la zone euro et des autres pays du G7**
- XII.5 Taux de chômage (définitions courantes) des principaux pays de la zone euro et des autres pays du G7**
- XII.6 Solde financier des administrations publiques des principaux pays de la zone euro et des autres pays du G7**
- XII.7 Part des recettes courantes publiques dans le PIB des principaux pays de la zone euro et des autres pays du G7**
- XII.8 Prélèvements obligatoires des principaux pays de la zone euro et des autres pays du G7**
- XII.9 Part des dépenses publiques totales dans le PIB des principaux pays de la zone euro et des autres pays du G7**
- XII.10 Dette publique (engagements financiers nets) des principaux pays de la zone euro et des autres pays du G7**
- XII.11 Balance courante des principaux pays de la zone euro et des autres pays du G7**
- XII.12 Produit Intérieur Brut aux prix courants des pays du G20**

### Avertissement

Les comparaisons internationales sont toujours difficiles.

Une source homogène a donc été privilégiée : les Perspectives Économiques de l'OCDE (n° 91- mai 2012). Les données du PIB par tête sont extraites des comptes nationaux de l'OCDE. Les données du PIB des pays du G20 (tableau XII.12) sont extraites des données du FMI faute de données de l'OCDE.

Dès lors, les données contenues dans ce chapitre peuvent différer, notamment pour la France, de celles présentées dans les tableaux des chapitres précédents.

Tableau XII.1

## Produit intérieur brut des principaux pays de la zone euro et des autres pays du G7

Années	France	Allemagne (1)	Italie	Espagne	Pays-Bas	Belgique	Zone euro (2)	Royaume-Uni	États-Unis	Canada	Japon	OCDE
<b>Taux de croissance, en % - volume</b>												
1980	1,7	1,3	3,5	1,3	1,7	4,5	2,0	- 2,1	- 0,3	2,2	2,8	1,3
1981	1,0	0,6	0,8	- 0,1	- 0,5	- 0,3	0,5	- 1,3	2,5	3,5	4,2	2,3
1982	2,4	- 0,5	0,3	1,2	- 1,3	0,6	0,7	2,1	- 1,9	- 2,9	3,4	0,1
1983	1,2	1,5	1,4	1,8	1,8	0,3	1,4	3,6	4,5	2,7	3,0	2,8
1984	1,6	2,9	3,2	1,8	3,1	2,5	2,4	2,7	7,2	5,8	4,6	4,8
1985	1,7	2,6	2,8	2,3	2,7	1,7	2,4	3,6	4,1	4,8	6,2	3,8
1986	2,2	2,3	3,0	3,3	3,1	1,8	2,5	4,0	3,5	2,4	2,9	3,0
1987	2,4	1,3	3,0	5,5	1,9	2,3	2,4	4,6	3,2	4,3	4,0	3,4
1988	4,5	3,4	4,3	5,1	3,0	4,7	4,1	5,0	4,1	5,0	7,3	4,6
1989	4,4	4,0	3,5	4,8	4,5	3,5	4,1	2,3	3,6	2,6	5,3	3,9
1990	2,6	5,5	2,0	3,8	4,2	3,1	3,5	0,8	1,9	0,2	5,6	3,2
1991	1,1	5,2	1,5	2,5	2,4	1,8	2,6	- 1,4	- 0,2	- 2,1	3,3	1,2
1992	1,3	1,5	0,7	0,9	1,6	1,5	1,1	0,1	3,4	0,9	0,9	2,1
1993	- 0,7	- 1,0	- 0,9	- 1,0	1,3	- 1,0	- 0,7	2,2	2,9	2,3	0,1	1,4
1994	2,2	2,5	2,3	2,4	3,0	3,2	2,5	4,3	4,1	4,8	0,9	3,2
1995	2,2	1,8	3,0	2,8	3,3	2,4	2,4	3,1	2,5	2,8	1,9	2,5
1996	1,0	0,8	1,0	2,4	3,3	1,2	1,4	2,9	3,7	1,6	2,7	3,1
1997	2,2	1,8	1,9	3,9	4,3	3,9	2,6	3,4	4,5	4,2	1,6	3,7
1998	3,4	1,7	1,3	4,5	3,9	1,9	2,7	3,8	4,4	4,1	- 2,1	2,7
1999	3,2	1,8	1,4	4,7	4,6	3,5	2,8	3,7	4,7	5,5	- 0,1	3,4
2000	3,9	3,3	3,9	5,0	4,0	3,8	3,9	4,5	4,1	5,2	2,2	4,2
2001	1,8	1,6	1,8	3,7	2,0	0,7	2,0	3,2	1,1	1,8	0,4	1,3
2002	0,9	0,0	0,4	2,7	0,1	1,4	0,9	2,7	1,8	2,9	0,3	1,7
2003	0,9	- 0,4	0,0	3,1	0,3	0,8	0,7	3,5	2,5	1,9	1,7	2,0
2004	2,3	0,7	1,6	3,3	2,0	3,2	2,0	3,0	3,5	3,1	2,3	3,1
2005	1,9	0,8	1,1	3,6	2,2	1,9	1,8	2,1	3,1	3,0	1,3	2,7
2006	2,7	3,9	2,3	4,1	3,5	2,7	3,4	2,6	2,7	2,8	1,7	3,2
2007	2,2	3,4	1,5	3,5	3,9	2,8	3,0	3,5	1,9	2,2	2,2	2,8
2008	- 0,2	0,8	- 1,2	0,9	1,8	0,9	0,2	- 1,1	- 0,3	0,7	- 1,1	0,1
2009	- 2,6	- 5,1	- 5,5	- 3,7	- 3,5	- 2,7	- 4,3	- 4,4	- 3,5	- 2,8	- 5,5	- 3,8
2010	1,4	3,6	1,8	- 0,1	1,6	2,2	1,9	2,1	3,0	3,2	4,5	3,2
2011	1,7	3,1	0,5	0,7	1,3	2,0	1,5	0,7	1,7	2,5	- 0,7	1,8

Source : OCDE.

(1) Allemagne : Ouest jusqu'en 1991 ; Allemagne totale depuis 1992.

(2) Zone Euro : avec Allemagne Occidentale, jusqu'en 1991 ; Pays de l'OCDE appartenant à la Zone Euro depuis 1992.

Tableau XII.2

## Produit Intérieur Brut par habitant des principaux pays de la zone euro et des autres pays du G7 aux niveaux de prix et taux de change de 2000 (dollars US)

Années	France	Allemagne (1)	Italie	Espagne	Pays-Bas	Belgique	Zone euro	Royaume-Uni	États-Unis	Canada	Japon	OCDE
Taux de croissance, en %												
1980	1,1	1,2	3,2	1,1	2,4	4,1	1,7	- 2,2	- 1,4	0,9	2,0	0,3
1981	0,4	0,4	0,7	- 0,7	- 1,5	- 0,3	0,1	- 1,3	1,5	2,2	3,4	1,3
1982	1,8	- 0,3	0,4	0,7	- 1,7	0,6	0,4	2,3	- 2,9	- 4,0	2,7	- 0,7
1983	0,7	1,8	1,1	1,3	1,7	0,3	1,2	3,6	3,6	1,7	2,4	2,1
1984	1,0	3,2	3,2	1,4	2,7	2,5	2,2	2,5	6,3	4,8	3,8	4,0
1985	1,1	2,6	2,8	1,9	2,1	1,6	2,2	3,4	3,2	3,8	5,7	3,0
1986	1,7	2,3	2,9	2,9	2,2	1,8	2,4	3,8	2,5	1,4	2,3	2,2
1987	1,8	1,4	3,2	5,3	1,3	2,2	2,4	4,3	2,2	2,9	3,6	2,7
1988	4,1	3,2	4,1	4,9	2,8	4,4	3,9	4,8	3,2	3,6	6,7	3,8
1989	3,6	3,2	3,3	4,6	3,8	3,1	3,6	2,0	2,6	0,8	5,0	3,0
1990	2,1	4,3	2,0	3,6	3,5	2,8	3,0	0,5	0,7	- 1,3	5,2	2,2
1991	0,5	4,3	1,4	2,4	1,6	1,4	2,2	- 1,7	- 1,6	- 3,3	2,9	0,3
1992	1,0	1,1	0,7	0,7	0,9	1,1	0,9	- 0,1	2,0	- 0,3	0,4	1,3
1993	- 1,1	- 1,7	- 0,9	- 1,2	0,5	- 1,3	- 1,2	2,0	1,5	1,2	- 0,1	0,6
1994	1,9	2,2	2,1	2,2	2,4	2,9	2,2	4,0	2,9	3,7	0,6	2,3
1995	1,7	1,4	2,9	2,6	2,6	2,2	2,2	2,8	1,3	1,8	1,7	1,6
1996	0,7	0,5	1,1	2,2	3,0	1,2	1,3	2,6	2,6	0,6	2,4	2,3
1997	1,8	1,5	1,8	3,6	3,7	3,5	2,3	5,9	3,3	3,2	1,4	3,1
1998	3,0	1,9	1,4	4,1	3,3	1,7	2,5	3,6	3,2	3,2	- 2,2	2,0
1999	2,8	1,8	1,4	4,2	4,0	3,3	2,6	3,3	3,7	4,7	- 0,4	2,7
2000	3,0	2,9	3,6	4,2	3,2	3,4	3,4	4,1	3,0	4,3	2,0	3,3
2001	1,1	1,3	1,8	2,5	1,2	0,5	1,5	2,8	0,1	0,7	0,0	0,7
2002	0,2	- 0,2	0,1	1,2	- 0,6	0,9	0,4	2,3	0,8	1,8	0,2	1,0
2003	0,2	- 0,4	- 0,8	1,4	- 0,1	0,4	0,1	3,1	1,6	1,0	1,5	1,3
2004	1,8	1,2	0,7	1,6	1,9	2,8	1,6	2,5	2,5	2,1	2,3	2,5
2005	1,1	0,7	0,2	1,9	1,8	1,2	1,1	1,4	2,1	2,0	1,3	2,0
2006	1,8	3,8	1,6	2,5	3,2	2,0	2,7	2,0	1,7	1,8	1,7	2,5
2007	1,7	3,4	0,9	1,6	3,7	2,2	2,4	2,8	0,9	1,1	2,2	2,0
2008	- 0,6	1,3	- 1,9	- 0,7	1,4	0,2	- 0,2	- 1,8	- 1,3	- 0,5	- 1,0	- 0,6
2009	- 3,7	- 4,8	- 6,1	- 4,4	- 4,0	- 3,5	- 4,6	- 5,0	- 4,4	- 4,0	- 5,4	- 4,4
2010	1,1	3,8	1,3	- 0,4	1,2	1,4	1,6	1,3	2,2	2,0	4,0	2,5
2011	1,1	3,0	0,0	0,6	0,7	1,0	n.d.	- 0,1	n.d.	1,4	n.d.	n.d.

Source : OCDE.

(1) Le secrétariat a estimé des données pour l'Allemagne dans son ensemble depuis 1970 en raccordant en 1991 les données de l'Allemagne à des données historiques pour l'Allemagne occidentale selon le SCN 1993, publiées en juillet 2002 par le Statistisches Bundesamt.

Tableau XII.3

### Prix à la consommation (indices implicites de prix de la consommation privée) des principaux pays de la zone euro et des autres pays du G7

Années	France	Allemagne (1)	Italie	Espagne	Pays-Bas	Belgique	Zone euro (2)	Royaume-Uni	États-Unis	Canada	Japon	OCDE
Taux de croissance, en %												
1980	12,9	6,7	20,8	15,7	6,8	6,7	11,9	16,4	10,7	10,4	7,5	13,5
1981	13,5	6,1	17,6	14,1	6,4	8,1	11,5	11,1	8,8	11,7	4,6	11,0
1982	11,8	5,1	17,2	14,4	5,0	7,5	10,5	8,4	5,5	10,0	2,7	9,8
1983	9,7	3,1	15,2	12,3	2,9	6,9	8,6	5,4	4,3	7,0	1,9	9,5
1984	8,0	2,5	11,2	10,6	2,1	6,0	7,2	5,2	3,8	4,6	2,2	8,0
1985	6,0	1,5	9,1	8,1	2,5	5,7	5,7	5,4	3,3	4,0	1,5	7,1
1986	2,9	- 1,1	6,3	9,3	0,2	1,1	3,2	4,2	2,4	4,3	0,4	6,2
1987	3,0	- 0,1	5,1	5,5	0,3	2,3	2,9	4,3	3,7	3,9	0,3	8,9
1988	2,8	1,9	5,9	4,8	1,6	1,2	3,5	4,9	4,0	3,9	0,4	8,5
1989	4,0	3,9	6,5	6,7	1,7	4,0	5,0	6,0	4,3	4,4	2,0	6,7
1990	2,8	3,0	6,5	6,6	1,4	3,3	4,5	7,7	4,6	4,2	2,6	6,5
1991	2,9	2,9	6,8	6,4	3,6	3,2	4,7	7,6	3,6	5,0	2,8	7,2
1992	2,5	4,3	5,2	6,6	3,1	2,4	4,2	4,7	2,9	1,7	1,7	5,7
1993	1,7	3,6	5,4	5,3	2,2	3,2	3,9	3,6	2,2	2,3	1,1	4,9
1994	1,3	2,5	5,1	4,9	2,6	2,8	3,2	2,0	2,1	1,1	0,5	5,5
1995	1,1	1,4	6,1	4,8	2,1	2,1	2,8	3,2	2,2	1,3	- 0,3	5,8
1996	1,7	1,0	4,1	3,2	2,0	0,7	2,1	3,5	2,2	1,6	0,0	4,9
1997	0,9	1,3	2,2	2,7	2,3	1,6	1,8	2,5	1,9	1,6	1,2	4,4
1998	0,4	0,5	1,8	1,9	2,0	1,0	1,2	1,8	0,9	1,2	- 0,1	3,9
1999	- 0,5	0,4	1,8	2,3	1,9	0,3	0,9	1,2	1,7	1,7	- 0,7	3,0
2000	2,4	0,8	3,4	3,7	3,8	3,5	2,5	0,4	2,5	2,2	- 0,6	3,7
2001	2,0	1,9	2,6	3,4	4,5	1,9	2,4	1,0	1,9	1,8	- 1,0	3,2
2002	1,0	1,2	2,8	2,9	3,0	1,2	1,9	0,8	1,4	2,0	- 1,4	2,3
2003	1,9	1,6	2,8	3,2	2,4	1,4	2,2	1,8	2,0	1,6	- 1,0	2,3
2004	2,1	1,2	2,6	3,6	1,0	2,3	2,0	1,9	2,6	1,5	- 0,8	2,3
2005	1,8	1,7	2,2	3,5	2,1	2,7	2,2	2,4	3,0	1,7	- 0,7	2,4
2006	2,1	1,0	2,6	3,6	2,2	3,0	2,1	2,7	2,7	1,4	- 0,3	2,4
2007	2,1	1,5	2,2	3,2	1,8	2,9	2,2	2,6	2,7	1,6	- 0,7	2,4
2008	2,9	1,7	3,1	3,6	1,1	3,3	2,7	3,4	3,3	1,6	0,2	3,2
2009	- 0,5	0,1	- 0,1	- 1,2	- 0,5	- 0,9	- 0,4	1,4	0,2	0,5	- 2,5	0,5
2010	1,2	2,0	1,5	2,4	1,5	1,8	1,7	4,1	1,8	1,3	- 1,7	1,9
2011	2,0	2,1	2,7	3,2	2,3	3,3	2,5	4,0	2,5	2,0	- 1,1	2,5

Source : OCDE.

(1) Allemagne : Ouest jusqu'en 1991 ; Allemagne totale depuis 1992.

(2) Zone Euro : avec Allemagne Occidentale, jusqu'en 1991 ; Pays de l'OCDE appartenant à la Zone Euro depuis 1992.

Tableau XII.4

# Emploi total des principaux pays de la zone euro et des autres pays du G7

(en milliers et en %)

Années	France	Allemagne (1)	Italie	Espagne	Pays-Bas	Belgique	Zone euro (2)	Royaume-Uni	États-Unis	Canada	Japon	OCDE
Niveaux, en milliers												
2011	25 769	41 099	22 968	18 105	8 533	4 633	142 546	29 176	139 873	17 309	62 493	550 192
Taux de croissance, en %												
1980	1,0	1,7	1,5	- 2,7	1,1	- 0,2	0,9	- 0,4	0,5	3,0	1,0	n.d.
1981	- 0,7	0,1	- 0,6	- 2,6	- 0,4	- 1,9	- 0,4	- 2,6	1,1	2,9	0,8	n.d.
1982	0,1	- 0,8	- 0,4	- 0,9	- 1,5	- 1,3	- 0,4	- 2,0	- 0,9	- 3,2	1,0	n.d.
1983	- 0,7	- 0,9	0,1	- 0,5	- 0,9	- 1,3	- 0,4	- 0,7	1,3	0,7	1,7	n.d.
1984	- 0,6	0,9	0,3	- 2,7	0,8	- 0,1	0,0	2,1	4,1	2,5	0,6	n.d.
1985	0,1	1,4	0,3	- 1,0	1,9	0,5	0,5	1,3	2,0	2,9	0,7	n.d.
1986	1,1	1,9	0,4	1,9	2,4	0,7	1,3	0,6	2,3	3,1	0,8	n.d.
1987	- 0,4	1,4	- 0,3	4,8	2,2	0,8	1,0	2,0	2,6	2,9	1,0	n.d.
1988	0,5	1,4	0,5	3,9	1,8	1,9	1,4	3,3	2,3	3,0	1,7	n.d.
1989	1,4	1,9	- 0,1	3,6	2,7	1,5	1,6	2,6	2,0	2,3	2,0	n.d.
1990	0,6	3,2	1,2	2,5	3,1	1,1	2,0	0,5	1,3	0,7	2,0	n.d.
1991	- 0,8	2,8	0,7	0,8	1,9	0,3	1,0	- 2,6	- 0,9	- 1,7	1,9	n.d.
1992	- 0,3	- 1,4	- 0,5	- 1,8	1,4	- 0,2	- 0,7	- 2,4	0,7	- 1,0	1,1	n.d.
1993	- 0,5	- 1,3	- 1,5	- 4,1	0,5	- 0,6	- 1,3	- 0,9	1,5	0,5	0,2	n.d.
1994	- 0,6	- 0,1	- 1,8	- 0,7	0,7	- 0,4	- 0,3	0,8	2,3	2,1	0,1	n.d.
1995	0,7	0,4	- 0,7	2,5	2,1	0,7	0,7	1,2	1,5	1,8	0,1	n.d.
1996	0,5	- 0,1	0,5	2,8	2,2	0,2	0,7	0,9	1,5	0,9	0,4	1,3
1997	- 0,4	- 0,1	0,2	3,7	3,1	0,7	0,7	1,8	2,3	2,1	1,1	1,6
1998	1,1	1,1	0,9	4,2	2,6	1,7	1,7	1,0	1,5	2,5	- 0,7	1,0
1999	1,1	1,5	1,3	5,7	2,5	1,4	1,8	1,4	1,5	2,6	- 0,8	1,1
2000	2,7	1,7	1,9	5,6	2,2	2,0	2,4	1,2	2,5	2,5	- 0,2	1,7
2001	1,5	0,3	1,8	4,1	1,9	1,4	1,5	0,8	0,0	1,2	- 0,5	0,5
2002	1,0	- 0,6	1,4	3,0	0,3	- 0,1	0,7	0,8	- 0,3	2,4	- 1,3	0,3
2003	0,2	- 0,9	1,5	4,0	- 0,6	0,0	0,6	0,9	0,9	2,4	- 0,2	0,6
2004	0,4	0,3	0,8	3,9	- 0,9	1,1	0,8	1,1	1,1	1,7	0,2	1,2
2005	0,7	- 0,1	0,7	4,8	0,4	1,4	1,1	1,0	1,8	1,3	0,4	1,3
2006	0,7	0,6	1,7	4,1	1,6	1,1	1,6	0,9	1,9	1,8	0,4	1,7
2007	1,7	1,7	1,1	3,1	2,0	1,7	1,8	0,7	1,1	2,4	0,5	1,5
2008	1,4	1,2	0,7	- 0,5	1,2	1,8	0,9	0,7	- 0,5	1,7	- 0,4	0,6
2009	- 0,9	0,0	- 1,5	- 6,8	- 0,6	- 0,1	- 1,8	- 1,6	- 3,8	- 1,6	- 1,6	- 1,8
2010	0,2	0,5	- 0,7	- 2,3	- 0,3	0,8	- 0,5	0,3	- 0,6	1,4	- 0,4	0,6
2011	0,3	1,3	0,4	- 1,9	0,2	1,4	0,1	0,5	0,6	1,5	- 0,1	1,0

Source : OCDE.

(1) Allemagne : Ouest jusqu'en 1991 ; Allemagne totale depuis 1992.

(2) Zone Euro : avec Allemagne Occidentale, jusqu'en 1991 ; Pays de l'OCDE appartenant à la Zone Euro depuis 1992



Tableau XII.5

## Taux de chômage (définitions courantes) des principaux pays de la zone euro et des autres pays du G7

Années	France	Allemagne (1)	Italie	Espagne	Pays-Bas	Belgique	Zone euro (2)	Royaume-Uni	États-Unis	Canada	Japon	OCDE
<b>Moyennes annuelles, en %</b>												
1980	5,4	1,7	5,6	9,3	3,9	6,7	4,9	6,8	7,2	7,5	2,0	5,4
1981	6,4	2,8	6,3	11,4	5,7	8,6	6,0	9,6	7,6	7,6	2,2	6,0
1982	6,9	4,6	6,9	13,0	8,3	10,1	7,1	10,7	9,7	11,1	2,4	7,3
1983	7,2	6,4	7,7	14,2	10,6	10,8	8,2	11,5	9,6	12,0	2,7	7,8
1984	8,5	6,6	8,5	16,6	10,2	10,8	9,0	11,8	7,5	11,4	2,7	7,4
1985	9,0	6,7	8,6	17,8	8,8	10,1	9,1	11,4	7,2	10,6	2,6	7,3
1986	8,9	6,0	9,9	17,4	8,0	10,1	9,1	11,3	7,0	9,7	2,8	7,2
1987	9,1	5,8	10,3	16,4	7,6	9,8	9,0	10,4	6,2	8,8	2,8	6,8
1988	8,8	5,7	10,5	14,5	7,4	8,8	8,6	8,6	5,5	7,8	2,5	6,3
1989	8,2	5,1	10,2	12,6	6,6	7,4	7,9	7,2	5,3	7,5	2,3	5,8
1990	7,9	4,5	9,1	12,1	5,7	6,6	7,3	7,1	5,6	8,2	2,1	5,7
1991	8,2	3,9	8,6	12,2	5,2	6,4	7,4	8,8	6,8	10,3	2,1	6,2
1992	9,1	6,3	8,7	13,5	5,2	7,1	8,2	9,9	7,5	11,2	2,2	6,8
1993	10,1	7,5	9,7	17,2	6,3	8,6	9,6	10,4	6,9	11,4	2,5	7,4
1994	10,7	8,1	10,7	19,1	7,2	9,8	10,5	9,5	6,1	10,4	2,9	7,4
1995	10,0	7,9	11,2	18,7	6,8	9,7	10,3	8,6	5,6	9,5	3,1	7,2
1996	10,6	8,5	11,2	17,5	6,2	9,6	10,4	8,1	5,4	9,6	3,4	7,0
1997	10,7	9,2	11,3	16,3	5,2	9,2	10,4	7,0	4,9	9,1	3,4	6,7
1998	10,3	8,9	11,4	14,6	4,1	9,3	9,9	6,3	4,5	8,3	4,1	6,6
1999	10,0	8,1	11,0	12,2	3,4	8,5	9,2	6,0	4,2	7,6	4,7	6,5
2000	8,5	7,5	10,1	10,8	2,9	6,9	8,3	5,5	4,0	6,8	4,7	6,0
2001	7,7	7,3	9,1	10,1	2,4	6,6	7,8	5,1	4,8	7,3	5,0	6,2
2002	7,9	8,1	8,7	11,0	3,0	7,5	8,2	5,2	5,8	7,7	5,4	6,8
2003	8,5	9,1	8,4	11,0	4,0	8,2	8,7	5,0	6,0	7,6	5,3	7,0
2004	8,9	9,8	8,0	10,5	4,9	8,4	8,9	4,8	5,5	7,2	4,7	6,9
2005	8,9	10,7	7,7	9,2	5,1	8,5	8,9	4,9	5,1	6,7	4,4	6,6
2006	8,8	9,7	6,8	8,5	4,2	8,2	8,2	5,5	4,6	6,3	4,1	6,1
2007	8,0	8,3	6,1	8,3	3,5	7,5	7,4	5,4	4,6	6,0	3,8	5,7
2008	7,4	7,2	6,8	11,3	3,0	7,0	7,4	5,7	5,8	6,1	4,0	6,0
2009	9,1	7,4	7,8	18,0	3,7	7,9	9,4	7,6	9,3	8,3	5,1	8,2
2010	9,4	6,8	8,4	20,1	4,4	8,3	9,9	7,9	9,6	8,0	5,1	8,3
2011	9,3	5,7	8,4	21,6	4,4	7,2	10,0	8,1	8,9	7,5	4,6	7,9

Source : OCDE.

(1) Allemagne : Ouest jusqu'en 1991 ; Allemagne totale depuis 1992.

(2) Zone Euro : avec Allemagne Occidentale, jusqu'en 1991 ; Pays de l'OCDE appartenant à la Zone Euro depuis 1992

Tableau XII.6

## Solde financier des administrations publiques des principaux pays de la zone euro et des autres pays du G7 (1)

(en points de PIB)

Années	France	Allemagne (2)	Italie	Espagne	Pays-Bas	Belgique	Zone euro (3)	Royaume-Uni	États-Unis	Canada	Japon	OCDE
<b>Part dans le PIB, en %</b>												
1980	- 0,3	- 2,9	- 6,9	- 4,0	- 4,0	- 10,3	- 2,4	- 3,7	- 2,7	- 4,1	- 4,2	- 3,3
1981	- 2,4	- 3,9	- 10,8	- 5,3	- 5,0	- 16,0	- 4,6	- 5,0	- 2,4	- 2,8	- 3,6	- 3,8
1982	- 2,9	- 3,4	- 10,0	- 7,1	- 6,2	- 12,5	- 4,6	- 3,0	- 5,0	- 7,0	- 3,5	- 4,9
1983	- 2,6	- 2,9	- 10,1	- 6,2	- 5,4	- 14,5	- 4,3	- 3,9	- 5,7	- 8,2	- 3,7	- 5,1
1984	- 2,8	- 2,0	- 11,4	- 6,9	- 5,3	- 10,0	- 4,2	- 4,1	- 4,9	- 7,8	- 2,2	- 4,5
1985	- 3,1	- 1,1	- 12,3	- 8,4	- 3,6	- 10,1	- 4,5	- 3,2	- 5,1	- 8,6	- 0,9	- 4,3
1986	- 3,3	- 1,1	- 11,9	- 7,4	- 4,6	- 9,9	- 4,5	- 3,0	- 5,3	- 7,1	- 1,0	- 4,3
1987	- 2,1	- 1,8	- 11,5	- 4,4	- 5,4	- 7,9	- 4,2	- 2,1	- 4,4	- 5,4	- 0,1	- 3,5
1988	- 2,7	- 2,0	- 11,0	- 4,5	- 4,2	- 7,3	- 4,1	- 0,1	- 3,7	- 4,3	0,7	- 2,8
1989	- 1,9	0,1	- 11,4	- 3,9	- 5,0	- 7,6	- 3,3	0,2	- 3,3	- 4,6	1,5	- 2,3
1990	- 2,5	- 1,9	- 11,4	- 5,2	- 5,3	- 6,8	- 4,3	- 2,0	- 4,3	- 5,8	2,2	- 3,0
1991	- 3,0	- 2,8	- 11,3	- 5,9	- 2,7	- 7,4	- 5,1	- 3,4	- 5,0	- 8,4	2,0	- 3,7
1992	- 4,6	- 2,4	- 10,3	- 5,0	- 4,2	- 8,2	- 5,2	- 6,5	- 5,9	- 9,1	0,7	- 4,6
1993	- 6,5	- 3,0	- 10,0	- 8,4	- 2,8	- 7,5	- 5,9	- 8,0	- 5,1	- 8,7	- 2,4	- 5,2
1994	- 5,5	- 2,5	- 9,0	- 7,8	- 3,5	- 5,1	- 5,1	- 6,8	- 3,7	- 6,7	- 3,7	- 4,3
1995	- 5,5	- 9,5	- 7,4	- 7,2	- 9,2	- 4,5	- 7,5	- 5,8	- 3,3	- 5,3	- 4,6	- 4,8
1996	- 4,0	- 3,3	- 7,0	- 5,5	- 1,9	- 4,0	- 4,3	- 4,2	- 2,3	- 2,8	- 4,9	- 3,3
1997	- 3,3	- 2,7	- 2,7	- 4,0	- 1,2	- 2,3	- 2,8	- 2,2	- 0,9	0,2	- 3,8	- 1,9
1998	- 2,6	- 2,3	- 2,9	- 3,0	- 0,9	- 1,0	- 2,4	- 0,1	0,3	0,1	- 11,0	- 2,1
1999	- 1,8	- 1,6	- 2,0	- 1,2	0,4	- 0,7	- 1,5	0,9	0,7	1,3	- 7,1	- 0,9
2000	- 1,5	1,1	- 0,9	- 1,0	2,0	- 0,1	- 0,1	3,7	1,5	3,0	- 7,4	0,1
2001	- 1,7	- 3,1	- 3,2	- 0,5	- 0,3	0,4	- 2,0	0,6	- 0,6	0,7	- 6,0	- 1,4
2002	- 3,3	- 3,8	- 3,2	- 0,2	- 2,1	- 0,2	- 2,7	- 2,0	- 4,0	- 0,1	- 7,7	- 3,3
2003	- 4,1	- 4,1	- 3,6	- 0,4	- 3,2	- 0,2	- 3,2	- 3,7	- 5,0	- 0,1	- 7,7	- 3,9
2004	- 3,6	- 3,8	- 3,6	- 0,1	- 1,8	- 0,2	- 2,9	- 3,6	- 4,4	0,9	- 5,9	- 3,2
2005	- 3,0	- 3,3	- 4,5	1,3	- 0,3	- 2,6	- 2,6	- 3,3	- 3,3	1,5	- 4,8	- 2,4
2006	- 2,4	- 1,7	- 3,4	2,4	0,5	0,3	- 1,4	- 2,7	- 2,2	1,6	- 1,3	- 1,2
2007	- 2,7	0,2	- 1,6	1,9	0,2	- 0,1	- 0,7	- 2,8	- 2,9	1,4	- 2,1	- 1,3
2008	- 3,3	- 0,1	- 2,7	- 4,5	0,5	- 1,0	- 2,1	- 5,0	- 6,6	- 0,4	- 1,9	- 3,4
2009	- 7,5	- 3,2	- 5,4	- 11,2	- 5,5	- 5,7	- 6,4	- 11,0	- 11,6	- 4,9	- 8,8	- 8,1
2010	- 7,1	- 4,3	- 4,5	- 9,3	- 5,0	- 3,9	- 6,2	- 10,3	- 10,7	- 5,6	- 8,4	- 7,5
2011	- 5,2	- 1,0	- 3,8	- 8,5	- 4,6	- 3,9	- 4,1	- 8,4	- 9,7	- 4,5	- 9,5	- 6,3

Source : OCDE.

(1) Différence entre les recettes et les dépenses des administrations publiques, rapportée au PIB.

(2) Allemagne : Ouest jusqu'en 1990 ; Allemagne totale depuis 1991.

(3) Zone Euro : avec Allemagne Occidentale, jusqu'en 1991 ; Pays de l'OCDE appartenant à la Zone Euro depuis 1992.

Tableau XII.7

## Part des recettes publiques totales dans le PIB des principaux pays de la zone euro et des autres pays du G7

(en points de PIB)

Années	France	Allemagne (1)	Italie	Espagne	Pays-Bas	Belgique	Zone euro (2)	Royaume-Uni	États-Unis	Canada	Japon	OCDE
<b>Part dans le PIB, en %</b>												
1980	45,7	44,0	33,6	29,9	51,8	45,6	45,5	41,9	31,6	37,5	28,8	35,5
1981	46,2	43,6	33,6	31,3	52,5	46,2	45,6	44,0	32,3	39,6	30,1	36,2
1982	47,0	44,1	36,6	31,7	53,5	47,5	46,5	44,8	32,0	40,2	30,3	36,6
1983	47,7	43,7	38,6	33,5	54,2	47,8	47,1	43,8	31,4	39,7	30,5	36,5
1984	48,4	43,8	37,5	33,2	53,5	48,4	47,0	43,7	31,3	39,8	31,0	36,5
1985	48,8	43,9	37,3	34,3	53,9	48,3	47,0	43,2	31,8	39,5	31,3	36,7
1986	48,0	43,3	38,3	34,8	52,5	47,6	46,6	42,4	32,0	40,4	31,3	36,7
1987	48,6	43,2	38,1	36,1	53,1	47,8	46,6	41,2	32,8	40,6	32,6	37,2
1988	47,4	42,7	39,1	35,9	52,1	46,5	46,2	41,0	32,6	41,0	32,6	37,0
1989	47,0	43,2	39,9	37,8	49,4	44,7	46,2	40,6	32,9	41,2	32,6	37,1
1990	47,1	41,7	41,2	37,7	49,5	45,5	46,1	39,4	32,9	43,0	33,5	37,2
1991	47,7	43,3	42,3	38,5	52,2	46,0	44,4	39,8	32,9	43,9	33,2	37,5
1992	47,4	44,7	44,7	40,4	51,5	45,6	45,4	38,7	32,8	44,2	32,9	37,7
1993	48,6	45,2	46,0	40,7	52,9	47,4	46,2	37,3	33,0	43,5	31,6	37,7
1994	48,6	45,6	44,2	38,9	50,0	47,4	45,8	37,8	33,4	43,0	30,9	37,6
1995	48,9	45,4	44,7	37,3	47,1	47,5	45,5	38,2	33,8	43,2	31,0	37,9
1996	50,5	45,7	45,2	37,7	47,5	48,5	46,2	38,0	34,3	43,8	31,3	38,3
1997	50,9	45,4	47,2	37,6	46,2	48,9	46,4	38,4	34,6	44,5	31,4	38,5
1998	50,1	45,7	46,0	38,1	45,8	49,4	46,1	39,4	34,9	44,9	31,0	38,6
1999	50,8	46,7	45,9	38,7	46,4	49,5	46,6	39,8	34,9	44,3	30,9	38,7
2000	50,1	46,2	44,9	38,2	46,1	49,0	46,0	40,2	35,4	44,1	31,1	38,9
2001	50,0	44,5	44,5	38,1	45,0	49,5	45,2	40,5	34,4	42,6	32,0	38,3
2002	49,6	44,0	44,0	38,7	44,0	49,6	44,8	38,9	31,9	41,1	30,5	37,0
2003	49,3	44,2	44,4	38,0	43,9	50,9	44,8	38,6	31,3	41,1	30,1	36,1
2004	49,7	43,4	44,0	38,8	44,4	49,0	44,6	39,5	31,6	40,7	30,6	36,1
2005	50,7	43,6	43,4	39,7	44,5	49,2	44,8	40,7	33,0	40,8	31,6	36,9
2006	50,6	43,7	45,0	40,7	46,0	48,8	45,3	41,5	33,9	41,1	34,7	37,9
2007	49,8	43,7	46,0	41,1	45,4	48,2	45,3	41,1	34,0	40,8	33,7	37,9
2008	50,0	44,0	45,9	37,0	46,7	48,8	45,0	42,9	32,6	39,6	35,1	37,6
2009	49,1	44,9	46,5	35,1	46,0	48,1	44,8	40,1	31,0	39,5	33,1	36,4
2010	49,6	43,7	46,1	36,3	46,2	48,8	44,8	40,1	31,7	38,5	32,4	36,5
2011	50,9	44,7	46,1	35,1	45,5	49,5	45,3	40,7	32,0	38,4	33,3	36,9

Source : OCDE.

(1) Allemagne : Ouest jusqu'en 1990 ; Allemagne totale depuis 1991.

(2) Zone Euro : avec Allemagne Occidentale, jusqu'en 1991 ; Pays de l'OCDE appartenant à la Zone Euro depuis 1992.

Tableau XII.8

## Prélèvements obligatoires des principaux pays de la zone euro et des autres pays du G7

(en points de PIB)

Années	France	Allemagne	Italie	Espagne	Pays-Bas	Belgique	Royaume-Uni	États-Unis	Canada	Japon	OCDE
Part dans le PIB, en %											
1965	34,2	31,6	25,5	14,7	32,8	31,1	30,4	24,7	25,7	18,0	25,4
1966	33,9	32,2	25,3	13,6	34,2	33,3	31,2	25,0	26,8	17,5	26,0
1967	34,3	32,2	26,2	16,9	35,2	33,9	33,1	26,1	27,8	18,0	26,9
1968	34,4	32,2	27,0	16,1	35,9	34,8	34,3	25,5	28,6	18,2	27,2
1969	35,0	33,9	26,4	16,4	34,7	34,9	36,0	27,9	30,9	18,5	27,8
1970	34,2	31,5	25,7	15,9	35,6	33,9	36,7	27,0	30,9	19,5	27,5
1971	33,6	32,0	26,3	16,2	37,1	35,0	34,8	25,0	30,4	19,7	28,0
1972	34,0	33,5	26,3	17,1	38,2	34,9	33,1	25,6	30,9	20,4	27,7
1973	34,0	35,0	23,9	17,7	39,3	36,0	31,2	25,5	30,4	22,1	27,8
1974	34,1	34,9	25,1	17,1	39,7	36,9	34,2	26,2	32,7	22,7	28,7
1975	35,5	34,3	25,4	18,4	40,7	39,5	34,9	25,6	32,0	20,7	29,4
1976	37,3	35,3	26,3	18,4	40,6	39,7	34,8	24,9	31,5	21,5	30,3
1977	37,3	36,7	26,8	20,2	41,5	41,6	34,3	26,1	30,7	22,1	31,0
1978	37,3	36,7	27,0	21,5	42,2	42,2	32,7	25,8	30,4	23,7	30,9
1979	38,8	36,4	26,1	22,0	42,6	43,0	31,9	26,0	30,1	24,6	30,8
1980	40,2	36,4	29,7	22,6	42,9	41,3	34,8	26,4	31,0	25,1	30,9
1981	40,3	35,9	30,9	23,8	42,0	41,6	36,2	26,8	33,2	25,8	31,6
1982	41,1	35,5	33,0	24,1	42,7	42,8	38,5	27,0	33,0	26,3	32,0
1983	41,6	35,6	35,0	26,0	43,9	43,5	36,9	24,9	32,5	26,7	32,2
1984	42,6	35,7	34,1	26,4	42,1	44,2	37,0	25,0	32,6	26,9	32,4
1985	42,8	36,1	33,6	27,6	42,4	44,3	37,0	25,6	32,5	27,1	32,5
1986	42,4	35,8	35,2	29,0	43,1	44,1	37,4	25,5	33,2	28,1	33,2
1987	43,0	36,3	35,3	30,8	45,5	44,7	36,1	26,5	34,2	29,0	33,6
1988	42,2	36,0	35,8	30,9	45,5	43,4	36,2	26,4	33,7	29,5	33,6
1989	41,9	36,2	36,8	32,7	42,9	41,5	35,6	26,6	34,8	29,7	33,5
1990	42,0	34,8	37,8	32,5	42,9	42,0	35,5	27,4	35,9	29,0	33,1
1991	42,3	36,0	38,2	32,8	45,1	42,2	34,3	27,1	36,4	28,6	33,6
1992	42,0	36,9	40,6	33,8	44,8	41,7	33,4	26,9	36,0	27,0	33,8
1993	43,2	36,9	42,3	32,8	45,0	43,2	32,3	27,1	35,4	27,0	34,3
1994	43,3	37,1	40,2	32,9	43,0	43,5	32,9	27,5	35,2	26,1	34,2
1995	42,9	37,2	40,1	32,1	41,5	43,5	34,0	27,8	35,6	26,8	34,6
1996	44,2	36,5	41,8	31,9	40,9	43,9	33,9	28,2	35,9	26,8	35,0
1997	44,5	36,2	43,3	32,9	40,9	44,4	34,2	28,7	36,7	27,2	34,9
1998	44,3	36,5	41,7	33,2	39,0	45,1	35,5	29,1	36,7	26,8	34,9
1999	45,2	37,3	42,5	34,1	40,1	45,0	35,8	29,1	36,4	26,3	35,2
2000	44,4	37,5	42,2	34,2	39,6	44,7	36,3	29,5	35,6	27,0	35,3
2001	44,1	36,3	41,9	33,8	38,1	44,7	36,1	28,4	34,8	27,3	34,8
2002	43,5	35,6	41,3	34,2	37,4	44,8	34,6	26,0	33,7	26,2	34,5
2003	43,3	35,8	41,7	34,2	36,9	44,3	34,3	25,5	33,7	25,7	34,5
2004	43,6	35,0	41,0	34,6	37,2	44,5	34,8	25,7	33,6	26,3	34,4
2005	44,1	35,0	40,8	35,7	38,4	44,6	35,7	27,1	33,4	27,4	35,0
2006	44,4	35,6	42,3	36,6	39,1	44,2	36,4	27,9	33,3	28,0	35,1
2007	43,7	36,0	43,4	37,2	38,7	43,6	36,0	27,9	33,0	28,3	35,2
2008	43,5	36,4	43,3	33,3	39,1	44,1	35,7	26,3	32,2	28,3	34,6
2009	42,4	37,3	43,4	30,6	38,2	43,2	34,3	24,1	32,0	26,9	33,8
2010	42,9	36,3	43,0	31,7	n.d.	43,8	35,0	24,8	31,0	n.d.	n.d.

Source : OCDE (2011), Statistiques des recettes publiques 2011.

Tableau XII.9

## Part des dépenses publiques totales dans le PIB des principaux pays de la zone euro et des autres pays du G7

(en points de PIB)

Années	France	Allemagne (1)	Italie	Espagne	Pays-Bas	Belgique	Zone euro (2)	Royaume-Uni	États-Unis	Canada	Japon	OCDE
<b>Part dans le PIB, en %</b>												
1980	46,0	46,9	40,5	33,9	55,8	55,9	47,9	45,6	34,3	41,5	33,0	39,0
1981	48,6	47,5	44,4	36,7	57,5	62,2	50,2	48,9	34,7	42,4	33,7	40,2
1982	49,9	47,5	46,6	38,8	59,7	60,0	51,1	47,9	37,0	47,2	33,9	41,7
1983	50,3	46,6	48,7	39,8	59,6	62,3	51,4	47,7	37,1	47,8	34,1	41,8
1984	51,2	45,8	48,9	40,1	58,7	58,4	51,2	47,9	36,2	47,5	33,3	41,1
1985	51,8	45,1	49,6	42,7	57,5	58,3	51,5	46,5	36,9	48,1	32,2	41,2
1986	51,3	44,4	50,1	42,2	57,1	57,5	51,1	45,3	37,4	47,5	32,3	41,2
1987	50,7	45,0	49,6	40,6	58,5	55,7	50,8	43,2	37,2	46,0	32,7	40,8
1988	50,1	44,6	50,1	40,4	56,3	53,8	50,3	41,1	36,3	45,3	31,9	40,0
1989	48,9	43,1	51,3	41,7	54,4	52,3	49,5	40,4	36,2	45,8	31,1	39,5
1990	49,6	43,6	52,6	42,9	54,9	52,3	50,5	41,5	37,2	48,7	31,2	40,1
1991	50,6	46,1	53,7	44,4	54,9	53,5	49,5	43,2	38,0	52,1	31,2	41,2
1992	52,0	47,2	55,1	45,4	55,7	53,8	50,6	45,2	38,6	53,2	32,3	42,3
1993	55,1	48,2	56,0	49,0	55,7	54,9	52,2	45,3	38,1	52,2	34,1	42,9
1994	54,1	48,0	53,2	46,8	53,5	52,6	50,9	44,6	37,1	49,8	34,6	41,9
1995	54,4	54,8	52,2	44,5	56,3	52,1	53,0	44,1	37,1	48,5	35,6	42,7
1996	54,5	49,0	52,2	43,2	49,4	52,5	50,5	42,2	36,6	46,7	36,2	41,6
1997	54,2	48,2	49,9	41,7	47,5	51,2	49,2	40,6	35,4	44,3	35,2	40,3
1998	52,7	48,0	49,0	41,1	46,6	50,4	48,5	39,5	34,6	44,8	42,0	40,7
1999	52,6	48,3	47,9	39,9	46,0	50,1	48,1	38,8	34,2	43,0	38,0	39,7
2000	51,6	45,1	45,8	39,2	44,1	49,1	46,2	36,5	33,9	41,1	38,5	38,8
2001	51,6	47,5	47,7	38,7	45,3	49,1	47,2	39,8	35,0	42,0	38,0	39,8
2002	52,8	47,9	47,1	38,9	46,1	49,8	47,5	40,9	35,9	41,2	38,2	40,3
2003	53,4	48,4	48,0	38,4	47,0	51,0	48,0	42,3	36,3	41,2	37,8	40,0
2004	53,3	47,2	47,6	38,9	46,1	49,2	47,5	43,1	36,0	39,9	36,6	39,3
2005	53,6	47,0	47,9	38,4	44,8	51,9	47,4	44,0	36,3	39,3	36,4	39,4
2006	52,9	45,3	48,4	38,4	45,5	48,5	46,7	44,2	36,1	39,4	36,0	39,1
2007	52,6	43,5	47,6	39,2	45,2	48,3	46,0	43,9	36,9	39,4	35,8	39,2
2008	53,3	44,1	48,6	41,5	46,2	49,8	47,2	47,9	39,1	40,0	37,0	41,0
2009	56,7	48,1	51,9	46,3	51,5	53,7	51,2	51,1	42,7	44,4	41,9	44,5
2010	56,7	48,0	50,5	45,6	51,2	52,8	51,0	50,4	42,5	44,1	40,8	43,9
2011	56,1	45,7	49,9	43,6	50,1	53,4	49,4	49,1	41,7	42,9	42,8	43,2

Source : OCDE.

(1) Allemagne : Ouest jusqu'en 1990 ; Allemagne totale depuis 1991.

(2) Zone Euro : avec Allemagne Occidentale, jusqu'en 1991 ; Pays de l'OCDE appartenant à la Zone Euro depuis 1992.

Tableau XII.10

# Dette publique (engagements financiers nets) des principaux pays de la zone euro et des autres pays du G7 (1)

(en points de PIB)

Années	France	Allemagne (2)	Italie	Espagne	Pays-Bas	Belgique	Zone euro (3)	Royaume-Uni	États-Unis	Canada	Japon	OCDE
Part dans le PIB, en %												
1980	- 4,3	10,3	45,4	9,4	21,2	50,8	14,1	29,8	25,6	14,5	15,0	19,7
1981	- 0,2	13,5	49,2	9,8	23,2	67,3	16,9	23,9	25,4	13,5	18,7	21,1
1982	1,6	16,1	53,0	13,0	26,7	72,9	19,9	29,5	29,5	19,1	23,1	24,9
1983	3,9	17,9	62,5	15,9	31,0	83,7	23,9	30,0	33,0	25,6	27,9	28,7
1984	6,7	18,9	66,2	19,3	34,0	89,7	27,2	25,3	34,2	29,6	30,2	30,2
1985	9,5	19,2	72,6	24,4	36,7	96,4	29,9	26,0	37,3	35,3	30,5	32,6
1986	12,2	19,5	77,3	27,7	39,4	102,5	32,3	26,0	40,8	39,6	32,6	35,1
1987	13,0	20,6	81,9	26,5	24,3	106,8	34,3	6,6	43,0	39,2	26,2	33,8
1988	14,7	21,5	84,7	27,8	27,6	108,0	35,4	- 0,1	44,1	38,1	21,6	32,9
1989	15,3	19,9	79,3	29,3	30,8	105,9	35,2	- 5,0	44,2	41,1	14,8	31,1
1990	17,1	20,5	82,1	31,5	34,0	107,0	35,4	- 3,6	45,4	43,7	12,6	31,6
1991	18,4	8,5	85,8	33,4	35,1	108,0	34,4	- 1,4	49,1	50,5	10,7	32,2
1992	20,0	14,9	92,7	35,2	41,0	113,1	38,9	6,7	52,5	59,1	12,9	36,4
1993	26,7	18,3	100,0	43,6	45,5	115,0	42,7	17,4	54,9	64,2	16,2	40,6
1994	29,6	19,1	103,9	46,5	44,6	114,4	44,2	19,7	54,4	67,9	18,6	41,8
1995	37,4	29,7	98,4	51,6	54,0	114,5	49,2	26,3	53,8	70,7	22,8	43,2
1996	41,9	32,7	104,0	55,5	52,7	115,3	53,6	27,9	51,9	70,0	28,3	44,1
1997	42,4	32,5	104,1	54,2	49,7	110,8	53,6	30,6	48,8	64,7	33,8	43,5
1998	40,6	36,3	106,4	53,7	48,2	107,7	53,9	32,6	44,9	60,8	45,4	43,9
1999	33,6	34,5	100,5	47,7	36,7	103,0	48,4	29,0	40,2	56,1	53,0	40,4
2000	35,2	33,8	94,9	44,2	34,9	97,5	47,5	26,8	35,3	46,5	59,7	38,1
2001	36,7	36,1	95,8	41,6	33,0	94,9	48,0	23,2	34,6	44,5	65,5	37,7
2002	41,9	40,4	95,2	40,3	34,8	93,1	50,4	23,7	37,2	42,6	74,5	40,3
2003	44,4	43,4	92,3	36,8	36,2	90,2	50,6	23,9	40,5	38,7	77,5	41,6
2004	45,4	47,5	92,0	34,6	37,6	83,7	51,5	25,9	48,9	35,2	82,4	45,1
2005	43,4	49,8	93,3	29,1	35,0	81,9	50,5	27,1	49,0	31,0	82,1	44,4
2006	37,4	47,8	90,2	22,4	31,6	77,0	46,6	27,5	48,4	26,3	81,0	42,1
2007	35,7	42,6	86,8	17,8	27,8	73,1	42,7	28,4	48,0	22,9	80,5	40,2
2008	45,9	44,7	89,7	22,6	27,0	73,5	47,5	33,3	53,6	22,6	95,3	45,7
2009	52,3	49,3	100,6	34,3	29,7	79,6	54,6	44,1	65,7	28,3	106,2	54,0
2010	58,9	50,5	99,3	40,2	34,4	80,1	58,1	53,8	72,9	30,4	112,8	59,4
2011	62,2	52,0	93,7	48,6	39,0	81,6	60,5	68,3	80,1	33,1	125,5	65,2

Source : OCDE.

(1) Par construction, la dette publique que publie l'OCDE (engagements financiers nets) diffère de la dette publique au sens de Maastricht (dette brute, cf. pour la France tableau VI.10).

(2) Allemagne : Ouest jusqu'en 1990 ; Allemagne totale depuis 1991.

(3) Zone Euro : avec Allemagne Occidentale, jusqu'en 1991 ; Pays de l'OCDE appartenant à la Zone Euro depuis 1992.

Tableau XII.11

### Balance courante des principaux pays de la zone euro et des autres pays du G7

Années	France	Allemagne (1)	Italie	Espagne	Pays-Bas	Belgique	Zone euro (2)	Royaume-Uni	États-Unis	Canada	Japon	OCDE
Part dans le PIB, en %												
1980	- 0,6	- 1,7	- 2,3	- 2,4	- 0,3	- 3,1	- 1,9	0,7	0,1	- 2,3	- 1,1	- 1,0
1981	- 0,8	- 0,8	- 2,4	- 2,6	2,7	- 2,8	- 1,6	1,9	0,2	- 4,2	0,4	- 0,6
1982	- 2,2	0,7	- 1,8	- 2,4	3,7	- 1,1	- 1,0	0,8	- 0,2	0,6	0,6	- 0,3
1983	- 0,9	0,5	0,2	- 1,7	3,5	0,8	- 0,2	0,4	- 1,1	- 0,8	1,7	- 0,2
1984	- 0,2	1,4	- 0,8	1,1	3,7	1,4	0,4	- 0,4	- 2,4	- 0,4	2,7	- 0,5
1985	- 0,1	2,4	- 1,0	1,5	3,2	2,5	0,8	- 0,2	- 2,8	- 1,6	3,6	- 0,6
1986	0,2	3,8	0,3	1,6	2,4	3,8	1,8	- 0,9	- 3,3	- 3,0	4,2	- 0,2
1987	- 0,5	3,5	- 0,3	0,0	1,8	2,9	1,1	- 1,7	- 3,4	- 3,2	3,4	- 0,4
1988	- 0,5	4,0	- 0,8	- 1,0	3,3	3,4	1,1	- 4,1	- 2,4	- 3,0	2,6	- 0,3
1989	- 0,5	4,2	- 1,3	- 2,7	3,6	3,3	0,9	- 4,9	- 1,8	- 3,9	2,2	- 0,5
1990	- 0,8	2,8	- 1,5	- 3,5	2,6	3,1	0,1	- 3,8	- 1,4	- 3,4	1,5	- 0,6
1991	- 0,5	- 1,3	- 2,0	- 3,6	2,2	3,6	- 1,2	- 1,8	0,0	- 3,7	2,1	- 0,3
1992	0,3	- 1,1	- 2,3	- 3,5	2,0	4,4	- 0,9	- 2,1	- 0,8	- 3,6	2,8	- 0,4
1993	0,7	- 1,0	0,8	- 1,1	4,2	6,1	0,3	- 1,9	- 1,3	- 3,9	2,9	0,0
1994	0,6	- 1,4	1,3	- 1,2	5,2	6,1	0,3	- 1,0	- 1,7	- 2,3	2,7	- 0,1
1995	0,7	- 1,2	2,0	- 0,3	6,2	5,6	0,6	- 1,2	- 1,5	- 0,8	2,1	0,1
1996	1,3	- 0,6	3,2	- 0,2	5,0	5,2	1,0	- 0,8	- 1,6	0,5	1,4	- 0,1
1997	2,6	- 0,4	2,8	- 0,1	6,6	5,7	1,4	- 0,1	- 1,7	- 1,3	2,2	0,1
1998	2,6	- 0,8	1,6	- 1,2	3,3	5,4	0,8	- 0,4	- 2,4	- 1,2	3,0	- 0,1
1999	3,2	- 1,3	0,7	- 2,9	4,0	5,3	0,3	- 2,3	- 3,2	0,3	2,6	- 0,7
2000	1,4	- 1,8	- 0,5	- 4,0	2,0	4,2	- 0,6	- 2,6	- 4,2	2,7	2,5	- 1,3
2001	1,8	0,0	- 0,1	- 3,9	2,6	3,5	0,1	- 2,1	- 3,9	2,3	2,1	- 1,1
2002	1,2	2,0	- 0,8	- 3,3	2,6	4,8	0,6	- 1,7	- 4,3	1,7	2,8	- 1,1
2003	0,8	1,9	- 1,3	- 3,5	5,6	4,3	0,5	- 1,6	- 4,7	1,2	3,2	- 1,0
2004	0,5	4,6	- 0,9	- 5,2	7,9	3,6	1,1	- 2,1	- 5,3	2,3	3,7	- 0,9
2005	- 0,5	5,0	- 1,6	- 7,4	7,5	2,7	0,4	- 2,6	- 5,9	1,9	3,6	- 1,4
2006	- 0,6	6,2	- 2,6	- 9,0	9,3	2,0	0,3	- 3,2	- 6,0	1,4	3,9	- 1,6
2007	- 1,0	7,5	- 2,4	- 10,0	6,7	1,7	0,2	- 2,5	- 5,1	0,8	4,8	- 1,3
2008	- 1,8	6,2	- 2,9	- 9,6	4,2	- 1,6	- 0,7	- 1,4	- 4,7	0,3	3,3	- 1,5
2009	- 1,5	5,9	- 2,0	- 4,8	4,1	- 1,7	0,1	- 1,5	- 2,7	- 3,0	2,8	- 0,5
2010	- 1,8	6,0	- 3,5	- 4,5	7,1	1,3	0,4	- 3,3	- 3,2	- 3,1	3,6	- 0,6
2011	- 2,2	5,7	- 3,1	- 3,5	9,2	- 0,8	0,5	- 1,9	- 3,1	- 2,8	2,1	- 0,6

Source : OCDE.

(1) Allemagne : Ouest jusqu'en 1990 ; Allemagne totale depuis 1991.

(2) Zone Euro : avec Allemagne Occidentale, jusqu'en 1991 ; Pays de l'OCDE appartenant à la Zone Euro depuis 1992.

## Produit intérieur brut aux prix courants des pays du G20

(en milliards de dollars US)

Années	Afrique du Sud	Allemagne	Arabie Saoudite	Argentine	Australie	Bésil	Canada	Chine	Corée	États-Unis	France	Inde	Indonésie	Italie	Japon	Mexique	Royaume-Uni	Russie	Turquie	Union Européenne
1980	80,5	826,1	164,3	209,0	163,1	148,9	268,9	202,5	64,4	2 788,2	690,8	181,4	86,3	470,0	1 087,0	226,6	542,5	nd	94,3	3 661,0
1981	82,8	695,1	183,9	169,7	188,7	171,1	300,7	168,4	72,4	3 126,9	607,1	195,9	96,4	426,3	1 201,5	291,0	519,7	nd	95,5	3 275,0
1982	75,9	161,2	153,0	84,3	187,1	183,0	307,9	281,3	77,5	3 253,2	575,5	202,9	98,9	421,3	1 116,8	211,2	491,9	nd	86,8	3 160,2
1983	84,7	669,6	128,9	104,0	179,3	146,7	333,8	301,8	86,0	3 534,6	549,8	219,2	89,7	437,2	1 218,1	172,2	466,0	nd	82,9	3 073,8
1984	74,9	630,9	119,3	116,7	197,2	146,0	347,2	310,7	94,9	3 930,9	521,5	220,2	91,8	431,9	1 294,6	203,0	440,9	nd	80,6	2 951,3
1985	57,3	639,7	103,9	88,2	174,8	231,8	355,7	307,0	98,5	4 217,5	547,6	227,9	91,5	446,0	1 384,5	215,4	469,0	nd	90,4	3 056,6
1986	65,4	913,6	87,0	106,0	181,4	268,8	368,9	297,6	113,7	4 460,1	760,9	250,6	83,9	631,7	2 051,1	149,2	570,9	nd	101,8	4 125,0
1987	85,8	1 136,9	85,7	108,7	213,6	292,6	421,5	324,0	143,4	4 736,4	923,1	276,2	79,5	792,9	2 485,2	163,6	702,5	nd	117,2	5 059,5
1988	92,2	1 225,7	88,3	127,3	271,1	326,9	498,2	404,1	192,1	5 100,4	1 003,8	302,2	88,3	878,4	3 015,4	200,1	852,4	nd	122,1	5 654,5
1989	96,0	1 216,8	95,3	81,7	307,6	448,8	555,5	451,3	236,2	5 482,1	1 009,2	299,9	100,9	913,6	3 017,1	243,9	861,3	nd	144,0	5 749,9
1990	112,0	1 547,0	116,8	141,3	323,8	465,0	582,7	390,3	315,6	5 992,1	1 248,4	287,2	113,8	1 142,4	3 103,7	287,8	1 017,8	nd	202,4	7 049,0
1991	120,2	1 815,1	131,3	189,6	324,5	407,7	598,2	409,2	379,3	6 592,1	1 484,4	287,2	127,4	1 206,3	3 536,8	345,0	1 059,3	nd	202,7	7 495,1
1992	130,5	2 069,0	136,3	228,8	317,6	390,6	579,5	488,2	338,2	6 342,3	1 373,2	289,7	138,3	1 279,6	3 852,8	400,1	1 098,3	85,6	213,6	8 189,2
1993	130,4	2 008,6	132,2	236,5	309,2	438,3	563,7	613,2	372,2	6 687,3	1 291,3	283,2	158,0	1 028,9	4 415,0	490,6	982,6	183,8	242,1	7 458,4
1994	135,8	2 152,7	134,3	257,4	353,0	546,5	564,5	559,2	435,6	7 085,2	1 365,3	321,6	176,9	1 061,3	4 850,3	513,3	1 061,4	276,9	174,4	7 936,9
1995	151,1	2 525,0	142,5	258,0	379,3	769,7	590,5	727,9	531,1	7 414,6	1 571,4	365,0	202,1	1 133,5	5 333,9	335,0	1 157,4	313,5	227,5	9 188,1
1996	143,8	2 437,8	157,7	272,2	425,3	840,1	613,8	856,1	573,0	7 838,5	1 573,3	376,2	227,4	1 267,6	4 706,2	387,1	1 220,9	391,8	243,9	9 380,4
1997	148,8	2 159,9	165,0	293,0	426,0	871,5	637,5	952,6	532,2	8 332,4	1 423,0	421,0	215,7	1 200,9	4 324,3	467,9	1 359,3	404,9	255,1	8 842,7
1998	134,2	2 181,2	146,0	299,1	380,5	844,1	616,8	1 019,5	357,5	8 793,5	1 471,2	424,4	95,4	1 226,1	3 914,6	487,5	1 456,2	271,0	269,1	9 152,9
1999	133,1	2 133,8	161,2	283,7	412,1	586,9	661,3	1 083,3	461,8	9 353,5	1 457,1	453,7	140,0	1 209,7	4 432,6	566,2	1 503,1	195,9	249,8	9 155,8
2000	133,0	1 891,9	188,7	284,5	399,5	644,3	724,9	1 198,5	533,4	9 951,5	1 331,6	476,4	165,0	1 107,2	4 731,2	671,9	1 480,1	259,7	266,4	8 503,8
2001	118,6	1 882,5	183,3	289,1	377,4	554,4	715,4	1 324,8	504,6	10 286,2	1 340,3	487,8	160,4	1 124,7	4 159,9	709,9	1 471,1	306,6	195,5	8 587,8
2002	111,4	2 013,7	188,8	102,7	423,6	505,7	734,7	1 453,8	575,9	10 642,3	1 458,2	510,3	195,7	1 229,5	3 980,8	705,5	1 614,4	345,1	232,3	9 392,1
2003	168,2	2 428,5	214,9	129,5	539,1	552,2	865,9	1 641,0	643,8	11 142,2	1 796,7	591,0	234,9	1 517,4	4 302,9	700,2	1 862,3	430,3	303,3	11 430,5
2004	219,4	2 729,9	250,7	153,0	655,0	663,6	992,2	1 931,6	722,0	11 853,3	2 055,4	688,7	256,8	1 737,8	4 655,8	759,6	2 202,5	591,2	392,2	13 185,5
2005	247,0	2 771,1	315,8	183,0	732,1	881,8	1 133,8	2 256,9	844,9	12 623,0	2 137,9	808,7	285,7	1 789,4	4 571,9	848,5	2 283,3	763,7	482,7	13 773,2
2006	261,2	2 905,4	356,6	214,0	778,0	1 089,2	1 278,6	2 712,9	951,8	13 377,2	2 259,6	908,5	364,3	1 874,7	4 356,8	951,8	2 448,1	989,9	529,2	14 689,5
2007	285,8	3 328,6	385,2	282,1	945,6	1 366,2	1 424,1	3 494,2	1 049,2	14 028,7	2 586,8	1 152,8	432,2	2 130,2	4 386,3	1 035,3	2 814,0	1 299,7	649,1	16 994,1
2008	274,2	3 640,7	476,9	328,1	1 054,6	1 650,4	1 502,7	4 520,0	931,4	14 291,6	2 842,6	1 251,4	511,0	2 318,2	4 849,2	1 094,0	2 657,3	1 660,8	730,3	18 341,5
2009	284,2	3 307,2	377,2	310,4	991,9	1 622,3	1 337,6	4 990,5	834,1	13 938,9	2 631,9	1 254,0	538,7	2 116,6	5 035,1	881,8	2 180,7	1 222,7	614,4	16 360,2
2010	363,5	3 286,5	451,4	370,0	1 245,3	2 142,9	1 577,0	5 830,4	1 014,9	14 526,6	2 562,8	1 597,9	708,4	2 060,9	5 488,4	1 035,4	2 263,1	1 487,3	734,6	16 259,0
2011	408,1	3 577,0	577,6	447,6	1 488,2	2 492,9	1 736,9	7 298,1	1 116,2	15 094,0	2 776,3	1 676,1	845,7	2 198,7	5 869,5	1 154,8	2 417,6	1 850,4	778,1	17 577,7

Source : Fonds Monétaire International, perspectives économiques mondiales (WEO), Avril 2012.







*IMPRIMERIE NATIONALE*

125944 – Octobre 2012

